

## COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

### Délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le quatorze décembre à 18h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle polyvalente de la commune de Beauthiel-Saints sur la convocation qui leur a été adressée le 07 décembre 2022 par le président Ugo PEZZETTA en vertu de l'article L5211-41-3 V et conformément aux articles L.5211-1 à L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant notamment aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du (CGCT) applicables en la matière.

Présents : 51 - Pouvoirs : 17- Absents/Excusés : 16- Votants : 68

Présents : MM. Et Mmes : ARNOULT François, BELDENT Jeannine, BERGAMINI Jean-François, BERTHELIN Céline, BOGARD Jean-Louis, GUÉRIN Jean-François (suppléant de BOURDIER Monique), CARLIER Dominique, CHARBONNEL Jean-Luc, CHEVRINAIS Sophie, CORBISIER Sébastien, DAMET Éric (arrivé au point 05 Droit de priorité), DE LA DOUCETTE Flore, DELOISY Sophie, DENAMIEL Alexandre, DHORBAIT Guy, DOMARD Muriel, DUPORT Vincent, DURAND Daniel, FINOT Lysiane, FOURMY Philippe, FOURNIER Pascal (arrivé au point 25 Subvention ANAH), FRADE Isabel (arrivée au point 32 autorisations dépenses d'investissement 2023), GOBARD Éric, GUILLETTE Christine, JACOTIN Bernard, KIT Michèle, LESCURE Martine, MASSON Jean-François, MERCIER Angélique, MICHON Maryse, MIFFRE-PERETTI Laurence, MOLET Franz, NALIS Daniel, PERRIN Sylviane, PEZZETTA Sonia, PEZZETTA Ugo, PICARD Laurence, POISSON Francis, POVIE Marie-Claude, RIMBERT Philippe, ROMANOW Patrick, SAINT MARTIN Michel, SAUVAGE Gautier (arrivé au point 32 autorisations dépenses d'investissement 2023), BOUCHASSON Dominique (Suppléant de SCHAUFLEUR Jacqueline, TOURNOUX Sylvie, VALLÉE Fabien, VAUDESCAL Jean-Louis, VEIL Cathy, VIVET Emmanuel, VUILLAUME Didier et WARZOGA Richard (arrivé au point 05 Droit de priorité).

Pouvoirs : AUDOUX Agnès à Ugo PEZZETTA - BARDET Jean à Sylviane PERRIN - BERNARD Françoise à Maryse MICHON - BOULVRAIS Daniel à Éric DAMET - BRUN Matthieu à Pascal FOURNIER - DE CLERCK Christophe à Lysiane FINOT - ESMIEU Sarah à Sophie DELOISY - FLEISCHMAN Thierry à Laurence MIFFRE-PERETTI - GUILBAUD Corinne à Jean-Luc CHARBONNEL - HOUDAYER Sébastien à Bernard JACOTIN - MACHURÉ Dominique à Guy DHORBAIT - MARCILLY Fabrice à Emmanuel VIVET - MUSART Jean-Luc à Daniel DURAND - PRÉVOST Jean-Jacques à Franz MOLET - RIESTER Franck à Laurence PICARD - THIEBAUT Anne-Marie à Daniel NALIS - VAN LANDEGHEM Jean-Marie à Jean-François BERGAMINI

Absents excusés : CANALE Aude - CHAUVIN Joël - HORDÉ Pierre - LABORDE Fabrice - PATIN Jean-Raymond

Absents non excusés : ANCELIN Albane - AUTENZIO Christine - BRODARD Yves - CAROUGE Bernard - CAUX Nicolas - DESWARTE Philippe - STANISLAS Marie-Noëlle - THEBAULT Pierre-Rick - THIERRY Pascal - THOMAS Cédric - VEYSSET Katy

Secrétaire de Séance : Guy DHORBAIT

### Délibération 2022-225 - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)

La loi pour la Transition Énergétique pour une Croissance Verte a instauré l'obligation, pour tous les EPCI regroupant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 plus de 20 000 habitants, de réaliser un PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial).

Un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un projet territorial de transition énergétique et écologique qui a pour objectifs :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire, afin de lutter contre le changement climatique (volet « atténuation ») ;
- l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. (volet « adaptation ») ;
- l'amélioration de la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire.

Il constitue ainsi un cadre d'engagement pour le territoire, à travers une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle, qui concerne tous les secteurs d'activité. Le PCAET a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux, sous l'impulsion et la coordination d'une collectivité porteuse.

La CACPB s'inscrit pleinement dans cette démarche, notamment en valorisant et en renforçant les dynamiques déjà à l'œuvre sur son territoire en matière de rénovation énergétique, de prévention des inondations et gestion des milieux aquatiques, de gestion et préservation de la ressource en eau, de création d'un PNR et de promotion du « slow tourisme », de déploiement de télécentres...

Dans cette perspective, la CACPB a souhaité recourir à l'offre d'accompagnement proposée par le SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne) pour formaliser son PCAET. À la suite de la consultation engagée par le SDESM, le groupement B&L Évolution et ETIK PRESSE a été retenu pour accompagner la CACPB dans l'élaboration de son PCAET. Par délibération n°2018-212 du 27 septembre 2018, relative à l'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par le SDESM et délibération n°2020-136 du 27 février 2020 permettant d'élargir la



convention avec le SDESM sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, après fusion avec les communes de l'ex-Communauté de communes du Pays Créçois, le Conseil Communautaire s'est engagé dans la réalisation de son PCAET à travers notamment une déclaration d'intention définissant les modalités de concertation.

Comme le prévoit la loi, le dossier PCAET contient :

### **1. Un diagnostic du territoire**

Le diagnostic a été présenté lors du comité de pilotage en janvier 2021. L'étude comporte également une démarche d'évaluation environnementale stratégique qui vise à mieux anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application des plans et programmes, pour adapter ces derniers tout au long de leur élaboration.

### **2. Une stratégie territoriale**

À partir des constats mis en avant par le diagnostic, les élus de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se sont réunis en mai 2021 pour faire émerger une vision commune de l'avenir du territoire, discuter des objectifs à atteindre et préfigurer la stratégie territoriale. Cette stratégie a ensuite été présentée en Comité de pilotage en juin 2021.

### **3. Un plan d'actions**

Élaboré sur la base des enjeux définis au préalable et suite à l'ensemble des ateliers de concertation, le plan d'actions a été présenté en comité de pilotage en octobre 2022. À ce jour, le plan d'actions comporte 40 actions, elles-mêmes composées de plusieurs mesures. Chaque fiche-action décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés. Le dispositif de suivi est en cours d'élaboration par le bureau d'étude B&L Évolution.

### **4. Un plan air renforcé**

L'article 85 de la loi d'orientation de mobilités (LOM) oblige certains EPCI à intégrer dans leur PCAET un « plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques » fixant des objectifs biennaux de réduction des émissions à compter de 2022, au moins aussi exigeants que ceux du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA). Le volet sur l'air, nouvelle thématique, est désormais une réflexion à mener en parallèle des réflexions sur l'énergie et consigné dans un document spécifique, qui montre comment les actions envisagées vont concourir à ces objectifs.

Un **bilan de la concertation préalable** est joint en complément au dossier constitutif du PCAET. La réussite du PCAET repose sur l'implication de l'ensemble des acteurs présents sur le territoire. Ainsi, les communes, les citoyens, les associations, les entreprises, les acteurs de l'énergie, l'ensemble des acteurs économiques ont été associés dans le cadre d'une démarche participative à l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial de la CACPB.

Au-delà de la mobilisation des agents de l'agglomération et des élus, tout au long du processus d'élaboration, l'ensemble des acteurs du territoire et le public ont été investis dans une démarche de co-construction du PCAET.

Se sont ainsi tenus :

- deux séminaires de lancement réunissant les agents de la collectivité d'une part, les élus d'autre part afin de présenter les enjeux du PCAET, complétés par un temps de sensibilisation en Conférence des Maires ;
- des réunions publiques de mobilisation des acteurs locaux (entreprises, agriculteurs, associations, grand public) ;
- une communication institutionnelle : publication dans le magazine intercommunal et sur le site Internet, diffusion sur les réseaux sociaux ... ;
- le recueil des observations du public via une plateforme participative ;
- quatre ateliers thématiques, séances de travail avec les acteurs locaux dédiées à la construction du plan d'actions ;
- des comités de pilotage partenariaux et des séances de travail entre élus, en lien avec la Commission Environnement.

Après arrêt par le Conseil communautaire, le PCAET et l'Évaluation Environnementale Stratégique doivent être transmis pour avis :

- au Préfet de Région (délais de réponse : 2 mois)
- à la Présidente de Région (délais de réponse : 2 mois)
- à l'Autorité environnementale (délais de réponse : 3 mois)

Le dossier ainsi complété de l'avis de l'Autorité environnementale doit par la suite faire l'objet d'une consultation du public d'une durée d'un mois. Cette consultation devrait se tenir au printemps 2023.

Le PCAET sera ensuite approuvé en Conseil Communautaire au cours de l'année 2023 pour une mise en œuvre sur les 6 années suivantes. Le PCAET de la CACPB devra faire l'objet d'un bilan à 3 ans et être évalué et révisé à 6 ans.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télécours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-34,

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L.120-1 relatif à la participation du public, son article L.229-25 relatif au bilan de gaz à effet de serre et ses articles L.229-26, R.229-51 et suivants relatifs aux plans climat air énergie territoriaux,

VU le Code de l'énergie, et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 »,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et plus particulièrement son article 188,

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 portant loi d'orientation des mobilités,

VU le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU l'ordonnance n°2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans de gaz à effet de serre et audits énergétiques,

VU l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 en date du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France,

VU le schéma régional climat air énergie de la région Ile-de-France approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de la Région Ile-de-France le 14 décembre 2012,

VU la délibération n°2017-67 du Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne relative à la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET),

VU la délibération 2018-212 du 27 septembre 2018, relative à l'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par le SDESM et la délibération 2020-136 du 27 février 2020 permettant d'élargir la convention avec la SDESM sur l'ensemble du territoire de l'agglomération,

VU l'avis favorable de la Commission Environnement du 15 septembre 2022,

VU la présentation en conférence des maires le 13 septembre 2022,

CONSIDÉRANT le travail technique, stratégique et de concertation engagé par la Communauté d'agglomération depuis plus de deux ans pour l'élaboration de son Plan Climat Air Énergie Territorial,

CONSIDÉRANT la dynamique partenariale initiée pour la formalisation du PCAET,

Après en avoir délibéré par 68 POUR, 0 CONTRE et 0 ABSTENTION, le conseil communautaire :

- **ARRÊTE** le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial, tel que présenté en annexe, constitué d'un rapport de diagnostic, d'un rapport stratégique, d'un programme d'actions, incluant un volet Air renforcé ;
- **VALIDE** le rapport d'évaluation environnementale stratégique associé au PCAET ;
- **PREND ACTE** du bilan de la concertation préalable ;
- **AUTORISE** le Président à transmettre pour avis le projet de PCAET et le rapport environnemental au Préfet de région, à la Présidente du Conseil régional et à l'Autorité environnementale ;
- **AUTORISE** le Président à organiser la consultation numérique du public, après la réception et la prise en compte des avis sus-mentionnés.

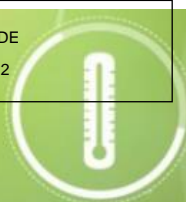
Coulommiers le 20 décembre 2022

Le Président



Ugo PEZZETTA





# PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

## BILAN DE LA CONCERTATION PRÉALABLE



# CONTENU



## AVANT-PROPOS

### RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION ET DES ENGAGEMENTS DE LA CACPB

Rappel de la réglementation.....	3
Déclaration d'intention.....	4

## MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION PRÉALABLE

### LES ORGANES DÉCISIONNELS ET STRATÉGIQUES

Conférence des maires et Bureau communautaire.....	6
Commission Environnement.....	6
Comité de Pilotage PCAET.....	7

### LA MOBILISATION INITIALE

Mobilisation interne.....	8
Mobilisation des acteurs locaux et du grand public.....	9

### LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS

Forum participatif.....	10
Ateliers thématiques.....	11

## SYNTHÈSE

## ANNEXES



# AVANT-PROPOS

Conformément à la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie est tenue d'élaborer un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). Au-delà de ses obligations réglementaires, la CACPB souhaite s'engager dans un développement durable de son territoire, lui permettant de répondre aux besoins de sa population en matière d'habitat, d'emplois et de mobilité.

Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération s'est engagée, par délibération n°2018-212 en date du 27 septembre 2018, dans le processus d'élaboration de son PCAET et a souhaité se faire accompagner par le SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne). Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 12 communautés de l'ancienne Communauté de communes du Pays Créçois et la CACPB ont fusionné pour créer un nouvel EPCI, toujours dénommé Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie, comprenant 54 communes. La Communauté de communes du Pays Créçois avait elle-même délibéré pour engager la réalisation d'un PCAET en lien avec le SDESM. La démarche a pu se poursuivre, en remettant à jour le diagnostic, sur le périmètre de la nouvelle agglomération en 2020, désormais compétente pour élaborer le PCAET.

À la suite d'une consultation engagée par le SDESM, le groupement B&L Évolution et ETIK PRESSE a été retenu pour accompagner la Communauté d'agglomération dans la formalisation de son PCAET. Ce document présente la démarche de concertation préalable mise en œuvre pour l'élaboration du PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie. Il précise les différents outils et étapes qui ont été déployés tout au long du processus d'élaboration.



# RAPPEL DE LA RÈGLEMENTATION



Les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET) sont soumis à une **évaluation environnementale** de manière systématique et, de ce fait, entrent dans les champs de la concertation préalable.

## *Définition de la concertation préalable :*

*« La concertation préalable permet de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de participation du public après la concertation préalable. » (d'après le Code de l'environnement)*

La concertation préalable est une procédure volontaire. La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a fait le choix d'organiser une concertation préalable aux modalités librement fixées, en respectant les conditions énoncées par l'article L. 121-16 du Code de l'environnement (détaillé ci-joint).

## Article L 121-16 du Code de l'environnement

*La concertation préalable associe le public à l'élaboration d'un projet, plan ou programme dans les conditions définies par la présente section. La concertation préalable est d'une durée minimale de quinze jours et d'une durée maximale de trois mois. Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale. Le bilan de cette concertation est rendu public. Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.*

*Les dépenses relatives à l'organisation matérielle d'une concertation préalable sont à la charge du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du plan ou programme.*

# DÉCLARATION D'INTENTION



La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a formalisé **une déclaration d'intention**, conformément à l'article L.121-18 du Code de l'environnement, le 18 février 2020, qui a été mise en ligne sur le site Internet et qui reste consultable.

L'ensemble des 54 communes de la CACPB vise à répondre aux défis environnementaux en s'engageant dans une démarche de développement durable qui permettra de satisfaire les besoins présents et futurs des habitants, en termes d'habitat, d'activités économiques et touristiques, d'équipements collectifs sportifs et culturels, de services publics et de mobilité. L'élaboration du PCAET, et le suivi de sa mise en œuvre, ont pour objectif de concourir à ces enjeux. Le PCAET s'articule ainsi autour de **différents axes stratégiques** qui sont déclinés au sein du plan d'actions :

- ✓ La diminution des gaz à effet de serre
- ✓ La réduction des consommations énergétiques
- ✓ Le développement des énergies renouvelables
- ✓ L'adaptabilité du territoire au changement climatique
- ✓ La qualité de l'air

De surcroît, le territoire présente la particularité d'être engagé dans une **démarche de création d'un Parc Naturel Régional**. Ce classement en PNR permettrait de valoriser le patrimoine naturel, culturel, architectural du territoire et de renforcer son attractivité, avec une ambition forte : incarner une campagne remarquable en Ile-de-France, en devenant le 5<sup>ème</sup> Parc francilien et le seul à l'Est de la Région. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la dynamique de formalisation du PCAET.



# DÉCLARATION D'INTENTION



La déclaration d'intention déclinaît également les objectifs des concertations du public, résumés ainsi :

- **Informier et sensibiliser** le grand public et les acteurs du territoire aux problématiques climat-air-énergie ;
- **Ouvrir un espace d'échanges** à l'échelle du territoire en recueillant les retours d'expérience de l'ensemble des acteurs pour enrichir les éléments préparant les décisions ;
- Faire participer le public à l'élaboration du document, au moment où sont discutées les grandes orientations et où les choix sont encore ouverts ;
- S'assurer d'une bonne appropriation par tous des enjeux et **développer le consensus autour des actions** pour faciliter leur mise en œuvre ;
- Faire adhérer au projet pour mobiliser les acteurs et les citoyens dans le développement d'actions concourant à l'atteinte des objectifs stratégiques du territoire.

## Les modalités de concertation envisagées

- ✓ Deux **séminaires** de lancement réunissant les agents de la collectivité et les élus afin de présenter les enjeux du PCAET
- ✓ 6 **réunions publiques** de mobilisation des acteurs locaux (entreprises, agriculteurs, associations, grand public...)
- ✓ Une communication institutionnelle (publication dans le journal intercommunal et sur le site Internet...)
- ✓ Le recueil des observations du public via une **plateforme participative**
- ✓ 4 **séances de travail** avec les acteurs locaux dédiées à la co-construction du plan d'actions

# LES ORGANES DÉCISIONNELS ET STRATÉGIQUES



## La Conférence des maires et le Bureau communautaire

Le **Bureau communautaire** rassemble les Vice-présidents de l'agglomération et est présidé par le Président de la CACPB. Il a en charge de préparer les conseils communautaires et d'assurer un suivi de l'exercice des missions et compétences de la CACPB.

La Conférence des maires réunit **l'ensemble des maires des 54 communes** de l'agglomération. Cette instance de dialogue et de concertation entre élus permet d'aborder les sujets à l'ordre du jour des conseils communautaires et de traiter des problématiques qui se posent sur le territoire. Cette réunion régulière offre ainsi de vrais temps d'échanges aux élus du territoire, où l'élaboration du PCAET a été régulièrement abordée.

## La Commission Environnement

Une **commission de travail thématique** a été instaurée lors de l'installation du Conseil communautaire, dans l'objectif de contribuer à l'exercice de la compétence Environnement. Elle est présidée par le Vice-président en charge des questions Environnement et rassemble une dizaine d'élus du territoire. Elle s'est réunie régulièrement et a été force de propositions tout au long de la démarche. Elle a suivi la bonne réalisation du PCAET à travers le diagnostic, les études complémentaires, les outils de concertation, la stratégie et le programme d'actions.



# LES ORGANES DÉCISIONNELS ET STRATÉGIQUES



## Le Comité de pilotage

Le COPIL rassemble **élus**, membres de la Commission Environnement, **le SDESM et les partenaires associés** à la démarche PCAET : *services de l'Etat (DDT, DRIEE...), services du Département, Région Ile-de-France, Seine-et-Marne Environnement, Chambre de commerce et d'industrie 77, Chambre d'agriculture IDF, Chambre de métiers et de l'artisanat 77, ENEDIS, GRDF, Seine-et-Marne Attractivité, SMAGE des Deux Morin, SMEP du projet de PNR, COVALTRI, CAUE 77, Banque des Territoires...* Il est présidé par le Vice-président en charge des questions environnementales au sein de la CACPB.

Les intercommunalités voisines ont aussi été informées et associées aux réunions. Les services compétents de la CACPB (Habitat, Transports, Eau-Assainissement...) ont également été systématiquement associés aux échanges. Les Comités de pilotage ont été préparés en amont par des échanges techniques entre le cabinet d'études, le SDESM et l'agglomération.

Le COPIL s'est réuni à chaque étape du processus d'élaboration du PCAET :

- ✓ **21 janvier 2021** : présentation et échanges autour du diagnostic
- ✓ **24 juin 2021** : présentation et échanges autour de la stratégie territoriale
- ✓ **17 octobre 2022** : présentation et échanges autour du plan d'actions

# MOBILISATION INITIALE



## Mobilisation interne

### Un séminaire de sensibilisation à l'attention des agents de l'agglomération

Il s'est tenu le 12 mars 2020 et a rassemblé une vingtaine d'agents de l'agglomération, évoluant au sein de différents services. Au-delà de la sensibilisation environnementale et de la diffusion d'éco-gestes facilement déclinables au quotidien, ce temps d'échanges a permis de présenter l'intérêt du PCAET et ses enjeux locaux.

### Deux temps de sensibilisation auprès des élus

Animés par le cabinet d'études, ces temps d'échanges ont permis d'exposer les enjeux environnementaux globaux et d'évoquer la démarche du PCAET, qui vise à apporter une réponse locale.

La sensibilisation s'est déroulée à la fois :

- ✓ lors d'un **séminaire de lancement**, le 8 décembre 2020, organisé en format présentiel et en visioconférence,
- ✓ à l'occasion d'une **Conférence des maires** le 14 janvier 2021.

L'ensemble des supports de sensibilisation a ensuite été envoyé auprès des mairies, pour compléter et prolonger la démarche.





# MOBILISATION INITIALE



## Mobilisation des acteurs locaux et du grand public

Quatre temps de sensibilisation, auprès de trois publics ciblés, ont été organisés dans le prolongement de la mobilisation interne :

- **Une réunion, en format visioconférence, destinée aux entreprises, aux commerçants et aux artisans du territoire**

Elle s'est tenue le 28 janvier, en pleine journée, dans l'objectif de faciliter la participation des professionnels. Une quinzaine de personnes ont participé à cette réunion et ont pu échanger sur les enjeux environnementaux, à la lumière du diagnostic territorial.

- **Une réunion, en format visioconférence, destinée aux associations**

Elle a été organisée le 28 janvier également, en soirée, et a rassemblé, dans la même dynamique, une dizaine de représentants associatifs. La corrélation entre le PCAET et la démarche de création d'un PNR sur le territoire a été particulièrement mise en avant.

- **Deux temps d'échanges, sous format visioconférence, à l'attention du grand public**

L'objectif de ces deux réunions, qui ont été proposées le 2 février 2021 et le 10 février 2021, était de mobiliser et sensibiliser l'ensemble de la population du territoire. Ces temps d'échanges n'ont pas forcément rassemblé un nombre important de participants mais ils ont permis de créer une dynamique d'échanges forte, en fidélisant des habitants qui sont ensuite venus participer aux ateliers thématiques de co-construction du plan d'actions.

# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS

## Forum participatif



À l'issue des temps de sensibilisation, une instance de concertation a vu le jour : **le Club Climat**. Il a pris une forme numérique, à travers **une plateforme collaborative, forum dédié** et accessible à tous.

Cet outil a contribué à partager le diagnostic du territoire, présenté en grandes rubriques thématiques, et à déterminer les enjeux prioritaires pour les acteurs et les habitants.

Une **adresse mail spécifiquement liée au PCAET**, activée en parallèle, a permis de répondre aux interrogations des habitants et de récolter des idées complémentaires.

En parallèle de ce forum participatif, **des temps d'échanges spécifiquement dédiés aux élus** ont été organisés : un séminaire en visioconférence le 6 mai 2021 et des ateliers en présentiel, dans le respect des règles sanitaires, le 1<sup>er</sup> juin 2021.

Ils ont conduit, par le biais de petits groupes de travail thématiques et interactifs, à dessiner les grandes lignes de la stratégie territoriale environnementale du territoire





# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS



## Ateliers thématiques

Les ateliers thématiques se sont déclinés ensuite autour de **quatre thématiques** fortes, qui ont été mises en exergue au cours du diagnostic et de l'élaboration de la stratégie :

- **Bâti et Habitat**
- **Mobilité et Transports**
- **Agriculture, Biodiversité et Consommation**
- **Économie, Déchets et Nouvelles énergies**

Les ateliers, qui se sont tous tenus en présentiel à Coulommiers, ont réuni en moyenne une vingtaine de personnes. **Un compte-rendu des échanges a été systématiquement transmis aux participants.**

La communication a été réalisée par voie digitale (site Internet de la CACPB et réseaux sociaux), par voie de presse locale et auprès des mairies et des élus communautaires. Des affiches ont notamment été remises aux mairies des trois villes principales : Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle pour une diffusion municipale et dans les commerces. Une notification auprès des habitants via les applications dont peuvent disposer certaines communes a également été effectuée.

Les ateliers ont permis d'établir **un pré-programme d'actions**, qui a ensuite fait l'objet d'arbitrages et de priorisations par les élus. Le programme issu de ces discussions a alors été affiné techniquement avec les partenaires institutionnels et les services de la Communauté d'agglomération pour être traduit sous forme de fiches-actions opérationnelles.

## ATELIERS PLAN CLIMAT

**AGISSONS ENSEMBLE !**

**DU 28 SEPT. AU 21 OCT. 2021**

*Participez à la construction du plan d'action  
pour agir contre le réchauffement climatique*

OUVERT  
À TOUS

### 4 ATELIERS THÉMATIQUES

- LE 28/09 : BÂTI, HABITAT
- LE 04/10 : MOBILITÉ, TRANSPORTS
- LE 14/10 : AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, CONSOMMATION
- LE 21/10 : ÉCONOMIE, DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES



**À COULOMMIERS - À 19H**

- À LA SUCRERIE - LE 28/09 & LE 04/10
- AUTHÉÂTRE MUNICIPAL - LE 14/10 & LE 21/10

PASS SANITAIRE  
OBLIGATOIRE

COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION

+ D'INFOS : [WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR](http://WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR)

# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS



**ATELIERS  
PLAN CLIMAT**  
**AGISSONS ENSEMBLE !**  
DU 28 SEPT. AU 21 OCT. 2021

Participez à la construction du plan d'action  
pour agir contre le réchauffement climatique

**4 ATELIERS THÉMATIQUES**

- LE 28/09 : BÂTI, HABITAT
- LE 04/10 : MOBILITÉ, TRANSPORTS
- LE 14/10 : AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, CONSOMMATION
- LE 21/10 : ÉCONOMIE, DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES

**À COULOMMIERS - À 19H**  
• À LA SUCRERIE - LE 28/09 & LE 04/10  
• AU THÉÂTRE MUNICIPAL - LE 14/10 & LE 21/10

**PASS SANITAIRE  
OBLIGATOIRE**

**COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION**

+ D'INFOS : [WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR](http://WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR)



## Atelier thématique : Bâti et Habitat

L'atelier thématique relatif à l'habitat et au bâti a mis l'accent sur **la rénovation énergétique** tant pour les logements des particuliers que pour les bâtiments publics existants. La performance énergétique du bâti a été identifiée comme un enjeu important pour le territoire, pouvant se coupler avec la revalorisation et l'amélioration de la qualité architecturale du bâti. **La plateforme territoriale de rénovation énergétique (SURE)**, déjà active sur le territoire depuis 2020, constitue un outil essentiel de la mise en œuvre de cette dynamique et une action phare du futur PCAET, plébiscitée par l'ensemble des participants à l'atelier.

Ces échanges ont aussi mis en avant **l'intérêt des matériaux biosourcés locaux** dans les projets de rénovation mais aussi dans les projets de constructions nouvelles. Le territoire se distingue en effet par sa filière chanvre, bien développée sur le secteur et bien identifiée par les habitants et les acteurs locaux.



# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTIONS



**ATELIERS  
PLAN CLIMAT**  
**AGISSONS ENSEMBLE !**  
DU 28 SEPT. AU 21 OCT. 2021

Participez à la construction du plan d'action  
pour agir contre le réchauffement climatique

**4 ATELIERS THÉMATIQUES**

- LE 28/09 : BÂTI, HABITAT
- LE 04/10 : MOBILITÉ, TRANSPORTS
- LE 14/10 : AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, CONSOMMATION
- LE 21/10 : ÉCONOMIE, DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES

À COULOMMIERS - À 19H

- À LA SUCRERIE - LE 28/09 & LE 04/10
- AU THÉÂTRE MUNICIPAL - LE 14/10 & LE 21/10

PASS SANITAIRE  
OBLIGATOIRE

+ D'INFOS : [WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR](http://WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR)

COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION



## Atelier thématique : Mobilité et transports

Cet atelier thématique a généré de nombreux échanges entre les participants, les questions de mobilité se posant toujours avec beaucoup d'acuité à l'échelle du département seine-et-marnais.

Deux objectifs ont paru importants à poursuivre, à la lumière de ces échanges, dans le cadre du PCAET :

- **la promotion des mobilités douces et de l'intermodalité**, à travers l'usage des transports en commun, l'utilisation des vélos et le développement de pistes cyclables, la mise en place de pôles multimodaux, le développement du TAD...
- **la possibilité de limiter certains déplacements**, en favorisant des services de proximité, en développant des espaces de coworking, en facilitant l'emploi local, en garantissant le déploiement de la fibre optique, en encourageant le covoiturage...

Le recours aux véhicules et la mise en œuvre d'une réflexion globale en matière de mobilité, en incluant l'ensemble des acteurs, dont les entreprises, sont des idées qui ont également émergé des échanges.

# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS



**ATELIERS  
PLAN CLIMAT**  
**AGISSONS ENSEMBLE !**  
DU 28 SEPT. AU 21 OCT. 2021

Participez à la construction du plan d'action  
pour agir contre le réchauffement climatique

**4 ATELIERS THÉMATIQUES**

- LE 28/09 : BÂTI, HABITAT
- LE 04/10 : MOBILITÉ, TRANSPORTS
- LE 14/10 : AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, CONSOMMATION
- LE 21/10 : ÉCONOMIE, DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES

**À COULOMMIERS - À 19H**

- À LA SUCRERIE - LE 28/09 & LE 04/10
- AU THÉÂTRE MUNICIPAL - LE 14/10 & LE 21/10

**PASS SANITAIRE OBLIGATOIRE**

+ D'INFOS : [WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR](http://WWW.COULOMMIERSPAYSDEBRIE.FR)

**COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION**



## Atelier thématique : Agriculture, biodiversité et consommation

Cet atelier thématique a suscité beaucoup d'échanges, rassemblant des agriculteurs et des acteurs locaux. Les échanges ont mis en avant les pratiques durables et locales qui existaient tout comme l'importance de les valoriser et de **promouvoir les atouts naturels du territoire**. La préservation des espaces naturels, de la ressource en eau, le développement du tourisme vert, la mise en valeur des produits du terroir et des circuits courts sont autant de points de réflexion qui ont émergé au cours des échanges.

L'un des enjeux essentiels qui a été évoqué lors de cet atelier reste la création d'un **Parc Naturel Régional** sur le territoire de l'agglomération. Cette dynamique est fortement relayée et soutenue par les acteurs ainsi que par les habitants, qui souhaitent préserver la qualité de vie du territoire et conserver son caractère rural, aux portes de Paris.



# LA PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DU PLAN D' ACTIONS



**ATELIERS  
PLAN CLIMAT**  
**AGISSONS ENSEMBLE !**  
DU 28 SEPT. AU 21 OCT. 2021

Participez à la construction du plan d'action  
pour agir contre le réchauffement climatique

**4 ATELIERS THÉMATIQUES**

- LE 28/09 : BÂTI, HABITAT
- LE 04/10 : MOBILITÉ, TRANSPORTS
- LE 14/10 : AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, CONSOMMATION
- LE 21/10 : ÉCONOMIE, DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES

À COULOMMIERS - À 19H

- À LA SUCRERIE - LE 28/09 & LE 04/10
- AU THÉÂTRE MUNICIPAL - LE 14/10 & LE 21/10

PASS SANITAIRE  
OBLIGATOIRE

+ D'INFOS : [WWW.COULOMMIERSPAYSDERIE.FR](http://WWW.COULOMMIERSPAYSDERIE.FR)

COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION



## Atelier thématique : Économie, déchets et nouvelles énergies

Cet atelier a suscité un réel débat autour des **énergies renouvelables** : éolien, photovoltaïque, méthanisation... Les échanges ont conclu que le développement du solaire thermique et du photovoltaïque méritait d'être étudié tout comme la valorisation des biodéchets à travers les unités de méthanisation déjà existantes. **Le recours à la géothermie**, énergie renouvelable locale et ayant prouvé son efficacité, a été également mis en avant comme nécessité et enjeu pour le territoire.

La question du recyclage, de la prévention contre les dépôts sauvages et de la sensibilisation au tri des déchets a animé également les échanges, soulignant l'importance de **réduire la production de déchets** et de lutter contre le gaspillage.

À travers cet atelier, comme sur les précédents, ont été mis en avant **les gestes écocitoyens et bonnes pratiques environnementales** à promouvoir et à valoriser. Les acteurs ont aussi souligné la nécessité de mobiliser tous les acteurs, dont le monde économique, dans la démarche.



# SYNTHÈSE

La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a mis en œuvre toutes les dispositions nécessaires, avec l'appui du SDESM et du cabinet d'études, pour garantir une véritable démarche de concertation, en dépit du contexte sanitaire, autour de la consolidation du PCAET.

La pandémie a en effet conduit à mettre en place des modalités de concertation respectueuses des règles sanitaires en vigueur au cours de ces dernières années et a mobilisé fortement les outils numériques.

Une dynamique d'échanges, malgré les difficultés, a pu s'initier et se poursuivre tout au long du processus grâce aux nombreux supports de la CACPB et à la mobilisation déjà active autour du projet de création d'un PNR sur le territoire. La concertation a ainsi permis de définir 4 grands axes stratégiques et un programme d'actions diversifié, en accord avec la déclaration d'intention, les compétences de la CACPB et la volonté du territoire.

**N°2**  
**Mai 2021**

## COULOMMIERS PAYS DE BRIE **MAGAZINE**

Le Magazine  
de Coulommiers  
Pays de Brie  
Agglomération



**VOTRE AGGLOMÉRATION  
AGIT POUR  
L'ENVIRONNEMENT !**

Eau potable, assainissement, prévention des inondations, plan climat, rénovation énergétique... découvrez l'engagement de la communauté d'agglomération pour la préservation de l'environnement.

### **Magazine intercommunal - Mai 2021**

*Un dossier spécifique est consacré à l'environnement, avec une page dédiée au PCAET.*

ENVIRONNEMENT

## AGISSONS ENSEMBLE POUR LE CLIMAT

### PARTICIPEZ À L'ÉLABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL

L'agglomération a lancé le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) fin 2020, avec l'organisation de réunions de concertations (par visioconférence) avec les élus locaux, les habitants, les entreprises, les agriculteurs et les associations du territoire.



Visioconférence en décembre 2020 à destination des élus

Cette concertation, consultation et participation du public se placent au cœur des démarches climat-air-énergie et se poursuivent sur un forum dédié [www.climat-coulommiers-paysdebrie.fr](http://www.climat-coulommiers-paysdebrie.fr) où le public a été invité à venir échanger sur le bilan carbone du territoire et sur les bonnes pratiques environnementales.

C'est avec l'ensemble des remarques et des propositions que sera construit le Plan Climat. Des ateliers thématiques seront prochainement organisés et proposés pour réfléchir ensemble à la définition d'un plan d'action autour de 5 axes forts :

- La réduction de gaz à effet de serre
- L'adaptation au changement climatique
- La sobriété énergétique
- La qualité de l'air
- Le développement des énergies renouvelables

Malgré la COVID-19, la restitution et le vote du plan d'actions peuvent être maintenus en fin d'année 2021, sur les domaines de compétence de la communauté d'agglomération (déplacements, urbanisme, gestion de déchets...) et sur les initiatives que pourraient mettre en place les habitants, par exemple par l'intermédiaire d'actions de sensibilisation.

Magazine  
intercommunal -  
Mai 2021



Article dans le  
magazine  
intercommunal  
- Mai 2022



LE PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE  
TERRITORIAL (PCAET)



La communauté d'agglomération est engagée, depuis 2020, dans une démarche de formalisation de son Plan Climat Air Énergie Territorial, enrichi d'un Plan air renforcé adapté au territoire.

Ce document permettra de définir un projet territorial, articulé autour d'une stratégie opérationnelle, pour une durée de 6 ans. Au-delà de ses obligations réglementaires, l'agglomération, consciente des défis environnementaux à relever, souhaite s'investir en faveur du développement durable pour son territoire, afin de répondre aux besoins de sa population en matière d'habitat, d'énergie et de mobilité.

L'agglomération n'a d'ailleurs pas attendu l'approbation du PCAET pour agir et mettre en place le Service Unique de Renovation Énergétique (SURE) à destination des habitants du territoire (article détaillé en page 22).

La rédaction de ce document s'accompagne d'une dynamique de sensibilisation et de concertation globale à l'échelle du

territoire de l'agglomération. L'année 2021 a ainsi permis d'associer différents acteurs du territoire à l'élaboration du Plan Climat.

Plusieurs temps d'échanges se sont déployés au cours de l'année :

- **des réunions de concertation et de sensibilisation**, ouvertes au monde de l'entreprise et au monde agricole, aux associations et aux citoyens, organisées en janvier-février
- **la création d'un Club Climat**, instance d'échange et de concertation sur le projet, qui a facilité le partage d'idées et les retours d'expériences

- **des ateliers thématiques**, mis en place en septembre-octobre, autour des axes stratégiques majeurs du PCAET : bâti-habitat, mobilité et transports, agriculture, biodiversité et consommation, économie, déchets et nouvelles énergies.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) n'est pas optimiste quant à l'atteinte des objectifs de limitation du réchauffement climatique sur notre planète. Pourtant, toutes les mesures qui découleront des travaux évoqués ci-dessus, contribueront au niveau de notre agglomération, à suivre la voie d'une amélioration.

Forte de ces échanges et du diagnostic réalisé à l'échelle de son territoire, l'agglomération finalise actuellement, aux côtés du cabinet d'études qui l'accompagne et du SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne), le **plan d'actions stratégique du futur Plan Climat qui sera proposé au conseil communautaire courant 2022**. S'en suivra une phase d'enquête publique avant l'adoption définitive du PCAET.



Article dans le  
magazine  
intercommunal  
- Mai 2022



## AGISSONS ENSEMBLE POUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

### LE PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)



La communauté d'agglomération est engagée, depuis 2020, dans une démarche de formalisation de son Plan Climat Air Énergie Territorial, enrichi d'un Plan air renforcé adapté au territoire.

Ce document permettra de définir un projet territorial, articulé autour d'une stratégie opérationnelle, pour une durée de 6 ans. Au-delà de ses obligations réglementaires, l'agglomération, consciente des défis environnementaux à relever, souhaite s'investir en faveur du développement durable pour son territoire, afin de répondre aux besoins de sa population en matière d'habitat, d'énergie et de mobilité.

L'agglomération n'a d'ailleurs pas attendu l'approbation du PCAET pour agir et mettre en place le Service Unique de Renovation Énergétique (SURE) à destination des habitants du territoire (article détaillé en page 22).

La rédaction de ce document s'accompagne d'une dynamique de sensibilisation et de concertation globale à l'échelle du

territoire de l'agglomération. L'année 2021 a ainsi permis d'associer différents acteurs du territoire à l'élaboration du Plan Climat.

Plusieurs temps d'échanges se sont déployés au cours de l'année :

- **des réunions de concertation et de sensibilisation**, ouvertes au monde de l'entreprise et au monde agricole, aux associations et aux citoyens, organisées en janvier-février
- **la création d'un Club Climat**, instance d'échange et de concertation sur le projet, qui a facilité le partage d'idées et les retours d'expériences

- **des ateliers thématiques**, mis en place en septembre-octobre, autour des axes stratégiques majeurs du PCAET : bâti-habitat, mobilité et transports, agriculture, biodiversité et consommation, économie, déchets et nouvelles énergies.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) n'est pas optimiste quant à l'atteinte des objectifs de limitation du réchauffement climatique sur notre planète. Pourtant, toutes les mesures qui découleront des travaux évoqués ci-dessus, contribueront au niveau de notre agglomération, à suivre la voie d'une amélioration.

Forte de ces échanges et du diagnostic réalisé à l'échelle de son territoire, l'agglomération finalise actuellement, aux côtés du cabinet d'études qui l'accompagne et du SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne), le **plan d'actions stratégique du futur Plan Climat qui sera proposé au conseil communautaire courant 2022**. S'en suivra une phase d'enquête publique avant l'adoption définitive du PCAET.



Publications sur la page Facebook de  
la CACPB





Coulommiers Pays de Brie Agglo  
28 septembre 2021 ·

Plan Climat Agissons ensemble ! Participez au 1er atelier thématique de construction du plan d'actions de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie.  
Le programme des prochains ateliers :  
Lundi 4 octobre à 19h.  
A... Voir plus



☆ Ça m'intéresse

MAR., 28 SEPT. 2021

Atelier n°1 Plan Climat : Bâti, habitat (logement)  
La Sucrerie Coulommiers  
2 personnes y ont participé

Coulommiers Pays de Brie Agglo  
3 octobre 2021 ·

#pcaet #environnement

Participez à cet atelier pour élaborer ensemble un programme d'actions du plan climat sur le thème de la mobilité et des transports ! Ouvert à tous  
- ... Voir plus



☆ Ça m'intéresse

LUN., 4 OCT. 2021

Atelier n°2 Plan Climat : Mobilité, transports  
Coulommiers

Vous avez indiqué votre présence à La Sucrerie Coulommiers par le passé

Coulommiers Pays de Brie Agglo  
13 octobre 2021 ·

#pcaet #environnement

Participez à cet atelier pour élaborer ensemble un programme d'actions du plan climat sur le thème de l'agriculture, la biodiversité et la consommation ! Ouvert à tous

J'aime Coulommiers Ville de Crécy-la-Chapelle La Ferté-sous-Jouarre Jouarre J'aime Boissy-le-Château Mouroux et ses hameaux Ville de Villiers sur Morin Mairie de Coulommiers et les environs Commune de Pommeuse Commune de Vaucourtois Mairie de Voulangis Coutevroult Ville de Condé Sainte Libaire Couilly Pont aux Dames Commune de Pezarches Mairie de Touquin Mairie de Sept-Sorts Mairie de Dammarin-sur-Tigeaux Mairie de Saâcy-sur-Marne Mairie de Sainte-Aulde Mairie de Reuil en Brie Mairie de Guérard ...



☆ Ça m'intéresse

JEU., 14 OCT. 2021

Atelier n°3 Plan Climat : Agriculture, biodiversité, consommation  
Coulommiers  
14 personnes intéressées

Coulommiers Pays de Brie Agglo  
20 octobre 2021 ·

#pcaet #environnement

Participez à cet atelier pour élaborer ensemble un programme d'actions du plan climat sur le thème de l'économie, les déchets et les nouvelles énergies ! Ouvert à tous

J'aime Coulommiers Ville de Crécy-la-Chapelle La Ferté-sous-Jouarre Jouarre J'aime Boissy-le-Château Mouroux et ses hameaux Ville de Villiers sur Morin Mairie de Coulommiers et les environs Commune de Pommeuse Commune de Vaucourtois Mairie de Voulangis Coutevroult Ville de Condé Sainte L... Voir plus



☆ Ça m'intéresse

JEU., 21 OCT. 2021

Atelier n°4 Plan Climat : économie, déchets et nouvelles énergies  
Coulommiers  
3 personnes y ont participé

Publications  
sur la page  
Facebook de  
la CACPB



# Plan Climat Air Énergie Territorial

## Évaluation environnementale stratégiques Rapport environnemental



**B&L**   
évolution



Avril 2020

Maitre d'ouvrage		Coulommiers Pays de Brie Agglomération	
Objet	Étapes	Réalisation	Date
Réalisation du PCAET	Diagnostic		
	Stratégie		
	Plan d'action		
Évaluation environnementale stratégique	État initial de l'environnement	B&L évolution Osello R.	
	Justification de la stratégie	B&L évolution Osello R.	
	Étude des incidences du plan d'action	B&L évolution Osello R.	
	Rapport final V0	B&L évolution Osello R.	



Accusé de réception en préfecture  
077-200090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 17/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

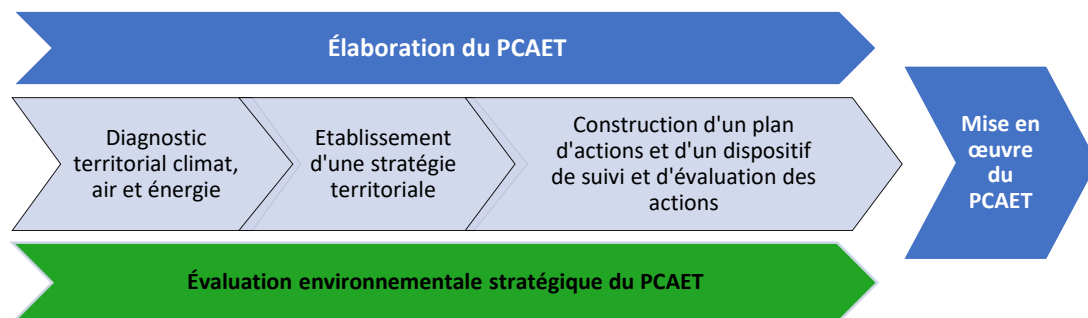
# Un premier PCAET

La communauté d'Agglomération est un territoire regroupant 54 communes situées au nord-est du département de la Seine-et-Marne (77) dans la région Île-de-France. Le territoire accueille aujourd'hui près de 92 000 habitants sur une superficie de près de 495,20 km<sup>2</sup> soit plus de 188 habitants au km<sup>2</sup>. Elle est créée au premier janvier 2020 suite à la fusion de de la CACPB et de la CCPC.

**Le territoire a initié sa démarche de Plan Climat-Air-Energie Territoriale en 2018 par les anciennes EPCI. Démarche complétée ensuite avec les territoires réunis.** Défini par le code de l'environnement et obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, ce plan est la déclinaison locale de la stratégie nationale bas carbone (SNBC). Il fixe les objectifs stratégiques et le programme d'actions à mettre en œuvre pour permettre notamment l'amélioration du bilan énergétique du territoire, le développement de la production d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques et l'adaptation des activités humaines au changement climatique.

L'élaboration du PCAET suit trois grandes étapes : un diagnostic du territoire, la mise en place d'une stratégie pour améliorer les consommations d'énergie, réduire les émissions de GES et de polluants et enfin un plan d'action pour mettre en place cette stratégie et identifier les leviers et moyens à mettre place.

Afin que le PCAET et ses actions tiennent compte de l'environnement, il est soumis à une évaluation environnementale stratégique permettant de justifier et corriger les différentes mesures afin qu'elles soient compatibles avec l'environnement du territoire.



Source : Population et communes : INSEE ; SIG B&L évolution

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>PAGE 5</b>
<b>PARTIE 1 : LES DOCUMENTS CADRES .....</b>	<b>PAGE 12</b>
<b>PARTIE 2 : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>PAGE 17</b>

# INTRODUCTION

<b>LE PCAET</b>	<b>PAGE 6</b>
<b>SCHÉMA DE L'ARTICULATION DU PCAET</b>	<b>PAGE 8</b>
<b>LE RÔLE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>PAGE 9</b>
<b>LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>PAGE 10</b>



## Contexte global : l’urgence d’agir

Le **changement climatique** auquel nous sommes confrontés et les stratégies d’adaptation ou d’atténuation que nous aurons à déployer au cours du XXI<sup>e</sup> siècle ont et auront des **répercussions majeures sur les plans politique, économique, social et environnemental**. En effet, l’humain et ses activités (produire, se nourrir, se chauffer, se déplacer...) engendrent une accumulation de Gaz à Effet de Serre (GES) dans l’atmosphère amplifiant l’effet de serre naturel, qui jusqu’à présent maintenait une température moyenne à la surface de la terre compatible avec le vivant (sociétés humaines comprises).

Depuis environ un siècle et demi, **la concentration de gaz à effet de serre** dans l’atmosphère ne cesse d’augmenter au point que les scientifiques du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) prévoient des **hausse de températures** sans précédent. Ces hausses de températures aura des conséquences dramatiques sur nos sociétés (ex : acidification de l’océan, hausse du niveau des mers et des océans, modification du régime des précipitations, déplacements massifs de populations animales et humaines, émergences de maladies, multiplication des catastrophes naturelles...).

Le résumé du **cinquième rapport du GIEC** confirme l’urgence d’agir en qualifiant « d’extrêmement probable » (probabilité supérieure à 95%) le fait que l’augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle soit due à l’augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrée par l’Homme. Le rapport Stern a estimé l’impact économique de l’inaction (entre 5-20% du PIB mondial), un coût plus élevé que celui nécessaire contre le changement climatique (1% du PIB).

La priorité pour nos sociétés est de **mieux comprendre les risques** liés au changement climatique d’origine humaine, de **cerner plus précisément les conséquences** possibles, de **mettre en place des politiques appropriées**, des outils d’incitations, des technologies et des méthodes nécessaires à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

## Contexte national : la loi de transition énergétique et les PCAET

Les objectifs nationaux à l’horizon 2030 sont inscrits dans la **Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV)** :

- Réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990,
- Réduction de 20% de la consommation énergétique finale par rapport à 2012,
- 32% d’énergies renouvelables dans la consommation finale d’énergie en 2030

La **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)** fournit également des recommandations sectorielles permettant à tous les acteurs d’y voir plus clair sur les efforts collectifs à mener. Les objectifs des émissions par secteur par rapport à 2015 à l’horizon du quatrième budget carbone (2029-2033) sont :

- **Transport** : baisse de 31% des émissions,
- **Bâtiment** : baisse de 53% des émissions,
- **Agriculture** : baisse de 20% des émissions,
- **Industrie** : baisse de 35% des émissions,
- **Production d’énergie** : baisse de 61% des émissions,
- **Déchets** : baisse de 38% des émissions.

En 2017, le nouveau gouvernement a présenté le Plan Climat de la France pour **atteindre la neutralité carbone à l’horizon 2050**. Pour y parvenir, le mix énergétique sera profondément décarboné à l’horizon 2040 avec l’objectif de mettre fin aux énergies fossiles d’ici 2040, tout en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et en réduisant drastiquement les consommations.

Suivant la logique des lois MAPTAM et NOTRe, l’article 188 de la LTECV a clarifié les compétences des collectivités territoriales en matière d’Énergie-Climat : La Région élabore le Schéma d’Aménagement Régional, de Développement Durable et d’Égalité des Territoires (**SRADDET**), qui remplace le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (**SRCAE**) *sauf pour la région Ile de France qui conserve son SRCAE*.

Les EPA à fiscalité propre traduisent alors les orientations régionales sur leur territoire par la définition de Plan Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) basé sur 5 axes forts :

- **La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),**
- **L'adaptation au changement climatique,**
- **La sobriété énergétique,**
- **La qualité de l'air,**
- **Le développement des énergies renouvelables.**

Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans.

## Rappels réglementaires

Au titre du code de l'environnement (art. L229-26), "les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018".

Pour rappel :

*"Le plan climat-air-énergie territorial définit, sur le territoire de l'établissement public ou de la métropole :*

*1° Les objectifs stratégiques et opérationnels de cette collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;*

*2° Le programme d'actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique [...];*

*Lorsque l'établissement public exerce les compétences mentionnées à l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales, ce programme d'actions comporte un volet spécifique au développement de la mobilité sobre et décarbonée.*

*Lorsque cet établissement public exerce la compétence en matière d'éclairage mentionnée à l'article L. 2212-2 du même code, ce programme d'actions comporte un volet spécifique à la maîtrise de la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses.*

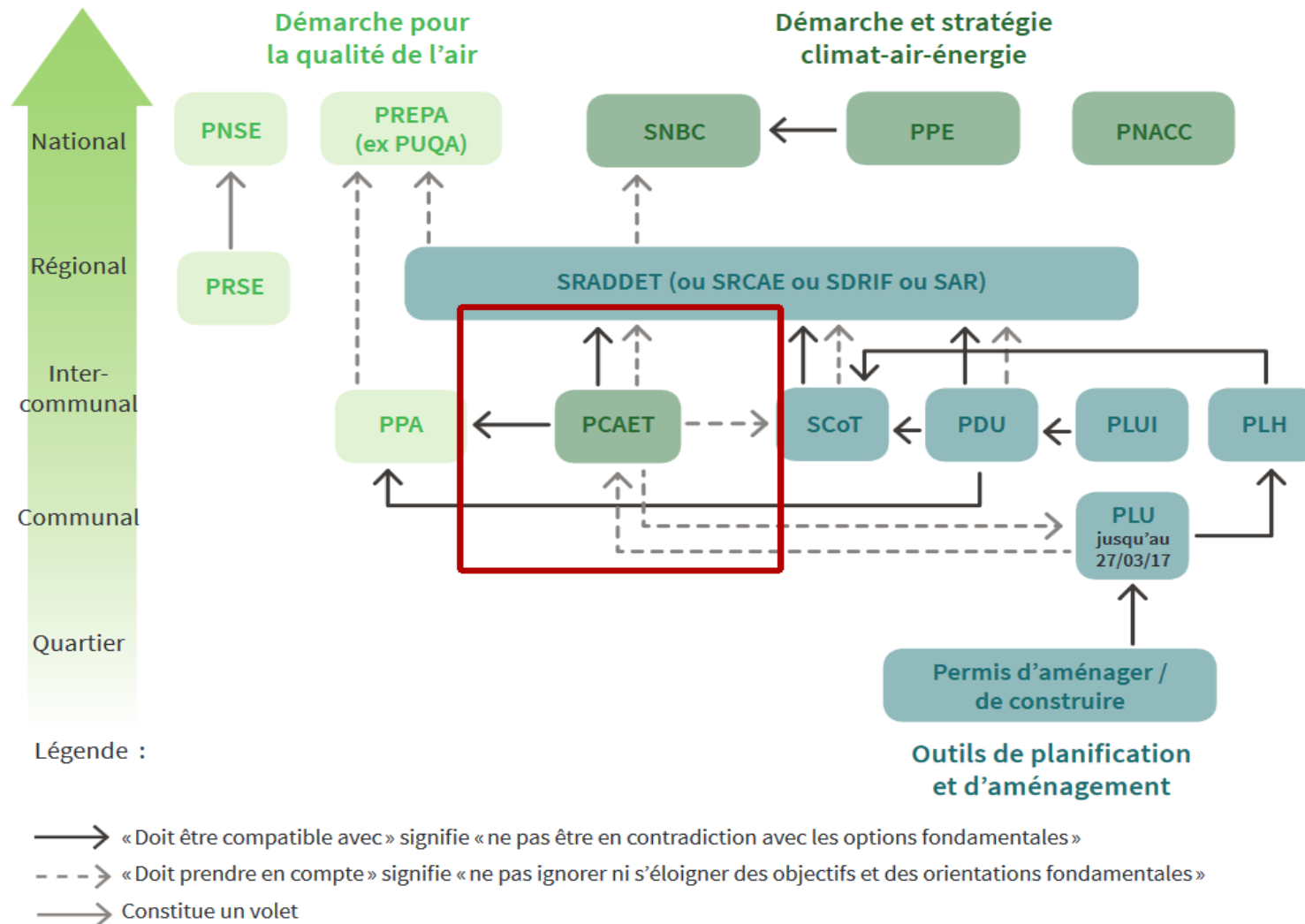
*Lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée exerce la compétence en matière de réseaux de chaleur ou de froid mentionnée à l'article L. 2224-38 dudit code, ce programme d'actions comprend le schéma directeur prévu au II du même article L. 2224-38.*

*Ce programme d'actions tient compte des orientations générales concernant les réseaux d'énergie arrêtées dans le projet d'aménagement et de développement durables prévu à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme ;*

*3° Lorsque tout ou partie du territoire qui fait l'objet du plan climat-air-énergie territorial est couvert par un plan de protection de l'atmosphère, défini à l'article L. 222-4 du présent code, ou lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée est compétent en matière de lutte contre la pollution de l'air, le programme des actions permettant, au regard des normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1, de prévenir ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques ;*

*4° Un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats."*

## Les liens entre le PCAET les autres documents de planification

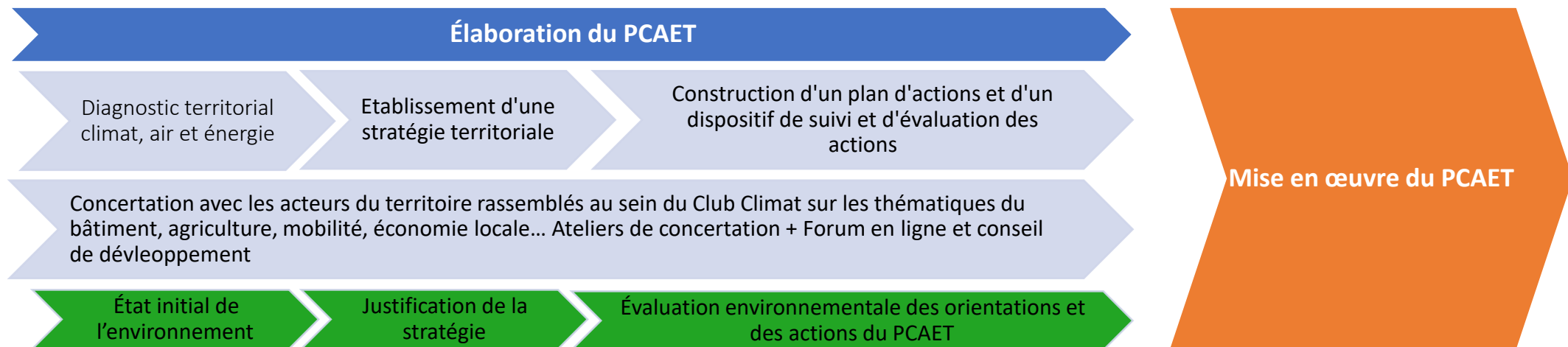


Source : ADEME, PCAET – Comprendre et construire sa mise en œuvre (2016)



# Le rôle de l'évaluation environnementale stratégique

## Un travail parallèle qui se complète



L'évaluation environnementale stratégique (EES) s'applique aux politiques, plans et programmes dans une perspective stratégique large et à long terme. Elle intervient en principe à un stade précoce de la planification stratégique. Son rôle est de mettre l'accent sur la réalisation d'objectifs environnementaux sociaux et économiques équilibrés dans ces politiques, plans et programmes en couvrant un large éventail de scénarios de rechange.

L'évaluation environnementale stratégique permet d'anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application du PCAET, pour adapter ce dernier tout au long de son élaboration. Le rapport généré par l'EES présente ainsi les mesures prévues pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives notables que l'application du PCAET peut entraîner sur l'environnement.

Elle s'appuie sur des ressources variées :

**Une revue des documents du territoire :** SRCAE d'Île-de-France, les PLU et SCOT de la communauté de communes, Porter à connaissance...

Les **données** récoltées et utilisées dans ce rapport sont le plus souvent issues d'établissements publics dont les sources sont détaillées au fur et à mesure telles que l'INSEE, le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques), l'IGN, l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel) etc.

Les Base de Données (BD) utilisées sont des inventaires les plus récents et les plus exhaustifs possibles.

# La démarche d'évaluation environnementale



## Rappels réglementaires

Le PCAET fait partie des plans et programmes obligatoirement soumis à une évaluation environnementale, listés à l'article R122-17 du code de l'environnement (alinéa I.10°). L'évaluation environnementale est requise pour répondre à trois objectifs :

- Aider l'élaboration du PCAET en prenant en compte l'ensemble des champs de l'environnement et en identifiant ses effets sur l'environnement
- Contribuer à la bonne information du public et faciliter sa participation au processus décisionnel de l'élaboration du PCAET
- Éclairer l'autorité qui arrête le PCAET sur la décision à prendre

Les articles suivants détaillent le déroulement et l'encadrement de cette procédure spécifique.

Article R122-20 du code de l'environnement :

*I. L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.*

*II. Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :*

*1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;*

*2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;*

*3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;*

*4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;*

*5° L'exposé : a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.*

*Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;*

*b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;*

*6° La présentation successive des mesures prises pour :*

*a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;*

*b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;*

*c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.*

Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code.

## Méthodologie

### État Initial de l'Environnement

Réalisé dès le début de la procédure d'élaboration du PCAET, en parallèle de son propre diagnostic, l'état initial de l'environnement a pour objectif de passer en revue l'ensemble des thématiques environnementales ou associées (paysages, santé...), afin d'identifier en amont leurs possibles interactions avec le futur plan.

Chacun de ces sujets a été succinctement décrit, en détaillant d'une part les documents cadres qui définissent les orientations à suivre aux échelles de territoire supérieures, d'autre part les enjeux propres aux communes de l'EPCI. Les liens transversaux entre thématiques ont également été mis en évidence, en particulier leurs effets sur le changement climatique, et inversement.

Une synthèse par thématique annonce :

- Les enjeux de l'atténuation du changement climatique pour ce sujet environnemental, justifiant l'urgence et l'importance de mettre en œuvre des actions stratégiques en ce sens ;
- Les effets possibles, directs ou indirects, des mesures d'adaptation du PCAET.

Ces synthèses servent à guider l'élaboration des objectifs et du plan d'actions, en soulignant dès le départ des leviers permettant de répondre à la fois aux enjeux

climatiques et à d'autres priorités environnementales, et en attirant l'attention sur les mesures qui, à l'inverse, pourraient avoir des effets collatéraux négatifs sur d'autres aspects de l'environnement.

### Justification des scénarios et validation de la stratégie

Une fois que le diagnostic est réalisé, une stratégie est proposée à partir de différents scénarios :

- Scénario tendanciel, qui correspond à une prospection des thématiques traitées par le PCAET si aucune action n'est mise en œuvre
- Scénario établi sur les potentiels du territoire, qui sont eux même construits à partir des données du diagnostic
- Scénario qui reprend la réglementation régionale

L'ensemble des scénarios qui ont permis de construire la stratégie font l'objet d'une justification et d'une analyse sur l'environnement. Ensuite, une stratégie est établie avec le territoire, au cours d'une démarche de concertation avec les élus, les acteurs et les citoyens, en identifiant les enjeux prioritaires et les moyens mobilisables pour mettre en œuvre les axes d'actions stratégiques. Le scénario final passe en validation par le comité de pilotage pour retenir la stratégie qui sera appliquée pour le territoire. La démarche d'évaluation réalise dans cette partie une analyse des incidences des axes stratégiques pour conforter et justifier le choix de stratégie.

### Justification des scénarios et validation de la stratégie

La validation de la stratégie donne lieu à la construction d'un plan d'action qui comprend plusieurs objectifs qualitatifs et/ou quantitatifs pour s'assurer de la bonne réalisation de la stratégie. Chaque action du plan est évaluée par rapport à l'environnement et aux enjeux environnementaux du territoire, identifiés dans l'état initial.

L'ensemble des incidences négatives du plan d'action font l'objet de la définition de mesures correctrices sur la base du principe Éviter Réduire Compenser (ERC). Les incidences négatives qui disposeraient d'impacts résiduels trop importants pour l'environnement après les propositions ERC, sont déclassées du plan d'actions afin qu'elles puissent être retravaillées. Si aucune solution n'est identifiée pour atténuer les impacts résiduels de manière raisonnable, l'action se verra annulée.



# PARTIE 1 : LES DOCUMENTS CADRES

LE SRCAE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE .....	Page 13
LE SNBC .....	Page 14
LE PRQA .....	Page 14
LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE .....	Page 15
LA STRATÉGIE CLIMAT .....	Page 15
LE SCOT .....	Page 16



## Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie : Le SRCAE de la région Île-de-France

Le SRCAE est un document élaboré en application de la loi « Grenelle 2 », par la Région et l'Etat, et fixe, aux horizons 2020 et 2050, des orientations et des objectifs quantitatifs et qualitatifs régionaux.

Ces objectifs et orientations portent sur :

- La lutte contre la pollution atmosphérique
- La maîtrise de la demande énergétique
- Le développement des énergies renouvelables
- La réduction des gaz à effet de serre
- L'adaptation aux changements climatiques

Le SRCAE actuellement en vigueur a été arrêté par le préfet de région le 14 décembre 2012 et a fait l'objet d'une réévaluation en 2018.

Le SRCAE fixe donc un cadre stratégique, il n'a pas de caractère prescriptif, mais définit les grandes orientations pour les territoires de la région. Le seul document prescriptif concerne l'éolien défini par le SRE (Schéma Régional Eolien) celui-ci a été annulé pour la région Île de France.

Les documents de niveaux inférieurs, dont certains contiennent des dispositions opposables, doivent être rendus compatibles.

### Les perspectives pour 2020 et 2050 de la région:

Atteindre le « facteur 4 » ce qui requiert impérativement une très forte réévaluation à la hausse des niveaux d'ambition actuels dans tous les secteurs

1. Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie
2. Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux
3. Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération
4. L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique

## Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)

Publiée en novembre 2015, la Stratégie Nationale Bas Carbone est une feuille de route pour la France, qui vise la transition énergétique vers une économie et une société « décarbonées », c'est-à-dire ne faisant plus appel aux énergies fossiles. Il s'agit de réduire la contribution du pays au dérèglement climatique et d'honorer ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) aux horizons 2030 et 2050. Pour cela, la SNBC vise à porter ces émissions à 140 millions de tonnes en 2050 (contre près de 600 millions de tonnes en 1990, soit quatre fois moins), l'objectif intermédiaire pour 2030 étant une réduction de 40% (également par rapport à 1990).

### Ces objectifs se déclinent par secteurs :

**Transport** : baisse de 29 % des émissions de GES pour 2015-2028, en améliorant l'efficacité énergétique des véhicules et grâce à des véhicules plus propres ;

**Bâtiment** : baisse de 54% d'émissions de GES, grâce aux bâtiments à très basse consommation et à énergie positive, aux rénovations énergétiques, à l'éco-conception et à la maîtrise de la consommation (smartgrid, compteurs intelligents...) ;

**Agriculture** : baisse de 12% des émissions, grâce au développement de l'agroécologie et de l'agroforesterie, de la méthanisation, du couvert végétal, au maintien des prairies agricoles et en optimisant mieux les intrants ;

**Industrie** : baisse de 24% des émissions via l'efficacité énergétique, le développement de l'économie circulaire (réutilisation, recyclage, récupération d'énergie), et en remplaçant les énergies fossiles par des énergies renouvelables ;

**Gestion des déchets** : baisse de 33% des émissions en réduisant le gaspillage alimentaire, en développant l'écoconception, en luttant contre l'obsolescence programmée (avec promotion du réemploi, de la gestion et de la valorisation des déchets).

Les résultats de la stratégie sont étudiés tous les ans, avec un point d'information tous les 6 mois. Une mise à jour a été réalisée fin juin 2019, puis tous les 5 ans.

## Plan Régional de la Qualité de l'Air de la région Île-de-France (PRQA)

Instauré par la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) n°96-1236 du 30 décembre 1996 et son décret d'application du 6 mai 1998, le Plan Régional pour la Qualité de l'Air définit « les orientations régionales permettant, pour atteindre les objectifs de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ces fins, il s'appuie sur un inventaire des émissions et une évaluation de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé publique et sur l'environnement ».

Le PRQA permet aux régions de faire un point tous les 5 ans sur la qualité de l'air sur leur territoire.

Le PRQA de la région Île de France a été adopté en juin 2016, il fixe les objectifs à l'échéance 2016/2021.

### Les objectifs 2016/2021 du PRQA « Changeons d'air en Île-de-France »:

1. Gouvernance, amélioration des connaissances, surveillance de la situation et de ses évolutions
2. Impulser l'innovation autour de la qualité de l'air LAB AIR
3. Diminuer les émissions de polluants atmosphériques liées aux consommations énergétiques dans les bâtiments
4. Améliorer la qualité de l'air dans les espaces intérieurs
5. Diminuer les émissions de polluants atmosphériques liées aux transports et à la mobilité
6. Agriculture et forêt
7. Formation professionnelle
8. Exemplarité de la Région



## Plan de Protection de l'Atmosphère Île-de-France

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est instauré par la loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie). Il se concentre sur les polluants réglementés par la Commission Européenne dont les concentrations sont encore trop élevées par rapport aux valeurs limites : particules PM10 et dioxyde d'azote (NO2). Le PPA francilien se veut concret, pragmatique et réaliste car il est indispensable qu'il prenne en compte les compétences et ressources des différents acteurs régionaux. C'est pourquoi il s'organise en 25 défis à mener dans tous les secteurs dont le déploiement est détaillé dans 45 actions opérationnelles.

Le PPA fait source de contentieux pour les questions des PM10 et NO2, où les normes entre en conflit avec la directive de la qualité de l'air. C'est pourquoi il a été révisé de façon anticipée. La dernière version a été approuvée en janvier 2018.

Une des mesures qui en découle est la mise en place de ZFE (Zone à Faibles Émissions) dans certaines grandes villes et qui interdira les véhicules polluants disposant des pastilles Crit'Air 5 et non classés à l'intérieur du périmètre de l'A86 à partir du 1er juillet 2019.

### Les secteurs et les défis à relever par la région consignés dans le PPA:

1. Aérien (5 actions)
2. Agriculture (3 actions)
3. Industrie (9 actions)
4. Résidentiel-tertiaire (5 actions)
5. Transports (16 actions)
6. Collectivités (3 actions)
7. Région (1 action)
8. Actions citoyennes (1 action)
9. Mesure d'urgence (3 actions)

## La stratégie climat de la région Île-de-France

La stratégie énergie-climat régionale est un document non prescriptif, réalisé à l'initiative de la Région afin d'établir sa stratégie de réduction des GES de -40% d'ici 2030 puis 100% en 2050.

La stratégie régionale d'Île de France a été présentée le 7 juin 2018, La Région se fixe ainsi des objectifs ambitieux pour chaque secteur.

- Agir pour des mobilités plus propres
- Développer les Énergies Renouvelables et de Récupération (ENRR)
- S'appuyer sur les territoires innovants pour la transition énergétique. L'objectif est de soutenir des opérations exemplaires amenées par les territoires.

La Région Île-de-France devrait consacrer 150M€ d'ici à 2021 dans le développement des énergies renouvelables.

### Les principaux axes d'actions de la stratégie :

1. Soutien aux mobilités propres : covoiturage, vélo, marche à pied
2. Incitations à l'achat de véhicules propres pour les professionnels
3. Suppression progressive des bus diesel
4. Soutien à la rénovation des copropriétés
5. Accompagnement des agriculteurs à la méthanisation et au photovoltaïque

## Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie

Le SCoT est avant tout un document d'urbanisme qui fixe les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 10 à 15 prochaines années. Le SCoT se compose de trois pièces distinctes et complémentaires :

1. Un rapport de présentation
2. Un PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), un document obligatoire dans lequel les élus expriment leur souhait sur l'évolution du territoire et fixe une vision politique à 15 ans.
3. Un DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs), qui permet de déterminer les orientations générales de l'organisation de l'espace sur le territoire

Ce SCoT est produit pour le territoire de l'intercommunalité Coulommiers Pays de Brie donnant lieu à un périmètre de 25 communes et une population de 44 551 habitants.

Les objectifs de ce dernier portent sur les axes suivants:

- Une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable
- Dynamisme générationnel par la mixité des populations et du logement
- Les déplacements et transports au cœur des projets
- Le développement économique comme outil d'un territoire durable
- L'agriculture, une base économique structurante du territoire
- Economie verte et énergies
- Environnement et ressources
- Le paysage, vecteur d'aménagement

Délibération du 27/02/2020 : Suite à la fusion plusieurs échanges et possibilités se sont présentées (fusionner les SCOT, repartir d'un SCOT nouveau...). Préalablement à la révision du SCOT du Bassin de Vie, une étude d'opportunité sur son maintien et son éventuelle caducité a été réalisée. Cette étude a conclu à la nécessité de maintenir le SCOT sur le territoire.

Ainsi le SCOT Bassin de Vie de Coulommiers sera révisé en tenant compte des 54

communes.

Ainsi le SCOT actuellement en vigueur présente les objectifs suivants :

- Valoriser le patrimoine de tout territoire pour un espace de haute qualité
- Organisation territoriale en lien avec les mobilités qui accompagne l'affirmation du pôle de Coulommiers
- Développement en lien avec l'ambition du territoire en termes de développement résidentiel, économique et commercial
- Maîtriser l'étalement urbain en préservant les terres agricoles et naturelles
- Favoriser un développement équilibré du territoire
- Préserver l'identité rurale du territoire
- Satisfaire les besoins en termes de logement, de mixité sociale et d'activité économique dans le respect des principes de développement durable
- Assurer une cohérence entre urbanisation et mobilité durable
- Développer les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique du territoire en limitant les gaz à effet de serre
- Promouvoir les énergies renouvelables

# PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

**CONTEXTE TERRITORIAL**  
**RAPPEL DU DIAGNOSTIC**  
**MILIEU PHYSIQUE**  
**MILIEU NATUREL**  
**MILIEU HUMAIN**

**PAGE 18**  
**PAGE 19**  
**PAGE 21**  
**PAGE 36**  
**PAGE 58**



# 1. Contexte territorial

Accusé de réception en préfecture  
077-20199050-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 17/12/22  
Date de réception en préfecture : 21/12/22



La communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est une intercommunalité de 495,20 km<sup>2</sup> située au nord du département de Seine-et-Marne (77), en région Ile-de-France. Ses 54 communes rassemblent une population totale de 92 977 habitants en 2017, ramenant la densité à 188 hab/km<sup>2</sup>.

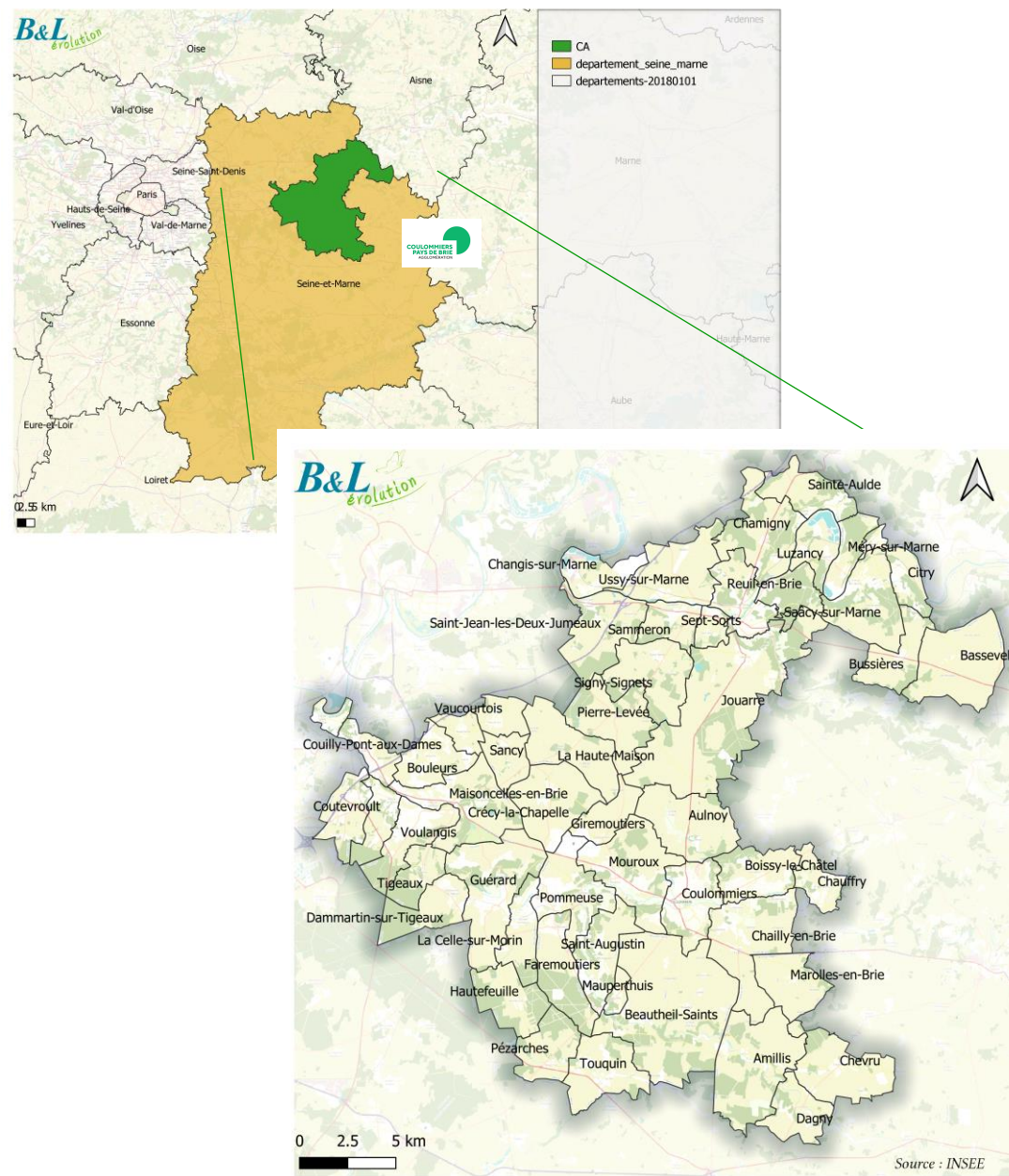
Cette collectivité est créée le 1<sup>er</sup> janvier 2020 après plusieurs fusions :

- Au premier janvier 2018, la communauté de commune de Coulommiers fusionne avec la communauté de communes de Pays Fertois, pour devenir la CA de Coulommiers Pays de Brie
- Au premier janvier : la communauté de communes Pays de Créçois fusionne avec la CACPB. Le nom de la CACPOB est resté le même après cette fusion.

L'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie se situe à quelques dizaines de kilomètres de Paris, et non loin du pôle d'emplois de Marne-la-Vallée, une aubaine pour son dynamisme, qu'elle ne manque pas de citer dans ses atouts.

Par ailleurs, la personnalité du territoire de l'intercommunalité se fonde sur la forte influence de son héritage agricole et religieux chrétien. Par conséquent on notera la volonté de mise en valeur des fromages de Brie et de son patrimoine architectural.

Plus particulièrement, le territoire dispose d'un grand panel d'offres touristiques dédiées aux activités en pleine nature. Une richesse de propositions quant aux randonnées « à pied », « en vélo » ou « sur l'eau » laissent entrevoir les multiples fondements d'un riche environnement naturel. La valorisation écologique et paysagère notamment par la présence du projet de PNR Brie et Deux Morin est mise en exergue dans les ambitions de la collectivité.



# 2. Rappels du diagnostic

Accusé de réception en préfecture  
077-20109054-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 31/12/2022

## Le diagnostic territorial de Coulommiers Pays de Brie

### Consommation d'énergie finale



- Une consommation annuelle de **1 600 GWh** dont 62% d'énergies fossiles. Cela correspond à 17 MWh par habitant, contre 16 MWh pour le département et 20 MWh pour la région Île-de-France



- Dans un scénario de laisser faire la consommation augmenterait d'environ 1% par an alors que les objectifs nationaux et régionaux impliquent une baisse de 5% par an.



- Un potentiel d'économie d'énergie de l'ordre de **545 GWh** mais que ne dépend pas seulement de l'EPCI.

### Énergies renouvelables



- Une injection de **biométhane** sur le réseau de gaz de **45 GWh** à partir de 3 sites à la ferme.



- Un **réseau de chaleur** alimenté principalement par la **géothermie**



- Une présence très faible du **solaire** et de pompes à chaleur (géothermie très basse énergie)



- Des ressources renouvelables riches et variées : biomasse, éolien, solaire, petit hydraulique ...

### Distribution et transport d'énergie



- Un accès privilégié aux réseaux de transport d'électricité et de gaz facilitant l'intégration d'une production renouvelable, mais de nombreuses communes non desservies par le réseau de gaz



- Des réseaux de distribution en cours de modernisation mais sans travaux majeurs



- **Un réseau de chaleur à Coulommiers**, mais un potentiel assez faible en termes de production et de récupération de chaleur fatale.

### Émissions de gaz à effet de serre (GES)



- **347 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> émises par an** (hors production d'énergie)



- **3,8TCO<sub>2</sub>e par habitant et par an**, soit l'équivalent de 15.000km en voiture par personne



- **Presque la moitié des émissions proviennent des transports routiers.**

Source : diagnostic territorial

## Qualité de l'air



- Une qualité de l'air globalement bonne



- L'agriculture est le premier secteur émetteur d'ammoniac et de particules fines (PM<sub>10</sub>)



- Le secteur résidentiel est le 1<sup>er</sup> secteur émetteur de dioxyde de soufre et le 2<sup>ème</sup> secteur émetteur de particules fines



- Les transports sont le 1<sup>er</sup> secteur émetteur de NOx

## Séquestration du carbone



- Un territoire composé majoritairement de **surfaces agricoles**. Par rapport au reste du département de Seine-et-Marne et à la moyenne nationale c'est un territoire **relativement peu artificialisé**.



- **4,5 millions de tonnes de carbone sont stockées sur le territoire**. Les deux tiers de ce stock se trouvent dans les sols et un tiers dans la végétation.



- **66 000 tonnes de CO<sub>2</sub> sont séquestrées par an** grâce à une exploitation durable des surfaces forestières existantes



- Le potentiel de séquestration géologique est limité

## Vulnérabilité climatique



- **3.43°C en plus en moyenne** et **98 jours de vague de chaleur par an** à la fin du siècle en cas d'inaction.



- **Des hivers plus pluvieux et des été plus secs** entraînant un risque accru d'inondation et de sécheresse



- Une **modification significative du climat** qui touche tous les secteurs de la société



- La présence de **cours d'eau importants** engendre de **forts risques de crue** et impose le classement de nombreux espaces en zones inondables





# CONTEXTE PHYSIQUE ET PAYSAGER

## Les paramètres physiques

Un territoire s'appréhende selon plusieurs composantes qui, en s'additionnant, permettent de mieux le comprendre et de le lire. Cette partie s'articule autour des aspects suivants, faisant le point sur les caractéristiques du milieu physique:



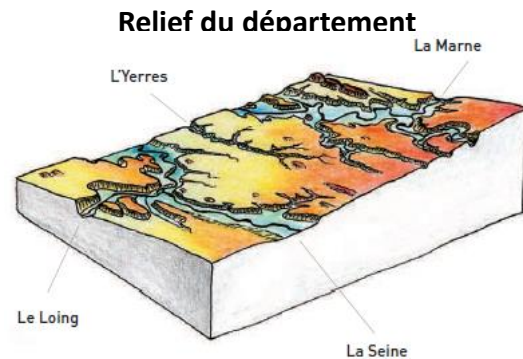
# 1. Paramètres physiques du territoire

## Les paramètres physiques

Le paysage naturel d'un territoire s'appréhende selon plusieurs composantes qui, en s'additionnant, permettent de mieux le comprendre et de le lire selon ces paramètres naturels et les activités humaines qui s'y développent.

### Un relief de plateaux et de vallées

Le département de la Seine-et-Marne est essentiellement composé de plateaux parcourus par un réseau hydrographique significatif, dragné par les deux cours d'eau qui composent son nom. On peut distinguer trois strates : un plateau incliné, des reliefs en bosse et des reliefs en creux, donnant lieu à une alternance de plateaux et de vallées qui caractérisent la géomorphologie du département. Le territoire de la communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie ne fait pas exception à cette singularité.



Le relief de l'intercommunalité, aux caractéristiques de plaine, particulièrement plat, gravite autour de 50 à 200m d'altitude portant une légère tendance d'élévation vers le nord dont les altitudes dépassent tous juste 200m.

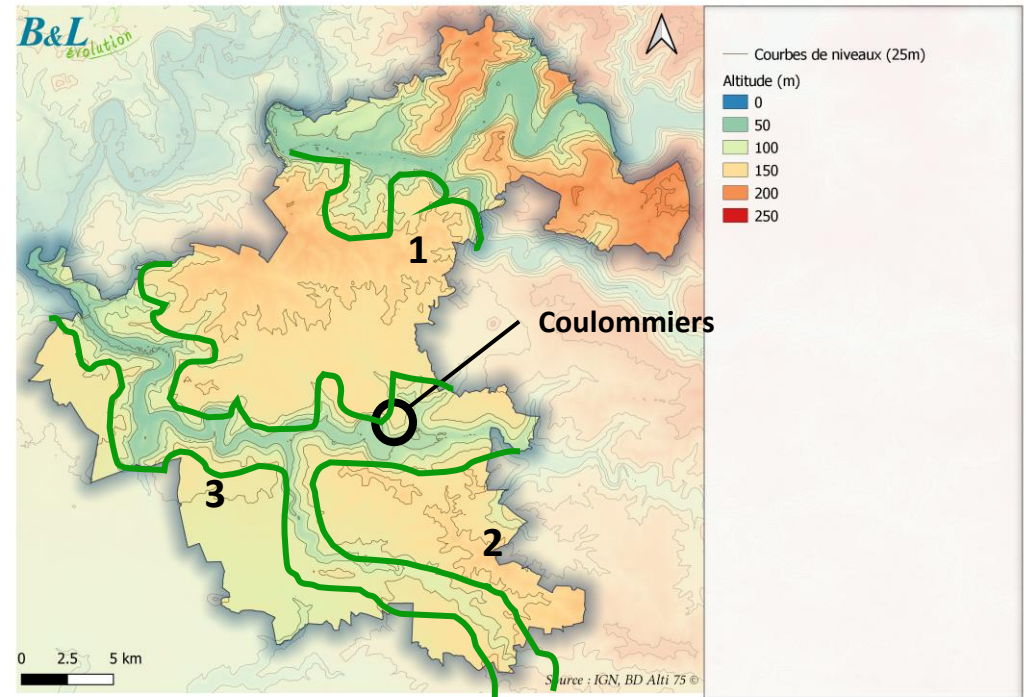
La réelle influence du système hydrologique de cet espace permet de distinguer le tracé de certains des cours d'eau qui l'occupent.

Trois plateaux peuvent être définis ici :

- Plateau central délimité par le Grand Morin et la Marne (1)
- Deux plateaux au sud du Grand Morin séparés par l'Aubetin (2 à l'est de l'Aubetin et 3 à l'ouest de l'Aubetin).

La présence de collines éparses (ou buttes) dues à la nature géologique est également à souligner.

### Carte du relief de Coulommiers Pays de Brie

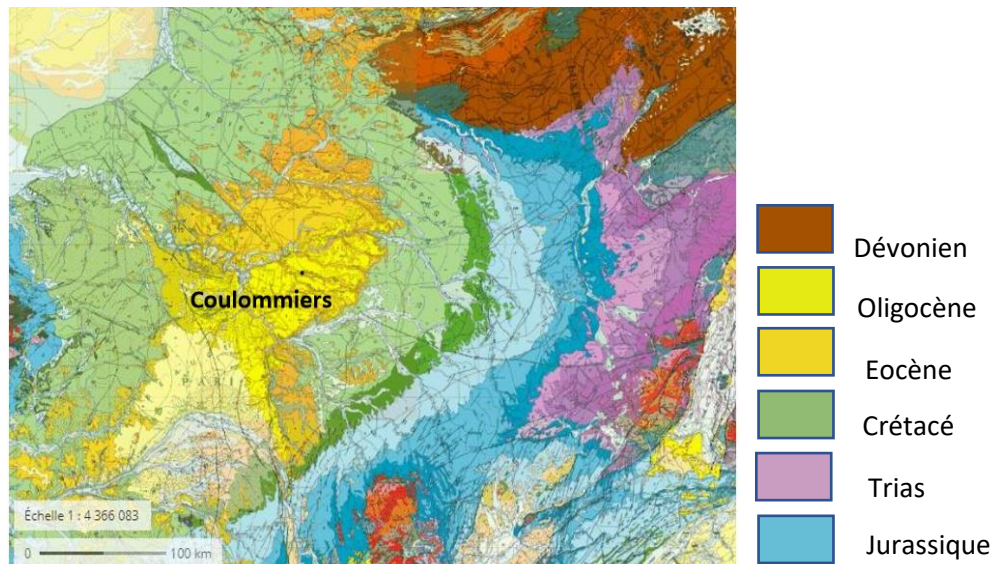


### Un sous-sol sédimentaire

La France est un territoire profondément agricole. Le Bassin parisien est connu pour ses grandes plaines d'exploitation qui lui valent d'être une des régions françaises les plus dynamiques de ce secteur. Ce dynamisme est entre autre dû à sa nature géologique.



## Carte de formations géologiques du nord de la France



Le département appartient à la partie centrale du Bassin Parisien au sein duquel se sont empilées une succession de couches sédimentaires qui donnent lieu à une alternance de couches dures calcaires et de couches tendres sableuses ou argileuses.

Dans ce contexte, la communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie fait partie de la formation de couches principalement dures.

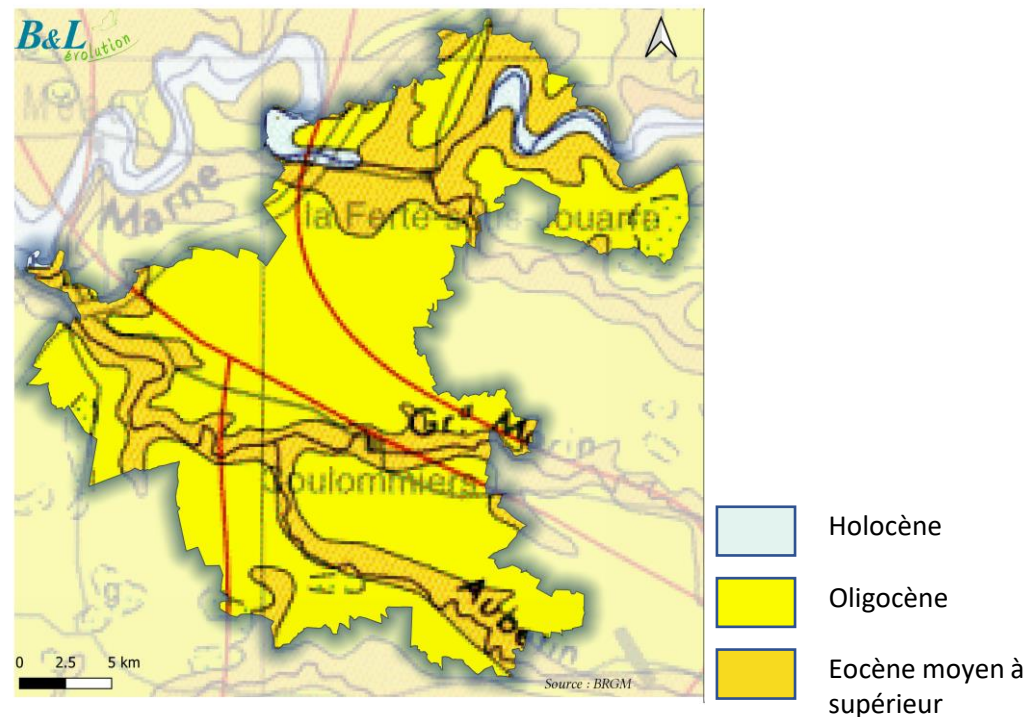
Les compositions géologiques de l'intercommunalité sont exclusivement de nature sédimentaire (*formations marneuses, des calcaires siliceux, ou encore des limons (lœss)*), toutes très riches en carbone, donnant aux sols des vertus de fertilité notables.

Les roches de l'Eocène moyen à supérieur font surface sur les coteaux de vallées. Dans le lit de la vallée de la Marne cette formation rocheuse est accompagnée de celles datant de l'holocène.

La présence de cette rivière rend la géologie au nord plus diversifiée, avec une couverture plus importante de formation Eocène qu'au sud où les roches de l'Oligocène dominent les plateaux.

Sources: Le Portail, La Seine-et-Marne . Com; Géoportail; Cartographie : B&L évolution

## Carte de géologie du territoire

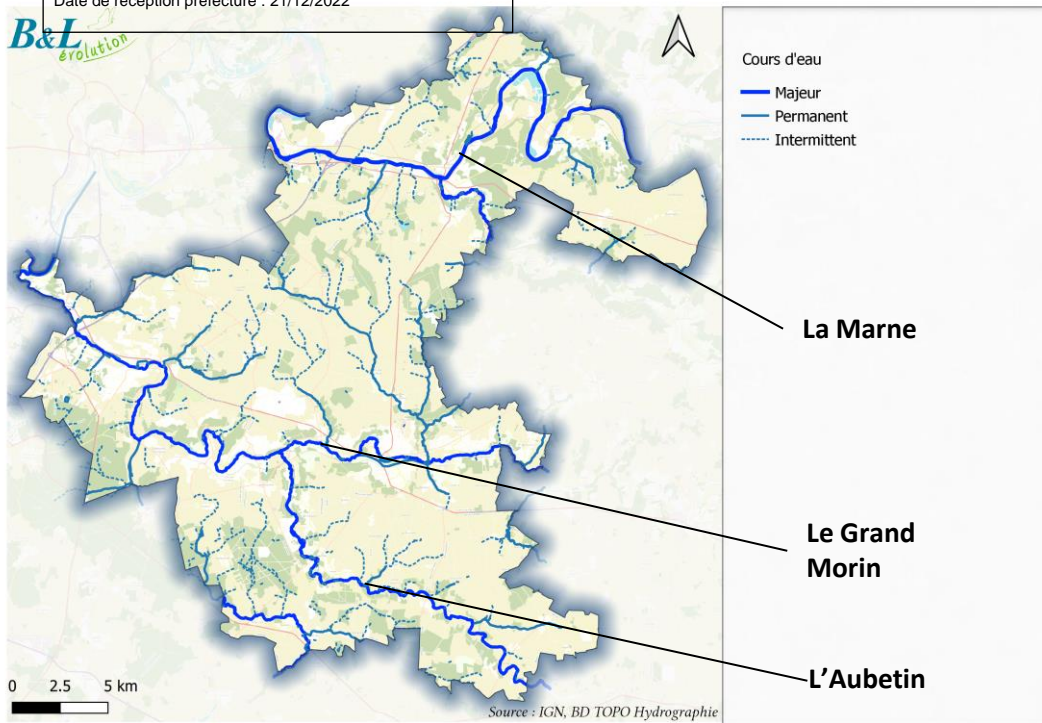


### Un réseau hydrographique riche

Le réseau hydrographique est l'élément qui va jouer un rôle majeur dans l'organisation et les dynamiques de l'ensemble des composantes que l'on a vu précédemment par leur travail d'érosion et de lessivage et vont ainsi conditionner toute la perception visuelle. Le département de Seine-et-Marne compte près de 4 400 kilomètres de rivières, et comporte 20 grands bassins versants. D'est en ouest, deux cours d'eau d'importance significative irriguent abondamment le territoire départemental: la Seine dont les affluents principaux sont: *l'Yonne, le Loing, l'Ecole et l'Yerres* et la Marne dont les affluents principaux sont : *les 2 Morin, la Théroutanne et l'Ourcq*.

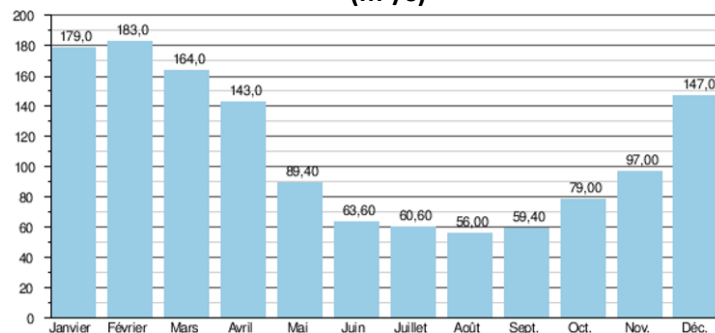
Le territoire de la Communauté d'Agglomération possède la quasi-totalité de son système hydrologique sur le bassin versant de la Marne. Cependant on distingue quelques cours d'eau du bassin de l'Yerres qui se manifestent au sud-ouest de l'intercommunalité. Ce réseau hydrographique, comme évoqué précédemment, se dessine en cohérence avec le relief, traçant ainsi ses lignes d'est en ouest.

## Carte du réseau hydrographique



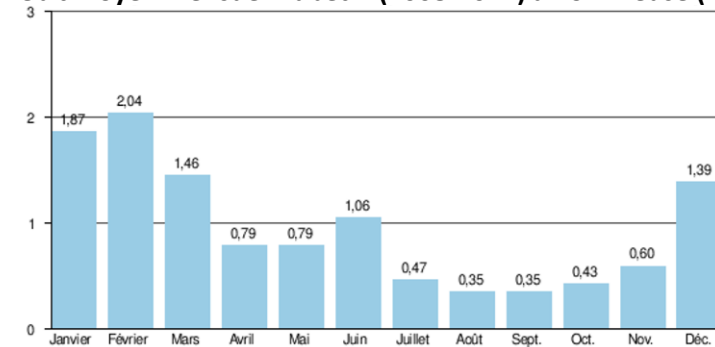
Ces trois principales rivières sont alimentées par ailleurs d'un réseau relativement dense de plus petit cours d'eau. Le plateau au sud-est de la Communauté d'Agglomération semble cependant concerné par une densité du réseau moins importante. La Marne est donc la rivière principale de l'intercommunalité. Elle est rejointe par le Grand Morin en aval de la Communauté d'Agglomération, qui lui-même possède l'Aubetin comme affluent.

### Débit moyen mensuel de la Marne (entre 1983 et 2018) à Gournay-sur-Marne (m³/s)



Sources: Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie, Banque Hydro

### Débit moyen mensuel Aubetin (2008-2012) à Pommeuse (m³/s)

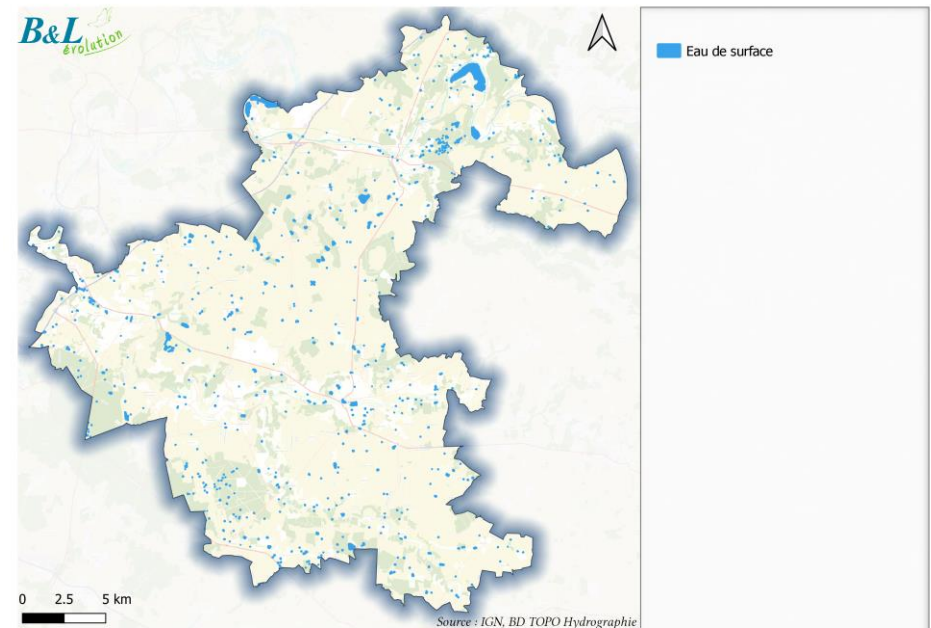


Les débits annuels des cours d'eau de ce territoire sont la conséquence de régimes pluviaux océaniques, caractéristiques de la région parisienne. Ce régime est marqué par un maximum en hiver et un minimum en été. Cette différence n'est pas spécialement produite par les contrastes saisonniers pluviométriques mais davantage par les écarts de capacités d'évaporation plus importantes en été qu'en hiver. Les débits dessinent donc une courbe en miroir à celle des températures.

#### Débits moyens annuels:

- La Marne à Ferté-sous-Jouarre: 91.80 m³/s
- Le Grand Morin à Montry: 7,61m³/s
- L'Aubetin à Pommeuse: 0,90m³/s

#### Cartes des eaux de surfaces





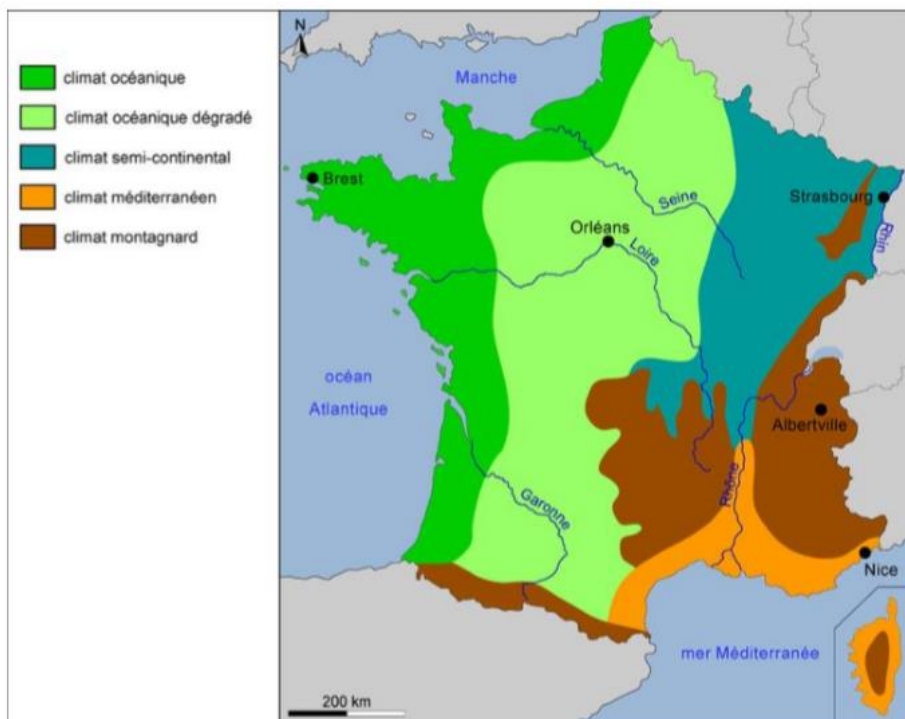
En outre, on notera une importante présence de milieux accueillant des eaux de surfaces tels que des mares et des étangs, ayant de très forts potentiels écologiques pour les amphibiens ou encore les oiseaux migrateurs. On distingue au nord des bassins de taille importante par rapport aux autres points d'eau. Ce sont des bassins artificiels sur la commune de Sainte-Aulde, créés dans le cadre d'un réaménagement de site de carrières.

### Un climat océanique dégradé

Le climat est le dernier élément qui va interagir avec le paysage, même s'il va peu influencer directement la structure paysagère, le climat va être un facteur déterminant de l'occupation du sol et notamment de la végétation mais aussi du réseau hydrographique.

Le Bassin Parisien connaît un climat océanique induisant des températures modérées, caractérisées par une faible amplitude inter-saisonnière. Les températures moyennes annuelles sont de 14,05°C, mais elles sont impactées par la présence d'un îlot de chaleur urbain à Paris, où les températures minimales y sont ainsi adoucies (+2°C en moyenne par rapport aux zones forestières). La hauteur des précipitations annuelles (1981–2010) est de 676,9 mm avec le mois de mai qui connaît le plus grand cumul.

Carte des climats de France



Sources : Météo France,

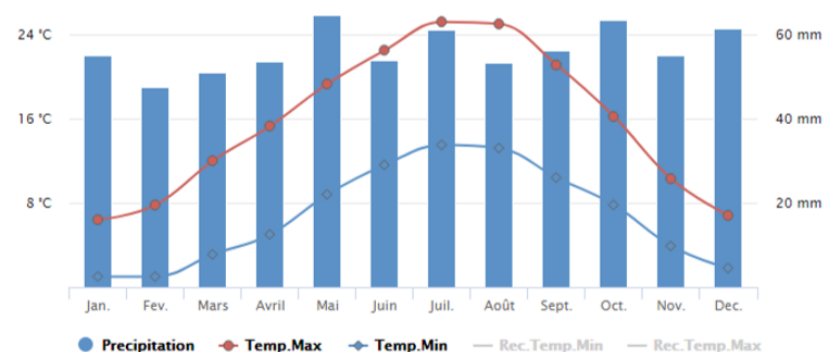
Cette homogénéité annuelle du climat fait partie des conditions optimales pour la végétation car n'induit que peu de contrastes au cours de l'année. Ainsi, le climat présente une autre condition favorable non seulement à la vie humaine procurant de l'eau en suffisance, mais également à l'agriculture, notamment pour le blé, l'orge, ou le maïs.

### Disponibilité en eau:

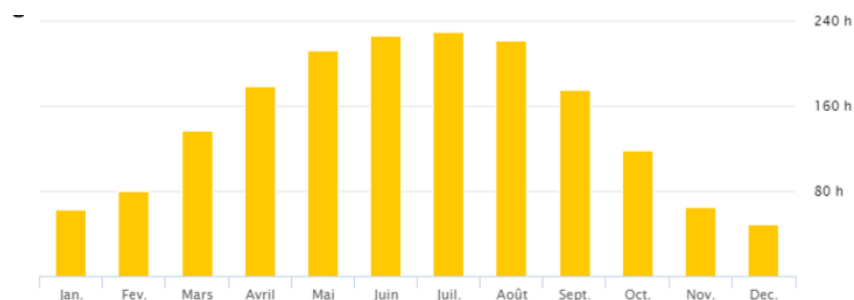
La distribution annuelle des pluies est homogène, en Seine-et-Marne avec un cumul minimum de 47,6 mm en février et maximum de 64,6 mm en mai.

Cette homogénéité de la répartition des précipitations n'assure cependant pas la recharge des nappes du fait d'une forte évapotranspiration du printemps à l'automne et la rapidité des averses sur sols secs. L'hiver est donc la période d'infiltration où les nappes peuvent se recharger. On notera par conséquent une saisonnalité dans la disponibilité en eau malgré cette homogénéité affirmée précédemment, due au contraste thermique annuel.

### Diagramme climatique de Melun (Températures (°C) et Précipitations (mm))



### Diagramme d'ensoleillement de Melun (heures)



## Le contexte de changement climatique

### Projections Bassin de la Seine et de la Somme :

Une étude concernant le bassin de la Seine et celui de la Somme a mis en évidence que le changement climatique aura pour conséquence l'augmentation des précipitations hivernales et la diminution des précipitations estivales.

Comme pour la Seine, on peut traduire cela par une diminution des débits dans les cours d'eau de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie s'accompagnant d'une baisse du niveau des nappes phréatiques.

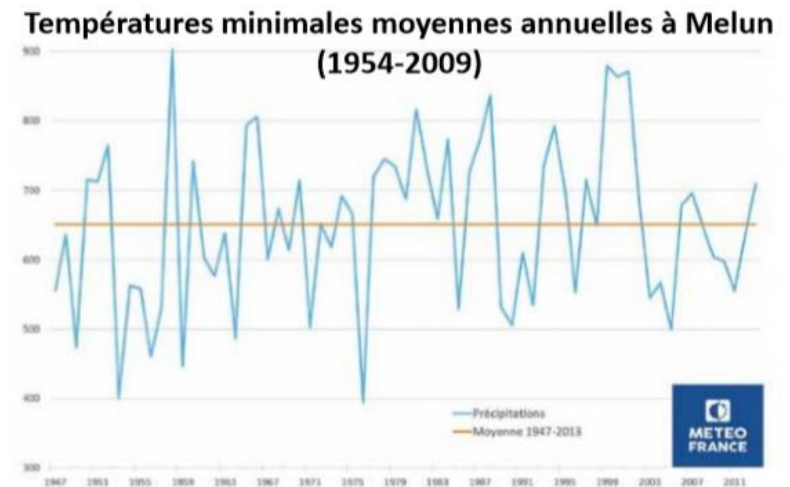
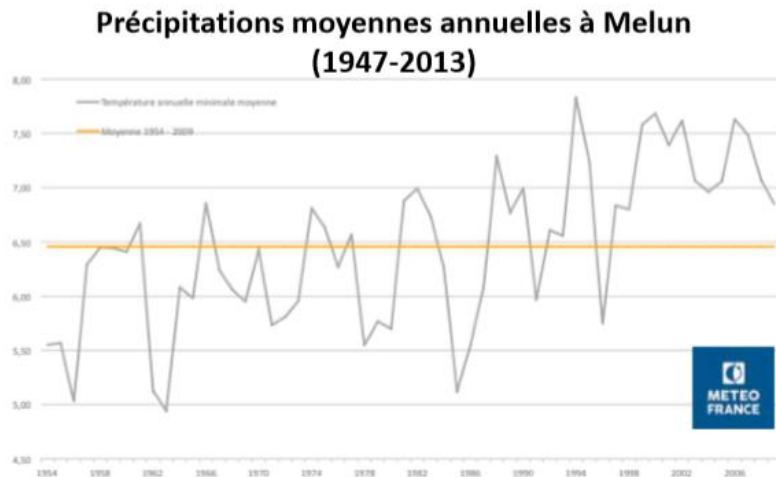
Malgré une bonne présence de la ressource en eau sur le territoire, les projections pour la disponibilité de cette ressource prévoient une éventualité de stress hydrique.

### Observations à Melun:

Les relevés effectués sur la station de Melun, au cours de la période 1954-2009 révèlent une augmentation de la moyenne annuelle des températures de :

- + 1,56°C pour les températures maximales
- + 1,60°C pour les températures minimales soit presque 0,3°C par décennie.

Les observations sur les précipitations sont moins significatives, caractérisées par des variations interannuelles qui ne permettent pas de faire des diagnostics définis. Cependant, on note une période de sécheresse de 2002 à 2012 par rapport à la normale des précipitations annuelles.



### Projections détaillées de la Seine-et-Marne pour la période 2071 - 2100:

#### • Températures:

Une hausse de **1 à 4°C** est attendue pour la Seine-et-Marne, selon les scénarios du GIEC étudiés (hausse plus importante en été qu'en hiver).

Augmentation des **chaleurs estivales** : entre 60 et 110 journées par an supérieures à 25°C contre 48 en moyenne par an actuellement, s'accompagnant d'une augmentation de la fréquence, durée et intensité des **canicules**.

*Ex: La température de la canicule de 2003 deviendrait la température estivale moyenne à l'horizon 2075*

#### • Précipitations:

Les modèles climatiques s'accordent sur une hausse des précipitations pendant l'hiver, jusqu'à **60 mm** supplémentaires à l'horizon 2071-2100 (la moyenne des précipitations hivernales est actuellement de 164 mm). Par contre, le régime futur des précipitations en période estivale est incertain : certains modèles prévoient des baisses, d'autres de légères hausses.

#### • Ressource en eau :

D'après le projet de recherche Explore 2070 les prévisions à l'horizon 2050 à échelle du bassin Seine-Normandie :

- une diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %.

une baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de -30 % à -80 %.

- une baisse de la recharge des nappes avec une diminution des niveaux piézométriques de plus de 4 mètres en moyenne sur le bassin Seine-Normandie et jusqu'à 7 mètres en certains points de la Brie.

Ces projections impliquent :

- un risque de conflits d'usage qui conduiront à une augmentation du prix de l'eau.
- une dégradation de la qualité des eaux via un renforcement des étiages et une diminution de l'effet de dilution (risque d'impact sanitaire et renforcement des systèmes de traitement).
- une progression de la mortalité piscicole du fait de l'assèchement et de la diminution des taux d'oxygène dans l'eau.

### Synthèse :

Selon les scénarios du GIEC, le changement du climat de la Communauté d'Agglomération (à partir des données climatiques de Melun) va se manifester par la hausse des températures de 1 à 4°C d'ici à 2071-2100. Les canicules estivales seront plus fréquentes et plus intenses.

La hausse des précipitations en hiver seront observées avec la baisse potentielle des précipitations en été. Les recharges de nappes seront moins bien réparties tout au long de l'année.

Cependant, malgré la compensation des précipitations hivernales, les ressources en eau se raréfieront avec des débits à l'étiage de -30 à -80% selon les cours d'eau. Il est prévu une diminution des niveaux des nappes phréatiques malgré les apports en hiver, probablement due aux régimes de pluies non favorables aux infiltrations.

### Synthèse des projections pour le Bassin Seine-Normandie

	Climat actuel (normales climatiques 1981-2010)	Ecart prévus (projections climatiques pour la période 2071-2100)
Températures minimales	6,8°C	+1,1 à 3,8 °C
Températures maximales	15,7°C	+1,4 à 4,6 °C
Jours de gel	53 jours par an	-12 à -34 jours par an
Journées estivales (Tmax>25°C)	48 jours par an	+12 à 62 jours par an
Cumul de précipitations	677 mm par an	-35 à +192 mm par an
Jours de pluie (≥1mm)	117 jours par an	-17 à +8 jours par an

### Températures:

- + 1,56°C pour les températures maximales (Melun)
- + 1,60°C pour les températures minimales soit presque 0,3°C par décennie (Melun).
- + 1 à 4°C est attendue (Seine-et-Marne)

### Précipitations:

- + 60mm précipitation hivernales (Seine-et-Marne)
- Incertitude sur les précipitations estivales (Hausse probable)

### Hydrologie:

- Diminution des débits dans les cours d'eau, particulièrement en été
- Baisse du niveau des nappes phréatiques (Jusqu'à -7m en Pays de Brie)



## Les pressions du changement climatique

**Malmenés par le changement climatique, des océans à la cryosphère, les régulateurs du climat sont entrés en dysfonctionnement. Par conséquent, les éléments qui composent les milieux physiques terrestres entrent à leur tour dans des transformations profondes, draguant avec eux les équilibres des écosystèmes. Ce processus en chaîne menace les régimes hydrauliques, les courbes de débits, et les recharges des nappes phréatiques, ainsi que les normales de températures, les types de précipitations dans leur état physique, leur intensité et leur fréquence. L'incertitude face à l'avenir de la ressource en eau et tous les organismes qui en dépendent met en lumière les limites de durabilité de nos modes de fonctionnement.**

## Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET

### Températures

- Une hausse de **1 à 4°C** est attendue pour la Seine-et-Marne, selon les scénarios du GIEC (hausse plus importante en été qu'en hiver).
- Augmentation des **chaleurs estivales** : entre 60 et 110 journées par an supérieures à 25°C contre 48 en moyenne par an actuellement, s'accompagnant d'une augmentation de la fréquence, durée et intensité des **canicules**.

### Précipitations

- Les modèles climatiques s'accordent sur une hausse des précipitations pendant l'hiver, jusqu'à **60 mm** supplémentaires à l'horizon 2071-2100
- Incertitude sur le régime futur des précipitations en période estivale (contradiction entre hausse et baisse de précipitations entre les différents modèles)

### Ressource en eau

- Diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %.
- Baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de **-30 % à -80 %**.
- Baisse de la recharge des nappes avec une diminution des niveaux piézométriques de plus de 4 mètres en moyenne sur le bassin Seine-Normandie et jusqu'à **7 mètres** en certains points de la Brie.

## Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place

# 2. Paysages du territoire

Accusé de réception en préfecture  
077-20109054-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

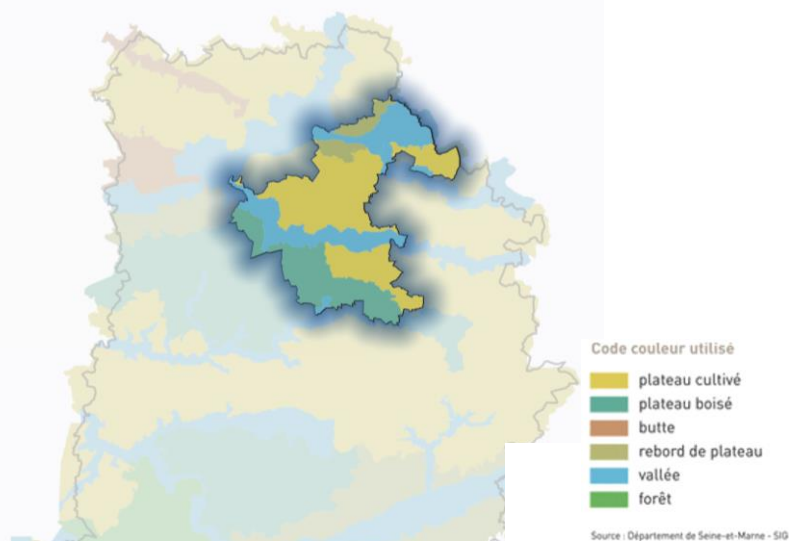
## Des paysages ruraux d'héritage agricole

L'étude des paysages présentée dans cette évaluation environnementale est issue de l'atlas des paysages de Seine et Marne. Il s'agit d'un document élaboré par la CAUE 77 et la Conseil départemental dans le but de mettre à disposition de tous une connaissance précise des paysages afin d'alimenter les politiques qualitatives d'aménagement et de tenir compte de la qualité du cadre naturel et patrimonial du département.

### Grands types de paysages :

Les grands types paysagers que l'on retrouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie sont: *les plateaux cultivés, les vallées, les plateaux boisés*, avec enfin quelques espaces correspondant à des *rebords de plateau*.

Carte des grands types paysagers

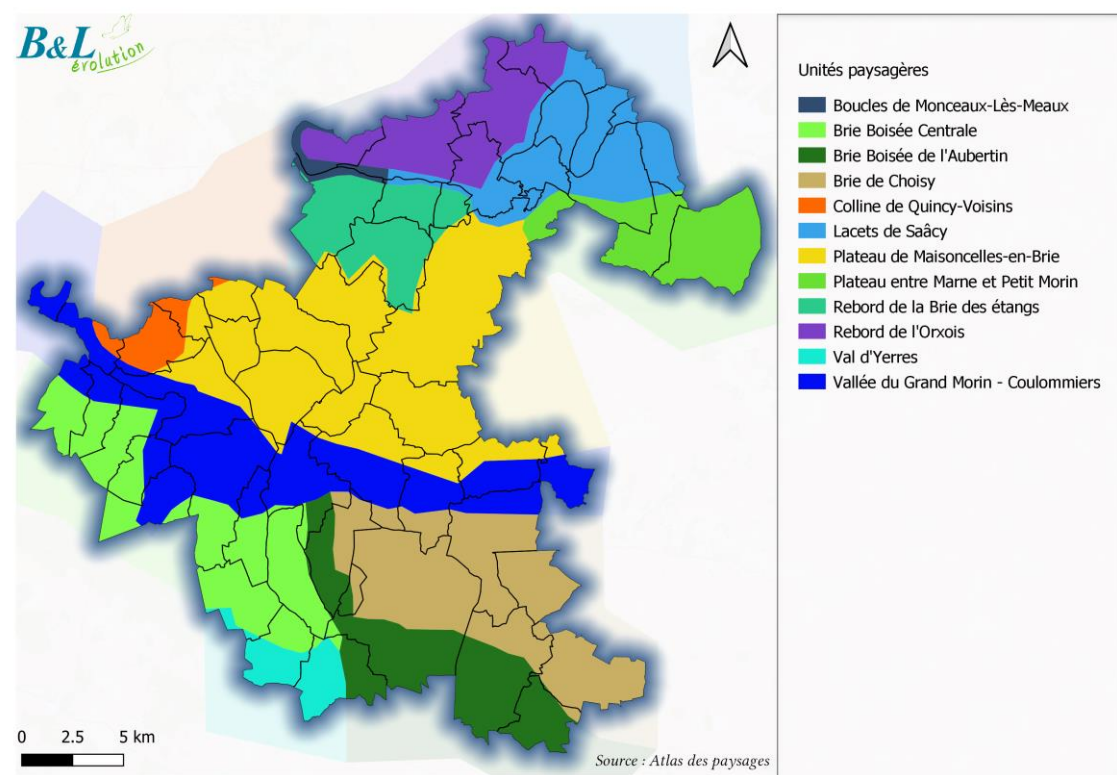


Les types de paysages peuvent se décomposer en plusieurs ensembles: les entités paysagères

### Entités paysagères:

- Boucles de Monceaux-Lès-Meaux
- Brie Boisée Centrale
- Brie Boisée de l'Aubertin
- Brie de Choisy
- Colline de Quincy-Voisins
- Lacets de Saâcy
- Plateau de Maisoncelles-en-Brie
- Plateau entre Marne et Petit Morin
- Rebord de la Brie des Etangs
- Rebord de l'Orchois
- Val d'Yerres
- Vallée du Grand Morin – Coulommiers

Carte des entités paysagères



Comme son nom l'indique, cet ensemble paysager est caractérisé par des étendues de forêts, qui définissent entre elles des clairières. Dans le cas de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, ces clairières sont en grande majorité cultivées à l'inverse de la partie plus à l'ouest qui voit ses clairières urbanisées. Le relief associe des plateaux horizontaux encore creusés d'étangs dans les forêts, la vallée de l'Aubetin, et les vallons qui le sillonnent.

### Brie boisée de l'Aubetin (Mauperthuis, Saint-Augustin):

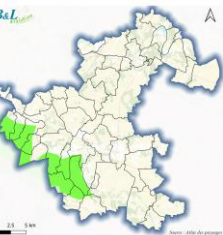


Le plateau boisé est dominant sur cette entité dont les horizons sont définis par les crêtes perceptibles au nord sur la rive droite de l'Aubetin, au sud sur la rive gauche de la Visandre. Trois séquences se succèdent le long du cours de l'Aubetin, dont les caractéristiques sont proches de celle du plateau, cultivé en amont: au fur et à mesure plus boisé, pour devenir ceux d'une vallée en aval.

Les structures restent marquées par les relations des masses boisées et des cultures, tandis que les reliefs du val commandent la direction des grands axes et celle d'une suite de bourgs.

**Enjeux:** Révéler le potentiel du val de l'Aubetin grâce à une organisation plus fluide des éléments, l'inscrire dans les documents d'urbanisme et un plan de décloisonnement des espaces

### Brie boisée centrale (Tigeaux, Touquin, Haute-Feuille, Perzarches, Faremoutiers):



De nombreuses mares attestent d'une humidité latente. La forêt compose comme une matière dans laquelle le défrichement a creusé les espaces ouverts de référence. Ces clairières, où se sont installés les villages, forment les unités de lieu que renforcent les limites très lisibles des lisières, en contact avec les sols cultivés. Alternance des pleins et des vides, les routes et les chemins jouent un rôle dans la structuration du territoire. Le schéma « rural » des clairières culturelles domine vers l'est.

**Enjeux :** Développements urbains inscrits dans la structure des clairières pour conserver l'identité du paysage de pleins et de vides.

### Vallée du Grand Morin

La vallée, bien marquée par ses versants aux reliefs affirmés et des boisements sur les crêtes, est plus ouverte que celle du Petit Morin. Une route régionale et une voie ferrée la traversent, donnant un premier aperçu de son aspect industriel et urbanisé.

Sources: Atlas des paysages de Seine-et-Marne

Cette urbanisation se poursuit, notamment avec la proximité du pôle d'activités de Marne-la-Vallée. Toutefois, son caractère campagnard reste présent, favorisé par les étendues cultivées qu'offre ce paysage.

*Le Grand Morin de Coulommiers (Coulommiers, Pommeuse, Faremoutiers, Mouroux, Guerard, Celle-sur-Marne, Boisy-le-Châtel, Mouligny, Tigeaux, Voulangis, Villiers sur Morin, Crécy-la-Chapelle, Coutrevault, Couilly-Pont-aux-Dames, Condé-Sainte-Libiaire)*



Le territoire témoigne d'une très grande diversité d'ambiances : séquences urbaines à Coulommiers ou Crécy-la-Chapelle, habitat diffus assez prégnant par endroits, ou encore campagne « idéale », lorsque la rivière coule dans un paysage préservé de champs et de prairies comme vers Tigeaux et Guérard.

**Enjeux:** La pression urbaine, notamment par le développement du pôle de Marne-la-vallée et du parc de Disneyland semble menacer cette tranquillité campagnarde.



4. Tigeaux



5. Tigeaux

### Brie des Etangs :

Au cours des derniers siècles, les aménagements fluviaux, et les mutations des pratiques agricoles ont profondément transformé cet ensemble de paysages. Les paysages des terres « lourdes » et imperméables du plateau, ponctués de mares et d'étangs, ont aujourd'hui pratiquement disparu. Le bourg de Rebais se présente au cœur d'un carrefour de routes rayonnant sur l'ensemble du plateau.

### Plateau entre Marne et Petit Morin (Bussière, Basseville):



Sur ces terres agricoles, les bosquets, les fermes isolées, sont les seuls éléments à se détacher sur les horizons boisés qui cernent le plateau. Des boisements épars morcellent les vues ; les châteaux d'eau et les silos constituent les principaux sinon les seuls points de repère.





Les collines de Quincy-Voisins correspondent à un espace de transition dont les bois et les bosquets qui habillent ces versants sont l'ornementation principale du plateau. Les infrastructures routières de grande importance présentes sur le territoire constituent des axes privilégiés de la perception des paysages, mais ont aussi considérablement contribué à dévaluer leur qualité.

**Enjeux:** Minorer l'impact des infrastructures routières notamment par la plantation d'arbres isolés tout en conservant le caractère rural des villages du plateau.

#### Brie de Choisy (Marolles-en-Brie, Beauthail, Saints, Chevru, Saint-Augustin,



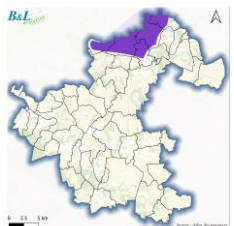
La Brie de Choisy, qui appartient à l'ensemble de la Brie des étangs, est enclavée entre la vallée du Grand Morin au nord, et celle plus modeste de l'Aubetin au sud. Beauté épurée des grands champs ouverts et correspondance entre les boisements des rebords du plateau et les cultures constituent l'armature des paysages de la Brie de Choisy.

**Enjeux:** Extension urbaine et construction à l'architecture faite de « faux-semblants », équilibres subtils mis en péril par les ruptures d'échelle ou de registre.

#### Les Rebords d'Orxois et de la Brie des étangs

Côté Orxois, le rebord du plateau couvre un territoire compris entre deux des méandres de la Marne. Espace de transition entre la douceur des formes du plateau de l'Orxois et la vallée proprement dite, la Marne ne fait que s'y deviner. Les limites avec la vallée sont ici assez nettes et se calquent approximativement sur le haut de ses versants. Entre le plateau et ses rebords, la frontière est plus vague. Elle se dessine le long d'une ligne de part et d'autre de laquelle l'influence de la vallée s'impose ou, au contraire, s'efface.

#### Rebord de l'Orxois (Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Sainte-Aulde, Méry-sur-Marne, Chamigny, Signy-Signets, Sept-Sorts, Sammeron, Ferté-sous-Jouarre, Changis-sur-Marne)



De Sainte-Aulde à Mary-sur-Marne, le plateau de l'Orxois descend progressivement vers la rive droite de la Marne. Sur ce socle de transition à caractère très rural, les paysages sont finement composés : bois qui coiffent les hauteurs, hameaux et fermes régulièrement disposés au-dessus des lignes de crête.

Sources: Atlas des paysages de Seine-et-Marne

#### Rebord de la Brie des étangs (Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Sainte-Aulde, Méry-sur-Marne, Chamigny, Signy-Signets, Sept-Sorts, Sammeron, Ferté-sous-Jouarre, Changis-sur-Marne)



Le rebord de la Brie des étangs propose des vues plongeantes sur la vallée et sur le versant de l'Orxois qui lui fait face. On y distingue des entailles de rus encaissés, soulignés de boisements de saules, de frênes et d'ormes ainsi que d'une constellation de fermes et de hameaux disposés sur le versant. Le village de Signy-Signets fait événement dans ce paysage. Les routes sont ici aussi les meilleures médiatrices entre le spectateur et le paysage.

**Enjeux:** Le potentiel de ce paysage n'est pas exploité à son maximum, notamment concernant les vues sur la Marne.

#### Plateau de Maisoncelles-en-Brie (Vaucourtois, Sancy, Crécy-la-Chapelle, Bouleurs et Coulommès)



Le plateau de Maisoncelles-en-Brie : témoin des anciens étangs des terres imperméables de la Brie : Séparé des collines de Quincy-Voisins par les premiers reliefs collinaires au niveau des rus du Cygne et du Mesnil, le plateau de Maisoncelles-en-Brie présente des horizons plans et cultivés, plus ou moins lointains, que viennent obturer les lisières compactes et régulières de ses nombreux bois.

Avec les arbres isolés, les arbres le long des routes, les fermes mais aussi les fossés et les levées de terre des anciens étangs, ces lisières créent les principales animations du paysage du plateau. La RD 402 et l'autoroute A4 qui séparent l'entité de celle des collines de Quincy-Voisins sont des axes importants de découverte des paysages du plateau.

## Vallée de la Marne:

Abscisé de réception en préfecture  
077-200090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de dépôt en préfecture : 21/12/2022

La vallée de la Marne marque, au même titre que celle de la Seine, l'identité géographique du département. La rivière, après avoir quitté le département de l'Aisne, entre sur une partie du territoire seine-et-marnais encore profondément marqué par la ruralité. A la confluence avec le Petit Morin, en aval de La Ferté-sous-Jouarre, première ville d'importance de la vallée, le relief s'adoucit. Jusqu'à Changis-sur-Marne, la rivière traverse des collines cultivées dont les formes douces sont en continuité avec les plateaux environnants. Cet épisode marque la transition entre le paysage des « lacets de Saâcy » et celui des « boucles de Montceaux-lès-Meaux ». Après un intermède plus linéaire, la rivière a de nouveau creusé ici de longs méandres qui enserrant des vestiges de terrains résistants dont témoigne la butte de Montceaux-lès-Meaux recouverte par la forêt. L'urbanisation est ici bien plus présente et l'agglomération de Meaux y tient une place remarquable.

**Lacets de Saâcy :** (Méry-sur-Marne, Chamigny, Luzancy, Ferté-sous-Jouarre, Ussy-sur-Marne, Sammeron, Saâcy-sur-Marne, Saint-Aulde)



Les « lacets de Saâcy » forment les trois premiers méandres que dessine la Marne quand elle entre dans le département. L'originalité de ce territoire, presque entièrement consacré à l'agriculture, réside dans la place qu'y occupent les vignes, notamment sur les pentes les plus raides. Sans oublier l'importance de la ville de La Ferté-sous-Jouarre qui ponctue en aval l'espace de cette entité secrète et rurale.



Méry-sur-Marne

**Boucles de Monceaux-Lès-Meaux** (Montceaux-Lès-Meaux, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Sammeron, Changis-sur-Marne)



Le paysage est ici bien appuyé sur la structure géographique. La Marne, pour franchir les terrains tertiaires résistants de la Goële a dû recouper plusieurs fois son cours, abandonner son lit, recréer et terrasser ses propres alluvions pour creuser son lit en longs méandres. La butte de Montceaux, vestige de l'érosion de ces terrains durs du plateau de Goële et que la Marne enserrant, est recouverte de forêt.

Après l'eau (méandres de la Marne, canal de l'Ourcq), la forêt est donc le deuxième

motif paysager dominant. En plus du massif de Montceaux, il se décline en bosquets, en longues pentes douces cultivées dominées par l'horizon forestier ou encore en coteaux boisés autrefois couverts de vignes et de vergers. La ville de Meaux bénéficie d'un site exceptionnel : ensermée au sud par les bras d'un grand méandre de la Marne, elle est cadrée au nord par un ancien méandre aujourd'hui occupé par le canal de l'Ourcq. A l'ouest, le pédoncule que dessine la rivière à Nanteuil-lès-Meaux donne sa frontière naturelle à la ville.

## Val d'Yerres



Les paysages de la vallée dépendent principalement des caractéristiques de ses versants :

- Ponctuellement boisés, ils sont aussi cultivés, en continuité avec les plateaux qui environnent la vallée ;
- Par les contrastes entre versants abrupts et versants doux, ils caractérisent chaque méandre de la rivière ;

- C'est leur contact avec les plateaux qui constitue le site de fondation de la plupart des villages de la vallée, en position de charnière bénéficiant des richesses du plateau et de la vallée.

C'est donc à un paysage d'enchaînements qu'invite l'Yerres, sur les berges de laquelle on retrouve les transparences de la végétation des rives, permettant de nouvelles continuités visuelles. En revanche, c'est une vallée que l'on traverse mais que l'on ne longe pas, faute de chemins ou de routes.

**Enjeux:** L'articulation de la vallée avec le plateau, sa « non fermeture », menace de l'urbanisation linéaire le long des routes. L'agriculture des versants assure la continuité avec le plateau et doit être encouragée, de même que celle des fonds de vallée, notamment les prairies. La transparence est aussi une valeur à entretenir sur les rives, pour dégager visuellement certains châteaux. La vallée manque de chemins qui en permettraient la découverte par les riverains.

## Des vulnérabilités paysagères dans l'air du temps:

Les paysages décrits précédemment expriment des fragilités qu'il semble pertinent de relever. Les principales vulnérabilités qui ressortent ici sont :

- la consommation d'espace par l'urbanisation,
- le manque de structures paysagères cohérentes au sein des unités et la fragilité du paysage,
- la disparition de milieux à très forts potentiels écologiques (étangs, mares, forêts),
- le cloisonnement de certains milieux notamment par la présence d'infrastructures routières telles que des autoroutes.

### Dans un contexte de changement climatique :

- Un changement du climat qui va déstabiliser les milieux déjà fragilisés par le manque de structure.
- Les paysages qui tendent à s'urbaniser vont réduire les espaces de stockage de carbone et recouvrir des surface autrefois naturelles par des surfaces goudronnées sombres, connues pour leur capacité d'absorption de chaleur.
- Le changement climatique est une réelle menace pour la biodiversité. Les milieux à forts potentiels écologiques seront à l'avenir des zones de conservation de très grande importance.
- Le cloisonnement des milieux est également un élément paysager menaçant dans un contexte de biodiversité décroissante.



## Les pressions du changement climatique

**Tout comme la mondialisation actuelle que connaît la planète, les paysages témoignent de phénomènes d'uniformisation qui tiennent leur impulsion majeure des processus d'étalement urbain. Toutefois, les facteurs d'appauvrissement paysager ne manquent quant à eux pas de diversité. Par définition, un paysage riche s'accorde avec pluralité et connectivité de milieux. Le changement climatique et l'emprise humaine sur son environnement tendent à faire disparaître progressivement les éléments fondateurs de cette variété, laissant place à de nouveaux visages paysagers.**

## Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET

- Déstabilisation des milieux déjà fragilisés par le cohérence entre les structures paysagères qui constituent les unités
- Réduction des espaces de stockage de carbone et remplacement des surfaces naturelles par des surfaces sombres à forte capacité d'absorption de chaleur.
- Menace sur les milieux à forts potentiels écologiques bien présents dans les paysages.
- Cloisonnement des milieux menaçant dans un contexte de biodiversité décroissante.

## Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place

### Effets de levier

- Revalorisation des éléments architecturaux par la rénovation
- Maintien des espaces naturels et développement de nouvelles structures pour la séquestration du carbone

### Enjeux du PCAET

- Perte d'éléments architecturaux par la rénovation par l'extérieur
- La création de nouvelles infrastructures (parkings de co-voiturage, pistes cyclables...) mal intégrées
- Le développement de structures de production EnR mal intégrée

# 3. Synthèse

Accusé de réception en préfecture  
077-20190614-20221221-D-2012-125-DE  
Date de transmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

## Atouts

- Une grande diversité d'unités paysagères avec de forts caractères
- Une forte richesse du réseau hydrographique aussi bien en termes d'écologie que paysager
- Un climat doux avec des précipitations régulières toute l'année en équilibre pour la recharge des nappes et des eaux d'écoulements
- Une assez bonne connaissance des évolutions climatiques à venir pour la Seine-et-Marne

## Faiblesses

- Une différence saisonnière des débits du réseau hydrographique (variabilité été/hiver) pouvant entraîner des problématiques (crues/sécheresses) avec la progression du changement climatique
- Des paysages à enjeux, notamment urbanistiques
- Des évolutions attendues pas toujours favorables aux qualités paysagères

## Opportunités

- Des tendances d'évolution et pressions paysagères connues donnant l'occasion d'anticiper les effets néfastes
- Préserver les forêts et les vues dégagées
- Une identité rurale agricole encrée dans le paysage, pouvant être moteur du développement et du dynamisme local
- Une diversité d'unités paysagères à valoriser au travers leurs interactions

## Menaces

- Des unités paysagères qui se dégradent par la progression des zones d'activités et de l'urbanisation
- Des éléments du paysage enclavés ou déconnectés par la progression de l'urbanisation ou par un manque de structure du territoire
- Un manque de structuration de certaines unités paysagères pouvant accroître leur fragilité dans un contexte de changement climatique
- Accroissement des extrêmes climatiques

## Enjeux pour le PCAET

- Avoir une attention particulière sur la consommation d'espace
- Conserver la diversité paysagère et les zones humides
- Avoir une attention sur le contexte physique particulier du territoire (réseau hydrographique, géologie, reliefs, climat) et anticiper la vulnérabilité future du territoire face aux pressions sur les différents paramètres physiques
- Maîtriser l'évolution des espaces au point de contact avec l'urbanisation afin de conserver l'identité des communes
- Garder à l'esprit la connaissance disponible sur l'avenir du climat sur ce territoire afin de guider les orientations



# MILIEU NATUREL



## Le milieu Naturel :

Dans le cadre de la mise en place d'un PCAET, la compréhension et la connaissance des éléments du milieu naturel sont la clé de voûte de l'élaboration d'un plan pertinent avec son territoire

1.	Le réseau écologique	Page 37	5.	Zonage en faveur de la biodiversité	Page 46
2.	Les documents cadres	Page 40	6.	Patrimoine naturel et architectural	Page 52
3.	Biodiversité: état général et menaces	Page 41	7.	Vulnérabilités et changement climatique	Page 55
4.	Trames vertes et bleues du territoire	Page 43			



# 1. Le réseau écologique

Accusé de réception en préfecture  
077-201090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 07/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

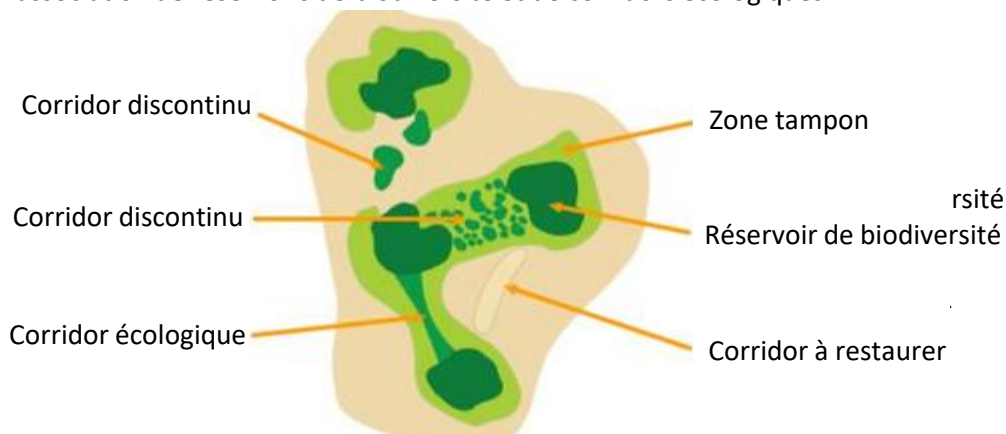


## La Trame Verte et Bleue

La Trame Verte et Bleue (TVB) est un outil d'aménagement issu du Grenelle de l'environnement. Il vise à **augmenter la part des milieux naturels** et semi-naturels dans la répartition des modes d'occupation du territoire, à **améliorer leur qualité écologique et leur diversité**, et à **augmenter leur connectivité** pour permettre la circulation des espèces qu'ils hébergent, nécessaire à leur cycle de vie.

La TVB permet de définir :

Des **continuités écologiques**, c'est-à-dire des espaces au sein desquels peuvent se déplacer un certain nombre d'espèces, comprenant les habitats indispensables à la réalisation de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos, etc.) et des espaces intermédiaires, moins attractifs mais accessibles et ne présentant pas d'obstacle infranchissable. Les continuités écologiques sont définies comme l'association de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques.



Schématisation de la notion de trame verte et bleue

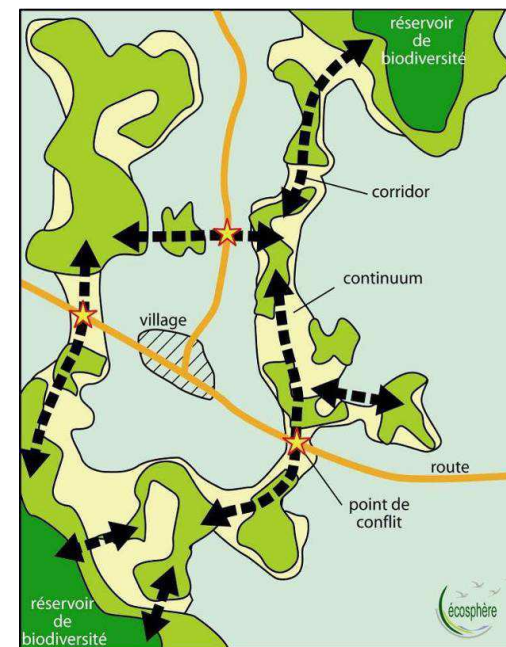
Les **réservoirs de biodiversité** sont des espaces à biodiversité remarquable par rapport au reste du territoire. Ils remplissent une grande partie des besoins des espèces considérées et constituent leurs milieux de vie principaux. Ils jouent un rôle crucial dans la dynamique des populations de faune et de flore: développement et maintien des populations présentes, ils « fournissent » des individus susceptibles de migrer vers l'extérieur et de coloniser d'autres sites favorables, et peuvent servir de

refuge pour des populations forcées de quitter un milieu dégradé ou détruit. La pérennité des populations est fortement dépendante de leur effectif (elle-même limitée entre autres par la taille des réservoirs) et des échanges génétiques entre réservoirs. Pour toutes ces raisons, les réservoirs de biodiversité doivent fonctionner sous la forme d'un réseau, entre lesquels des individus peuvent se déplacer.

Les **corridors écologiques** sont des espaces reliant les réservoirs, plus favorables au déplacement des espèces que la matrice environnante. Les milieux qui les composent ne sont pas nécessairement homogènes, continus, ni activement recherchés par les espèces qui les traversent. La qualité principale qui détermine leur rôle de corridor, pour une espèce donnée, est la capacité des individus à les traverser pour relier deux réservoirs, avec un effort de déplacement minimal et une chance de survie maximale. On parle de perméabilité des espaces, ou au contraire de résistance, pour décrire la facilité avec laquelle ils sont parcourus.

Fonctionnalité des corridors écologiques

Fonctionnalité des corridors écologiques



Sources : DREAL PACA, Ecosphère

La qualification d'un espace comme réservoir de biodiversité ou comme corridor dépend de l'échelle à laquelle on se place et des espèces que l'on considère.

Notamment, les corridors écologiques n'ont pas pour seule fonction d'être des voies de passage pour la faune et la flore sauvage. Ils peuvent également fournir des ressources essentielles à d'autres espèces et constituent donc pour elles des habitats à part entière. Les corridors peuvent être discontinus pour des espèces susceptibles de franchir les obstacles (oiseaux, insectes volants, plantes dont les fruits ou les graines circulent sur de longues distances...). Ils peuvent être composés d'une mosaïque de milieux naturels ou semi-naturels différents, si ces derniers ne constituent pas un obstacle pour les espèces considérées. Ils peuvent servir d'habitats « relais », assurant les besoins d'un individu pendant un temps court et lui permettant ainsi de parcourir de plus grandes distances.

On parle de **fonctionnalité d'un corridor** pour désigner la diversité d'espèces qui peuvent l'emprunter. Ce concept permet de comparer deux corridors similaires (c'est-à-dire susceptibles de permettre le passage des mêmes espèces), un même corridor au cours du temps, ou en fonction de différents scénarios d'évolution. La fonctionnalité d'un corridor dépend de sa largeur, de la densité de végétation, du caractère naturel ou artificiel du sol, de la diversité d'habitats, des obstacles qui le traversent... Elle est évaluée pour différents groupes d'espèces (appelés guildes) ayant des exigences semblables. À noter qu'un corridor jugé fonctionnel pour une espèce donnée ne signifie pas que cette espèce l'empruntera de manière systématique : le tracé de la TVB doit donc, dans l'idéal, être adapté à mesure que des indices viennent corroborer ou non les trajets pressentis.

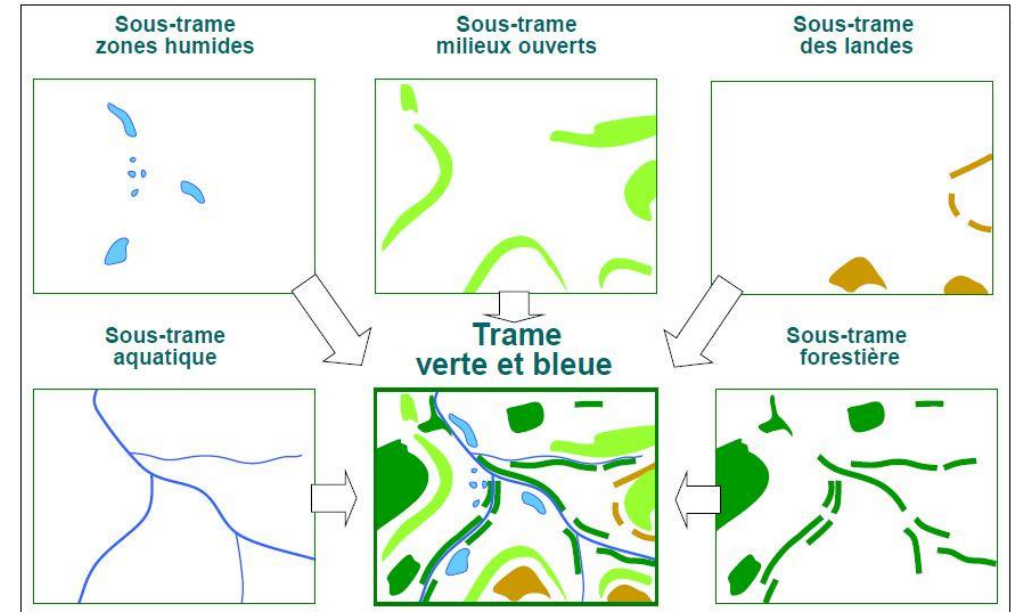
La fonctionnalité des corridors est notamment limitée par la présence **d'éléments fragmentant**. Il s'agit de secteurs infranchissables pour les espèces considérées. Cet obstacle peut être de différentes natures et combiner plusieurs aspects : une barrière à proprement parler, naturelle (cours d'eau) ou artificielle (clôture) ; un lieu présentant un risque élevé de mortalité (collision avec un véhicule ou des bâtiments, exposition aux prédateurs, pesticides, noyade...) ; un milieu répulsif ou trop étendu pour être traversé (grand espace agricole, ville).

## Le concept de Sous-Trame

Pour décrire les continuités écologiques, on distingue usuellement différentes sous-trames, correspondant à des grandes familles d'habitats :

- La **sous-trame boisée** (milieux boisés/forestiers) : composée des boisements naturels et artificiels, ainsi que des haies, fourrés arbustifs, etc. ;
- La **sous-trame herbacée** (milieux ouverts/semi-ouverts) : avec les prairies sèches à humides, les pelouses naturelles, les friches, les dépendances vertes des grandes infrastructures (végétation des bernes routières...) ;

- La **sous-trame bleue** (milieux humides/aquatiques) : avec les milieux aquatiques (cours d'eau, plans d'eau et mares) et les zones humides (zones marécageuses, prairies et boisements se retrouvant également dans les trames boisée et herbacée).



Schématisme de la sous-trame

Cependant, ces milieux ne sont pas homogènes et il peut être nécessaire de descendre à un niveau descriptif inférieur pour intégrer les besoins écologiques d'un cortège d'espèces donné et les caractéristiques d'un territoire particulier (bocage, pelouses calcicoles, réseaux de mares... par exemple).

En outre, chaque espèce, voire chaque population, a des capacités de dispersion et des exigences écologiques différentes. Il est donc en théorie possible d'identifier autant de réseaux écologiques que d'espèces. Néanmoins, dans une visée opérationnelle, les espèces ayant des besoins proches et fréquentant des milieux de même type peuvent être regroupées en **guildes**. On parlera ainsi des grands ongulés, des chauves-souris forestières, des amphibiens liés aux mares et milieux connexes (prairies humides et bois), des insectes saproxyliques (capacité de dispersion de l'ordre de 300 m pour le Pique-prune), etc.

## La trame urbaine

Les espaces urbains et les infrastructures sont les principaux obstacles au déplacement de la faune et de la flore sur le territoire : ils morcellent et séparent les milieux naturels et agricoles, formant des barrières infranchissables. Si la végétalisation des villes ne permet en aucun cas de remplacer les surfaces naturelles consommées par l'expansion urbaine, elle peut en revanche rendre les territoires construits plus « perméables » à la biodiversité, améliorant ainsi le fonctionnement des grandes continuités écologiques.

Les linéaires d'arbres, les parcs arborés, les coulées vertes... participent à rendre la matrice urbaine plus hospitalière aux écosystèmes de milieux boisés. Toutes les espèces ne sont pas susceptibles d'en profiter, mais cela bénéficie à celles pouvant se déplacer de proche en proche, pour relier deux réservoirs boisés (oiseaux, insectes volants, certaines plantes et champignons...). De même, lorsque la matrice urbaine est parsemée d'espaces ouverts non construits, publics ou privés, ceux-ci peuvent servir de points d'étapes intermédiaires pour les espèces des milieux herbacés.

Il s'agit d'une biodiversité généralement ordinaire, s'accommodant du milieu urbain, mais contribuant néanmoins à la richesse des écosystèmes à l'échelle du territoire. L'étendue et la proximité des espaces urbains végétalisés, leur organisation en réseaux (logique de corridors à l'échelle locale), mais aussi leur gestion, sont des facteurs essentiels de leur bon fonctionnement écologique.

Ces écosystèmes urbains fournissent par ailleurs bien d'autres services : espaces de loisirs, de détente, de rencontres, pratique du sport, gestion de l'eau pluviale, des risques (inondations, vagues de chaleur...), effets sur le bien-être et la santé, alimentation... Ils contribuent particulièrement à l'adaptation des espaces urbains aux changements climatiques.

## La trame noire

Intimement liée à la trame urbaine, **la trame noire** est aussi un enjeu majeur dans les continuités écologiques. Ce concept vise à intégrer la lumière comme élément fragmentant la cohérence des écosystèmes. Le phénomène se traduit par la pollution lumineuse, la lumière artificielle va devenir un obstacle aux différentes migrations des espèces au cours de la nuit. Que ce soit par phototactisme positif (réflexe d'attraction des espèces par la lumière, comme les papillons de nuits par exemple) ou négatif (répulsion vis-à-vis de la lumière, comme une grande majorité de mammifères ou de poissons), les concentrations lumineuses vont devenir infranchissables, limitant drastiquement les migrations (journalières, saisonnières). L'ensemble du monde animalier, diurne comme nocturne, est impacté. La lumière artificielle va ainsi mettre une limite importante dans la cohérence des écosystèmes.

Impactant aussi la santé humaine, la vision du ciel étoilé et intimement liée aux consommation d'énergie, la question de la pollution lumineuse et ses impacts trouve sa place dans les réflexions sur les PCAET (*décret n° 2016-849*). S'ajoute à cela, la nouvelle réglementation sur les techniques d'éclairage, issue de deux arrêtés du 27/12/2018 qui visent la prise en compte des nuisances lumineuses de toutes les sources d'éclairages artificiels





## Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

Le SRCE correspond à l'échelle régionale de la politique TVB (trames vertes et bleues). Élaboré conjointement par l'Etat et le conseil régional, en association avec un comité régional TVB, il traduit les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, à travers un diagnostic du territoire comprenant notamment la cartographie des réservoirs et corridors de biodiversité existants ou à restaurer, et un plan d'actions à mettre en œuvre par les plans et programmes de rang inférieur.

Le SRCE de la région Île de France a été adopté par arrêté du Préfet de région en 2013

Celui-ci identifie les enjeux suivants :

Par sa situation particulière de carrefour biogéographique au cœur du bassin parisien, l'Île-de-France se trouve à l'intersection de plusieurs grands axes de continuités écologiques identifiées comme étant d'importance nationale ou suprarégionale, à préserver, des axes :

- « grands migrants »
- « Sud-atlantiques »
- « médio-européen »
- « nord atlantiques »
- Soumis à des influences thermophiles

Le SRCE traduit les composantes territoriales identifiées et ses objectifs essentiellement par l'intermédiaire de cartes. Notamment la carte des composantes de la trame verte et bleue, qui identifie quatre sous-trame (arborée, herbacée, culture, aquatique et corridors humides).

Le plan climat doit prendre en compte des objectifs du SRCE pour limiter la fragmentation du territoire et respecter les notions de sauvegarde et de développement de la trame verte et bleue du territoire.

Le plan d'action développe 9 orientations stratégiques :

1. la connaissance,
2. la formation et l'information,
3. l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme,
4. la gestion des espaces,
5. les milieux forestiers,
6. les milieux agricoles,
7. le milieu urbain,
8. les milieux aquatiques et humides,
9. les actions relatives aux infrastructures linéaires.

# 3. Biodiversité : état général et menaces



## La biodiversité en Île-de-France

L'analyse de la biodiversité en Île-de-France est tirée d'un rapport de l'ARB (Agence Régionale de la Biodiversité) paru en avril 2018. Le périmètre de la région s'appuie notamment sur des zones remarquables qui seront des atouts pour la biodiversité :

- **Des espaces agricoles dominants**: 53% du territoire francilien est composé de milieux ouverts en grande majorité cultivés. 82% des surfaces agricoles sont des grandes cultures (dont 60% de céréales). Les terres de labour de la région accueillent 5% de la population mondiale de *pluviers dorés* qui hiverne dans ce milieu.
- Mais les espaces agricoles d'Île-de-France c'est aussi: +28% de doses unitaires de produits phytosanitaires sur la période 2008-2015, 45% de déclin des populations d'oiseaux spécialistes des milieux agricoles (2004-2017) et -20% de papillons (2006-2014) dans ces milieux. Seulement ¼ des 130 espèces de plantes associées aux moissons ne voient pas leur population régresser ou disparaître.
- **Des espaces forestiers, réservoirs de biodiversité**: 24% du territoire est couvert par les boisements dont 33% de forêts publiques. Les chênes représentent 60% du peuplement. 6% de la forêt se trouve en contexte alluvial humide. Plus de 2 400 ha de landes forestières dans la région. La forêt c'est aussi +19 km<sup>2</sup> de réserve biologique classés et 26 km<sup>2</sup> supplémentaires en cours de classement. 68% des réservoirs de biodiversité sont situés en forêt et +12% d'oiseaux communs sont présents au cours des dix dernières années
- **Des zones humides à protéger**: Le périmètre décompte plus de 8000 km de cours d'eau et canaux et un peu plus de 800ha de prairies humides. En trente ans la région a connu une augmentation de +36% de plans d'eau. Il existe environ 30 000 mares en Île-de-France, dont la moitié en forêt. La Bassée (à l'est du territoire de Morte Seine et Loing), zone humide d'intérêt national, accueille plus de 700 nettes rousses en hiver.

→ Mais seulement 0,5% (6000ha) bénéficie d'une protection forte

Les chiffres clés de ce rapport mettent en avant la forte pression anthropique qui s'exerce sur la région.

## Panorama de la faune et de la flore d'Île-de-France

L'étude a été réalisée par groupes taxonomiques (regroupe des espèces partageant des critères spécifiques et un même ancêtre commun). Analyse par taxons :

- **Oiseaux** : 178 espèces d'oiseaux nicheurs. L'Île-de-France a perdu un quart de ses oiseaux au cours des quinze dernières années. Le nombre de couples d'oiseaux nicheurs a été évalué à 2,5-3 millions. Il existe moins d'oiseaux nicheurs que d'humains en Île-de-France !
- **Reptiles et amphibiens** : 17 espèces d'amphibiens et 14 de reptiles. Douze crapauds et seize crapauds sont actuellement recensés sur notre plateforme régionale. Ces dispositifs de sauvetage sont animés localement par des associations et des collectivités investies dans la sauvegarde de la biodiversité, et ne pourraient être mis en place sans l'implication des bénévoles.
- **Poissons** : 41 espèces de poissons. Deux fois plus d'espèces de poissons dans la Seine en l'espace de trente ans!
- **Insectes** : plusieurs milliers d'espèces de coléoptères, 62 espèces de libellules, 68 espèces d'orthoptères (criquet, sauterelles et grillons), 112 espèces de papillons. Les papillons craignent l'urbanisation. Les résultats du Spipoll et de l'Observatoire des papillons des jardins (OPJ) indiquent que les papillons ont beaucoup moins d'affinités pour les milieux urbains, contrairement à d'autres insectes tels que les hyménoptères, pour lesquels la tendance est moins marquée. Concernant les libellules, les espèces les plus menacées sont celles qui dépendent des tourbières et des zones humides forestières ou de certains micro-habitats tels que les mares et les fossés riches en végétation aquatique (Agrion de Mercure, Agrion joli).
- **Mammifères** : 56 espèces de mammifères indigènes dont 20 espèces de chauves-souris reproductrices. Après plus d'un siècle d'absence, le Castor d'Europe (Castor fiber) est de retour en Île-de-France! Les premiers indices de présence ont été observés sur l'Essonne par le Syndicat intercommunal d'aménagement, de réseaux et du cycle de l'eau (Siarce).

L'Île-de-France c'est aussi 1459 espèces végétales

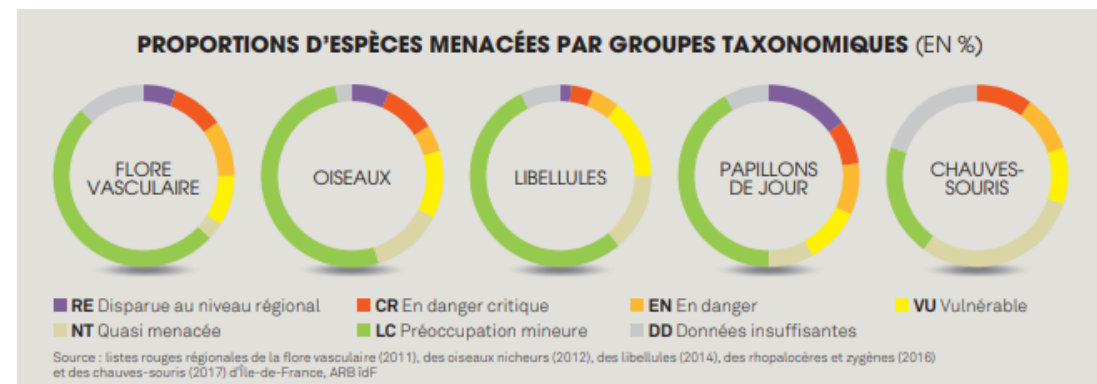
Ce patrimoine naturel reste fragile et évolue sous l'effet des phénomènes naturels et anthropiques. Si certaines populations augmentent et que d'autres diminuent, globalement, la biodiversité régresse à l'échelle régionale. Il y a plusieurs causes à ces changements :

- La fragmentation et la destruction des habitats par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires;
- L'évolution des pratiques agricoles et forestières, et notamment l'utilisation de produits phytosanitaires qui sont susceptibles de contaminer l'environnement (air, eau, sol);
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires;
- La banalisation des cours d'eau, due aux actions humaines, s'accompagne d'une déconnexion avec leurs annexes hydrauliques.

A ces phénomènes locaux s'ajoutent trois types de pressions plus générales sur la biodiversité :

- La pression directe sur les espèces résultant de la destruction directe d'individus, ou du dérangement d'espèces sensibles.
- La propagation des espèces exotiques envahissantes. Une espèce exotique envahissante est une espèce (animale ou végétale) exotique (allochtone, non indigène) dont l'introduction par l'homme sur un territoire menace les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes, avec des conséquences écologiques (*ex: appauvrissement de la biodiversité*), économiques (*ex: envahissement des infrastructures*) et parfois sanitaires négatives (*ex: réactions cutanées*). Toute espèce introduite ne deviendra pas invasive. Seul environ 1 % des espèces introduites hors de leur milieu survivent, se développent et génèrent des perturbations des écosystèmes. Les espèces végétales invasives les plus courantes sont la renouée du Japon, le buddleia, les jussiiées... Parmi les espèces animales invasives, on rencontre notamment les tortues de Floride, le ragondin ou encore l'écureuil gris.
- Le réchauffement climatique, qui se traduit par la modification de l'aire de répartition des espèces. Si le réchauffement climatique profite globalement aux insectes d'affinités méridionales qui étendent leur aire de répartition vers le nord, à l'inverse, les espèces d'affinité continentale sont en régression ainsi que les espèces les plus inféodées aux zones humides qui pâtissent de l'évolution négative de leurs milieux.

Sources: ARB IdF



## Biodiversité du territoire:

A l'écart des principaux espaces naturels qui structurent ou organisent les continuités écologiques au niveau régional, le territoire bénéficie néanmoins de quelques sites ou secteurs naturels sensibles faisant pour certains l'objet de protection. En effet, l'intercommunalité tend vers une valorisation de la biodiversité entre autre à travers ses directives du SCoT. Par la présence d'espaces naturels ayant un statut de protection ou d'intérêt particulier en matière de biodiversité, la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie s'applique à matérialiser l'ossature d'une trame verte et bleue en application de l'article L371-1 du code de l'environnement et dans la perspective du Schéma Régional de Cohérence Écologique .

Un certain nombre de dispositions ont été adoptées visant à prendre en compte le paysage et les sites. Le classement de sites sur un secteur en aval de la Vallée du Grand Morin, le classement au titre des monuments historiques en même temps qu'ils instituent une servitude, traduisent une reconnaissance patrimoniale des sites en question à intégrer dans le projet de territoire. De plus, un intérêt particulier est adressé aux zones humides présentes sur le territoire. Leur identification, leur classification et leur analyse en terme de signification écologique permet d'orienter la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Seine-et-Marne sur la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Cette nouvelle attention portée sur les milieux naturels est due à la possibilité budgétaire de les valoriser grâce à la constitution de la nouvelle Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. Cela a permis par ailleurs de créer un service dédié au tourisme, décrivant les opportunités qu'offrent la richesse naturelle du territoire. Sur ce secteur, ce sont les forêts et les espaces fluviaux qui sont mis en avant.



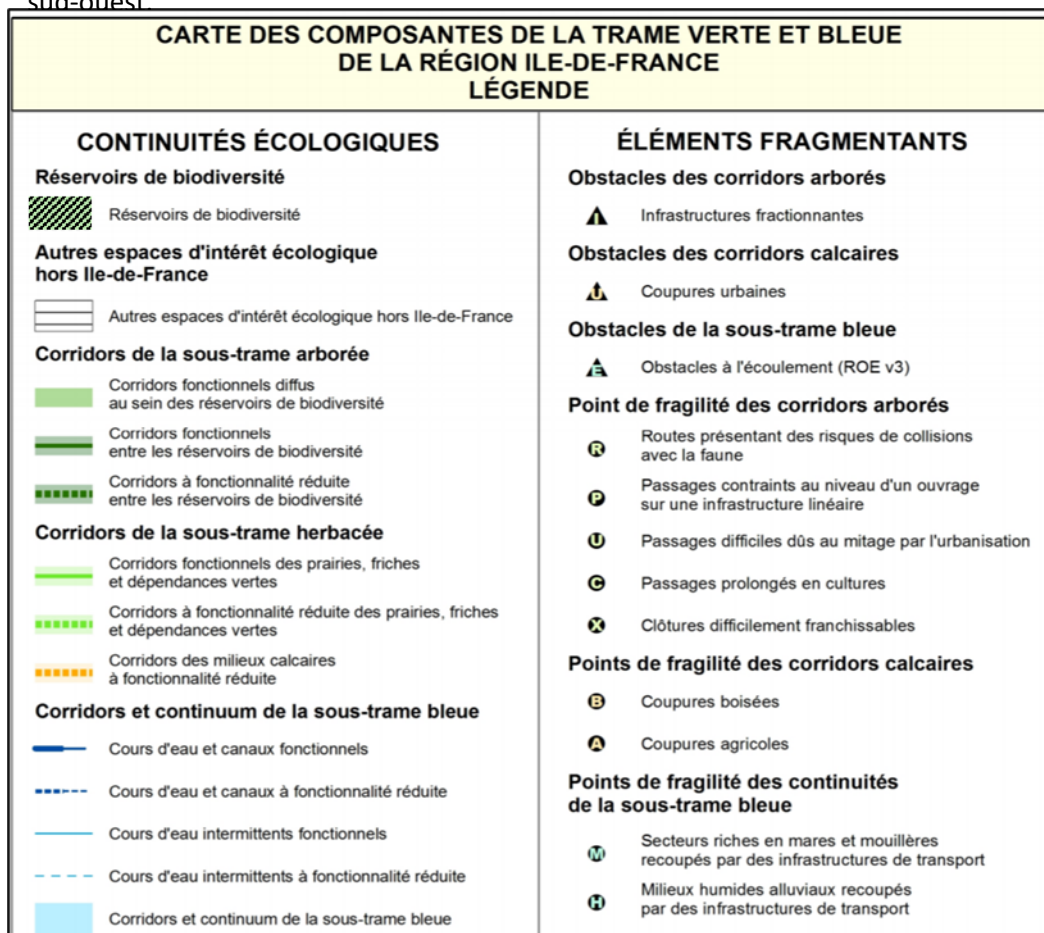
# 4. La trame verte et bleue du territoire

Accusé de réception en préfecture  
077-20190504-20221221-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 2/11/2022  
Date de réception en préfecture : 2/12/2022

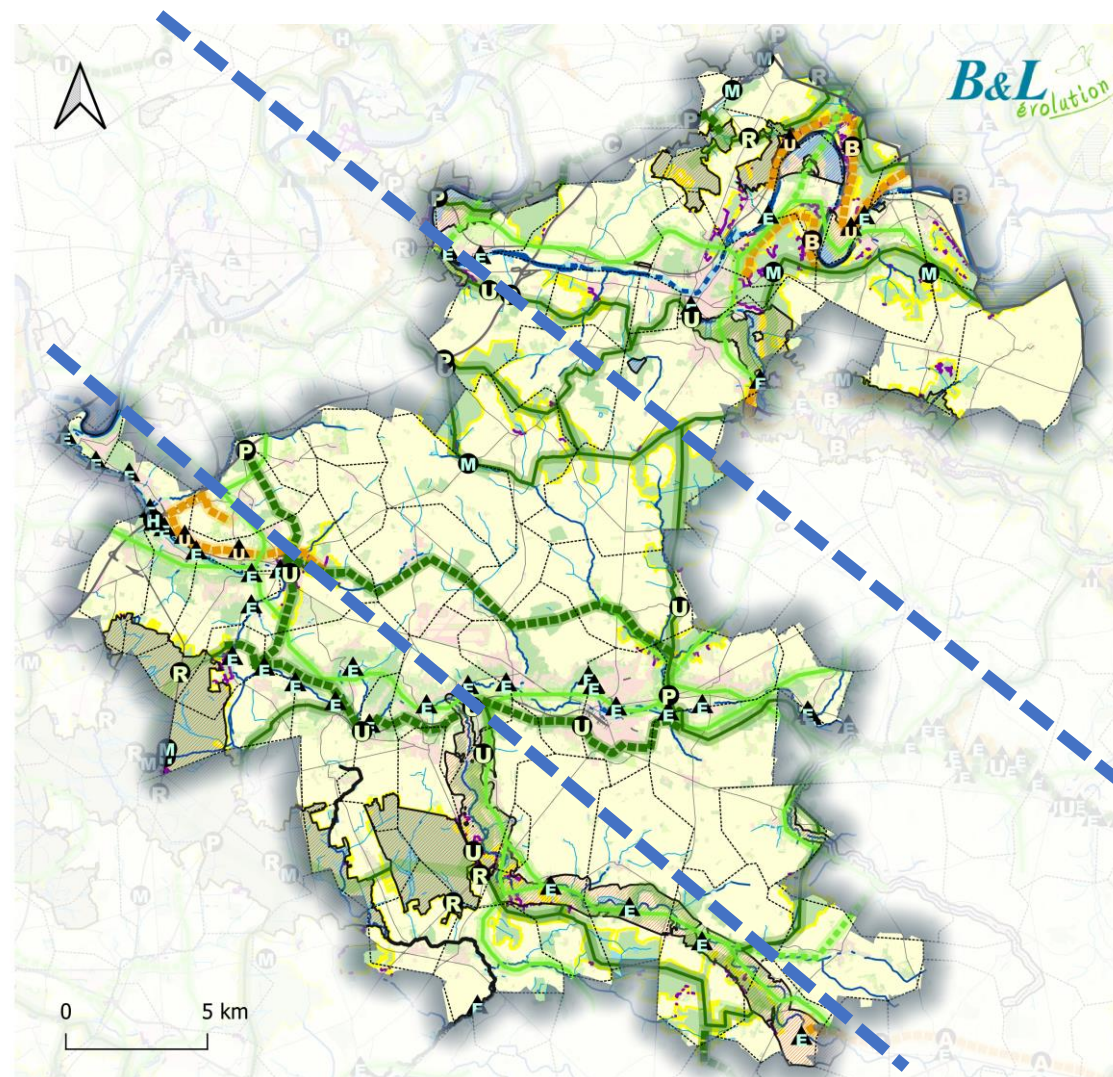
## La Cohérence Ecologique du territoire

### Les trames vertes et bleues:

L'étude des cohérences écologiques du territoire est issue de l'analyse du SRCE Île-de-France. Le SRCE se traduit essentiellement par le biais de cartes. Il présente dans un premier temps un diagnostic du territoire et une carte d'objectifs pour les différentes trames du territoire. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est divisé en trois parties se succédant du nord-est vers le sud-ouest.



### Trame verte et bleue du territoire



Sources: SRCE Île-de-France (2013)



La partie nord-est est très diversifiée. Elle concentre une grande partie des réservoirs de biodiversité que comporte le territoire. Cependant, malgré une composition riche de corridors de sous-trame bleue, calcaire, herbacée et arborée, une nécessité de connexion entre sous-trames à l'extrême est est à noter. De plus, on remarque certains éléments fragmentants sur la partie nord-est concernant principalement la sous-trame bleue, et la sous-trame calcaire. L'urbanisation est également menaçante pour les sous-trames calcaires et arborées. Malgré tout, cette partie reste la plus riche du territoire marquée par une interconnexion significative entre les différentes sous-trames.

- La partie centrale est par ailleurs caractérisée par une quasi-absence d'éléments fragmentants mais également une absence d'interconnexion entre les différentes sous-trames. Constituée quasi-exclusivement de corridors de la sous-trame arborée, avec quelques corridors de sous-trame herbacée, en comparaison à la superficie qu'ils couvrent ceux-ci paraissent en sous nombre. Tracés selon une organisation d'est en ouest, seulement un corridor permet l'interaction nord-sud. Aucun réservoir de biodiversité n'est présent sur cette partie.
- La partie sud-ouest quant à elle, est majoritairement dominée par la sous-trame herbacée. La sous-trame bleue est par ailleurs bien présente et n'est cependant pas épargnée par les éléments fragmentants. On compte une importante succession d'obstacles à l'écoulement sur ses corridors dans cette partie du territoire. Les éléments fragmentants d'urbanisation sont les secondes menaces pour cette partie notamment pour les corridors de sous-trame herbacée. Un corridor de la sous-trame calcaire est présent tout à fait à l'ouest du territoire.

De plus, de l'absence de corridor sur les espaces est de cette partie découle un manque d'interconnexion entre les corridors eux-mêmes. Organisés selon une direction est-ouest, comme la partie centrale, on constate seulement un tracé nord-sud principal. Il témoigne cependant d'une certaine richesse par sa composition de sous-trame bleue et herbacée.

Un effort de connectivité tout à fait à l'ouest de cette partie entre les corridors fonctionnels diffus au sein de réservoirs de biodiversité de la sous-trame arborée grâce à un corridor fonctionnel entre les réservoirs de biodiversité et les corridors de la sous-trame bleue est à souligner.

### ***Enjeux des trames vertes et bleues du territoire:***

Les enjeux qui ressortent de cette analyse sont multiples. On observe une distribution hétérogène de la présence de corridors des différentes sous-trames avec un espace qui peut être qualifié de peu riche sur la partie centrale. La diversité des sous-trames se fait également de façon hétérogène sur les trois parties, laissant la zone centrale à nouveau la moins bien dotée avec une exclusivité de sous-trame arborée, suivie de la partie sud composée de 3 sous-trames sur les quatre que

Sources: SRCE Ile de France

compte le territoire. La partie nord semble proposer une composition diverse qui mérite une valorisation plus importante à l'avenir.

Quant aux éléments fragmentants, la pression exercée sur les corridors de la sous-trame bleue est la plus dominante. Présente sur la partie nord comme sur la partie sud, elle représente l'axe le plus significatif à prendre en compte. Les éléments fragmentants en lien avec les processus d'urbanisation sont également à souligner.

### **Les objectifs de conservation ou de restauration**

Pour le territoire de Coulommiers Pays de Brie, les principaux objectifs doivent répondre aux enjeux qui sont identifiés dans la carte du SRCE. Il est donc nécessaire pour le territoire de s'engager pour améliorer les conditions du réseau écologique. Dans ce sens, le PCAET devra être vigilant sur ces points de fragilité.

Avant toute chose, il est pertinent de préciser que la carte représentant les objectifs de conservation et restauration a catégorisé les corridors de la sous-trame herbacée d'une façon particulière. En effet, seuls les corridors situés à l'extérieur des vallées ont été représentés, les autres ayant été intégrés aux corridors alluviaux. C'est pourquoi cette sous-trame est sous-représentée ici.

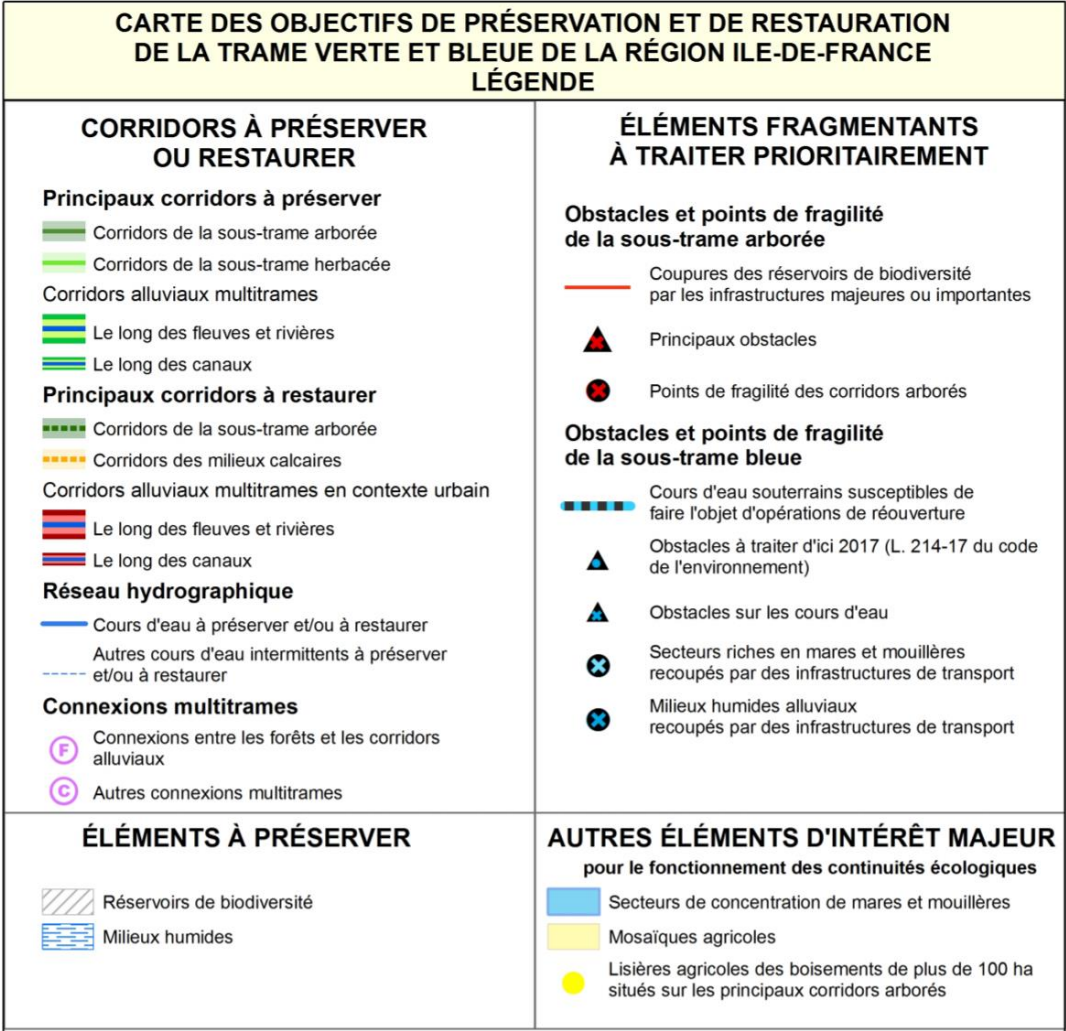
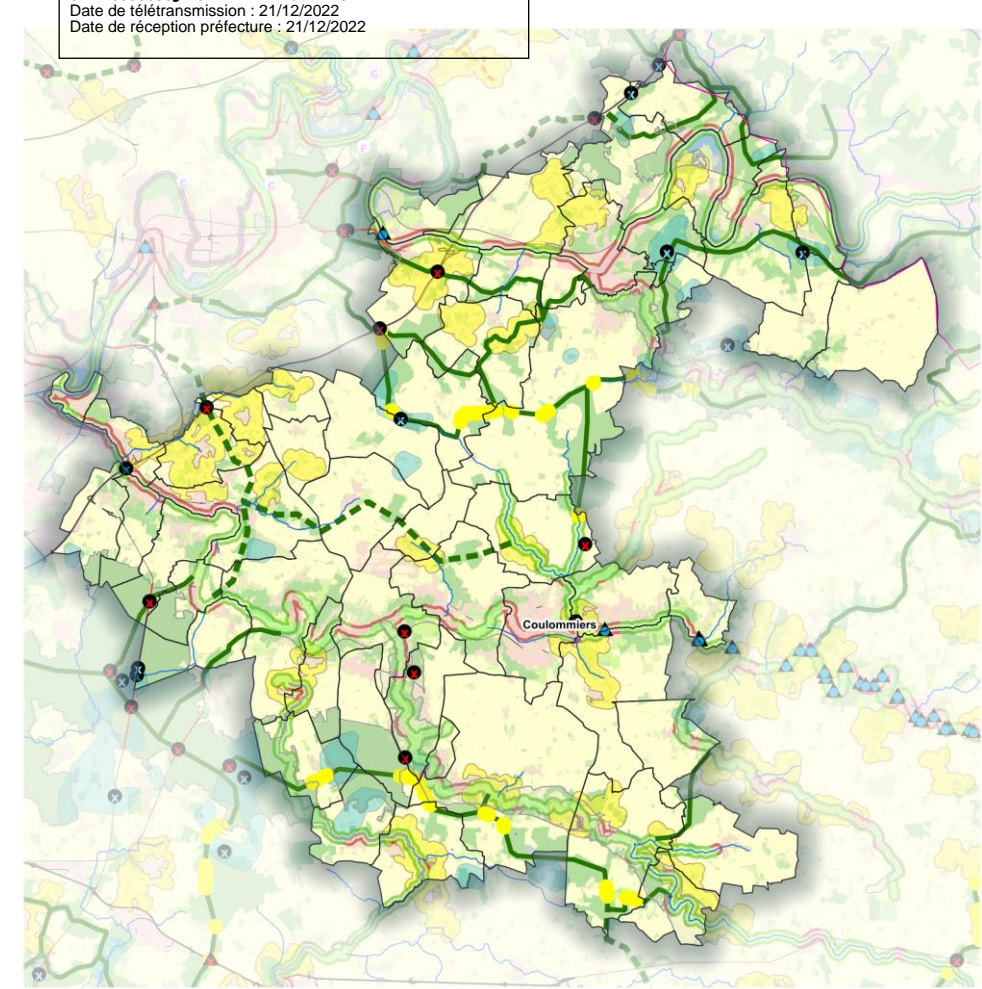
Conservation: Les efforts de conservation doivent s'orienter sur les corridors de sous-trame arborée, principalement à cheval entre la partie nord et la partie centrale du territoire. Par ailleurs ces objectifs de conservation sont également mentionnés pour certains corridors de cette même sous-trame au nord comme au sud.

Restauration: D'autre part, les dispositifs de restauration concernent la sous-trame arborée présente dans la partie centrale du territoire. On remarque un effort particulier à fournir pour les corridors de la sous-trame bleue, au nord comme au sud. On notera que le corridor de cette sous-trame située au nord du territoire comporte une plus grande part de son tracé en zone urbaine, celle du sud apparaissant davantage sauvage.

Éléments fragmentants de priorité majeure: Concernant les éléments fragmentants de priorité majeure, les points de fragilité des corridors arborés sont ceux qui ressortent particulièrement.

Autres éléments majeurs de conservation: Il s'agit des espaces de concentration de mares et mouillères, les zones humides, les réservoirs de biodiversité, les mosaïques agricoles, ou encore les lisières agricoles.

# Carte des objectifs de la trame verte et bleue



## Les enjeux des objectifs de la trame verte et bleue:

- Une attention particulière est à porter sur les corridors de la sous-trame arborée et bleue.
- Les éléments fragmentants des corridors de la sous-trame bleue représentent les axes de travail majeur de restauration. En terme de conservation, les points de fragilité des corridors arborés mentionnés sur cette carte sont à prioriser.
- Une attention particulière est à porter aux espaces de concentration de mares et de mouillères, des zones humides, des réservoirs de biodiversité, des mosaïques agricoles et des lisières agricoles.



# 5. Zonage en faveur de la biodiversité

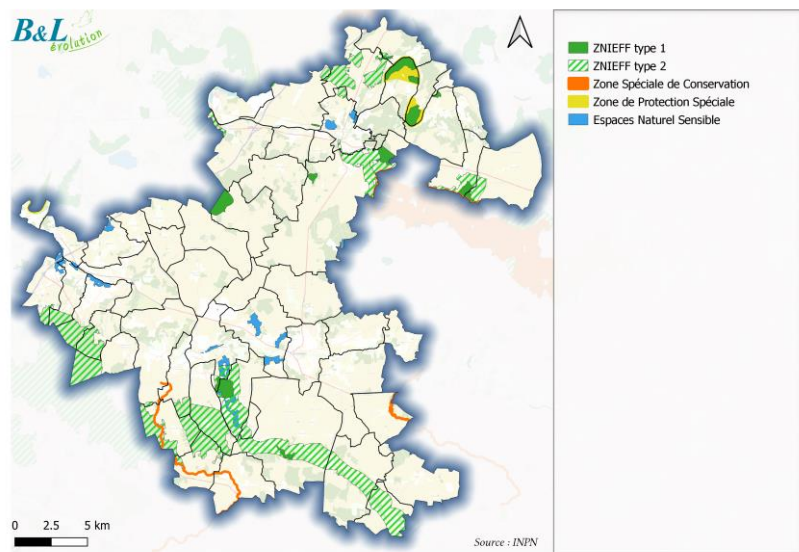
Accusé de réception en préfecture  
077-20009004-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

Les zonages en faveur de la biodiversité sont des dispositifs visant à délimiter, connaître et protéger les espaces naturels, éléments de la trame verte et bleue, sur lesquels des enjeux écologiques, biologiques, faunistiques ou floristiques ont été identifiés. Les différents types de zone partagent un même objectif qui est de prendre en compte la biodiversité et les différents éléments d'intérêts écologiques au sein des questions d'aménagement du territoire. Cependant ils ne disposent pas tous de la même origine juridique et donc de la même portée réglementaire. Il existe des zonages à but informatif ou de protection moyenne (ZNIEFF, ENS, ou classification de certaines zones humides) et des zonages à réglementation stricte ou de forte protection à caractère réglementaire (Zone Natura 2000, arrêté de protection de biotope, réserves naturelles...).

On retrouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie des ZNIEFF de type 1 & 2, des sites du réseau Natura 2000 (ZPS et ZCS), ainsi que des Espaces Naturels Sensibles.

## Les zones en faveur de la biodiversité

### Carte des zones en faveur de la biodiversité



### Les ZNIEFF:

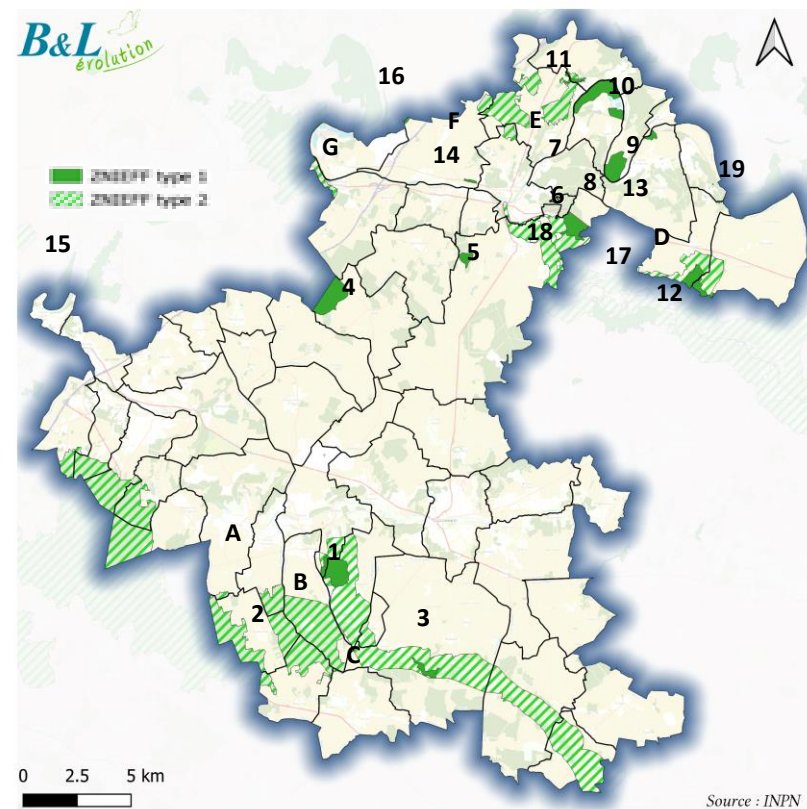
Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique sont des espaces naturels qui font l'objet d'un inventaire régional permanent. Elles ne constituent pas une mesure de protection juridique directe mais vont servir d'aide à la décision pour tout projet d'aménagement. Il en existe 2 types :

- Les ZNIEFF type 1 : accueillent des habitats et/ou espèces remarquables caractéristiques du territoire local qui sont qualifiés de déterminants. Ce sont des foyers de biodiversité remarquables
- Les ZNIEFF type 2 : regroupent des grands ensembles naturels et peu modifiés qui présentent de fortes potentialités écologiques ou biologiques.

Le territoire compte 19 ZNIEFF de type 1 et 7 ZNIEFF de type 2 qui sont décrits dans les tableaux présentés dans les pages suivantes.

### Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique





<div> <div> <div>Accusé de réception en préfecture</div> <div>077-200090504-20221221-D-2022-225-DE</div> <div>Date de télétransmission : 21/12/2022</div> <div>Date de réception préfecture : 21/12/2022</div> </div> <div>Noté</div> </div>		ZNIEFF type 1
		Milieux
1	BOCAGE DE SAINT-AUGUSTIN	<i>Non renseigné</i>
2	ETANG DE GUERLANDE	Étang remarquable favorisant l'expression d'habitats subissant une exondation estivale (Elodo-sparganion et Bidention tripartitae) et accueillant plusieurs espèces de grand intérêt pour la flore (Elatine hexandra, Gratiola officinalis, Eleocharis acicularis et Eleocharis uniglumis) et les oiseaux. 2 espèces sont inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Circus aeruginosus et Ardea alba. Des prospections Lépidoptères, Odonates et Orthoptères seraient à même de révéler la présence d' autres espèces déterminantes.
3	BOISEMENTS ET PRAIRIES DE PRESSOUCY ET MAISON-MEUNIER	<i>Non renseigné</i>
4	FORET DU MANS	Un quart de la surface du bois est constitué de boisements potentiellement intéressants mais sous forme de petites entités relictuelles. Présence d'un étang forestier abritant plusieurs espèces d'odonates dont certaines espèces déterminantes. 41 espèces d'oiseaux dont 4 inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus, Ciconia nigra, Ardea alba et Dryocopus martius.
5	ETANG DE PEREUSE	<i>Non renseigné</i>
6	RU DE LA VORPILLIERE ET BOIS DE MORAS	Présence de frênaies de ravins et de pentes fraîches (Dryopterido affinis - fraxinion excelsoiris ) dans les zones de forte pente exposition nord ou est ainsi que de la hêtraie- chênaie acidiline-charmaie (Melico uniflorae -fagetum sylvaticae) sur les zones de colluvions. Deux espèces sont inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus et Lanius collurio. Une étude ornithologique et le statut biologique des espèces du boisement sont nécessaires.
7	CARRIERES SOUTERRAINES DE LA BRIQUETERIE	<i>Non renseigné</i>
8	PLAN D'EAU DE MÉRY-SUR-MARNE	La zone inclut des milieux tels que des sablières en eau et des friches. Une friche arrosée par une fuite d'eau a permis la croissance d'un pied d'Orchis à fleurs lâches (quasi absent en Île-de-France habituellement). Les milieux aquatiques (bassins, mares temporaires, fossés) sont favorables à de nombreuses végétales dont le Potamot capillaire, le Myriophylle verticillé et de nombreuses espèces d'amphibiens (Crapaud calamite, Crapaud accoucheur, Pélodyte ponctué) et à quelques espèces d'Odonates.
9	BOIS DE FOSSE PIEDBOT	<i>Non renseigné</i>
10	PLAN D'EAU DE MESSY	Les vastes plans d'eau de Messy attirent de nombreux oiseaux d'eau et des odonates. Les berges sont en pente douce favorisant le cortège d'orthoptères.
11	FORÊT DE RAVIN DU RU DE BELLE MERE A SAINT-AULDE	<i>Non renseigné</i>
12	BOIS DE BOITRON ET ALENTOURS DU RU DE LA FONDERIE	A proximité du ru de la Fonderie, sur sa rive gauche (Bassevelle), la forêt renferme quelques pieds de Polystichum setiferum. Sur la rive droite (Bussièrès), on trouve une zone tourbeuse avec une belle station de Carex strigosa, espèce déterminante très rare en Île-de-France (GOURVIL & Raynaud, 1999).
13	CARRIERES SOUTERRAINES DES POTENCES	Sur le site, deux cavités ont été répertoriées. Elles aboutissent à des grottes servant de lieu d'hivernage et de reproduction pour plusieurs espèces de Chauves-souris.
14	COTEAU A MORINTRU-D'EN-BAS	<i>Non renseigné</i>

Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

	Nom	Milieux
15	<div> <div>Accusé de réception en préfecture</div> <div>077-200090504-20221221-D-2022-225-DE</div> <div>Date de récépissé : 21/12/2022</div> <div>Date de réception préfecture : 21/12/2022</div> </div> <p>PLAN D'EAU DES LES-VILLENROY</p>	Le plan d'eau concerne une carrière en exploitation dont les substrats sableux sont favorables au Crapaud calamite. La taille du plan d'eau principal et sa localisation le rendent attractif pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau.
16	BOIS DE LA CHAPELLE	L'essentiel de la zone correspond à un boisement. Au nord, les pentes abruptes du Bois de la Chapelle favorisent la croissance d'une végétation caractéristique des chênaies frênaies sur sol calcaire bien drainé. Le cortège de végétation regroupe des espèces telles que l'Hellébore fétide, l'Iris fétide et le Tamier commun. Au fond du vallon s'écoule un ru au nord duquel la Scille à deux feuilles a été observée. Dans ce secteur, l'absence de culture intensive est favorable aux friches, jachères et par conséquent à la faune associée (insectes, oiseaux...).
17	LE BOIS DES MEULIERES	Structure hétérogène du boisement de pente. Il apparait que l'ensemble du bois des meulières présente un intérêt botanique. Parmi les espèces d'oiseaux recensées, il n'y a pas d'espèce déterminante, une seule est inscrite à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus.
18	LE PETIT MORIN	La ZNIEFF est constituée par le lit de la rivière du Petit-Morin ainsi que les bords de ses berges. Le Petit Morin est une rivière connue pour abriter Zannichellia palustris, espèce protégée sur le plan régional. En outre, le cours francilien de la rivière a été proposé au titre de la Directive Habitats pour la présence de plusieurs espèces de poissons de l'annexe II. Parmi les espèces d'oiseaux recensées, une est inscrite à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Dryocopus martius. A noter, la présence du Cincle plongeur (Cinclus cinclus) nicheur.
19	BOIS DES HATOIS A PAVANT	Groupe­ments forestiers d’ambiances fraîches et de caractère sub-montagnard : Frênaie-é­rablière (Lunario-Acerion), bien structurée à Laurier des bois (Daphne laureola), milieu de la directive "Habitats" de l'Union Européenne ; charmaie fraîche à Ornithogale des Pyrénées (Ornithogalum pyrenaicum), bien représentée dans la Brie picarde, quasiment absente dans les autres régions naturelles de Picardie. Groupe­ments bryophyti­ques des rus intermittents sur meulière et grès (Brachythecietalia plumosi), bien représentés en Brie et dans le Valois en Picardie. Pelouses calcicoles (Mesobromion) et ourlets à Brachypode penné (Origanetalia) Ces milieux sont inscrits à la directive "Habitats".

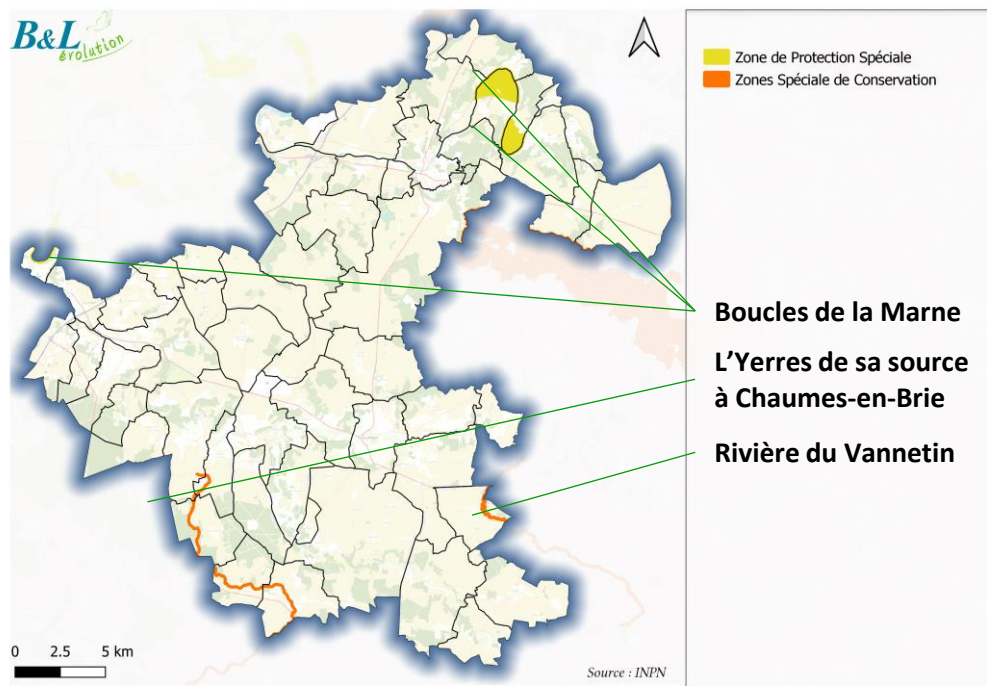
ZNIEFF type 2		
A	FORÊT DE CRÉCY	Malgré une connaissance faible du milieu, l’espace inclut pour l'instant une seule ZNIEFF de type 1 (Etang de Guerlande). Il est probable que des ZNIEFF de type 1 puissent être définies (zone humides dont ensemble de mares).
B	FORÊT DE MALVOISINE	Les principaux éléments d’intérêt se rapportent aux zones humides (mares).
C	BASSE VALLEE DE L’AUBETIN	Non renseigné
D	VALLEE DU PETIT MORIN DE VERDELOT A LA FERTE SOUS JOUARRE	Cette ZNIEFF est composée de milieux humides de fonds de vallées et de milieux mésophiles à secs sur les coteaux. Cette diversité représente un fort intérêt écologique avec beaucoup de pâturages bovins. De nombreuses espèces patrimoniales se trouvent dans cette vallée, notamment le Sonneur à ventre jaune, très rare en Seine-et-Marne et le Cuivré des marais. Sur ce site, 2 espèces d'oiseaux déterminantes ZNIEFF: Pernis apivorus et Lanius collurio (inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux). 5 autres espèces (non déterminantes ZNIEFF) inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux ont été recensées: Circus cyaneus, Alcedo atthis, Milvus migrans, Dendrocopos medius et Dryocopus martius.
E	BOIS DE CADINE	L'intérêt du site porte sur le boisement abritant des milieux remarquables : forêt de ravin avec son cortège caractéristique de fougères (Polystic à aiguillons, protégé au niveau régional ; Polystic à soies), et des pelouses calcaires mésophiles au sein desquelles se développe la Campanule agglomérée. Ce boisement constitue un axe de déplacement pour le Blaireau.
F	RÛ DES EFFANEAUX ET BOISEMENTS ASSOCIES	L'activité sylvicole est un facteur de diversité des milieux. La végétation se rattache souvent au type chênaie-charmaie, et parfois au type chênaie-frênaie. Le ru des Effaneaux abrite plusieurs espèces aquatiques dont la Musaraigne aquatique, la Salamandre et différents amphibiens
G	FORET DOMANIALE DE MONTCEAUX	Non renseigné

Sources: INPN

Le réseau Natura 2000 est un programme européen qui identifie les sites naturels, terrestres et marins et vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il existe deux classements de zonage Natura 2000 :

- Les Zones de Protection Spéciale (**ZPS**), sont instituées en application de la directive « Oiseau » et visent la protection d'espaces naturels reconnus pour leur grande utilité au regard de l'avifaune, notamment pour des espèces menacées d'extinction à plus ou moins long terme : lieux de reproduction, de nidification, de nourrissage, sites-étape durant les migrations saisonnières...
- Les Zones Spéciales de Conservation (**ZSC**), sont instituées en application de la directive « Habitat » dont l'objectif est de repérer et préserver un ensemble d'espaces reconnu pour leur biodiversité exceptionnelle (nombre d'espèces, rareté et/ou fragilité). Elles visent la protection des habitats naturels, la faune et la flore sauvage

### Zones de Protection Spéciale et Zones de Conservation spéciale



Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

### Zone de Protection Spéciale des Boucles de la Marne (FR1112003):

Cette ZPS dite des " Boucles de la Marne " accueille au long de l'année tout un cortège d'espèces d'oiseaux, 252 à ce jour, hivernante ou migratrice. Dix espèces nicheuses inscrites à l'Annexe de la Directive européenne Oiseaux sont inventoriées. La majorité d'entre elles se caractérisent par un statut de conservation défavorable au sein de leur aire de répartition. Le site des Boucles de la Marne constitue ainsi un lieu refuge pour une population d' Oedicnèmes criards. Le réseau de zones humides notamment, offre de nombreux sites favorables, interdépendants du point de vue de leur utilisation par l'avifaune nicheuse.

Les secteurs forestiers possèdent encore les caractéristiques nécessaires à la présence d'espèces sensibles comme le *Milan noir*, la *Bondrée apivore* ou le *Faucon hobereau*.

Les zones humides, bien qu'anthropisées, attirent le *Blongios nain*, le *Martin-pêcheur d'Europe*, la *Mouette mélanocéphale* ou le *Râle d'eau*. Une gestion adaptée augmenterait d'autant le potentiel d'accueil qui s'avère très fort.

L'intérêt de la zone d'étude réside également dans son attractivité hivernale. En effet, les zones humides du périmètre proposé en ZPS représentent une zone d'hivernage d'importance nationale et répond à plusieurs critères issus de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale dite de "Ramsar".

### Boucles de la Marne:

#### Mesures de conservation:

- la préservation et la gestion des milieux ouverts favorables aux espèces telles que l'Oedicnème criard,
- la préservation et la gestion des zones humides naturelles et artificielles favorables à l'avifaune, notamment aux laridés et anatidés hivernants.

#### Incidences positives

Sylviculture et opérations forestières  
Captages des eaux de surface

#### Incidences négatives

Urbanisation continue  
Urbanisation discontinue  
Zones industrielles ou commerciales  
Voie ferrée, TGV  
Piétinement, surfréquentation  
Pollution de l'air et polluants atmosphériques  
Nuisance et pollution sonores  
Antagonisme avec des animaux domestique  
Routes, autoroutes



- Rupture des continuités écologiques,
- Rejets des eaux usées et pluviales qui conduisent à une hypertrophisation et/ou pollution des eaux,
- Pratiques agricoles consommatrices d'intrants,
- Chenalisation, modifications hydrauliques du lit de la rivière (curage, recalibrage, seuils, piétinement par les animaux,...),

### L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie

*Mise en ligne des informations à venir*

#### PNR Brie et deux Morin

Un **parc naturel régional** (PNR) est un territoire ayant choisi volontairement un mode de développement basé sur la mise en valeur et la protection de patrimoines naturels et culturels considérés comme riches et fragiles. En 2018, ils sont au nombre de 53, couvrent 15,5 % de la superficie de la France. Ils répondent à cinq missions : développer leur territoire en le protégeant, protéger leur territoire en le mettant en valeur, participer à un aménagement fin des territoires, accueillir, informer et éduquer les publics aux enjeux qu'ils portent, expérimenter de nouvelles formes d'action publique et d'action collective.

Le PNR "Brie et Deux Morin" est un projet engagé depuis juin 2007 par une délibération du Conseil Régional d'Île-de-France suite à la rédaction d'un projet de charte (en 2011), dont les délimitations comprennent une part du territoire de l'intercommunalité.

Les communes du territoire présentent un engagement fort vis-à-vis de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

- 50 % des communes n'ont plus du tout recours à ces produits (zéro phyto total) ou n'y ont recours que sur les espaces à contrainte (terrain de sport et cimetière).
- 100 % des communes sont au moins engagées dans la réduction de l'utilisation des biocides contre seulement 77 % en Île-de-France.
- Quatorze communes sont signataires de la charte régionale pour la biodiversité.

Plusieurs habitats et espèces floristiques d'importance régionale ou européenne s'y retrouvent. La forte densité de *Chevêches d'Athéna* et de *Pie-grièches écorcheurs* y sont remarquables. L'hermine semble encore présente dans plusieurs communes, et le chat sauvage est à y rechercher.

La présence de populations d'importance régionale de *Sonneurs à ventre jaune* et de *Couleuvres d'Esculape*, ainsi que la richesse des mares prairiales pour les diverses espèces de tritons, en font un secteur de grande patrimonialité pour l'herpétofaune. Le cortège des papillons y est original et le territoire accueille le bastion régional du *Cuivré des marais*, du *Cuivré fuligineux* et de l'*Azuré des Anthyllides*. Les vallées accueillent une richesse encore insuffisamment recensée en ce qui concerne l'entomofaune, mais la présence de nombreux odonates rares tels que l'*Aeshne paisible* et le *Cordulegastre annelé* témoignent de leur intérêt écologique (et de leur bon état de conservation).

Les populations de *Lamproies de Planer* et de *Chabots* y sont florissantes, les *Mulettes épaisses* sont présentes localement y compris en dehors du site Natura 2000 du Petit Morin, et le *Cincle plongeur* y occupe son seul site de nidification francilien.

#### Espaces Naturels Sensibles :

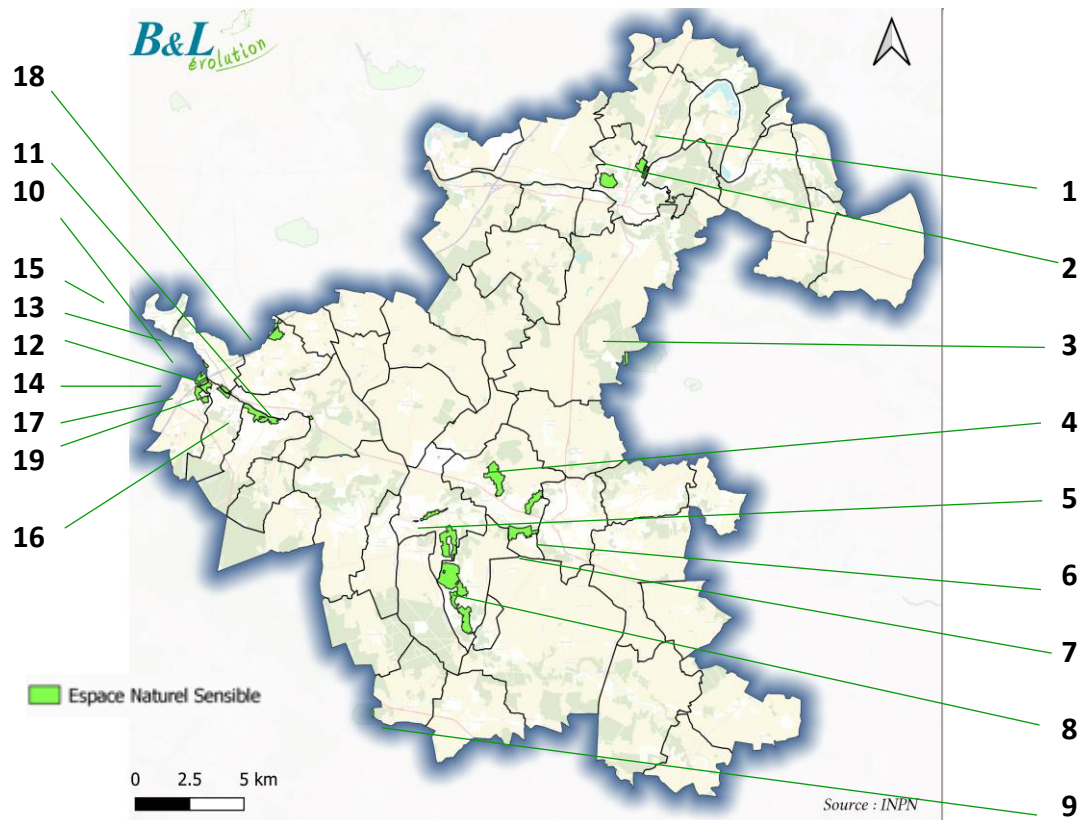
Ces zones définies par les départements ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

La protection de la biodiversité et des paysages est l'une des principales compétences des Départements en matière d'environnement. Depuis 1991, le Département de Seine-et-Marne a donc décidé de développer sa politique dans les domaines de l'environnement en créant de tels espaces. Le produit de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (ENS) avait ainsi permis l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'espaces méritant d'être sauvegardés, valorisés et ouverts au public. Taxe supprimée en 2012.

Sur les 62 ENS gérés par le Département (4 187 ha), 22 sont ouverts au public. L'animation de ces espaces est confiée à différentes associations selon les sites: principalement Seine-et-Marne Environnement, mais aussi des associations locales.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, on dénombre 19 Espaces Naturels Sensibles, de plusieurs natures différentes (bois, vallée, parc, coteaux). Trois des ENS du territoire sont ouverts au public.

## Les Espaces Naturels Sensibles



ENS (★ Ouvert au public)		
#	Nom	
1	Bois de la Bergette	★
2	Bois de la Barre	★
3	Bois de la Doue	★
4	Le coteau de Mouroux	
5	Le coteau de Pommeuse	
6	Le Morin à Mouroux	
7	Le bois de Mouroux	
8	La basse vallée de l'Aubetin	
9	Le parc de Lumigny	
10	Le Petit Pont	
11	La Collégiale	
12	Le Pré du Temple	
13	Les Prés de la Corvée	
14	Les Prés des Noues	
15	Le bois de Bouleurs	
16	Le marais et le coteau de Voulangis	
17	Le bois de Misère	
18	La confluence de la Marne et du Grand Morin	
19	La frayère du marais	

# 6. Patrimoine naturel et architectural

Accusé de réception en préfecture  
077-20109054-20221214-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

## Sites et monuments remarquables

### Sites patrimoniaux et monuments

Les sites classés/inscrits : Les sites inscrits et classés ont pour objectif la conservation ou la préservation d'espaces naturels ou bâtis présentant un intérêt certain au regard des critères prévus par la loi (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque). Les sites protégés par un classement sont représentatifs de la grande richesse et de la grande diversité des paysages. Les sites classés et inscrits bénéficient d'une protection réglementaire. Si les décisions de protection ne comportent pas de règlement comme les réserves naturelles, elles ont en revanche pour effet de déclencher des procédures de contrôle spécifique sur les activités susceptibles d'affecter le bien.

Monuments classés/inscrits/partiellement classés/partiellement inscrits : Il existe, deux régimes distincts de protection au titre des monuments historiques : le classement et l'inscription.

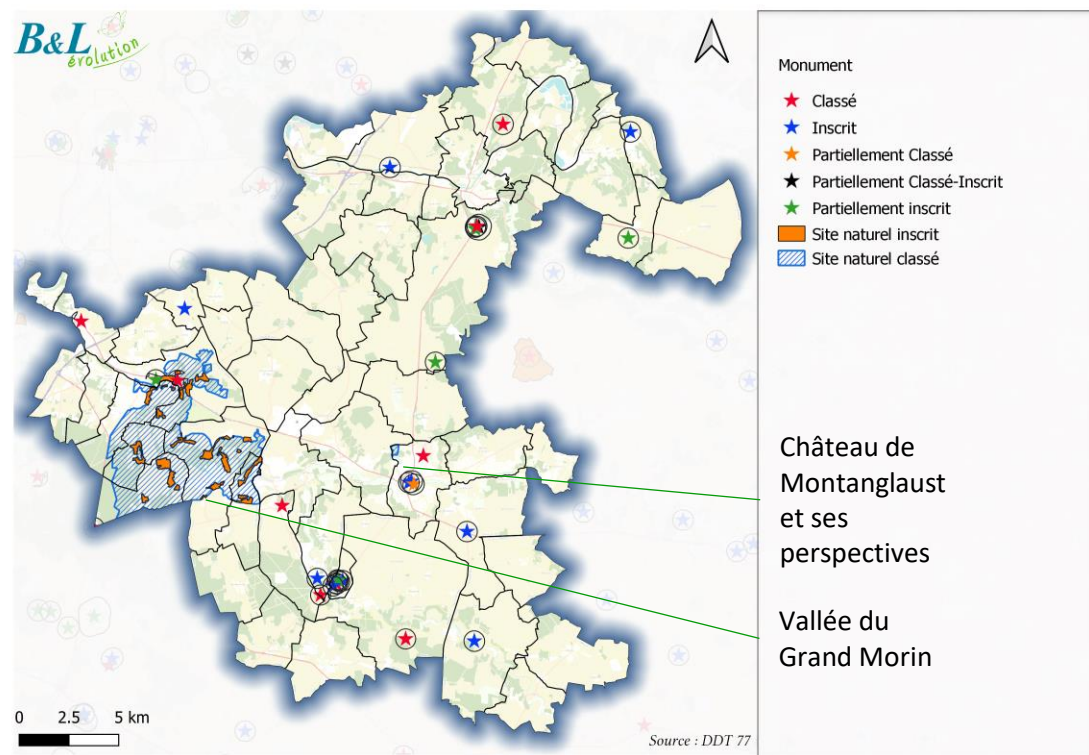
1. Le classement concerne des immeubles dont la conservation présente un intérêt public du point de vue de l'histoire ou de l'art.
2. L'inscription concerne des immeubles qui présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en désirer la préservation

Périmètre de protection : Les abords de certains monuments classés ou inscrits font l'objet d'un périmètre de protection de 500m : les travaux envisagés dans les abords d'un monument inscrit ou classé nécessitent un accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie on distingue des sites classés et des sites inscrits. Les sites classés sont le Château de Montanglaust et la Vallée du Grand Morin, quant au site inscrit il s'agit de parcelles discontinues au cœur du site classé de la Vallée du Grand Morin. Ce dernier a une superficie importante présente entièrement au sein du périmètre de la CACPB.

Sources : DRIEE

### Cartes des éléments patrimoniaux et architecturaux



#### Vallée du Grand Morin

Le classement concerne la partie aval de la vallée du Grand Morin qui a été inscrite au titre des sites en 1980. Les paysages qu'elle offre sont marqués par l'eau et l'utilisation de son énergie : moulins, barrages.. Certains villages présentent un bâti de grande qualité architecturale, reconnu à Crécy-la-Chapelle et à Voulangis par la création d'un site patrimonial remarquable (SPR).

#### Château de Montanglaust

Le château de Montanglaust quant à lui a été classé en 1990. Ce site comprend le bâti ainsi que son patrimoine, le grand parc qui l'entoure.



Classés	Date de classement	Commune
Menhir	classement le 31/12/1889	Beautheil
Domaine des Montesquiou (ancien)   Grotte de rocaille	classement le 30/12/1991	Mauperthuis
Eglise Saint-Etienne	classement le 06/02/1981	Chamigny
Croix de l'ancien cimetière	classement le 31/12/1862	Jouarre
Domaine des Montesquiou (ancien)   Pyramide	classement le 26/07/1988	Mauperthuis
Obélisque	classement le 19/06/1972	Saint-Augustin
Ferme de l'Hôpital	classement le 10/02/1994	Coulommiers
Eglise	classement le 28/12/1984	Faremoutiers

Inscrits	Date d'inscription	Commune
Chapelle Sainte-Aubièrge	inscription le 24/09/1937	Saint-Augustin
Eglise Saint-Ponce	inscription le 01/05/1930	Citry
Eglise d'Amillis	inscription le 28/06/1927	Amillis
Eglise Saint-Pierre	inscription le 01/03/1996	Mauperthuis
Domaine des Montesquiou (ancien)   Tour des gardes	inscription le 16/06/1989	Mauperthuis
Eglise de Chailly-en-Brie	inscription le 08/05/1930	Chailly-en-Brie
Eglise Saint-Authaire	inscription le 21/11/2013	Ussy-sur-Marne

Partiellement classés	Date de classement/ Inscription	Commune
château de la duchesse de Longueville (ancien)	classement le 14/01/1930	Coulommiers
La Collégiale Notre-Dame	Classement 1846	Crécy
Obélisque de Villeneuve le Comte	Classement 1921	Dammartin-sur-Tigaux.
<b>Partiellement classés-Inscrits</b>		
Abbaye Notre-Dame de Jouarre	classement le 19/05/1980 ; classement le 31/12/1840 ; inscription le 09/09/1998	Jouarre
<b>Partiellement inscrits</b>		
Eglise Saint-Médard	inscription le 24/01/1930	Bussièrès
Grenier à blé (ancien)	inscription le 09/09/1998	Jouarre
Château de Nolongues (ancien)	inscription le 09/12/1937	Jouarre
Colombier	inscription le 27/06/1983	Mauperthuis
Auditoire (ancien)	inscription le 09/09/1998	Jouarre
Couvent des Capucins	inscription le 14/01/1930	
Théâtre	Inscription en 1996	Coulommiers
Prison	Inscription en 1996	
Hôtel Grand jean de Lumière	Inscription en 1984	Crécy

## Les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)

Depuis la loi LCAP du 7 juillet 2016, les Zones de Protection du Patrimoine Architecture, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sont devenues des Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

Il s'agit de servitudes d'utilité publique (SUP) composées d'un rapport de présentation, d'un zonage et d'un règlement qui viennent compléter les documents d'urbanisme.

### ***SPR de Crécy-la-Chapelle***

Le classement du site concerné sur le territoire de la commune de Crécy-la-Chapelle s'est fait par arrêté de Monsieur le Préfet de la région d'Île de France le 8 janvier 2001. Ce SPR a distingué plusieurs zones comportant des objectifs propres:

#### Le bourg de Crécy

- Maintien de la forme urbaine existante
- Mise en valeur des ensembles remarquables ou présentant un caractère particulier

#### Le noyau villageois de la Chapelle

- Maintien de l'équilibre entre les espaces bâtis et les espaces naturels
- Préservation des caractéristiques du paysage bâti du village
- Préservation et mise en valeur des abords de l'église de la chapelle classée monument historique

#### Espace d'accompagnement du Bourg de Crécy et du Village de la Chapelle

- Maîtriser l'évolution de l'urbanisation aux abords du bourg de Crécy et de l'église de la Chapelle
- Traiter l'articulation entre le Bourg de Crécy et le village de la Chapelle

### ***SPR de Châtelet-en-Brie : CHÂTEAU DES DAMES***

En 1998, la commune du Châtelet-en-Brie devient propriétaire du château des Dames, de la ferme et de son parc. La volonté municipale est de valoriser un édifice patrimonial, fort en termes d'identité, et d'y installer des équipements culturels.

# 7. Évolutions attendues avec le changement climatique

## Vulnérabilités et évolution de la biodiversité

### Généralités du département:

- Des espaces agricoles dominants: utilisation massive de produits phytosanitaires mettant en périls les espèces vivant dans les espaces agricoles
- Des espaces forestiers, réservoirs de biodiversité: forte pression anthropique
- Des zones humides à protéger: manque d'une protection forte de ces milieux
- Menace des habitats naturels par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires
- Déconnexion des réseaux hydrographiques due aux actions humaines
- La propagation des espèces exotiques envahissantes

### Changement climatique :

- Régression de l'aire de répartition des espèces les plus inféodées aux zones humides: une augmentation de la température de 1 °C correspondrait à un déplacement de 50 à 200 km vers le nord.
- L'étalement urbain, la construction de grands axes de transports et les grandes parcelles agricoles dénuées de haies – en particulier sur la Brie, viennent fragmenter les habitats, créant de véritables barrières à la migration d'individus et au brassage génétique.
- Disparition et apparition d'espèces et de milieux (accentuation d'espèces envahissantes).
- Vulnérabilité des espaces forestiers due à une augmentation des incendies sur le département ainsi que les potentiels stress hydriques annoncés.

### Biodiversité fragile

Espèces et habitats rares. Des espaces qui permettent à certaines espèces de perdurer sur le territoire. Parmi ceux-ci, certains ne disposent d'aucune réglementation de conservation (ceux présents dans les Znieff par exemple, entre autres les zones humides et les espaces de concentrations de mares).

Les principales menaces sont l'urbanisation, les pollutions (air, sonores) et les réseaux de transport.

## Vulnérabilité et évolution des cohérences écosystémiques

### Trame Verte et Bleue:

- Distribution et diversité de sous-trames hétérogènes
- Manque de connexion observé sur la partie centrale
- Éléments fragmentants majoritairement sur les sous-trames bleues
- Les processus d'urbanisation représentent le deuxième élément fragmentant le plus menaçant pour les sous-trames

### Changement climatique :

Dans un contexte de changement climatique, le SRCE aura un impact globalement positif si l'ensemble des actions du projet de plan sont mises en œuvre, bien qu'il existe un certain nombre d'incertitudes en la matière.

La préservation des réservoirs de biodiversité et du petit patrimoine boisé, en d'autres termes les actions de préservation des grands espaces forestiers (action en milieu forestier, lisières...), permet de préserver des espaces qui constituent des puits de carbone. Les effets positifs des puits de carbone sont par ailleurs favorisés par le SRCE, qui prévoit en plus de leur préservation, leur augmentation : action de plantations, peupleraies en zones humides, reconstitution des ripisylves, action sur les espaces verts en milieu urbain...



En ce qui concerne la production d'énergie et notamment le développement de l'éolien, il faut noter que le schéma régional éolien (SRE) a pris les enjeux naturels et paysage. Il privilégie les parcs éoliens dans les paysages de grandes cultures. La prise en compte des chiroptères et de l'avifaune par les parcs éoliens est traitée au cas par cas lors de leur conception. A l'opposé le SRCE ne crée pas de nouveau couloir de migration et valorise des espaces naturels qui sont déjà pris en compte par le SRE. Le SRCE ne devrait pas avoir d'impact sur la production d'énergie éolienne.

- La diminution des effets d'îlots de chaleur urbains
- La diminution de la vulnérabilité au risque d'inondation et de crue majeure
- L'augmentation de la résilience francilienne au changement climatique

**Alors que les courbes démographiques augmentent sans contrainte, la biosphère voit la diversité de ses espèces chuter brutalement.**

## Les pressions du changement climatique

**L'appauvrissement de biodiversité est l'expression même d'un déséquilibre des compositions écologiques appropriées par l'humain et ses activités : destruction d'habitats, prolifération d'animaux domestiques, étalement urbain, pollutions multiples. Des métamorphoses dans les équilibres écosystémiques s'observent par l'accentuation d'espèces dominantes, envahissantes exotiques, filtrant les espèces résilientes de celles qui périssent. Le changement climatique va s'ajouter à cette situation de fragilité extrême, mettant en alarme des éléments de signaux du non-retour: disparition d'espèces endémiques, augmentation des facteurs favorables à la destruction d'habitat, écourtement de périodes de reproductions, menant à mal les chances pour les espèces subsistantes de poursuivre dans leur résilience.**

## Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET

### Biodiversité

- Régression de l'aire de répartition des espèces les plus inféodées aux zones humides: une augmentation de la température de 1 °C correspondrait à un déplacement de 50 à 200 km vers le nord
- L'étalement urbain, la construction de grands axes de transport et les grandes parcelles agricoles dénuées de haies – en particulier sur la Brie, viennent fragmenter les habitats, créant de véritables barrières à la migration d'individus et au brassage génétique.
- Disparition et apparition d'espèces et de milieux (accentuation d'espèces envahissantes).
- Vulnérabilité des espaces forestiers due à une augmentation des incendies sur le département ainsi que les potentiels stress hydriques annoncés.

### Cohérence de Trame verte et bleue

- Connectivité toujours fragilisée des milieux pour certaines trames, et certaines parties du territoire par les besoins de construction et de déplacement
- Présence d'éléments fragmentants rendant difficile la connectivité des milieux qui pourraient se renforcer

## Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place

### Effets de levier

- Renaturation d'espaces par les besoins de développement de séquestration
- Prise en compte de la biodiversité comme un atout au PCAET

### Enjeux du PCAET

- Perte d'éléments de micro habitats urbains par la rénovation
- La création de nouvelles infrastructures (parkings de co-voiturage, pistes cyclables...) en zones naturelles intéressantes
- Le développement de structures de production EnR en milieux naturels

# 8. Synthèse

Accusé de réception en préfecture  
077-201090614-20221221-D-2012-125-DE  
Date de transmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

## Atouts

- Le territoire possède une très forte richesse écologique qui est valorisée par des zones humides, des forêts et une large diversité d'habitats
- Le territoire dispose d'un réseau de cohérence écologique plutôt présent sur l'ensemble du territoire
- Des espaces protégés et/ou d'inventaires viennent ponctuer et encadrer la sauvegarde de cette richesse
- Une forte richesse patrimoniale paysagère et naturelle
- Un grand nombre de sites classés et inscrits valorisant l'identité du territoire
- Un attrait touristique intéressant

## Faiblesses

- Manque de connectivité entre les différents corridors, et les différentes vallées du territoire.
- Comme ailleurs la biodiversité à l'échelle du département connaît de grandes difficultés et de nombreuses pressions
- Le territoire dispose de quelques éléments qui peuvent poser des problèmes de fragmentation de la trame verte et bleue
- Un manque de connaissance concernant les espèces présentes sur le territoire rend leur gestion difficile.

## Opportunités

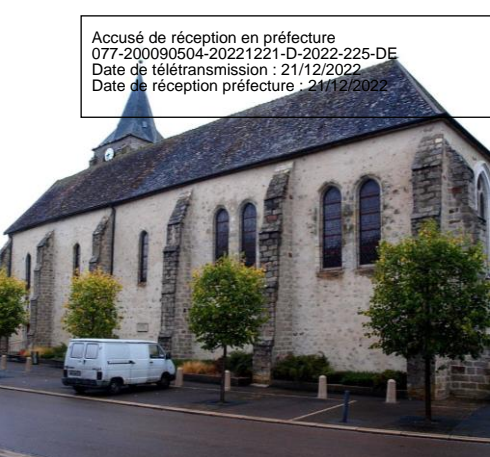
- Le SRCE porte des objectifs concrets de protection, sauvegarde et restauration sur lesquels le PCAET pourra s'associer
- Le projet du Parc Naturel Régional de Brie et 2 Morin peut faire partie des acteurs avec qui la protection de la biodiversité peut être portée.

## Menaces

- Les pressions anthropiques se font de plus en plus ressentir sur la biodiversité et les cohérences écologiques. Une menace généralisée qui reste forte sur le territoire
- Le changement climatique apparaît comme la menace principale de l'équilibre des écosystèmes

## Enjeux pour le PCAET

- Introduire ces questions de cohérence écologique et de biodiversité au sein même du PCAET
- Ne pas aggraver le phénomène de fragmentation des habitats et des continuités écologiques
- Bien prendre en considération la trame verte et bleue et la trame noire dans les projets et les orientations
- Bien intégrer la question des Natura 2000 (menaces et pressions) dans le projet de PCAET et le déploiement de son plan d'action
- Tenir compte des enjeux d'évolution et des zones réglementées pour le patrimoine



# CONTEXTE HUMAIN



## Le contexte humain :

Le contexte humain est déterminant dans la compréhension du territoire et dans la perspective du réchauffement climatique et des changements environnementaux qui l'accompagnent.



Accusé de réception en préfecture  
077-20109050-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

# 1. Dynamique & Urbanisation

## Des espaces agricoles et forestiers dominants

L'occupation du sol est étudiée ici à partir des données Corin Land Cover. La version la plus récente date de 2012. Il s'agit d'une base de données (BD) géographiques européenne d'occupation biophysique du sol. La BD de Corin Land Cover est produite à partir de photo-interprétation d'image satellite.

Concernant la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, celle-ci se démarque par un paysage rural, avec de grands espaces cultivés. Il s'agit principalement de terres arables qui servent notamment pour la culture intensive qui recouvre une grande partie du périmètre. Les différents types d'occupation du sol dessinent des motifs discontinus et éparses, si bien que les espaces forestiers côtoient parfois des espaces urbains, d'autres fois des espaces cultivés. En effet, après l'agriculture, les forêts s'imposent dans le paysage rural. Leur présence est plus forte dans le sud ouest et le nord est. Leur répartition est par ailleurs significativement influencée par la présence des cours d'eau. Les zones urbaines sont hétérogènes, marquées par des pôles de concentration d'activités. On distingue facilement Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. Là aussi, leur distribution spatiale est influencée par la présence du réseau hydrographique. On remarquera que les deux pôles urbains du territoire comportent les deux zones industrielles et commerciales de l'intercommunalité visibles sur les données de CLC. De plus, Coulommiers est également l'hôte de l'Aérodrome de Coulommiers-Voisins.

Globalement, la plus grande part du territoire (68% soit plus des 2/3 de sa surface totale) est dédiée à l'agriculture avec une part importante des surfaces restantes dédiées aux espaces forestiers (24% soit près d'1/4). Les surfaces en eau sont présentes mais peu représentatives.

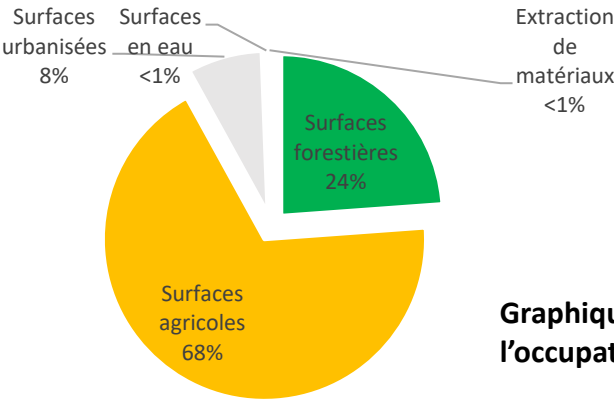
Surfaces agricoles: 68% soit 133km² (contre 63% en Seine et Marne)

Surfaces forestières : 24% soit 47km² (identique au département)

Surfaces urbanisées: 8% soit 16km² (11% pour le département)

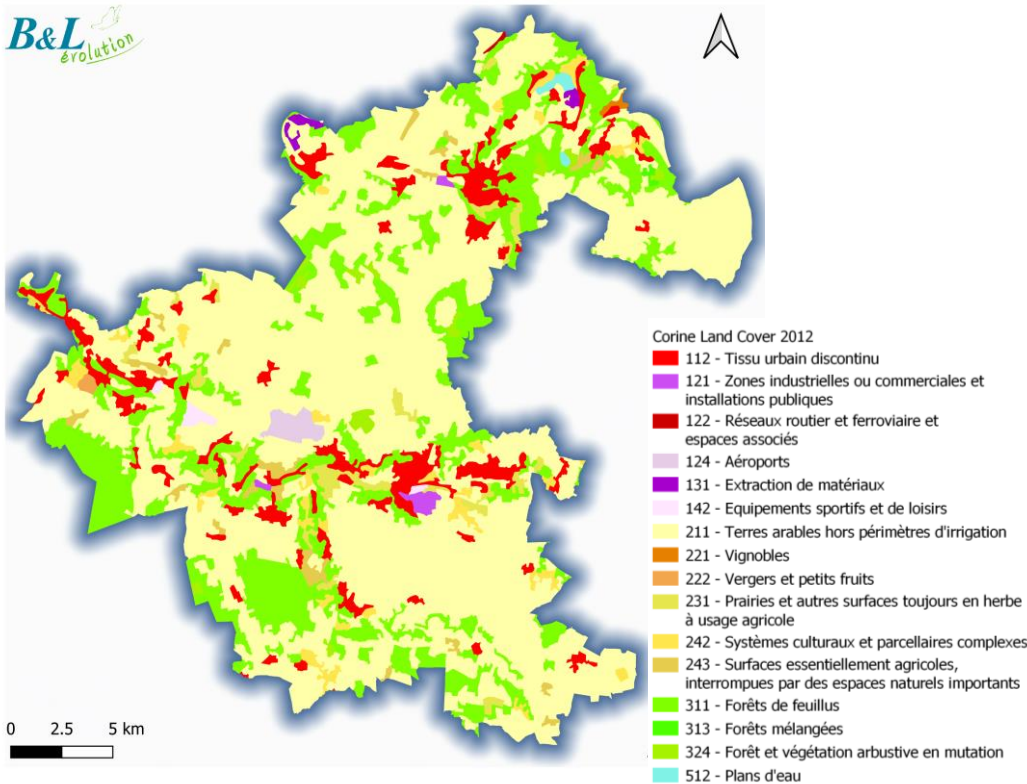
Surfaces en eau: <1% soit 1,2km² (identique pour la Seine et Marne)

Extraction de matériaux: <1% soit 1,6km² (identique au département)



Graphique de l'occupation des sols

Carte d'occupation des sols



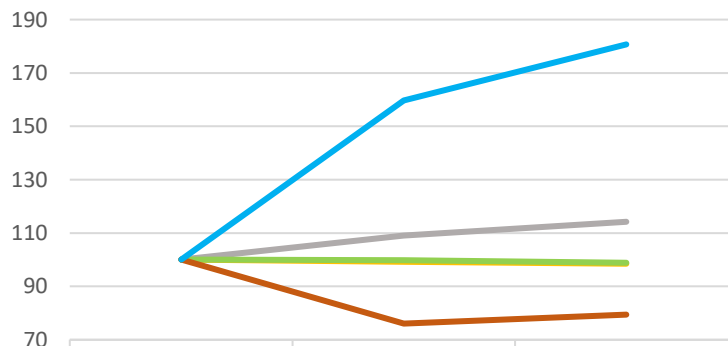
Sources : CLC 2012; cartographie : B&L évolution

## Une évolution singulière aux spécificités complexes

Accusé de réception en préfecture  
07/202030674/2022-10-21  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

Malgré une certaine spécificité agricole, le territoire est en constante mutation. Le graphique montre donc l'évolution de l'occupation du sol à partir d'un indice base 100 (qui permet d'analyser l'évolution de l'ensemble des surfaces par rapport à leur proportion initiale). A première vue, on constate une augmentation significative des espaces en eau. La seconde tendance que l'on observe immédiatement est la diminution des espaces dédiés à l'extraction de matériaux avec un léger regain sur la deuxième période.

### Evolution de l'occupation des sols (indice base 100)



	2000	2006	2012
Espaces agricoles	100	99,18935344	98,5393659
Espaces urbains	100	109,0685204	114,1568013
Espaces forestiers	100	99,80669876	98,79262779
Extraction de matériaux	100	76,07901011	79,44046851
Espaces en eau	100	159,768023	180,6862678

Ces deux phénomènes sont en fait liés. En effet, lorsqu'une activité d'extraction de matériaux s'arrête, il est courant que le réaménagement des sites soit accompagné de la mise en eau de la carrière. La comparaison des photos aériennes de la période correspondante est particulièrement parlante.

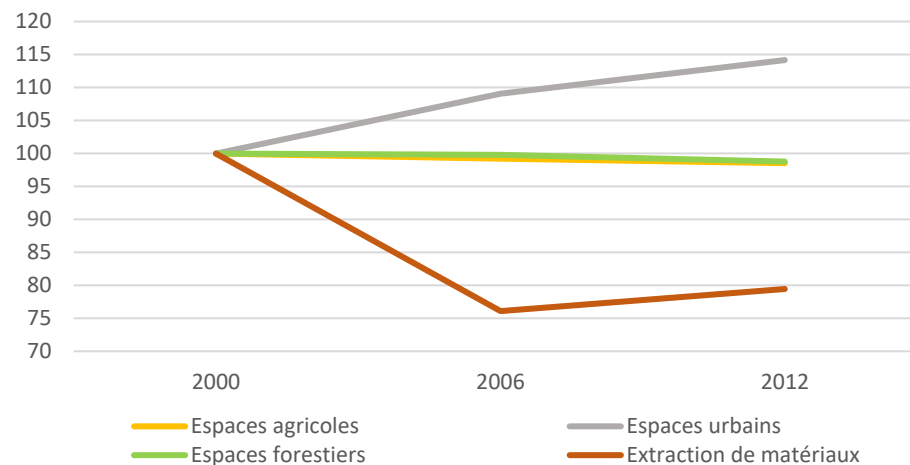


Photographies  
aériennes de la  
commune de  
Sainte-Aulde

Source: IGN, Insee, CLC 2012

Par ailleurs, le même graphique ne montrant cette fois-ci pas l'évolution des surfaces en eau permet de voir les tendances des espaces étant les plus dominants sur le territoire. En effet, les évolutions de ces catégories d'occupation de sol varient moins sur un indice 100, mais les quantités de surface que cela concerne sont particulièrement importantes.

### Evolution de l'occupation des sols (indice base 100)



Sur le graphique, la courbe qui se distingue le plus outre celle des extractions de matériaux, est celle des espaces urbains. Sur la Communauté d'Agglomération, tout comme la quasi majorité du territoire français, l'étalement urbain est bien présent gagnant environ 500ha entre 2000 et 2012, au détriment des espaces agricoles qui perdent environ 500ha sur la même période. Les espaces forestiers quant à eux ne sont pas épargnés avec une perte de surface d'environ 140ha.

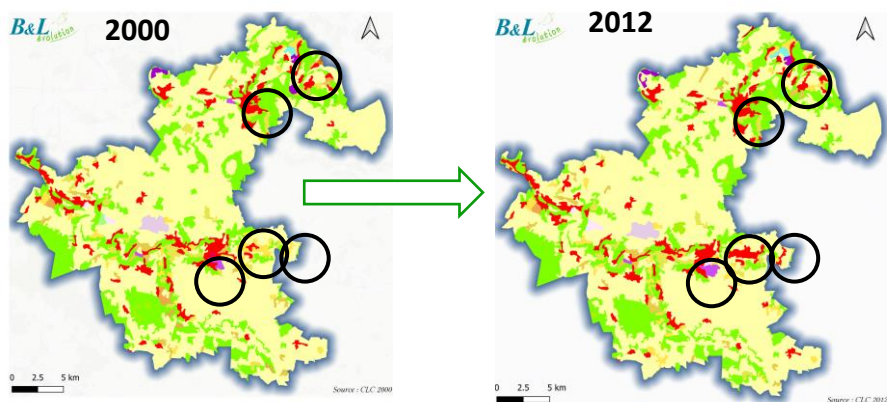
### Les surfaces par type d'occupation du sol

Types d'occupation du sol	Surface en ha (2000)	Surface en ha (2006)	Surface en ha (2012)
Espaces agricoles	34451	34171	33947
Espaces urbains	3465	3779	3956
Espaces forestiers	11640	11617	11499
Extraction de matériaux	205	156	163
Espaces en eau	67	108	122

Les cartes qui suivent permettent de localiser les espaces qui présentent des changements particuliers. On note surtout les augmentations d'espaces urbanisés et les évolutions de certaines zones industrielles et commerciales.

## Cartes de l'évolution des occupations de sols

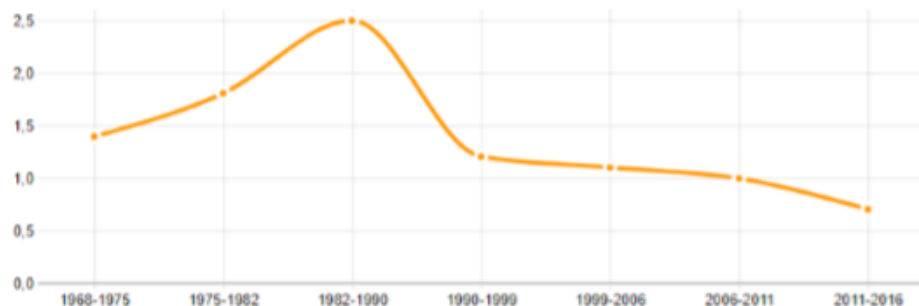
Accusé de réception en préfecture  
N° 2022-00000  
Date de rétrotransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022



## Une démographie positive, en ralentissement

La démographie joue un grand rôle dans les caractéristiques d'occupation des sols. Les espaces ruraux ont leurs propres singularités démographiques, et pareillement pour les grandes métropoles. Ici, on constate que la population augmente sans cesse depuis 1968. Cette croissance se caractérise pas un pic sur la période 1982-1990. Malgré le ralentissement brutal de la croissance à partir de 1990, la courbe reste largement positive. Depuis, il semblerait que la croissance démographique ralentisse, surtout sur la période 2011-2016. On comprend donc l'évidence de la corrélation entre les phénomènes démographiques actuels et les transformations des occupations du sol.

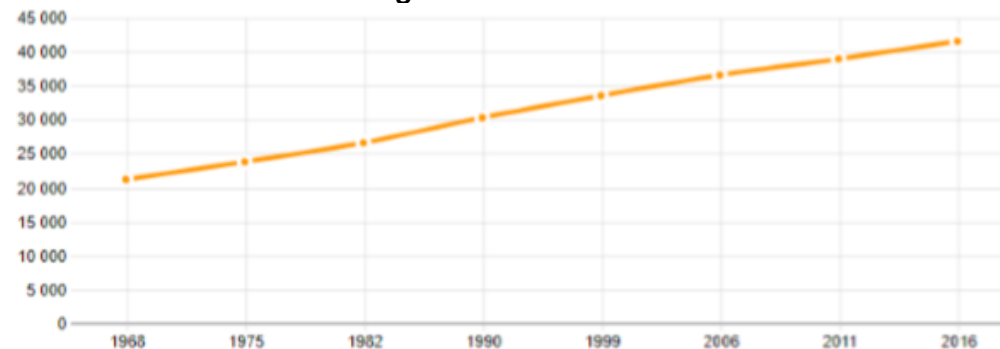
## Courbe de croissance démographique de la Communauté d'Agglomération



Pour essayer de mieux comprendre ce phénomène, on peut observer que la courbe de logements est en constante augmentation.

Sources: CLC 2012, Insee Geoclip

## Evolution du nombre de logements

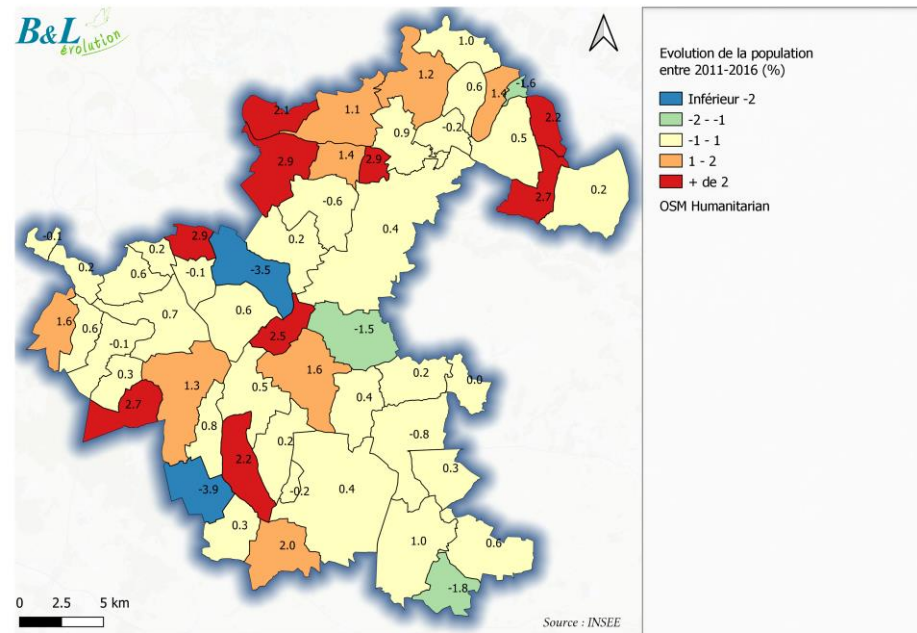


L'augmentation des logements sur le territoire contribue à l'expansion des espaces urbanisés sur les terres agricoles dans une dynamique de croissance démographique forte. On parle du phénomène d'artificialisation des sols.

## Dynamiques démographiques différentes selon les communes

La population du territoire continue donc d'évoluer mais cette progression est différente selon les communes. L'analyse se base sur la période 2011-2016. Cependant, cette évolution est très hétérogène.

## Carte évolution démographique par commune



Alors qu'une grande partie du territoire possède un taux de croissance plutôt faible (entre 0 et 2%), les communes avec un taux supérieur sont au nombre de 8 (*Faremoutiers, Giremoutiers, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Changis-sur-Marne, Sept-sorts, Bussièrès, Citry, Dammartin-sur-Tigeaux*), et 6 d'entre-elles se trouvent sur le côté ouest de l'intercommunalité. Ceci peut s'expliquer par une délocalisation des populations parisiennes vers le territoire.

Par contraste, illustrant cette hétérogénéité, certaines des communes connaissent même une croissance négative entre 0 et -2%. Elles se comptent elles aussi au nombre de 8 (*Mauperthuis, Dagny, Chaillis-en-Brie, Chauffry, Aulnoy, Signy-Signets, Reuil-en-Brie, Nanteuil-en-Brie*). Ces communes, à nouveau, se distribuent sur le territoire de façon longitudinale, avec une tendance à être localisées à l'est du territoire de la Communauté d'Agglomération.

On notera que le taux de croissance particulièrement bas de Hautefeuille avoisine les -4%.

Le territoire présentant une tendance positive de croissance démographique exprime une certaine hétérogénéité qui peut se décrire d'est en ouest avec les taux de croissance les plus forts à l'ouest et la majorité des taux négatifs de croissance à l'est du territoire.

## Vulnérabilités et changement climatique

Le rapport de France stratégie (2019), présente les grandes trajectoires de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers en fonction de l'évolution du prix du foncier, d'une densification plus ou moins forte de l'habitat et d'une augmentation du taux de renouvellement urbain.

Il affirme qu'en cumulé, cela conduirait à artificialiser d'ici **2030** environ **288 000 hectares** de plus qu'en 2016, au titre du seul bâti.

Artificialisation des sols jusqu'à présent:

- 3 millions ha en 2012 (Corin Land Cover)
- 3,5 millions ha en 2016 (fichiers fonciers)

L'augmentation de la densité et du taux de renouvellement urbain pourrait néanmoins réduire drastiquement la consommation d'ENAF (Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers).

Sources: Insee Geoclip, France stratégie (Juillet 2019), Chambre du Commerce et de l'industrie (2014)

Le scénario « densification forte » proposé par le rapport:

- Durcir les conditions de construction avec un taux de renouvellement de 0,6 et une densité de 0,4.
- Pour réduire près de 75 % le rythme d'artificialisation en 2030 en comparaison au scénario tendanciel.

Selon les projection de l'INSEE, à l'horizon 2040, la population de Seine-et-Marne devrait atteindre les 1 563 000 habitants, soit une progression de près de 20 % par rapport à 2008.

Cette croissance démographique sur le département comporte les mêmes caractéristiques que le territoire de Coulommiers Pays de Brie. En effet, sa répartition s'observe davantage sur le côté ouest du département. Par ailleurs, elle comporte la croissance démographique la plus élevée de la région.



### Les pressions du changement climatique

Dans la course effrénée aux puits de carbone, où la compensation de nos émissions de gaz à effet de serre semble être une lueur d'espoir pour les générations futures, l'étalement urbain et la pression démographique continuent de gagner du terrain sur les forêts et les espaces agricoles, mettant en lumière les contradictions humaines qui pourraient, à termes, avoir contribuer davantage aux processus de réchauffement climatique actuels.

### Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET

- +20% de la population de Seine-et-Marne en 2040 par rapport à 2008 (soit 1 563 000 habitants)
- +8% d'espaces artificialisés en France en 2030 par rapport à 2016 (soit 3 788 000ha)
- Artificialisation et croissance démographique plus forte sur les régions ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération

### Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place

# 2. Agriculture et sylviculture

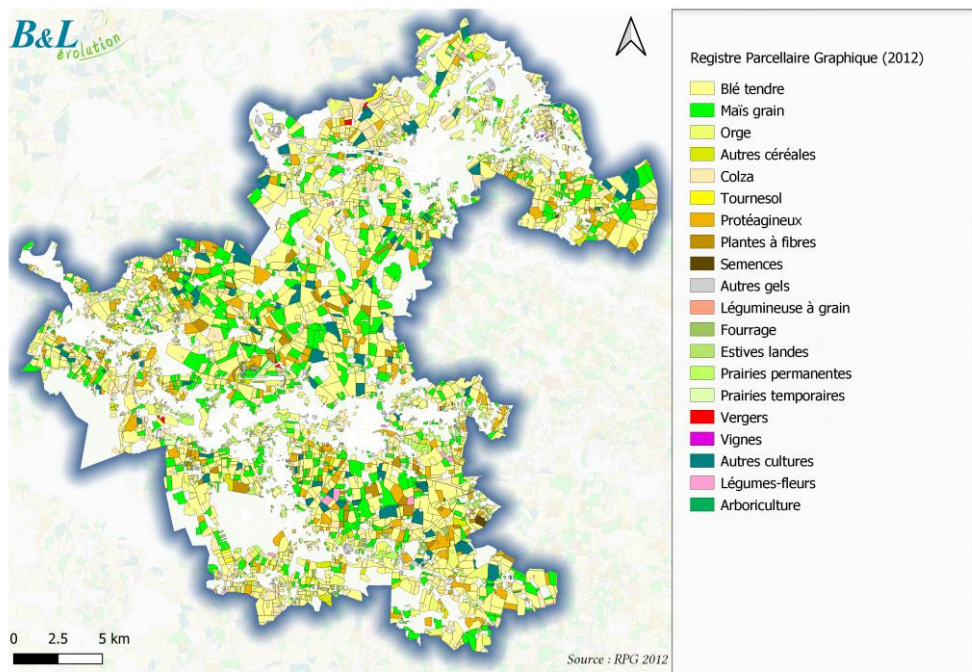
Accusé de réception en préfecture  
077-20001504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de dépôt en préfecture : 21/12/2022

## Un territoire très agricole

Le Registre Parcellaire Graphique (RPG) est une base de données géographiques servant de référence à l'instruction des aides de la Politique Agricole Commune (PAC). Datant de 2012, ce registre parcellaire n'est pas entièrement exhaustif car il identifie uniquement les principales cultures déclarées à la PAC (notamment les cultures viticoles sont largement sous représentées).

La grande majorité des cultures sont dédiées au blé tendre, avec une importante présence du maïs. Ces cultures dominantes sont complétées par une composition de différents types de cultures, majoritairement orientés vers les protéagineux, plantes à fibres et celles définies dans la partie « autres cultures ». Alors que la taille des parcelles montre une certaine tendance à la culture intensive, très courante pour les cultures de blé, on distingue au sud et au nord notamment, que la taille des parcelles est moins importante laissant penser que les modes d'agriculture tendent vers des pratiques paysannes plus extensives.

### Carte du registre parcellaire (2012)



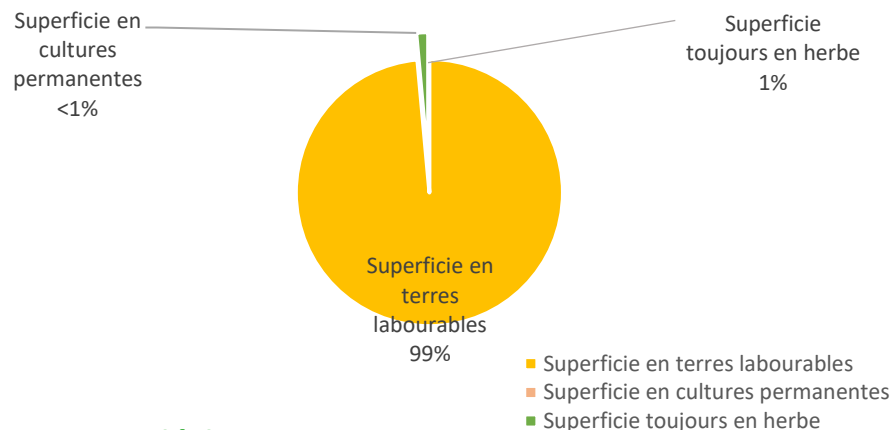
Sources : Registre Parcellaire Graphique 2017 ; cartographie : B&L évolution

## Un secteur spécialisé

Les données d'étude de l'agriculture du territoire sont issues du dernier recensement agricole, qui interroge toutes les exploitations agricoles, sans distinction de taille, ni de poids des activités agricoles parmi les éventuelles autres activités de l'entreprise. Les chiffres cités sont à considérer avec précaution car de nombreuses données sont issues d'estimations dues au secret statistique.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers pays de Brie, on distingue la dominance presque exclusive des terres labourables (99%). Ceci se caractérise par une agriculture intensive très présente, parsemée par des surfaces toujours en herbe (1%).

### Les différents secteurs agricoles



## Un secteur en déclin

Le secteur agricole connaît un déclin généralisé global sur l'ensemble du territoire français. La Communauté d'Agglomération n'est pas épargnée par cette tendance :

- Nombre d'exploitations agricoles : **-18,6 %** (de 3200 (2000) à 2600 (2010)). Cela s'explique par plusieurs éléments. Tout d'abord, comme mentionné précédemment, les espaces dédiés à l'agriculture diminuent sur le territoire, mais on peut également justifier cette baisse du nombre d'exploitations agricoles par la concentration des terres pour un nombre de propriétaires plus restreint, transformant les paysages de petites parcelles agricoles en de grandes étendues de monocultures.

**SAU (Surfaces Agricoles Utiles) :** La surface agricole utile (SAU) est un concept statistique destiné à évaluer le territoire consacré à la production agricole. La SAU est composée de : terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles...), surfaces toujours en herbe (prairies permanentes, alpages), cultures pérennes (vignes, vergers...).

Sur la période, ces surfaces ont diminué de **-5,4 %** (passant de 337 000 ha (2000) à 320 000 ha (2010)). Cela confirme que les espaces dédiés à l'agriculture diminuent sur le territoire.

**-Travail annuel:** Calculé en Unité de Travail Annuel (UTA), cela mesure en équivalent temps complet le volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles.

Sur le territoire, on observe une diminution de **-24,3 %** avec des valeurs passant d'environ 5700 UTA (2000) à 4300 UTA (2010). Ceci traduit l'agrandissement et la modernisation des exploitations ainsi que la diminution du besoin de main d'oeuvre, notamment grâce à une hausse continue du taux d'équipement et de la mécanisation des exploitations.

**- Cheptel :** Le cheptel est calculé en Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA)

Sur le territoire on observe une diminution de **-9,12 %** passant des valeurs de 35 400 UGB (2000) à 32 200 UGB (2010). Cela signifie que la production totale de viande a reculé sur la période.

Pour résumer, on assiste surtout à une intensification des productions, et une mécanisation de l'activité plus importante. On voit se développer l'agriculture intensive massivement.

## Les appellations sur le territoire

Alors que le fromage Brie de Meaux obtient une appellation d'origine contrôlée en 1980, le Brie de Coulommiers n'a toujours pas pu obtenir le statut malgré les nombreuses revendications de la part des producteurs et habitants.

Les vignes de la commune de Guérard obtiennent l'appellation IGP (Indication Géographique Protégée) par l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) en octobre 2019. À noter que Citry, Nanteuil-sur-Marne, Méry-sur-Marne, Saâcy-sur-

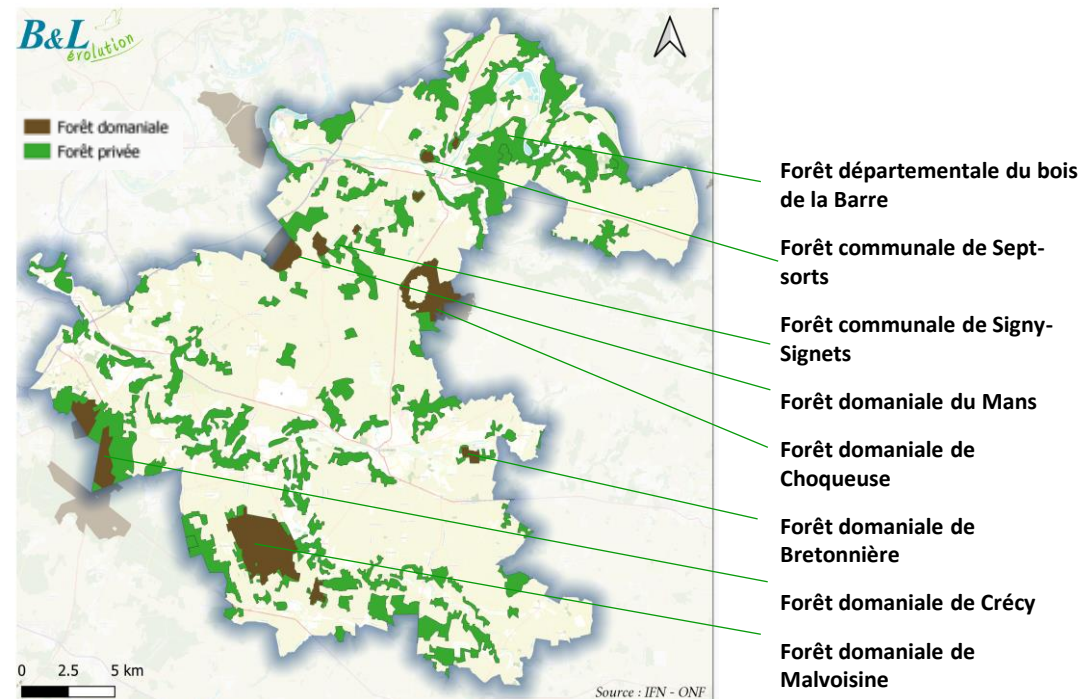
Marne et Sainte-Aulde sont incluses dans le périmètre de l'appellation Champagne.

## La forêt du territoire

La forêt seine-et-marnaise recouvre 140 000 ha, soit près du quart de la superficie du département. Un tiers de la surface boisée est publique et constituée de parcelles de grande taille. La forêt privée, plus grande en superficie, est toutefois beaucoup plus morcelée où 85% des 60 000 propriétaires possèdent moins de 1 ha. Cette forêt se compose à 90% de feuillus, dont l'essence principale est le chêne. La majorité des peuplements se compose d'un mélange d'une ou deux essences ce qui traduit une faible diversité.

La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie possède des espaces forestiers sur 24% de son territoire. La plupart de ces espaces sont privés, cependant un certain nombre est domanial.

### Carte des forêts du territoire



La forêt domaniale de Malvoisine est la plus vaste avec une superficie d'environ 9.8 km<sup>2</sup>. Les forêts de Malvoisine, du Mans et de Choqueuse ont été sévèrement touchées par la tempête de 1999 mettant 40% des arbres de la forêt de Choqueuse à terre. La sylviculture du chêne y est dominante.

Les activités agricoles et sylvicoles sur le territoire sont très présentes. Malgré leur domination sur les autres types d'occupation du sol, elles présentent des vulnérabilités qui pourraient transformer les paysages dans un contexte de changement climatique.

#### **Agriculture:**

- Potentiel de stockage carbone menacé par l'étalement urbain
- Tributaire de la ressource en eau très fortement menacée par les changements du climat à venir
- Potentielle hausse de la mortalité des animaux d'élevage (observé en 2003)
- Développement potentiel de nouvelles cultures
- Augmentation de CO2 dans l'air favorable à la croissance des cultures

#### **Les forêts:**

- Dépérissement de certaines espèces (stresse hydrique, maladies, diminution des jours de gel)
- Augmentation de la vulnérabilité aux risques d'incendies
- Incertitude sur l'effet du réchauffement sur la biomasse
- Incertitude à propos des conséquences sur les compositions écologiques des écosystèmes.



# 3. La ressource en eau

Accusé de réception en préfecture  
077-20190504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 07/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022



## Les documents cadres

### *La Loi sur l'eau*

La loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques fixent de grands principes sur l'eau. Elle intègre l'idée que l'eau fait partie du patrimoine commun à la nation et que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable sont d'intérêt général.

L'objectif poursuivi est donc une gestion équilibrée de la ressource en eau. Pour cela la loi du 3 janvier 1992 crée les SDAGE. La loi du 30 décembre 2006 fixe également l'objectif du bon état écologique des eaux en 2015.

### **SDAGE Seine Normandie 2016-2021**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification concertée qui décrit les priorités de la politique de l'eau pour le bassin hydrographique et les objectifs. Il définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et secteur littoral. Il détermine les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques. Le SDAGE est complété par un programme de mesures qui précise, secteur par secteur, les actions techniques, financières, réglementaires, à conduire d'ici 2021 pour atteindre les objectifs fixés. Sur le terrain, c'est la combinaison des dispositions et des mesures qui permettra d'atteindre les objectifs.

Coulommiers Pays de Brie appartient au SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands (2016 – 2021) qui fixe les orientations fondamentales pour la gestion équilibrée de l'eau dans le bassin pour une durée de 6 ans.

### Le SDAGE identifie 5 enjeux majeurs :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale
- Améliorer les connaissances spécifiques

Pour répondre à ces enjeux, il les traduit en 8 défis :

1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
3. Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants
4. Protéger et restaurer la mer et le littoral
5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
7. Gérer la rareté de la ressource en eau
8. Limiter et prévenir le risque d'inondation

### **La stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie**

La stratégie a été adoptée le 8 décembre 2016 à la suite d'une concertation élargie.

5 objectifs :

1. Réduire la dépendance à l'eau et assurer un développement humain moins consommateur d'eau
2. Préserver la qualité de l'eau
3. Protéger la biodiversité et les services éco-systémiques
4. Prévenir les inondations et coulées de boue
5. Anticiper les conséquences de l'élévation du niveau de la mer .

## 11 actions stratégiques ont été retenues et sont déclinées en sous-actions:

1. Favoriser l'infiltration à la source et végétaliser la ville
2. Restaurer la connectivité et la morphologie des cours d'eau et des milieux littoraux
3. Co-produire des savoirs climatiques locaux
4. Développer les systèmes agricoles et forestiers durables
5. Réduire les pollutions à la source
6. Faire baisser les consommations d'eau et optimiser les prélèvements
7. Sécuriser l'approvisionnement en eau potable
8. Agir face à la montée du niveau marin
9. Adapter la gestion de la navigation
10. Renforcer la gestion et la gouvernance autour de la ressource
11. Développer la connaissance et le suivi

« Ces actions visent à améliorer la **RESILIENCE** des territoires et des sociétés, c'est-à-dire la capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à absorber de fortes perturbations, en répondant ou en se réorganisant de manière à maintenir la capacité d'adaptation, d'apprentissage et de transformation ainsi que la robustesse des territoires et des écosystèmes ».

### Les SAGE

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont élaborés au niveau d'un sous bassin par une commission locale de l'eau. Ils fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux superficielles et souterraines. Un SAGE est un outil de planification, initié par la loi sur l'eau, qui vise la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire.

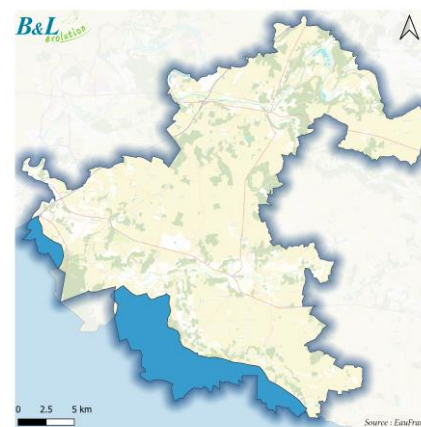
Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Les SAGE fixent, coordonnent et hiérarchisent des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation

Sources : SDAGE Seine-Normandie, SAGE

des zones humides. Ils identifient les conditions de réalisation et les moyens pour atteindre ces objectifs. Ils précisent les objectifs de qualité et quantité du SDAGE, en tenant compte des spécificités du territoire et énoncent des priorités d'actions et édictent des règles particulières d'usage.

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie se trouve sur les périmètres des SAGE de l'Yerres et des deux Morins.

### Le SAGE de l'Yerres



### Périmètre du SAGE de l'Yerres

Le SAGE de l'Yerres a été approuvé en octobre 2011. Le contrat de bassin de l'Yerres amont se fixe comme objectifs de répondre aux principaux enjeux présents sur le périmètre du bassin :

- Enjeu A – Améliorer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux associés
  - Objectif stratégique A1 : Gouvernance et animation
  - Objectif stratégique A2 : Restauration hydromorphologique
  - Objectif stratégique A3 : Gestion et entretien des milieux
- Enjeu B – Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines et prévenir toute dégradation
  - Objectif stratégique B1 : Protection des captages d'eau potable
  - Objectif stratégique B2 : Mise en œuvre du zonage d'assainissement

### Objectif stratégique B3 : Assainissement des eaux usées

- Objectif stratégique B4 : Amélioration des rejets des activités artisanales, industrielles et commerciales
- Objectif stratégique B5 : Amélioration des rejets liés aux pratiques d'entretien des espaces publics, des infrastructures et des jardins
- Enjeu C – Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations
  - Objectif stratégique C1 : Gestion des eaux pluviales urbaines
- Enjeu D – Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau
  - Objectif stratégique D1 : Économies d'eau . Des conflits d'usage apparaissent entre irrigants et riverains des cours d'eau.

### Les 7 enjeux identifiés par le SAGE

ENJEU 1 : Gouvernance, cohérence et organisation du SAGE

ENJEU 2 : Améliorer la qualité de l'eau

ENJEU 3 : Restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et des milieux associés

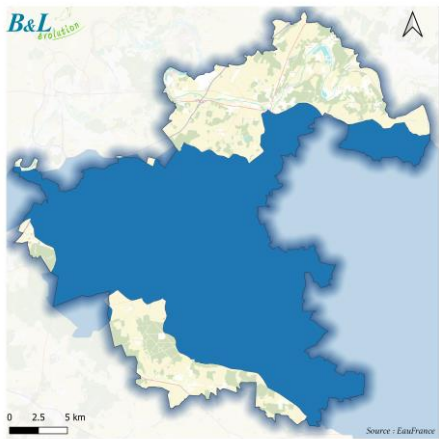
ENJEU 4 : Connaître et préserver les zones humides dont les marais de Saint - Gond

ENJEU 5 : Prévenir et gérer les risques naturels liés à l'eau

ENJEU 6 : Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau

ENJEU 7 : Concilier les activités de loisirs liées à l'eau entre elles et avec la préservation du milieu naturel

### SAGE des deux Morin



### **Périmètre SAGE des deux Morin**

Le périmètre du SAGE des Deux Morin correspond aux bassins versants du Petit Morin et du Grand Morin. Le périmètre du SAGE a été arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin le 14 septembre 2004.

Ce périmètre se répartit sur 3 régions (Île-de-France, Champagne-Ardenne et Picardie), sur 3 départements (Seine et Marne, Marne et Aisne) et comprend 175 communes.

La Seine-et-Marne est un département riche en eau superficielle (la Seine, la Marne et leurs affluents) et en eau souterraine (nappe du Champigny, de la Bassée). Mais au début des années 2000, la ressource en eau se raréfie, notamment après une succession d'hivers insuffisamment pluvieux. Par ailleurs, cette raréfaction conduit également à une dégradation de la qualité de l'eau.

Ainsi, fin 2005, la situation de la Seine-et-Marne dans le domaine de la qualité de l'eau distribuée n'était pas satisfaisante et s'aggravait depuis plusieurs années.

En effet, à cette époque 199 communes, représentant 235 000 habitants, délivraient une eau non conforme aux normes sanitaires dont 82 (68 179 habitants) subissaient en plus des restrictions d'usages compte tenu de l'ampleur des dépassements.

Face à cette situation, l'Etat, en collaboration avec le Conseil général et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ont décidé de réaliser un Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) afin de proposer des solutions pérennes et mutualisées à l'ensemble des collectivités concernées.

Afin de coordonner tous les acteurs autour de ce nouvel outil devant assurer la délivrance d'eau de qualité et en quantité à tous les Seine-et-Marnais, le Conseil général a proposé de se regrouper autour d'un Plan Départemental de l'Eau (PDE), pour une durée de 5 ans.

Aujourd'hui, ces partenaires pilotent au 3<sup>ème</sup> PDE qui s'est enrichi avec le thème du changement climatique et du risque inondation.

Les axes du 3<sup>ème</sup> plan départemental de l'eau (2017-2021) :

1. Accompagner et fédérer les acteurs pour répondre aux enjeux du territoire ;
2. Protéger la ressource en eau et sécuriser l'alimentation en eau potable ;
3. L'amélioration du patrimoine naturel en lien avec les milieux aquatiques ;
4. Gérer durablement la ressource en eau ;
5. Améliorer et valoriser les milieux aquatiques et humides en lien avec les projets de territoire ;
6. Gérer le risque inondation.

## EPAGE

La loi MAPTAM a créé les établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux, dits EPAGE.

Le code de l'environnement fixe qu'un EPAGE est un groupement de collectivités

Sources : SDAGE Seine-Normandie, SAGE

territoriales constitué en syndicat mixte à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous-bassin hydrographique d'un grand fleuve en vue d'assurer, à ce niveau, la prévention des inondations et des submersions marines ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux.

Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations en application du 1bis de l'article L211-7 du présent code.

Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Les EPAGE sont des syndicats mixtes qui ont vocation à assurer la maîtrise d'ouvrage d'actions « milieux aquatiques » et « prévention des inondations » : une structure n'exerçant qu'un des deux volets de cette compétence ne peut être un EPAGE.

Son périmètre d'intervention ne peut comporter d'enclave et doit être d'un seul tenant, et ne pas se superposer avec un autre EPAGE.

### EPAGE du Bassin Grand-Morin

Une étude a été lancée par la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie pour la création d'un EPAGE sur tout le bassin versant du Grand-Morin. Le SAGE des Deux Morin a pris la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations) sur le bassin versant du Grand Morin qui est en attente de la labellisation en EPAGE.



## La qualité des masses d'eau du territoire

### Les eaux de surface:

L'analyse de l'état des masses d'eaux dépend à la fois d'un bon état **chimique** et **écologique** :

- L'état écologique est qualifié à partir de paramètres biologiques (organismes aquatiques présents) et physico-chimiques ayant un impact sur la biologie (température, acidification, bilan de l'oxygène, nutriments et polluants spécifiques).
- L'état chimique comprend les substances prioritaires et dangereuses qui sont au nombre de 41. Chacune des molécules est quantifiée selon le respect ou non des seuils de concentration. On retrouve certains pesticides, des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), des composés organiques volatiles ou des métaux.

En Seine-et-Marne, de 2013 à 2019, l'état écologique des rivières progresse de 8%, passant de 38 % à 41 % de masses d'eau en bon ou très bon état, à règles d'évaluation constantes. Par ailleurs, le nombre de masses d'eau en état médiocre ou moyen régresse de 17 à 14%. L'objectif du SDAGE fixe l'atteinte de 100% des cours en « très bon » ou « bon » état écologique et chimique (avec et sans HAP) d'ici à 2027.

### La qualité des principaux cours d'eau

Cours d'eau	Commune d'échantillonnage	Etat écologique	Etat physico-chimique	Etat chimique
Aubetin	Pommeuse	Bon état (2012)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Aubetin	Amillis	Etat moyen (2012)	Etat moyen (2013)	Très bon état (2013)
Petit Morin	Jouarre	Bon état (2013)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Grand Morin	Tigaux	Bon état (2013)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Grand Morin	Pommeuse	Etat moyen (2011)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
La Marne	La Ferté-sous-Jouarre	Etat moyen (2013)	Bon état (2017)	Mauvais état (2013)

Concernant le territoire, les tendances semblent suivre celles du département.

**État écologique** : L'état écologique des eaux de surface du territoire est contrasté selon les sites d'échantillonnage. Aucun des cours d'eau ne présente un mauvais état de ses paramètres écologiques, mais on précisera que deux des trois cours d'eau enregistrent un état écologique moyen sur une de leurs stations. Globalement, on peut qualifier l'état écologique des eaux de surface du territoire comme bon à tendance moyenne généralisée.

**Etat physico-chimique**: La qualité physico-chimique est globalement de bon état mis à part l'état qualifié de « moyen » de l'Aubetin à Amillis. Toutefois, cela n'épargne pas les affluents des cours d'eau décrits. En effet, des résultats publiés par la DRIIE Ile-de-France pour le Ru de Raboireau (*Chauffry*) et le Ru du Rognon (*Coulommiers*) sont plutôt médiocres.

**État chimique** : L'état chimique des eaux de surface du territoire est alarmant. Mis à part un résultat de l'Aubetin à Amillis décrivant un état chimique « très bon », la totalité des autres cours d'eau présente des résultats définis comme « mauvais ».

En Seine-et-Marne, l'utilisation de pesticides dans l'agriculture, particulièrement deux d'entre eux, le métazachlore et le diflufenicanil, herbicides en grandes cultures, contribuent au déclassement de près de 24 % des cours d'eau et sont les seuls paramètres déclassants pour près de 65 % d'entre eux.

De plus, les HAP sont présents systématiquement sur les cours d'eau du département et ne sont pas pris en compte dans leur intégralité dans la constitution des l'évaluation de l'état chimique de l'eau.

Le niveau de contamination est donc significatif et diffus, et pourrait s'aggraver avec la hausse des températures (accélérant les cycles des éléments chimiques notamment).

En terme de quantité, de façon générale, le bassin Seine-Normandie ne connaît pas de déséquilibre marqué entre les prélèvements en eau et la ressource disponible jusqu'à présent.

Les eaux sous terraines

En Seine-et-Marne, l'eau souterraine est la première ressource pour l'alimentation en eau potable et représente 78 % des prélèvements totaux pour cet usage. Le territoire se trouve sur la masse d'eau sous terraine du Tertiaire de Champigny-en-Brie et Soissonnais. Elle correspond à la plus grande masse d'eau souterraine de Seine Normandie et alimente en eau potable près de 1 million de franciliens dont 500 000 seine-et-marnais.

L'état des masses d'eau sous terraines du département ont été évalué par la DRIIE.

Masse d'eau sous terraine	Etat chimique	Etat Quantitatif
Tertiaire - Champigny-en-Brie et Soissonnais.	Mauvais	Bon

On retrouve ici la présence de pressions agricoles majoritairement, se manifestant par des pollutions dues aux pesticides, solvants halogénés et pollutions par l'azote. Le principal vecteur source des polluants dus aux pesticides vers la nappe est le Grand Morin.

En termes de quantité, la recharge se fait principalement de source pluviale, et pertes des cours d'eau.

D'après le SDAGE, sur la période 2010-2015, les masses d'eau souterraines en bon état chimique étaient à un taux de 17%, il est passé à 22% en 2013. L'ambition du

SDAGE est d'atteindre le taux de 100% des masses d'eau sous terraines en « bon état » en 2027.

L'eau potable

L'eau potable est une des compétences optionnelles acquises par la Communauté d'Agglomération. Après traitement au chlore, l'eau est distribuée vers les réservoirs de Jouarre, de la Gallaise et de la Gambière, par les 215 km de canalisations réparties sur le territoire. L'eau doit être mise sous pression afin de pouvoir circuler jusqu'aux réservoirs : c'est le rôle des 15 stations de reprise et de surpression.

L'Alimentation en Eau Portable peut ensuite être déléguée ou gardée en régie communale ou association de communes. Pour le territoire, 5 prestataires externes sont mobilisés : le Syndicat Nord-Est, SAUR Centre Ile-de-France, VEOLIA GIE Ile-de-France, SUEZ eau France Brie Comte Robert, GIE Île-de-France.

L'eau potable est de bonne qualité sur le territoire, l'ensemble des prélèvements fait par l'ARS montre une bonne qualité de l'eau à l'exception des communes de : Boissy-le-Châtel, Coulommiers, Chauffry et Mouroux. Deux d'entres-elles sont gérées par Suez, les deux autres par GIE Ile-de-France.

Certaines communes ne sont par ailleurs pas renseignées. C'est le cas de Faremoutiers et Reuil-en-Brie.

Les pages suivantes présentent les résultats de la qualité de l'eau du robinet des habitants du territoire pour chacune des communes.

COMMUNE	SYNTHESE	GESTION
Amilly	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Aulnoy	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Bassevelle	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Beauteuil les Saints	Bonne qualité	<i>Non Renseigné</i>
Boissy-le-Châtel	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	GIE ILE DE FRANCE
Bussièrès	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
La Celle-sur-Morin	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST et VEOLIA GIE ILE DE France
Chailly-en-Brie	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Chamigny	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Changis-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Chauffry	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	GIE ILE DE FRANCE
Chevru	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Citry	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Coulommiers	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Dagny	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Faremoutiers	<i>Non Enregistré</i>	<i>Non Renseigné</i>
La Ferté-sous-Jouarre	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE

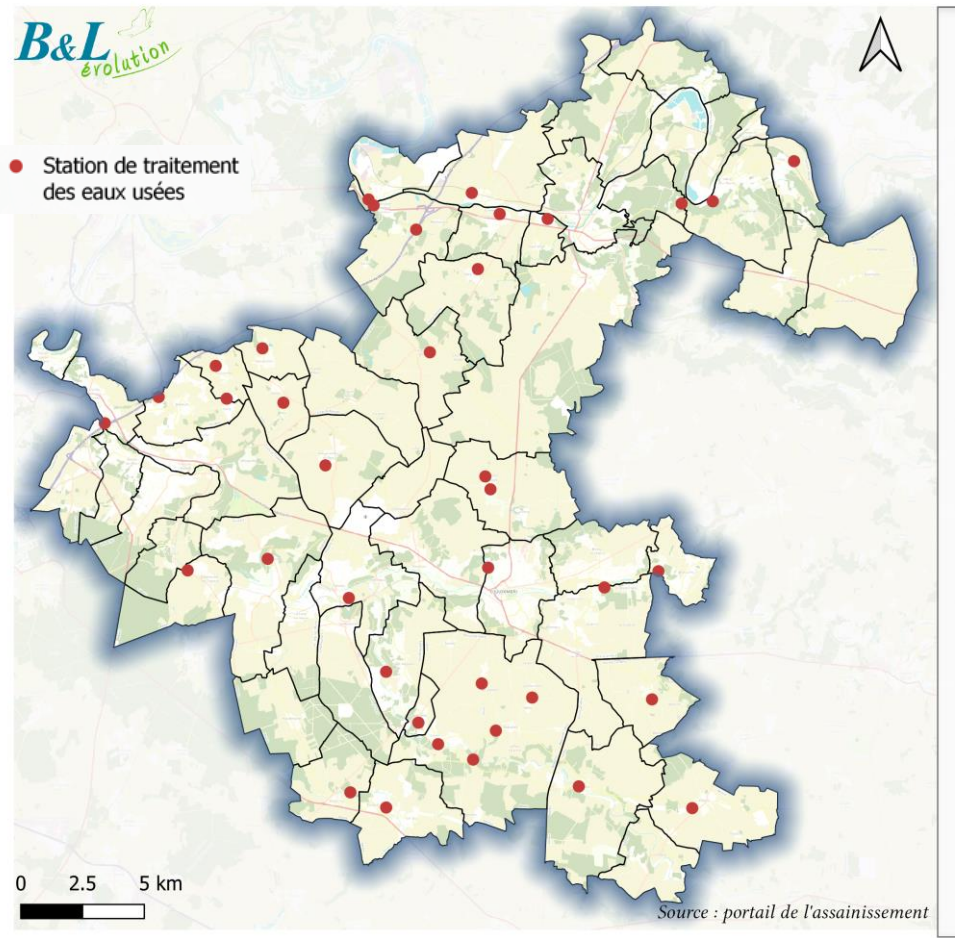
COMMUNE	SYNTHESE	GESTION
Sainte-Aulde	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE France
Sammeron	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Sept-Sorts	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Signy-Signets	Bonne qualité	GIE ILE DE France et SAUR CENTRE ILE DE France
Touquin	Bonne qualité	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Ussy-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE

Giremoutiers	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Guérard	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
		SUEZ EAU France BRIE COMTE ROBERT Contrôles sanitaires régl
Hautefeuille	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Jouarre	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Luzancy	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Maisoncelles-en-Brie	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
Marolles-en-Brie	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Mauperthuis	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Méry-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
	Bonne qualité SAUF sur secteur Grand Maison où la qualité est insuffisante due à un excès de fluor	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT et SYNDICAT NORD EST
Mouroux		
Nanteuil-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
		SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Pézarches	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
Pierre-Levée	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Pommeuse	Bonne qualité	<i>Non Enregistré</i>
Reuil-en-Brie	<i>Non Enregistré</i>	<i>Non Enregistré</i>
Saâcy-sur-Marne	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Saint-Augustin	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Tigaux	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE

Le territoire compte 32 stations de traitement des eaux usées collectives.

L'assainissement non collectif est défini comme étant tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement (en général assuré par une fosse septique toutes eaux), l'épuration (notamment tranchées d'infiltration, filtre à sable et terre d'infiltration), l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

### Stations de traitement des eaux usées



Sources: Gest'eau

Gestion	Communes	Synthèse
SMAEP de Crécy-la-Chapelle et ses environs	Crécy-la-Chapelle	Conforme aux exigences
	Tigaux	Conforme aux exigences
	Voulangis	Conforme aux exigences
	Bouleurs	Conforme aux exigences
	Coulommès	Conforme aux exigences
	Sancy	Conforme aux exigences
	Vaucourtois	Conforme aux exigences
	la Haute-Maison	Conforme aux exigences
SIAEP de et Villiers-sur-Morin	Coutevroult	Conforme aux exigences
	Villiers-sur-Morin	Conforme aux exigences
SIAEP de Couilly-Pont-aux-Dames Saint-Germain-sur-Morin	Couilly-Pont-aux-Dames	Conforme aux exigences
SIAEP du Confluent des Vallées Marne et Morin	Condé-Sainte-Librairie	Conforme aux exigences



Nom de la commune principale	Somme des capacités norminales (EH)	Conformité équipement	Conformité en performance	Conformité globale	Charge maximale entrante (EH)	Cause de non-conformité
AMILLIS	330	Oui	Oui	Oui	1013	
AULNOY	60	Oui	Oui	Oui	9	
AULNOY	120	Oui	Oui	Oui	32	
BEAUTHEIL	400	Oui	Oui	Oui	120	
BEAUTHEIL	180	Oui	Oui	Oui	134	
CHAILLY-EN-BRIE	1500	Oui	Oui	Oui	654	
CHATELET-EN-BRIE	7000	Oui	Oui	Oui	6493	
CHAUFFRY	1135	Oui	Oui	Oui	619	
CITRY	1200	Oui	Oui	Oui	780	
COULOMMIERS	40000	Oui	Oui	Non	23855	Non renseigné
DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	625	Oui	Non	Non	431	Sous dimensionnement
FERTE-SOUS-JOUARRE	23950	Oui	Non	Non	28537	Autosurveillance insuffisante
MAISONCELLES-EN-BRIE	800	Oui	Oui	Oui	330	
MAROLLES-EN-BRIE	400	Oui	Oui	Oui	198	
PEZARCHES	500	Oui	Oui	Oui	200	
PIERRE-LEVEE	400	Oui	Oui	Oui	50	
POMMEUSE	8500	Oui	Oui	Oui	6096	
SAACY-SUR-MARNE	6500	Oui	Oui	Oui	6468	
SAINT-AUGUSTIN	500	Oui	Oui	Oui	396	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	50	Oui	Oui	Oui	9	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	2850	Oui	Oui	Oui	2493	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	250	Oui	Oui	Oui	78	
SAINTS	180	Oui	Oui	Oui	53	
SAINTS	900	Oui	Oui	Oui	371	
SAINTS	120	Oui	Oui	Oui	62	
SAMMERON	1200	Oui	Oui	Oui	693	
SIGNY-SIGNETS	500	Oui	Oui	Oui	204	
TOUQUIN	1217	Oui	Oui	Oui	932	
USSY-SUR-MARNE	1200	Non	Non	Non	873	Mauvaises performances
USSY-SUR-MARNE	50	Oui	Oui	Oui	22	

Sources: Portail d’assainissement

## Vulnérabilités et évolutions attendues avec le changement climatique

### Ressource en eau:

- Des risques de pénurie, de baisse de la qualité des eaux
- Une diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %

### Eaux de surfaces

*Quantités des eaux de surfaces:* Baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de -30 % à -80 %.

*Qualité des eaux de surfaces :* L'enjeu principal est les produits phytosanitaires provenant de l'agriculture. Marolles-en-Brie est la seule commune du territoire à ne pas avoir recours aux produits phytosanitaires.

### Eaux sous terraines:

*Quantités des eaux souterraines:* Le niveau des réserves en eau de la Seine-et-Marne est très lié à la pluviométrie hivernale qui assure la recharge des nappes souterraines. Globalement la pluviométrie devrait diminuer, mais il est projeté qu'une augmentation des précipitations hivernales pourraient éventuellement permettre aux nappes d'assurer leur recharge.

*Réserves dans le sol :* -26,1kg/m<sup>2</sup> (soit 300kg/m<sup>2</sup>) à l'horizon 2080, baisse du niveau jusqu'à 7m en Pays de Brie.

**« A l'échelle cosmique, l'eau est plus rare que l'or ».**

**Hubert Reeves.**

**Les pressions du  
changement climatique**

**Sur la planète bleue, il est aisé de ne pas se rappeler la dépendance de nos existences à cette ressource. Cependant, le réchauffement climatique nous en démontrera assez tôt les subtilités. De la raréfaction de la disponibilité en eau, l'agriculture, les forêts et la santé se verront menacés, si une attention spécifique ne lui est pas portée.**

**Scénario de référence  
du territoire sans la  
mise en place du PCAET**

**EAU:**

- Aggravation des étiages sévères de -30% à -80%
- L'augmentation des températures augmente la vitesse des processus d'eutrophication et dégrade la qualité de la ressource
- -26,1kg/m<sup>2</sup> (soit 300kg/m<sup>2</sup>) de ressources dans le sol en Seine-et-Marne (2080)

**AGRICULTURE:**

- Augmentation de la mortalité des animaux d'élevage
- Diminution du potentiel de stockage carbone par la menace de l'étalement urbain
- Rendements menacés liés à la disponibilité en eau
- Développement de nouvelles cultures

**FORETS:**

- Augmentation de la menace des incendies
- Biodiversité menacée
- Incertitudes pour les effets sur la biomasse et les écosystèmes

**Effet de levier du PCAET  
et les enjeux de mise  
en place**

# 4. La gestion des risques

Accusé de réception en préfecture  
077-201090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 07/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/11/2022



## Le risque naturel

### Les Plan de Prévention des Risques (PPR) du territoire

Le PPR est un document prescrit et approuvé par l'Etat, Préfet de département. Il a pour objectifs :

- d'établir une cartographie aussi précise que possible des zones de risque,
- d'interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses, les limiter dans les autres zones inondables,
- de prescrire des mesures pour réduire la vulnérabilité des installations et constructions existantes,
- de prescrire les mesures de protection et de prévention collectives,
- de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues.

Dans ces zones, il réglemente l'urbanisation future, en limitant voire interdisant les constructions. Il définit les mesures applicables au bâti existant, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde incombant notamment aux particuliers et aux collectivités locales. Le PPR est une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il a une valeur réglementaire et est opposable au tiers.

### Le Risque d'inondation

Les PPRI définissent donc un zonage réglementant l'urbanisation selon l'importance de l'aléa. Le territoire est soumis à trois PPR inondation (PPRI) :

- PPRI de la vallée de l'Yerres approuvé le 18 juin 2012 qui concerne : *Pézarches et Touquin*
- PPRI de la vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux approuvé le 29 décembre 2010 qui concerne: *Boissy-le-Châtel, Chailly-en-Brie, Chauffry, Coulommiers, Dammartin-sur-Tigeaux, Guérard, Celle-sur-Morin, Mouroux, Pommeuse.*
- PPRI du Grand Morin Aval approuvé le 10 novembre 2006 : *Crécy-la-Chapelle, Tigeaux, Coutevroult, Villiers sur Morin, Voulangis*

Sources : Département Seine-et-Marne, Géorisques – BRGM ; communes.com, Cartographie : B&L Evolution

- PPRI Vallée de la Marne : approuvé en 2007 qui concerne : *Condé Sainte Liiaire*

Le risque d'inondation est particulièrement présent sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. Ce risque est par ailleurs, encadré par des PPRI depuis une dizaine d'années.

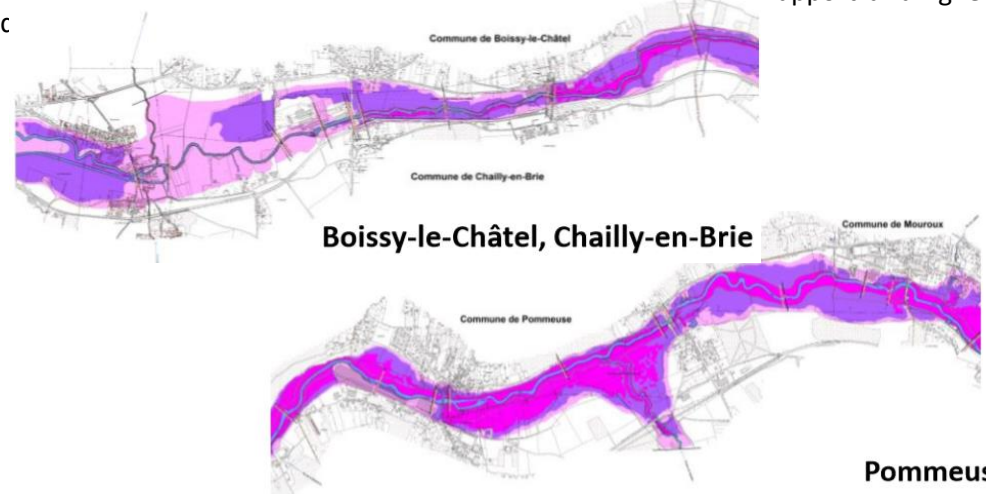
### PPRI Vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux:

Le PPRI de Grand Morin Amont définit 3 zones d'aléas tracées à partir du calcul de hauteur d'eau en submersion par rapport à un niveau de référence, en l'occurrence la crue centennale.

**L'aléa très fort** correspond aux secteurs où la hauteur de submersion est supérieure à 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence et les secteurs inclus dans la zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est comprise entre 1 et 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

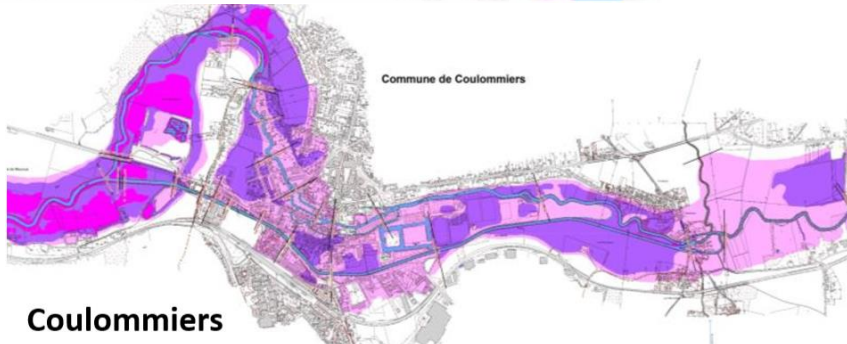
**L'aléa fort** correspond aux secteurs hors du grand écoulement où la hauteur de submersion est comprise entre 1 et 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence et les secteurs inclus dans la zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est inférieure à 1 mètre d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

**L'aléa faible à moyen** correspond aux secteurs hors zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est inférieure à 1 mètre d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

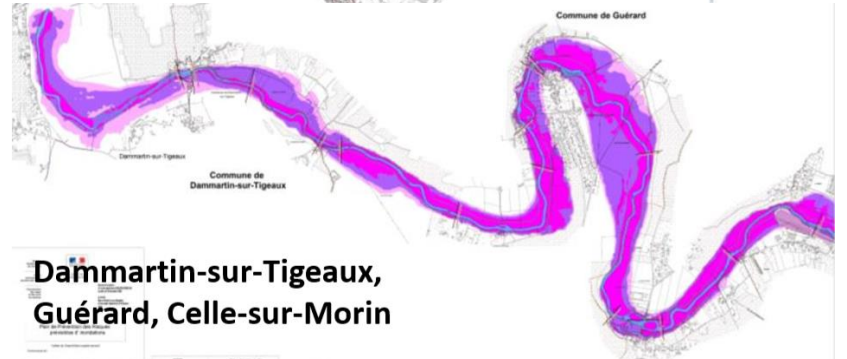




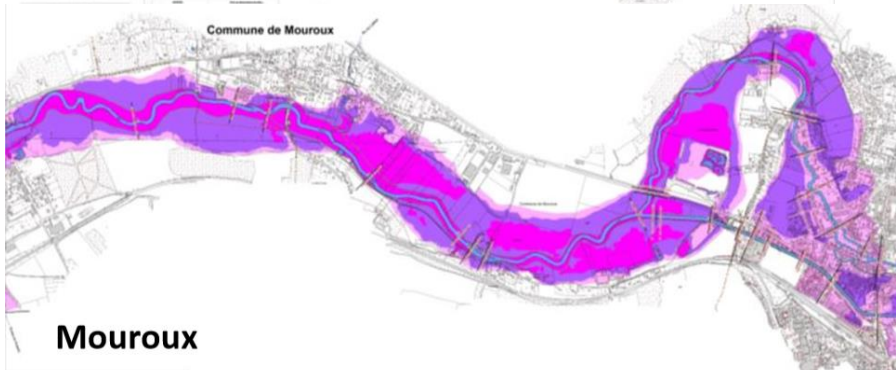
## Chauffry, Saint-Siméon



## Coulommiers



## Dammartin-sur-Tigaux, Guérard, Celle-sur-Morin

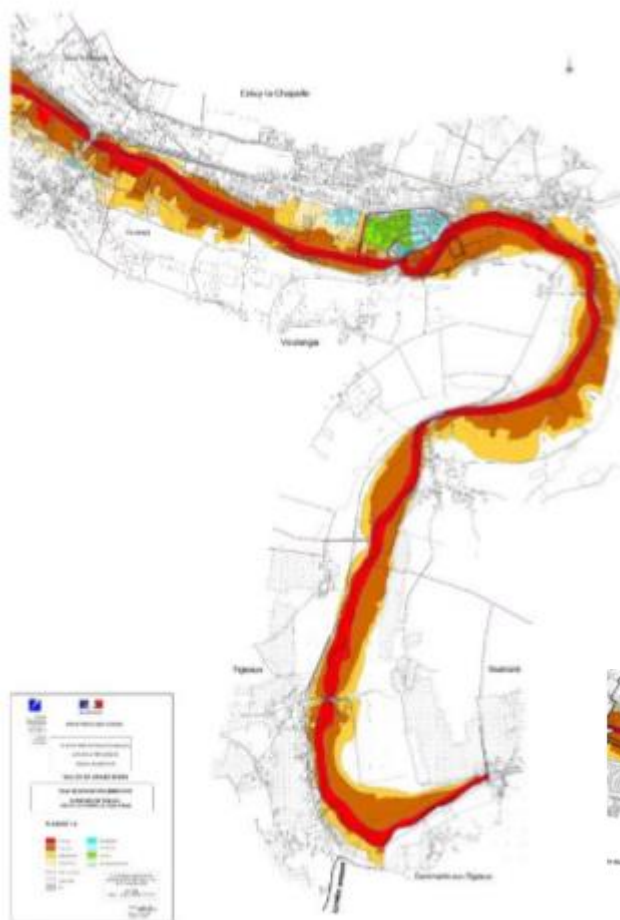


## Mouroux

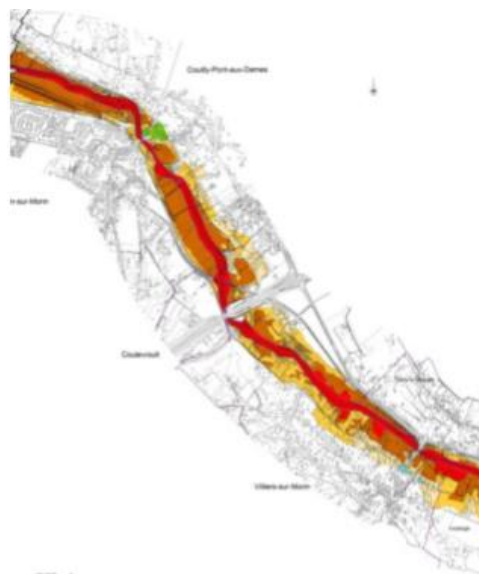
**PPRI vallée du Grand Morin Aval:** Le présent plan a pour objet la prévention du risque d'inondation fluviale lié aux crues du Grand Morin. Le croisement des aléas et des enjeux donne, de façon théorique, 12 situations différentes, qui ont été regroupées en 7 zones réglementaires (cf. annexe 1) :

- **la zone rouge** qui correspond à des secteurs d'aléa très fort et d'aléa fort en grand écoulement dans laquelle les possibilités de construction sont extrêmement limitées ;
- **la zone marron** qui regroupe d'une part des secteurs naturels qu'il convient de réserver aux champs d'inondation et d'autre part des secteurs faiblement urbanisés dans lesquels l'aléa est suffisamment fort pour y interdire la poursuite de l'urbanisation ;
- **la zone jaune foncé** qui regroupe des secteurs naturels et des secteurs sur lesquels sont implantées des constructions dispersées, dans laquelle les possibilités de constructions nouvelles sont très restreintes, bien que l'aléa soit faible à moyen ;
- **la zone jaune clair** qui correspond à des secteurs faiblement urbanisés où l'aléa est faible à moyen dans laquelle la poursuite de l'urbanisation dans sa forme actuelle est autorisée tout en contrôlant autant que possible l'augmentation du nombre de personnes exposées au risque ;
- **la zone bleu foncé** qui correspond à des secteurs d'urbanisation dense dans laquelle le développement de la ville est permis, mais dans une certaine mesure, afin de tenir compte du risque important pour les personnes et les biens ;
- **la zone bleu clair** qui correspond à des secteurs urbains denses dans laquelle la ville peut se développer en tenant compte du risque pour les personnes et les biens qui est moins important qu'en zone bleu foncé ;
- **la zone verte**, correspondant aux centres urbains, qui sont des secteurs à enjeu fort pour l'agglomération et dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque.

## Carte d'aléas PPRi Vallée du Grand Morin (Tigaux/Crécy-la-Chapelle/Voulangis)



## Coutevroult/ Couilly-Pont-des-Dames



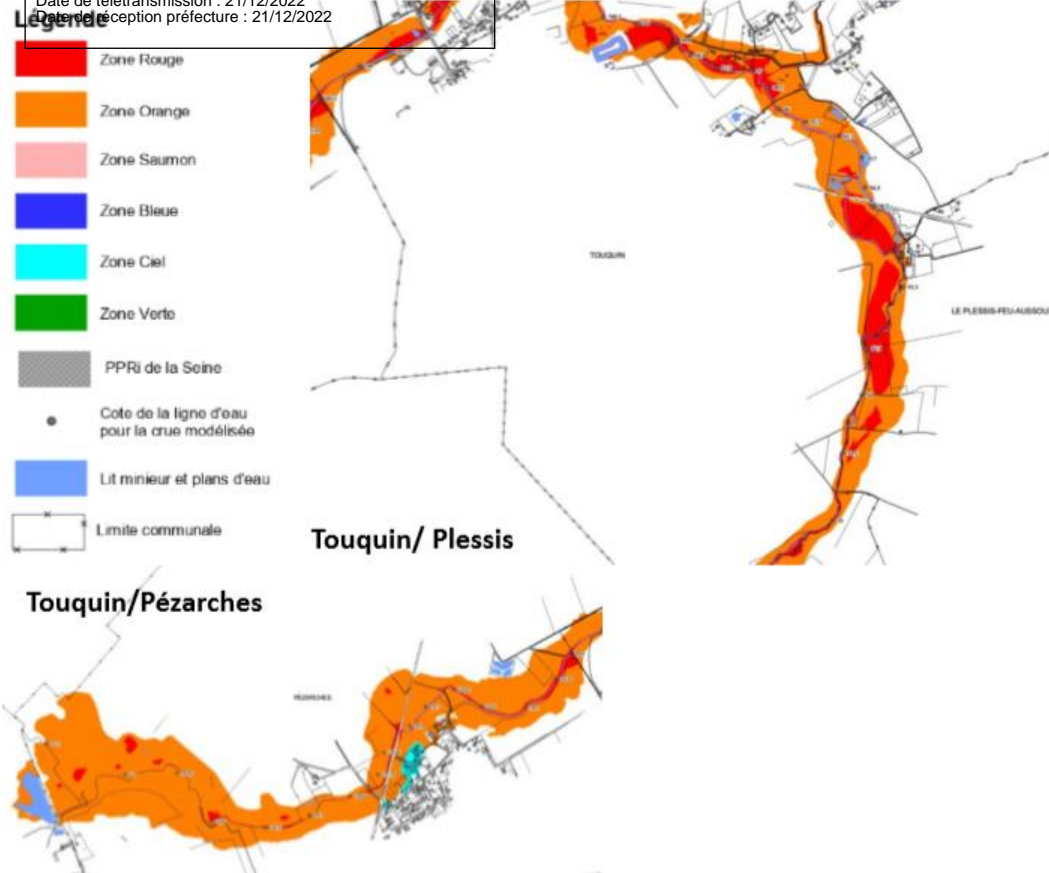
## PPRi Vallée de l'Yerres:

Le PPRi de l'Yerres définit 6 zones en fonction de l'aléa et dépendant de l'exposition de la population (enjeu) selon la densité d'urbanisation sur la zone.

Aléas	Enjeux	Zones non urbanisées	Zones urbanisées	Zones urbaines denses	Centres urbains
Moyen		Orange	Ciel	Ciel	Vert
Fort		Rouge	Saumon	Bleu	Vert
Très fort		Rouge	Rouge	Rouge	Rouge

Sur ces zones l'urbanisation est donc réglementée :

- **Zone rouge** : Interdiction de toute construction nouvelle. Sont autorisés : Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, la mise aux normes de sécurité et d'accessibilité, les mesures de protection contre les inondations.
- **Zone orange** : Interdiction de toute construction nouvelle. Cette zone peut recevoir certains aménagements de terrain de plein air et de équipements à usage agricole, sportif, récréatif ou de loisirs.
- **Zone saumon** : pérenniser la vocation urbaine de cette zone.
- **Zone Bleue** : pérenniser et améliorer la qualité urbaine des zones urbaines denses situées en zone d'aléa fort.
- **Zone ciel** : améliorer sa qualité urbaine en autorisant les constructions. Pourront être autorisées les opérations d'aménagement sous certaines conditions
- **Zone verte** : il est autorisé la construction, la transformation et le renouvellement du bâti existant dans les zones de centres urbains.



## PPRI de la Vallée de la Marne d'Isles-les-Villenoy à Saint-Thibault-des-Vignes

Le croisement des aléas et des enjeux aboutit à la définition de 8 zones réglementaires :

1. la zone rouge dans laquelle les possibilités de construction sont extrêmement limitées ; elle regroupe d'une part les secteurs d'aléas très forts (hauteurs de submersion supérieures à 2 m) et d'autre part des secteurs de moindre aléa délimités sur le plan, mais suffisamment proches du lit mineur pour que les vitesses y soient également très élevées en période de crue. En l'absence de connaissance précise de la zone de fort écoulement, une bande de 40 mètres à partir du haut de la berge du lit mineur a été instaurée, à titre conservatoire, le long de certains tronçons de la Marne, dans les zones autres que les centres urbains, les zones urbaines denses ou la ZAC de Saint-Thibault-des-Vignes ;

Sources: Département Seine-et-Marne

2. la zone marron qui regroupe d'une part des secteurs naturels qu'il convient de réserver aux champs d'inondation et d'autre part des secteurs faiblement urbanisés dans lesquels l'aléa est suffisamment fort pour y interdire la poursuite de l'urbanisation ;

3. la zone jaune foncé qui regroupe des secteurs naturels et des secteurs sur lesquels sont implantées des constructions dispersées, dans laquelle les possibilités de constructions nouvelles sont très restreintes, bien que l'aléa soit faible à moyen ;

4. la zone jaune clair qui correspond à des secteurs faiblement urbanisés où l'aléa est faible à moyen dans laquelle la poursuite de l'urbanisation dans sa forme actuelle est autorisée tout en contrôlant autant que possible l'augmentation du nombre de personnes exposées au risque ;

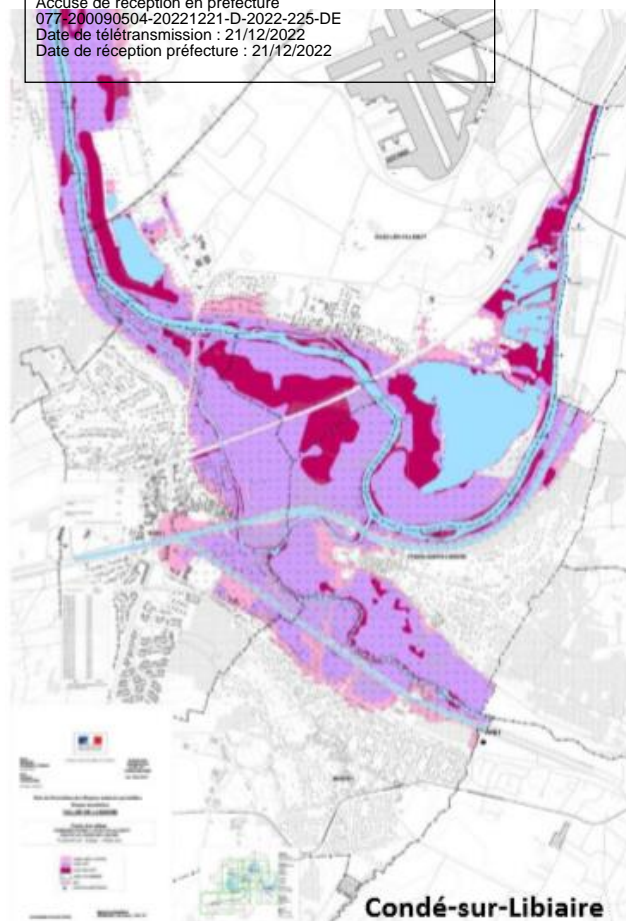
5. la zone bleu foncé qui correspond à des secteurs d'urbanisation dense dans laquelle le développement de la ville est permis, mais dans une certaine mesure, afin de tenir compte du risque important pour les personnes et les biens ;

6. la zone bleu clair qui correspond à des secteurs urbains denses dans laquelle la ville peut se développer en tenant compte du risque pour les personnes et les biens qui est moins important qu'en zone bleu foncé ;

la zone verte, correspondant aux centres urbains, qui sont des secteurs à enjeu fort pour l'agglomération et dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque ;

8. la zone violette correspond à la ZAC de Saint-Thibault-des-Vignes dans laquelle les remblaiements sont autorisés pour permettre l'implantation d'activités et ont été compensés par des aménagements antérieurs.

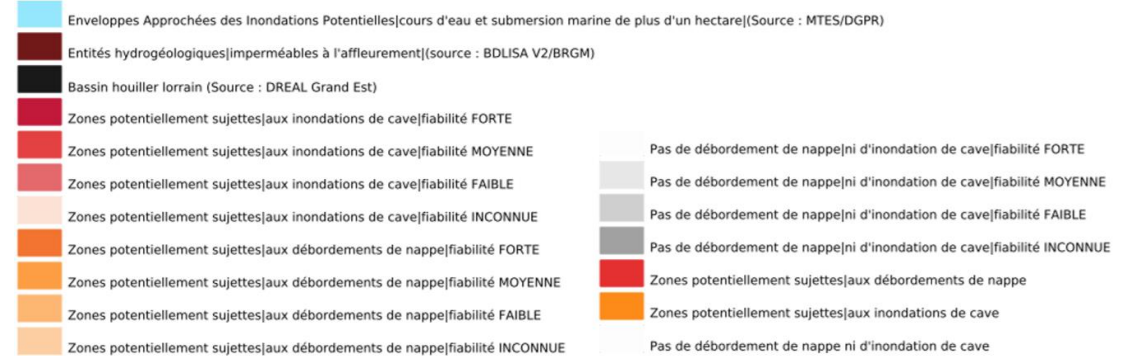




### Remontée de nappes

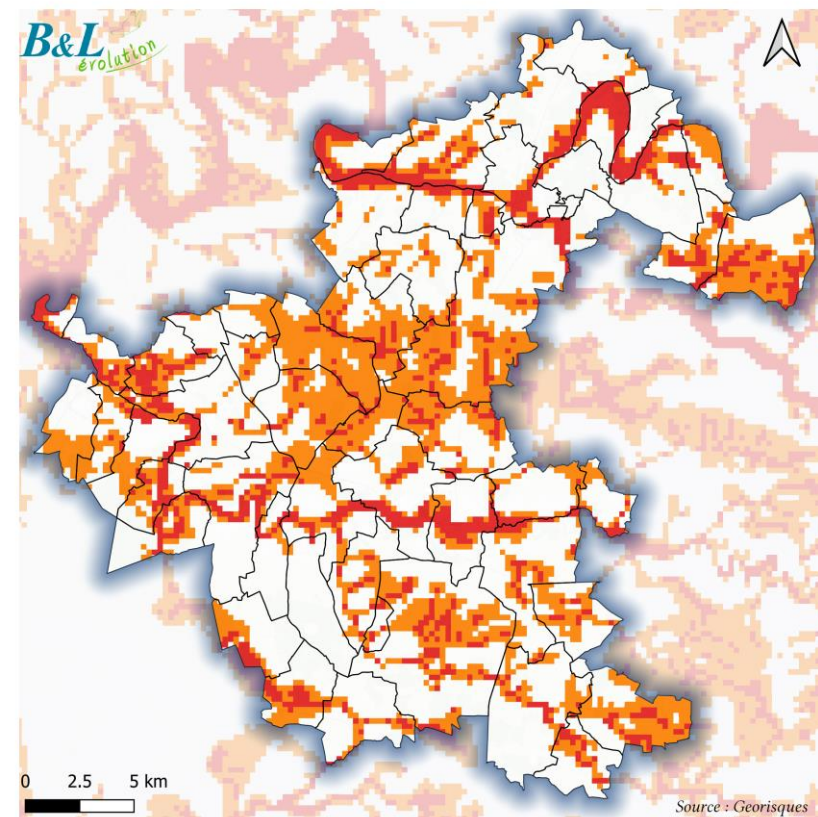
Le risque d'inondation peut se manifester aussi par un phénomène de remontée de nappes. Le phénomène d'inondation par remontée de nappes se produit lors de fortes intempéries, lorsque les sols sédimentaires poreux qui constituent le sous-sol se gorgent d'eau jusqu'à saturation : le débit d'écoulement de la nappe phréatique peut alors se retrouver insuffisant pour compenser le volume de précipitations et le niveau d'eau au sein de la roche s'élève jusqu'à la surface du sol.

Les conséquences possibles incluent l'inondation des caves et sous-sols, les dommages aux bâtiments par infiltration, aux réseaux routiers par désorganisation des couches inférieures, l'entraînement de pollutions...



L'aléa de remontée de nappe est très présent sur le territoire. En effet, on constate qu'une grande partie de la superficie de la Communauté d'Agglomération est en zone potentiellement sujette à l'aléa d'inondation de cave. Le long des cours d'eau du territoire on distingue des zones potentiellement sujettes à l'aléa de débordement de nappe.

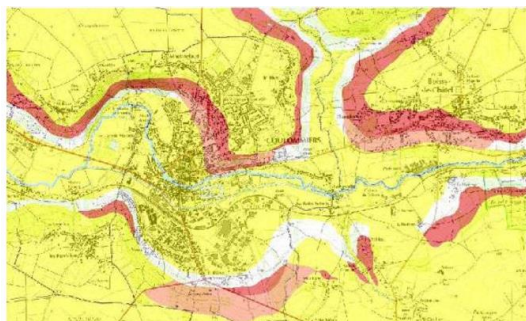
### Carte des remontées de nappes



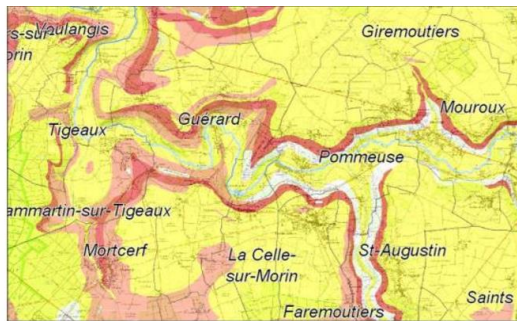


## Risques mouvement de terrain

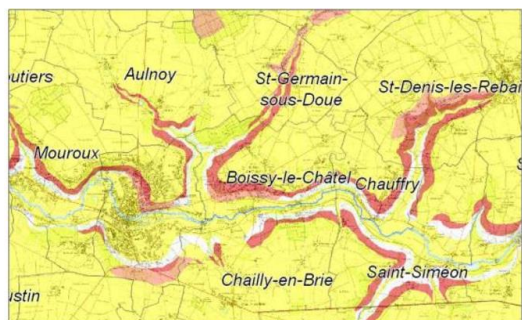
Sur le territoire, aucun PPR mouvement de terrain n'a été approuvé d'après les données de Géorisques. Cependant, certaines communes comportent des PPR prescrits dont certains ont déjà donné lieu à des cartes d'aléa. En effet, avant d'être approuvé un PPR est dit prescrit lorsqu'il est en cours d'étude pour être ensuite approuvé. Ce le territoire, ils révèlent principalement le rôle de l'érosion sur les territoires, provoquant surtout des glissements de berges.



Coulommiers



Guérard



Boissy-le-Châtel

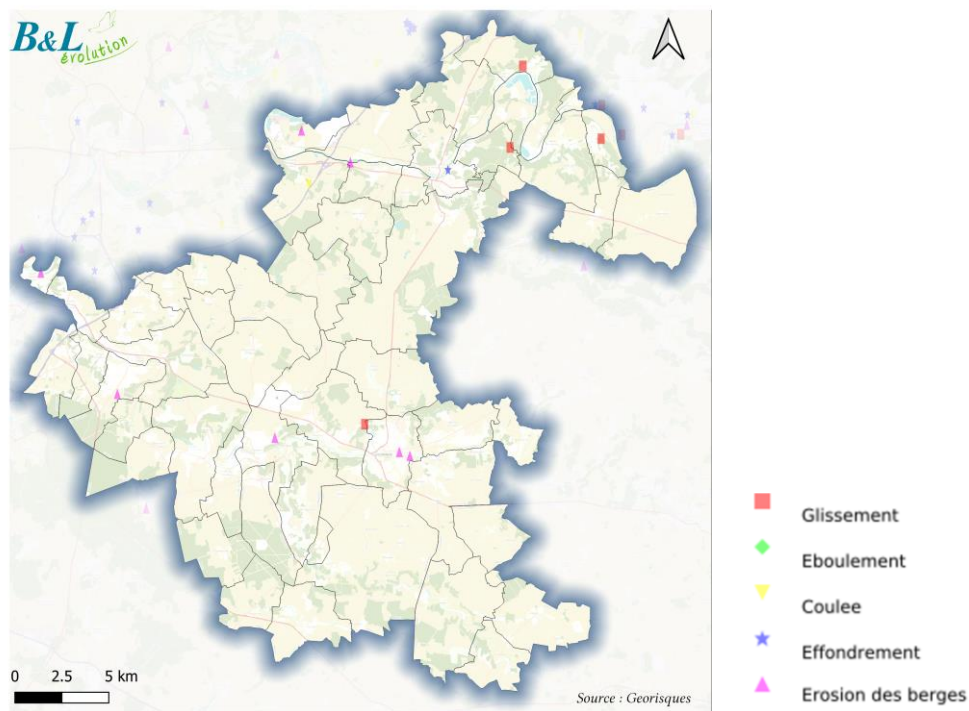


Certains types de mouvements de terrains ont également été recensés de manière très localisée par le BRGM.

Ces données nous montrent à nouveau que sur le territoire on trouve principalement des glissements de terrain (regroupés davantage dans le nord) et des érosions de berges (au centre sud et à l'ouest du territoire). La Communauté d'Agglomération ne comporte pas un risque de mouvement de terrain important, cependant, il reste particulièrement présent dans certaines zones, principalement au nord et aux abords de Coulommiers.

Sources: DICRIM des communes concernées, georisques

## Carte de mouvements de terrains localisés



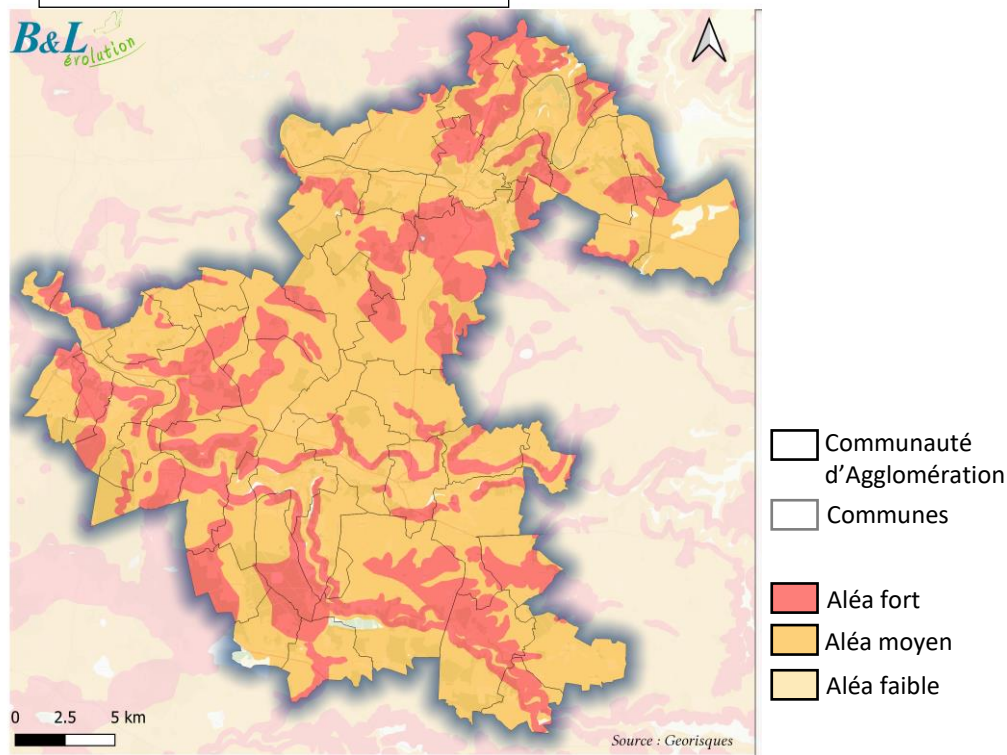
## Retraits et gonflements des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoquent des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Il est lié à l'alternance entre des périodes de pluies intenses et des périodes de sécheresse sur des sols argileux.

Cet aléa peut avoir des conséquences importantes, notamment sur les infrastructures qui s'y trouvent, ainsi que les bâtis. Avec le réchauffement climatique, cet aléa pourrait voir sa fréquence et son intensité être modifiées portant alors des impacts forts sur les territoires.

Sur le territoire, l'aléa faible est quasi absent. La quasi-totalité du territoire se situe en zone d'aléa moyen de retrait-gonflement d'argile. On note une dispersion plutôt homogène de zones catégorisées aléas fort sur tout le territoire. On remarquera que ces derniers sont principalement situés sur les coteaux des vallées, particulièrement dans la partie sud.

## Carte des aires retrait-gonflement d'argile



### Risques liés aux feux de forêts

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. La dénomination vaut aussi pour les incendies qui touchent le maquis, la garrigue ou encore les landes. Un feu de forêt peut être d'**origine naturelle** (dû à la foudre ou à une éruption volcanique) **ou humaine** : soit de manière intentionnelle, soit de manière accidentelle (barbecue, mégot de cigarette, feu d'écobuage mal contrôlé, travaux...). Il peut également être provoqué par des infrastructures (ligne de transport d'énergie, dépôt d'ordure, ligne de chemin de fer, etc.).

Selon la DDRM 77, aucune des communes présentes sur le territoire ne comporte de zone à risque d'incendies de forêts.

Sources: Géorisques

Cependant, on a pu voir que la communauté d'Agglomération disposait de nombreux espaces forestiers de grande taille sur son périmètre. Avec les changements climatiques attendus, il sera nécessaire d'avoir une vigilance certaine sur ce risque. Les effets liés au changement climatique (élévation de la température moyenne, diminution des précipitations au printemps et en été, allongement de la durée des sécheresses estivales...) apparaissent comme des facteurs supplémentaires ou aggravants de risques avec une extension probable des zones sensibles.

## Risque industriel

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement. Les générateurs de risques sont principalement regroupés en deux familles :

- les industries chimiques qui fabriquent des produits chimiques de base, des produits destinés à l'agroalimentaire (notamment les engrais), les produits pharmaceutiques et de consommation courante (eau de javel, etc.)
- les industries pétrochimiques produisent l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essences, goudrons, gaz de pétrole liquéfié).

Tous ces établissements sont des établissements fixes qui produisent, utilisent ou stockent des produits répertoriés dans une nomenclature spécifique. Par ailleurs, il existe d'autres activités génératrices de risques : les activités de stockage (entrepôts de produits combustibles, toxiques, inflammables, silos de stockage de céréales, dépôts d'hydrocarbures ou de GPL...) Le risque industriel peut ainsi se développer dans chaque établissement dangereux. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et les a soumis à réglementation. Il s'agit de la liste ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

### ICPE

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sont toutes les exploitations industrielles ou agricoles (+ carrières) susceptibles de créer des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains ou pour les écosystèmes.

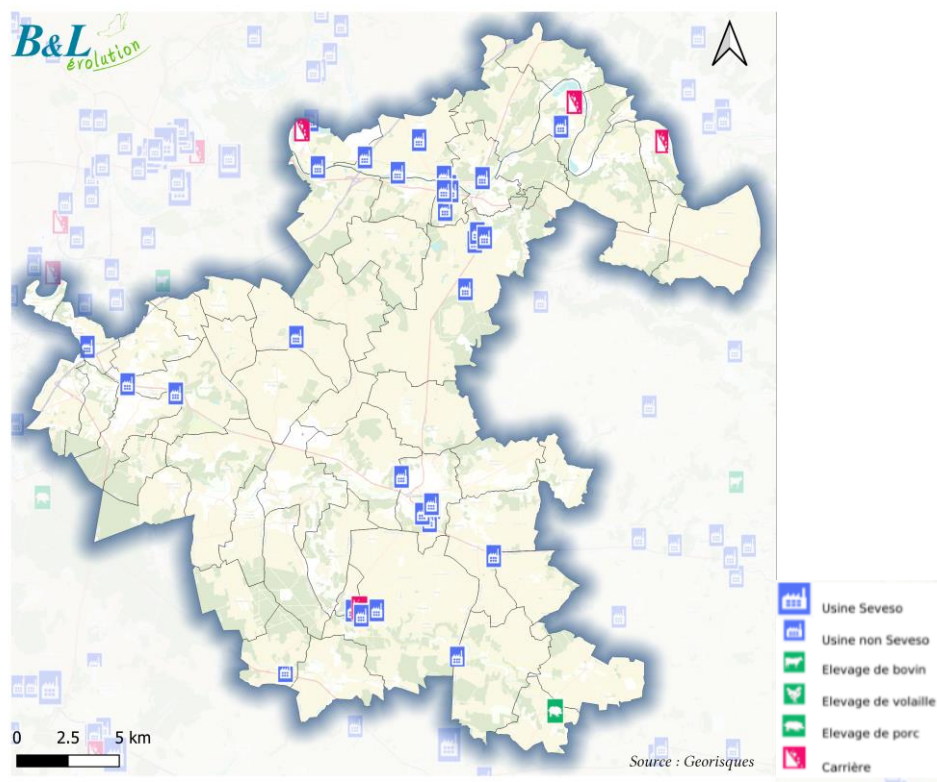
Les établissements sont inscrits dans le registre ICPE en fonction du seuil de risque et sont classés en différentes catégories selon ce seuil. Il existe trois niveaux de classement :



- Déclaration (une installation classée doit faire l'objet d'une déclaration au préfet avant sa mise en service)
- Enregistrement (L'installation classée dépassant ce seuil d'activité doit, préalablement à sa mise en service, déposer une demande d'enregistrement qui prévoit, entre autre, d'étudier l'adéquation du projet avec les prescriptions générales applicables).
- Autorisation (L'installation classée dépassant ce seuil d'activité doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service). Si les risques sont important un seuil SEVESO est déclaré pour le site.

Aucune commune n'est concernée par la présence d'un établissement SEVESO. Par ailleurs, la commune de Sainte-Aulde partage sa limite communale nord-ouest avec la commune de Dhuisy, classée avec une installation industrielle SEVESO de seuil haut. Il s'agit en fait du site Seveso seuil haut STORENGY de stockage souterrain de gaz, située sur la commune voisine de Dhuisy: Germiny-sous-Coulombs.

### Carte des ICPE du territoire



Sources: géorisques

Dans la page suivante, un tableau descriptif représente la liste de toutes les installations ICPE.

Accusé de réception en préfecture  
077-200090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

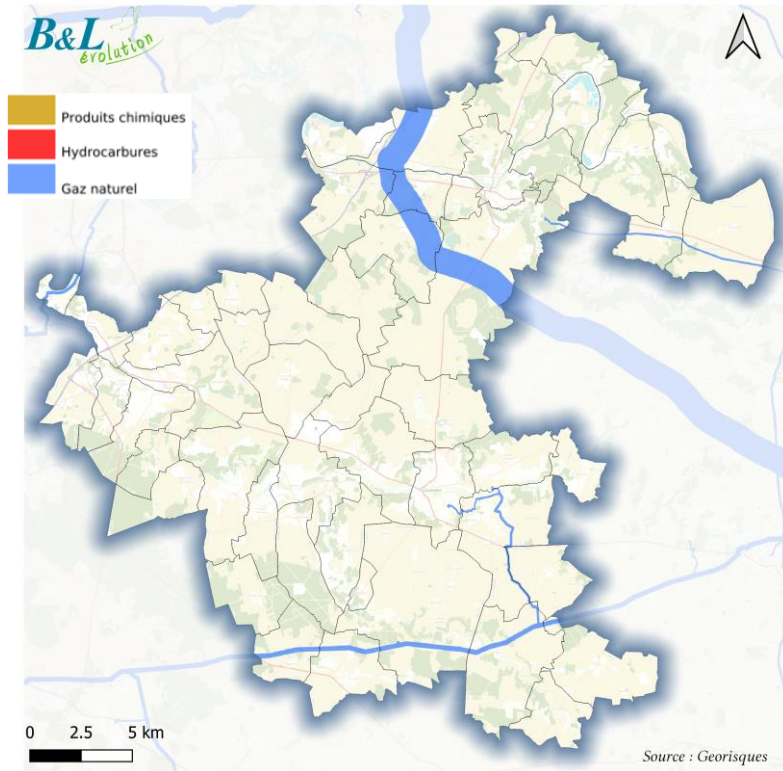
Sources: Géorisques



## Le risque lié aux transports de matières dangereuses

Le risque de transport de marchandises dangereuses ou risque TMD, concerne le déplacement de substances, qui de par leur propriétés physicochimiques et/ou de la nature des réactions qu'elles peuvent enclencher, constituent un danger pour les personnes, les biens et l'environnement. Les risques peuvent être d'ordres chimiques, biologiques ou physiques et peuvent se manifester lors d'un accident soit par un incendie, une explosion, un dégagement de gaz toxiques, une pollution du sol et/ou des eaux, ou par une contamination (ex : substances radioactives).

### Carte des axes de transports de matière dangereuse



La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie comporte uniquement des voies de transport de gaz naturel sur son territoire. On notera par ailleurs l'importance de l'axe situé au nord, contournant pas le sud la commune de Ferté-sous-Jouarre. Les deux autres axes sont de moindre taille, avec une connexion de Coulommiers à l'axe qui traverse le territoire au sud d'est en ouest.

Sources: Géorisques

## Synthèse:

De par la forte présence de cours d'eau sur le territoire, les risques liés aux aléas inondations sont importants, mais ces derniers sont encadrés par quatre PPRI. On constate que la présence des cours d'eau entraîne d'autres aléas tels que les gonflements et retraits d'argile, et les glissements de terrains notamment le long des berges, sur les coteaux des différentes vallées.

La présence des deux grandes villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre implique des risques technologiques importants tels que la présence nombreuses d'ICPE à leurs pourtours et d'un axe très important de transport de gaz.

## Évolutions et vulnérabilités face au changement climatique

Le risque de gonflement et retrait des argiles est intrinsèquement lié aux conditions météorologiques et climatiques. La canicule de 2003 avait endommagé des constructions individuelles faisant l'objet de 450 indemnités exceptionnelles. L'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes notamment les sécheresses mais aussi la diminution des espaces boisés augmentent les risques liés à cet aléa.

Une augmentation significative des inondations par débordement de cours d'eau, et des feux de forêt est projetée pour le territoire.

La plupart des aléas du territoire sont interconnectés (inondations aggravées par l'absence de forêts due aux incendies, augmentation des glissements de berges due à l'augmentation des inondations...).

Sur le territoire les risques naturels vont donc évoluer d'une manière assez unie quelque soit leur nature. La tendance à l'augmentation des risques naturels dans leur fréquence est affirmée. Les éléments de projection concernant l'intensité de certains restent encore peu fiables.

Augmentation de la fréquence des risques naturels:

- Retrait-gonflement d'argile
- Inondations
- Feux de forêt
- Érosion de berges

# 5. Pollution & nuisances

Accusé de réception en préfecture  
077-2019054-20221211-0-2022-221-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022



## Une pollution des sols à surveiller

Les sites pollués sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, sont étudiés ici à partir de différentes bases de données qui enregistrent directement les établissements émetteurs connus ou par l'intermédiaire d'inventaires nationaux pour les sites qui font l'objet d'une potentielle pollution.

La pression démographique crée une demande foncière forte et des terrains laissés sans usage depuis de nombreuses années sont redécouverts, parfois pour y implanter de nouvelles activités industrielles ou de l'habitat. Cette demande renforce aujourd'hui les préoccupations liées à l'état des sols.

En matière de sites et sols pollués, les principes à poursuivre sont les suivants :

- Prévenir les pollutions futures
- Mettre en sécurité les sites nouvellement découverts
- Connaître, surveiller et maîtriser les impacts
- Traiter et Réhabiliter en fonction de l'usage puis pérenniser cet usage
- Garder la mémoire, impliquer l'ensemble des acteurs

### Les nuisances sonores

L'analyse des nuisances sonores est réalisée ici à partir de la carte de classement des infrastructures routières. Celles-ci sont recensées et classées en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Le recensement et le classement portent sur le réseau routier trafic journalier moyen supérieur à cinq mille véhicules. L'arrêté interministériel du 30 Mai 1996 et modifié par l'arrêté du 23 Juillet 2013 fixe, pour chacune des 5 catégories du classement sonore, les niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes. Le Préfet du département de Seine-et-Marne publie le classement par des arrêtés préfectoraux.

Le classement répercute la distance des zones affectées par le bruit autour des infrastructures, périmètre au sein duquel il est nécessaire d'avoir une attention particulière sur la construction des logements. Le classement est réalisé selon 5 catégories :

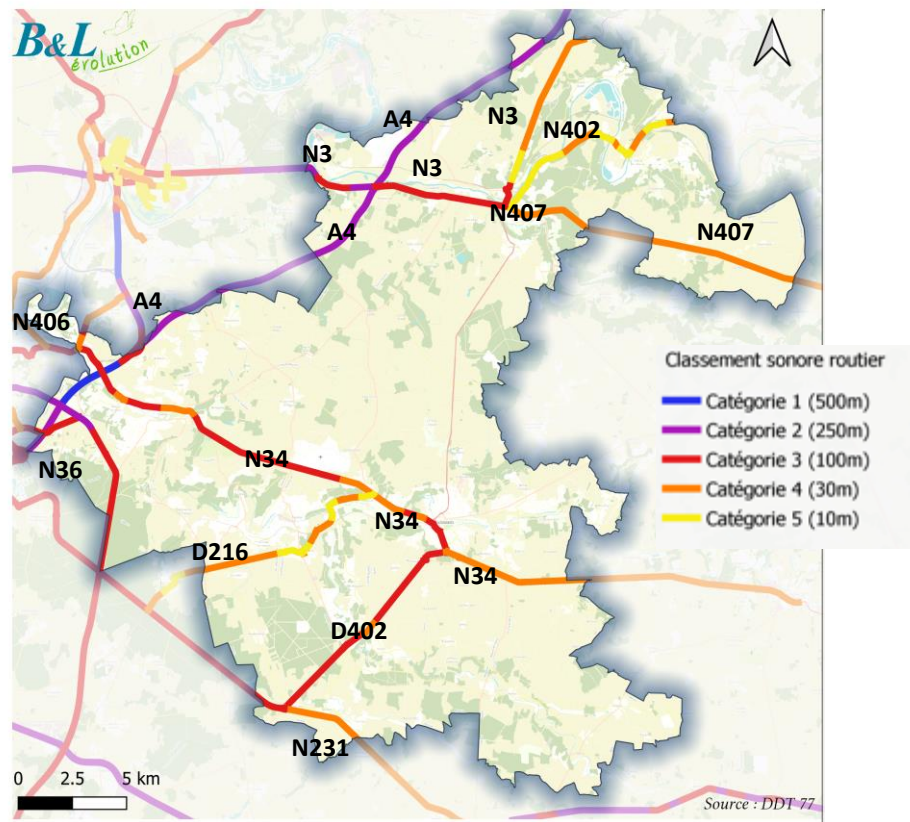
- Catégorie 1 : 300 mètres affectés
- Catégorie 2 : 250 mètres affectés
- Catégorie 3 : 100 mètres affectés
- Catégorie 4 : 30 mètres affectés
- Catégorie 5 : 10 mètres affectés

Les nuisances sonores se répartissent de façon hétérogène sur le territoire. La partie nord et la partie sud pâtissent davantage de ces nuisances que la partie centrale notée par l'absence totale de ces nuisances recensées. L'autoroute A4 au nord ouest est classée dans la catégorie 2, cependant le nombre de communes qu'elle traverse est relativement faible. La nuisance sonore est davantage dommageable concernant les nationales qui elles, traversent d'est en ouest, la partie sud et la partie nord, toutes deux classées en catégorie 3 à 4 avec un tronçon de la N0003 en catégorie 2.

Route	Classement	Communes traversées
D216	4 et 5	Guerard, Celle-sur-Morin, Faremoutiers, Pommeuse, Mouroux
D231	3 et 4	Pézarches, Touquin
D402	3 et 4	Pézarches, Faremoutiers, Saint-Augustin, Mauperthuis, Beauthieuil-Saints, Coulommiers
D402	4 et 5	Ferté-sous-Jouarre, Reuil-en-Brie, Luzancy, Méry-sur-Marne, Nanteuil-sur-Marne
D407	4	Ferté-sous-Jouarre, Jouarre
N34	3 et 4	Guerard, Pommeuse, Mouroux, Coulommiers, Chailly-en-Brie, Marolles-en-Brie, Couilly-Pont-des-Dames, Condé-Sainte-Libiaire
N36	2 et 3	Coutevroult, Villiers-sur-Morin, Voulangis, Dammartin-sur-Tigeaux
N3	2,3,4 et 5	Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Sammeron, Sept-sorts, Ferté-sous-Jouarre, Chamigny, Sainte-Aulde
A4	1 et 2	Chamigny, Sainte-Aulde, Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Vaucourtois, Coulommies, Bouleurs, Couilly-Pont-des-Dames, Coutevroult

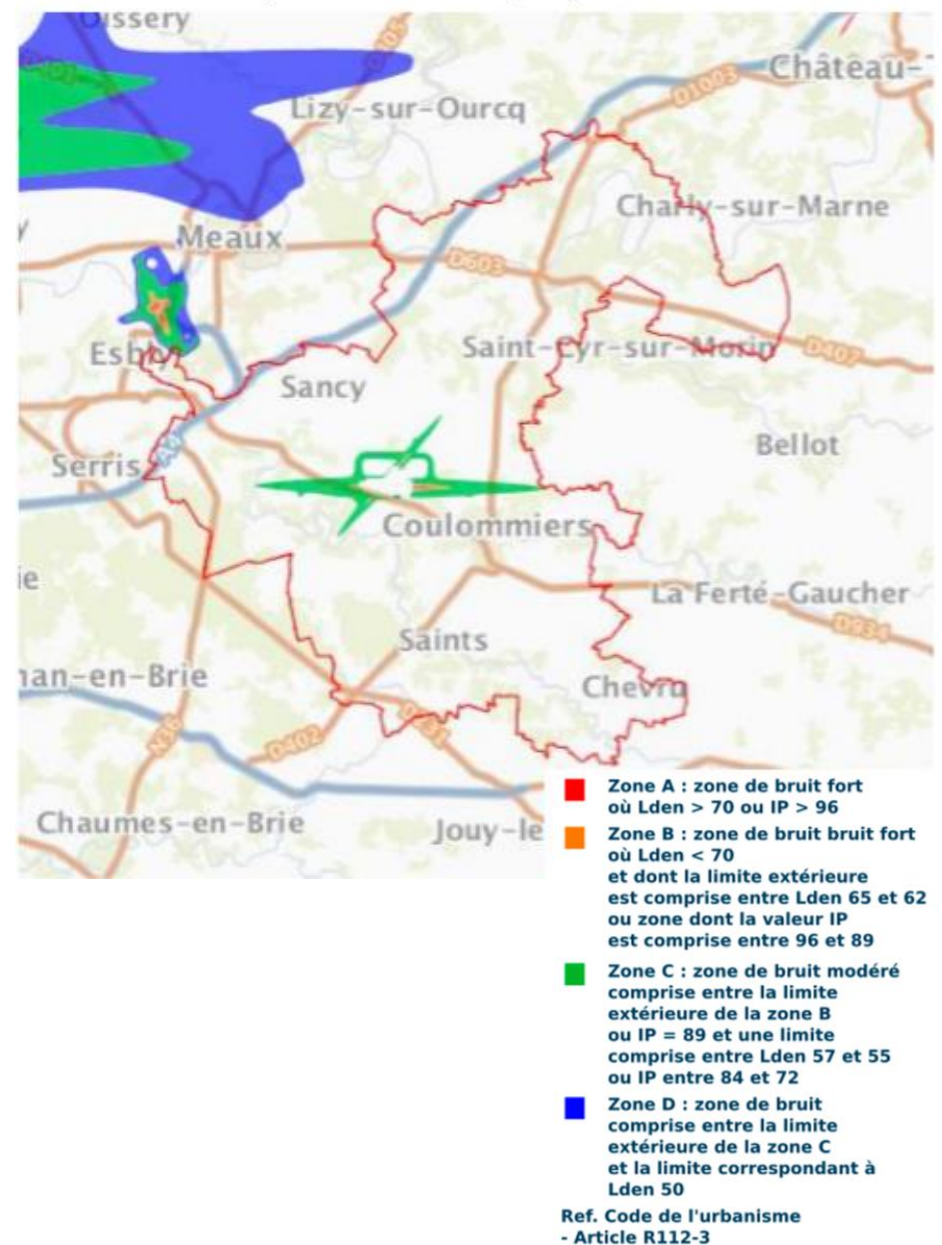
Sources : Géorisques – BRGM ; Cartographie : B&L Evolution

## Carte des routes classées pour les nuisances sonores:



Selon le Plan d'Exposition des Bruits de Géoportail, le territoire n'est pas seulement impacté par les routes mais aussi par les nuisances sonores dues aux transports aériens. L'aérodrome de Coulommiers se situe en plein centre du territoire. On distingue l'impact sonore en forme de croix probablement dû aux lignes aériennes. C'est un aérodrome de taille modeste.

## Carte du Plan d'Exposition des Bruits (PEB)



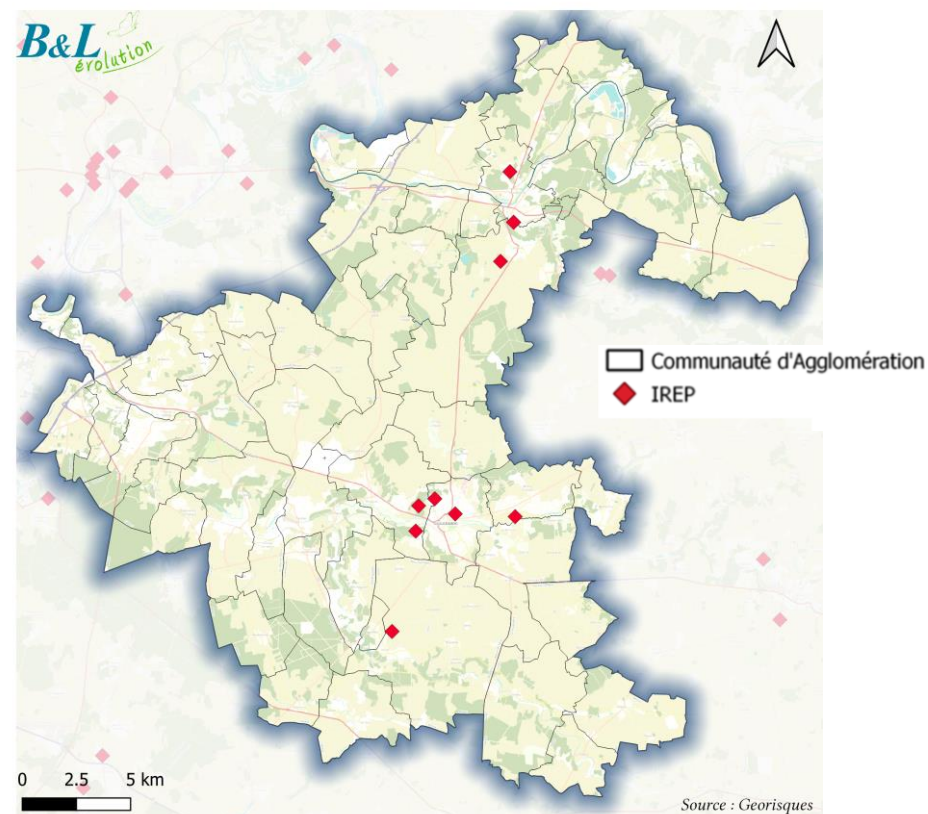


## Le registre des établissements polluants (IREP)

Le registre des émissions polluantes présente les flux annuels de polluants émis et les déchets produits par les installations classées soumises à autorisation préfectorale. Il couvre cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux. Ce registre permet notamment aux populations riveraines des installations industrielles de disposer d'informations précises et très régulièrement mises à jour sur l'évolution de leur environnement.

Le territoire compte une dizaine d'IREP, principalement concentrés autour des zones urbaines les plus actives: Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre.

## Carte des IREP



Etablissement	Commune
COMPOST TECHNOLOGIE DU MEE (CTM)	Beautheil- Saints
CASCADE SAINTE MARIE	Boissy-le-Châtel
SAVERPLUS	Coulommiers
LALLEMAND SPECIALITY CULTURE	Ferté-sous-Jouarre
SASU DRM	Ferté-sous-Jouarre
SAINT-GOBAIN SOVIS	Jouarre
BRODARD GRAPHIQUE	Mouroux
EURO CASSE	Mouroux



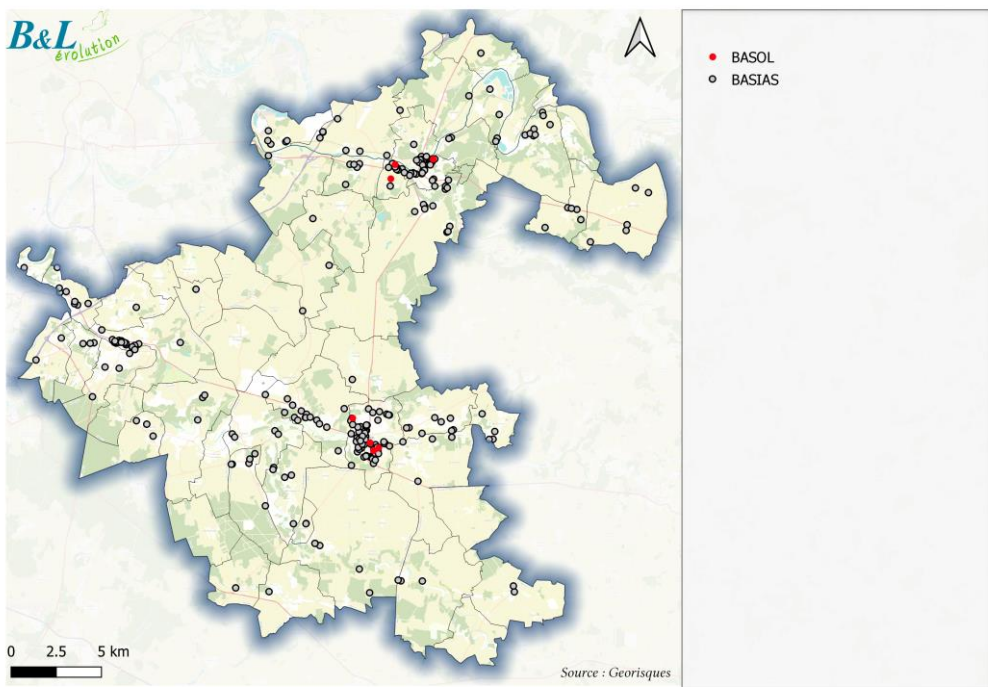
## La Base de Données BASOL et BASIAS

La pollution des sols peut s'effectuer de façon localisée, soit à la suite d'un accident ou incident, soit en raison d'une activité industrielle, artisanale ou urbaine sur un site donné. On utilise alors les termes de « site pollué »,

Les sols peuvent aussi être pollués de façon diffuse, par les retombées au sol de polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports, du chauffage domestique, ou aspersion de vastes étendues de terrain.

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect via la pollution des eaux. Cette pollution est étudiée à partir de la base de données BASOL. Il s'agit d'un inventaire national des sites et sols pollués qui recense des sites connus des autorités administratives compétentes et pour lesquels il y a pollution potentielle ou constatée.

La base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service) est une base de données faisant l'inventaire de tous les sites industriels ou de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante. Il ne s'agit pas nécessairement de sites où la pollution est avérée, mais elle vise à assurer une vigilance concernant les terrains susceptibles d'être concernés.



Sources : Géorisques, Cartographie : B&L Evolution

## Liste des BASOLS

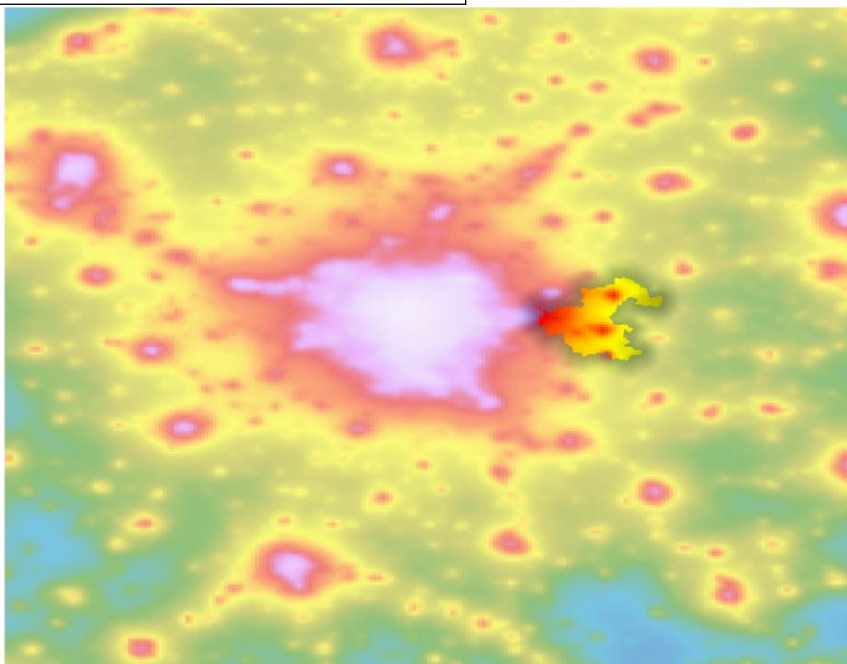
Site	Commune	Etat	Date de publication
STREL	Coulommiers	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	22/07/2013
ANCIENNE USINE A GAZ	Coulommiers	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire	25/08/2016
AMCOR FLEXIBLES SPS	Coulommiers	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en œuvre	29/09/2014
Centre EDF-GDF Service Seine-et-Marne	Ferté-sous-Jouarre	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	10/10/2011
ROBBE FRERE	Sept-sorts	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	12/10/2017
CHABAS ET BESSON	Sept-sorts	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)	22/12/2008
BROBARD GRAPHIQUE	Coulommiers	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	10/12/2012

Un nombre important de BASIAS se trouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. On distingue une tendance de répartition, à se regrouper aux pourtours des grands espaces urbains. En effet, on remarque les villes de Coulommiers avec environ 110 sites à ses alentours et la Ferté-sous-Jouarre approchant également les 100 sites dans ses environs. Les BASOL quant à eux sont exclusivement situés sur ces deux pôles, dont 4 à Coulommiers et 3 à la Ferté-sous-Jouarre ou sur les communes limitrophes.

## La pollution lumineuse

La pollution lumineuse est un phénomène de production d'impacts et nuisances induits par la présence d'éclairage artificiel. La vie sur terre est régie par différents cycles, dont le cycle nyctéméral (alternance jour/nuit) qui va jouer un rôle majeur pour la vie. L'obscurité est un élément naturel indispensable pour les espèces nocturnes afin de vivre comme les espèces diurnes (dont l'Homme) qui ont besoin de la nuit pour se reposer. Elle joue aussi un rôle prédominant dans la cohérence des écosystèmes (trame noire) et pour la migration de nombreuses espèces. L'Homme aussi en pâtit, car l'obscurité lui est aussi indispensable pour son horloge biologique. Le développement de l'éclairage artificiel durant cette période nocturne fait disparaître cette obscurité essentielle dans des espaces de plus en plus restreints à une distance de plus en plus importante des halos lumineux des pôles urbains.

## Carte des pollutions lumineuses d'Île-de-France



Sur le territoire la pollution lumineuse est très importante. En effet, la Communauté d'Agglomération reçoit les pollutions en provenance de Paris. Par conséquent sa partie ouest est particulièrement polluée par la lumière. La partie est est moins atteinte. On distingue par ailleurs Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre. Ces deux villes sont source de pollution lumineuse sur le territoire.

### Les nuisances olfactives

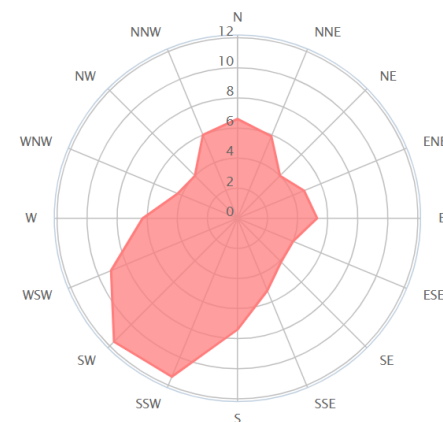
Certains bâtiments ou activités sont susceptibles d'émettre dans l'atmosphère des odeurs, fumées, particules... pouvant constituer une gêne si d'autres bâtiments, notamment d'habitations, se trouvent à proximité directe. C'est le cas de certains équipements de production d'énergie renouvelable (méthanisation, par exemple). Des règles d'implantation réciproque sont fixées par la loi, obligeant l'installation des activités concernées à une certaine distance des habitations préexistantes, et inversement.

Néanmoins, d'autres facteurs comme la direction et la force des vents principaux peuvent étendre la zone impactée par ces nuisances au-delà des distances légales

Sources: Windfinder

d'implantation. Il est donc préférable de considérer ces facteurs et leur degré d'influence lors des décisions d'implantation des nouveaux équipements. De même, les éventuels projets d'extension des secteurs résidentiels sont à prendre en compte pour éviter les situations conflictuelles.

Distribution de la direction du vent en // %



Selon les vents dominants mesurés sur la station la plus proche du territoire (Melun), les vents les plus forts sont majoritairement orientés sud-ouest et dans une moindre mesure en direction du nord.

### Vulnérabilités et évolutions attendues avec le changement climatique

Les nuisances sonores sur le territoire sont relativement peu importantes dans la mesure où seule une autoroute traverse un nombre très restreint de communes. Les nationales et départementales sont les axes qui causent le plus de dommages car elles sont assez peu nombreuses pour la démographie qu'elle dessert amenant le trafic à être davantage dense.

Il semble peu probable que l'évolution des nuisances sonores puissent être corrélée à la progression du changement climatique. Cependant, ces nuisances étant liées aux véhicules à pétrole, les orientations politiques vis-à-vis du climat notamment par des mesures visant ces types de véhicules pourraient faire régresser ces désagréments sonores.

Concernant les autres pollutions, on distinguera deux principales zones de concentration des polluants. Les villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre les IREP et les BASOLs et BASIAS se regroupent. La encore, il est difficile d'évaluer les effets qu'auront le changement climatique sur ces pollutions.

# 6. Gestion des déchets

Accusé de réception en préfecture  
077-20190504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 11/12/22  
Date de réception en préfecture : 31/12/22



## Documents cadres

Il existe trois plans régionaux concernant la question des déchets en Île-de-France le PREDD, le PREDMA et le PREDAS :

### **PREDD :**

Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux est un document de planification qui permet de définir les installations nécessaires au traitement des déchets dangereux et coordonner les actions qui seront entreprises dans les 10 ans à venir, tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés. Un des enjeux du PREDD apparaît donc en termes d'amélioration de la gestion des déchets dangereux diffus, produits par les ménages, les artisans, les professions libérales, représentant un faible tonnage mais une dangerosité avérée pour l'environnement dans le cas d'une gestion non conforme. Le PREDD Ile-de-France a été approuvé par le conseil régional en novembre 2009, il prévoit une meilleure collecte et meilleure valorisation des déchets dangereux

### **PREDMA :**

Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés voté par la Région et approuvé en 2009, n'autorisera plus l'implantation d'installations de stockage des déchets ménagers dans les départements de Seine-et-Marne et du Val d'Oise. Le plan prévoit ainsi de diminuer la production des déchets de 50 kg/habitant en 2019 en augmentant, notamment, de 45% le compostage des déchets organiques dans les jardins. Il table en outre sur 30 ressourceries / recycleries en Ile-de-France en 2019 pour réparer les encombrants en vue d'un réemploi. Le plan prévoit également d'augmenter de 60% le recyclage des déchets ménagers en 2019, en multipliant par deux le recyclage des emballages ménagers ou doublant le nombre de déchèteries et valoriser les encombrants. Il prévoit, par ailleurs à l'horizon 2019, que 500.000 tonnes de déchets supplémentaires soient transportées par voie fluviale et / ou ferrée, par rapport à la situation en 2005.

### **PREDAS :**

Concernant le Plan régional d'élimination des Dasri (déchets médicaux), la région compte 18 incinérateurs de déchets ménagers dont 2 traitent des DASRI (Créteil, Saint-Ouen-l'Aumône). L'objectif du plan est de collecter d'ici 10 ans 50 % des Dasri

produits par les ménages au lieu des 5% actuels. Des séquences de formation sur la gestion des Dasri (tri, collecte, traitement) pour les personnels soignants et les cadres des établissements de soins sont également prévues. La Région rappelle que 2.600 tonnes de Dasri en 2005 ont été mélangés avec les ordures ménagères, source de risques importants pour les opérateurs de la filière.

**PREDEC :** Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics a été établi en 2015 puis annulé en 2017.

**PRPGD :** Le PRPGD est un outil de planification globale de prévention et de gestion de l'ensemble des déchets produits sur le territoire, qu'ils soient ménagers ou issus des activités économiques. Il a pour rôle de mettre en place les conditions d'atteinte des objectifs nationaux de réduction des déchets à la source en priorité, d'amélioration des taux de tri et de valorisation des déchets en second lieu. Initié fin 2016, le PRPGD de la Région Île-de-France est en cours de finalisation. **Depuis 2020, le PRPGD succède à l'ensemble des documents cadres précédents.**

## Gestions et production

La compétence « collecte et traitement des déchets » est exercée par COVALTRI 77 (anciennement le SMICTOM de Coulommiers) pour l'ensemble des 54 communes de l'agglomération. Ce syndicat met en œuvre différents modes de collecte selon les zones de résidence.

Les chiffres concernant la production de déchets tendent à montrer une diminution de la production sur tout le territoire. Cependant, les nuances sur la répartition spatiale de ces chiffres ne peuvent être apportées. Le taux de diminution le plus fort est celui des déchets verts avec une baisse de 17% entre 2017 et 2018 suivi des encombrants avec une baisse de 10% sur la même période. Les collectes sélectives diminuent de 6% et les ordures ménagères deux fois moins. La production des déchets en verres est de +3%. C'est le seul déchet qui augmente entre 2017 et 2018 par habitant.

Déchets	Tonnages / hab CAC (2017)	Tonnages / hab CAC (2018)	Pourcentage d'évolution
Ordures Ménagères	0,277	0,267	-3,71
Collecte Sélective	0,057	0,053	-6,73
Encombrants	0,028	0,025	-10,37
Déchets verts	0,104	0,086	-17,24
Verre	0,023	0,024	+3,47

Malgré ces encourageantes diminutions du tonnage de déchets par habitant, la dynamique démographique abordée précédemment montre que les économies faites sur les production de déchets par habitants ne suffira probablement pas à compenser l'augmentation de la population sur le territoire. Par conséquent, même si les taux par habitant diminuent, les tonnages totaux du territoires ne vont faire qu'augmenter sur les prochaines années.

Sources : rapport d'activité COVALTRI77 (2018)

## Traitement

COVALTRI77 est adhérent du SMITOM Nord 77 pour le traitement des déchets. Le SMITOM établit la liste des déchets acceptés dans son centre de traitement et un processus de traitement afin de valoriser les déchets au maximum.

- L'incinération des ordures ménagères en vue de produire de l'électricité (environ 119 000 tonnes incinérées par an);
- Le tri des bacs jaunes permet de détourner de l'incinération les déchets triés vers les usines de recyclages, 25 000 tonnes de déchets par an;
- Le compostage des végétaux afin de produire du compost qui sera revendu aux agriculteurs, pépiniéristes et maraichers de la région;
- Le tri sommaire des encombrants;
- Le stockage du verre qui sera ensuite envoyé en usine de recyclage;
- Les déchèteries : La gestion des 11 déchèteries du Nord 77;
- La communication auprès des scolaires, centres de loisirs, particuliers, foires, manifestations. Participation aux journées de l'environnement, tenue de stands.

Aujourd'hui le SMICTOM possède

- Un centre intégré de traitement (C.I.T) situé à Monthyon, constitué d'une usine d'incinération, d'un centre de tri et d'une plateforme de compostage,
- Un réseau de 10 déchèteries dont une déchèterie éphémère située à Jouarre,
- 4 stations de transit.

Coulommiers accueille la station de transit ainsi qu'une déchèterie accessible à tous les administrés.



## Les pressions du changement climatique

**Les bouleversements du climat vont à l'avenir entraîner des instabilités des dynamiques environnementales. Ces instabilités vont bouleverser des dynamiques interconnectées telles que les aléas naturels. Certains paramètres du territoire tels que la gestion des déchets influencera significativement les émissions à venir, et la gravité du changement climatique.**

## Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET

### Augmentation des risques naturels

- Retrait-gonflement d'argile
- Inondations
- Feux de forêt
- Érosion de berges

### Déchets

Une augmentation de la démographie implique une augmentation de la production totale de déchets malgré certaines diminution de celle-ci par habitant.

## Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place

<p><b>Atouts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une gestion de déchets efficace</li> <li>• Des risques bien encadrés par des documents de prévention</li> <li>• Des objectifs du SDAGE déjà atteints</li> <li>• Une connaissance assez bonne des caractéristiques des qualités des eaux sous terraine et de surface</li> </ul>	<p><b>Faiblesses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le territoire est sujet à plusieurs risques naturels et technologiques</li> <li>• Des nuisances et pollutions identifiées sur le territoire, ainsi que des sites BASOL et inscrits au registre IREP sont présents sur le territoire</li> <li>• Plusieurs sites classés pour la protection de l’environnement sont présents sur le territoire</li> <li>• Des cours d’eau en mauvais état (chimique en particulier)</li> <li>• Une augmentation des refus de tri sur certaines communes</li> </ul>
<p><b>Opportunités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un SDAGE et un SAGE apportant des objectifs valables pour limiter les risques de crues et garantir la qualité des eaux de surfaces</li> <li>• Un bon suivi des eaux souterraines et de la qualité de l’eau</li> <li>• Des nouvelles opportunités à exploiter en agriculture</li> </ul>	<p><b>Menaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones classées en fortes sensibilités à certains risques comme l’inondation et l’incendie qui pourront se développer avec le changement climatique</li> <li>• Une dynamique d’urbanisation fortement marquée qui menace les paysages, les activités agricoles et les paramètres écologiques</li> <li>• Des nuisances sonores déjà bien présentes qui pourront progresser avec la mises en place des actions du PCAET (nuisances sonores liées aux chantiers par exemple)</li> </ul>
<p><b>Enjeux pour le PCAET</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Être extrêmement attentif à la disponibilité en eau</li> <li>• Avoir une attention particulière sur la dynamique urbaine afin qu’elle ne soit pas invalidante pour l’agriculture et les espaces naturels</li> <li>• Bien tenir compte des nuisances sonores dans la définition du PCAET</li> <li>• Avoir une attention particulière sur la pollution des sols et des cours d’eau</li> <li>• Maintenir et promouvoir la dynamique de valorisation des déchets tout en anticipant leur possible augmentation avec les actions de travaux</li> </ul>	

# PARTIE 2 : APPROCHE THÉMATIQUE ET ENJEUX DU TERRITOIRE



**MOBILITÉ ET DÉPLACEMENTS**

**BÂTIMENT ET HABITAT**

**AGRICULTURE ET FORÊT**

**ÉCONOMIE LOCALE**

# Chiffres clés - Territoire de Coulommiers Pays de Brie

## 54 communes et près de 93 000 habitants

La Communauté d'Agglomération de Coulommiers pays de Brie, intercommunalité au nord-est de la Seine-et-Marne, est située à 50-60 kilomètres à l'est de Paris et à 25 kilomètres au sud-est de Meaux. Créée le 1er janvier 2020, après la fusion de la CC du Pays de Coulommiers, la CC du Pays fertois et depuis le 1er janvier 2020 avec la CC du Pays Créçois elle forme la nouvelle communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie qui regroupe 54 communes et près de 93 000 habitants.

### CA Coulommiers Pays de Brie (données INSEE 2016)

Population en 2016	92 977 habitants
Densité de la population (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> )	495,2 km <sup>2</sup>
Superficie, en km <sup>2</sup>	152,2 hab./km <sup>2</sup>
Nombre total de logements	35 342
Emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail	21 076

La ville la plus importante, et siège de l'intercommunalité, est Coulommiers avec 15 000 habitants. Le territoire possède également 2 autres pôles : la Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle avec respectivement 9 600 et 4 300 habitants. Les autres communes qui la composent sont essentiellement rurales : la moitié d'entre elles ne dépassent pas les mille habitants.

## Les 54 communes composant la CACPB







## Consommation d'énergie :



**CACPB : 17 MWh/habitant**

- Département : 16,1 MWh/habitant
- France : 19 MWh/habitant

## Indépendance énergétique du territoire :

Production d'énergie = 6% de l'énergie consommée (Région : 20%)

## Dépendance aux énergies fossiles (pétrole, gaz) :

63% des énergies consommées sont des énergies fossiles  
(Région : 64% ; France : 79%)

## L'évolution du climat à horizon 2050 :



- En été : +3,5 °C ; moins de pluie
- En hiver : +1,5 °C ; plus de pluie au total mais plus intenses

*Toutes ces notions sont définies dans les parties du diagnostic correspondantes. Une analyse par volet technique et une analyse par secteur sont proposées.*



## Emissions de gaz à effet de serre :

- **CACPB : 3,7 tonnes équivalent CO2/habitant**
  - Région : 3,4 tonnes équivalent CO2/habitant
  - France : 7,2 tonnes équivalent CO2/habitant
- Bâtiment (résidentiel+ tertiaire) : 35% (Région : 46%)
- Transports routiers : 45% (Région : 30%)
- Industrie : 5% (Région : 13%)
- Agriculture : 15% (Région : 2%)
- Autres (prod. d'énergie, déchets, autres transports): 1% (Région : 10%)



## Séquestration de carbone :

Les forêts du territoire absorbent 20% des émissions de gaz à effet de serre

## Spécificités du territoire

- Une communauté d'agglomération organisée autour de trois pôles : ceux de Coulommiers et de la Ferté-sous-Jouarre et depuis la fusion en 2020 celui Crécy-la-Chapelle.
- Un territoire relié à Paris par trois branches de la ligne P du Transilien desservant un grand nombre de gares
- Un projet de Parc naturel Régional (PNR) de la Brie et des Deux Morins qui doit recouvrir une grande partie du territoire intercommunal (40 des communes)



# Mobilité et déplacements



Limiter les émissions de CO<sub>2</sub> • Réduire la pollution atmosphérique • Limiter le nombre de véhicules •  
Transport de marchandises

# Les transports sur le territoire



## Le 2e plus gros poste de consommation d'énergie

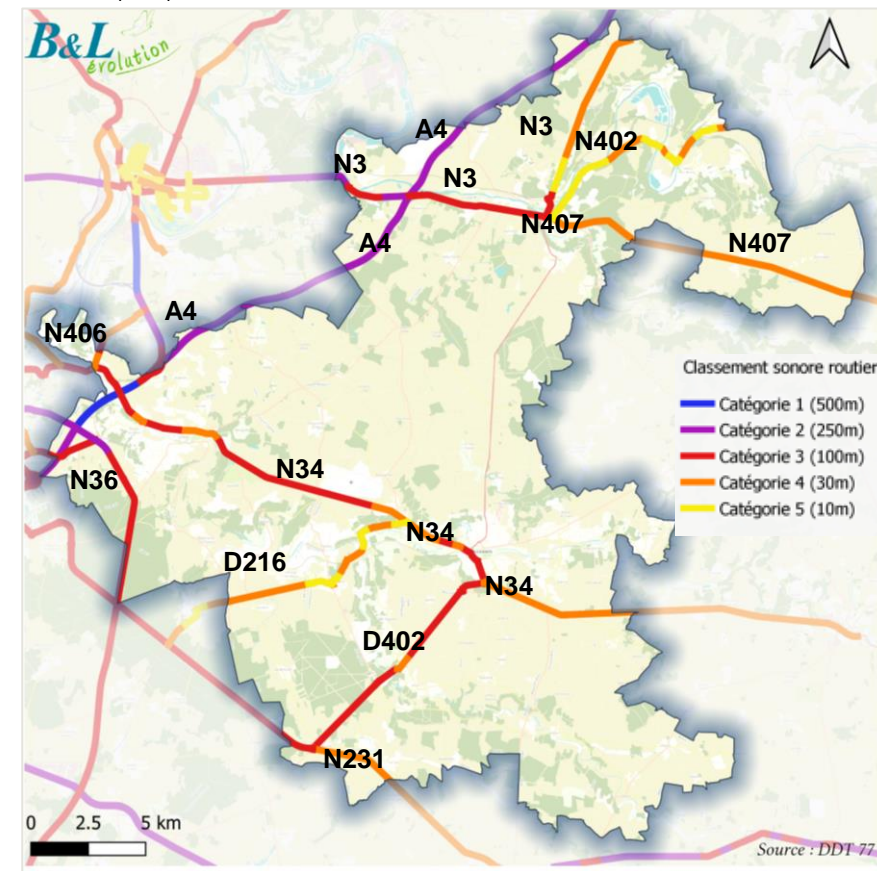
Les transports sont le deuxième poste de consommation d'énergie sur le territoire avec 482 GWh, soit 30% du total. Ramenée au nombre d'habitant, **la consommation d'énergie des transports sur le territoire est de 5 MWh / habitant contre une moyenne de 3,6 MWh / habitant en Île de France.**

Ce poste comprend les transports de personnes et de marchandises, et se découpe entre les transports routiers et non routiers (train, bateau).

La consommation d'énergie assez élevée de ce secteur peut s'expliquer par plusieurs facteurs:

- Dans la partie nord, l'autoroute A4 reliant Paris à Strasbourg dessert le territoire grâce à l'échangeur de Saint-Jean des Deux-Jumeaux.
- La D. 402 permet de relier les deux pôles de La Ferté sous Jouarre et Coulommiers.
- A Coulommiers, l'organisation du réseau crée des engorgements forts.
- Il n'existe de manière générale peu d'infrastructures de transports en commun.
- Le territoire présente une emprise géographique importante sans liaison interne structurante.
- **89% des ménages sont équipés d'une voiture, dont 45% qui en ont deux**, contre respectivement 85,6% et 38,6% en moyenne sur le département (la Seine et Marne étant le département francilien le plus dépendant de la voiture). Le territoire est donc particulièrement dépendant de la voiture.

Carte des principaux axes routiers et nuisances sonores associées





# Réduction des carburants pétroliers

## Des carburants essentiellement issus de produits pétroliers

Le transport routier représente **30%** de l'énergie consommée par le territoire et **45% des émissions de gaz à effet de serre**, ce qui en fait le premier secteur émetteur du territoire. **Entre 2005 et 2015** les émissions du transport routier ont connu une légère baisse (-0,6%) puis une hausse de 6%. Les transports ferroviaires et fluviaux représentent **moins de 1% des émissions du secteur transport**.

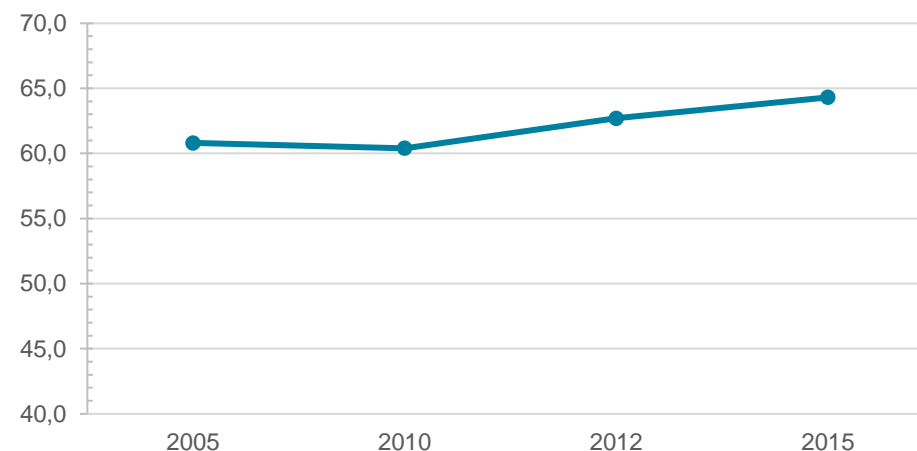
**Le secteur des transports repose entièrement sur les énergies fossiles.**

Il n'existe pas encore de station **bioGNV** sur le territoire. Ce carburant est obtenu de la méthanisation de déchets organiques divers et parfois combinés : ordures ménagères, boues des stations d'épuration, produits agricoles, résidus de l'industrie agroalimentaire ou de la restauration collective, etc. Ce carburant est aujourd'hui utilisé principalement par les véhicules lourds (collecte de déchets, bus...) et représente une alternative intéressante par rapport aux carburants fossiles classiques.

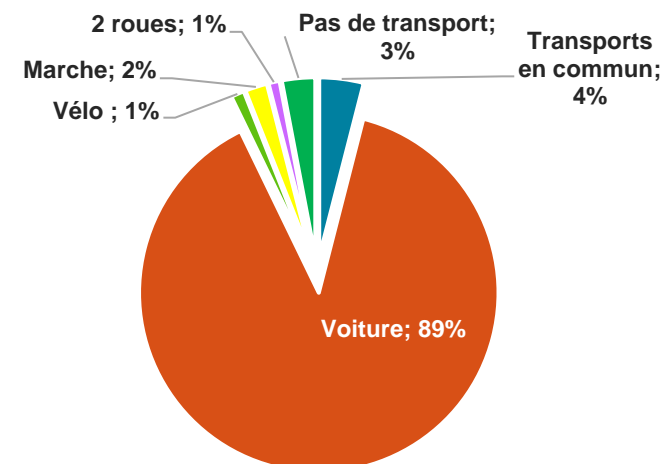
Pour le véhicule électrique, il existe **une trentaine de bornes de recharge recensées**. Ce type de véhicule permet d'éviter des émissions locales de gaz à effet de serre ou de polluants atmosphériques. On estime que sur l'ensemble du cycle de vie, un véhicule électrique émet 2 fois moins de gaz à effet de serre qu'un véhicule thermique. La majorité de leur impact écologique se situe dans la phase de production de la voiture et de la batterie. Leur utilisation émet peu de gaz à effet de serre grâce au mix électrique français qui est très peu carboné. Toutefois, le véhicule électrique ne résout pas totalement les problèmes d'émissions de particules fines, qui sont dues pour moitié aux pneus et plaquettes de frein. Également, les enjeux de congestion routière restent inchangés, que les véhicules soient électriques ou non.

Les carburants moins polluants ne peuvent donc constituer qu'une partie de la solution, et doivent **être couplés avec une réduction du nombre de véhicules qui circulent** (diminution des besoins de déplacements, déplacements optimisés, modes doux).

Evolution des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports



Parts modales déplacement domicile travail, INSEE 2016







# Réduction de la pollution atmosphérique

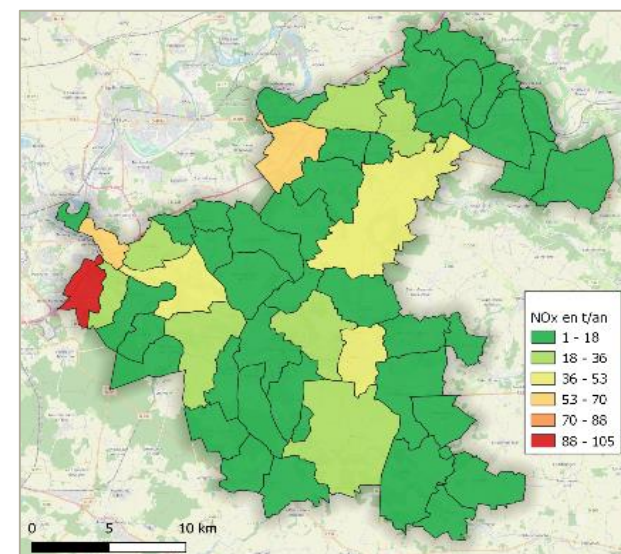
## Le transport routier responsable de 79% des oxydes d'azote

Les carburants pétroliers émettent aussi des **polluants atmosphériques présentant un risque pour la santé**, tels que les oxydes d'azote (NOx) et des particules en suspension (PM2.5 et PM10) ; avec une **contribution très significative aux émissions d'oxydes d'azote du territoire**.

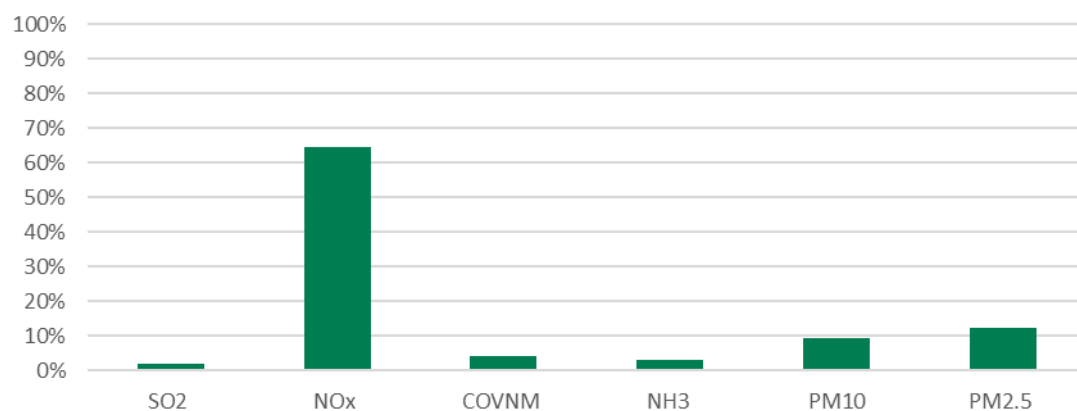
Les émissions d'oxyde d'azote (polluant dont la responsabilité est à 64% au transport routier) créent une **pollution locale**. La pollution atmosphérique est plus élevée sur la commune de Coutevroult, étant la commune traversée par les plus grands axes routiers de la CACPB.

L'enjeu est alors de **protéger les populations** qui pourraient habiter à proximité de ces grands axes routiers. Il est aussi possible d'agir indirectement sur les usagers des routes, dont une partie sont les habitants du territoire, en proposant des alternatives : en moyen de transport ou en carburant. En attendant de développer des alternatives à la voiture individuelle à carburant fossile, il est possible de diminuer l'impact du transport routier sur le climat et la pollution de l'air en choisissant un **véhicule peu consommateur de carburant et peu émetteur**. En particulier, plus un véhicule est petit, moins il consomme.

Emissions d'oxydes d'azote sur le territoire

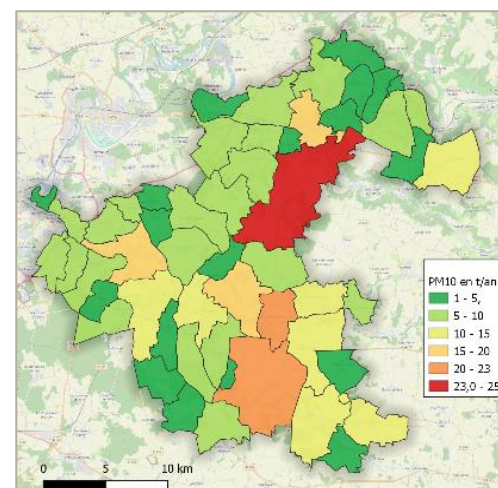


Par des transports routiers dans les émissions de polluants atmosphériques

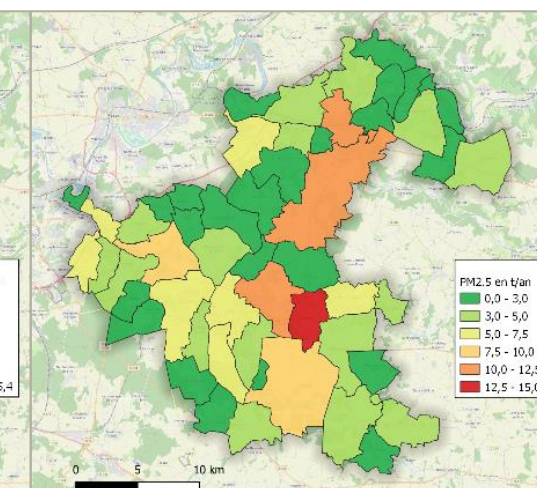


Données émissions de polluants : AIRPARIF, données 2019 pour 2015

Emissions de PM 10 sur le territoire



Emissions de PM 2,5 sur le territoire





# Modes de déplacement doux

## Un territoire qui commence à développer des aménagements cyclables

Les déplacements doux sont une solution face aux enjeux de la pollution atmosphérique, des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie du transport routier. Il s'agit en effet des modes de déplacement non motorisés.

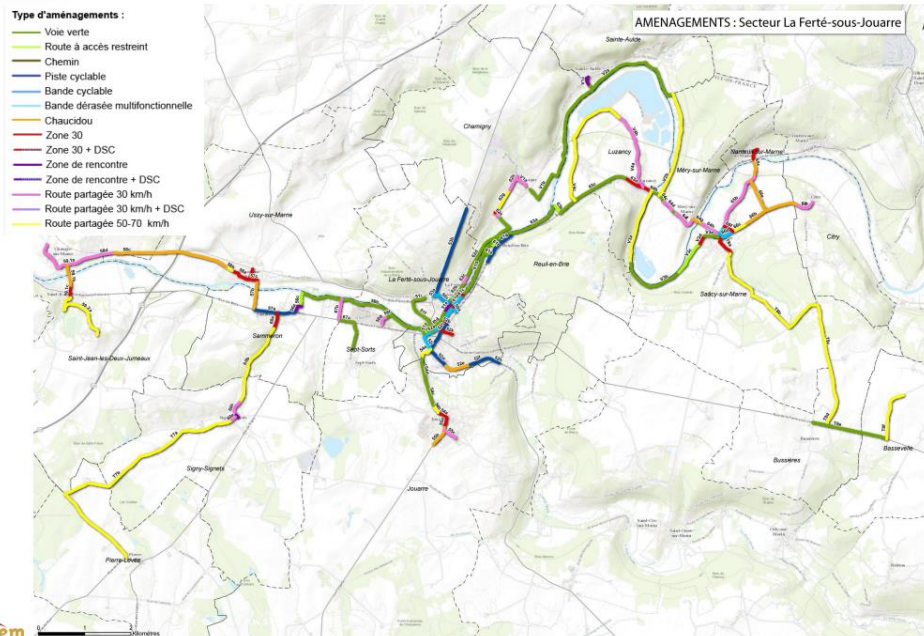
Les **aménagements de pistes cyclables** sur le territoire sont **assez peu présents aujourd'hui**. Cependant, la CACPB souhaite promouvoir l'usage des modes de déplacements doux (piétons et cycles) à travers son territoire. L'agglomération s'est engagée dans cette démarche en réalisant un schéma directeur, pour valoriser l'existant et développer de nouveaux itinéraires. Une étude a été lancée en 2018 et a abouti sur l'approbation du schéma en conseil communautaire, le 19 septembre 2019. Une extension du schéma au Pays Créçois est prévue début 2021. Le schéma local de liaisons douces, propose d'établir un maillage de l'ensemble du périmètre de l'agglomération à travers un réseau hiérarchisé d'itinéraires cyclables adaptés en fonction des besoins, des espaces et des territoires desservis.

Les transports doux comme le vélo peuvent permettre aussi de relier les communes entre elles pour un **accès à d'autres services** ou favoriser l'**intermodalité** en se rendant à une gare par exemple, pour **faire du vélo un moyen de transport plus qu'un loisir**.

Extraits du schéma directeur des liaisons douces

### Le maillage global – Secteur La Ferté-sous-Jouarre

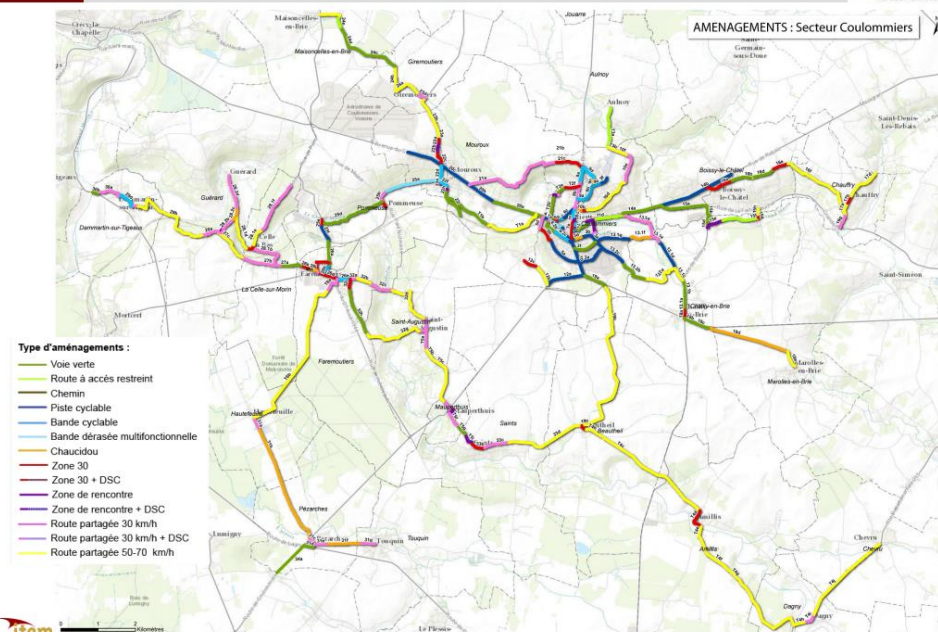
COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION



Carte pistes cyclables : schéma directeur liaisons douces CACPB

### Le maillage global – Secteur Coulommiers

COULOMMIERS  
PAYS DE BRIE  
AGGLOMÉRATION



10

11





# Déplacements domicile-travail

## Une réflexion à mener avec les pôles d'emploi et les employeurs

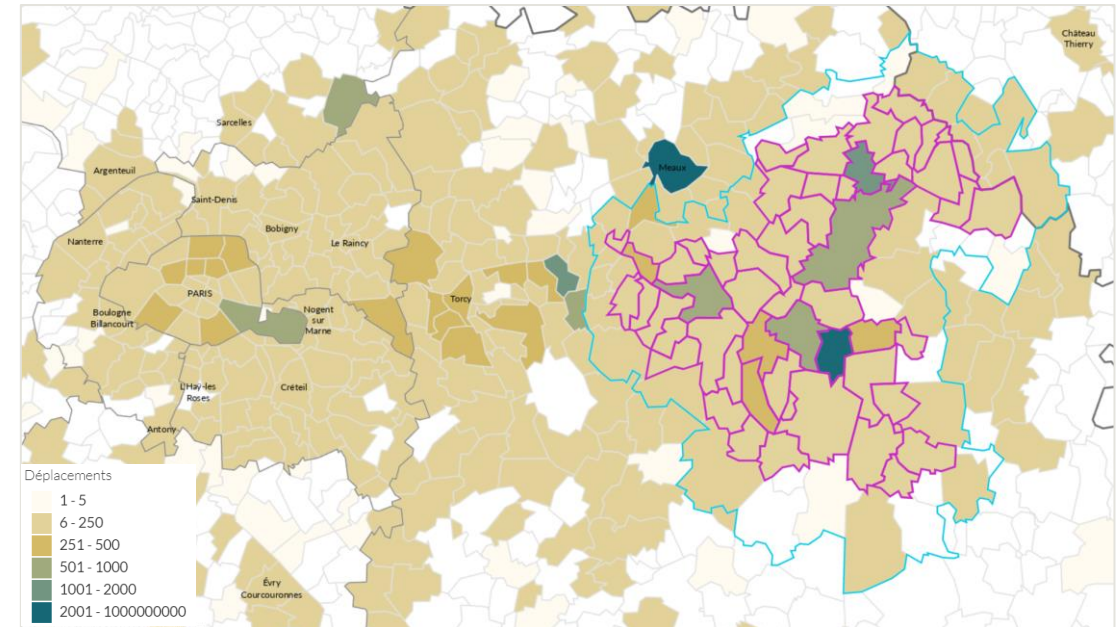
L'un des usages importants de la voiture est le déplacement domicile-travail. **33% des actifs du territoire travaillent au sein de la CA de Coulommiers Pays de Brie**, les 67% restant sortent du territoire pour le travail. Il peut donc être pertinent de travailler avec les intercommunalités voisines.

Les déplacements domicile-travail sont des flux appropriés à une mutualisation des transports, type **covoiturage ou transport en commun**.

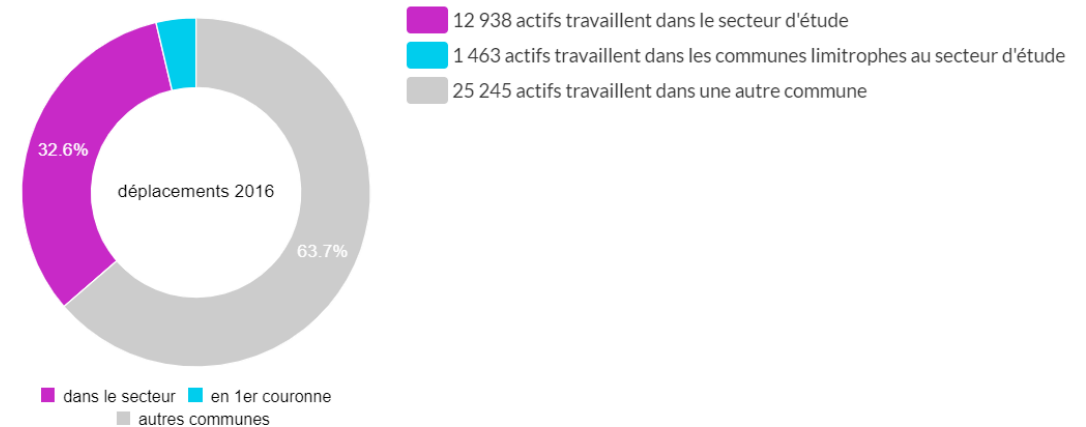
Pour les déplacements de loisir ou d'achats, les leviers d'actions autour de la promotion des commerces, services et artisans de proximité peuvent agir sur une **diminution des besoins de déplacements**.

Enfin, une réflexion avec les employeurs autour du **télétravail** peut aussi diminuer les trajets quotidiens. Le déploiement de la fibre optique (à l'horizon 2023) constitue un engagement important des communes afin de permettre le développement de ce type de pratiques sur le territoire. De plus, des télécentres sur le territoire sont en projet pour favoriser le télétravail.

Les déplacements domicile-travail 2016 des résidents de Coulommiers Pays de Brie



Les déplacements domicile-travail 2016 des résidents de Coulommiers Pays de Brie



# Infrastructures existantes

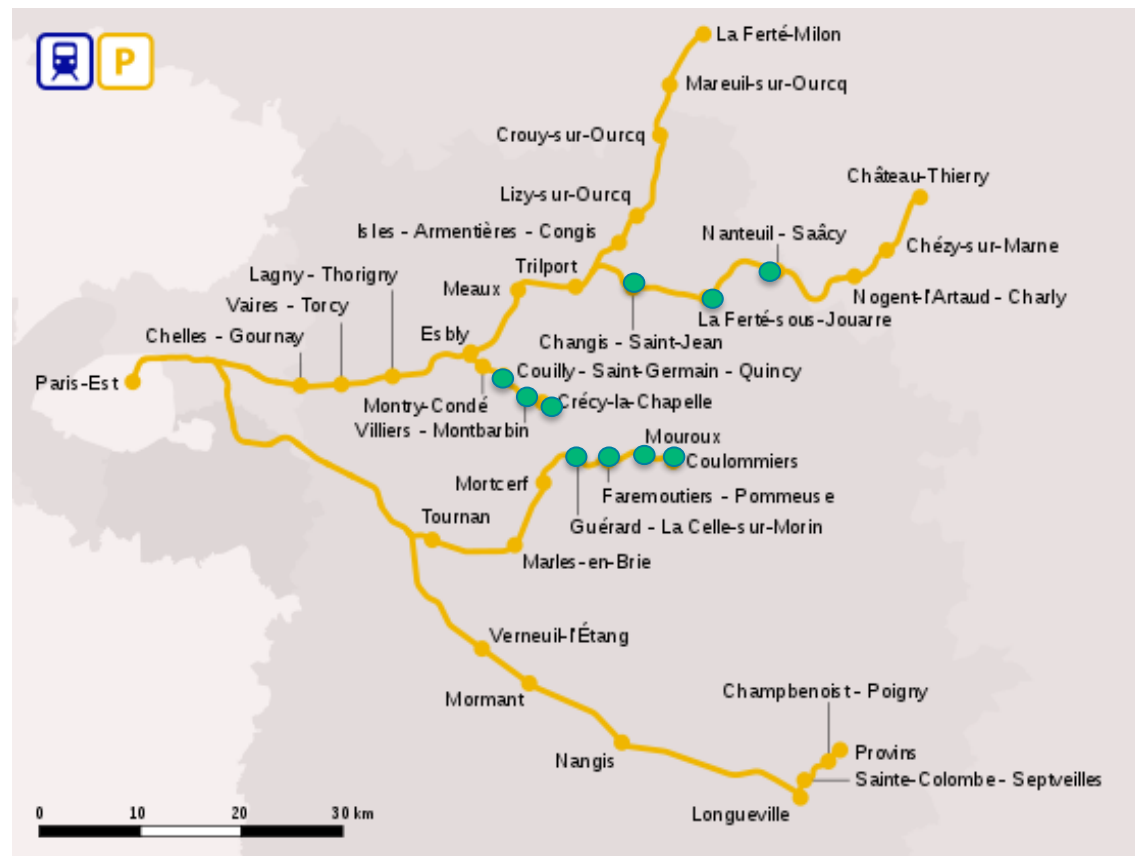


## Transports en commun et covoiturage

### Transports en commun

- Le territoire est relié à Paris par trois branches de la ligne P du Transilien desservant un grand nombre de gares: 3 au nord, 3 dans la vallée du Grand Morin et 4 au sud sur la branche en direction de Coulommiers.
- Un travail sur l'intermodalité autour de ces gares pourrait compléter l'offre existante pour les transports notamment vers Paris.

Quant aux infrastructures de covoiturage, le département de Seine et Marne développe un réseau de **stations de covoiturage**. Pour l'instant le territoire **bénéficie d'une aire de covoiturage** située à Saint-Blandin, Pommeuse (intersection RD 934 x RD 15, 23 places de stationnement covoiturage, 4 places pour vélos dans des box individuel).







## Transport routier de marchandise

Indépendamment de la technologie utilisée pour transporter les marchandises, l'enjeu de ce type de déplacements est de pouvoir optimiser le remplissage des véhicules et diminuer le tonnage non indispensable transporté (emballages par exemple), et **donc travailler avec les transporteurs**.

Une réflexion sur la **consommation des habitants et des acteurs économiques du territoire** pourrait permettre d'agir sur ces facteurs de tonnage transporté ou de distances parcourues. Cependant, il faut rester vigilant quant aux circuits courts, ceux-ci étant pénalisés par les faibles quantités vendues qui induisent des émissions importantes rapportées au kg de produit vendu.

Sur le territoire le transport de marchandise **est légèrement au dessus de la moyenne du département** en ce qui concerne **le nombre de déplacements par emploi ou par habitant**. Cependant l'installation de centres de logistique sur le territoire pourrait augmenter le poids de ce type de déplacement sur le territoire et transformer le transport de marchandise en un enjeu structurant du territoire.

Des leviers d'actions tels que le développement des circuits courts, la diminution d'achat de biens de consommation, la rationalisation des tournées de livraisons permettrait d'agir sur une **diminution des besoins de transports de marchandises** (moins de tonnes transportées et moins de km parcourus) : **-11% des consommations et – 8% des émissions de GES**.

Les livraisons de marchandises de **Coulommiers Pays de Brie**

• NOMBRE DE MOUVEMENTS PAR SEMAINE



4945



0.7  
par emploi



0.3  
par habitant

Les livraisons de marchandises de **Seine et Marne**

• NOMBRE DE MOUVEMENTS PAR SEMAINE



438079



1.0  
par emploi



0.3  
par habitant

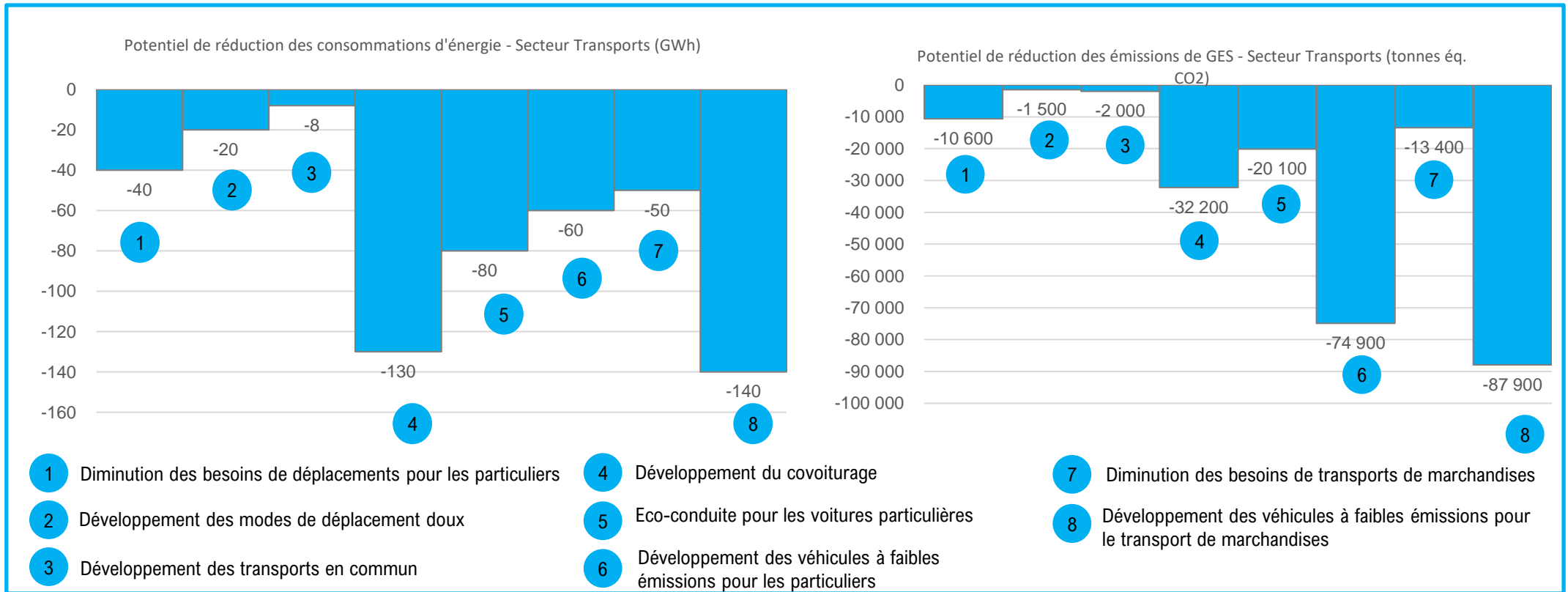


# Les potentiels d'action dans les transports

## Diminution de la dépendance à la voiture individuelle

Différents leviers d'action peuvent permettre de faire diminuer la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports. Toutes les réductions potentielles ne peuvent s'additionner. Pour évaluer une réduction potentielle maximum, on considère au préalable une réduction du nombre de véhicules (covoiturage, transport en commun, développement des transports doux), des distances parcourues (télétravail, circuits courts) et de la consommation (écoconduite), puis des moteurs moins consommateurs et des carburants moins carbonés.

Ainsi, le secteur des transports aurait le potentiel de réduire ses consommations d'énergie de 53% et ses émissions de gaz à effet de serre de 73%.



Graphiques et calculs : B&L évolution ; Hypothèses transport de personnes : Diminution des besoins de déplacements de personne de 15% ; Part modale des deux-roues motorisés : 6% ; Part modale des modes de déplacement doux : 5%, part modale des transports en commun : 8% pour les bus et 4% pour le train ; nombre de personnes par voiture : 2,5 ; Voiture : part modale 75%, consommation 2L/100 km, mix énergétique : 10% carburants pétroliers, 50% bioGNV, 40% hydrogène ou électricité ; Hypothèses transport de marchandises : Diminution des besoins de transports de marchandises de 15%, Véhicules utilitaires légers (développement des circuits courts supposé) : part modale 30%, consommation 0,2L/t.km, mix énergétique : 20% carburants pétroliers, 45% bioGNV, 30% électricité ; Poids lourds (développement des circuits courts supposé) : part modale 70%, consommation 0,02L/t.km, mix énergétique : 70% carburants pétroliers, 20% bioGNV, 10% électricité ; Hypothèse de 75% de biogaz dans le GNV ; **Les hypothèses détaillées sont en annexe.**

# Synthèse Mobilité et déplacements



## Atouts

- Un potentiel de développement du bioGNV grâce à la méthanisation sur le territoire
- Plusieurs gares où l'intermodalité peut être davantage développée
- Déjà un schéma directeur de liaisons douces en cours de finalisation et début de mise en œuvre

## Faiblesses

- Présence d'axes majeurs consommateurs et émetteurs notamment autoroute A4
- Une part importante des trajets quotidiens en dehors du territoire
- Part importante de la voiture dans les déplacements domicile travail.
- 89% des foyers possèdent au moins une voiture et 45% en possèdent deux.

## Opportunités

- Redynamisation de centres bourgs avec une relocalisation d'emplois de commerces et services de proximité
- Diminution de la pollution atmosphérique (gain pour la collectivité en termes de santé et d'entretien du patrimoine)
- Valorisation des réseaux de circulations douces
- Mobilité douce pour petits trajets (actifs travaillant dans leur communes, trajets quotidiens)
- Désencombrement des routes
- Production locale de carburants (bioéthanol, biodiesel ou bioGNV)

## Menaces

- Augmentation des prix des carburants pétroliers
- Densification du trafic
- Pollution de l'air

## Enjeux

- Renouveler le parc vers des véhicules particuliers et utilitaires à faible émission et faible consommation
- Mutualiser les moyens de déplacements (par ex. covoiturage pour déplacements domicile-travail)
- Continuer à développer des infrastructures pour les modes doux (marche, vélo)
- Diminuer les besoins de déplacement
- Développer l'intermodalité au niveau des gares les plus proches
- Travailler avec les intercommunalités voisines pour faciliter l'accès aux grands pôles entourant le territoire
- Développer les circuits courts de marchandises avec une optimisation de la logistique de proximité

## Transports :



30% de la consommation d'énergie



45% des émissions de gaz à effet de serre



# Bâtiment et habitat



Rénovation thermique • Sources d'énergie fossiles • Sources d'énergie renouvelables • Pollution de l'air  
• Consommation d'électricité hors chauffage • Construction neuve et urbanisme • Adaptation aux  
changements climatiques • Précarité énergétique





# Situation du bâti sur le territoire

## Une prédominance des logements individuels

La consommation d'énergie du bâti représente **63% de la consommation d'énergie finale** du territoire :

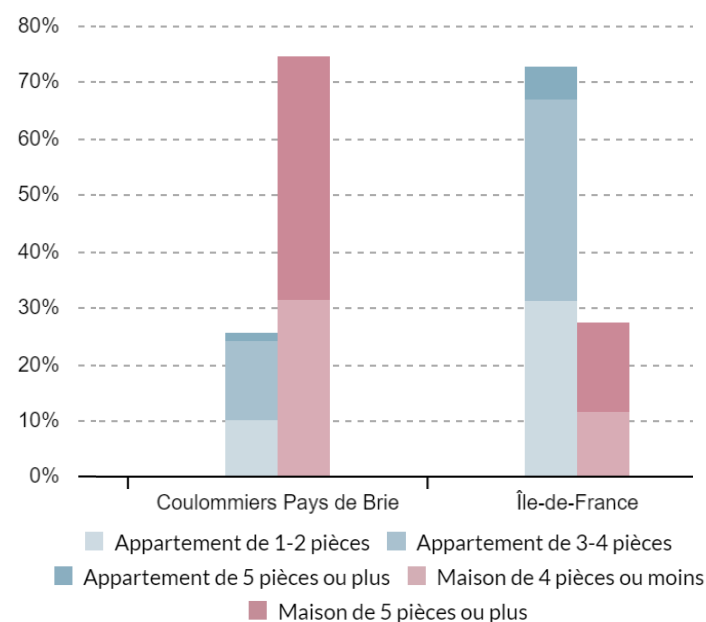
- 53% pour les logements
- 10% pour le tertiaire.

**75% des logements sont des maisons** ; 25% sont des appartements. Ce qui fait des logements individuels le poste de consommation énergétique le plus important du bâtiment.

**43% des 11 380 logements** de Coulommiers Pays de Brie sont des maisons de **5 pièces ou plus** contre 12% en Île-de-France.

La consommation des bâtiments subit des variations importantes dues au climat (les hivers froids impliquent des pics de consommation pour le chauffage), c'est pourquoi on s'intéresse aux consommations d'énergie corrigées des variations climatiques. Le bâtiment (résidentiel et tertiaire) consomme environ **995 GWh par an**.

Types de logements et nombre de pièces en 2015





# Rénovation thermique

## Des logements anciens très consommateurs de chauffage

Dans le secteur du bâtiment, le premier poste de consommation est le chauffage. Or sur le territoire, **78% des logements ont été construits avant 1990**.

Au niveau de la France, les logements construits avant 1990 consomment en moyenne 196 kWh/m<sup>2</sup>, soit 4 fois plus qu'un logement BBC (label « Bâtiment basse consommation » correspondant à une consommation de 50 kWh/m<sup>2</sup> pour le chauffage, et qui deviendra la réglementation en vigueur pour les nouveaux bâtiments en 2020).

Le **chauffage** est un enjeu majeur dans le résidentiel avec **deux tiers des consommations** d'énergie finale du secteur dédiés à ce poste.

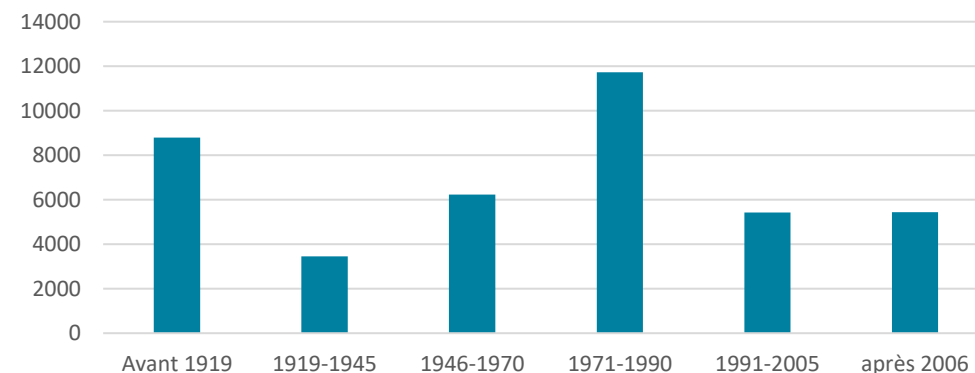
D'après des données INSEE, **66% des résidences principales sont occupées par leur propriétaire**. Cette situation peut faciliter la prise en charge de travaux de rénovation thermique.

La rénovation de tous les logements individuels et collectifs représente un important gisement d'économies d'énergie et d'émissions de GES :

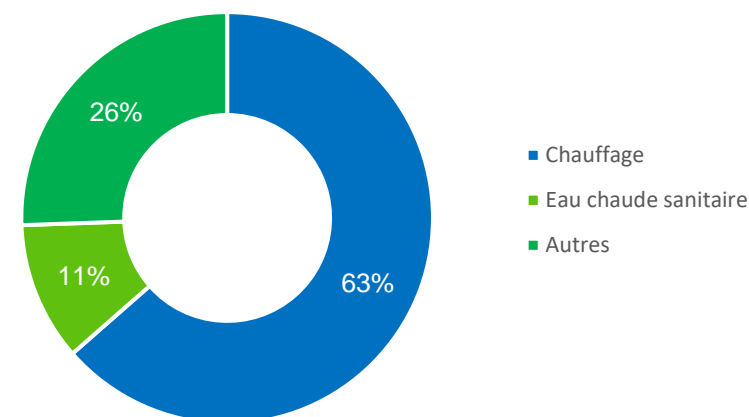
-580 GWh (-69% de la consommation d'énergie actuelle du résidentiel)

-70 700 tonnes éq. CO<sub>2</sub> (-68% des émissions de GES du résidentiel)

Nombre de résidences principales construites par année de construction



Répartition des consommations du secteur résidentiel par usage



Logements par année de construction : INSEE, données 2016 ; Consommation d'énergie du secteur résidentiel : ENERGIF, données 2015 ; Moyennes nationales par année de construction : Enquête Phébus 2013, données 2012 ; Estimation de la consommation d'énergie en kWh/m<sup>2</sup> pour le chauffage et de l'ECS sur le territoire à partir de la répartition des usages dans le secteur résidentiel (ADEME, chiffres clés du bâtiment édition 2013, données 2011)



## Environ 375 logements construits par an en moyenne

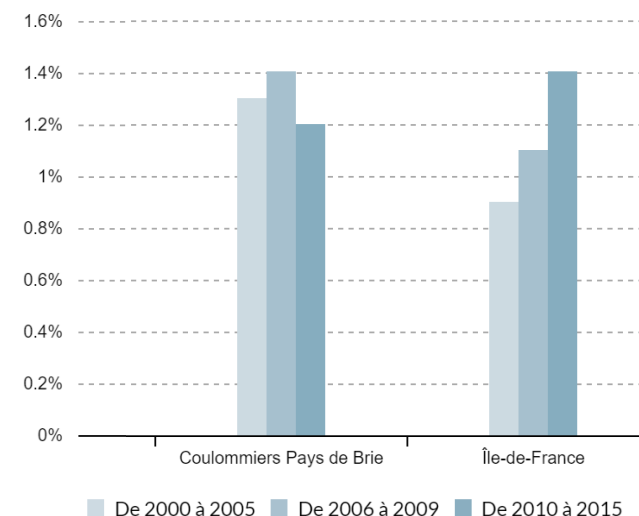
Les logements récents (construits après les années 1990) représentent 43% des logements du territoire. En France, les logements construits après 1990 ont une consommation d'énergie finale moyenne de 156 kWh/m<sup>2</sup> (étiquette énergétique E).

Entre 2010 et 2015 le **taux de construction** de la CACPB a été **de 1,2% par an**, ce qui est légèrement inférieur au taux de 1,4% de la région Ile-de-France. Cela correspond à environ 375 logements neufs par an sur l'ensemble du territoire.

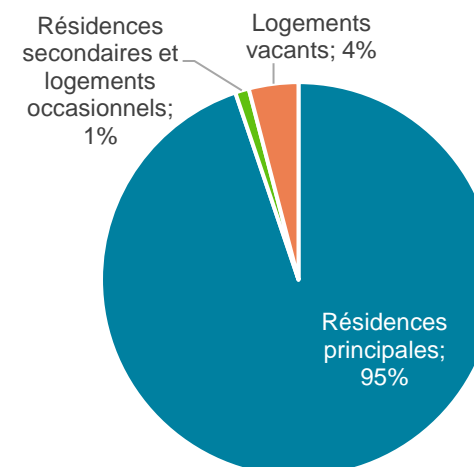
Il est important d'agir sur ces constructions neuves et de privilégier des bâtiments à haute performance énergétique, plutôt collectifs qu'individuels etc...

Par ailleurs, **4% des logements du territoire sont vacants**, ce qui est légèrement en dessous de la moyenne du département (6,7%). Cela représente tout de même **environ 1600 logements qui peuvent être réhabilités** afin de limiter l'impact de la construction.

Evolution du taux de construction



Type de logement sur le territoire



# Sources d'énergie plus propres

Accusé de réception en préfecture  
077-200090504-20221221-D-2022-225-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022



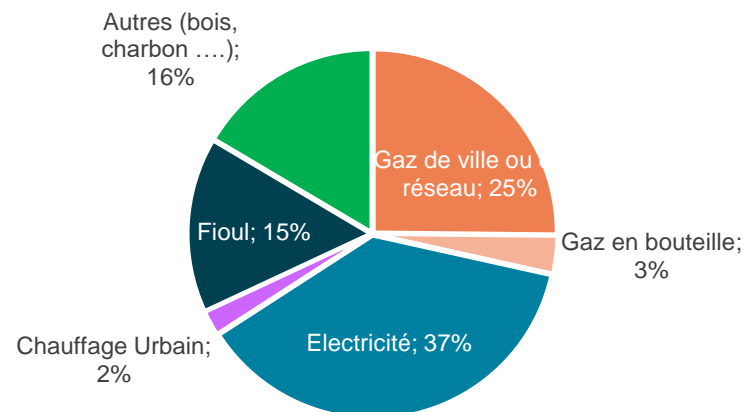
## Le gaz et le fioul domestique fortement émetteurs de gaz à effet de serre

Les énergies fossiles, en premier lieu le fioul domestique, sont très présentes dans le secteur du bâtiment. Sur le territoire, le bâtiment consomme 40% d'énergie fossile : 32% de gaz naturel et 8% de fioul domestique.

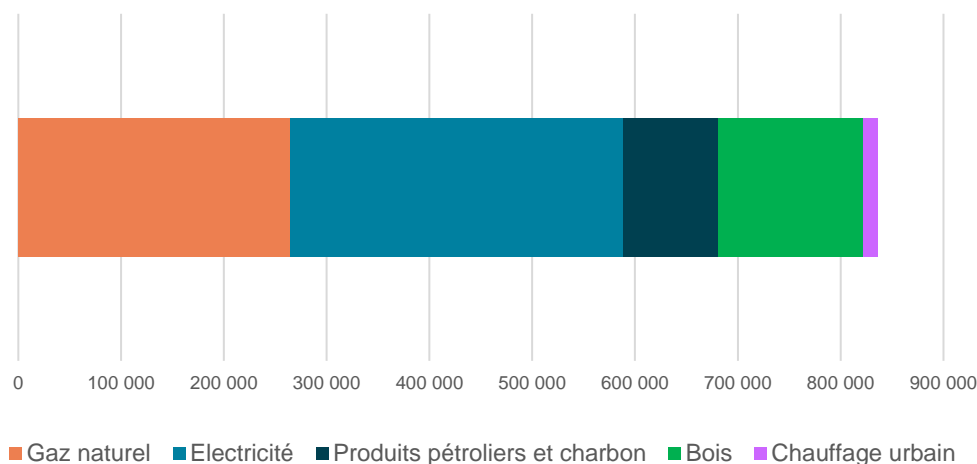
Les usages de ces énergies fossiles sont en premier lieu le **chauffage**, mais on les retrouve également pour la **cuisson** et l'**eau chaude sanitaire**.

Le remplacement des systèmes de chauffage au fioul et au gaz des logements représente un gisement de réduction de 78 500 tonnes éq. CO<sub>2</sub> (-75% des émissions de gaz à effet de serre).

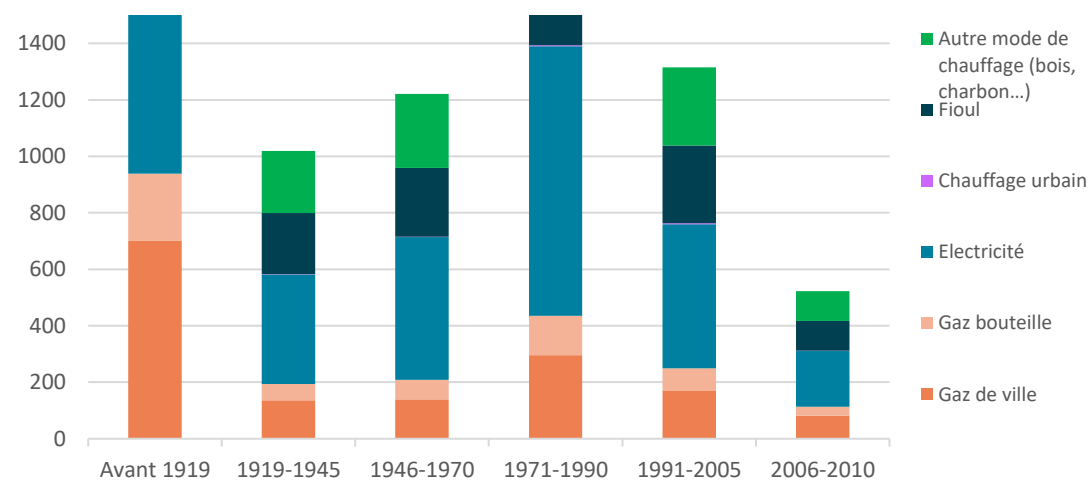
Modes de chauffages des résidences principales



Répartition des consommations par énergie – résidentiel (MWh)



Mode de chauffage des maisons en fonction de l'année de construction



Données de consommation : AIRPARIF, données 2016 ; Données de type de chauffage des logements : SOES, données 2012 ; Graphiques : B&L évolution





## Les ENR un fort potentiel pour alimenter le bâti du résidentiel et du tertiaire

**19%** de l'énergie finale consommée dans le résidentiel est issue de **bois-énergie**, une énergie renouvelable utilisée pour produire de la chaleur. C'est supérieur à la moyenne en France qui est de 15%. Le bois-énergie n'est cependant quasiment pas du tout utilisée dans le secteur tertiaire (<0,1% de l'énergie).

De plus, moins d'1% de l'énergie du résidentiel provient d'autres énergies renouvelables (énergie solaire par exemple), qui sont également très peu utilisées dans le secteur tertiaire, alors qu'il existe un potentiel de développement de ces moyens de productions d'énergie au niveau local.

Pour remplacer les énergies fossiles, des énergies peuvent être produites localement à partir de ressources renouvelables :

- Pour le chauffage : biomasse (combustion directe, biogaz en cogénération), géothermie, récupération de chaleur fatale...
- Pour le froid : pompes à chaleur aérothermique ou géothermique,
- Pour l'eau chaude sanitaire : solaire thermique, électricité renouvelable,
- Pour la cuisson : électricité renouvelable, biogaz.

Le territoire compte en effet une production (tous secteurs confondus) d'environ 3,2 GWh de solaire photovoltaïque, une production négligeable en matière de solaire thermique (souvent utilisées pour l'eau chaude sanitaire) et quelques pompes à chaleur (aérothermique ou géothermique, qui produisent de la chaleur ou du froid dans les bâtiments) sur le territoire. Ces énergies sont particulièrement adaptées au secteur du bâtiment.

**La réduction des consommations (par de la sobriété et de l'efficacité énergétique) est à envisager avant le développement des énergies renouvelables pour répondre aux besoins d'énergie du bâtiment.**

Une étude réalisée par l'ARENE en 2013 sur le potentiel de développement du solaire thermique a été réalisée sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Une partie des besoins de chaleur consiste en l'eau chaude sanitaire qui peut être produite via des panneaux solaires thermiques. Les toits des logements représentent une production potentielle **d'énergie thermique à partir de l'énergie solaire** proche de **2,5 GWh/an**.

Sur le territoire, les toits de l'EPCI pourraient produire **37 GWh/an avec des panneaux photovoltaïques**, cela inclut les logements mais aussi les bâtiments commerciaux, agricoles et des bâtiments prévus sur les ZAC. Ces derniers présentent l'avantage de permettre une part d'autoconsommation dans la mesure où le besoin d'électricité est en journée, d'autant plus que la consommation d'électricité spécifique est importante dans le secteur tertiaire.

Quant à la chaleur pour le chauffage, Dans les années 1979-1980, Coulommiers accueille le premier **réseau de chauffage urbain** alimenté par la **géothermie profonde**. Aujourd'hui le réseau de chaleur est alimenté à plus de 95% par la géothermie (appoint en gaz naturel) et a distribué en 2017, 37 GWh. De nouveaux travaux d'extension de ce réseau sont en cours.

De plus, le territoire produit déjà du bois-énergie localement mais cette filière reste à structurer. Le territoire pourrait envisager le développement de **réseaux de chaleur** alimentés en ressources renouvelables (bois, déchets de biomasse, biogaz...). A noter que l'injection de biogaz représente d'ores et déjà une grande partie de l'énergie produite sur le territoire.

Enfin, les augmentations de températures à venir laissent présager un besoin de froid qui augmente, qui pourrait être en partie assuré par des **pompes à chaleur réversibles** dans les bâtiments, voire des mini réseaux de froid.



## Fioul et bois, les 2 responsables de la pollution de l'air liée aux bâtiments

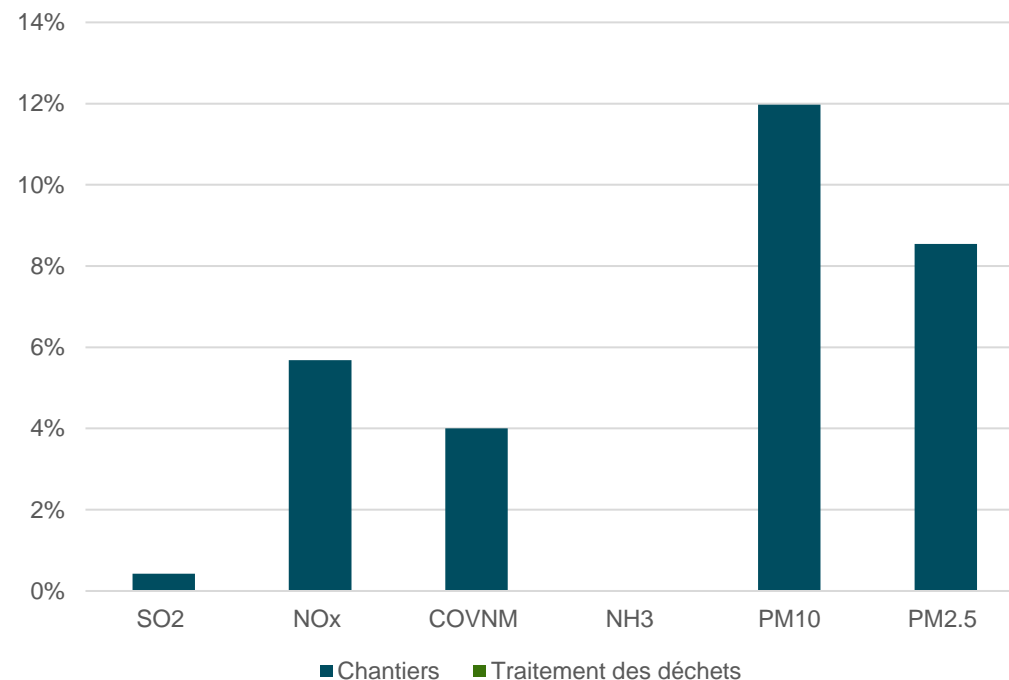
Si la qualité de l'air est plutôt bonne sur le territoire, les émissions de polluants atmosphériques restent tout de même significatives et le bâtiment prend sa part de responsabilité.

86% du dioxyde de soufre ( $\text{SO}_2$ ) et 12% des oxydes d'azote ( $\text{NO}_x$ ) sont émis par le bâti sur le territoire. Ces deux polluants sont principalement émis par la combustion de produits pétroliers, soit du **fioul domestique** dans le secteur du bâti, pour produire de la chaleur.

35% et 49% des particules en suspension ( $\text{PM}_{10}$  et  $\text{PM}_{2.5}$ ) sont émis par le bâti sur le territoire. Ces deux polluants sont principalement émis par **la combustion du bois dans de mauvaises conditions** : bois humide, installations peu performantes (cheminées ouvertes et anciens modèles), absence de dispositif de filtrage...

30% des émissions de composés organiques volatils (COV) sont issues du bâtiment : d'une part de la **combustion de bois en poêle et chaudière**, et d'autre part de l'usage de **solvants contenus dans les peinture, produits ménagers...** (émissions non énergétiques, facilement évitables par l'emploi de produits labellisés sans COV).

L'utilisation de bois-énergie, cause principale des émissions de poussières ( $\text{PM}_{10}$  et  $\text{PM}_{2.5}$ ) et COVNM est responsable de la contribution élevée de ce secteur.



# Consommation d'électricité hors chauffage



## L'électricité : une énergie qui alimente des usages spécifiques en croissance

40% de l'énergie consommée dans le bâtiment est de l'électricité. Dans le secteur résidentiel, c'est 48% de l'énergie qui est de l'électricité.

Cette électricité dans le bâtiment a plusieurs usages : le chauffage, la production d'eau chaude, la cuisson, et l'*électricité spécifique*. Il s'agit de l'électricité utilisée pour les services qui ne peuvent être rendus que par l'électricité. En effet, d'autres énergies (gaz, solaire, pétrole) peuvent être employées pour le chauffage ou la production d'eau chaude. En revanche, les **postes informatiques, audiovisuels et multimédias, et la climatisation**, etc. ne peuvent fonctionner sans électricité.

Il n'y a pas de détail de cet usage-là dans les données d'ENERGIF. C'est une consommation qui peut être réduite par de simples écogestes, dans le résidentiel et dans le tertiaire : lavage à 30°C, extinction des appareils en veille, usage sobre de la climatisation, etc.

Si les équipements, en particulier l'informatique ou l'électroménager, sont de plus en plus performants, sur le territoire les consommations d'électricité (totales) ont continué d'augmenter de **+2,8%** sur la période 2005-2015. En cause, l'**effet rebond**, c'est à dire l'adaptation des comportements en réponse à cette augmentation de performance et l'achat **d'équipements plus imposants ou plus nombreux**, augmentant in fine les consommations d'électricité spécifique.

La réduction de la consommation d'électricité spécifique passe par des usages plus sobres.

Dans le secteur résidentiel, ces économies d'énergie par les usages s'élèvent à -24 GWh (**-15%** de la consommation du secteur).

# Consommation d'électricité hors chauffage



## L'électricité : une énergie qui alimente des usages spécifiques en croissance

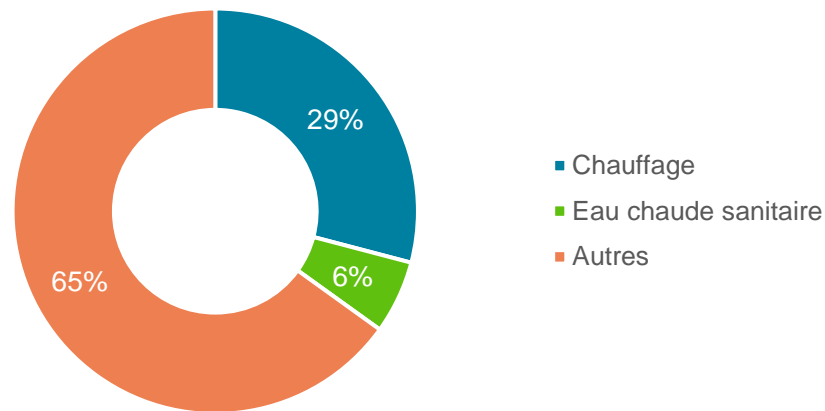
L'électricité spécifique est particulièrement présente dans le secteur tertiaire. Pour agir sur cette consommation, il s'agit de travailler notamment avec les acteurs de la grande distribution et des commerces sur les **consommations des réfrigérateurs**, ainsi qu'avec les bureaux et les commerces sur des **usages plus sobres de la climatisation**. Dans les bureaux, des écogestes liés à l'utilisation des matériels de bureautique peuvent aussi diminuer la consommation d'électricité.

Dans le secteur tertiaire, cette sobriété énergétique et la mutualisation des services et des usages représentent une réduction de -16 GWh (-10% de la consommation d'énergie du secteur).

Un des postes importants de consommation d'électricité spécifique est l'**éclairage public**. En 2015 on l'estime à environ 11GWh, soit **7% de la consommation d'énergie du secteur tertiaire**. Il n'y a pas encore de mise en place d'extinction nocturne dans les communes du territoire mais des extinction semi-nocturnes et le passage aux LED dans certaines communes.

Sur l'éclairage public, **les actions de mise en place d'une extinction de nuit** (a minima 2h / par nuit) **et de passage à un mode d'éclairage efficace** (LED, déclencheurs, vasques adaptées...) représentent une réduction potentielle de 5 GWh soit **-3%** de la consommation du secteur tertiaire.

Répartition des consommations du secteur tertiaire par usage







## Un niveau de risque de vulnérabilité énergétique dans les logements élevée

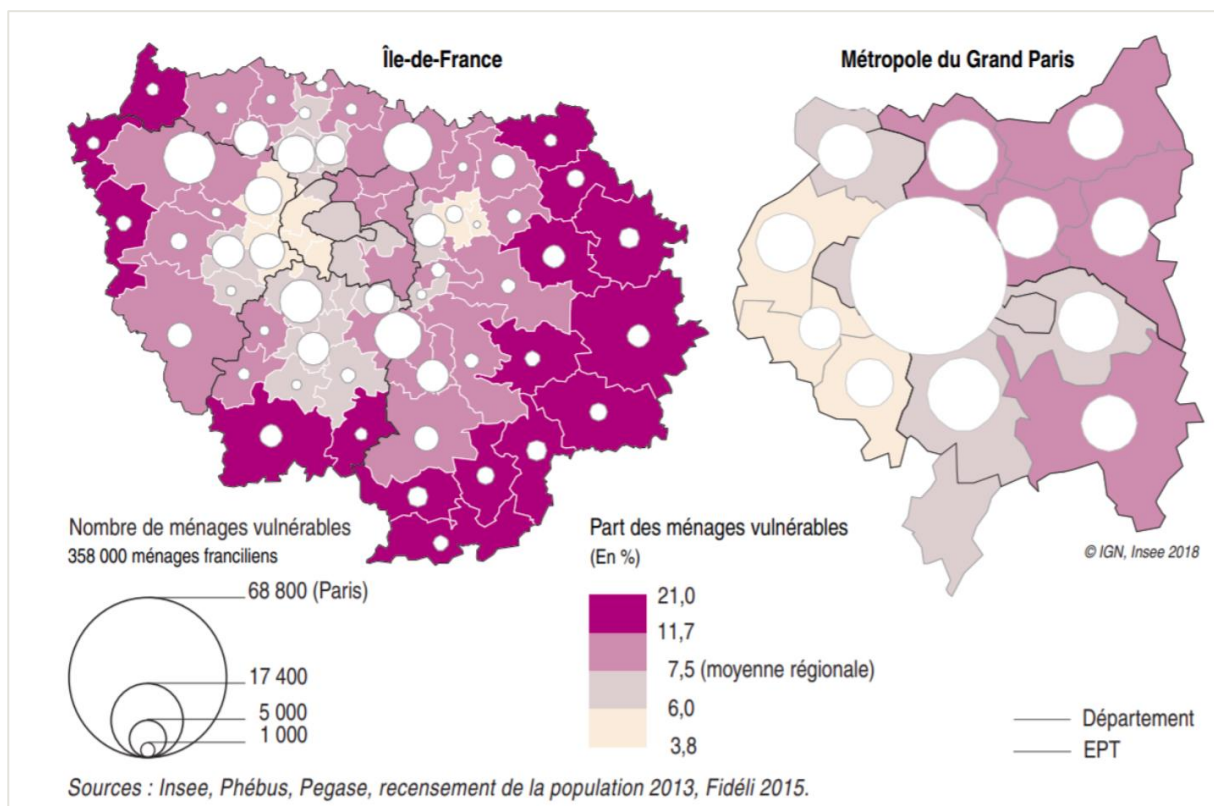
La précarité énergétique est une question de plus en plus prégnante dans le débat social et environnemental. La loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, donne pour la première fois une définition légale de ce phénomène. Est dite dans une telle situation « une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

Par définition, un ménage se trouve en situation de **précarité énergétique** quand la part de la dépense énergétique contrainte est trop importante dans le revenu. Cette part est appelée Taux d'Effort Énergétique (TEE). Un ménage est dit en situation de **vulnérabilité énergétique** lorsque le TEE est de 8 % pour le logement et de 4,5 % pour les déplacements.

En France métropolitaine, 14,6 % des ménages sont en situation de vulnérabilité énergétique pour leur logement. Sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie il s'agit d'environ 18% des ménages.

Les charges d'énergie liées au logement représentent un poids de plus en plus considérable dans le budget des ménages. Parmi elles, le chauffage pèse le plus lourdement dans le budget. Avec des factures de chauffage alourdies par la taille et l'ancienneté des logements, **la Seine et Marne est le département le plus touché** par la vulnérabilité énergétique en Île de France selon les analyses de l'INSEE et l'ARENE en 2015.

Sur le territoire le niveau de risque est comparable à la moyenne nationale. Les ménages en situation de vulnérabilité énergétique apparaissent donc comme des **cibles prioritaires** pour des actions de **rénovation** des logements ou des modes de chauffages, ou de **sensibilisation** à des comportements d'économies d'énergie.



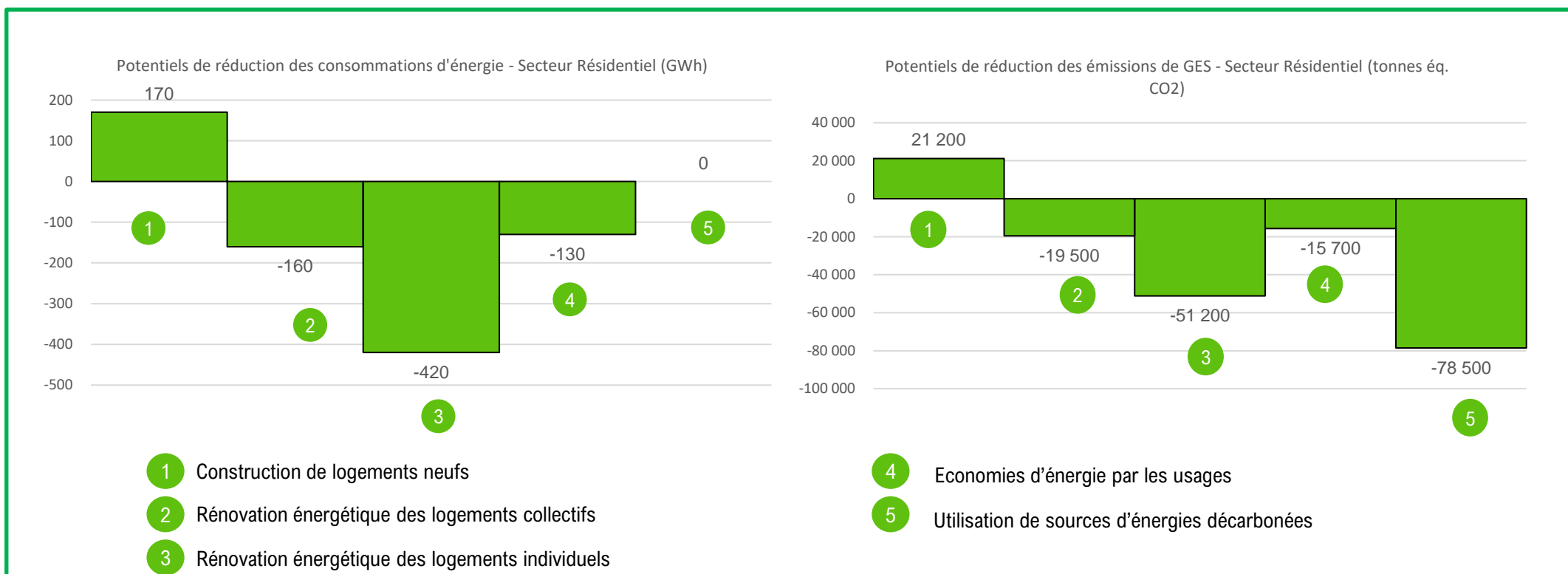


# Les potentiels d'action dans les logements

## Rénovation, modification des usages, énergies propres

Différents leviers d'action peuvent permettre de faire diminuer la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel. Toutes les réductions potentielles ne peuvent s'additionner. Pour évaluer une réduction potentielle maximum, on considère au préalable une réduction de la surface chauffée par personne (de 40 m<sup>2</sup> à 35 m<sup>2</sup> via plus de cohabitation et des logements plus petits), puis une rénovation énergétique des logements (96 kWh/m<sup>2</sup>) et des économies d'énergie par les usages, et enfin que les consommations d'énergie résiduelles sont couvertes par des énergies décarbonées.

Ainsi, le secteur résidentiel aurait le potentiel de réduire ses consommations d'énergie de 51% et ses émissions de gaz à effet de serre de 87%.



Graphiques et calculs : B&L évolution ; Hypothèses : Objectif de performance énergétique rénovation : 100 kWh/m<sup>2</sup> ; Potentiel d'économie d'énergie atteignable par des changements d'usages : -15% ; Surface moyenne par habitant passant de 40 m<sup>2</sup> à 35 m<sup>2</sup> ; Passage des bâtiments chauffés au gaz et au fioul à un des modes de chauffage suivant Pompe à chaleur, Electricité, Bois ou Chauffage urbain ; Economies d'énergie par les usages : abaissement de la température de consigne à 20°C le jour et 17°C la nuit, limitation des temps de douche, pas de bain, radiateurs éteints quand fenêtres ouvertes, bouches d'extraction d'air non obstruées, installation de mousseurs, chasse d'eau double débit, pas d'appareils électriques en veille, couvercle sur les casseroles, équipements économes en énergie (LED, électroménager A+++); **Les hypothèses détaillées sont en annexe.**

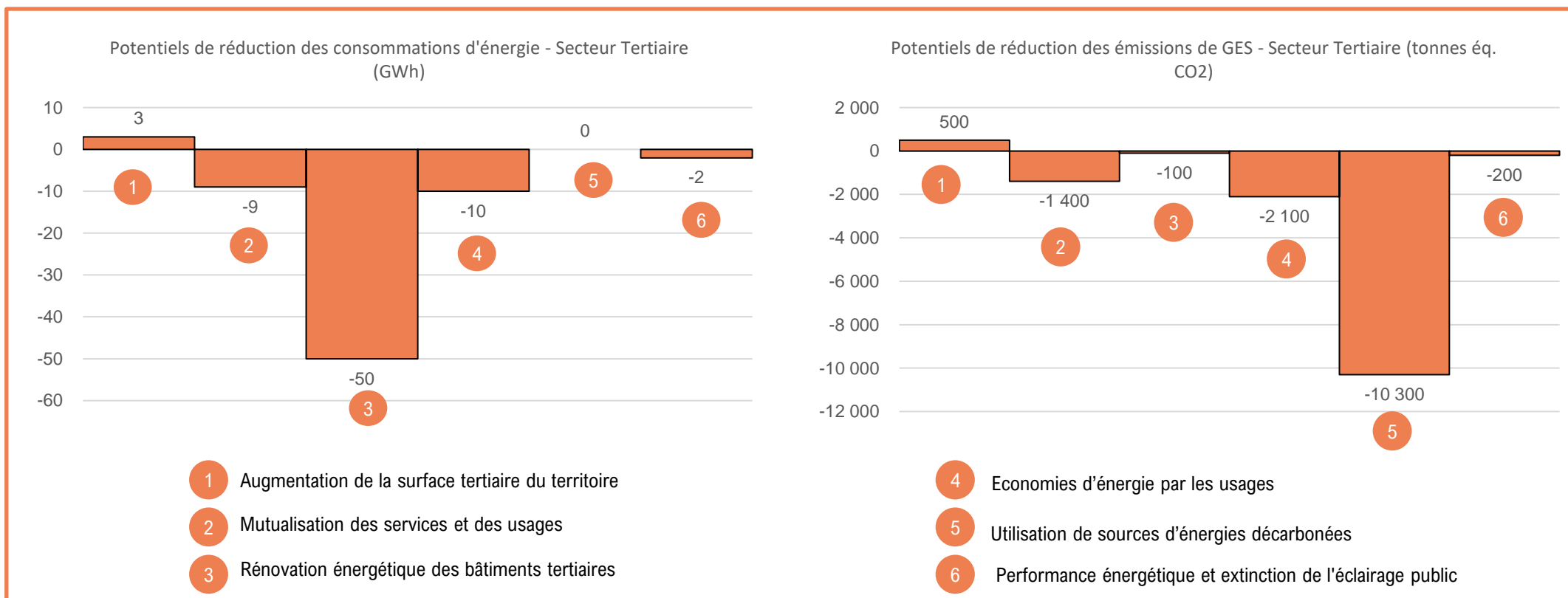


# Les potentiels d'action dans le bâti tertiaire

## Rénovation, modification des usages, énergies propres

Différents leviers d'action peuvent permettre de faire diminuer la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire. Toutes les réductions potentielles ne peuvent s'additionner. Pour évaluer une réduction potentielle maximum, on considère au préalable une optimisation des surfaces via la mutualisation des surfaces et usages, puis une rénovation énergétique des bâtiments et des économies d'énergie par les usages, et enfin que les consommations d'énergie résiduelles sont couvertes par des énergies décarbonées.

Ainsi, le secteur tertiaire aurait le potentiel de réduire ses consommations d'énergie de -35% et ses émissions de gaz à effet de serre de -91%.



Graphiques et calculs : B&L évolution ; Hypothèses : passage des bâtiments chauffés au gaz et au fioul à un des modes de chauffage suivants : pompe à chaleur, électricité, bois ou chauffage urbain ; abaissement de la température de consigne à 20°C le jour et 17°C la nuit ; radiateurs éteints quand fenêtres ouvertes ; bouches d'extraction d'air non obstruées ; installation de mousseurs, chasse d'eau double débit ; pas d'appareils électriques en veille ; équipements économes en énergie (LED, électroménager A+++); performance énergétique des bâtiments : 96 kWh/m² tout compris pour les commerces, transport et services ; rénovation à 150 kWh/m² pour administration publique, enseignement, santé ; Utilisation des surfaces de tertiaires inoccupées à certaines périodes de la journée par la mutualisation des espaces et la création de points multiservices ; mise en place d'un extinction de nuit (2h / par nuit) et passage à un mode d'éclairage efficace ; **Les hypothèses détaillées sont en annexe.**



## Atouts

- Des propriétaires qui vivent dans leur logement plus sujets à faire des travaux de rénovation
- Le SURE, Le Service Unique De La Rénovation Energétique, comme outil d'accompagnement des particuliers/professionnels dans les démarches de rénovation ( un conseiller en place depuis janvier 2020)
- Potentiel de développement de la filière bois énergie
- Permis de louer en place dans le centre de Coulommiers, pour lutter contre l'habitat indigne (dispositif qui pourrait être étendu), OPAH prévue à Coulommiers

## Faiblesses

- Des logements anciens très consommateurs de chauffage , 78 % des logements construits avant 1990 avec des indices de performance énergétique faibles
- Une prédominance des logements individuels
- Une part importante des énergies fossiles dans la consommation énergétique
- Dans les centre-ville et centre bourgs un enjeu sur les logements vacants et l'habitat indigne

## Opportunités

- Diminution de la dépendance aux combustibles fossiles
- Réduction de la facture énergétique
- Production locale d'électricité, de chaleur, de froid
- Anticipation des conséquences du changement climatique

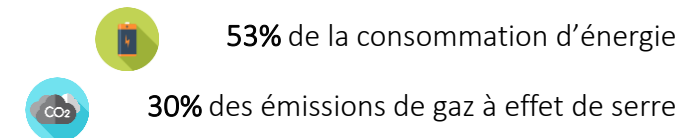
## Menaces

- Augmentation de la consommation d'électricité pour la production de froid
- Augmentation des risques naturels
- Bâtiments récents non adaptés à des vagues de chaleur

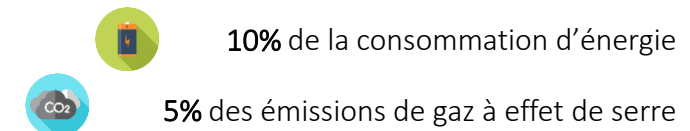
## Enjeux

- Rénover les logements en anticipant les conséquences des changements climatiques
- Rénover les systèmes de chauffage (aux énergies fossiles (gaz et fioul) ou systèmes au bois pas efficaces et polluants)
- Promouvoir la sobriété énergétique
- Lutter contre la vulnérabilité énergétique
- Intégrer les enjeux air-énergie-climat dans les documents d'urbanisme
- Améliorer la performance énergétique du secteur tertiaire
- Développer les nouvelles énergies (individuelles et collectives : biomasse, solaire PV, pompes à chaleur...)

## Logements :



## Secteur tertiaire :







# Agriculture et forêt



Anticipation des conséquences du changement climatique • Consommation d'énergie des engins •  
Émissions de gaz à effet de serre • Préservation des sols • Production d'énergie



# S'adapter à la hausse des température

## Températures en hausse

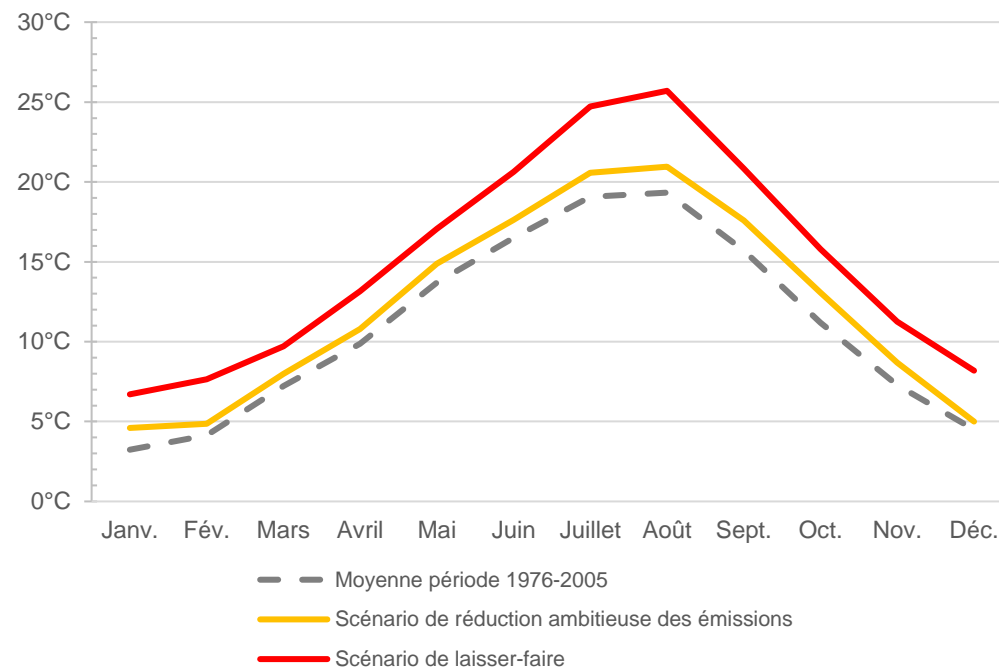
Le dérèglement climatique entraîne une variation des températures moyennes, à la hausse : jusqu' **+2,3°C** en moyenne sur l'année à moyen terme (horizon 2050), plus importante durant les mois **de juillet à août : +3,4°C** en moyenne, et moins importante durant les mois **de mars à avril : +1,5°C**.

Ces changements de températures impliquent des conséquences sur les espèces cultivées, dont la floraison a tendance à arriver de plus en plus tôt. La qualité des cultures peut également changer.

De plus, de nouvelles espèces de parasites peuvent migrer depuis les régions du sud. Enfin, des aléas climatiques sont susceptibles d'avoir lieu.

Pour toutes ces raisons, le territoire peut diversifier ses cultures, développer de nouvelles espèces résistantes, etc. pour **augmenter la résilience de son secteur agricole aux menaces possibles**.

Températures moyennes à l'horizon 2071-2100





# Anticiper la disponibilité en eau

## Des jours de sécheresse à anticiper

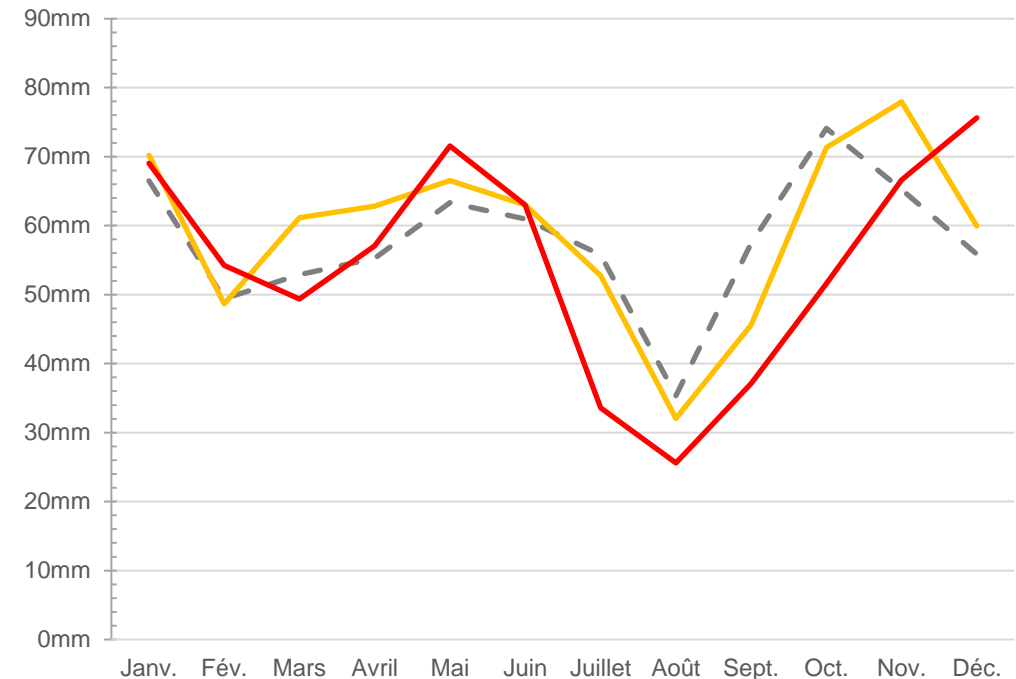
Parmi les conséquences du réchauffement climatique, la modification des précipitations : quelle que soit la trajectoire d'action, **les précipitations journalières se réduiront de juin à octobre et augmenteront en hiver et à la fin du printemps.**

Les précipitations devraient grandement diminuer pendant les mois d'été. Le nombre de jours de pluies baisserait ainsi de **3 jours/mois** en moyenne de juin à septembre, le cumul des précipitations pendant cette période baisserait de 21 mm en moyenne avec un recul particulièrement fort sur le mois de juillet où les précipitations chuteraient de presque la moitié. Par conséquent **les sécheresses** deviendraient plus longues en été : à la fin du siècle, leur durée augmente de 4 jours en juillet et de **12 jours supplémentaires entre juin et septembre.**

Pour l'agriculture, cela signifie une anticipation des **besoins en eau, qui seront augmentés en été et automne**, et le développement de cultures résistantes à des périodes de sécheresses à prévoir sur cette période.

Le stock d'eau ou l'augmentation des prélèvements en eau ne peut constituer une solution unique car l'usage de l'eau est aussi important dans d'autres domaines : eau potable, industrie.

Cumul de précipitation à l'horizon 2071-2100







## Des grandes exploitations, principalement céréalières avec des émissions légèrement en baisse

L'agriculture est très présente dans le territoire grâce à la grande qualité agronomique de ses sols. Ce secteur émet **15% des émissions de gaz à effet de serre du territoire**.

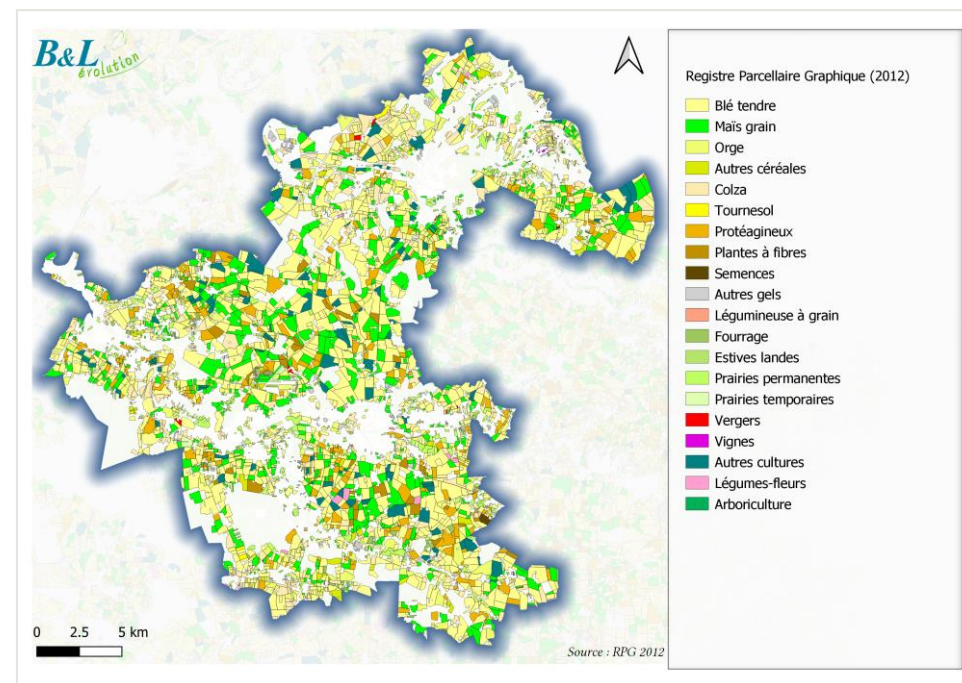
La grande majorité des cultures sont dédiées au blé tendre, avec une importante présence du maïs. Ces cultures dominantes sont complétées par une composition de différents types de cultures, majoritairement orientés vers les protéagineux, plantes à fibres et celles définies dans la partie « autres cultures ». Alors que la taille des parcelles montre une certaine tendance à la culture intensive, très courante pour les cultures de blé, on distingue au sud et au nord notamment que la taille des parcelles est moins importante laissant penser que les modes d'agriculture tendent vers des pratiques paysannes plus extensives.

La culture dominante sur le territoire étant de grandes cultures, les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur proviennent principalement de **l'utilisation d'engrais** (qui émet un gaz appelé protoxyde d'azote ou  $N_2O$ ). Les **produits pétroliers** sont également responsables des émissions de gaz à effet de serre du secteur, utilisés pour les **engins agricoles**.

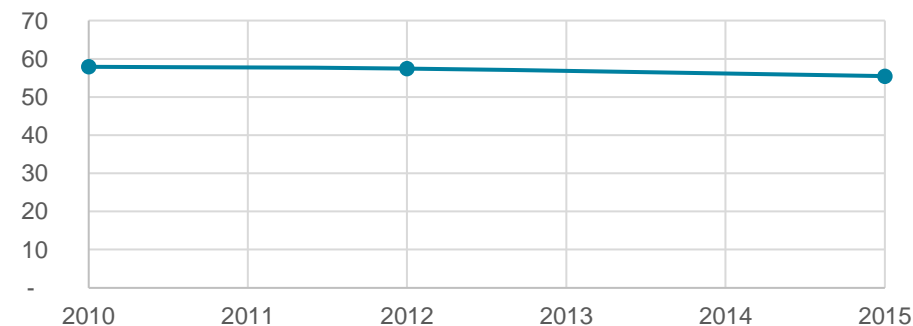
Enfin, certaines des émissions sont du **méthane** ( $CH_4$ ), lié aux animaux d'élevages, dont la fermentation entérique et les déjections émettent du méthane.

Entre 2010 et 2015, l'agriculture a connu une légère baisse des émissions passant de 58000 à 55000 tonnes éq.  $CO_2$  par an.

Registre Parcellaire 2012 : types de cultures



Emissions de GES du secteur agricole



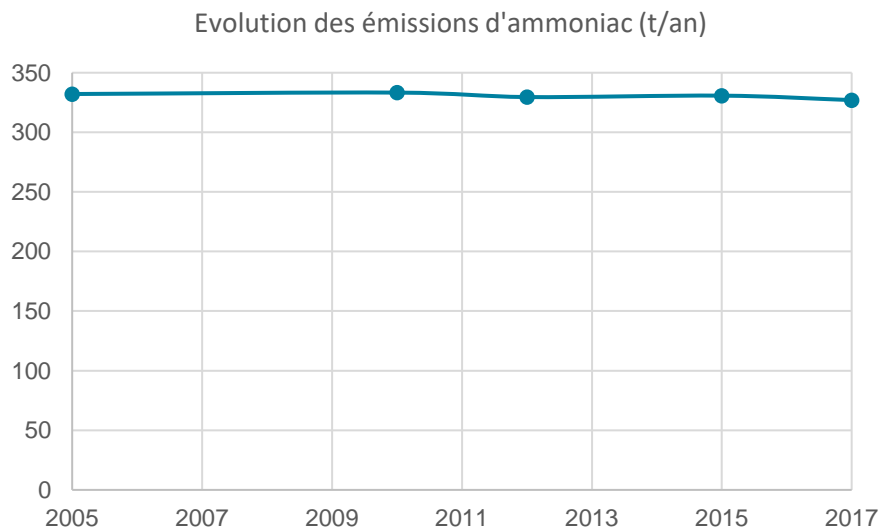




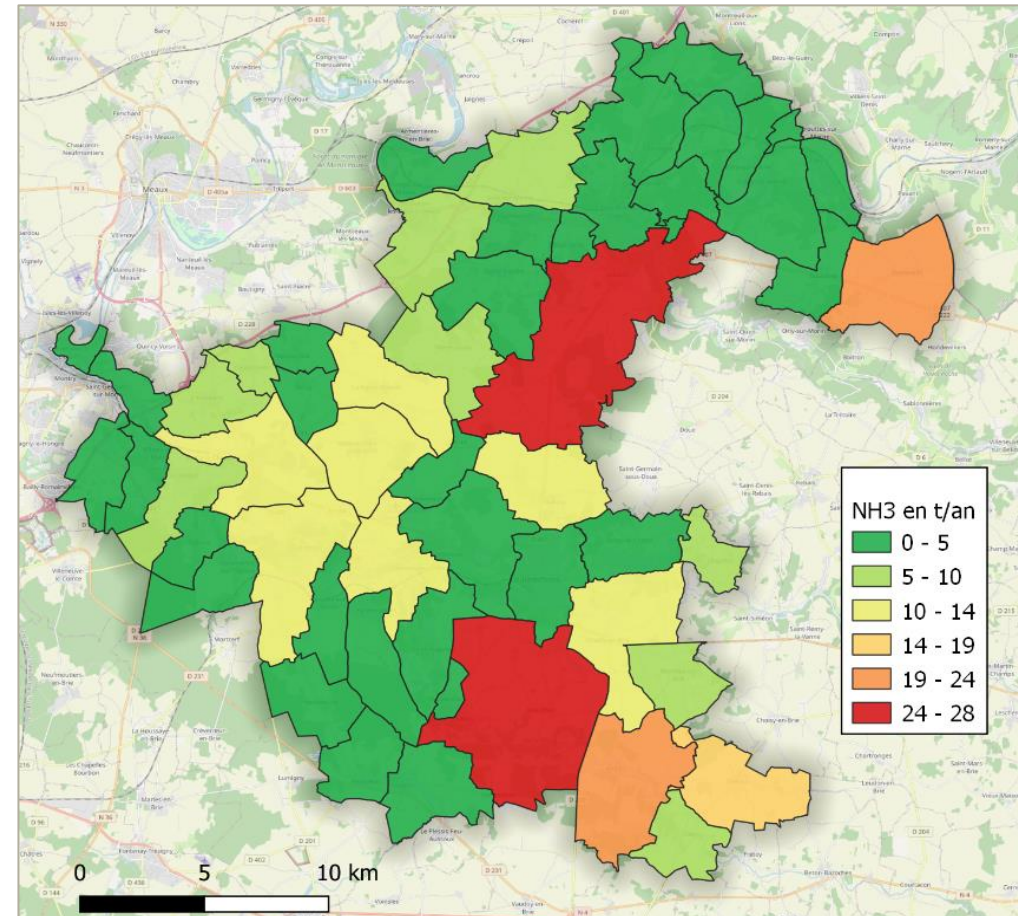
## Des émissions liées à l'azote qui stagnent

Le secteur de l'**agriculture** représente 97% des émissions d'ammoniac ( $\text{NH}_3$ ). Les émissions proviennent de l'hydrolyse de l'urée produite par les animaux d'élevage (urine, lisiers), au champ, dans les bâtiments d'élevage et lors de l'épandage ou du lisier, et de la fertilisation avec des **engrais à base d'ammoniac** qui conduit à des pertes de  $\text{NH}_3$  gazeux dans l'atmosphère. Une dizaine de producteurs sont identifiés en agriculture biologique sur le territoire.

Un autre polluant atmosphérique issu de l'agriculture est le **protoxyde d'azote** ( $\text{N}_2\text{O}$ ), ce puissant **gaz à effet de serre** émis par le secteur agricole (par la **fertilisation azotée**), est particulièrement important de le cas des **filières végétales**.



Emissions d'ammoniac par commune



# Préserver et accroître le stock de CO<sub>2</sub> des sols



## Des sols à préserver par des techniques agricoles

Bien que responsable de 15% des émissions de gaz à effet de serre du territoire, le secteur agricole et sylvicole révèle aussi des potentiels très positifs sur la séquestration de CO<sub>2</sub>. **Les forêts du territoire séquestrent ainsi chaque année l'équivalent d'environ 66 600 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit 20% des émissions.**

Les sols agricoles participent aussi à la séquestration de carbone, lorsqu'ils sont accompagnés de techniques telles que les couverts végétaux, les haies, les bandes enherbées, l'agroforesterie, le passage en semi direct...



La séquestration carbone estimée pour les cultures est de -180 tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent / ha. Certaines techniques permettent d'améliorer ce stock de carbone :

- Couvert végétal permanent,
- Passage en semis direct,
- Passage en labour quinquennal,

La séquestration carbone estimée pour les prairies est de -300 tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent / ha. Certaines techniques permettent d'améliorer ce stock de carbone :

- Augmentation de la durée des prairies temporaires.

De plus, l'**agroforesterie** permettrait d'augmenter la séquestration de carbone de 30 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

Ces pratiques ont aussi des avantages en termes de réductions de la consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, prise en compte dans la page « Les potentiels d'actions dans l'agriculture ».

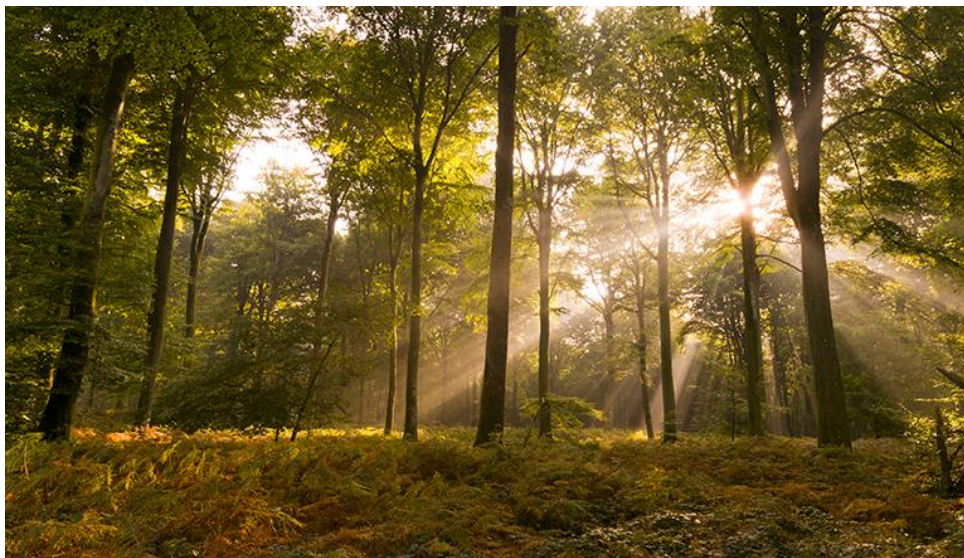
# Séquestration de carbone forestière



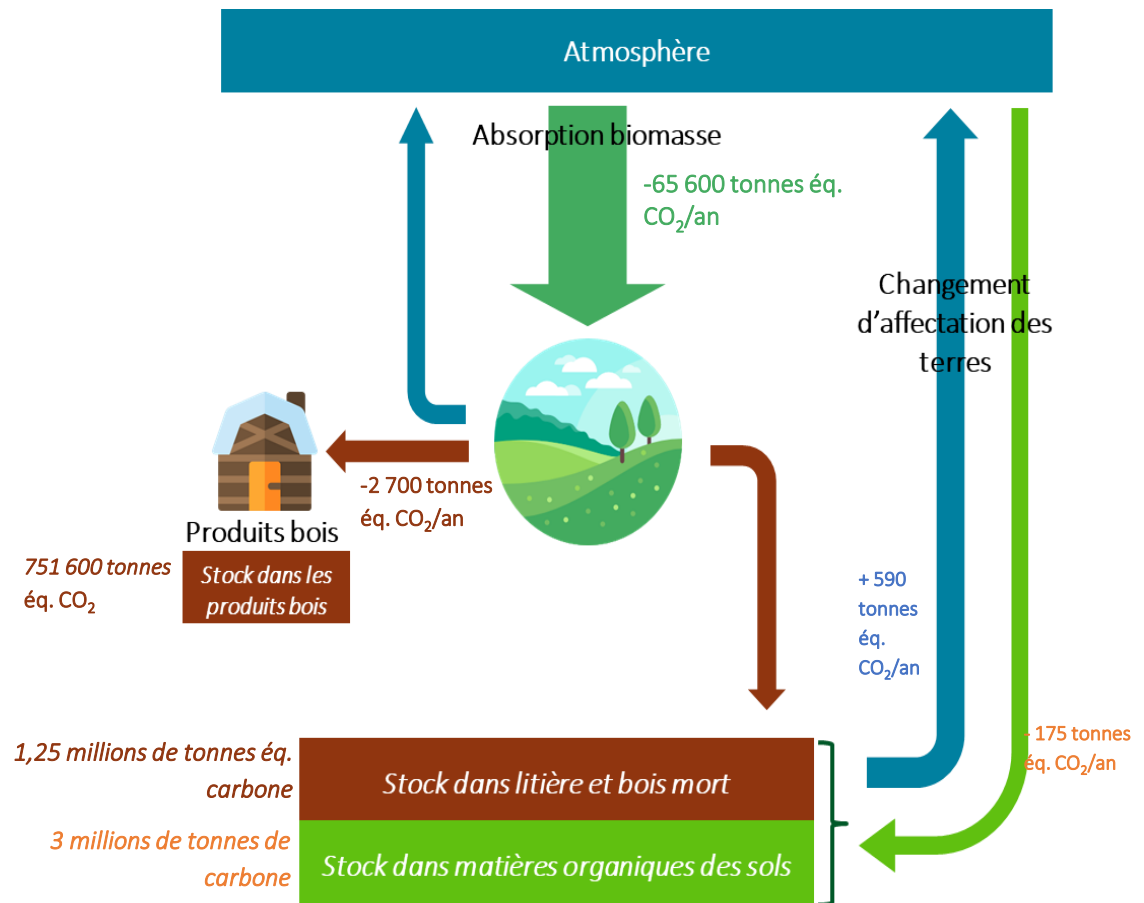
## Equilibre entre développement de l'utilisation de bois et la séquestration forestière

Sur le territoire, la ressource bois/biomasse semble sous-exploitée malgré la présence d'espaces boisés assez conséquent (13% du territoire), la valorisation énergétique des espaces agricoles est déjà engagée par le développement de l'agriculture-biomasse et la voie de la méthanisation.

Pour éviter que le puits carbone de la forêt diminue sans cesse, voir devienne négatif à long terme, **dynamiser la filière bois** (bois énergie, construction etc.) **devrait aller de pair avec des pratiques de gestion durable des forêts ambitieuses sur le long terme**, pour veiller à garder une séquestration au moins constante par rapport à 2015 (scénario à trouver entre les deux scénarios de l'IGN). L'IGN recommande par exemple d'avoir recours à des **bois feuillus** et notamment de **bois d'œuvre** quand cela est possible (une hausse des prix du BO serait susceptible de stimuler le comportement d'offre des propriétaires) pour limiter l'impact sur la ressource résineuse, dont le renouvellement est à surveiller.



Malgré une augmentation de la taille des exploitations, les surfaces dédiées à l'agriculture ont tendance à s'affaiblir en particulier dans les zones qui concentrent la majorité des zones d'activités et au contact des zones urbaines agglomérées où les pressions foncières sont les plus fortes.



Source : IGN, Emissions et absorptions de gaz à effet de serre liées au secteur forestier dans le contexte d'un accroissement possible de la récolte aux horizons 2020 et 2030, mars 2014 ; Outil ALDO



# Sequestration du carbone

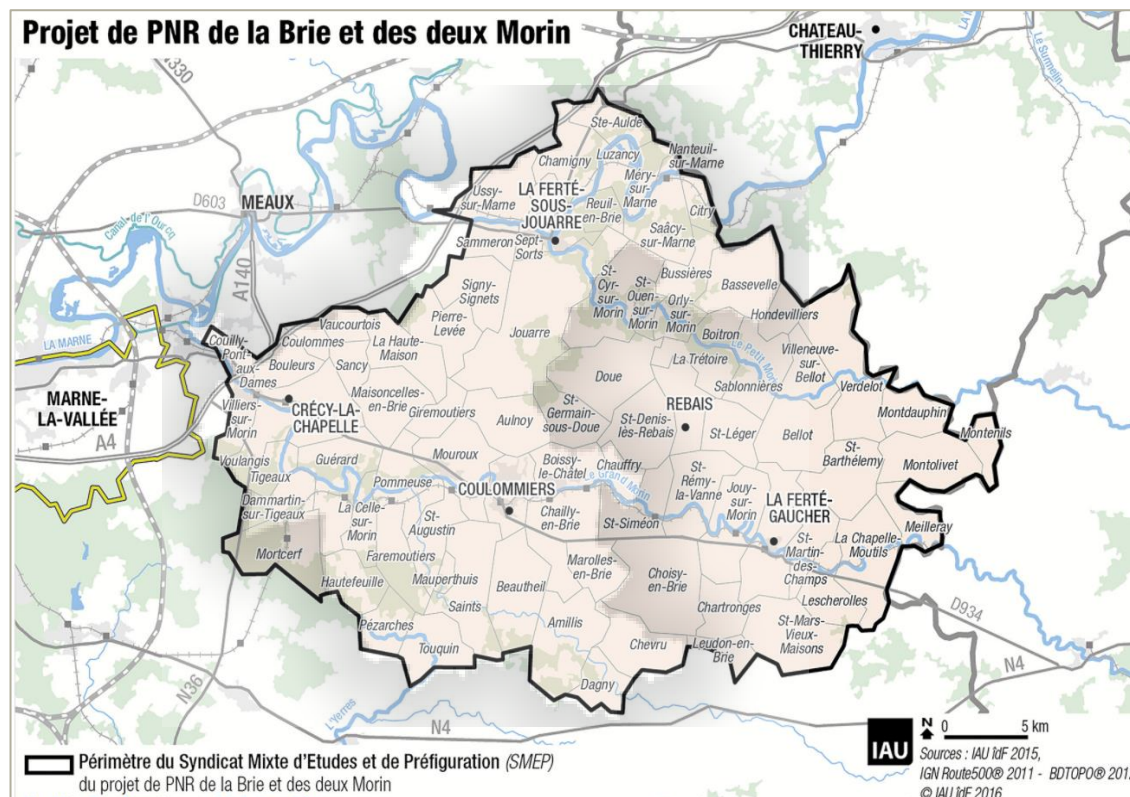


## Projet de PNR – une démarche qui pourra préserver la capacité de stockage du carbone

La communauté d'agglomération prend part au projet de **Parc naturel Régional (PNR) Brie et Deux Morin** qui doit recouvrir la quasi-totalité du territoire intercommunal. Celui-ci vise à **maîtriser l'urbanisation** de manière cohérente sur l'ensemble de son périmètre, à **préserver et valoriser ses patrimoines naturels**, culturels et bâtis ainsi qu'à promouvoir le développement touristique. Brie et deux Morin a ainsi vocation à venir compléter, à l'Est, la couronne des PNR qui valorisent les franges rurales franciliennes et à consolider la ceinture verte autour de l'agglomération parisienne.

En septembre 2020, le Préfet de la Région Ile-de-France a formulé un avis favorable au projet de PNR Brie et Deux Morin. Cet avis est transmis au Conseil Régional, porteur du projet avec le syndicat mixte, qui peut désormais engager officiellement la procédure d'élaboration de la charte du futur PNR.

La prochaine étape consiste en l'élaboration d'une charte du projet qui déclinera pour une durée de 15 ans des mesures à mettre en œuvre pour préserver ce patrimoine naturel et donc la capacité de stockage de carbone qui y est associée.







# Produire une énergie locale

## Des déchets agricoles à valoriser, un territoire avec plusieurs installations et un fort potentiel

Dans le secteur agricole, la biomasse peut être valorisée de différentes façons. Les déchets agricoles (résidus de culture telles que les pailles de maïs, effluents d'élevage...) peuvent être transformés en énergie. En plus des déchets agricoles, des cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) peuvent être cultivées.

Ces déchets et ces CIVE peuvent être brûlés pour produire de la **chaleur** (combustion directe) ou bien valorisés via la méthanisation. Du **biogaz** est produit, soit injecté dans le réseau, soit transformé en électricité et chaleur (cogénération). La méthanisation des effluents d'élevage a le double avantage de produire de l'énergie et de **diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'élevage** (le méthane des effluents ne s'échappant plus directement dans l'air).

	Ussy-sur-Marne	Saints	Pommeuse
Mise en service	2014	2017	2018
Intrants	20 000t/an de résidus de culture, CIVE, déchets agroalimentaires	10 000t/an de résidus de culture, CIVE	10 000t/an de résidus de culture au démarrage
Biométhane injecté au démarrage	140Nm3/h	140Nm3/h	140Nm3/h
Biométhane injecté en 2019	320 Nm3/h	200 Nm3/h	-

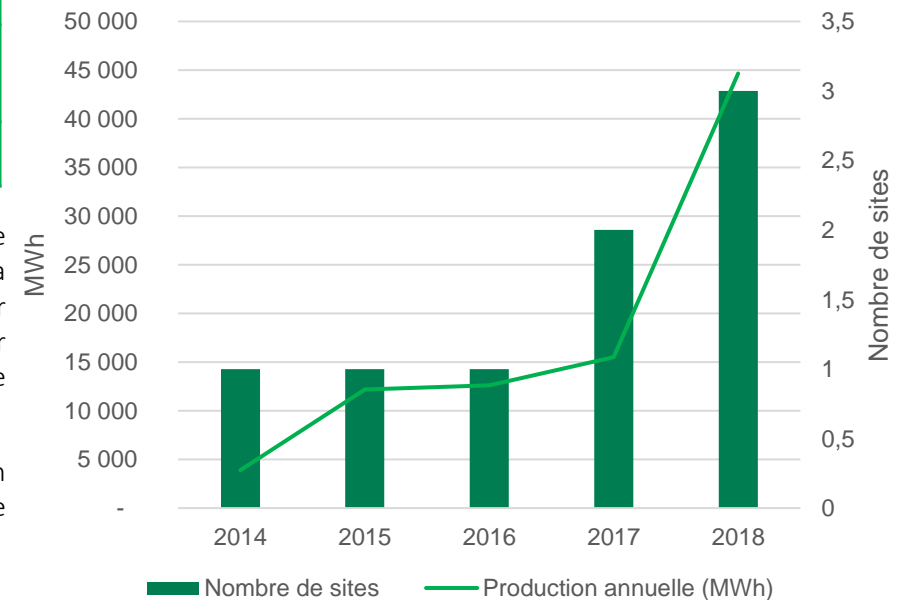
Aujourd'hui, Coulommiers Pays de Brie compte **3 sites d'injection biométhane** à Ussy-sur-Marne (depuis 2014), Saints (depuis 2017) et Pommeuse (mise en service en 2018) et un nouveau site à proximité du territoire à Boutigny mis en service fin 2019. Des données d'injection sont disponibles sur les 3 premiers sites jusqu'en 2018. Il s'agit de 3 projets à la ferme, tous en injection biométhane. Pour l'année 2018, cela représente environ 45 GWh. Cela équivaut à environ 14% de la consommation de gaz du territoire.

Les acteurs du secteur agricole peuvent aussi développer les énergies renouvelables par l'installation de **panneaux photovoltaïques**. La plupart des installations photovoltaïques existantes sur le territoire ont été réalisées sur des bâtiments agricoles.

Unité de méthanisation MéthaBrie– Pommeuse



Méthanisation - Coulommiers Pays de Brie



Graphique : Photos grdf.fr, données d'injection GRDF et données issues des fiches projet GRDF



# Les potentiels d'action dans l'agriculture

## Réduction des intrants de synthèse et préservation des sols

Différents leviers d'action peuvent permettre de diminuer la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

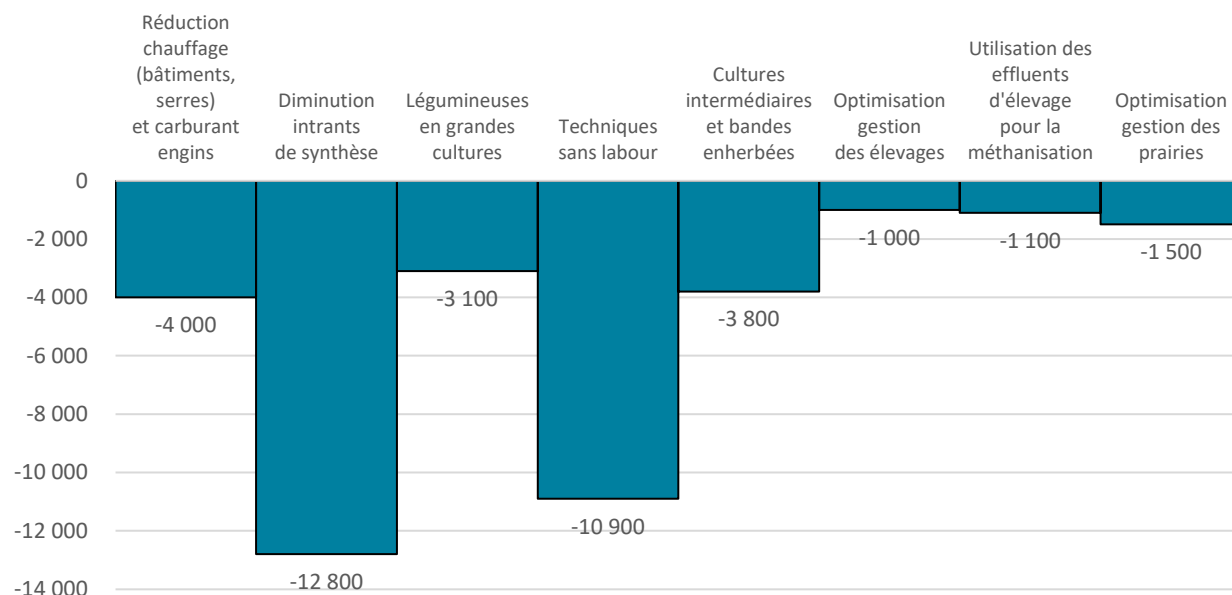
Pour diminuer ses consommations d'énergie, le secteur peut :

- **Réduire, sur l'exploitation, la consommation d'énergie fossile des bâtiments et équipements agricoles** : gisement de réduction de -14 GWh soit **-30%** de la consommation d'énergie
- Et **développer les techniques culturales sans labour** (qui permettent également de stocker du carbone dans le sol) : gisement de réduction de -0,3 GWh soit **-8%** de la consommation d'énergie du secteur.

Les gisements de réduction des émissions de ce secteur sont plus nombreux que les gisements d'économie d'énergie : voir graphe ci-contre.

Ainsi, le secteur agricole aurait le potentiel de réduire ses consommations d'énergie de **-33%** et ses émissions de gaz à effet de serre de **-55%**.

Potentiel de réduction des émissions de GES - Secteur Agriculture (tonnes éq. CO<sub>2</sub>)



Graphiques et calculs : B&L évolution ; Hypothèses : diminution des intrants de synthèses (-0,26 tCO<sub>2</sub>e/ha, 50% de la surface concernée) : réduction de la dose d'engrais minéral de 20 kgN/ha en ajustant mieux l'objectif de rendement, meilleure prise en compte de l'azote organique dans le calcul du bilan : -5 kgN/ha, enfouissement des apports organiques avec un matériel d'épandage à pendillards et broyeurs intégrés : -7kgN/ha, valorisation des produits organiques riches en azote : -2 kgN/ha, suppression du premier apport d'azote : -15 kgN/ha ; Optimisation de la gestion des élevages (50% des animaux concernés) : réduction de la teneur en protéines des rations des vaches laitières (-0,499 tCO<sub>2</sub>e/animal), réduction de la teneur en protéines des rations des porcs et des truies (-0,582 tCO<sub>2</sub>e/animal), substitution des glucides par des lipides insaturés dans les rations, ajout d'un additif (à base de nitrate) dans les rations ; Utilisation des effluents d'élevage pour la méthanisation : -2,070 tCO<sub>2</sub>e/vache laitière et -0,74 tCO<sub>2</sub>e/porc ; Source : INRA, Quelle contribution de l'agriculture française à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?, Juillet 2013 ; Les hypothèses détaillées sont en annexe.

# Synthèse Agriculture et consommation



## Atouts

- Un potentiel de méthanisation important, avec notamment 3 installations déjà présentes
- Fort potentiel de développement des circuits courts inter et intra-communales sur le territoire
- Culture du chanvre et du lin (filières courtes sur le territoire) , potentiel pour une filière agro matériaux, nouvelle filière viticole à développer de manière durable
- La création d'un PNR, démarche qui pourra permettre de préserver les milieux naturels de grande qualité du territoire.
- Production biologique déjà présente sur le territoire, dynamique de passage à des pratiques d'agriculture raisonnée ou biologique en cours sur certaines communes (exemple de Marolles, 7 agriculteurs passés en bio)

## Faiblesses

- Des grandes cultures céréalières peu résistantes aux aléas climatiques
- Utilisation d'engrais azotés qui émettent du protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O)
- Carburants pétroliers pour les engins agricoles
- Des émissions liées à l'élevage (gestion des effluents etc.)

## Opportunités

- Augmentation des revenus des agriculteurs : valorisation des déchets agricoles, développement des cultures intermédiaires à vocation énergétique
- Augmentation de la séquestration de carbone dans les sols
- Évolution des systèmes actuels (allongement des rotations...)
- Augmentation de l'autonomie alimentaire du territoire

## Menaces

- Variations climatiques entraînant une baisse des rendements
- Baisse de la qualité des sols
- Erosion des sols
- Qualité de l'eau menacée par les nitrites issus d'engrais azotés
- Augmentation des prix des engrais de synthèses
- Concurrence entre l'eau pour l'usage agricole et l'eau potable
- Dépendance accrue à l'irrigation

## Enjeux

- Accompagner les agriculteurs et communes dans l'exploitation des ressources biomasse du territoire (faire émerger des filières bois-énergie et biomasse agricole structurées)
- Promouvoir des pratiques agricoles alternatives (diminution des intrants azotés et séquestration carbone)
- Diminuer la consommation d'énergie due aux engins agricoles
- Encourager une consommation locale
- Anticiper les conséquences du changement climatique pour augmenter la résilience des cultures
- Valoriser l'utilisation de la biomasse à usages autres qu'alimentaire (énergie, biomatériaux...)

## Agriculture :



3% de la consommation d'énergie

15% des émissions de gaz à effet de serre





# Économie locale



Situation de l'économie locale – Les secteurs industriels et tertiaire – Les potentiels d'action dans l'industrie - Les artisans – Le tourisme – Les éco-activités – Les déchets





## Un secteur diversifié et diffus géographiquement

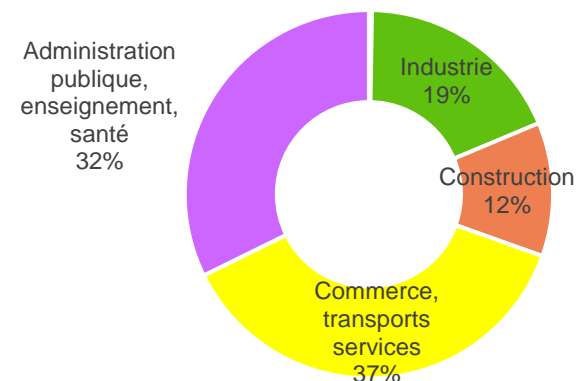
Les secteurs qui emploient le plus sur le territoire sont les secteurs de l'administration publique, du commerce, puis l'industrie et la construction. Aucun gros employeur n'a été identifié, hormis les structures publics comme l'hôpital par exemple.

Il existe quelques gros employeurs sur le territoire dans les secteurs cités précédemment, mais **2/3 des établissements n'ont pas de salarié**.

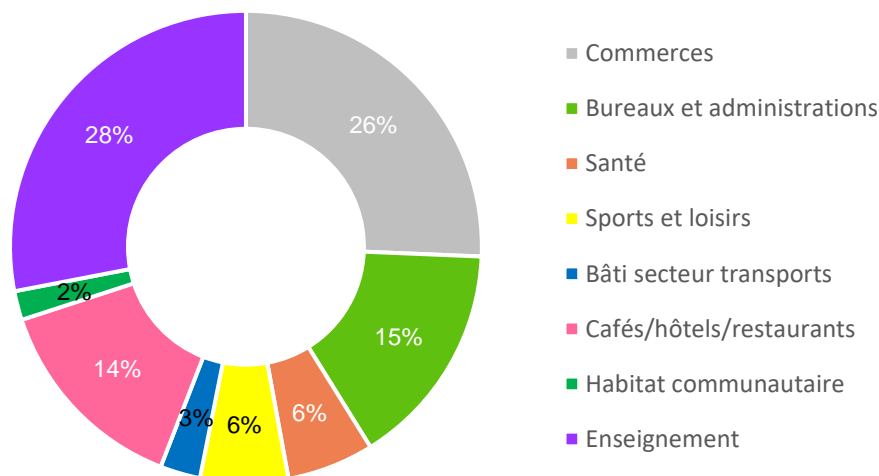
Les secteurs industriels, dont la construction, consomment en moyenne 7 MWh / emploi ; et le secteur tertiaire consomme en moyenne 11 MWh / emploi.

Par l'importance des petits établissements, l'impact de l'économie locale reste assez diffus.

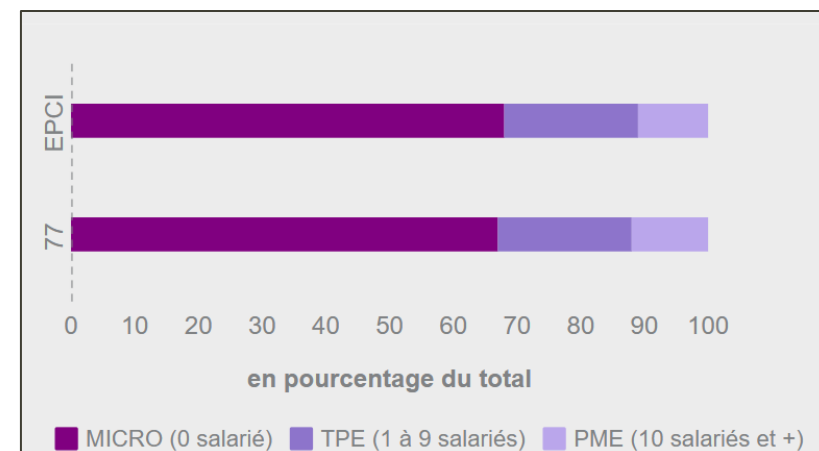
Emplois sur le territoire par secteur d'activité



Répartition des consommations du secteur tertiaire par sous secteur



Répartition des établissements actifs par taille



Données postes actifs : INSEE ; Graphiques : B&L évolution, Etablissements par taille : département Seine et Marne – observatoire économique



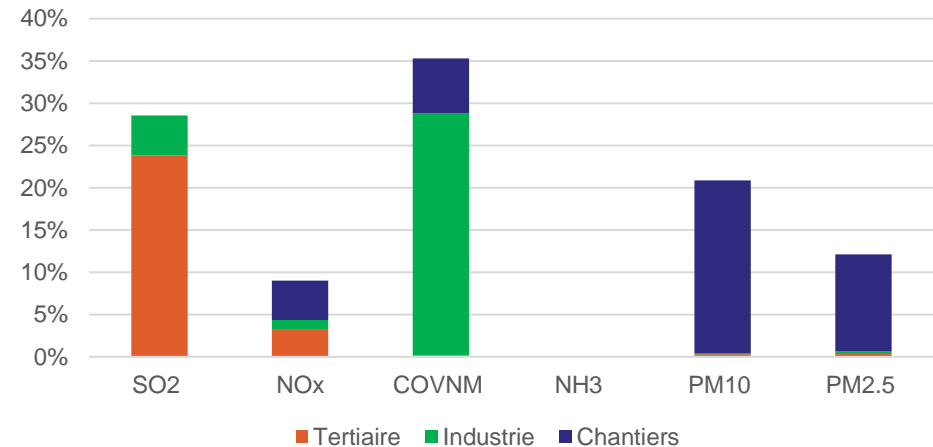
## Pollution de l'air intérieur et extérieur

Le secteur industriel (construction incluse) représente une part significative des émissions des polluants atmosphériques du territoire. En particulier, les émissions de particules fines PM 10 (où le secteur de la construction pèse autour de 20% des émissions du territoire) sont liées à **l'usage de procédés spécifiques ou de solvants**.

Quant au secteur tertiaire, les émissions de polluants sont surtout liées au soufre, un polluant du **fioul** et donc relié aux usages de chauffage, traité dans la partie « Bâtiment et habitat ».

Les émissions liées aux solvants (COVNM ; voir partie « Pollution de l'air pour plus de détails) présentent la spécificité de **polluer également l'air intérieur des bâtiments**.

Part dans les émissions de polluants atmosphériques  
secteurs : tertiaire, industrie et construction





# Les potentiels d'action dans l'industrie

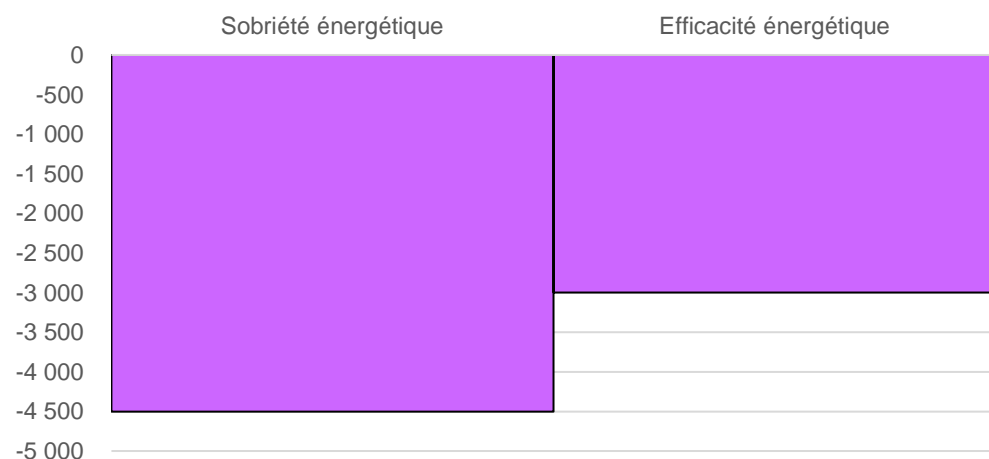
## Des réductions de consommation par de l'efficacité et de la sobriété

Dans l'industrie, en appliquant les hypothèses suivantes pour la consommation d'énergie :

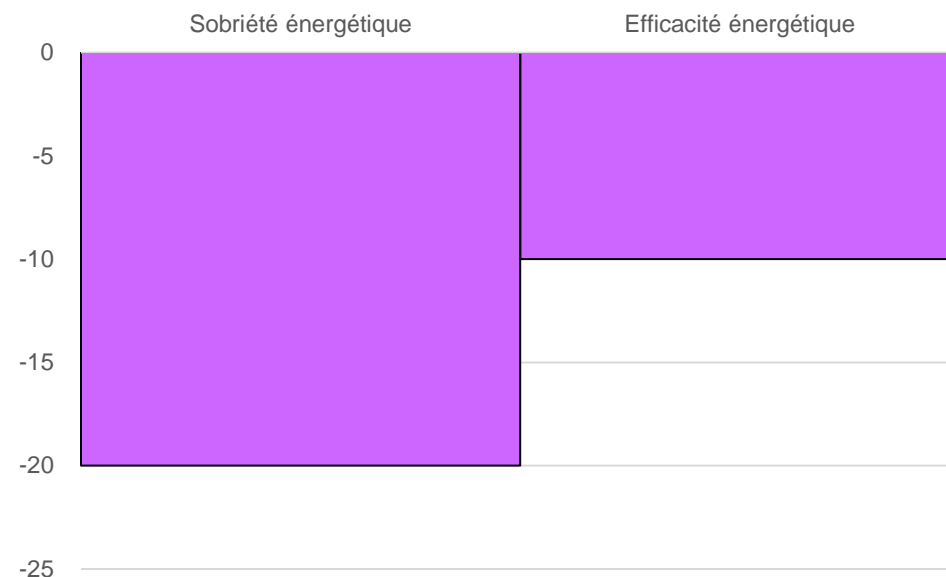
Réduction énergie - sobriété	-30%
Réduction énergie - efficacité	-20%

On estime le gisement d'économie d'énergie dans l'industrie à : **-34 GWh** soit une réduction de 53%. Ces économies d'énergies permettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de **-12 500 tonnes éq. CO<sub>2</sub>** soit -81%.

Potentiel de réduction des émissions de GES - Secteur Industrie  
(tonnes éq. CO<sub>2</sub>)



Potentiel de réduction des consommations d'énergie - Secteur Industrie (GWh)



Graphiques et calculs : B&L évolution ; Économies d'énergie dans les opérations transverses de 77% dans les chaufferies, de 68% dans les réseaux, de 50% dans le chauffage des locaux, de 38% dans les moteurs, de 35% dans l'air comprimé, de 38% dans le froid, de 39% dans la ventilation, de 29% dans le pompage, de 71% dans les transformateurs et de 64% dans l'éclairage (Estimation CEREN du gisement d'économies d'énergie dans les opérations transverses en 2007 - Industrie française) ; Hypothèses de sobriété : hypothèses du scénario Négawatt ; **Les hypothèses détaillées sont en annexe.**



## Réduire les déchets à la source et les valoriser

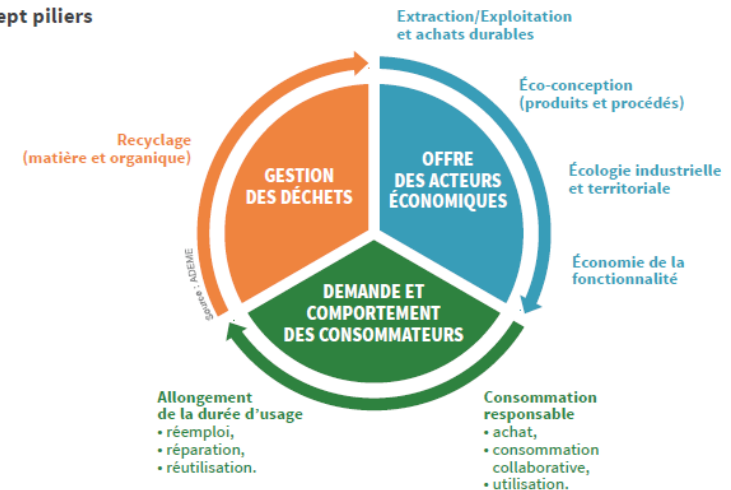
Le territoire est couvert par 2 syndicats de déchets qui assurent la collecte et le traitement des déchets (SIVOM et SIETOM).

Des initiatives de sensibilisation sur le compostage et la prévention des déchets sont réalisées dans le cadre des PLP (Plan local de prévention) des différents syndicats, avec par exemple un accompagnement au compostage, par la mise à disposition de bac de compostage et de formations.

En France, nos ordures ménagères totales (déchets putrescibles, papier, carton, plastiques, verre, métaux) représentent **environ 0,2 tonne équivalent CO<sub>2</sub> par personne et par an**. Cette valeur inclut à la fois les émissions de fabrication et les émissions de fin de vie (liées à l'incinération et la fermentation) des objets que nous jetons. Cela représente **10% des émissions de gaz à effet de serre des Français**. Ainsi, réduire notre production de déchets au quotidien représente un levier important de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est aussi un levier important d'économies pour la collectivité qui doit collecter et traiter l'ensemble des déchets produits.

Moins d'emballages (éco-conception, achat en vrac), plus de réutilisation et de recyclage, les pistes d'actions sont variées et concernent tous les acteurs du territoire : du producteur au consommateur (voir schéma ci-contre).

### Trois domaines d'action Sept piliers



En termes de quantité, chaque année en France, un habitant produit 350 kg d'ordures ménagères (calculs de l'ADEME à partir des tonnages des poubelles des ménages (hors déchets verts) collectées par les collectivités locales.

On peut aussi, comme le fait [Eurostat](#) afin d'effectuer des comparaisons internationales, évaluer la quantité de déchets municipaux par habitant. La quantité produite monte alors à 540 kg par an, et intègre en plus des déchets des ménages, ceux des collectivités et également une partie des déchets d'activités économiques.

Mais attention, ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg de déchets produits en France chaque année : en prenant en compte les déchets professionnels (BTP, industrie, agriculture, activités de soin), on atteint 13,8 tonnes de déchets produits par an et par habitant.





## Des emplois à valoriser et à pérenniser

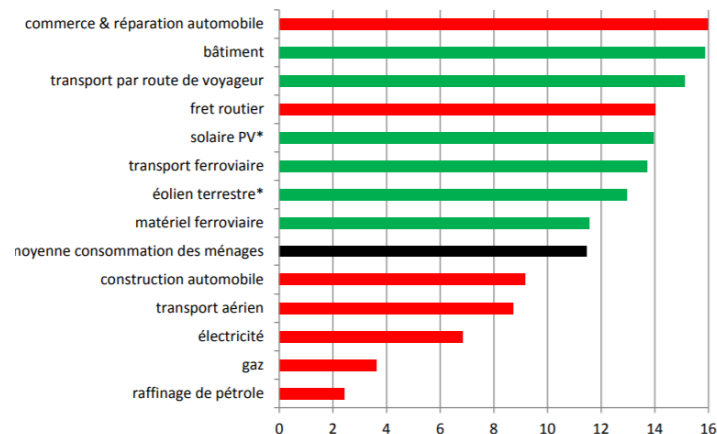
La Chambre de Métiers et de l'Artisanat réalise des actions telles que l'opération « TPE PME gagnantes sur tous les coûts » (avec l'ADEME) pour **réduire les flux des entreprises (énergie, eau, déchets, ...)**.

En France, 90% des consommateurs se déclarent prêts à privilégier un artisan ou un commerçant qui met en place des pratiques respectueuses de l'environnement. D'autre part, les artisans ont un rôle fort à jouer en étant acteurs directs de la transition énergétique. Pour cela, ils ont besoin de **monter en compétence** afin de concevoir et de proposer à leurs clients de **nouveaux produits et services** permettant d'entreprendre la transition.

La lutte contre le changement climatique peut être l'occasion de **créer des filières artisanales** sur le territoire comme la rénovation de bâtiment, les éco-matériaux, les fabricants ou réparateurs de vélo, les installateurs de panneaux photovoltaïques...

Ce territoire possède déjà une spécialisation dans le BTP qui pourra être accompagné vers de nouvelles pratiques (utilisation de matériaux biosourcés, rénovation énergétique etc..).

Contenu en emploi d'une sélection de branches en France



Le graphique ci-dessus présente le contenu en emploi (en équivalent temps plein par million €) d'une sélection de branches professionnelles. Sont coloriées en vert les branches qui devraient gagner en activité grâce à la transition énergétique (**bâtiment, transports, solaire PV, ferroviaire, éolien...**). En France, la transition énergétique **générera 330 000 créations d'emplois d'ici à 2030** et 825 000 d'ici à 2050.

En revanche, de par les transformations économiques à l'œuvre, certaines branches devraient perdre en activité (**automobile, fret routier, gaz, transport aérien...**). Un des enjeux de la transition est donc d'accompagner ces filières.



## De réelles opportunités pour la création de nouvelles filières locales (tourisme vert, agro matériaux..)

Parmi les 5 axes de travail du PNR se trouve l'engagement suivant :

- Favoriser le développement économique durable, à travers de nouvelles filières locales : agriculture durable, éco activités, tourisme et loisirs.

En effet, Le territoire du PNR et plus spécifiquement de Coulommiers Pays de Brie présente un potentiel très intéressant pour le développement des filières suivantes :

### • Les filières plantes textiles ou agromatériaux

Les terres de Brie, aux limons profonds chargées d'humidité, conviennent bien à la culture du lin, plante exigeante, qui peut néanmoins souffrir d'excès de chaleur en été.

A partir de 2007, une filière chanvre s'est mise en place en Seine-et-Marne, sous l'impulsion d'une dizaine d'agriculteurs désireux de diversifier leurs activités. La filière chanvre seine-et-marnaise reste relativement fragile, avec des investissements importants de la part des agriculteurs engagés dans la démarche.

### • Le tourisme vert

Avec ces espaces naturels de grande qualité et 3 zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (Crécy-la-Chapelle, Voulangis et Couilly-Pont-aux-Dames), 1 aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine en cours d'élaboration (à Coulommiers) et quatre sites classés ou inscrits s'y situent également.



Portraits de territoire IAU, Photos , les Capucins Coulommiers, Savoir faire- IAU PNR Brie deux Morins



# Synthèse Économie locale



## Atouts

- Plusieurs zones d'activités où des actions d'économie circulaire peuvent être menées
- Une volonté de développer les industries durables, les productions locales
- Le projet de PNR a pour mission notamment de développer le tourisme vert
- Potentiel pour le développement de filières locales autour d'agromatériaux, de la rénovation...
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la CCI réalisent des actions telles que l'opération « TPE PME gagnantes sur tous les coûts » (avec l'ADEME pour réduire les flux des entreprises (énergie, eau, déchets, ...)).

## Faiblesses

- Une majorité de très petites entreprises plus difficiles à impliquer par manque de temps
- Pas de réseaux d'entreprises ou d'artisans identifiés, l'impact de l'économie locale reste assez diffus

## Opportunités

- Réinvestissement local de la richesse et la création d'emplois non délocalisables (filières locales : alimentaire, énergie, matériaux)
- Économie recentrée sur des filières artisanales locales et des commerces de proximité
- Valorisation des employeurs du territoire par leur bonnes pratiques en matière de consommation d'énergie ou de respect de l'environnement
- Diminution des coûts de traitement des déchets par la prévention des déchets
- Requalification et optimisation des espaces urbains existants

## Menaces

- Tertiairisation des emplois
- Délocalisation des emplois
- Précarisation des emplois
- Disparition des entreprises artisanales

## Enjeux

- Former les artisans : rénovation, construction biomatériaux, installation énergie renouvelable...
- Favoriser l'économie circulaire et l'écologie industrielle avec des échanges interterritoriaux
- Limiter l'artificialisation des sols des zones d'activité industrielle et commerciales
- Valoriser les friches industrielles (développement des énergies renouvelables par ex.)
- Maintenir l'identité rurale et naturelle de la commune afin de garantir un cadre de vie urbain de qualité

## Secteur industriel :



4% de la consommation d'énergie

2% des émissions de gaz à effet de serre

## Secteur tertiaire :

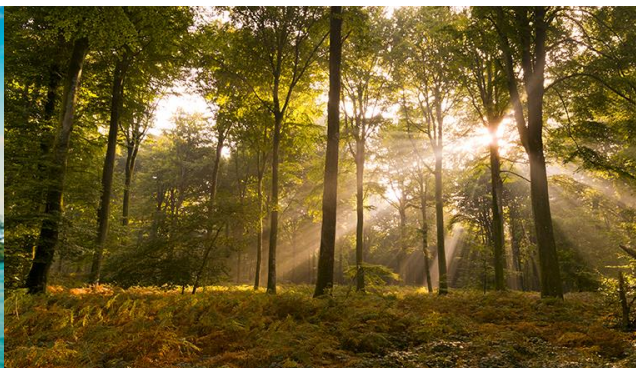


16% de la consommation d'énergie

11% des émissions de gaz à effet de serre



# ÉLÉMENTS CLÉS







- Réduire la dépendance à la voiture individuelle et aménager le territoire pour une mobilité moins émettrice
- Favoriser la sobriété énergétique et l'efficacité énergétique dans les habitats
- Créer des synergies entre les différents secteurs afin de répondre aux problématiques climat énergie et structurer des filières et espaces du territoire (agriculture, construction...).
- Valoriser les projets durables et innovants afin d'impulser une dynamique de territoire
- Anticiper les changements et les risques climatiques dans tous les secteurs



# PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE PLAN AIR RENFORCÉ

<b>Introduction</b>	<b>Page 3</b>
<b>Détail par polluant</b>	<b>Page 8</b>
<b>Évaluation de l'impact du plan d'action</b>	<b>Page 27</b>
<b>Conclusion</b>	<b>Page 40</b>

## INTRODUCTION

- Contexte réglementaire
- Questions fréquentes
- Coût de la qualité de l'air
- Polluants atmosphériques : synthèse





## Pourquoi un Plan Air ?

### Contexte réglementaire

- L'article 85 de la loi d'orientation de mobilités (LOM) oblige certains EPCI à intégrer dans leur PCAET un « plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques » fixant des objectifs biennaux de réduction des émissions à compter de 2022, au moins aussi exigeants que ceux du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA). Ce plan devra comprendre une étude portant sur la création d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-M).
- En Île-de-France, le PPA couvre toute la région. Tous les EPCI de plus de 20 000 habitants doivent donc intégrer ce plan air dans leur PCAET.
- Le plan doit fixer des objectifs quantitatifs **biennaux** de réduction des émissions, au moins aussi ambitieux que ceux du **PREPA** (Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques). Pour rappel, la France est en contentieux avec la Commission Européenne, concernant le  $NO_2$  et les  $PM_{10}$ , pour non-respect des valeurs limites et insuffisance des actions mises en place.

- Il doit ainsi comprendre une liste d'actions qui permette d'atteindre ces objectifs.
- L'atteinte des objectifs doit également permettre de respecter les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L 221-1 du code de l'environnement **dans les délais les plus courts possibles, et au plus tard en 2025.**

Objectifs du PREPA par rapport à 2005

	2020	2025	2030
Dioxyde de soufre ( $SO_2$ )	-55 %	-66 %	-77 %
Oxyde d'azote ( $NO_x$ )	-50%	-60%	-69 %
Particules fines ( $PM_{2,5}$ )	-27%	-42%	-57 %
Composés organiques volatiles (COVnM)	-43%	-47%	-52 %
Ammoniac ( $NH_3$ )	-4%	-8%	-13 %



## Quel lien entre l'air, l'énergie et le climat ?

- L'air est une nouvelle thématique : avant les PCAET, on parlait de Plan Climat Energie Territorial (PCET). Le volet sur l'air est désormais une réflexion à mener en parallèle des réflexions sur l'énergie. Les mesures vont parfois dans le même sens : par exemple la réduction de la combustion de fioul est bénéfique pour le climat et pour la qualité de l'air. En revanche, sur d'autres sujets tels que les chauffages au bois, la pollution atmosphérique doit être prise en compte, afin d'éviter de nouvelles sources de pollution, à l'image du diesel, carburant un temps privilégié alors qu'il est responsable d'émissions d'oxydes d'azote ( $NO_x$ ).

## Quelle différence entre polluants atmosphériques et gaz à effet de serre ?

- Dans les deux cas on parle d'émissions, et l'approche pour les estimer est similaire. Les gaz à effet de serre sont des gaz qui partent dans l'atmosphère et ont des conséquences globales sur le climat ou les océans, quelle que soit la localisation des émissions. Dans le cas de polluants atmosphériques, on parle de conséquences locales suite à des émissions locales : brouillard de pollution, gênes respiratoires, troubles neuropsychiques, salissure des bâtiments...

## Pourquoi parle-t-on d'émissions et de concentrations ?

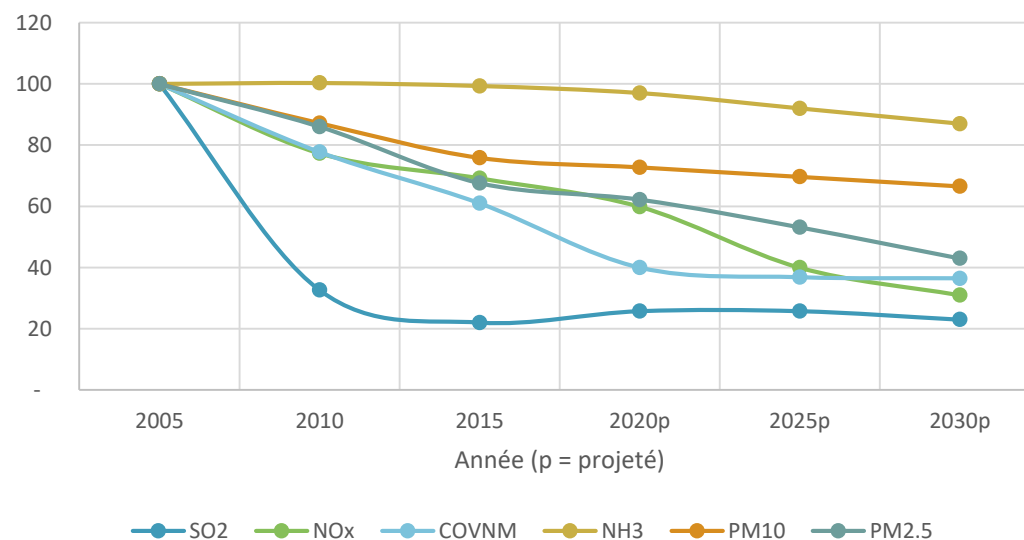
- Les émissions de polluants atmosphériques sont estimées, comme les émissions de gaz à effet de serre, sur une approche cadastrale à partir des activités du territoire (quantité de carburants utilisés, surface de cultures, activité industrielle...) et de facteurs d'émissions. Ceci permet d'estimer les polluants émis sur le territoire.
- Cependant, les polluants atmosphériques sont sujets à des réactions chimiques, et leur concentration dans l'air peut aussi être mesurée (on peut voir dans certaines villes des panneaux d'affichage sur la qualité de l'air en direct). Cette concentration mesure réellement la quantité de polluants présent dans un volume d'air à un endroit donné, et est donc intéressante à analyser en plus des émissions ; **ce sont les concentrations qui mesurent réellement la qualité de l'air**. L'analyse des émissions permet surtout de comprendre *l'origine* des polluants. Comme la mesure des concentrations demande plus d'infrastructures, tous les polluants ne sont pas systématiquement suivis par les AASQA (associations agréées de surveillance de la qualité de l'air).

## Un coût de l'inaction face à la pollution considérable

- La pollution de l'air entraîne des **coûts sanitaires** :
  - Sur le système de santé,
  - Dus à l'absentéisme,
  - Avec des pertes de productivité,
  - Avec la mortalité et la morbidité.
- et des **coûts économiques et financiers** :
  - Baisse des rendements agricoles et forestiers,
  - Dégradation du bâti et coût des réfections,
  - Dépenses de prévention, de surveillance et de recherche,
  - Dégradation des écosystèmes et pertes de biodiversité,
  - Nuisances psychologiques, olfactives ou esthétiques.
- En France, le Sénat a estimé en 2015 que le coût de la qualité de l'air est d'environ 100 milliards d'euros par an.
- Ramené à la population du territoire, on peut estimer ce coût de l'inaction à **139 millions d'euros par an**, soit environ **1 500€/habitant par an**.

- Une fois déduit le coût de l'ensemble des mesures de lutte contre la pollution de l'air, le bénéfice sanitaire net pour la France de la lutte contre la pollution atmosphérique serait de plus de 11 milliards d'euros par an.
- Ramené à la population du territoire, on obtient un **bénéfice net de 15,3 millions d'euros pour le territoire de Coulommiers Pays de Brie**.
- Le graphique suivant montre les émissions passées des différents polluants atmosphériques surveillés, et la projection de ces émissions pour améliorer la qualité de l'air :

Émissions passées et projetées de polluants atmosphériques en base 100 - CACPB



# Polluants atmosphériques : synthèse

Pas de problème de concentration mais certaines émissions à contrôler

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	O <sub>3</sub>	NH <sub>3</sub>	PM <sub>10</sub>	PM <sub>2.5</sub>
Concentration							
Émissions							

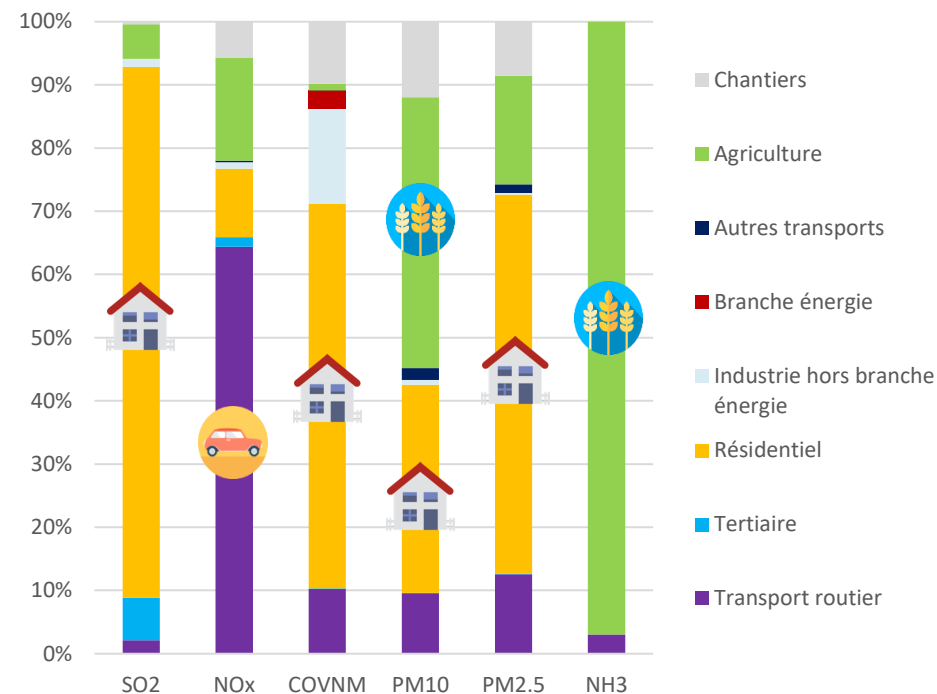
- Concentration : pas de dépassement des seuils  
Émissions : diminution en accord avec les objectifs du PREPA
- Concentration : proche d'un seuil ou dépassement local  
Émissions : non respect des objectifs du PREPA en 2025 ou 2030
- Concentration : dépassement d'un seuil à grande échelle  
Émissions : non respect des objectifs du PREPA dès 2020

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	COVNM	NH <sub>3</sub>	PM <sub>10</sub>	PM <sub>2.5</sub>
<b>Réel 2005 - 2017</b>	<b>-76%</b>	<b>-35%</b>	<b>-50%</b>	<b>-2%</b>	<b>-25%</b>	<b>-35%</b>
Obj PREPA 2005-2020	-55%	-50%	-43%	-4%		-27%
Obj PREPA 2005-2025	-66%	-60%	-47%	-8%		-42%
Obj PREPA 2005-2030	-77%	-69%	-52%	-13%		-57%
<b>Écart 2017 - objectif 2020</b>	<b>21%</b>	<b>-15%</b>	<b>7%</b>	<b>-2%</b>		<b>8%</b>

Comparaison des émissions passées aux objectifs du PREPA

Les secteurs du résidentiel, des transports routiers et de l'agriculture principaux émetteurs

Émissions de polluants atmosphériques en 2017 - CACPB



- La répartition des émissions de polluants est présentée sans la quantité en tonnes, car il n'est pas judicieux de comparer les émissions des polluants atmosphériques entre elles (les impacts d'une tonne d'un polluant ne sont pas les mêmes que les impacts d'une tonne d'un autre polluant). Le graphique permet cependant de déterminer rapidement quel secteur émet quel polluant.



## DÉTAIL PAR POLLUANT



- Dioxyde de soufre
- Oxydes d'azote
- Composés Organiques Volatils Non Méthaniques
- Ozone
- Ammoniac
- Particules fines
- Objectifs biennaux de réduction des émissions

- Le  $SO_2$  est un gaz incolore, d'odeur piquante.

## Le résidentiel principal émetteur

- En 2017, 84% des émissions de  $SO_2$  proviennent du résidentiel. Elles sont dues à la combustion de matières fossiles, donc ici principalement au **chauffage au fioul** (11% des logements chauffés au fioul sur le territoire).

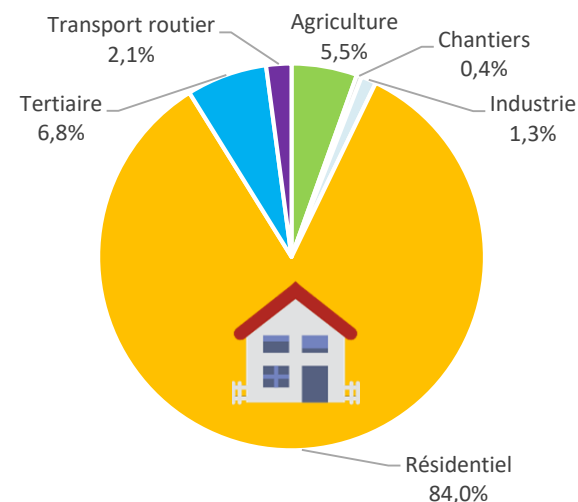
## Une forte baisse due à des changements de chauffage

- Les émissions de  $SO_2$  ont fortement diminué sur 2005 – 2012 (-77%), puis ont stagné sur 2010 – 2017 (+3%). Au total, les émissions de  $SO_2$  ont **diminué de -76%** sur 2005 – 2017.
- Sur la même période, le nombre de logements chauffés au fioul a chuté de -30%, ce qui permet d'expliquer la baisse des émissions.
- En dehors des émissions du résidentiel, les autres secteurs ont presque tous arrêté leurs émissions.

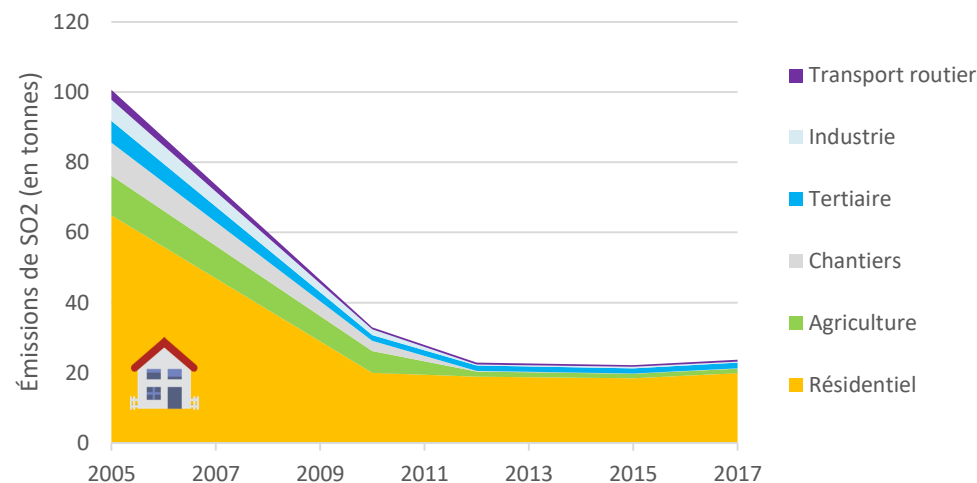
## Une concentration en forte baisse sur toute la région

- De par la désindustrialisation de la région et l'arrêt de l'utilisation du charbon, les concentrations de  $SO_2$  ont fortement baissé en Île-de-France. Sa surveillance n'est plus obligatoire, et en 2017 les concentrations moyennes annuelles étaient inférieures à la limite de détection ( $5\mu g/m^3$ ) sur les 5 stations qui mesurent encore ce polluant dans la région.
- Il n'y a pas de seuil de concentration de  $SO_2$  défini sur la moyenne annuelle au niveau du Code de l'environnement ou de l'OMS. De plus, aucune donnée de concentration de  $SO_2$  n'est disponible sur le territoire.

Répartition des émissions de  $SO_2$  par secteur en 2017 - CACPB



Évolution des émissions de  $SO_2$  par secteur - CACPB



Sources : Airparif 2018, INSEE RP – Traitement BL évolution 04/2022

# Dioxyde de soufre ( $SO_2$ ) : une avance confortable sur les objectifs

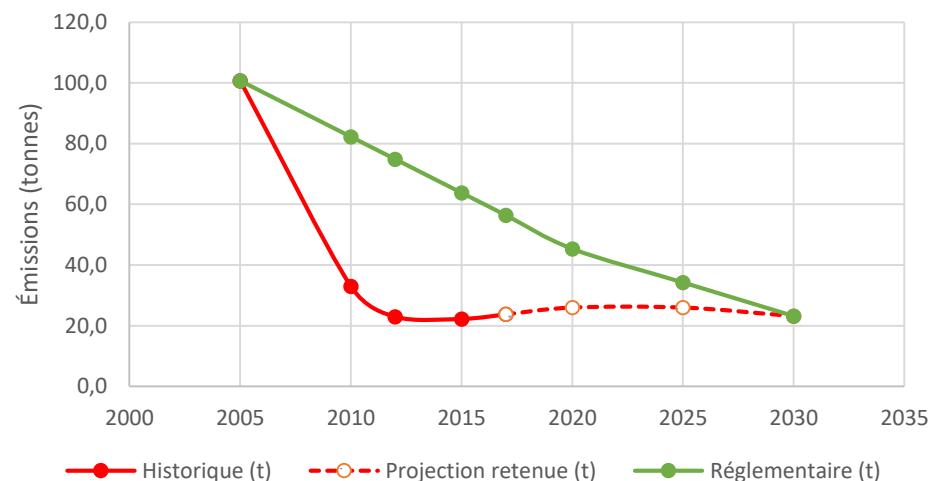
## En forte avance sur les objectifs du PREPA, mais des émissions à surveiller sur le long terme

- Le territoire possède une **forte avance** par rapport à l'objectif PREPA : 19% d'avance prévus sur l'objectif en 2020.
- L'enjeu consiste à stabiliser les émissions et empêcher leur reprise, en agissant notamment sur les derniers logements chauffés au fioul.
- Ceci devrait permettre de **rester sous les seuils d'émissions avec une bonne marge** jusqu'en 2030.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Le  $SO_2$  affecte le système respiratoire, le fonctionnement des poumons, et il provoque des irritations oculaires. L'inflammation de l'appareil respiratoire entraîne de la toux, une production de mucus, une exacerbation de l'asthme, des bronchites chroniques et une sensibilisation aux infections respiratoires.
- La réaction du  $SO_2$  avec l'eau produit de l'acide sulfurique, principal composant des pluies acides à l'origine de phénomènes de déforestation (le  $SO_2$  est responsable de 7,4% des pluies acides en France).

Évolution des émissions de  $SO_2$  passées et projetées - CACPB



		SO2 - (en t)	Variation depuis 2005	Objectifs PREPA	
Historique	2005	100,7			
	2010	32,9			
	2012	22,9			
	2015	22,2			
	2017	23,7	-76%		
Prévisionnel	2020	26,0	-74%	-55%	✓
	2025	26,0	-74%	-66%	✓
	2030	23,2	-77%	-77%	■

- ✓ Respect de l'objectif, d'après la tendance
- ✗ Respect de l'objectif impossible
- Respect de l'objectif, si des efforts sont consentis

# Oxydes d'azote ( $NO_x$ ) : des progrès sur le parc automobile

- Les  $NO_x$  sont les oxydes d'azote : ils comprennent essentiellement le monoxyde d'azote ( $NO$ ) et le dioxyde d'azote ( $NO_2$ ). Lorsqu'il s'oxyde, le  $NO$  est lui-même un précurseur du  $NO_2$ .

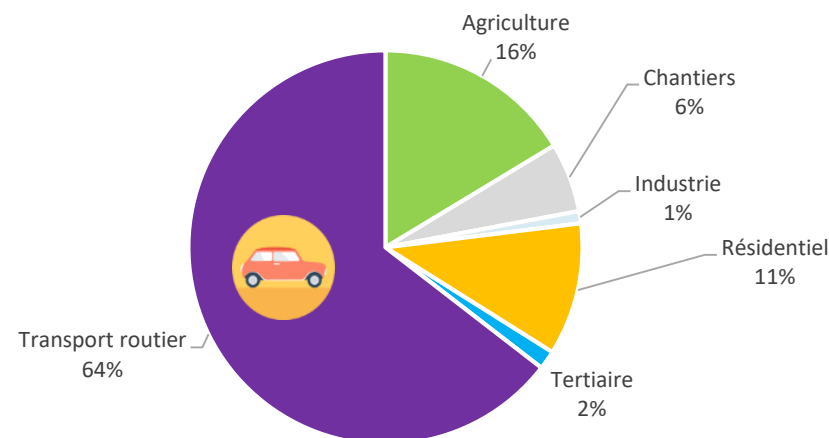
## Le transport routier émetteur majoritaire

- En 2017, 64% des émissions de  $NO_x$  proviennent du transport routier, 16% proviennent de **l'agriculture** et 11% du **résidentiel**. Ces émissions sont principalement dues à la combustion de matières fossiles : carburant et fioul.

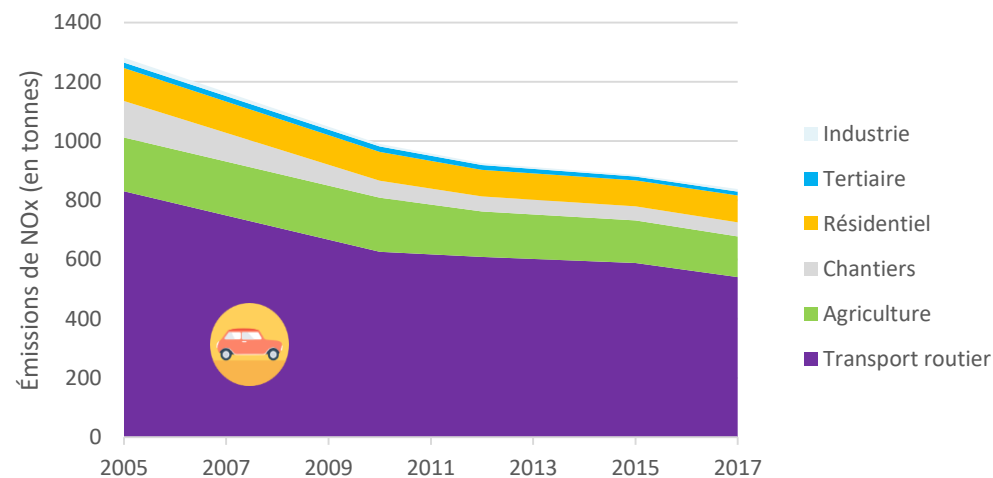
## Des émissions en baisse régulière

- Les émissions de  $NO_x$  ont **diminué de -35%** sur 2005 – 2017.
- L'essentiel de la baisse des émissions provient du **transport routier (-35% en 12 ans)**. Cette réduction peut s'expliquer par les progrès réalisés sur les processus de combustion, le renouvellement du parc de véhicules et l'équipement progressif des véhicules en pots catalytiques, malgré l'intensification du trafic et l'accroissement du parc de véhicules.
- Le reste de la réduction est dû aux chantiers (-61%) et à l'agriculture (-25%).

Répartition des émissions de  $NO_x$  par secteur en 2017 - CACPB



Évolution des émissions de  $NO_x$  par secteur - CACPB

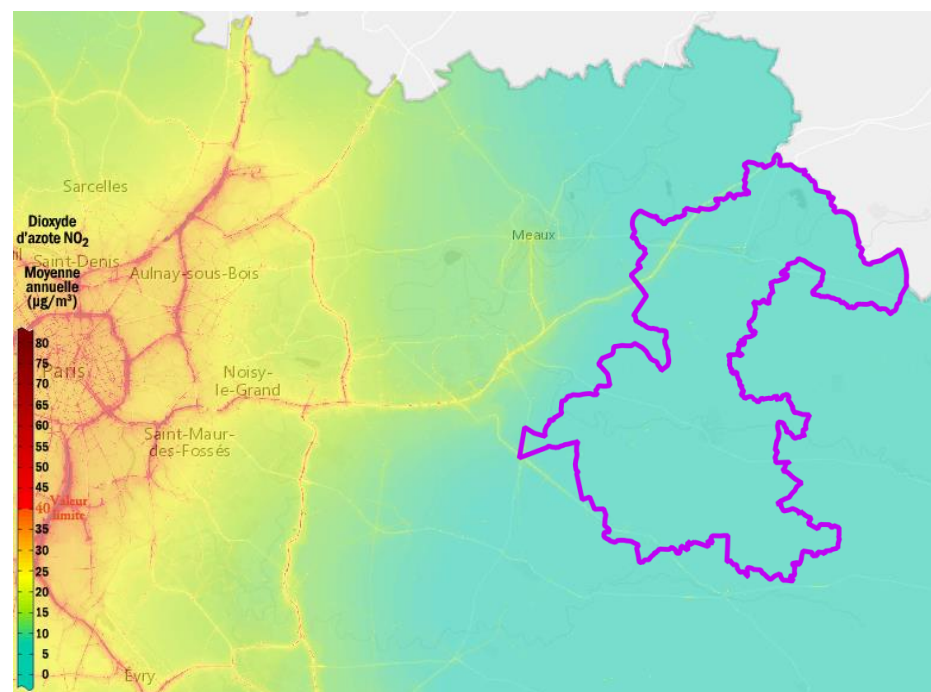




## Oxydes d'azote ( $NO_x$ ) : des axes routiers à surveiller

### Pas de dépassement de concentration, mais deux axes pollués

- La carte de la moyenne 2019 de concentration de  $NO_2$  sur le territoire n'indique aucun dépassement de la valeur limite. Airparif note que la distance d'impact du  $NO_2$  peut aller jusqu'à 200 m autour des axes routiers. Sur le territoire, deux axes routiers présentent des concentrations importantes en oxydes d'azote : l'autoroute A4 et la D231. **Les concentrations autour de ces axes restent cependant loin de la valeur limite.**
- Notons que les cartes des années 2020 et 2021, bien que disponibles, n'ont pas été étudiées car la crise sanitaire a fortement impacté la qualité de l'air, et n'est pas représentative de l'état des lieux du territoire. De plus, les cartes zoomées à l'échelle communale ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.



Concentrations moyennes annuelles de  $NO_2$  en 2019 sur le territoire de la CACPB

# Émissions d'azote ( $NO_x$ ) : des efforts nécessaires

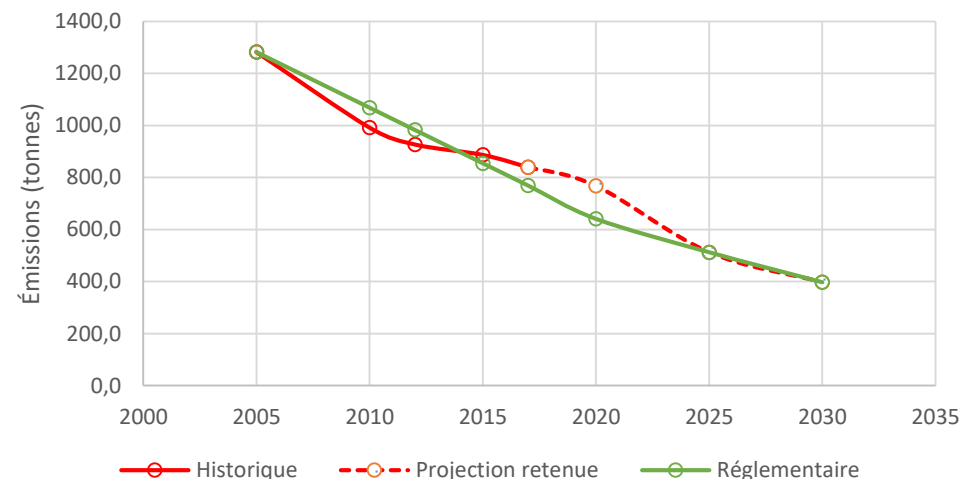
## En retard par rapport aux objectifs du PREPA

- Le territoire **est en retard** par rapport à l'objectif PREPA : -10% de retard prévus sur l'objectif en 2020.
- La dynamique de réduction depuis 2012 (-9%) doit être accélérée pour pouvoir atteindre les objectifs réglementaires dès 2025.
- La rupture nécessaire est importante, et doit permettre d'atteindre les objectifs du PREPA, **sans marge possible**.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Des  $NO_x$ , le  $NO_2$  est la substance la plus nocive pour la santé humaine. C'est un gaz irritant qui pénètre dans les ramifications les plus fines des voies respiratoires. Il peut provoquer des difficultés respiratoires ou une hyperréactivité bronchique chez les personnes sensibles, et favoriser l'accroissement de la sensibilité des bronches aux infections chez l'enfant. L'ADEME note qu'il est 40 fois plus toxique que le monoxyde de carbone ( $CO$ ) et 4 fois plus toxique que le  $NO$ .
- Les  $NO_x$  ont de nombreux effets sur l'environnement comme l'acidification (responsable à 28% des pluies acides en France), l'eutrophisation, ou la pollution photochimique.
- Le  $NO_2$  est ainsi un facteur important de la formation secondaire de l'ozone troposphérique ( $O_3$ ) sous l'effet du rayonnement solaire. Il crée aussi des  $PM_{10}$  et  $PM_{2.5}$ .

Évolution des émissions de  $NO_x$  passées et projetées - CACPB



		NOx - (en t)	Variation depuis 2005	Objectifs PREPA	
Historique	2005	1282,8			
	2010	992,2			
	2012	927,6			
	2015	887,5			
	2017	839,9	-35%		
Prévisionnel	2020	768,5	-40%	-50%	✗
	2025	513,1	-60%	-60%	—
	2030	397,7	-69%	-69%	—

- ✓ Respect de l'objectif, d'après la tendance
 ✗ Respect de l'objectif impossible  
— Respect de l'objectif, si des efforts sont consentis

# Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) : des progrès techniques et des normes industrielles efficaces

- Les COVNM regroupent de nombreuses substances, qui peuvent être d'origine naturelle ou anthropique. Les plus connues sont le butane, le toluène, l'éthanol (alcool à 90°), l'acétone et le benzène que l'on retrouve dans l'industrie, le plus souvent sous la forme de solvants organiques (par exemple, dans les peintures ou les encres).

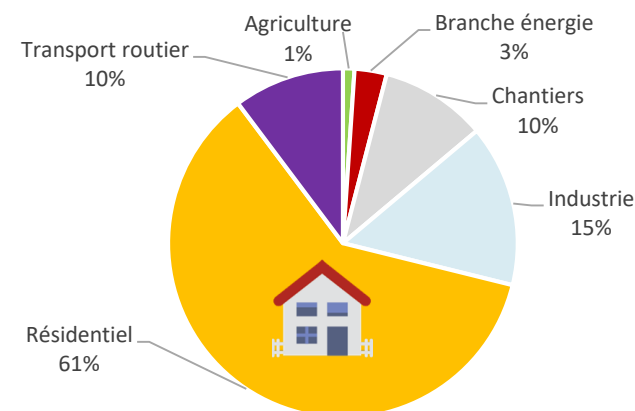
## Le résidentiel émetteur principal

- En 2017, 61% des émissions de COVNM proviennent du **résidentiel**, et 15% proviennent de l'**industrie**. Ces émissions proviennent de l'utilisation des COVNM dans de nombreux procédés, essentiellement en qualité de solvant, dégraissant, dissolvant, agent de nettoyage, disperseur, conservateur, agent de synthèse, ou autre. Sur chaque territoire de nombreux secteurs sont émetteurs : imprimerie, métallurgie, mécanique, plasturgie, construction automobile, agroalimentaire, textile, bâtiment, pharmacie, chimie, raffinerie, ...
- Pour le résidentiel, les émissions proviennent de la combustion pour le **chauffage** : biomasse et fioul.

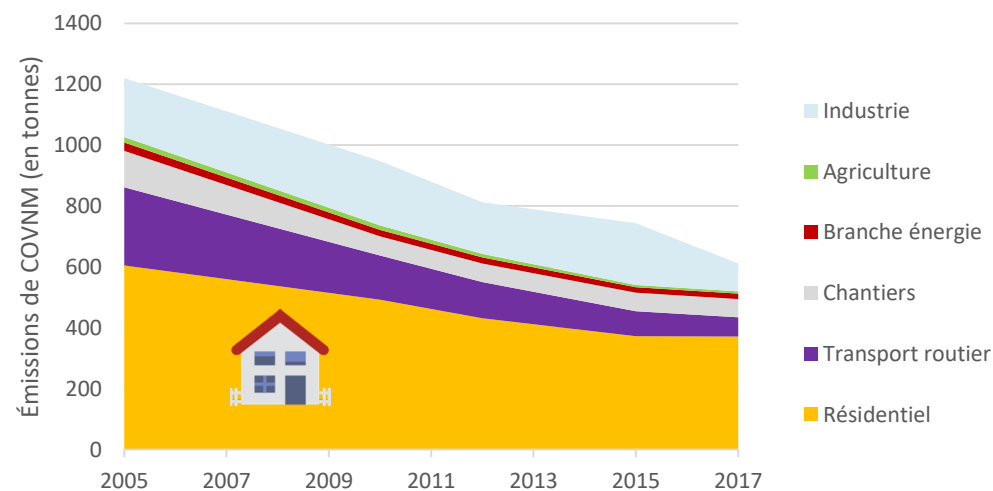
## Des émissions en forte baisse

- Les émissions de COVNM ont **diminué de -50%** sur 2005 – 2018.
- L'essentiel de la baisse des émissions provient du **résidentiel (-39% en 12 ans) et du transport routier (-76%)**.
- Ceci s'explique avec le remplacement d'appareils de combustion de la biomasse anciens par des modèles plus performants et moins émetteurs, mais aussi de meilleures conditions de stockage et de distribution des hydrocarbures, l'introduction de pots catalytiques sur les véhicules essence ou encore la part croissante de véhicules diesel.

Répartition des émissions de COVNM par secteur en 2017 - CACPB



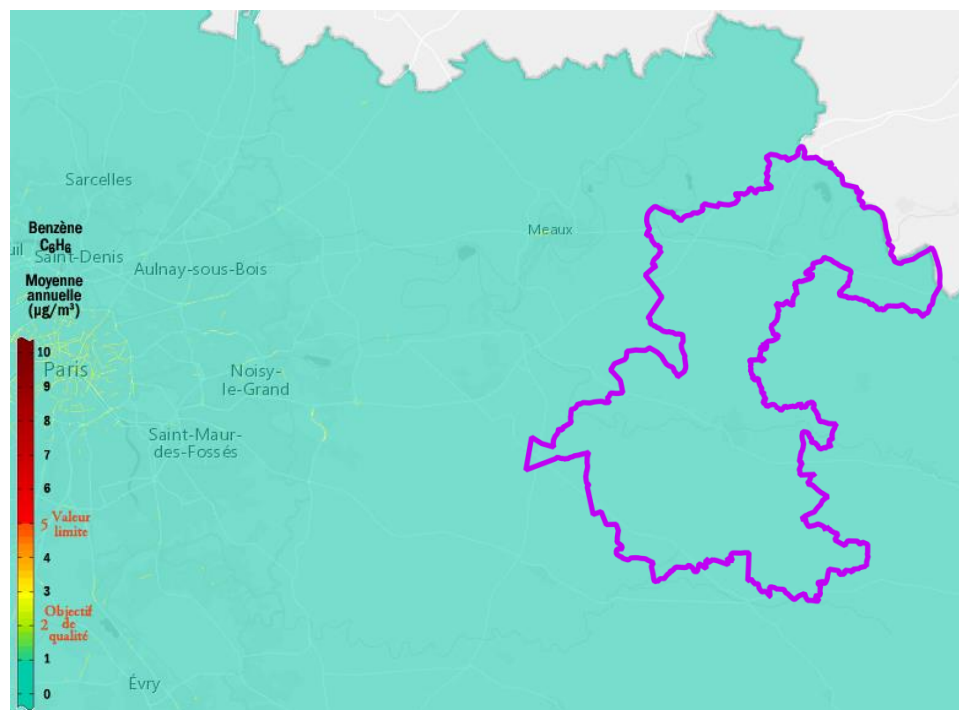
Évolution des émissions de COVNM par secteur - CACPB



# Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) : des concentrations faibles sur le territoire

## Pas de problème en termes de concentration de benzène

- Le benzène est un des COVNM les plus nocifs. Il est classé CMR (cancérogène, mutagène et reprotoxique) et fait l'objet d'une réglementation renforcée, notamment dans le code du travail.
- La carte de la moyenne 2019 de concentration de benzène sur le territoire n'indique aucun dépassement de la valeur limite ou de l'objectif de qualité.
- Notons que les cartes des années 2020 et 2021, bien que disponibles, n'ont pas été étudiées car la crise sanitaire a fortement impacté la qualité de l'air, et n'est pas représentative de l'état des lieux du territoire. De plus, les cartes zoomées à l'échelle communale ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.



Concentrations moyennes annuelles de benzène en 2019 sur le territoire de la CACPB



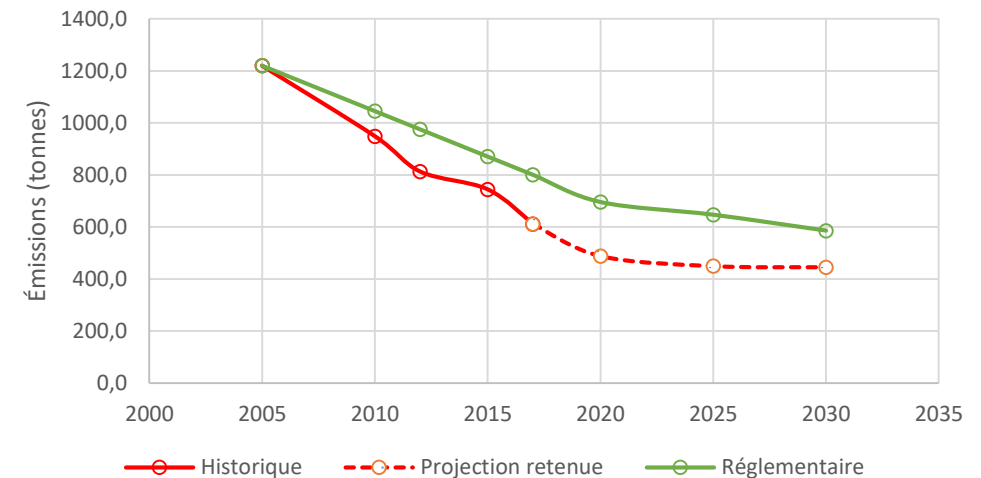
## En avance sur les objectifs du PREPA

- Le territoire possède une **avance confortable** par rapport à l'objectif PREPA : 17% d'avance prévus sur l'objectif en 2020.
- La poursuite de cette tendance et la maîtrise des émissions futures de COVNM devraient permettre de **rester sous les seuils d'émissions avec une bonne marge** jusqu'en 2030.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Les COVNM ont un premier effet sur la santé humaine en tant que **précurseurs de l'ozone** troposphérique ( $O_3$ ) dans l'air. Plusieurs impacts sont possibles : toux, inconfort thoracique, gêne douloureuse en cas d'inspiration profonde, mais aussi essoufflement, irritation nasale, oculaire et de la gorge. Ces effets diffèrent toutefois en fonction des individus et de l'état de santé.
- Le deuxième effet sur la santé humaine est un effet direct en tant que **substance toxique**, jusqu'à des niveaux de gravité parfois extrêmes (comme pour le benzène).
- Au niveau de l'environnement, les COVNM perturbent les équilibres chimiques avec, pour conséquence, la formation ou l'accumulation d'ozone.

Évolution des émissions de COVNM passées et projetées - CACPB

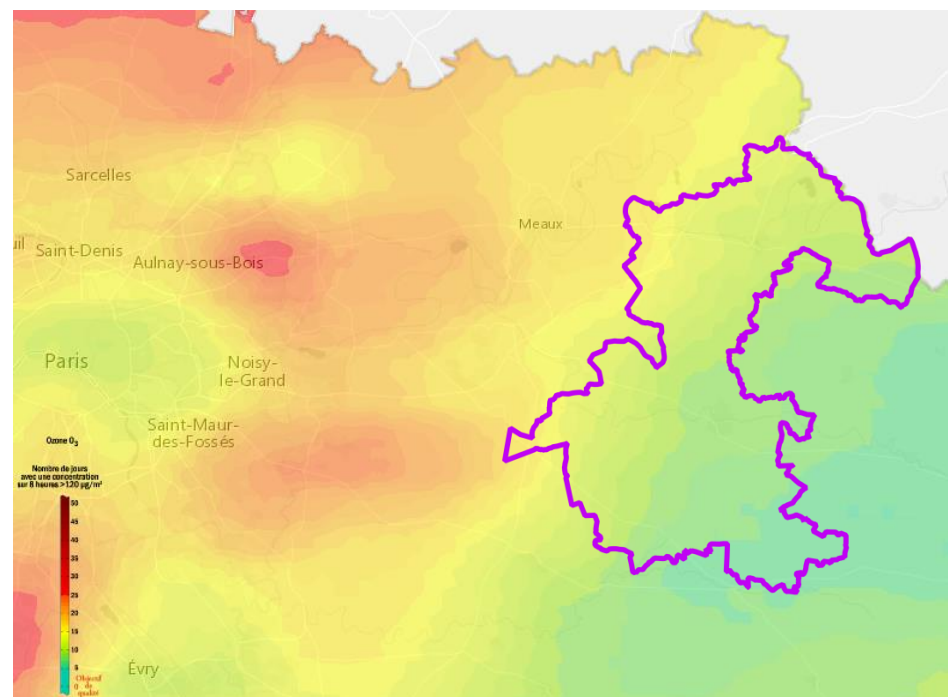


		COVNM - (en t)	Variation depuis 2005	Objectifs PREPA	
Historique	2005	1220,3			
	2010	948,8			
	2012	812,9			
	2015	744,2			
	2017	611,4	-50%		
Prévisionnel	2020	487,7	-60%	-43%	✓
	2025	449,3	-63%	-47%	✓
	2030	445,0	-64%	-52%	✓

- ✓ Respect de l'objectif, d'après la tendance
 ✗ Respect de l'objectif impossible  
■ Respect de l'objectif, si des efforts sont consentis

# L'ozone, un polluant secondaire peu présent sur le territoire

- L'ozone est un **polluant secondaire**, créé à partir d'autres polluants atmosphériques précurseurs comme les oxydes d'azote et les COVNM, sous l'effet d'UV solaires. C'est pour cette raison que les pics de pollution à l'ozone ont souvent lieu lors des saisons chaudes. Un cas extrême de la pollution photochimique (ou photo-oxydante) est le *smog* photochimique (léger brouillard observable au-dessus des villes les jours d'été très ensoleillés).
- La surproduction d'ozone a un effet néfaste sur la **végétation** (altération de la résistance des végétaux, par exemple), accélère la **dégradation de certains matériaux** comme le plastique, irrite les yeux et les poumons, et affecte la **capacité respiratoire**.
- Les réactions chimiques de création d'ozone provoquent un effet de serre additionnel, en captant les infrarouges réfléchis par la surface de la Terre au niveau de la troposphère. Or, celle-ci est beaucoup moins stable que la stratosphère, dans laquelle l'ozone a un rôle protecteur contre les ultraviolets. C'est pourquoi il est important de faire la différence entre le « mauvais » ozone (troposphère) et le « bon » ozone (stratosphère).
- **Le sud-est du territoire respecte l'objectif** de qualité concernant le nombre de jours avec une forte concentration en ozone. Cependant, plus l'on regarde vers l'ouest du territoire, plus le nombre de jours au-dessus de l'objectif de qualité est important.
- L'ozone reste cependant peu présent sur l'ensemble du territoire
- En général les émissions sont tributaires de nombreux facteurs : les conditions météorologiques, les émissions naturelles de composés organiques volatils issues du couvert végétal, le transport à longue distance de pollution, ...



Nombre de jours avec une concentration en ozone sur 8h de plus de 120 µg/m<sup>3</sup>  
- CACPB 2019

Source : Airparif 2019 - Bilans et cartes annuels de pollution

- Le  $NH_3$  est un gaz incolore et irritant, d'odeur piquante à faible dose.

## L'agriculture émettrice principale

- En 2018, 97% des émissions de  $NH_3$  proviennent de **l'agriculture**. Elles sont dues aux apports d'**engrais** et d'amendements minéraux ou organiques, suivi de la gestion des **déjections bovines** au bâtiment et à leur stockage, et enfin des **animaux à la pâture**.
- Le reste des émissions provient du transport routier (3%).

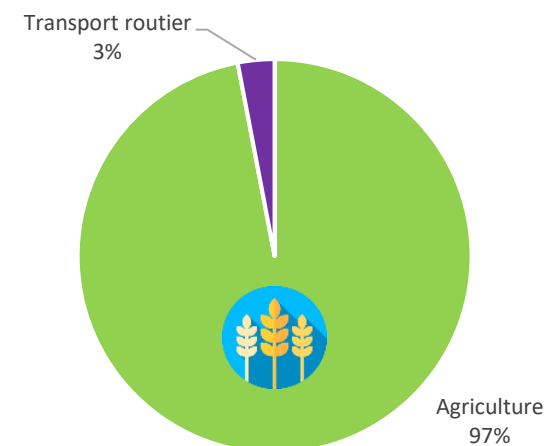
## Des émissions qui stagnent

- Les émissions totales de  $NH_3$  ont **stagné** sur 2005 – 2017 (-1,9%). Plus précisément, celles de l'agriculture ont augmenté de +1,5%.
- Les transports routiers, quant à eux, ont diminué leurs émissions de -53%.**

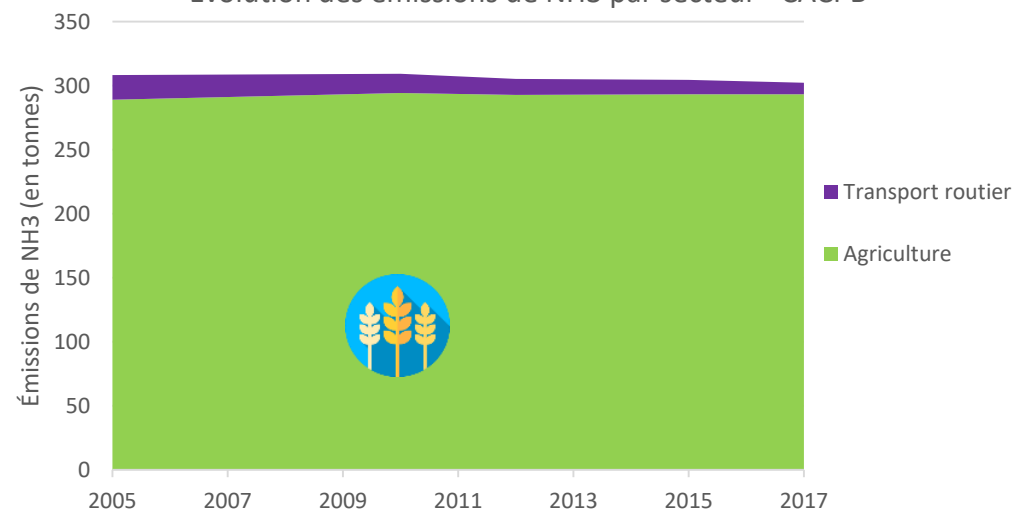
## Pas de donnée sur les concentrations

- Aucune donnée n'est disponible sur le territoire pour les concentrations d'ammoniac.

Répartition des émissions de  $NH_3$  par secteur en 2017 - CACPB



Évolution des émissions de  $NH_3$  par secteur - CACPB



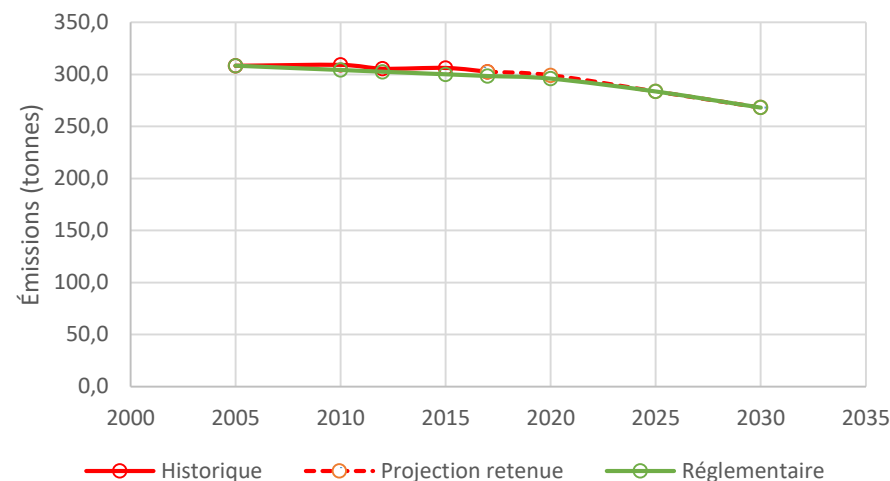
## En léger retard sur les objectifs du PREPA

- Le territoire est **en léger retard** par rapport à l'objectif PREPA : -1% de retard prévu sur l'objectif en 2020.
- La poursuite des émissions au rythme actuel n'est **pas compatible** avec les objectifs de qualité de l'air. Si les émissions du transport routier permettent une stagnation globale, les émissions de l'agriculture ont augmenté.
- La **tendance doit être inversée** pour permettre de s'aligner sur le PREPA.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Le dépôt excessif en milieu naturel d'ammoniac peut conduire à l'acidification et à l'eutrophisation des milieux. Il est responsable de 64% des pluies acides en France.
- Le  $NH_3$  peut se recombinaer dans l'atmosphère avec des oxydes d'azote et de soufre pour former des particules fines ( $PM_{2.5}$ ). On observe ainsi une contribution importante de l'ammoniac aux pics de particules fines au début du printemps, période d'épandage de fertilisants et d'effluents d'élevage.
- L'ammoniac est irritant et d'odeur piquante à faible dose. Il brûle les yeux et les poumons en concentration plus élevée.

Évolution des émissions de  $NH_3$  passées et projetées - CACPB



		NH3 - (en t)	Variation depuis 2005	Objectifs PREPA	
Historique	2005	308,3			
	2010	309,2			
	2012	305,4			
	2015	306,2			
	2017	302,4	-2%		
Prévisionnel	2020	299,1	-3%	-4%	✗
	2025	283,6	-8%	-8%	▬
	2030	268,2	-13%	-13%	▬

- ✓ Respect de l'objectif, d'après la tendance
 ✗ Respect de l'objectif impossible
- ▬ Respect de l'objectif, si des efforts sont consentis



# Particules fines de diamètre inférieur à 10 $\mu\text{m}$ ( $PM_{10}$ ) : des émissions bien réparties

- Les particules et poussières constituent un ensemble très hétérogène, du fait de la diversité de leur composition chimique et de leur état (solide ou liquide).

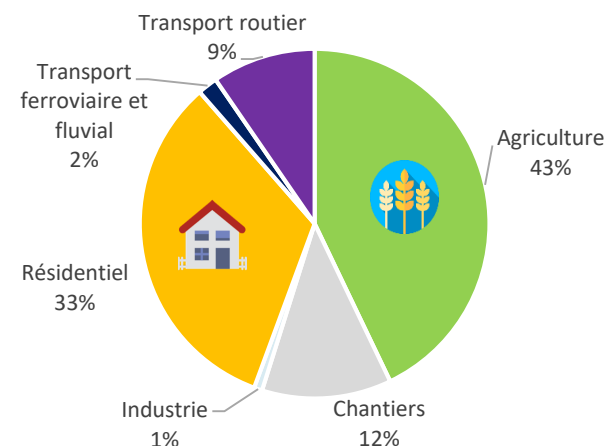
## Pas de secteur majoritaire

- Les émissions sont assez bien réparties entre plusieurs secteurs : en 2017, 43% des émissions de  $PM_{10}$  proviennent de **l'agriculture** et 33% du **résidentiel**, les deux émetteurs principaux.
- Sur le territoire ces émissions proviennent pour l'agriculture des épandages, des stockages d'effluents, des remises en suspension lors des labours, et du brûlage.
- Pour le résidentiel les émissions proviennent majoritairement de la combustion du bois, et les émissions sont variées pour le transport routier : échappement de combustibles brûlés, usure des routes, freins et pneus...

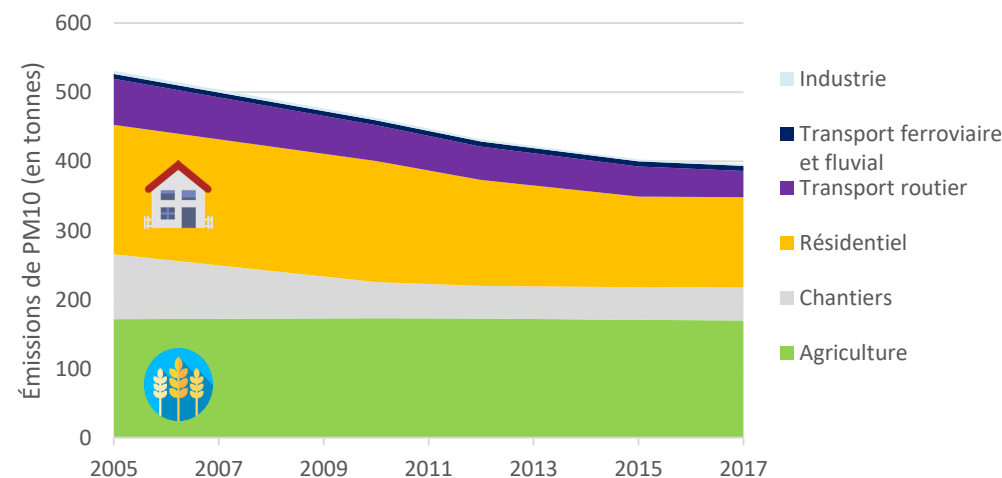
## Des émissions en baisse globale, mais en stagnation récemment

- Les émissions de  $PM_{10}$  ont **diminué de -25%** sur 2005 – 2017. Entre 2015 et 2017, elles n'ont diminué que de -2%, ce qui montre une tendance de baisse moins forte que précédemment.
- La baisse des ces émissions est essentiellement due au résidentiel et aux chantiers : respectivement -30% et -50% en 12 ans.
- Parmi les facteurs les plus importants de baisse des émissions se trouvent le perfectionnement des techniques de dépoussiérage dans l'industrie, l'amélioration des performances des installations de chauffage au bois, ou encore l'arrêt de l'exploitation des mines à ciel ouvert et souterraines.

Répartition des émissions de  $PM_{10}$  par secteur en 2017 - CACPB

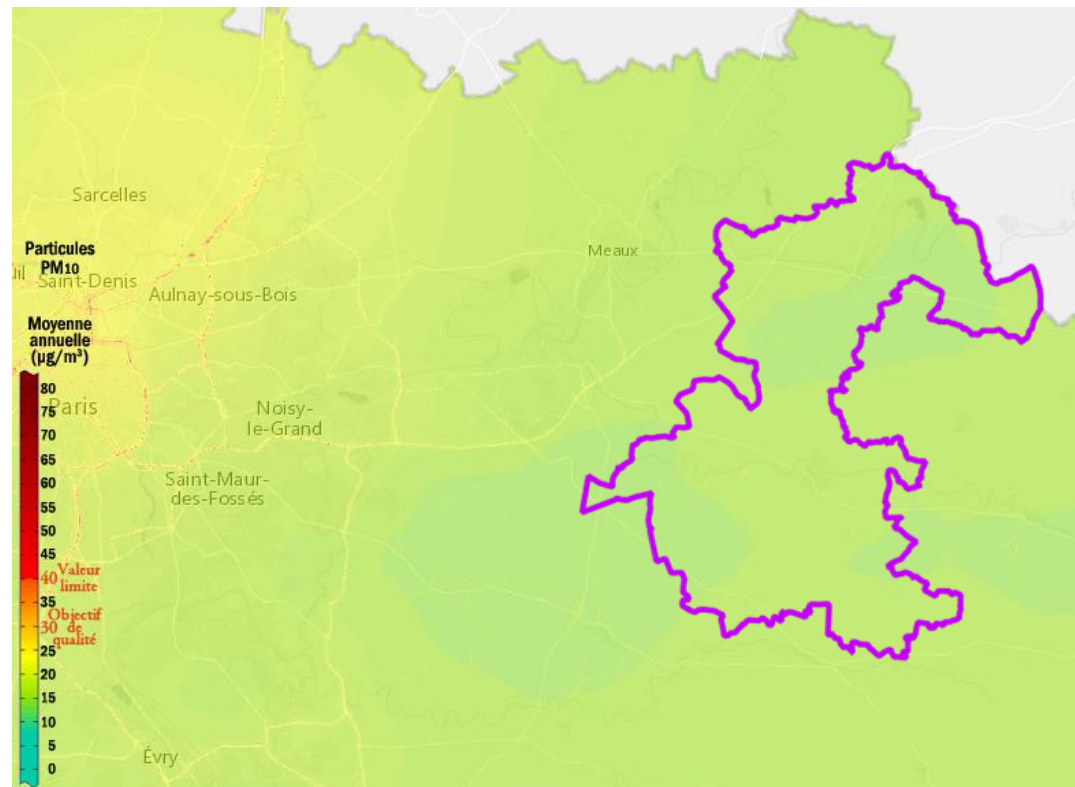


Évolution des émissions de  $PM_{10}$  par secteur - CACPB



## Pas de problème en termes de concentration

- La carte de la moyenne 2019 de concentration de  $PM_{10}$  sur le territoire n'indique aucun dépassement de la valeur limite ou de l'objectif de qualité.
- Notons que les cartes des années 2020 et 2021, bien que disponibles, n'ont pas été étudiées car la crise sanitaire a fortement impacté la qualité de l'air, et n'est pas représentative de l'état des lieux du territoire. De plus, les cartes zoomées à l'échelle communale ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.



Concentrations moyennes annuelles de  $PM_{10}$  en 2019 sur le territoire de la CACPB

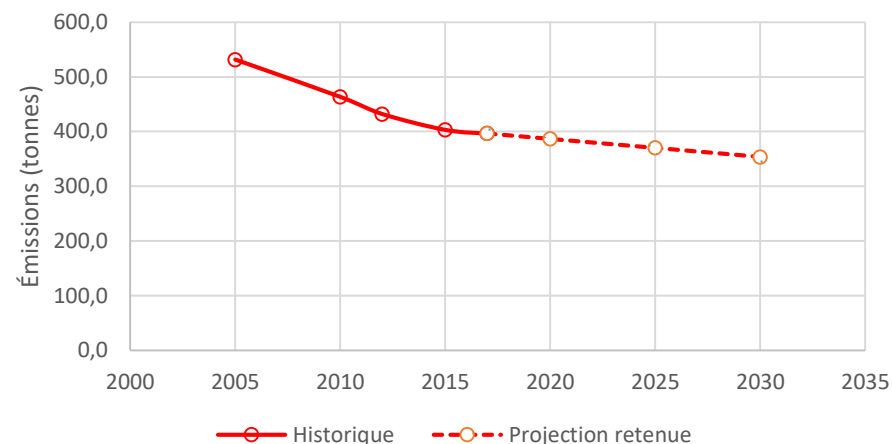
## Pas d'objectif dans le PREPA

- Il n'existe pas d'objectif dans le PREPA sur la réduction des émissions de PM<sub>10</sub>.
- Les émissions globales sont en baisse, mais le rythme est peu important par rapport à d'autres polluants.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Le dépôt et la persistance des particules dans l'appareil respiratoire dépendent de leur taille. Différentes régions de dépôt sont généralement considérées. Les particules les plus grossières (diamètre supérieur à 5 µm) sont retenues dans la région nasopharyngée.
- Les particules fines présentent des effets néfastes pour la santé à court et long termes, notamment respiratoires et cardiovasculaires. Les populations les plus sensibles sont les fœtus, les nouveaux-nés, les enfants, les personnes âgées, et toute personne atteinte de pathologie cardio-vasculaire ou respiratoire, de diabète, voire d'obésité. Depuis octobre 2013, les particules de l'air ambiant sont classées comme agent cancérigène pour l'humain.
- Enfin, les particules fines conduisent au noircissement et à l'encroûtement des bâtiments : au niveau européen, le chiffrage des dégâts provoqués sur le bâti serait de l'ordre de 9 milliards d'euros par an.

Évolution des émissions de PM10 passées et projetées - CACPB



		PM10 - (en t)	Variation depuis 2005
Historique	2005	531,4	
	2010	463,4	
	2012	432,1	
	2015	403,2	
	2017	396,6	
Prévisionnel	2020	386,7	-27%
	2025	370,2	-30%
	2030	353,7	-33%

- Les particules et poussières constituent un ensemble très hétérogène, du fait de la diversité de leur composition chimique et de leur état (solide ou liquide).

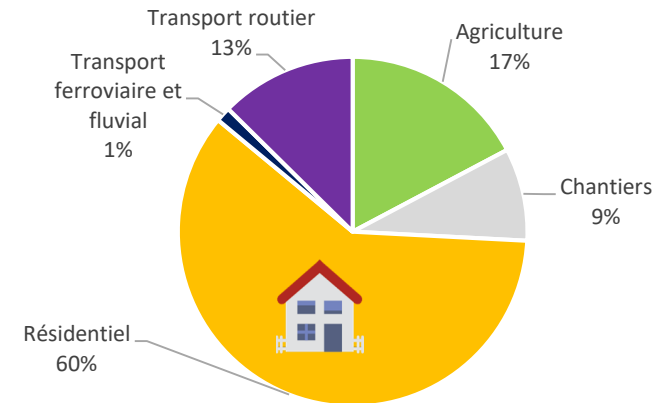
## Le résidentiel émetteur majoritaire

- En 2017, 60% des émissions de  $PM_{2.5}$  proviennent du **résidentiel**, 17% de **l'agriculture**, et 13% du **transport routier**. Sur le territoire, ces émissions proviennent pour la majorité des secteurs des **combustions** (notamment le chauffage au bois).
- Pour l'agriculture, les émissions proviennent de la gestion des fumiers/lisiers dans les bâtiments d'élevage, des travaux du sol, des moissons et autres façons culturales, et de la consommation de combustibles dans les chaudières et les moteurs agricoles.

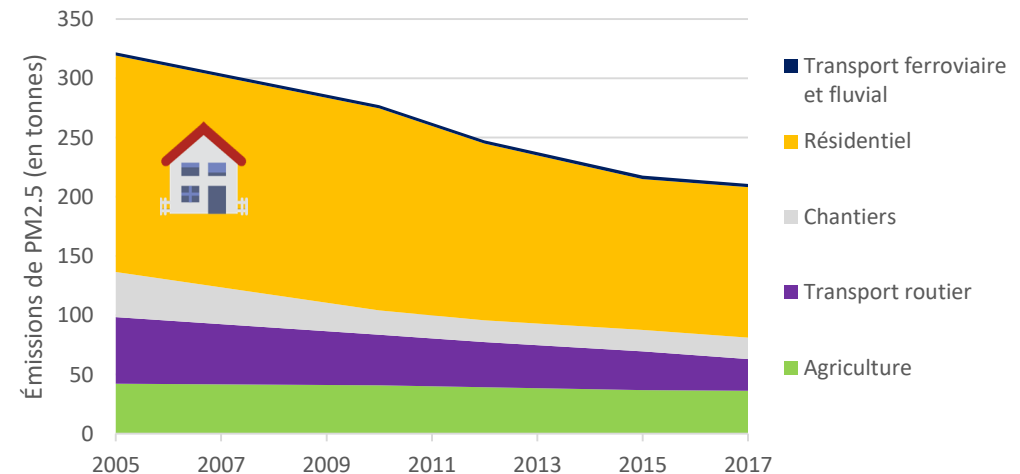
## Des émissions en baisse continue

- Les émissions de  $PM_{2.5}$  ont **diminué de -35%** sur 2005 – 2017.
- La baisse de ces émissions est principalement due au **résidentiel (-30% en 12 ans)**.
- Cette baisse est due à des progrès réalisés dans tous les secteurs d'activités, mais aussi à l'amélioration des performances des appareils de combustion de la biomasse.

Répartition des émissions de  $PM_{2.5}$  par secteur en 2017 - CACPB



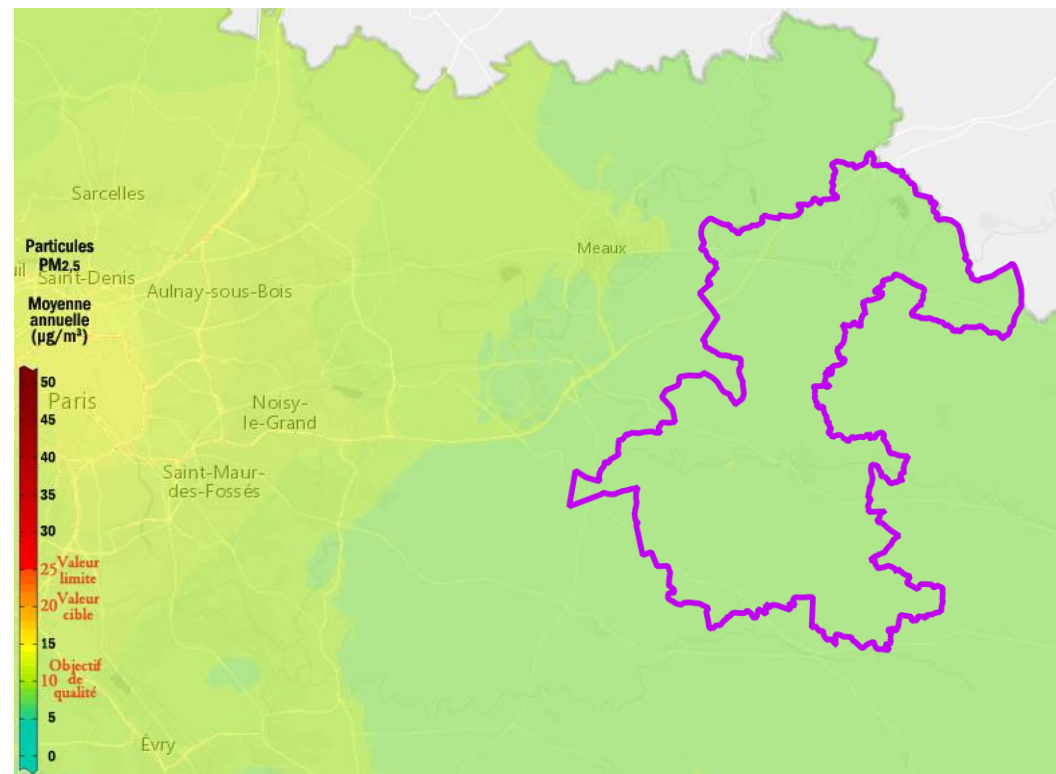
Évolution des émissions de  $PM_{2.5}$  par secteur - CACPB





## Pas de problème en termes de concentration

- La carte de la moyenne 2019 de concentration de  $PM_{2.5}$  sur le territoire n'indique aucun dépassement de la valeur limite ou de l'objectif de qualité.
- Notons que les cartes des années 2020 et 2021, bien que disponibles, n'ont pas été étudiées car la crise sanitaire a fortement impacté la qualité de l'air, et n'est pas représentative de l'état des lieux du territoire. De plus, les cartes zoomées à l'échelle communale ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.



Concentrations moyennes annuelles de  $PM_{2.5}$  en 2019 sur le territoire de la CACPB

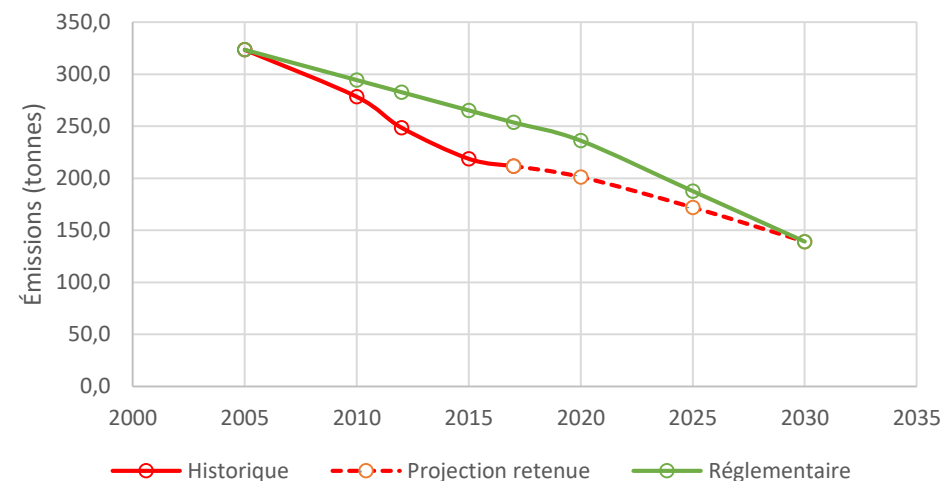
## En avance sur les objectifs du PREPA, mais des émissions à surveiller sur le long terme

- Le territoire est en **avance** par rapport à l'objectif PREPA : 11% d'avance prévus sur l'objectif en 2020.
- Malgré la baisse des émissions, la poursuite de la tendance actuelle ne permet pas d'atteindre l'objectif pour 2030. Il convient donc **d'accélérer la dynamique** actuelle.
- Ces efforts devraient permettre de **rester sous les seuils d'émissions** jusqu'en 2030.

## Impacts sur la santé et l'environnement

- Le dépôt et la persistance des particules dans l'appareil respiratoire dépendent de leur taille. Différentes régions de dépôt sont généralement considérées. Les particules les plus fines, inférieures à 1 µm, peuvent atteindre les régions bronchiolaire et alvéolaire où leur persistance dans ces tissus peut être prolongée.
- Les particules fines présentent des effets néfastes pour la santé à court et long termes, notamment respiratoires et cardiovasculaires. Les populations les plus sensibles sont les fœtus, les nouveaux-nés, les enfants, les personnes âgées, et toute personne atteinte de pathologie cardio-vasculaire ou respiratoire, de diabète, voire d'obésité. Depuis octobre 2013, les particules de l'air ambiant sont classées comme agent cancérigène pour l'humain.
- Enfin, les particules fines conduisent au noircissement et à l'encroûtement des bâtiments : au niveau européen, le chiffrage des dégâts provoqués sur le bâti serait de l'ordre de 9 milliards d'euros par an.

Évolution des émissions de PM2.5 passées et projetées - CACPB



		PM2.5 - (en t)	Variation depuis 2005	Objectifs PREPA	
Historique	2005	323,6			
	2010	278,4			
	2012	248,7			
	2015	218,8			
	2017	211,8	-35%		
Prévisionnel	2020	201,3	-38%	-27%	✓
	2025	172,0	-47%	-42%	✓
	2030	139,1	-57%	-57%	✗

- ✓ Respect de l'objectif, d'après la tendance
- ✗ Respect de l'objectif impossible
- ✗ Respect de l'objectif, si des efforts sont consentis

## Tableau récapitulatif des objectifs territoriaux biennaux

- L'article 85 prévoit que les Plans Air Renforcé définissent un plan d'action en vue d'atteindre des objectifs territoriaux biennaux, à compter de 2022, de réduction des émissions de polluants atmosphériques au moins aussi exigeants que ceux prévus au niveau national en application de l'article L. 222-9 du code de l'environnement. Voici ci-dessous un récapitulatif de ces objectifs biennaux.
- Si les objectifs territoriaux biennaux de réduction des émissions de polluants atmosphériques ne sont pas atteints, le plan d'action doit être renforcé dans un délai de dix-huit mois, sans qu'il soit procédé à une révision du PCAET, ou lors de la révision du PCAET si celle-ci est prévue dans un délai plus court.

Objectifs biennaux (en tonnes/an)

	SO2	NOx	COVNM	NH3	PM10	PM2.5
2005	101	1283	1220	308	531	324
2017	24	840	611	302	397	212
<b>2020</b>	<b>26</b>	<b>769</b>	<b>488</b>	<b>299</b>	<b>387</b>	<b>236</b>
2022	26	666	472	293	380	211
2024	26	564	457	287	374	185
<b>2025</b>	<b>26</b>	<b>513</b>	<b>449</b>	<b>284</b>	<b>370</b>	<b>172</b>
2026	25	490	448	281	367	165
2028	24	444	447	274	360	152
<b>2030</b>	<b>23</b>	<b>398</b>	<b>445</b>	<b>268</b>	<b>354</b>	<b>139</b>

Variation par rapport à 2005

	SO2	NOx	COVNM	NH3	PM10	PM2.5
2017	-76%	-35%	-50%	-2%	-25%	-35%
<b>2020</b>	<b>-74%</b>	<b>-40%</b>	<b>-60%</b>	<b>-3%</b>	<b>-27%</b>	<b>-27%</b>
2022	-74%	-48%	-61%	-5%	-28%	-35%
2024	-74%	-56%	-63%	-7%	-30%	-43%
<b>2025</b>	<b>-74%</b>	<b>-60%</b>	<b>-63%</b>	<b>-8%</b>	<b>-30%</b>	<b>-47%</b>
2026	-75%	-62%	-63%	-9%	-31%	-49%
2028	-76%	-65%	-63%	-11%	-32%	-53%
<b>2030</b>	<b>-77%</b>	<b>-69%</b>	<b>-64%</b>	<b>-13%</b>	<b>-33%</b>	<b>-57%</b>

## ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PLAN D'ACTIONS



- Actions PCAET contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air
- Bilan de l'impact des actions sur la qualité de l'air
- Rappel des objectifs biennaux
- Pertinence d'une ZFE-m



- Le Plan Air Renforcé doit fixer des objectifs quantitatifs biennaux de réduction des émissions, **au moins aussi ambitieux que ceux du PREPA** (Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques). Il doit ainsi comprendre une liste d'actions qui permet d'atteindre ces objectifs. Ce chapitre vise donc à donner des ordres de grandeur concernant les impacts attendus du plan d'actions du PCAET sur la qualité de l'air et de vérifier que la liste d'actions présentée dans la page suivante permet l'atteinte des objectifs stratégiques.
- Afin d'estimer l'impact des actions sur la qualité de l'air, chaque action est détaillée suivant :
  - les mesures concrètes incluses dans l'action ;
  - les objectifs opérationnels visés, qui constituent les hypothèses d'évaluation ;
  - la temporalité prévue ;
  - l'impact qualitatif de l'action sur la qualité de l'air ;
  - l'impact quantitatif potentiel de l'action sur la qualité de l'air.
- L'objectif du Plan Air Renforcé est de détailler les actions permettant de ne pas dépasser les seuils réglementaires de concentration (seuils à respecter au plus vite et au maximum d'ici 2025) ainsi que de respecter les trajectoires de réduction fixées par le PREPA. En dehors de certains axes routiers qui restent à surveiller, **les concentrations en polluants atmosphériques sont très faibles**. L'enjeu principal est donc la **réduction des émissions** afin de rattraper dès que possible la trajectoire de réduction PREPA pour les  $NO_x$  comme pour l'ammoniac. **La prochaine échéance pour ces objectifs étant en 2025, l'évaluation d'impact portera uniquement sur les effets à court terme (horizon 2025).**

- Le PCAET contient des actions avec des impacts positifs sur la qualité de l'air. Voici ci-dessous une extraction des orientations qui contiennent des actions structurantes qui devraient amener des réductions des émissions de polluants atmosphériques et une réduction de l'exposition des habitants du territoire à une mauvaise qualité de l'air.



- **Action 1** - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement



- **Actions 4 et 5** - Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération



- **Actions 7, 8 et 9** - Promouvoir le développement des énergies renouvelables



- **Actions 10, 11 et 12** - Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire



- **Actions 13, 14, 15, 16 et 17** - Contribuer à limiter les déplacements
- **Actions 18, 19, 20 et 21** - Encourager les mobilités douces et l'intermodalité



- **Action 25** - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales

## Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement

### Mesures :

- des **conseils auprès des particuliers** qui souhaitent rénover leurs logements et un accompagnement adapté, en les orientant notamment vers les professionnels référencés ;
- **l'identification d'aides possibles** pour accompagner les projets et travaux de rénovation énergétique ;
- **des opérations et des temps de sensibilisation** (stands d'information, distribution de documentation...) lors d'évènements ;
- **des balades thermiques** sur des secteurs identifiés (quartiers...), permettant d'assurer une sensibilisation personnalisée des propriétaires ;
- cibler et sensibiliser plus spécifiquement les copropriétés dégradées ;
- travailler en lien étroit avec les syndicats et ordres professionnels ;
- identifier des habitants ayant conduit des opérations de rénovation ;
- transmettre des supports de communication et des outils existants auprès de la CACPB pour diffusion au grand public ;
- participer à la bonne information des habitants du territoire, en alertant sur les risques d'escroquerie et rappeler la réglementation en vigueur.

### Objectif de l'action :

- Encourager la rénovation énergétique du bâti et lutter contre les sources de déperdition d'énergie - *350 dossiers traités en 2020 avec objectif à long terme de 800 dossiers*

### Temporalité :

- Déjà engagée et à poursuivre

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- Sur le territoire en 2017, le chauffage du résidentiel est responsable de 84 % des émissions de  $SO_2$ , 61 % des émissions de  $COVNM$ , 60 % des émissions de  $PM_{2,5}$ , et 33 % des émissions de  $PM_{10}$ . Le remplacement des appareils anciens permet d'améliorer les performances énergétiques et de réduire les émissions de polluants atmosphériques (poussières et COV).
- Les actions de communication, notamment auprès du grand public, visent à faire augmenter le taux de renouvellement actuel et donc à faire baisser le niveau des émissions de poussières et la contribution du chauffage à ces émissions

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- Environ 2 400 dossiers traités en 2025, dont 20 % concernent des changements de chaudière au bois. Cela correspond à 480 chaudières au bois renouvelées en 2025. Nous chiffrons ici l'effet du changement des équipements de chauffage bois individuel avec vérification de la cohérence du résultat en appliquant un ratio aux données d'évaluation d'impact des défis du PPA Île-de-France (p.108 du document).

2017 - 2025	COVNM	PM10	PM2.5
En tonnes	-16	-8,0	-7,8
En % des émissions	-2,7%	-2,0%	-3,7%

## Action 4 et 5 – Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération

### Mesures :

- Le dispositif éco-énergie tertiaire définit les objectifs de performance énergétique pour les bâtiments tertiaires publics et privés. Il induit une obligation règlementaire de réduction de consommation sur les bâtiments tertiaires existants d'une surface supérieure ou égale à 1000 m<sup>2</sup>, dans un objectif de sobriété énergétique.
- Dans cette perspective, l'intercommunalité a souhaité engager un audit énergétique de ses bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup>, incluant ses deux complexes aquatiques, qui permettra d'identifier les principales sources de déperdition énergétique et les travaux à engager. Elle pourra ainsi disposer d'un plan pluriannuel d'investissement contribuant à atteindre les économies d'énergie escomptées. Cet audit tiendra compte des diagnostics de vulnérabilité engagés sur les bâtiments soumis au risque inondations, dans le cadre du PEP des Deux Morin.
- Dans le prolongement de l'audit engagé sur ses bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup>, l'agglomération va pouvoir formaliser un programme de rénovation. L'objectif de cette étude est en effet de connaître l'état des bâtiments, pour la plupart datant d'avant les années 2000.
- La réalisation de ces audits permettra à l'agglomération de disposer par la suite d'un programme pluriannuel d'investissements, en matière de rénovation énergétique, afin d'atteindre les économies d'énergie demandées au titre du dispositif éco-énergie.
- Dans le cadre de cette démarche, l'agglomération pourra notamment engager une réflexion sur les solutions de chauffage renouvelables. Une attention particulière pourra être apportée aux projets de bois énergie et aux alternatives renouvelables, selon les possibilités (géothermie, pompes à chaleurs, panneaux photovoltaïques...). Les matériaux biosourcés pourront également être privilégiés dans cette perspective.

### Objectifs des actions :

- Évaluer et améliorer la performance énergétique des bâtiments
- Définir les objectifs énergétiques à atteindre
- Réduire les consommations d'énergie
- Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- Faire des bâtiments publics des exemples en matière énergétique

### Temporalité :

- À engager sur la durée du PCAET – Audit déjà lancé en 2022

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- Sur le territoire en 2017, le chauffage du résidentiel est responsable de 84 % des émissions de SO<sub>2</sub>, 61 % des émissions de COVNM, 60 % des émissions de PM<sub>2.5</sub>, et 33 % des émissions de PM<sub>10</sub>. Le remplacement des appareils anciens permet d'améliorer les performances énergétiques et de réduire les émissions de polluants atmosphériques (poussières et COV).

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- À estimer selon le nombre de bâtiments rénovés, sur l'ensemble de l'agglomération et la nature des travaux engagés





## Actions 7, 8 et 9 – Promouvoir le développement des énergies renouvelables

### Mesures :

- **Action 7** - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire
- **Action 8** - Développer le solaire thermique et photovoltaïque
- **Action 9** – Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation

### Objectifs des actions :

- Valoriser la géothermie, énergie locale et renouvelable
- Étudier les possibilités de raccorder de nouveaux bâtiments à la géothermie
- Étudier les potentialités d'installation de panneaux photovoltaïques
- Faciliter la collecte des biodéchets et développer les filières de collecte et de valorisation de ces déchets

### Temporalité :

Durée du PCAET

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- L'usage d'énergies renouvelables permet d'améliorer les performances énergétiques et de réduire les émissions de polluants atmosphériques.

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- Pas estimée à ce stade



## Actions 10, 11 et 12 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

### Mesures :

- **Action 10** - Mettre en place un Plan Local de Mobilité
- **Action 11** - Faciliter le déploiement de véhicules à très faibles émissions
- **Action 12** – Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie

### Objectifs des actions :

- Organiser les déplacements sur l'ensemble du territoire de l'agglomération
- Faciliter tous les modes de déplacement (circulation des piétons, des vélos, des automobiles, des transports collectifs...)
- Accompagner le développement de véhicules à très faibles émissions
- Développer l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- Améliorer la qualité de l'air des centres-villes des communes accueillant un fort trafic
- Limiter le trafic routier dans les petites communes
- Désengorger la circulation routière par la mise en œuvre d'une déviation

### Temporalité :

Démarrage en 2022 et sur la durée du PCAET

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- Sur le territoire en 2018, 5% des émissions de  $NO_x$  sont issues des transports routiers. Une meilleure organisation et fluidité des déplacements implique une réduction de la pollution atmosphérique liée aux transports routiers.
- Le développement des véhicules à faibles émissions est un des moyens d'agir pouvant avoir des effets importants sur la qualité de l'air. La croissance du parc automobile électrique et du transport de marchandises en bioGNV (étude en cours à l'échelle départementale) est très liée à l'accès à des bornes de recharge ou stations d'avitaillement. Plus le territoire sera maillé en infrastructure de ce type, plus l'utilisation de ces véhicules pourra se développer et limiter l'impact du transport routier sur la qualité de l'air.

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- L'impact de l'évolution des motorisations est basé sur les schémas départementaux (SDIRVE et Schéma directeur GNV) et pour l'évolution des motorisations thermiques sur les derniers chiffres IPF EN et une projection qui fait tendre les performances des nouveaux véhicules vers la norme Euro7.



## Actions 13, 14, 15, 16 et 17 – Contribuer à limiter les déplacements

### Mesures :

- **Action 13** - Développer des espaces de coworking
- **Action 14** - Garantir le déploiement de la fibre optique
- **Action 15** - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération
- **Action 16** - Rapprocher les services des habitants
- **Action 17** - Faciliter l'emploi local

### Objectifs des actions :

- Diminuer les déplacements domicile-travail
- Faciliter le télétravail
- Offrir un service public de proximité au plus près des habitants
- Rapprocher les offres et les demandes d'emploi sur le plan local

### Temporalité :

- Déjà engagées et poursuite et renforcement sur la durée du PCAET

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- Sur le territoire en 2018, 5 % des émissions de *NO<sub>x</sub>* sont issues des transports routiers. Une réduction des déplacements implique une réduction de la pollution atmosphérique liée aux transports routiers.

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- Pas d'estimation à ce stade



## Actions 18, 19, 20 et 21 – Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

### Mesures :

- **Action 18** - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces
- **Action 19** - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux
- **Action 20** - Promouvoir le Transport à la Demande
- **Action 21** – Inciter à l'usage des modes de transport doux

### Objectifs des actions :

- Renforcer et faciliter les pratiques intermodales sur le territoire
- Améliorer et développer le réseau cyclable de liaisons douces
- Favoriser l'usage des transports en commun
- Encourager le covoiturage
- Assurer une meilleure cohérence entre bus, train et voitures
- Améliorer l'offre existante de transports en commun
- Faciliter l'usage du vélo

2017 - 2025	NOx	COVNM	PM10	PM2.5
En tonnes	-8	-0,9	-0,6	-0,4
En % des émissions	-1,0%	-0,2%	-0,1%	-0,2%

### Temporalité :

Déjà engagées et poursuite et renforcement sur la durée du PCAET

### Justification qualitative de l'impact de l'action :

- Une augmentation du nombre de personnes voyageant en TC implique une diminution des déplacements en voiture. Ceci implique donc une réduction de la pollution atmosphérique liée aux transports routiers.
- Un report modal vers les modes actifs implique une réduction du nombre de déplacements en voiture sur le territoire et donc une baisse des émissions de polluants.
- Une augmentation du nombre de personnes par voiture implique moins de voitures sur les routes du territoire, d'où une réduction de la pollution atmosphérique liée aux transports routiers.

### Estimation quantitative de l'impact de l'action :

- + 1,5 points de la part modale des TC en 2025 par rapport à 2022. Baisse des émissions liées au transport routier proportionnelle à la réduction des déplacements en voiture au profit des TC.
- En 2025, passage d'environ 1,3 à 1,6 personnes par voiture en moyenne. Baisse des émissions liées au transport routier proportionnelle à la réduction des déplacements, environ - 15% en 2025 (part des émissions des déplacements des particuliers estimés à 50%).



## **Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales**

### **Mesures :**

Plusieurs dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire en faveur des filières agricoles :

La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie fait partie du Groupe d'Action Locale « Terres de Brie », qui permet d'accompagner des projets locaux. Des porteurs de projets dans les filières agricoles peuvent en effet obtenir des aides du programme Européen LEADER. Plusieurs filières ont été identifiées comme prioritaires et peuvent être soutenues dans ce cadre :

- ✓ La filière lait et fromage
- ✓ La filière vins et vigne
- ✓ La filière pommes
- ✓ La filière miel
- ✓ La filière chanvre et les matériaux biosourcés

Les projets de diversification agricole tout comme de production d'énergies renouvelables sont également accompagnés.

Le territoire accueille également une appellation IGP pour les vins d'Ile-de-France qui bénéficie à la production locale et quelques communes incluses dans la zone d'appellation du Champagne. En parallèle, la Ville de Coulommiers, en lien avec la filière fromagère, a engagé une démarche de labellisation AOP pour le brie de Coulommiers depuis 2009.

### **Objectifs de l'action :**

- Valoriser les initiatives et les bonnes pratiques déjà existantes au sein des exploitations agricoles
- Encourager et soutenir le déploiement des filières de production agricoles locales
- Affirmer une identité rurale et agricole, en cohérence avec le projet de PNR Brie et deux Morin

### **Temporalité :**

Déjà engagées et poursuite et renforcement sur la durée du PCAET

### **Justification qualitative de l'impact de l'action :**

- L'azote est à l'origine des émissions de  $NH_3$  en question dans ce Plan Air , reconnu pour être un précurseur de particules secondaires. La bonne gestion de l'azote est essentielle car il peut facilement être perdu dans les eaux ou dans l'air. Sous certaines formes, cet azote perdu a un impact sur l'environnement (pollutions des eaux ( $NO_3$ ), de l'air ( $NO_x$ ,  $PM$ ) ou effet de serre ( $N_2O$ )). L'action de mieux accompagner les agriculteurs aux pratiques utilisant moins d'intrants chimiques et au cycle de l'azote répond donc à l'objectif d'amélioration de la qualité de l'air.
- Selon la *Synthèse bibliographique de l'agriculture à l'émission de particules vers l'atmosphère (ADEME)*, « Compte tenu du faible nombre de données et de la variabilité des paramètres expérimentaux (mode opératoire, conditions de mesure...) entre les différentes études, aucune analyse statistique ne peut être faite sur les facteurs d'émission. Toutefois, les données permettent une interprétation qualitative des variables influençant les facteurs d'émission. De plus, certaines études comprennent une analyse statistique de concentrations de particules mesurées expérimentalement, et ont ainsi pu dégager des leviers d'action possible. » Il est donc possible d'affirmer que le passage de certains agriculteurs du territoire à de nouvelles pratiques comme l'usage de couverts végétaux ou le travail du sol simplifié sera bénéfique pour la qualité de l'air sans pouvoir chiffrer quantitativement cet impact.



- En sommant les impacts de l'ensemble des actions, estimés dans les pages précédentes, nous obtenons le tableau ci-dessous. Pour les émissions des secteurs non touchés par le plan d'actions une extrapolation tendancielle a été réalisée (notamment sur les émissions de l'agriculture, de l'industrie et des chantiers).

	NOx	COVNM (hors émissions naturelles)	PM10	PM2.5	SO2	NH3	
Émissions en 2017	840	611	397	212	24	302	tonnes
Impact estimé du plan d'actions sur 2017-2025	-192	-33	-17	-14	0	-1	tonnes
Réductions tendancielle sur les secteurs non évalués (agriculture, chantiers, industrie) 2018-2025	-84	-115	-33	-18	-2	3	tonnes
Émissions 2025 estimées	564	464	346	180	22	304	tonnes
Objectif 2025	513	1111		188	34	284	tonnes
Écart objectif - prévu	-51	647		8	12	-20	tonnes
Réduction en % par rapport à 2005	-56%	-78%	-35%	-44%	-78%	-1%	
Objectif PREPA 2005-2025	-60%	-47%		-42%	-66%	-8%	
Écart objectif - prévu	-4%	31%		2%	12%	-7%	

## Tableau récapitulatif des objectifs territoriaux biennaux

- L'article 85 prévoit que les Plans Air Renforcé définissent un plan d'action en vue d'atteindre des objectifs territoriaux biennaux, à compter de 2022, de réduction des émissions de polluants atmosphériques au moins aussi exigeants que ceux prévus au niveau national en application de l'article L. 222-9 du code de l'environnement. Voici ci-dessous un récapitulatif de ces objectifs biennaux.
- Si les objectifs territoriaux biennaux de réduction des émissions de polluants atmosphériques ne sont pas atteints, le plan d'action doit être renforcé dans un délai de dix-huit mois, sans qu'il soit procédé à une révision du PCAET, ou lors de la révision du PCAET si celle-ci est prévue dans un délai plus court.

Objectifs biennaux (en tonnes/an)

	SO2	NOx	COVNM	NH3	PM10	PM2.5
2005	101	1283	1220	308	531	324
2017	24	840	611	302	397	212
<b>2020</b>	<b>26</b>	<b>769</b>	<b>488</b>	<b>299</b>	<b>387</b>	<b>236</b>
2022	26	666	472	293	380	211
2024	26	564	457	287	374	185
<b>2025</b>	<b>26</b>	<b>513</b>	<b>449</b>	<b>284</b>	<b>370</b>	<b>172</b>
2026	25	490	448	281	367	165
2028	24	444	447	274	360	152
<b>2030</b>	<b>23</b>	<b>398</b>	<b>445</b>	<b>268</b>	<b>354</b>	<b>139</b>

Variation par rapport à 2005

	SO2	NOx	COVNM	NH3	PM10	PM2.5
2017	-76%	-35%	-50%	-2%	-25%	-35%
<b>2020</b>	<b>-74%</b>	<b>-40%</b>	<b>-60%</b>	<b>-3%</b>	<b>-27%</b>	<b>-27%</b>
2022	-74%	-48%	-61%	-5%	-28%	-35%
2024	-74%	-56%	-63%	-7%	-30%	-43%
<b>2025</b>	<b>-74%</b>	<b>-60%</b>	<b>-63%</b>	<b>-8%</b>	<b>-30%</b>	<b>-47%</b>
2026	-75%	-62%	-63%	-9%	-31%	-49%
2028	-76%	-65%	-63%	-11%	-32%	-53%
<b>2030</b>	<b>-77%</b>	<b>-69%</b>	<b>-64%</b>	<b>-13%</b>	<b>-33%</b>	<b>-57%</b>

## ■ Bâtiments

- Accompagner la rénovation énergétique des bâtiments privés ;
- Accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics et du parc social ;
- Convertir les sources d'énergie et renouveler les équipements de chauffage ;
- Agir sur la qualité de l'air intérieur (QAI) ;
- Sensibiliser et former aux bonnes pratiques de sobriété et efficacité énergétique ;
- Intégrer la qualité de l'air aux enjeux d'urbanisme.

## ■ Mobilité

- Favoriser la mobilité douce ;
- Développer les pôles d'échanges multimodaux ;
- Intégrer la logistique urbaine ;
- Développer l'offre de transports en commun ;
- Faire le lien entre le PCAET et les plans de déplacements ;
- Réduire le nombre de véhicules en circulation ;
- Développer la mobilité propre (GNV, électrique) ;
- Utiliser le potentiel des transports maritimes et fluviaux ;
- Sensibiliser pour initier un changement de comportement.

## ■ Agriculture, Végétalisation et Alimentation

- Développer les pratiques agricoles durables ;
- Redonner la place à la nature en ville ;

- Se nourrir localement.

## ■ Déchets

- Réduire la quantité de déchets ;
- Elaborer une stratégie de collecte et optimiser le traitement des déchets ;
- Réutiliser au lieu de jeter.

## ■ Industrie et énergie

- Définir la politique énergétique de demain ;
- Développer les énergies renouvelables pour réduire la dépendance aux énergies fossiles ;
- Valoriser l'énergie produite sur le territoire ;

## ■ Gouvernance et amélioration des connaissances

- S'engager sur la thématique de la qualité de l'air ;
- Faire perdurer le PCAET.

**N.B. : Certaines de ces actions sont déjà présentes dans le plan d'actions. Les actions associées à des objectifs chiffrés ont été évaluées quantitativement. Celles sans objectif chiffré ont été évaluées qualitativement. Ceci signifie que ces dernières ne sont pas comptabilisées dans le bilan d'impact chiffré du plan d'action.**



## CONCLUSION

- Bénéfices de réduction des émissions
- Le suivi du Plan Air Renforcé
- Conclusion



## Des bénéfices sanitaires, environnementaux, et économiques

- Réduire les émissions de polluants aura des incidences particulièrement positives pour les autres compartiments environnementaux du territoire, et notamment pour :
  - La santé humaine et le bien-être des citoyens : la pollution atmosphérique est à l'origine de nombreux risques pour la santé. Des risques à court-terme, qui même à faibles niveaux d'exposition, peuvent être à l'origine de symptômes graves ou d'aggravation de pathologies. A long terme, une exposition sur plusieurs années, même à faible niveau de concentration, peut induire des effets bien plus importants. En France, chaque année, 40 000 personnes décèdent de la pollution de l'air (chiffres : santé publique France). Toute diminution de l'exposition à ces polluants est bénéfique.
  - La biodiversité et ressource en eau : précipitations acides, infiltration dans les sols, contamination de l'eau... les différents polluants atmosphériques peuvent se retrouver dans les rivières, lacs et eaux souterraines. Ils peuvent ainsi se retrouver dans les écosystèmes et auront des impacts principalement pour la flore, mais aussi sur la faune. Ces impacts peuvent être à l'origine d'une modification des cycles biologiques, mais aussi de la disparition d'espèces. Réduire les polluants dans l'air sera bénéfique pour les écosystèmes du territoire et la qualité de l'eau.
  - L'agriculture : les polluants atmosphériques directement captés ou s'infiltrant dans les sols et l'eau ont de lourds impacts sur les cultures. Affaiblissement des organismes, ralentissement de la croissance... des impacts qui se répercutent à terme sur les rendements agricoles
  - L'architecture et l'urbanisme : le calcaire est un matériau utilisé pour les murs, les monuments. Les toits sont particulièrement sensibles aux agents atmosphériques. Cette sensibilité peut entraîner un noircissement voir l'installation de bactéries, champignons pouvant ternir, voir fragiliser, les infrastructures.

# CONTACT

Charles-Adrien LOUIS

*Co-gérant*

[charles-adrien.louis@bl-evolution.com](mailto:charles-adrien.louis@bl-evolution.com)

07 62 56 25 89



Cabinet de conseil pour votre transition écologique



# PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION

## STRATÉGIE ET DÉPLOIEMENT D'ACTIONS 2022-2028





## PROGRAMME D' ACTIONS

### AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

**Objectif 1 :** Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique

**Action 1** - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement

**Action 2** - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH

**Action 3** - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer

**Objectif 2 :** Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

**Action 4** - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie

**Action 5** - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux

**Action 6** - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux

**Objectif 3 :** Promouvoir le développement des énergies renouvelables

**Action 7** - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire

**Action 8** - Développer le solaire thermique et photovoltaïque

**Action 9** - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation

### AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

**Objectif 1 :** Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

**Action 10** - Mettre en place un Plan Local de Mobilité

**Action 11** - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions

**Action 12** - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie

**Objectif 2 :** Contribuer à limiter les déplacements

**Action 13** - Développer des espaces de coworking

**Action 14** - Garantir le déploiement de la fibre optique

**Action 15** - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération

**Action 16** - Rapprocher les services des habitants

**Action 17** - Faciliter l'emploi local

**Objectif 3 :** Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

**Action 18** - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces

**Action 19** - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux

**Action 20** - Promouvoir le Transport à la Demande

**Action 21** - Inciter à l'usage des modes de transport doux

## **AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles**

### **Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité**

**Action 22** - Soutenir la création du PNR

**Action 23** - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation

**Action 24** - Contenir l'artificialisation des sols

**Action 25** - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales

### **Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques**

**Action 26** - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable

**Action 27** - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées

**Action 28** - Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations

### **Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire**

**Action 29** - Structurer l'offre touristique locale

**Action 30** - Développer le tourisme fluvial

**Action 31** - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux

## **AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable**

### **Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets**

**Action 32** - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages

**Action 33** - Contribuer au réemploi et au tri des déchets

**Action 34** - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets

### **Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes**

**Action 35** - Encourager les circuits de proximité

**Action 36** - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales

**Action 37** - Initier aux gestes écocitoyens

**Action 38** - Valoriser les projets locaux

### **Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux**

**Action 39** - Accompagner les entreprises vers la transition écologique

**Action 40** - Suivre et évaluer le PCAET

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique

ACTION 1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement		
Objectifs	Encourager la rénovation énergétique du bâti et lutter contre les sources de déperdition d'énergie		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le <b>Service Unique de Rénovation Énergétique (SURE)</b> est déjà présent sur le territoire de l'agglomération. Un conseiller est accueilli au sein du service Urbanisme et effectue des permanences, en complément, dans chaque structure France Services de l'agglomération. Il propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des conseils auprès des particuliers qui souhaitent rénover leurs logements et un accompagnement adapté, en les orientant notamment vers les professionnels référencés ;</li> <li>- l'identification d'aides possibles pour accompagner les projets et travaux de rénovation énergétique ;</li> <li>- des opérations et des temps de sensibilisation (stands d'information, distribution de documentation...) lors d'événements se déroulant sur le territoire, pré-identifiés au préalable par la CACPB et les communes ;</li> <li>- des balades thermiques sur des secteurs identifiés (quartiers...), permettant d'assurer une sensibilisation personnalisée des propriétaires ;</li> <li>- des flyers d'information, remis en forme par la CACPB et relayés par l'agglomération auprès des structures intercommunales, des communes, des partenaires et du grand public.</li> </ul> <p>Le SURE pourra également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cibler et sensibiliser plus spécifiquement les copropriétés dégradées ;</li> <li>- travailler en lien étroit avec les syndicats et ordres professionnels (notaires, architectes, agences immobilières, groupements d'entreprises, FFB, bureaux d'études thermiques...) et les bailleurs sociaux. La CACPB pourra assurer un relais de communication auprès de ces différents partenaires ;</li> <li>- identifier des habitants ayant conduit des opérations de rénovation, susceptibles d'être valorisées ;</li> <li>- transmettre des supports de communication et des outils existants auprès de la CACPB pour diffusion au grand public (par exemple, des applications numériques permettant de mesurer l'impact énergétique du bâti) ;</li> <li>- participer à la bonne information des habitants du territoire, en alertant sur les risques d'escroquerie et rappeler la réglementation en vigueur.</li> </ul>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	SURE en lien avec la CACPB	CACPB / Seine-et-Marne Environnement / ADEME / ANAH / ENEDIS / Communes / Entreprises BTP / Professionnels de l'immobilier et de la construction / Syndicats de copropriété / GRDF / ADIL / CAUE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	55 000 € par an (Financement de la plateforme par la CACPB)		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de dossiers traités par an</li> <li>• Nombre de balades thermiques réalisées</li> <li>• Nombre d'opérations de rénovation menées par les habitants</li> <li>• Organisation annuelle d'un COPIL</li> <li>• Nombre d'habitants sensibilisés</li> </ul>		
Calendrier	<p>&gt; Cette action est déjà opérationnelle. Elle a vocation à se déployer sur toute la durée du PCAET.</p> <p>&gt; <i>Perspective à long terme : possibilité d'augmenter le nombre de conseillers présents sur le territoire</i></p>		

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique

ACTION 2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH		
Objectifs	Améliorer la qualité du bâti et contribuer à la revalorisation et la rénovation du bâti		
Description et déclinaison opératoire	<p>Les <b>OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat)</b> visent la réhabilitation de certains quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées ou encore l'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées, par le biais d'une convention avec l'Etat et l'ANAH.</p> <p>Ce dispositif permet d'apporter de l'aide aux travaux d'amélioration énergétique du bâti, dans le cadre de rénovations ou de réhabilitations. Il participe à la lutte contre la précarité énergétique.</p> <p>Une <b>OPAH-RU (Renouvellement Urbain)</b> est en cours d'activation sur la commune de Coulommiers et pourra faire l'objet d'une déclinaison sur d'autres communes sous réserve de leurs possibilités financières d'accompagnement.</p> <p>Les communes retenues au titre du programme « Petites Villes de Demain », La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle, pourront faire l'objet d'une réflexion et d'une étude pré-opérationnelle pour savoir si ce dispositif peut être décliné.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB et communes	ANAH / Banque des Territoires / SURE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Estimation prévisionnelle de 60 000 € TTC pour la réalisation d'études pré-opérationnelles à La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle (à la charge de la CACPB)</li> <li>&gt; Enveloppe de participation des communes à définir ensuite : 1 444 575 € prévus par la Ville de Coulommiers par exemple sur 5 ans</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de dossiers suivis</li> <li>• Nombre de personnes reçues et accompagnées</li> <li>• Nombre d'opérations de rénovation engagées</li> <li>• Nombre d'OPAH mises en œuvre sur l'agglomération et état d'avancée</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; OPAH-RU en cours d'activation à Coulommiers, dans l'attente de la sélection du cabinet en charge du suivi-animation d'ici novembre 2022</li> <li>&gt; Projet d'étude opérationnelle pour les communes de La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle : consultation à lancer d'ici la fin de l'année</li> <li>&gt; Action à mener à moyen terme</li> </ul>		



## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique

ACTION 3		Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer	
Objectifs		Lutter contre l'habitat insalubre et améliorer la qualité des logements	
Description et déclinaison opératoire		<p>Pour lutter contre l'habitat indigne et les logements insalubres, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie, dans le cadre de ses compétences, a mis en place un dispositif d'amélioration de la qualité du bâti : <b>le permis de louer</b>. Ce dispositif bénéficie à la fois aux locataires, qui seront certains de l'habitabilité de leur logement, et aux propriétaires, en cas de dégradations.</p> <p>La commune de Coulommiers est la première ville de l'agglomération à l'expérimenter, sur un secteur défini de l'hyper-centre de Coulommiers, en corrélation avec le programme « Action Cœur de Ville » pour lequel la commune a été sélectionnée.</p> <p>Depuis le mois de juillet 2019, les propriétaires bailleurs de ce secteur, souhaitant louer un logement pour l'habitation, doivent ainsi obtenir une autorisation préalable de mise en location (APML) auprès du service Aménagement et Urbanisme avant de signer un nouveau bail. À titre d'exemple, 207 permis ont été délivrés en 2021.</p> <p>Ce dispositif pourrait être mis en place par d'autres communes de l'agglomération volontaires. Il sera relayé pour information par la CACPB auprès des communes. Une réflexion pourrait s'imaginer, par exemple, au sein des deux communes retenues au titre du programme « Petites Villes de Demain », La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle. Une attention supplémentaire pourra être apportée à l'isolation du logement ainsi qu'à sa performance énergétique.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage		Partenaires
	Communes		CACPB / ANAH / SURE / SDESM
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre		Amélioration de la qualité de l'air
	+++		++
Coût de l'action		Environ 50 000 € par agent embauché par les communes	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'agents recrutés par les communes</li> <li>Nombre de dossiers suivis par an</li> <li>Nombre de permis délivrés</li> </ul>	
Calendrier		<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Cette action est déjà opérationnelle sur la commune de Coulommiers depuis 2019.</li> <li>&gt; Action à mener à moyen terme</li> </ul>	

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 4			
Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie			
Objectifs			
Évaluer la performance énergétique des bâtiments Définir les objectifs énergétiques à atteindre			
Description et déclinaison opératoire			
<p>Le <b>dispositif éco-énergie tertiaire</b> définit les objectifs de performance énergétique pour les bâtiments tertiaires publics et privés. Il induit une obligation réglementaire de réduction de consommation sur les bâtiments tertiaires existants d'une surface supérieure ou égale à 1000 m<sup>2</sup>, dans un objectif de sobriété énergétique.</p> <p>Dans cette perspective, l'intercommunalité a souhaité engager <b>un audit énergétique de ses bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup></b>, incluant ses deux complexes aquatiques, qui permettra d'identifier les principales sources de déperdition énergétique et les travaux à engager. Elle pourra ainsi disposer d'un plan pluriannuel d'investissement contribuant à atteindre les économies d'énergie escomptées. Cet audit tiendra compte des diagnostics de vulnérabilité engagés sur les bâtiments soumis au risque inondations, dans le cadre du PEP des Deux Morin.</p> <p>L'agglomération a impulsé la création d'un groupement de collectivités sur son territoire, rassemblant, au côtés de l'intercommunalité, les principaux pôles de centralité (Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre, Crécy-la-Chapelle ainsi que Mouroux) qui font également effectué un diagnostic énergétique de leurs bâtiments. Ils vont ainsi bénéficier de financements au titre du programme ACTEE-2 (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique) porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), qui répond aux enjeux étatiques et climatiques en matière de rénovation et d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.</p>			
Pilotage		Partenaires	
CACPB		ALTEREA / Programme ACTEE 2 -Sequoia et programme ACT'EAU / Communes investies dans le groupement / SURE / SDESM / Seine-et-Marne Environnement / SMAGE des Deux Morin	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie		Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie
		+++	+++
Coût de l'action		Amélioration de la qualité de l'air	
		++	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupement de collectivités pour un montant d'action de 342 111,95 € pour les communes de Mouroux, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle, La Ferté-sous-Jouarre et la CACPB</li> <li>• Partie CACPB : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 24 710 € HT d'études sur bâtiments</li> <li>- 15 070,92 € HT pour audits des piscines*</li> <li>- 19 946,21 € HT pour la réalisation du Schéma directeur énergie</li> </ul> </li> </ul>	
Calendrier		<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Lancement de l'audit en septembre 2022</li> <li>&gt; Action à mener à court terme</li> </ul>	

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux		
Objectifs	<b>Réduire les consommations d'énergie</b> <b>Améliorer la performance énergétique des bâtiments</b> <b>Faire des bâtiments publics des exemples en matière énergétique</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>Dans le prolongement de l'audit engagé sur ses bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup>, l'agglomération, tout comme les communes, vont pouvoir formaliser un programme de rénovation.</p> <p>L'objectif de cette étude est en effet de connaître l'état des bâtiments, pour la plupart datant d'avant les années 2000.</p> <p>La réalisation de ces audits permettra à l'agglomération de disposer par la suite d'un <b>programme pluriannuel d'investissements</b>, en matière de rénovation énergétique, afin d'atteindre les économies d'énergie demandées au titre du dispositif éco-énergie.</p> <p>Dans le cadre de cette démarche, l'agglomération pourra notamment engager une réflexion sur <b>les solutions de chauffage renouvelables</b>. Une attention particulière pourra être apportée aux projets de bois énergie et aux alternatives renouvelables, selon les possibilités (géothermie, pompes à chaleurs, panneaux photovoltaïques...). Les <b>matériaux biosourcés</b> pourront également être privilégiés dans cette perspective.</p> <p>Ce programme permettra aussi d'initier une réflexion en matière de récupération des CEE.</p> <p>Une même démarche sera engagée en parallèle sur les communes réalisant un audit énergétique de leurs bâtiments à savoir Mouroux, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle et La Ferté-sous-Jouarre</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Etat / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / ADEME / Communes investies dans un audit énergétique	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	Coût à définir à l'issue de l'audit		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration et suivi du programme pluriannuel</li> <li>Nombre d'opérations de rénovation menées</li> <li>Gains énergétiques sur les bâtiments</li> </ul>		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme > Engagement d'un programme pluriannuel de travaux sur la durée du PCAET		

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 6	Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux		
Objectifs	Contribuer à faire découvrir les entreprises locales en matière de matériaux biosourcés Faciliter le développement de projets innovants		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le territoire voit le développement d'une <b>filière chanvre</b>, qui permet <b>l'expérimentation du béton de chanvre</b>. Dès sa construction en 2011, l'intercommunalité s'est engagée à accompagner les actions de promotion et de soutien au développement de la filière du chanvre et des éco-matériaux sur son territoire, notamment au sein de la filière BTP.</p> <p>En 2017, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a participé financièrement à l'achat d'une machine à projeter le chanvre, en octroyant une subvention d'équipement de près de 20 000 € au Centre de Formation d'Apprentis d'Ocquerre (BTP CFA Ocquerre), qui forme ses élèves à l'utilisation de cette technique d'éco-construction et met à disposition l'équipement aux artisans du Nord Seine-et-Marne.</p> <p>L'objectif est désormais de pouvoir mobiliser cette technique dans les nouvelles constructions et dans les projets de rénovation de la CACPB par exemple.</p> <p>L'agglomération s'engage également à assurer la promotion de cette filière auprès des organismes professionnels, afin de <b>renforcer la visibilité des matériaux biosourcés dans les techniques de construction</b>. Un partenariat peut se construire, dans ce sens, avec la Chambre des Métiers et la CCI, pour qu'elles puissent inciter les artisans et professionnels à utiliser ces matériaux plus performants, sur le plan énergétique, à se diriger vers le label RGE et à s'inscrire, si souhaité, dans la démarche Bâtiments Durables Franciliens.</p> <p>L'emploi des matériaux locaux et biosourcés pourra également être valorisé dans les documents d'urbanisme, qui pourront favoriser les bâtiments performants. La CACPB soutient également le développement de <b>la filière lin</b> en accompagnant des entreprises de la filière dans le déploiement de leur activité.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Seine-et-Marne Environnement / Association Construire en Chanvre et filières / CAPEB / FFB / SMEP PNR / CMA / CCI / CAUE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	À définir selon les projets envisagés		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de nouvelles constructions et de rénovations mobilisant des matériaux biosourcés</li> <li>Nombre de projets intercommunaux utilisant les matériaux biosourcés</li> </ul>		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme		



## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

ACTION 7	Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire		
Objectifs	<b>Valoriser cette énergie locale et renouvelable</b> <b>Étudier les possibilités de raccorder de nouveaux bâtiments</b>		
<b>Description et déclinaison opératoire</b>	<p>Un syndicat mixte est actif sur Coulommiers, ayant pour objet la réalisation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'ensemble des installations de chauffage géothermal sur le territoire de la commune de Coulommiers, afin d'assurer le service public de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire aux usagers.</p> <p>Le syndicat est composé de membres du GHEF, de l'OPH de Coulommiers et de la Ville de Coulommiers. La Ville de Coulommiers a choisi de développer le <b>recours à l'énergie géothermique, exploitée depuis plus de 30 ans à Coulommiers</b>, en valorisant au maximum la ressource géothermale. Cette énergie totalement naturelle permet déjà de chauffer plusieurs équipements sur le quartier des Templiers. La mise en service en 2012 d'un nouveau doublet a permis le raccordement de nouveaux abonnés et l'extension du réseau de chaleur vers le centre-ville, le Parc des Sports et les équipements sportifs (piscine...), une partie de la zone industrielle (locaux des services techniques de la Ville de Coulommiers) et le quartier de Vaux (raccordement des logements gérés par l'OPH).</p> <p><i>Détail des bâtiments raccordés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 362 logements de l'OPH de Coulommiers,</li> <li>• le Centre Hospitalier René Arbelletier,</li> <li>• les 6 groupes scolaires de la commune,</li> <li>• 3 gymnases de la commune,</li> <li>• des bâtiments municipaux (Espace Lafayette, services techniques, centre administratif, conservatoire de musique...),</li> <li>• le campus scolaire,</li> <li>• les deux collèges publics,</li> <li>• le Centre Aquatique des Capucins,</li> <li>• l'EPHAD Résidence les Champs,</li> <li>• l'AEDE Résidence des Lilas,</li> <li>• les résidences Sainte-Anne et Prairie de Vaux.</li> </ul> <p>Des études régulières sur le <b>potentiel de déploiement</b> et les nouveaux sites pouvant être raccordés sont menées. La future Halle des Sports, projet d'équipement sportif porté à la fois par la CACPB et par la Ville de Coulommiers, qui verra le jour dans le quartier des Templiers à Coulommiers, pourra bénéficier de cette énergie. Des travaux sont engagés actuellement pour raccorder et alimenter de nouveaux bâtiments en centre-ville. Les futurs locaux de la Maison Départementale des Solidarités seront également raccordés à la géothermie. Des échanges avec les entreprises dans la zone industrielle pourront également s'engager.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Syndicat mixte pour la géothermie	ADEME / Région Ile-de-France / Commune de Coulommiers / GHEF / OPH de Coulommiers	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air

	+++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"><li>• 15,3 millions d'euros TTC investis pour le nouveau doublet mis en service en juin 2012</li><li>• Investissements réguliers du syndicat pour raccorder de nouveaux bâtiments et étendre les réseaux</li></ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de bâtiments raccordés</li><li>• Gains de chauffage pour les bâtiments</li></ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Mise en œuvre du dispositif déjà opérationnelle</li><li>&gt; Raccordement du projet de Halle des Sports en 2025</li><li>&gt; Action à poursuivre sur toute la durée du PCAET</li></ul>		

## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

ACTION 8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque
Objectifs	Étudier les potentialités d'installation de panneaux photovoltaïques
Description et déclinaison opératoire	<p>Plusieurs actions en faveur du développement de l'énergie solaire peuvent être engagées dans ce cadre, à l'échelle de la Communauté d'agglomération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Intégrer des <b>panneaux solaires</b> sur les nouvelles constructions de la CACPB, à l'image du projet de construction du futur ALSH de Mouroux ;</li> <li>⇒ Faire réaliser par le SDESM une étude sur le <b>potentiel photovoltaïque du foncier</b> et les bâtiments de l'agglomération. Elle permettrait ainsi de recenser les bâtiments publics pouvant éventuellement héberger des équipements solaires. Le SDESM est doté du logiciel PVSyst et peut initier des études de pré-faisabilité technico-économiques, contribuant à mieux caractériser le potentiel photovoltaïque d'un parking ou d'une friche appartenant à une collectivité par exemple ; <i>À noter : le SDESM peut mobiliser son outil opérationnel, la SEM SDESM Énergies, pour développer un projet de ce type selon différents modes d'intervention (maître d'ouvrage, partenaire technique, partenaire financier).</i></li> <li>⇒ Valoriser les projets engagés par les communes ;</li> <li>⇒ Travailler avec l'Architecte des Bâtiments de France à l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères locales relatives à l'implantation de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>⇒ Initier un partenariat avec les chambres consulaires pour identifier les bâtiments industriels et commerciaux ainsi que les parkings pouvant accueillir des équipements solaires, selon les possibilités d'intégration paysagère ;</li> <li>⇒ Développer le même type de partenariat avec la Chambre d'Agriculture afin de cibler les bâtiments agricoles potentiels pouvant intégrer des équipements solaires, selon les possibilités d'intégration agricole et paysagère</li> <li>⇒ Faire connaître le <b>cadastre solaire régional</b>, proposé sur la plateforme Île-de-France Smart Services sous l'intitulé « Mon potentiel solaire ». Il permet de visualiser le potentiel solaire d'un toit en fonction de sa surface, de sa pente ou de son exposition. Il calcule la capacité estimée d'un toit à produire de l'énergie à partir des rayons du soleil et permet d'obtenir une estimation de la production annuelle d'énergie en kilowatt par an ou le nombre d'objets du quotidien pouvant être alimentés.</li> </ul> <p>En complément, ENEDIS pourra proposer, dans le cadre du PCAET, de mettre à disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des informations sur les installations raccordées au réseau de distribution d'électricité dont elle dispose dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la protection de</li> </ul>

	ces données ; - son approche prospective et cartographiée des potentiels de production d'énergies renouvelables. Il pourra aussi accompagner la CACPB pour faciliter l'injection d'électricité photovoltaïque.		
Pilotage	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Partenaires</b>	
	CACPB / Communes	ENEDIS / ABF / SDESM	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	<b>Diminution des Gaz à Effet de Serre</b>	<b>Diminution de la consommation d'énergie</b>	<b>Amélioration de la qualité de l'air</b>
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût de l'étude sur le potentiel photovoltaïque des bâtiments intercommunaux</li> <li>Coût d'aménagement des panneaux photovoltaïques</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'installations de panneaux photovoltaïques</li> </ul>		
Calendrier	> Installation de panneaux photovoltaïques sur le futur ALSH de Mouroux : mise en service à horizon 2024 > Action à mener à moyen terme		



## AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

### Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

ACTION 9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		
Objectifs	Faciliter la collecte des biodéchets et développer les filières de collecte et de valorisation de ces déchets		
Description et déclinaison opératoire	<p>La CACPB compte <b>4 unités de méthanisation agricole</b> sur plusieurs communes, qui injectent 74 unités de biométhane sur le réseau de distribution de gaz (environ 40 % de la consommation d'énergie du secteur résidentiel).</p> <p>En réponse à la nouvelle réglementation sur les biodéchets, ces installations peuvent permettre une solution locale pour le traitement de ces déchets mais aussi pour la production d'énergie, en structurant une filière biodéchets locale.</p> <p>Dans cette logique, une étude réalisée avec le SDESM sur le ravitaillement en biogaz a révélé <b>le potentiel d'installation de deux stations bioGNV</b> sur l'agglomération, à Coulommiers et à Sept-Sorts dans les zones d'activités. Le déploiement de deux unités de méthanisation spécifiques supplémentaires nécessiterait une vigilance sur l'insertion paysagère, pour accompagner dans les meilleures conditions l'intégration de ces dispositifs. Elles pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs de mobilité à très faibles émissions sur le territoire.</p> <p>En parallèle, la Chambre d'agriculture propose d'organiser des matinées de visite d'unités de méthanisation sur le territoire, afin de faire découvrir leur fonctionnement et d'informer l'ensemble des acteurs locaux sur les caractéristiques de ces projets.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Chambre d'agriculture / GRDF	COVALTRI / CACPB / Communes / Département de Seine-et-Marne	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût lié au développement éventuel de nouvelles stations</li> <li>Coût à définir pour la structuration de la filière biodéchets locale</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de visites d'unités de méthanisation organisées</li> <li>Quantités de biodéchets mobilisées et traitées</li> <li>Quantité de biogaz produit</li> <li>Projets d'installation de stations bioGNV</li> </ul>		
Calendrier	> À décliner sur la durée du PCAET		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

ACTION 10	Mettre en place un Plan Local de Mobilité		
Objectifs	<b>Organiser les déplacements sur l'ensemble du territoire de l'agglomération</b> <b>Faciliter tous les modes de déplacement (circulation des piétons, des vélos, des automobiles, des transports collectifs...)</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>Les Plans Locaux de Mobilité incarnent les outils privilégiés de définition et de mise en œuvre, à l'échelle locale, des politiques de mobilité. Ils précisent et détaillent le contenu du Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France (PDUIF).</p> <p>Ils ont pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser un diagnostic de l'offre et de la demande en mobilité du territoire, d'identifier les pôles générateurs de flux, les potentiels de développement et d'intermodalité,</li> <li>- élaborer une stratégie de développement de la mobilité alternative utilitaire adaptée au territoire, s'inscrivant dans le temps long,</li> <li>- construire un plan d'actions chiffrées et priorisées pour les années suivant la validation du schéma.</li> </ul> <p>De surcroît, les plans locaux de mobilité doivent obligatoirement décliner des actions du PDUIF autour des transports en commun, des pôles d'échanges multimodaux, des liaisons douces et modes actifs, du stationnement des vélos, de l'accessibilité des voiries, du transport logistique et de marchandises.</p> <p>Dans le cadre du Plan Local de Mobilité qui sera imaginé à l'échelle de l'agglomération, une réflexion pourra s'engager avec les entreprises, pour réfléchir à la potentialité d'un <b>Plan de Mobilité Inter-Entreprises</b> et aux possibilités de faciliter les déplacements (covoiturage par exemple) entre les entreprises.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Communes / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / IDFM / SNCF / Etat / représentants des professions de transport...	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+	+++
Coût de l'action	Coût de l'étude pour la formalisation du Plan Local de Mobilité : à définir		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation du document</li> <li>• Mise en œuvre du programme d'actions sur 5 ans avec évaluation des actions menées</li> </ul>		
Calendrier	> Mise en œuvre de l'action à moyen terme, sur la durée du PCAET		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

ACTION 11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions
Objectifs	<p><b>Accompagner le développement de véhicules à très faibles émissions</b></p> <p><b>Développer l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques</b></p>
<p><b>Description et déclinaison opératoire</b></p>	<p>Le territoire de l'agglomération recense déjà <b>30 bornes de recharge</b> pour véhicules électriques.</p> <p>En parallèle, le SDESM a élaboré en septembre 2022 un <b>schéma directeur des IRVE sur la Seine-et-Marne</b>. L'objectif d'un SDIRVE est d'identifier les besoins de recharge et de définir le déploiement à réaliser (nombre de bornes, puissances, localisation...) pour parvenir à une offre de recharge suffisante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables selon le trafic local et transit. Ce projet conduira à proposer aux communes / EPCI aménageurs l'installation des bornes sur certains secteurs. La CACPB sera donc susceptible de bénéficier des résultats de cette étude.</p> <p>En tant que partenaire, ENEDIS, qui participe au projet d'élaboration du Schéma Directeur à la maille de la Seine-et-Marne, piloté par le SDESM, pourra proposer à la CACPB l'installation des bornes sur certains secteurs. <i>À noter, qu'ENEDIS participe à hauteur de 40 % du coût d'un raccordement (borne électrique ou autre) mais que cette participation est portée à 75 % lorsque l'installation d'une borne électrique publique s'effectue dans le cadre d'un SDIRVE (sous certaines conditions).</i></p> <p>Parallèlement à cette étude et à ses résultats, une commune peut faire le choix d'installer des bornes là où elle considère être utile en dehors des sites potentiels identifiés par le Schéma, même si tout l'intérêt d'un SDIRVE est bien d'optimiser un réseau à une maille supra-communale, voire supra-communautaire. Ainsi, si une commune ou la CACPB souhaitait installer une ou plusieurs bornes en complément de celles prises en charge par le SDESM, ENEDIS peut contribuer à accompagner les demandes de raccordement de bornes (conseils sur le raccordement, mise à disposition d'outils de simulation permettant d'optimiser les coûts de raccordement selon l'emplacement envisagé, la puissance souhaitée et la puissance disponible).</p> <p>La CACPB pourra engager une communication sur les différents points d'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques. Elle financera seulement les implantations possibles sur des sites appartenant à l'agglomération, à l'exemple des télécentres, structures France Services ou encore des sites sportifs.</p> <p>Elle pourra également réfléchir aux possibilités de remplacer, lors du renouvellement de son parc automobile, les véhicules vieillissants par des véhicules électriques.</p> <p>La réflexion sur les installations pouvant alimenter les véhicules en bioGNV contribuera également à la mise en œuvre de cette action.</p>

Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Communes / CACPB / SDESM	ENEDIS	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	++	+++
Coût de l'action	Coût d'installation de bornes de recharge électrique à la charge des communes ou de la CACPB selon les implantations		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Usage des bornes électriques : nombre de recharges</li> <li>• Nombre de bornes de recharge</li> <li>• Nombre de véhicules à très faibles émissions dans la flotte de véhicules de la CACPB</li> </ul>		
Calendrier	> Action à mener sur la durée du PCAET		



## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

<b>ACTION 12</b>	<b>Décongestionner les centre-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie</b>	
<b>Objectifs</b>	<b>Améliorer la qualité de l'air des centre-villes des communes accueillant un fort trafic</b> <b>Limiter le trafic routier dans les petites communes</b> <b>Désengorger la circulation routière par la mise en œuvre d'une déviation</b>	
<b>Description et déclinaison opératoire</b>	<p>La Route Départementale n°934 supporte aujourd'hui un trafic de l'ordre de 18 000 véhicules par jour dans la traversée de Coulommiers ou de Mouroux dont 25 % de véhicules en transit et 10 % de poids-lourds. Selon les dernières études du Département, réalisées en 2021, si rien n'est fait, la RD934 et la RD222 seront totalement saturées en différents points à Coulommiers et Mouroux en 2035, voire 2025 à Mouroux à certains horaires.</p> <p>En 2014, un tracé par le Sud a été voté et inscrit dans le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Coulommiers. Le tracé est également inscrit dans les PLU des communes concernées et dans le Schéma directeur de la Région Ile-de-France et le plan régional anti-bouchons.</p> <p>Le projet consiste à aménager une route adaptée pour dévier le trafic de transit, notamment les poids lourds et les convois exceptionnels, qui impacte directement plusieurs communes du territoire. Le projet prévoit une route à deux voies sur 11 km dont 9 km nouveaux, 5 ouvrages d'art, le maintien des liaisons douces, des chemins communaux et des aménagements paysagers. La déviation est également compatible avec un Parc Naturel.</p> <p>Sur la base des études préliminaires réalisées par le Département en 2020, l'estimation de cette opération s'élève à 98 200 000 € HT. Les prochaines étapes ont pour but de définir le maître d'ouvrage du projet et son portage financier. Les communes, la Communauté d'agglomération et le Département ont sollicité, dans ce sens, la Région et l'Etat afin que ce projet soit inscrit dans le CPER 2021 / 2027.</p> <p>En parallèle, les déviations des communes de Chailly-en-Brie et Maisoncelles-en-Brie sont envisagées, dans le même esprit de fluidification du trafic au sein des communes.</p> <p>Ces solutions ont émergé après étude de toutes les hypothèses et options d'aménagement possibles. La réalisation de ces projets tiendra compte de la réduction de l'artificialisation des sols, dans un souci de sobriété foncière.</p>	
<b>Pilotage</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Partenaires</b>
	Etat / Département de Seine-et-Marne	CACPB / Région Ile-de-France / Communes impactées

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"><li>Coût estimé à 98 200 000 € HT</li><li>200 000 € de participation aux études déjà mobilisés par la CACPB</li></ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>Définition du maître d'ouvrage et du plan de financement</li><li>Engagement de la procédure de réalisation</li></ul>		
Calendrier	> Action à décliner sur la durée du PCAET. L'horizon de réalisation sera postérieur à 2028.		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 13		Développer des espaces de coworking	
Objectifs		Diminuer les déplacements domicile-travail	
Description et déclinaison opératoire		<p>En 2017, la Communauté d'agglomération a ouvert <b>son premier espace de travail collaboratif e-L@b à Coulommiers</b>. Plus de 150 sociétés se sont inscrites sur la plateforme de réservation et de nombreux salariés et entrepreneurs y louent des bureaux. Fort de ce succès, les élus ont lancé, en 2018, <b>le projet d'extension du site columérien</b>, finalisé en 2021, et le projet de création d'un <b>second télécentre, basé à La Ferté-sous-Jouarre, opérationnel depuis 2019</b>.</p> <p>Suite à la fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2020 avec les 12 communes de l'ancienne Communauté de communes du Pays Créçois, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie souhaite créer <b>un 3<sup>ème</sup> tiers-lieu à Crécy-la-Chapelle</b> afin de mailler son territoire en apportant aux habitants une offre complète. Cet espace de travail collaboratif viendra concrétiser la volonté du territoire d'accompagner les chefs d'entreprises dans leur parcours résidentiel et leur développement. Ce projet correspond également aux attentes des habitants, salariés, professionnels de type indépendants, auto-entrepreneurs et TPE, conforté par l'enquête « étude de marché » lancée entre février et avril 2021.</p> <p>Le télécentre sera aménagé sur un plateau de 276 m<sup>2</sup> au premier étage d'un bâtiment avec ascenseur. Il s'agit de l'ancien siège social de la Communauté de communes du Pays Créçois. Cet ensemble abrite aujourd'hui une crèche au rez-de-chaussée et, à l'étage, une Maison France Services, ce qui permettra ainsi de créer un véritable pôle de services.</p> <p>Ces lieux, qui incarnent de véritables espaces d'échange et de vie locale, offrent aux habitants et aux entreprises la possibilité de télétravailler dans les meilleures conditions possibles. L'objectif est de faire largement connaître ces lieux de coworking à l'échelle de l'agglomération.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage		Partenaires
	CACPB		Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / Etat
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre		Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût relatif à l'extension du télécentre de Coulommiers</li> <li>Coût de création d'un télécentre à Crécy-la-Chapelle, financé par la Région Ile-de-France</li> <li>Coût de fonctionnement des structures</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de télécentres maillant le territoire</li> <li>Nombre de personnes et entreprises fréquentant les télécentres</li> <li>Nombre d'événements organisés au sein des télécentres</li> </ul>		
Calendrier	> Finalisation du projet de télécentre de Crécy-la-Chapelle en 2023		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 14	Garantir le déploiement de la fibre optique	
Objectifs	Diminuer les déplacements domicile-travail Faciliter le télétravail	
Description et déclinaison opératoire	<p><b>L'accès à l'Internet Très Haut-Débit</b> est un enjeu majeur pour la qualité de vie des habitants et un facteur déterminant d'attractivité du territoire. Il contribue également à favoriser le télétravail.</p> <p>Le syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique est chargé de l'aménagement numérique du territoire. Il conçoit et réalise les montées en débit ou les déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) qui permettent l'accès au très haut débit pour tous. Cette action s'inscrit dans le cadre des objectifs du <b>schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN)</b> fixé par le Département. Ce syndicat se compose de la Région Île-de-France, du Département de Seine-et-Marne et des 23 intercommunalités adhérentes.</p> <p>La CACPB a pour mission d'être le relais d'information unique entre Seine-et-Marne Numérique et/ou sem@fibre77 et les communes. Ces deux entités organisent ainsi des réunions d'information régulières avec les communes et l'intercommunalité et met à disposition des documents d'information.</p> <p><i>Les communes déjà couvertes totalement ou en partie :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Amillis, Aulnoy, Basseville, Beauthel-Saints, Bussièrès, Chailly-en-Brie, Chevru, Dagny, Faremoutiers, Giremoutiers, Hautefeuille, Jouarre (1<sup>ère</sup> phase), La Celle-sur-Morin, Maisonnelles-en-Brie, Marolles-en-Brie, Mauperthuis, Mouroux, Pommeuse, Saâcy-sur-Marne, Saint-Augustin, Touquin sont ouvertes à la commercialisation.</li><li>⇒ Le territoire de l'ex-Pays Créçois est fibré dans son intégralité et la ville de Coulommiers est, quant à elle, déployée par SFR.</li></ul> <p><i>Le déploiement à venir sur les autres communes :</i></p> <p>2022 : L'ouverture à la commercialisation des communes de Chauffry, Dammartin-sur-Tigeaux, Guérard, Tigeaux, Pézarches s'est effectuée courant du 1<sup>er</sup> semestre 2022.</p> <p>2023 : Boissy-le-Châtel, Chamigny, Changis-sur-Marne, Jouarre (2<sup>ème</sup> phase), La Ferté-sous-Jouarre, Méry-sur-Marne, Pierre-Levée, Sammeron, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Sainte-Aulde, Sept-Sorts et Signy-Signets</p> <p>D'ici à 2024 : les autres communes seront couvertes conformément à l'engagement de Seine-et-Marne Numérique.</p> <p>Une attention particulière est apportée aux prises isolées, afin d'éviter toute rupture de couverture.</p>	
	<b>Maître d'ouvrage</b> Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique	<b>Partenaires</b> CACPB / Communes / Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne



Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"><li>Investissement de la CACPB à hauteur de 4,2 millions d'euros sous forme de participation au Syndicat Départemental Seine-et-Marne Numérique</li></ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de secteurs couverts et état d'avancée du déploiement</li><li>Nombre de prises isolées desservies</li></ul>		
Calendrier	> Finalisation prévue en 2024		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 15		Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération	
Objectifs		Encourager les agents à pratiquer le télétravail, en fonction de leurs activités et de leurs missions	
Description et déclinaison opératoire		<p>La crise sanitaire a conduit l'intercommunalité à consolider sa politique de télétravail. La Communauté d'agglomération la met en place auprès des différents services, selon les possibilités pour les agents de télétravailler et les fonctionnalités de chaque service. Elle a été formalisée à travers une délibération en Conseil communautaire, prise dans le courant de l'année 2022.</p> <p>La mise en place du télétravail est facilitée pour les agents de l'intercommunalité. Le service informatique prévoit un kit d'équipement informatique afin de faciliter les conditions de télétravail des agents. Des outils numériques adaptés pourront aussi être proposés.</p> <p>Dans le prolongement, afin de faciliter les échanges entre les services de l'agglomération, des solutions alternatives et durables de déplacement (vélos par exemple) pourront être privilégiées.</p> <p>En parallèle de cette dynamique, les communes de l'agglomération qui le souhaitent pourront initier la même démarche. Le déploiement de ces initiatives sera tout particulièrement valorisé dans le cadre du PCAET.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action		Coût d'équipement informatique pour les agents	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'agents en télétravail</li> </ul>	
Calendrier		> Action déjà engagée depuis 2021	

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 16	Rapprocher les services des habitants		
Objectifs	Offrir un service public de proximité et de qualité Lutter contre l'éloignement numérique des usagers		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le territoire a élargi ses compétences pour permettre la labellisation de <b>trois sites France Services</b>. Guichets uniques de services, ils facilitent l'accès des habitants des territoires aux démarches administratives des organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caisse d'allocations familiales,</li> <li>- Caisse d'assurance maladie,</li> <li>- Ministère de la justice,</li> <li>- Préfecture de Seine-et-Marne,</li> <li>- Pôle emploi,</li> <li>- La Poste,</li> <li>- Caisse nationale d'assurance vieillesse,</li> <li>- Direction départementale des finances publiques (DDFIP),</li> <li>- La sécurité sociale agricole (MSA).</li> </ul> <p>Grâce à cette labellisation, les trois France Services proposent ainsi la même offre de services, gratuite pour tous les citoyens du territoire, à moins de 30 minutes de chez eux.</p> <p>Les équipes des sites sont en plus complétées, depuis peu, par <b>deux conseillers numériques</b>. Les France Services ont en effet comme mission de lutter contre l'éloignement numérique des usagers. Chaque France Services dispose ainsi d'un espace numérique, en libre-service, pour les citoyens qui souhaitent effectuer leurs démarches sur Internet et être accompagnés par un agent. Des ateliers de formation au numérique sont également proposés. Les France Services sont équipés d'espaces confidentiels permettant au public d'effectuer leur rendez-vous en visio-conférence dans une salle, avec la mise à disposition du matériel adéquat et sécurisé : casque audio, micro, ordinateur, webcam... Les conseillers numériques ont également pour mission de rayonner sur les différentes communes de l'agglomération et de leur proposer de décliner des ateliers numériques dans leurs locaux.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Partenaires du réseau France Services / Etat / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coût de fonctionnement des structures France Services, subventionné par l'Etat</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques d'accueil et de fonctionnement des trois structures France Services</li> <li>• Nombre d'ateliers numériques organisés</li> </ul>		
Calendrier	> Action déjà engagée depuis 2021 et à poursuivre sur l'ensemble de la durée du PCAET		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 17	Faciliter l'emploi local		
Objectifs	Rapprocher les offres et les demandes d'emploi sur le plan local Réduire les distances domicile-travail		
Description et déclinaison opératoire	La Communauté d'agglomération œuvre en faveur de l'emploi local à travers plusieurs actions : <ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Développer une bonne connaissance du marché de l'emploi local et anticiper ses évolutions, en renforçant les contacts avec les entreprises ;</li><li>⇒ Réfléchir aux politiques de formation à mettre en œuvre pour l'avenir ;</li><li>⇒ Agir pour une relocalisation de l'emploi, en rapprochant offres et demandes d'emploi sur le territoire ;</li><li>⇒ Gérer <b>un chantier d'insertion</b> à l'échelle de la CACPB ;</li><li>⇒ Mettre en place des évènements, pour rapprocher l'offre et la demande d'emplois, sur les différents pôles de centralité du territoire.<ul style="list-style-type: none"><li>- La CACPB organise, par exemple, chaque année un <b>Forum-Emploi</b>. Lors de cette manifestation, un système de collecte des offres d'emplois locales est expérimenté, en lien avec les employeurs et les différents acteurs de l'emploi.</li><li>- Des opérations de recrutement et informations collectives sont organisées régulièrement par les partenaires tout au long de l'année.</li></ul></li><li>⇒ Valoriser et médiatiser <b>l'Espace emploi</b> de l'agglomération, plateforme présentant les offres d'emploi à pourvoir localement et soutenant les demandeurs d'emploi dans leurs recherches.</li></ul>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Pôle Emploi / Mission Locale de la Brie et des Morins / CCI / Partenaires emploi-insertion et entreprises du territoire	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"><li>• Budget de fonctionnement pour les actions Emploi (Forum Emploi, Semaine de l'Industrie, salons en ligne, rendez-vous de l'emploi, ateliers numériques...)</li><li>• Coût du chantier d'insertion, subventionné par l'Etat</li><li>• Coût de mise en œuvre de la plateforme emploi</li></ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fréquentation de la plateforme emploi</li><li>• Nombre d'offres pourvues localement et de mises en relation</li><li>• Nombre d'opérations de job dating et d'informations collectives</li><li>• Bilan des évènements organisés</li></ul>		
Calendrier	<p>&gt; Forum Emploi prévu en janvier 2023</p> <p>&gt; Plateforme emploi numérique déjà active</p> <p>&gt; <i>Perspective possible à long terme : déploiement du chantier d'insertion</i></p>		



## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces		
Objectifs	<b>Renforcer et faciliter les pratiques intermodales sur le territoire</b> <b>Améliorer et développer le réseau cyclable de liaisons douces</b> <b>Créer de nouveaux cheminements</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie souhaite promouvoir l'usage des modes de déplacements doux à travers son territoire. Il s'agit de développer la mobilité à l'échelle de toutes ses communes, mais également enrichir l'offre touristique et de valoriser son patrimoine naturel exceptionnel, tout en s'inscrivant dans une dynamique de développement durable.</p> <p>L'agglomération s'est engagée dans cette démarche en réalisant un <b>schéma directeur local de liaisons douces</b>, pour valoriser l'existant et développer de nouveaux itinéraires. Une étude a été lancée en 2018 et le schéma a été approuvé en décembre 2021. Ce schéma propose d'établir un maillage de l'ensemble du périmètre de l'agglomération à travers un réseau hiérarchisé d'itinéraires cyclables adaptés en fonction des besoins, des espaces et des territoires desservis.</p> <p>Cet outil permet d'aider les communes à réaliser leur projet de développement des itinéraires sécurisés et adaptés à l'espace pour les cyclistes, piétons, usagers de trottinettes et de bénéficier de subventions. Ces aménagements veilleront à sécuriser les cheminements et à assurer une continuité entre eux, dans l'objectif d'un maillage complet du territoire.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Communes	CACPB / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	++	+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>La CACPB a financé la réalisation d'un schéma directeur des liaisons douces à l'échelle de l'agglomération : coût de l'étude de 57 000 € dont 4 042,50 € de fonds européens</li> <li>Les aménagements de liaisons douces seront pris en charge par les communes : coût à évaluer et à affiner pour chaque commune.</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de liaisons douces réalisées</li> <li>Nombre de km de liaisons douces sur l'ensemble de l'agglomération</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets en cours de formalisation sur les communes de Coulommiers, Mouroux, La Ferté-sous-Jouarre, Crécy-la-Chapelle...</li> <li>Déclinaison de l'action prévue sur toute la durée du PCAET</li> </ul>		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		
Objectifs	Favoriser l'usage des transports en commun Encourager le covoiturage Assurer une meilleure cohérence entre bus, train et voitures		
Description et déclinaison opératoire	<p>Cette action vise à mettre en place des transitions optimisées entre les différents moyens de transports afin de faciliter la mobilité sur le territoire, à travers :</p> <p><b>L'aménagement de pôles gare</b> Plusieurs pôles gares ont déjà été aménagés sur des communes de la ligne P ou sont en cours de réalisation, à l'image de La Ferté-sous-Jouarre. Un projet d'aménagement est en voie de concrétisation à Coulommiers. Ils intègrent une gare routière, des espaces d'intermodalité, des parkings relais et du stationnement sécurisé pour les vélos (Véligo).</p> <p><b>Un projet d'aire multimodale à Coulommiers</b> Ce projet permettra le stationnement des usagers des lignes 1 et 17 du Seine-et-Marne Express, du bus urbain de Coulommiers et de la ligne 3 vers Meaux. L'aire favorisera également le covoiturage. Une borne de recharge pour véhicules électriques viendra compléter l'offre de services. Une voie cyclable devrait également être créée en complément, le projet intégrant un abri pour les vélos.</p> <p><b>Le déploiement d'autres projets d'aires multimodales</b> La commune de Sammeron a également été identifiée comme site potentiel pour le déploiement d'une aire multimodale par le Département, au sein de son schéma directeur. D'autres sites pourront être identifiés, selon les besoins et dans la déclinaison du schéma départemental. La CACPB a également investi pour la réalisation d'une gare routière à proximité du collège de Faremoutiers.</p> <p>La CACPB pourra profiter de ces installations pour relayer des informations sur le covoiturage et sur les applications existantes.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	IDFM / SNCF / Département de Seine-et-Marne / Transdev	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût d'aménagement de l'aire multimodale de Coulommiers accompagné par l'Etat</li> <li>Coût d'aménagement des projets de pôle gare à charge des communes</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'aires aménagées</li> <li>Fréquentation des services de transport</li> <li>Nombre de covoiturages pratiqués</li> <li>Nombre d'usagers vélos</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Pôle gare de Coulommiers : finalisation prévisionnelle en 2025</li> <li>&gt; Projet d'aire multimodale de Coulommiers : échéance prévisionnelle de réalisation en 2024</li> <li>&gt; Action à décliner sur l'ensemble de la durée du PCAET</li> </ul>		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 20	Promouvoir le Transport à la Demande		
Objectifs	Faciliter les déplacements en transport en commun Améliorer l'offre existante		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a sensibilisé la Région Ile-de-France et Île-de-France Mobilités sur la nécessité d'améliorer l'offre de bus sur le territoire.</p> <p>Ce travail avec les instances régionales a porté ses fruits avec notamment le renforcement de certaines lignes de bus et <b>la création de lignes de Transport à la Demande (TàD)</b> sur la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie. Quatre secteurs de TAD sont identifiés : secteur fertois, secteur créçois, secteur autour de Coulommiers et Coulommiers intra muros. Ces déplacements sont réalisés par un véhicule électrique.</p> <p>Un bilan pourra être engagé, en lien avec Darche Gros, sur l'utilisation du service de transport à la demande présent afin d'identifier les freins à son utilisation et les besoins de renforcement du service si nécessaire.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	IDFM / Région Ile-de-France / Transdev	CACPB	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	Coût de la mise en œuvre du TAD		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de lignes actives</li> <li>Nombre d'usagers</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Action déjà opérationnelle depuis 2020</li> <li>&gt; Perspectives de déploiement possibles à envisager sur la durée du PCAET</li> </ul>		

## AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

### Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 21		Inciter à l'usage de modes de transport doux et collectifs		
Objectifs		<b>Encourager l'usage des transports en commun</b> <b>Faciliter l'usage du vélo</b>		
Description et déclinaison opératoire		<p>La Communauté d'agglomération est attentive au déploiement des modes de transport doux et souhaite faciliter les conditions d'accès pour ses habitants à ces modes de transport. Elle œuvre notamment pour :</p> <p><b>Aider les jeunes à se déplacer</b></p> <p>Les lycéens des 54 communes de l'agglomération pourront bénéficier d'une aide financière de 63 € sur leur carte de transport IMAGINE'R pour l'année scolaire 2022-2023. Déjà mis en œuvre les années précédentes, ce dispositif est maintenu pour les habitants du territoire. Le forfait Imagine'R permet en effet de voyager de manière illimitée dans toute l'Île-de-France. Il est valable sur tous les modes de transport (Métro, Bus, tram express, train, RER, Tram), à l'exception de certaines dessertes directes d'aéroports (Orlyval, Bus Direct Paris-Aéroport, navettes VEA Disney) et des bus touristiques (OpenTour, Cars Rouges).</p> <p><b>Renforcer la desserte en transports en commun</b></p> <p>La CACPB souhaite continuer de travailler avec IDFM pour favoriser l'usage des transports en commun et améliorer les parcours ainsi que pour renforcer la fréquence des lignes de bus. Elle peut aussi mettre en place, en partenariat avec le transporteur Darche Gros, des navettes de transport spécifiques à l'occasion de certains événements (Forum Emploi par exemple).</p> <p><b>Assurer la promotion du vélo</b></p> <p>La CACPB pourra engager une discussion avec IDFM pour mettre en place des bus permettant aux usagers de circuler avec leurs vélos. Elle pourra aussi valoriser et communiquer autour de l'opération de location de vélos électriques Véligo. De surcroît, la promotion du vélo sera assurée au sein de ses agents, pour les inciter à se déplacer à vélo selon les possibilités, en faisant l'acquisition de vélos de service.</p>		
Pilotage		Maître d'ouvrage	Partenaires	
		CACPB / IDFM / Darche Gros	Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie		Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
		++	++	++
Coût de l'action		<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation CACPB : aide financière de 63 € pour la carte Imagine R pour les lycéens des 54 communes</li> <li>Coût d'achat de vélos pour les agents, pour faciliter les déplacements entre services</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de dossiers traités et d'aides délivrées</li> <li>Nombre de points vélos et stationnements vélos sur les communes</li> <li>Nombre d'usagers des transports en commun</li> </ul>		
Calendrier		> Poursuite de l'aide à la carte Imagine'R sur toute la durée du PCAET > Action à mener sur la durée du PCAET		



### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 22		Soutenir la création du PNR	
Objectifs		<b>Protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités</b> <b>Valoriser les ressources et richesses naturelles</b> <b>Permettre un développement durable et harmonieux du territoire</b>	
Description et déclinaison opératoire		<p>Le projet du Parc Naturel Régional Brie et Deux Morin va constituer un outil pour développer le territoire rural de l'agglomération. Un Parc Naturel Régional (PNR) a pour objectifs de garantir un juste équilibre entre le développement économique et social, la valorisation et la préservation des patrimoines. Cette reconnaissance permettrait, à l'échelle de l'agglomération, de valoriser le patrimoine naturel, culturel, architectural et de renforcer l'attractivité du territoire, autour d'une ambition forte : incarner une campagne remarquable en Ile-de-France, en devenant le 5<sup>ème</sup> Parc francilien et le seul à l'Est de la Région.</p> <p>Depuis plusieurs années, les élus du territoire travaillent à la création d'un Parc Naturel Régional sur un périmètre arrêté à 82 communes, dont 40 appartenant à la CACPB. Validée par le Conseil Régional, la candidature a obtenu un avis favorable de l'Etat en 2019.</p> <p>La prochaine étape vers le classement en PNR consiste à élaborer collectivement la charte du futur parc pour bâtir un projet concerté de développement durable du territoire, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine paysager, naturel, culturel et historique. Depuis fin mars 2022, des ateliers de travail sont ainsi organisés pour renforcer la compréhension du terrain, à partir de supports cartographiques et de photographies aériennes. Les communes et le conseil local de développement ont répondu à l'invitation du syndicat et se mobilisent pour enrichir les échanges, en identifiant les enjeux à prendre en compte.</p> <p>Les objectifs du PCAET s'inscriront en compatibilité avec le projet de PNR.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage		Partenaires
	SMEP PNR		CACPB / CC des 2 Morin / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / Etat / FNPN / IAU
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre		Diminution de la consommation d'énergie
	+++		+++
Coût de l'action		Coût de fonctionnement du PNR à la charge du SMEP	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation de la charte</li> <li>Approbation de la charte</li> <li>Décret de classement</li> </ul>	
Calendrier		> Perspective de création du PNR sur la durée du PCAET : charte en cours de rédaction pour une proposition à la Région fin 2023	

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	
Objectifs	<b>Favoriser la nature dans les espaces urbains</b> <b>Recréer des continuités écologiques</b> <b>Limiter l'imperméabilisation des sols</b>	
Description et déclinaison opératoire	<p>Cette action pourrait se décliner selon deux champs d'intervention : la renaturation et la végétalisation des espaces urbains tout comme la renaturation des espaces agricoles.</p> <p>La renaturation et la désimperméabilisation des sols urbains présentent de nombreux avantages : améliorer le cadre de vie, favoriser le cycle de l'eau en réduisant le ruissellement, préserver la biodiversité et contribuer à atténuer le phénomène d'îlots de chaleur. De nombreuses communes de l'agglomération mènent déjà des projets de ce type :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plantation d'arbres,</li> <li>- Végétalisation de cimetières,</li> <li>- Valorisation des Espaces Naturels Sensibles,</li> <li>- Réhabilitation de parcs et d'espaces verts,</li> <li>- Réfection de fontaines et de bassins...</li> </ul> <p>Elles pratiquent également, pour la plupart d'entre elles, une gestion verte des espaces verts en prenant en compte la biodiversité dans leur entretien (fauchage tardif, élagage respectueux de la nidification, installation de ruches, gestion différenciée, etc.). Ces actions pourront être valorisées et mises en lumière.</p> <p>De nouvelles initiatives pourront aussi être déployées, aussi bien par les communes que par la CACPB sur les sites lui appartenant, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la plantation de <b>haies et de bosquets</b>, sur des parcelles communales, le long de chemins vicinaux, dans des exploitations agricoles... ;</li> <li>- le développement de la <b>végétalisation</b> des façades, des toitures, des voiries, des espaces publics, des écoles... ;</li> <li>- le renforcement de la <b>gestion écologique</b> des espaces verts, avec la limitation de l'usage des produits phytosanitaires.</li> </ul> <p>Des partenaires pourront aussi être associés à cette volonté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le Département de Seine-et-Marne, qui propose un groupe de travail à destination des collectivités qui souhaitent réintégrer la nature en ville et qui peut aussi proposer un accompagnement au zéro phyto dans le cadre du Plan départemental de l'eau ;</li> <li>✓ Seine-et-Marne Environnement, qui peut accompagner les communes sur la gestion différenciée des espaces verts, la nature en ville, la désimperméabilisation, notamment grâce à des guides et supports de communication ou des formations</li> <li>✓ le SMAGE des Deux Morin qui participe à cette réflexion sur les sujets relatifs au ruissellement et à la réalisation d'aménagements hydrauliques doux ainsi que ceux portant sur la restauration des continuités écologiques</li> </ul>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	CACPB / Communes	Seine-et-Marne Environnement / Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / SMAGE des Deux Morin

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	À définir selon les projets initiés		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>Recensement des initiatives et projets de renaturation-végétalisation</li><li>Nombre d'espaces végétalisés et d'espaces verts valorisés</li><li>Nombre d'arbres plantés</li></ul>		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme		

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 24		Contenir l'artificialisation des sols	
Objectifs		Rendre compatibles les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement avec la philosophie du PNR Lutter contre l'artificialisation des sols	
Description et déclinaison opératoire		<p>La quasi-totalité des communes de l'agglomération fait partie du périmètre de préfiguration du futur PNR de la Brie et des Morin. La charte est actuellement en cours de rédaction et de formalisation. Elle intégrera des <b>préconisations en matière de maîtrise de l'espace et d'urbanisation</b>.</p> <p>Dans cette perspective, le PCAET a vocation à constituer un outil du PNR. Les PLU se mettront ensuite en conformité avec ces exigences ainsi que celles du SDRIF, notamment au sujet de l'artificialisation des sols. Des temps d'information et d'échanges pourront s'organiser avec les communes sur les enjeux environnementaux, liés au déploiement du PNR sur le territoire.</p> <p>La Communauté d'agglomération a engagé, par ailleurs, une étude pour formaliser <b>un Programme Local de l'Habitat</b>, qui permettra de consolider la politique habitat du territoire et d'assurer une répartition équilibrée des logements. Le territoire va initier, en parallèle, <b>une procédure de révision du SCOT</b>, en concordance avec la révision du SDRIF lancée par la Région Ile-de-France, qui contribuera à remettre à jour les enjeux de planification intercommunaux. La CACPB devra également, dans le cadre de ses compétences, engager, à moyen terme, une réflexion pour tendre vers un PLUi.</p> <p>Au-delà de la préservation des espaces naturels et de la lutte contre l'artificialisation, ces documents d'urbanisme pourront également prendre en compte les enjeux climatiques et énergétiques, en incitant par exemple la construction de bâtiments durables et performants (normes de construction environnementales, utilisation d'énergies renouvelables...).</p> <p>Dans cette même logique, les documents d'urbanisme veilleront à respecter également la compatibilité avec le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) des Deux Morin, en vigueur depuis 2016.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage		Partenaires
	CACPB / Communes / SMEP PNR		Services de l'Etat / Région Ile-de-France / SMAGE de Deux Morin
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre		Amélioration de la qualité de l'air
	++		+++
Coût de l'action		> 90 000 € HT pour l'étude PLH en cours > Coût de l'étude de révision du SCOT à définir	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>État d'avancée et de mise en œuvre du PLH</li> <li>Avancée de la procédure de révision du SCOT</li> <li>Finalisation de la charte du futur PNR</li> <li>Révisions des PLU</li> </ul>	
Calendrier		> Action à décliner à moyen terme, sur toute la durée du PCAET > <i>Perspective à long terme : possibilité de décliner un PLUi</i>	

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	
Objectifs	<p>Valoriser les initiatives et les bonnes pratiques déjà existantes au sein des exploitations agricoles</p> <p>Encourager et soutenir le déploiement des filières de production agricoles locales</p> <p>Affirmer une identité rurale et agricole, en cohérence avec le projet de PNR Brie et deux Morin</p>	
Description et déclinaison opératoire	<p>Plusieurs dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire en faveur des filières agricoles :</p> <p>⇒ La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie fait partie du <b>Groupe d'Action Locale « Terres de Brie »</b>, qui permet d'accompagner des projets locaux. Des porteurs de projets dans les filières agricoles peuvent en effet obtenir des aides du programme Européen LEADER. Plusieurs filières ont été identifiées comme prioritaires et peuvent être soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La filière lait et fromage</li> <li>- La filière vins et vigne</li> <li>- La filière pommes</li> <li>- La filière miel</li> <li>- La filière chanvre et les matériaux biosourcés</li> </ul> <p>Les projets de diversification agricole tout comme de production d'énergies renouvelables sont également accompagnés.</p> <p>⇒ Le territoire accueille également une appellation IGP pour les vins d'Ile-de-France qui bénéficie à la production locale et quelques communes incluses dans la zone d'appellation du Champagne. En parallèle, la Ville de Coulommiers, en lien avec la filière fromagère, a engagé <b>une démarche de labellisation AOP pour le brie de Coulommiers</b> depuis 2009. Ce projet vise à défendre et développer une filière économique et agricole, aujourd'hui fragile, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentant le volume de vente et de production des fromages ;</li> <li>- maintenant son prix de vente voire en l'améliorant (garantissant ainsi un prix rémunérateur pour les producteurs de lait par exemple) ;</li> <li>- développant l'élevage sur le territoire, en incitant de nouveaux producteurs à venir s'installer ;</li> <li>- bénéficiant d'une plus large communication et en offrant ainsi de nouvelles perspectives de marchés et de débouchés économiques.</li> </ul> <p>Cette appellation contribuerait également à reconnaître et valoriser un terroir local, véritable enjeu pour la région Ile-de-France.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	GAL « Terres de Brie » / Filière fromagère	CACPB / Chambre d'agriculture / Seine-et-Marne Attractivité / Communes / Région Ile-de-France / SMEP PNR



Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"><li>1 145 000 € d'enveloppe de fonds européens allouée sur le territoire du GAL « Terres de Brie » de 2017 à 2023 et 550 000 € consommés</li></ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de projets accompagnés et soutenus</li><li>Nombre de projets de développement</li><li>Obtention de l'appellation AOP</li></ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Candidature pour une nouvelle programmation Leader 2023-2028</li><li>&gt; Perspective d'obtention de l'AOP à moyen terme</li><li>&gt; Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET</li></ul>		

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

ACTION 26	Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable	
Objectifs	<b>Améliorer les réseaux d'eau</b> <b>Accélérer la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable</b> <b>Prévenir les fuites d'eau</b>	
Description et déclinaison opératoire	<p>Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les compétences eau et assainissement sont des compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération. La Communauté d'agglomération investit ainsi pour améliorer la distribution d'eau potable, à travers plusieurs projets :</p> <p><b>La construction d'une nouvelle unité de traitement de l'eau potable (UTEP) à Coulommiers</b></p> <p>Les travaux de construction de l'UTEP ont démarré en 2020. Située avenue de Rebais, à côté de la nouvelle caserne des pompiers, cette unité remplace celle créée en 1980, qui arrive en fin de vie. Elle va permettre de produire une eau potable de qualité, répondant à tous les critères de potabilité exigés par la réglementation. Elle permettra notamment de réduire la teneur en fluor, la dureté de l'eau (responsable du calcaire) et les phénomènes de turbidité (eau colorée). L'équipement entre actuellement dans une phase de test de plusieurs mois et s'accompagne de travaux sur les réseaux.</p> <p><i>Durée des travaux : 18 mois pour une mise en service à la rentrée 2022</i>  <i>Montant de l'investissement : 13 646 414 € TTC (dont 60 % de subventions du Département de Seine-et-Marne et de l'Agence de l'eau).</i></p> <p><b>Des travaux sur le château d'eau à Citry, Hautefeuille et Jouarre</b></p> <p>Ils porteront sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable et la réhabilitation structurelle de leur réservoir.</p> <p><i>Investissement : 754 674 € HT (dont 15 % de subvention).</i>  <i>Début des travaux 3<sup>ème</sup> trimestre 2022</i></p> <p><b>Le puits de captage de Chamigny, point de captage stratégique</b></p> <p>La Communauté d'agglomération a établi un important programme d'investissement et de travaux pour améliorer et sécuriser la production d'eau potable, avec notamment une opération en cours à Chamigny. Le puits de Chamigny, mis en service en 1976, assure 90 % des besoins en eau potable des communes du secteur ferrois.</p> <p><i>Démarrage des travaux prévu au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022</i>  <i>Durée des travaux : 2,5 ans</i>  <i>Investissement : 2,9 millions € HT</i></p> <p>Une attention particulière est engagée aussi sur l'entretien des réseaux d'eau potable. Une réflexion pourra être engagée, en parallèle, pour <b>étudier le potentiel hydraulique du territoire</b> et les possibilités de développer des projets hydro-électriques.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	CACPB	Agence de l'Eau / ARS / SMAGE des Deux Morin / SyAGE / Département de Seine-et-Marne

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
		++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 25 M € de projets en cours et 8 M € de projets à venir</li> <li>• 10 M € HT pour la construction de l'UTEP de Coulommiers</li> <li>• Puits de captage à Chamigny : 2,9 M€ HT</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• État d'avancée des travaux</li> <li>• Nombre de projets menés chaque année</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Inauguration prochaine de l'UTEP à Coulommiers</li> <li>&gt; Programme de travaux décliné sur toute la durée du PCAET</li> </ul>		

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

ACTION 27	Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées
Objectifs	<b>Améliorer les réseaux d'assainissement</b> <b>Réhabiliter les canalisations</b>
<b>Description et déclinaison opératoire</b>	<p>Partout dans l'agglomération, des investissements majeurs sont réalisés pour mieux traiter les eaux usées. Au total, plus de 9 millions € HT sont investis pour construire et rénover des stations d'épuration à Amillis, Chevru, Dammartin-sur-Tigaux, Guérard, et des réseaux d'assainissement à Boissy-le-Châtel, Crécy-la-Chapelle, Coulommiers, Mouroux, Villiers-sur-Morin.</p> <p>L'agglomération investit sur plusieurs projets :</p> <p><b>Des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux pluviales</b> seront réalisés à La Ferté-sous-Jouarre et Sancy-les-Meaux.  <i>Investissement : 587 229 € HT (subventionné à près de 50 %)</i>  <i>Début des travaux à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022</i></p> <p><b>La construction de stations d'épuration des eaux usées</b></p> <p><b>La STEP de Sept-Sorts</b>  Lancée en 2015 par le Pays Fertois, la construction de la nouvelle station d'épuration de Sept-Sorts s'est terminée en mars 2019. L'ouvrage permet de traiter les eaux usées des communes de Sept-Sorts, Jouarre, La Ferté-sous-Jouarre, Chamigny, Reuil-en-Brie et Sainte-Aulde. Elle permet également de traiter les boues de l'ensemble des communes de l'ex-Pays Fertois. Elle a été construite en intégrant des règles de développement durable permettant de répondre aux exigences du critère ECOSTEP de la région Ile-de-France. Le coût des travaux s'élève à plus de 10 Millions €, financés à hauteur de 70 % par le Département, la Région et l'Agence de l'eau Seine-Normandie.</p> <p><b>La STEP de Pierre-Levée</b>  L'agglomération a investi près de 2 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle station d'épuration et la réhabilitation des réseaux à Pierre-Levée. Les travaux se sont terminés en fin d'année 2021.</p> <p><b>Les STEPS de Guérard et Dammartin-sur-Tigaux</b>  L'agglomération prévoit également de réaliser deux nouvelles stations d'épuration à Guérard et Dammartin-sur-Tigaux. Elles permettront de traiter les effluents en respectant les normes actuelles et en tenant compte de l'évolution de l'urbanisation à l'horizon 2050. Les études ont été réalisées et les marchés attribués. À ce jour, les coûts de l'opération s'élèvent à 2 283 894 € HT pour la station d'épuration de Dammartin-sur-Tigaux. Les travaux de cette station ont débuté début janvier 2021 et se termineront courant 2022. À Guérard, 2 981 651 € HT sont investis avec un démarrage des travaux engagé au second trimestre 2022. La durée des travaux prévue est d'un an.</p>

	<p>D'autres projets de reconstruction de STEP sont programmés, avec un démarrage des travaux en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à Amillis : 662 217 € HT</li> <li>- à Chevru : 1,3 millions € HT</li> <li>- à Maisoncelles-en-Brie : 2 millions € HT</li> </ul> <p>En parallèle, une réflexion pourra être menée pour faciliter la <b>récupération d'eaux pluviales</b> sur certains bâtiments, notamment les bâtiments publics appartenant à la CACPB.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Agence de l'Eau / ARS / SMAGE des Deux Morin / SyAGE / Département de Seine-et-Marne	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
		++	
Coût de l'action	9 millions € HT investis par la CACPB		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'opérations d'aménagement programmées et réalisées</li> <li>• État d'avancée des travaux</li> <li>• Nombre de projets menés chaque année</li> <li>• Mise en place de systèmes de récupération d'eau sur les bâtiments intercommunaux</li> </ul>		
Calendrier	> Programme de travaux décliné sur toute la durée du PCAET		



### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

ACTION 28	Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations
Objectifs	<p><b>Préserver et restaurer les zones humides</b></p> <p><b>Améliorer l'entretien des cours d'eau et la qualité des rivières</b></p> <p><b>Lutter contre la vulnérabilité climatique du territoire</b></p> <p><b>Réduire le ruissellement</b></p>
Description et déclinaison opératoire	<p>L'agglomération a voté le principe d'instauration de <b>la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)</b> en juin 2022. Elle permettra de financer le programme d'études et de travaux pour 2023, dont le montant est estimé à 1 254 214 €. Le montant de la taxe GEMAPI sera déterminé par les services fiscaux et fera l'objet d'une nouvelle délibération chaque année. Taxe additionnelle aux impôts locaux (taxes foncières, CFE), elle sera entièrement dédiée au financement d'études et de travaux pour la GEMAPI et ne pourra pas dépasser 40 € par habitant.</p> <p>Un important travail a été mené ces dernières années pour structurer les syndicats de rivières existants et leur permettre d'intervenir à des échelles cohérentes. C'est notamment le cas pour les bassins versants du Grand Morin, du Petit Morin et de l'Yerres. Pour les communes situées dans le bassin versant de la Marne, la Communauté d'agglomération exerce la compétence en direct. Ce travail a permis de bâtir <b>un programme d'études et de travaux</b>, que la Communauté d'agglomération souhaite mettre en œuvre le plus rapidement possible pour protéger les habitants des risques liés aux inondations. L'instauration de la taxe GEMAPI répond à cette nécessité d'agir rapidement.</p> <p><b>Une première série d'actions est ainsi prévue sur tout le territoire en 2023 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; À Condé-Sainte-Libiaire, <b>les travaux de renforcement des berges de Marne</b>, en prévention des risques d'inondation, sont prévus en fin d'année 2022 pour une durée d'un an.</li> <li>&gt; <b>Des travaux sur le chemin des Roches et le bassin versant des rus du Mesnil et de Vaudessard</b>, qui se déversent dans le Grand Morin, sur le Pays Créçois, sont envisagés. Il s'agit notamment de créer des zones de rétention naturelle, de mieux collecter les eaux de ruissellement et de prévoir des aménagements pour retarder le ruissellement (plantation de haies).</li> <li>&gt; Au niveau du Petit Morin, des études et des travaux sont programmés en faveur de la <b>restauration écologique de la rivière et des zones humides</b>.</li> <li>&gt; À Sainte-Aulde et à Signy-Signets, des travaux pour <b>lutter contre l'effondrement des berges</b> sont envisagés.</li> <li>&gt; <b>Un programme d'Études Préalables (PEP)</b> a été élaboré par le SMAGE des Deux Morin, comprenant plusieurs interventions de prévention</li> </ul>

	<p>des inondations sur les rivières.</p> <p>&gt; Le SMAGE des Deux Morin porte également <b>une étude globale</b>, en complément, <b>sur le ruissellement à l'échelle du Grand et du Petit Morin</b>. Plusieurs sites pilotes ont été identifiés en conséquence à l'échelle de la Communauté d'agglomération : Dammartin-sur-Tigaux et le ru de Biche (Guérard, Serbonne).</p> <p>D'autres projets pourront venir enrichir ce programme selon les besoins et les possibilités. <b>Une programmation de travaux, dans la même logique, sera définie chaque année</b>. Sur le bassin versant de l'Yerres, la Communauté d'agglomération participe également aux opérations d'entretien réalisées par le syndicat compétent.</p> <p>En parallèle, le SMAGE des Deux Morin porte des <b>projets de restauration des zones humides</b> en amont de son territoire d'intervention. Les zones humides jouent en effet un rôle essentiel en matière de prévention des inondations en raison de leur capacité de stockage et de restitution d'eau ainsi que de leur potentiel de captation du carbone. Elles constituent également des réservoirs de biodiversité qui contribuent à la préservation du cadre de vie.</p> <p>Le SMAGE des Deux Morin propose également aux collectivités la récupération du bois issus des embâcles extrait lors de l'entretien de rivières pour le valoriser.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Syndicat aval du Petit Morin / SMAGE reconnu EPAGE du Grand Morin / SyAGE reconnu EOAGE de l'Yerres	Agence de l'Eau / Département de Seine-et-Marne / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux de renforcement des berges à Condé-Sainte-Libiaire : 398 000 € HT (subventionnés à près de 50 %)</li> <li>Programme d'études et de travaux pour 2023, dont le montant est estimé à 1 254 214 €</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi de programmation de travaux</li> <li>Nombre d'opérations menées</li> <li>Nombre de berges restaurées</li> </ul>		
Calendrier	> Prévision de programmes annuels d'aménagement sur toute la durée du PCAET		

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

ACTION 29	Structurer l'offre touristique locale		
Objectifs	<b>Renforcer l'attractivité touristique du territoire</b> <b>Valoriser une offre touristique verte</b> <b>Contribuer au développement harmonieux du territoire</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération souhaite <b>renforcer l'attractivité touristique du territoire</b> en misant sur ses richesses patrimoniales et sa position privilégiée en Ile-de-France. Idéalement positionné à proximité du Grand Paris, le territoire enregistre de nombreux atouts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un patrimoine naturel remarquable incluant des Espaces Naturels Sensibles comme celui de La Ferté-sous-Jouarre ;</li> <li>- une ruralité devenue rare en Ile-de-France, avec des villages de caractère comme Aulnoy, Guérard ou Saint-Augustin ;</li> <li>- un patrimoine fluvial, avec de réelles opportunités de développement sur la Marne ;</li> <li>- un patrimoine historique riche avec, par exemple, les cryptes de Jouarre, la Commanderie des Templiers à Coulommiers, la Collégiale Notre-Dame de Crécy-la-Chapelle, l'abbaye de Faremoutiers... ;</li> <li>- des lieux insolites comme la Galleria Continua, galerie d'art contemporain implantée à Boissy-le-Châtel et le remarquable Jardin classé du Moulin Jaune du Clown Slava à Crécy-la-Chapelle ;</li> <li>- la vallée des peintres, source d'inspiration de nombreux artistes, un circuit de 16 km dans les environs de Crécy-la-Chapelle ;</li> <li>- un patrimoine gastronomique reconnu, avec notamment le Brie de Coulommiers, réputé dans le monde entier.</li> </ul> <p>Dotée de moyens plus importants, la Communauté d'agglomération a donc décidé de combler ce retard <b>en structurant une offre touristique</b> qui mettra en valeur ces richesses. Pour ce faire, un office de tourisme intercommunal a été créé en 2018. Coulommiers Pays de Brie Tourisme est chargé de faire la promotion du territoire et de fédérer les acteurs locaux du tourisme autour d'une stratégie commune. Il fait vivre quatre espaces tourisme, un sur chaque pôle de l'agglomération, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle et La Ferté-sous-Jouarre ainsi qu'un espace à Jouarre.</p> <p>Il met tout particulièrement l'accent sur <b>les atouts « verts » et ruraux</b> du territoire : produits du terroir, patrimoine naturel, cheminements doux... et sur les activités touristiques nature (randonnée pédestre et vélo, activités nautiques, découverte de sentiers nature...).</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / Seine-et-Marne Attractivité / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Budget annuel de l'EPIC Tourisme</li> </ul>		

**Indicateurs de suivi  
et d'évaluation**

- Opérations de communication menées
- Nombre de touristes accueillis
- Nombre de propositions d'activités nature
- Fréquentation des offices de tourisme

**Calendrier**

- > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET

### AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

#### Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

ACTION 30	Développer le tourisme fluvial		
Objectifs	<b>Renforcer l'attractivité touristique du territoire</b> <b>Mettre en valeur les espaces naturels sensibles du territoire</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>L'agglomération œuvre en faveur du tourisme fluvial, dans le cadre de sa politique touristique à travers deux initiatives :</p> <p><b>Le projet Ferté Confluences</b></p> <p>En partenariat avec Coulommiers Pays de Brie Tourisme et Voies Navigables de France, le projet Ferté Confluences vise à développer un pôle nautique de référence entre Paris et Epernay, sur les quatre haltes de l'agglomération (La Ferté-sous-Jouarre, Nanteuil-sur-Marne et Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux). L'objectif est de proposer une offre fluviale touristique complète de plusieurs types dont des croisières, des promenades avec commandant de bord à bord de bateaux, des locations de bateaux, de canoës, de paddles...</p> <p>Dans un premier temps, la capacité d'accueil pour les bateaux de plaisance passera de 26 à 60 places. La halte du chemin des 2 rivières à La Ferté-sous-Jouarre sera ensuite équipée d'une capitainerie pour les services d'accueil et d'information aux plaisanciers, aux touristes terrestres et aux résidents. Elle proposera aussi une offre de loisirs nautiques via la location de bateaux légers sans permis et zéro émission carbone. Enfin, des centres d'interprétation flottants sont à l'étude à plus long terme.</p> <p><b>Assurer la promotion des activités touristiques nautiques</b></p> <p>Randonnées en canoë-kayak sur le Grand Morin, balades sur la Marne avec offre de promenades nautiques en vedettes hollandaises, promenades en pédalo à Coulommiers pendant l'été... La promotion de ces activités touristiques se fera dans le respect de la charte de conciliation des usagers du Petit et du Grand Morin, élaborée par le SMAGE et de la préservation des milieux aquatiques.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Voie Navigables de France / Commune de La Ferté-sous-Jouarre / Département de Seine-et-Marne / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût d'aménagement du pôle Ferté Confluences soutenu par l'Etat et le Département</li> <li>Coût de mise en œuvre des activités estivales à Coulommiers</li> <li>Coût de communication interne à la collectivité et à l'EPIC Tourisme</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de touristes présents sur le territoire</li> <li>Fréquentation des infrastructures</li> <li>Suivi de l'avancée des travaux</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Finalisation du projet Ferté Confluences en 2023-2024</li> <li>&gt; Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET</li> </ul>		



## AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

### Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

#### ACTION 31

#### Promouvoir et soutenir les producteurs locaux

#### Objectifs

#### Soutenir et organiser des événements promotionnels Créer un équipement touristique et culturel structurant

#### Description et déclinaison opératoire

L'agglomération apporte un réel soutien aux producteurs à travers plusieurs actions :

- > L'organisation de la **manifestation « Coulommiers aime son Brie »**, temps fort de promotion du Brie de Coulommiers et des produits locaux du terroir ;
- > Le soutien à la **Foire Internationale aux Fromages et aux Vins de Coulommiers** ;
- > La mise en œuvre de **campagnes de communication** valorisant les producteurs locaux ;
- > **Le relais d'initiatives proposées par la Chambre d'agriculture** : la Balade du Goût ou l'opération « Bienvenue à la ferme » ainsi que les visites à la ferme proposées par la Chambre d'agriculture, notamment à travers les réseaux sociaux. La Chambre d'agriculture propose d'organiser des visites régulières d'exploitations et des « rallyes » entre exploitations. Des classes à la ferme peuvent également être imaginées. Ces actions feront l'objet d'une promotion particulière par la CACPB.

Le GAL Terres de Brie peut aussi apporter un soutien financier, via les fonds européens Leader, à la vente et à la promotion des produits locaux. Les vins bénéficiant de l'appellation IGP pour les vins d'Ile-de-France et le champagne produit dans les quelques communes de l'agglomération intégrant la zone d'appellation du Champagne seront particulièrement mis en avant.

Enfin, la CACPB souhaite engager un projet structurant pour les producteurs de fromages : **la création d'une Maison des Arts et du Brie**. Porté par la CACPB, ce projet verra le jour sur le site historique du Couvent des Capucins, à Coulommiers. L'objectif est de capitaliser sur la renommée du Coulommiers, principal atout en termes de notoriété, pour attirer des touristes et leur donner envie de découvrir les autres richesses et activités touristiques du territoire. Il s'agit également de créer un équipement de loisirs et de culture qui profitera aux habitants de l'agglomération, notamment le public scolaire pour le sensibiliser sur l'identité de notre territoire, l'environnement, la nutrition... Ce sera enfin un outil pour valoriser la filière fromagère, afin de mieux préserver et promouvoir les savoir-faire des éleveurs et artisans. Le projet a d'ores et déjà été retenu parmi les 6 sites fondateurs du parcours de la gastronomie en Ile-de-France, qui fera bénéficier au territoire d'une visibilité internationale.

Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Confrérie du Brie de Coulommiers / Chambre d'agriculture / Seine-et-Marne Attractivité / GAL « Terres de Brie » / Région Ile-de-France / Etat / Département de Seine-et-Marne / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entre 60 000 € et 80 000 € de budget annuel pour la manifestation « Coulommiers aime son Brie »</li> <li>11 000 € de subvention annuelle pour la Foire aux Fromages</li> <li>Coût de réalisation du projet de Maison des Arts et du Brie, subventionné par l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne</li> <li>Coût de communication interne</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réédition des manifestations</li> <li>Réalisation de la Maison des Arts et du Brie</li> <li>Nombre de campagnes de communication menées</li> <li>Nombre de visites à la ferme organisées</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Prévision d'ouverture de la Maison des Arts et du Brie en 2024-2025</li> <li>&gt; Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET</li> </ul>		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

### Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

ACTION 32	Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages		
Objectifs	<b>Réduire la pollution par les déchets</b> <b>Encourager le recyclage</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>COVALTRI77 collecte les déchets ménagers et assimilés du territoire, dans le cadre de la compétence de la CACPB. COVALTRI77 a délégué au SMITOM Nord Seine-et-Marne la partie « traitement » des déchets. Ce syndicat dispose d'installations sur l'ensemble de son territoire pour traiter et valoriser les déchets collectés par ses communes et intercommunalités adhérentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un centre de traitement pour l'ensemble des déchets collectés par ses adhérents,</li> <li>• des déchetteries,</li> <li>• des stations de transit.</li> </ul> <p>Dans le cadre de ses missions, COVALTRI veille à promouvoir l'usage des déchetteries et à lutter contre les dépôts sauvages. Il peut être proposé en complément de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Cartographier les lieux de dépôt ;</li> <li>&gt; Informer les habitants sur la nécessité de demander aux entreprises effectuant des travaux à leur domicile un bordereau de dépôt de leurs déchets ;</li> <li>&gt; Favoriser et faciliter l'accès aux déchetteries ;</li> <li>&gt; Développer la pose de caméras intelligentes au niveau des conteneurs.</li> </ul> <p>La déchetterie de Coulommiers va d'ailleurs faire l'objet d'une extension. Une déchetterie éphémère avait été installée en 2022 à Jouarre pour répondre aux besoins.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	COVALTRI	SMITOM Nord Seine-et-Marne / CACPB / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+	+	+
Coût de l'action	Coût de fonctionnement pour COVALTRI, dans le cadre de la délégation de compétences par la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'une cartographie</li> <li>• Fréquentation des déchetteries</li> <li>• Nombre de caméras installées</li> <li>• Nombre d'opérations de communication</li> <li>• Suivi des travaux d'aménagement des déchetteries</li> </ul>		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

### Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

ACTION 33		Contribuer au réemploi et au tri des déchets	
Objectifs		Sensibiliser et inciter au tri des déchets	
Description et déclinaison opératoire		<p>Dès 2005, COVALTRI77 (qui exerce la compétence collecte et traitement des déchets) s'est engagé dans un <b>schéma de collecte favorisant l'accès au tri</b>, qui a contribué à détourner de l'incinération bon nombre de déchets recyclables. Outre l'impact environnemental positif, en termes financiers, cela se concrétise par une augmentation des recettes via des subventions versées par Eco-emballages aux bons trieurs.</p> <p>Plusieurs initiatives peuvent être encouragées dans le prolongement de cette dynamique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Inciter les entreprises à recycler les déchets de chantier : les communes et la CACPB pourront étudier la possibilité de le rappeler dans les marchés publics ;</li> <li>&gt; Promouvoir les initiatives déjà existantes et communiquer sur les projets de Repair Cafés ;</li> <li>&gt; Encourager la réparation sur le territoire : recenser les ateliers de réparation (meubles, vélos, fauteuils roulants, TV, électroménager...) et les lieux d'activités mixtes conviviaux ;</li> <li>&gt; Développer des lieux d'activités mixtes conviviaux (exemple : café + réparation de vélo, tiers lieux) ;</li> <li>&gt; Relayer auprès de COVALTRI77 et du SMITOM les projets de ressourceries locaux, qui peuvent être présentés auprès des communes pour qu'elles étudient les possibilités d'aménagement. Ces lieux peuvent devenir des outils d'insertion ;</li> <li>&gt; Relayer le <b>guide du tri des déchets</b> et les campagnes de communication de COVALTRI ;</li> <li>&gt; Anticiper la mise en œuvre de la législation autour du tri à la source et de la collecte séparée des biodéchets ;</li> <li>&gt; Promouvoir les animations et les ateliers proposés par le SMITOM auprès des établissements scolaires. Le SMITOM peut également tenir des stands sur les thèmes du tri sélectif lors de manifestations communales.</li> </ul>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	COVALTRI / SMITOM Nord Seine-et-Marne	CACPB / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût de communication interne à la CACPB pour relais</li> <li>Coût de fonctionnement pour le SMITOM et COVALTRI, dans le cadre de l'exercice de la compétence</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de ressourceries et de repair cafés actifs sur le territoire</li> <li>Nombre de stands et d'ateliers de sensibilisation</li> <li>Nombre d'actions de communication</li> </ul>		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

### Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

#### ACTION 34

**Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets**

#### Objectifs

**Réduire les déchets et la production d'ordures ménagères**  
**Sensibiliser au gaspillage alimentaire**

#### Description et déclinaison opératoire

Le SMITOM Nord Seine-et-Marne, partenaire de COVALTRI, déploie un **plan de prévention des déchets**, qui poursuit et amplifie les efforts de réduction des déchets afin d'aider les collectivités adhérentes à atteindre les objectifs nationaux et régionaux de réduction des déchets (- 7 % à -10 % de déchets ménagers en 5 ans).

Le SMITOM du Nord Seine-et-Marne s'est en effet engagé, en 2012, dans la réalisation d'un **programme local de prévention des déchets (PLPD)**. Ce programme, en partie financé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), vise à réduire de 7 % la production de déchets dans les années qui viennent.

Pour atteindre cet objectif, un plan d'actions a été élaboré par les équipes du SMITOM et validé par ses élus. Des actions portant sur des thématiques variées ont été retenues notamment :

- La sensibilisation sous forme d'animations visant à promouvoir l'éco-consommation et la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Le développement du dispositif 'STOP PUB',
- La récupération des textiles,
- Le renforcement de la politique de compostage domestique,
- La prévention des biodéchets en milieu scolaire,
- La promotion de la réparation et du réemploi
- Ou encore l'incitation au jardinage naturel.

Plusieurs initiatives sont ainsi mises en place sur le territoire, relayées par la CACPCB :

- Favoriser le compostage en continuant de proposer aux habitants en maison individuelle d'acquérir un composteur à moitié prix. La CACPB apporte un soutien financier dans ce cadre ;
  - Favoriser le compostage de proximité ;
  - Diffuser les expérimentations pilotes de composteur collectifs en bas d'immeuble ou dans les établissements scolaires ;
  - Diffuser notamment **des lombricomposteurs**, en instaurant des points de retrait locaux. La CACPB apporte, dans le prolongement, un soutien financier aux particuliers ;
  - Favoriser le broyage
- À noter que les services techniques des communes peuvent y recourir et utiliser le paillage. Cette démarche pourra être encouragée ;
- Prêter du matériel et proposer des ateliers de lutte contre le gaspillage alimentaire animés par le SMITOM.

Elles pourront faire l'objet d'une communication renforcée.



Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	SMITOM Nord Seine-et-Marne	COVALTRI / CACPB / Communes / ADEME	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût de communication interne à la CACPB pour relais</li> <li>Coût de fonctionnement pour le SMITOM</li> <li>Aide de la CACPB aux particuliers de 7 € pour les composteurs et de 10 € pour les lombricomposteurs</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'ateliers organisés</li> <li>Nombre de composteurs et lombricomposteurs distribués</li> <li>Nombre d'expérimentations menées</li> </ul>		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

### Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 35	Encourager les circuits de proximité		
Objectifs	<b>Soutenir la production locale</b> <b>Limiter l'impact carbone</b> <b>Réduire le gaspillage alimentaire</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le soutien aux circuits de proximité peut se décliner au travers de deux initiatives sur le territoire :</p> <p><b>Valoriser les projets de restauration collective au niveau des communes et les tenir informées de ces initiatives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Informer les communes de l'existence de projets de restauration collective locale : l'objectif serait de les orienter vers des solutions et des initiatives existantes, selon leur volonté, en engageant un partage d'expériences.</li> <li>&gt; Valoriser et communiquer sur ces initiatives</li> <li>&gt; Identifier une commune référente sur l'agglomération, à l'image de la commune de Mouans-en-Sartoux, qui pourrait renseigner et accompagner les communes volontaires, soucieuses de déployer une restauration collective, dans leur projet.</li> </ul> <p>Depuis 2019, La Ferté-sous-Jouarre convertit notamment petit à petit ses cantines scolaires pour qu'elles se transforment en cantines 100 % durables et locales, dans le cadre de son Projet Alimentaire Territorial.</p> <p><b>Réfléchir à la possibilité d'intégrer des productions locales, à moyen terme, dans les structures collectives gérées par l'agglomération</b></p> <p>Le déploiement des circuits de proximité est concomitant à la valorisation des maraîchers locaux et des AMAP. Les communes pourront faciliter ces activités, selon leurs possibilités, en mettant à disposition des locaux, des terrains le cas échéant, et en accompagnant la mise en place de marchés de producteurs locaux. La CACPB pourra établir un recensement des différents marchés de producteurs locaux, en planifiant les dates et en relayant la communication autour de ces manifestations.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	Chambre d'agriculture / Groupement des Acteurs Biologiques d'Ile-de-France / GAL « Terres de Brie »	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+	++
Coût de l'action	À identifier plus précisément selon le projet défini		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Part des produits locaux dans la restauration collective des structures intercommunales</li> <li>• Nombre de projets de restauration collective locaux et bio sur les communes</li> <li>• Nombre de points de vente alimentaire en circuits de proximité</li> <li>• Nombre de marchés de producteurs locaux et d'AMAP</li> </ul>		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Réflexion à engager à moyen terme à l'échelle de la CACPB</li> <li>&gt; Certains projets de communes sont en cours de formalisation, à l'image de la commune de La Ferté-sous-Jouarre.</li> </ul>		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

### Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

<b>ACTION 36</b>	<b>Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales</b>		
<b>Objectifs</b>	<b>Encourager aux gestes écocitoyens</b> <b>Promouvoir une culture du développement durable</b>		
<b>Description et déclinaison opératoire</b>	<p>Cette action viserait à réaliser <b>un guide des gestes et pratiques écocitoyennes</b> à valoriser auprès des habitants.</p> <p>Ce guide pourra contenir par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les bons usages et gestes climatiques dans le logement, induisant des économies d'énergie et de chauffage,</li> <li>- les bons gestes pour économiser et récupérer l'eau,</li> <li>- la promotion de l'éco-conduite et du covoiturage,</li> <li>- les pratiques de recyclage,</li> <li>- les méthodes de jardinage durables et de préservation de la biodiversité,</li> <li>- les modes de consommation et d'achats locaux et de saison...etc.</li> </ul> <p>Ce document pourrait être personnalisable par rapport au territoire, en mettant l'accent sur les spécificités, sur les alternatives d'énergie renouvelable possibles, sur les atouts et projets du territoire.</p> <p>Le document pourra être diffusable sous format numérique et format papier. Il pourra être relayé auprès de l'ensemble des communes de l'agglomération. Son élaboration pourra être imaginée en lien avec les partenaires de la démarche d'élaboration du PCAET.</p> <p>Dans le cadre de cette action, il pourra être proposé aux agents et aux structures intercommunales d'instaurer des éco-gestes citoyens, en relayant le guide et en déclinant localement ces pratiques.</p>		
<b>Pilotage</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Partenaires</b>	
	CACPB	Communes / Guide de l'écocitoyen / Seine-et-Marne Environnement / Département de Seine-et-Marne / SMAGE des Deux Morin...	
<b>Impact sur les objectifs climat-air-énergie</b>	<b>Diminution des Gaz à Effet de Serre</b>	<b>Diminution de la consommation d'énergie</b>	<b>Amélioration de la qualité de l'air</b>
	+++	+++	+++
<b>Coût de l'action</b>	Coût de la réalisation et de l'impression à identifier		
<b>Indicateurs de suivi et d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en ligne du guide</li> <li>• Nombre de documents distribués</li> </ul>		
<b>Calendrier</b>	> Action à initier à moyen terme		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

### Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 37	Initier aux gestes écocitoyens		
Objectifs	<b>Réduire les consommations énergétiques</b> <b>Développer une stratégie d'optimisation de l'éclairage public</b>		
Description et déclinaison opératoire	<p>Deux initiatives sont particulièrement ciblées dans le cadre de cette action :</p> <p><b>L'organisation d'ateliers par ENEDIS autour de la maîtrise des énergies</b>            Au-delà des rapports correspondants et des données pouvant être mises à disposition, ENEDIS propose également aux collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'être partenaire d'actions autour de la Maîtrise de la Demande en Énergie à l'initiative des communes ou de la CACPB. Ces ateliers seront conduits par ENEDIS et animés en partenariat avec Seine-et-Marne Environnement.</li> <li>- de mettre à disposition une fiche maîtrise des consommations.</li> </ul> <p>L'objectif serait d'envisager l'organisation d'ateliers autour de la maîtrise de la Demande en Énergie à destination des familles, qui pourraient être déclinés en partenariat avec les structures France Services.</p> <p><b>La réduction des consommations en matière d'éclairage public</b>            ENEDIS propose également aux communes de mettre en œuvre l'application « Mon éclairage public ». Ce service permet la détection de défaillances des équipements d'éclairage public via le suivi de consommation (en fonction de seuils programmables) des armoires électriques ou encore de raccordement ponctuel frauduleux. Elle permet aux communes de suivre leurs consommations et de programmer, le cas échéant, des remplacements de luminaires vétustes par des techniques LED.</p> <p>Une réflexion pourra aussi s'engager sur la <b>pollution lumineuse</b> la nuit et la possibilité d'extinction nocturne, dans la perspective de formaliser, en lien avec le SDESM, un « Plan Lumière », visant à réduire fortement l'ensemble des consommations de l'éclairage public. Le SDESM propose ainsi des matinales d'information sur l'éclairage public destinées aux communes adhérentes.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / ENEDIS / Communes	Communes / Seine-et-Marne Environnement / SURE / SDESM	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+++	++
Coût de l'action	Coût d'investissement pour les communes en matière de remplacement d'éclairage public		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'ateliers organisés</li> <li>• Nombre de personnes sensibilisées</li> <li>• Nombre de points lumineux rénovés</li> <li>• Nombre de communes réalisant une optimisation de l'éclairage public</li> </ul>		
Calendrier	> Action à initier d'ici les deux prochaines années		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

### Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

<b>ACTION 38</b>	<b>Valoriser les projets locaux</b>		
<b>Objectifs</b>	<b>Rendre visibles les initiatives environnementales des communes</b> <b>Favoriser le partage d'expériences</b>		
<b>Description et déclinaison opératoire</b>	<p>Les communes déploient déjà de nombreuses initiatives en faveur de l'environnement et du développement durable dans les actions qu'elles initient au quotidien et dans leurs projets.</p> <p>Les communes et les maires pourront ainsi <b>partager leurs projets</b> lors de réunions d'échanges régulières et de conférences. Ce partage d'expériences sera susceptible de créer une émulation. Les communes pourront aussi échanger sur les aides dont elles peuvent disposer.</p> <p>La CACPB sera également en mesure de fournir de la documentation et des informations quant aux dispositifs de soutien financier mobilisables selon les projets envisagés par les communes.</p>		
<b>Pilotage</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Partenaires</b>	
	CACPB / Commune	Partenaires financiers selon les projets	
<b>Impact sur les objectifs climat-air-énergie</b>	<b>Diminution des Gaz à Effet de Serre</b>	<b>Diminution de la consommation d'énergie</b>	<b>Amélioration de la qualité de l'air</b>
	++	++	++
<b>Coût de l'action</b>	Pas de coût spécifique identifié		
<b>Indicateurs de suivi et d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de nouvelles initiatives environnementales émergeant dans les communes</li> <li>Nombre de réunions et de temps d'échanges entre communes</li> </ul>		
<b>Calendrier</b>	> Action à engager à court terme > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET		



## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

### Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

ACTION 39	Accompagner les entreprises vers la transition écologique		
Objectifs	Sensibiliser les entreprises aux enjeux climatiques et aux économies possibles		
<p><b>Description et déclinaison opératoire</b></p>	<p><b>Un partenariat pourra s'envisager, dans le cadre de cette action, avec la CCI et la CMA, dans l'objectif de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Sensibiliser les entreprises aux enjeux climatiques et aux économies possibles ainsi que sur la thématique déchets ;</li> <li>&gt; Mieux faire connaître, par le biais des chambres consulaires, les réglementations existantes en matière d'éclairage public, de gestion énergétique et de gestion des déchets ;</li> <li>&gt; Informer l'ensemble des acteurs économiques des aides auxquelles ils ont droit pour la mise en place d'investissements, la réalisation de bilans carbone et de démarches responsables ainsi que sur les labels verts (notamment dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration) ;</li> <li>&gt; Les accompagner dans leurs choix d'investissements et l'ensemble de leur transition énergétique (diagnostics énergétiques, TPE/PME gagnantes) ;</li> <li>&gt; Améliorer la rénovation énergétique des bâtiments ;</li> <li>&gt; Favoriser les retours d'expériences et les échanges ;</li> <li>&gt; Faire réfléchir aux mutualisations de moyens possibles (restauration, véhicules partagés...) ;</li> <li>&gt; Valoriser les entreprises vertueuses en matière climatique ;</li> <li>&gt; Sensibiliser les entreprises, selon les cas et les possibilités, à l'installation de panneaux photovoltaïques</li> </ul> <p>Ces différents accompagnements pourront être présentés lors des réunions d'échanges des groupements d'entreprises : une intervention conjointe de la CCI et de la CMA sur chacune des associations d'entreprises du territoire peut s'envisager. Cette émulation contribuera à organiser une rencontre entre les trois groupements d'entreprises, qui pourrait permettre d'évoquer les questions climatiques.</p> <p>Dans le cadre de cette action, des opérations de diagnostic soutenues et accompagnées par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) pourront être proposés et déployés par les chambres consulaires. Ils pourraient permettre aux entreprises d'engager une réflexion sur la réduction de leurs charges relatives aux postes énergie, eau et déchets. Il en est de même pour les plans de déplacements des entreprises.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CCI / CMA	CACPB / Groupements d'entreprises / Seine-et-Marne Attractivité / ADEME	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air

	++	++	++
Coût de l'action	<p><b>Proposition de partenariat avec la CCI/CMA</b></p> <p>- <b>Partenariat n°1 sur 24 mois</b> : sensibilisation et accompagnement collectif des entreprises de la CACPB à la transition écologique et énergétique.</p> <p><b>5.389 €</b> (CCI : 3.149 € et CMA : 2.240 € / pas de tva dans le cadre d'un partenariat).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Coût de l'agent dédié en charge du développement économique et du soutien aux entreprises</li> </ul>		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi du partenariat : nombre de sessions de sensibilisation organisées</li> <li>Nombre d'entreprises engageant une démarche de transition écologique et des travaux</li> <li>Nombre de rencontres inter-entreprises</li> </ul>		
Calendrier	<p>&gt; Action à décliner sur la durée du PCAET</p> <p>&gt; <i>Perspective à long terme : possibilité d'intensifier la prestation proposée par la CCI-CMA avec un forfait sur 12 mois pour accompagner une quinzaine d'entreprises dans leurs démarches et leurs diagnostics, dans l'idée de décliner des éco-défis</i></p>		

## AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

### Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

ACTION 40		Suivre et évaluer le PCAET	
Objectifs		Assurer un suivi des actions inscrites dans le programme d'actions Réaliser un bilan régulier de la mise en œuvre du PCAET	
Description et déclinaison opératoire		<p>Le Plan Climat Air Énergie étant territorial, les actions mises en œuvre pour répondre aux objectifs sont pilotées par la Communauté d'agglomération avec ou par d'autres acteurs.</p> <p>Le suivi et l'évaluation seront réalisés avec l'ensemble des parties prenantes et des partenaires. Les actions du PCAET seront connues et partagées par tous, dans une logique de culture commune. <b>Un comité de pilotage</b>, rassemblant les partenaires de la démarche et associant les communes, sera mis en place pour assurer le suivi des actions,</p> <p>La CACPB s'appuiera sur <b>un tableau de bord des indicateurs de suivi et de résultats</b>. L'ensemble des fiches-actions recensent déjà des indicateurs de suivi permettant d'apprécier l'état d'avancée des actions.</p> <p>Un suivi régulier sera assuré au sein des services de la Communauté d'agglomération. Ils seront investis dans la déclinaison du plan d'actions, au titre des projets et compétences qu'ils mettent en œuvre.</p> <p>Les communes seront également mobilisées dans le suivi de la mise en œuvre des actions. Elles pourront définir, si elles le souhaitent, un référent, plus spécifiquement investi sur les questions environnementales et de développement durable, à même de participer à la démarche.</p> <p>L'évaluation régulière du dispositif contribuera à prendre en compte les nouvelles actions, qui pourront émerger au cours des échanges et être ajoutées en cours de programme, pour concourir à l'atteinte des objectifs.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage		Partenaires
	CACPB		SDESM / Communes / Ensemble des partenaires associés à la démarche
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre		Amélioration de la qualité de l'air
	+		+
Coût de l'action		<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût salarial des salariés de l'ensemble de l'agglomération qui seront investis dans la mise en œuvre du PCAET</li> </ul>	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de réunions et de comités de suivi</li> <li>Implication des partenaires</li> <li>Suivi régulier du tableau de bord et nombre d'indicateurs renseignés</li> </ul>	
Calendrier		<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Démarrage de l'action au moment du PCAET</li> <li>&gt; Action à mener sur le long terme et toute la durée du PCAET</li> </ul>	



# Plan Climat-air-énergie territorial

Communauté d'agglomération  
de Coulommiers Pays de Brie

Diagnostic







# Guide de lecture

---

Ce document présente les résultats du diagnostic climat-air-énergie de la communauté d'Agglomération de Coulommiers pays de Brie. Il constitue la première étape de la réalisation du plan climat-air-énergie de la communauté d'agglomération.

Il est divisé en 3 chapitres : énergie, climat et qualité de l'air. Les chapitres sont composés d'une ou plusieurs parties abordant chacune une problématique indépendante. Chaque partie est dotée d'une synthèse destinée en introduction et d'une bibliographie simplifiée et peut être lue indépendamment. Le texte contient en outre deux types d'encadrés :



## Encadrés "précisions"

Ces encadrés détaillent les méthodologies utilisées ou apportent une précision terminologique ou réglementaire. Ils éclairent les résultats présentés dans le diagnostic pour les lecteurs souhaitant un niveau de détail supplémentaire.



Ces encadrés font ressortir un axe d'amélioration, une perspective d'action ou un choix nécessitant un arbitrage politique. Ils ouvrent la réflexion sur les décisions qui devront être prises dans les phases suivantes du PCAET.

## Table des matières

Guide de lecture .....	3
Introduction.....	6
Contexte .....	6
La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie .....	11
Chapitre 1. Energie .....	15
Consommation d'énergie .....	16
Synthèse .....	16
Questions fréquentes.....	17
1. Consommation totale d'énergie.....	18
2. Consommation par secteur et par type d'énergie .....	18
3. Trajectoires et potentiels de réduction.....	24
Références.....	31
Production d'énergie .....	32
<b>Synthèse</b> .....	32
<b>Questions fréquentes</b> .....	33
Production d'énergie existante .....	35
Potentiels de développement .....	37
Stockage de l'énergie .....	44
Réseaux de transport et de distribution d'énergie .....	46
Synthèse .....	46
Questions fréquentes.....	47
1. Réseau électrique.....	48
2. Réseau de gaz.....	49
Références.....	50
Chapitre 2. Climat.....	51
Emissions de gaz à effet de serre .....	52
Questions fréquentes.....	53
Bilan des émissions du territoire.....	55
Potentiels de réduction .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Potentiels de réduction .....	65
Références.....	69
Séquestration de carbone .....	70
Questions fréquentes.....	71

1. Sols et agriculture .....	72
2. Séquestration géologique .....	76
Références et sources de données.....	77
Vulnérabilité climatique .....	78
Synthèse .....	78
Questions fréquentes.....	79
1. Méthodologie .....	80
2. Evolution des variables climatiques .....	82
3. Impacts écologiques du changement climatique.....	86
4. Impacts humains .....	89
Chapitre 3.....	93
Pollution atmosphérique.....	93
Qualité de l'air .....	94
Synthèse .....	94
1. Contexte national et régional.....	95
2. Oxydes d'azote (NOx).....	95
3. Particules fines (PM <sub>10</sub> et PM <sub>2,5</sub> ) .....	98
4. Ozone (O <sub>3</sub> ).....	102
5. Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> ) .....	104
6. Ammoniac (NH <sub>3</sub> ).....	106
7. Composés organiques volatils (COV).....	108
8. Autres polluants .....	110
Références.....	112

# Introduction

---

Cette étude prend place dans un contexte qui dépasse largement le territoire de Coulommiers Pays de Brie : il s'agit en effet de répondre à des défis énergétiques, climatiques et environnementaux qui menacent le bien-être, la santé et le développement économique à l'échelle nationale et mondiale. Malgré leurs dimensions globales, la réponse à ces défis ne peut se trouver qu'au plus près du terrain, raison pour laquelle le législateur a confié la coordination de la transition énergétique aux établissements publics de coopération intercommunale et les a dotés d'un outil de planification spécifique : le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

## Contexte

### *Le défi énergétique*

En physique, l'énergie est la mesure d'un changement d'état : Lorsqu'un objet est déplacé, lorsque sa température varie, lorsque sa composition chimique est modifiée, etc., il gagne ou perd de l'énergie. Plus concrètement, nous consommons en permanence de l'énergie sous diverses formes pour nous déplacer ou déplacer des marchandises, pour nous chauffer ou nous rafraîchir, nous éclairer, mettre en mouvement une machine, etc.

Globalement, cependant, l'énergie se conserve : il n'est pas possible de la créer ou de la détruire, seulement de l'échanger ou d'en changer la forme. Pour satisfaire nos besoins, nous devons donc exploiter l'énergie trouvée dans la nature en la mettant sous une forme adaptée. La grande majorité de l'énergie que nous utilisons nous vient du soleil soit directement (solaire thermique ou photovoltaïque), soit par l'intermédiaire des mouvements que son rayonnement crée dans l'atmosphère (éolien, hydraulique), soit via la photosynthèse réalisée par la végétation actuelle (biomasse, force musculaire) ou passée (pétrole, gaz, charbon).

L'exploitation à grande échelle des combustibles fossiles à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle a permis d'accéder à une quantité d'énergie auparavant inconcevable. Elle a alimenté la Révolution Industrielle et permis un développement économique et une amélioration des conditions de vie sans précédent. Ces progrès se sont traduits par une augmentation de la consommation d'énergie qui s'est accélérée au siècle dernier : au début du XX<sup>e</sup> siècle, la consommation moyenne d'énergie des français était encore proche des niveaux historiques, en 1950 elle avait été multipliée par 3 et elle est aujourd'hui environ 8 fois supérieure. Comme dans le même temps la population a fortement augmenté, la consommation totale d'énergie a connu une croissance exponentielle.

Pour satisfaire ces besoins croissants, nous utilisons encore très largement des énergies fossiles. Ces énergies ne sont pas renouvelables et leurs stocks sont limités. Les ressources présentes sur le territoire national sont d'ores-et-déjà pratiquement épuisées et, à l'échelle mondiale, il faut aller chercher des combustibles de moins bonne qualité (gaz de schiste, sables bitumineux, lignites...) ou moins accessibles (off-shore profond, exploration de l'arctique...) pour satisfaire la demande. Cette utilisation massive d'énergie importée a des effets économiques néfastes notamment sur la balance commerciale : la facture énergétique de la France est de l'ordre de 40 milliards d'euros par an. De plus l'exploitation et la combustion des énergies fossiles a de très lourdes conséquences sur

l'environnement et la santé humaine : pollution des eaux et de l'air, dégradation des paysages, émissions de gaz à effet de serre...

Pour éviter que soient mis en péril les progrès réalisés depuis deux siècles, il est indispensable d'adapter nos systèmes de production et de consommation afin de réduire nos besoins en énergie et d'adopter progressivement des sources d'énergies moins dommageables pour l'économie et l'environnement.

### ***La qualité de l'air***

Un des effets de la combustion d'énergie fossile à grande échelle est le rejet dans l'atmosphère de particules et de molécules dangereuses pour l'homme et son environnement. D'autres activités concourent également à dégrader la qualité de l'air, par exemple l'épandage agricole ou les chantiers.

D'une manière générale, la pollution atmosphérique a fortement baissé dans les métropoles des pays développés depuis un demi-siècle mais elle continue à entraîner des effets sanitaires et des coûts pour la collectivité : le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur le coût économique et financier de la pollution de l'air, remis en 2015, évalue à 7 milliards d'euros par an le coût direct de la pollution, les coûts indirects pourraient quant à eux dépasser 100 milliards d'euros.

### ***Le défi climatique***

Le changement climatique et les stratégies d'adaptation ou d'atténuation que nous aurons à déployer au cours du XXI<sup>e</sup> siècle ont et auront des répercussions majeures sur les plans politique, économique, social et environnemental. En effet, les activités humaines (produire, se nourrir, se chauffer, se déplacer...) entraînent directement ou indirectement des émissions de gaz à effet de serre. L'accumulation de ces gaz dans l'atmosphère amplifie l'effet de serre naturel et modifie l'équilibre thermique de la terre. C'est cet équilibre qui nous a permis depuis plusieurs milliers d'années de profiter de températures stables compatibles avec le développement des sociétés humaines.

Depuis le début de la révolution industrielle, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a augmenté de 50% au point que les scientifiques, réunis notamment au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), prévoient des hausses de températures sans précédent. Ce réchauffement pourrait avoir des conséquences dramatiques sur l'environnement et sur nos sociétés : acidification des océans, hausse du niveau des mers, modification du régime des précipitations entraînant sécheresses ou inondations, déplacements massifs de populations animales et humaines, émergences de maladies, multiplication des catastrophes naturelles...

Le cinquième rapport du GIEC, publié en 2014, confirme l'urgence d'agir en qualifiant « d'extrêmement probable » (probabilité supérieure à 95%) le fait que l'augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle soit dû à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrée par l'Homme. Le rapport Stern, publié en 2006, a montré que l'impact économique de l'inaction (entre 5-20% du PIB mondial) serait très supérieur à celui de la lutte contre le changement climatique (environ 1%).

Avec l'Accord de Paris conclu lors de la COP21 en 2015, la communauté internationale s'est entendue pour lutter contre le changement climatique. Les 196 Etats participants ont validé l'objectif de limiter la hausse de la température moyenne « bien en dessous 2°C » et idéalement en dessous de 1,5°C. Ils



ont pris des engagements destinés à réduire leurs émissions de façon à entamer une baisse rapide des émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif de les ramener à zéro pendant la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle.

### ***Les objectifs nationaux***

Dans le cas de la France, ces objectifs ont été inscrits dans la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (**LTECV**) de 2015. Les objectifs nationaux suivants sont inscrits dans cette loi : Ce sont notamment :

- Une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 et de 75% en 2050,
- Une réduction de 20% de la consommation d'énergie en 2030 par rapport à 2012,
- 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2030.

Adopté le 8 novembre 2019, la **loi énergie-climat** permet de mettre à jour les objectifs pour la politique climatique et énergétique française. Comportant 69 articles, le texte inscrit l'objectif de **neutralité carbone en 2050** pour répondre à l'urgence climatique et à l'Accord de Paris.

Adoptée pour la première fois en 2015, la **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)** a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (ambition rehaussée par rapport à la première SNBC qui visait le facteur 4, soit une réduction de 75 % de ses émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990). Elle fixe à court terme des budgets carbone, c'est-à-dire des plafonds d'émissions à ne pas dépasser sur des périodes de cinq ans.

La **Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE)** fixe quant à elle la stratégie énergétique de la France pour les 10 prochaines années. Ce texte prévoit notamment de réduire de 40 % la consommation d'énergies fossiles d'ici 2030, de porter la part des énergies renouvelables à 33 % d'ici 2030, et de ramener la part du nucléaire à 50 % d'ici 2035 (contre plus de 70 % aujourd'hui).

### ***La répartition des compétences en matière de climat, d'air et d'énergie***

Les collectivités territoriales jouent donc un rôle clef dans la mise en œuvre de ces objectifs nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de maîtrise des consommations d'énergie, de promotion des énergies renouvelables et d'amélioration de la qualité de l'air. Elles ont la responsabilité d'investissements dans les transports et les bâtiments qui sont structurants sur le plan énergétique. Leurs politiques d'urbanisme et d'aménagement organisent la répartition des activités et des lieux d'habitation et à travers leurs politiques économiques et d'aménagement du territoire, elles déterminent la valorisation du potentiel énergétique du territoire.

Suivant la logique des lois MAPTAM et NOTRe, l'article 188 de la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a clarifié les compétences des collectivités territoriales en matière d'énergie et de climat. La loi confie la coordination de la transition énergétique aux établissements publics de coopération intercommunale. Ceux-ci sont dotés d'un outil de planification qui est le document de référence pour toutes les parties-prenantes du territoire : le plan climat-air-énergie territorial ou PCAET.

La Région quant à elle élabore le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE) et joue le rôle de chef de file dans le domaine de l'efficacité énergétique.

### ***Objectifs de la région Île-de-France***

La Région Ile de France a élaboré son SRCAE en application de la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II), approuvé en novembre 2012 par délibération du Conseil régional puis en décembre 2012 par un arrêté du Préfet de région. Il fixe la stratégie régionale dans le prolongement des engagements nationaux français et définit trois grandes priorités pour 2020 :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments avec pour objectif de réhabiliter 6 millions de mètres carrés de surfaces tertiaires et 125 000 logements par an, soit un doublement et un triplement du rythme actuel,
- Le développement du chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40 % du nombre d'équivalents logements raccordés,
- La réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre du trafic routier, combinée à une forte baisse des autres émissions de polluants atmosphériques.

Le SRCAE comporte en outre des objectifs ambitieux de développement des énergies renouvelables – en particulier la multiplication par 35 de la puissance solaire photovoltaïque installée, la multiplication par 7 de la production de biogaz et l'équipement de 10% des logements existants en solaire thermique – et des mobilités alternatives.

Le Schéma Directeur de la Région Ile de France (SDRIF) a été approuvé par décret en décembre 2013. Il donne un cadre à l'organisation de l'espace francilien qui doit être pris en compte dans l'élaboration des PCAET, ses orientations réglementaires en particulier ont une valeur normative.

Le nouveau Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) d'Île-de-France a été approuvé par arrêté inter-préfectoral en janvier 2018 en application de la loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie) de 1996. Ce troisième PPA vise à accélérer la mise en œuvre des actions des deux précédents et aller plus loin dans la reconquête de la qualité de l'air. Il fixe 25 défis à relever entre 2018 et 2024 notamment dans les secteurs agricole, routier et résidentiel-tertiaire. La prise en compte des enjeux qualité de l'air dans les PCAET est définie comme une priorité.

### ***Le plan climat air-énergie territorial***

Les EPCI à fiscalité propre traduisent les orientations du SRCAE sur leur territoire par la définition de Plan Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET). Cette nouvelle répartition des compétences locales fait du PCAET le principal outil de la transition énergétique de nos territoires, dans le respect des grands objectifs régionaux.

Les EPCI de plus de 20000 habitants ont jusqu'au 31 décembre 2018 pour adopter leur PCAET, pour les EPCI de plus de 50 000 habitants l'échéance d'application était le 31 décembre 2016. Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans avec un bilan intermédiaire au bout de 3 ans.

Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 et l'arrêté du 4 août 2016 relatifs au plan climat-air-énergie territorial détaillent le contenu du PCAET et son élaboration. Un PCAET se structure autour d'un diagnostic, d'une stratégie territoriale et d'un programme d'actions associé à un dispositif de suivi et d'évaluation. Il doit de plus être en cohérence avec les autres outils de développement : Plan de Protection de l'Atmosphère, SCoT, SRCAE (ou SRADDET) et à l'échelle nationale LTECV et SNBC.

La première étape de la réalisation d'un PCAET est l'établissement d'un diagnostic territorial portant au moins sur les sujets suivants :

- Une analyse de la consommation énergétique finale du territoire,
- Un état de la production des énergies renouvelables sur le territoire,
- La présentation des réseaux de distribution et de transport d'électricité, de gaz et de chaleur, des enjeux de la distribution d'énergie sur les territoires,
- Une analyse des émissions territoriales de gaz à effet de serre,
- Une estimation de la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement,
- Une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique,
- L'estimation des émissions de polluants atmosphériques.

Chacun de ces sujets est développé dans une partie du présent document.

## La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie

### Présentation de l'EPCI

La Communauté d'Agglomération de Coulommiers pays de Brie, intercommunalité au nord-est de la Seine-et-Marne, est située à 50-60 kilomètres à l'est de Paris et à 25 kilomètres au sud-est de Meaux. Créée le 1er janvier 2020, après la fusion de la CC du Pays de Coulommiers, la CC du Pays fertois et depuis le 1<sup>e</sup> janvier 2020 avec la CC du Pays Créçois elle forme la nouvelle communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie qui regroupe 54 communes et près de 93 000 habitants.

	Coulommiers Pays de Brie	Seine et Marne	Ile de France
<b>Population</b>	92 977 habitants	1 397 665 hab.	12 117 132 hab.
<b>Superficie</b>	495,2 km <sup>2</sup>	5 915 km <sup>2</sup>	12 011 km <sup>2</sup>
<b>Densité</b>	152,2 hab./km <sup>2</sup>	236 hab./km <sup>2</sup>	1 009 hab./km <sup>2</sup>
<b>Nombre de logements (2016)</b>	35 342	597 798	5 673 678
<b>Dont maisons</b>	26 624	349 078	1 501 798
<b>Dont appartements</b>	8 718	240 253	3 891 288
<b>Population active (2016)</b>	36 871	693 116	6 101 613
<b>Dont occupés</b>	32 544	614 354	5 317 920
<b>Emplois sur le territoire (2016)</b>	21 076	454 660	5 691 516
<b>Dont tertiaire</b>	17 630	367 287	4 947 705
<b>Dont industrie et construction</b>	2 987	82 501	732 274
<b>Dont agriculture</b>	459	4 872	11 537

(Source : INSEE)

La ville la plus importante, et siège de l'intercommunalité, est Coulommiers avec 15 000 habitants. Le territoire possède également 2 autres pôles : la Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle avec respectivement 9 600 et 4 300 habitants. Les autres communes qui la composent sont essentiellement rurales : la moitié d'entre elles ne dépassent pas les mille habitants.



Les 54 communes composant la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie

L'intercommunalité exerce les 44 compétences suivantes dont les compétences obligatoires aménagement, développement économique et logement et habitat qui ont des implications importantes en matière d'énergie et de climat.

Compétences exercées par le groupement
Production, distribution d'énergie
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE)
- Autres énergies
Environnement et cadre de vie
- Eau (Traitement, Adduction, Distribution)
- Assainissement non collectif et collectif
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Lutte contre les nuisances sonores
- Lutte contre la pollution de l'air
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Autres actions environnementales
Sanitaires et social
- Activités sanitaires
- Action sociale
Politique de la ville / Prévention de la délinquance



- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programme d'actions
<b>Développement et aménagement économique</b>
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale
<b>Développement et aménagement social et culturel</b>
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs
- Activités culturelles ou socioculturelles
- Activités sportives
<b>Aménagement de l'espace</b>
- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- Schéma de secteur
- Plan locaux d'urbanisme
- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)
- Constitution de réserves foncières
- Transport scolaires
- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transport
- Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme
- Plans de déplacement urbains
- Etudes et programmation
- Délivrance des autorisations d'occupation du sol (Permis de construire...)
<b>Voirie</b>
- Création, aménagement, entretien de la voirie
<b>Développement touristique</b>
- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme
<b>Logement et habitat</b>
- Programme local de l'habitat
- Politique du logement non social
- Politique du logement social
- Action et aide financière en faveur du logement social
- Action en faveur du logement des personnes défavorisées
- Amélioration du parc immobilier bâti
- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat
- Action de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre
<b>Infrastructures</b>
- Pistes cyclables
<b>Autres</b>
- Gestion d'un centre de secours
- Infrastructure de télécommunication (téléphonie mobile...)

- NTIC (Internet, câble...)
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Autres

Source Banatic

## Contexte en matière de climat, de qualité de l'air et d'énergie

La communauté d'agglomération prend part au projet de Parc naturel Régional (PNR) Brie et Deux Morin qui doit recouvrir la quasi-totalité du territoire intercommunal. Celui-ci vise à maîtriser l'urbanisation de manière cohérente sur l'ensemble de son périmètre, à préserver et valoriser ses patrimoines naturels, culturels et bâtis ainsi qu'à promouvoir le développement touristique.

Un schéma de la Trame verte et bleue (TVB), déclinaison locale du SRCE de la région, existe déjà pour le bassin de vie de Coulommiers. Cette démarche témoigne de la place stratégique des espaces agricoles et naturels de ce territoire, avec la Marne comme affluents de la Seine, aux portes de l'agglomération, pour assurer le maintien de la biodiversité aussi bien au niveau local que régional.

De plus, la communauté d'agglomération a signé une convention pour la mise en œuvre d'une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique permettant de favoriser la rénovation énergétique des bâtiments en partenariat avec le Département de Seine-et-Marne, dans le but d'accompagner les particuliers tout au long de leurs démarches.



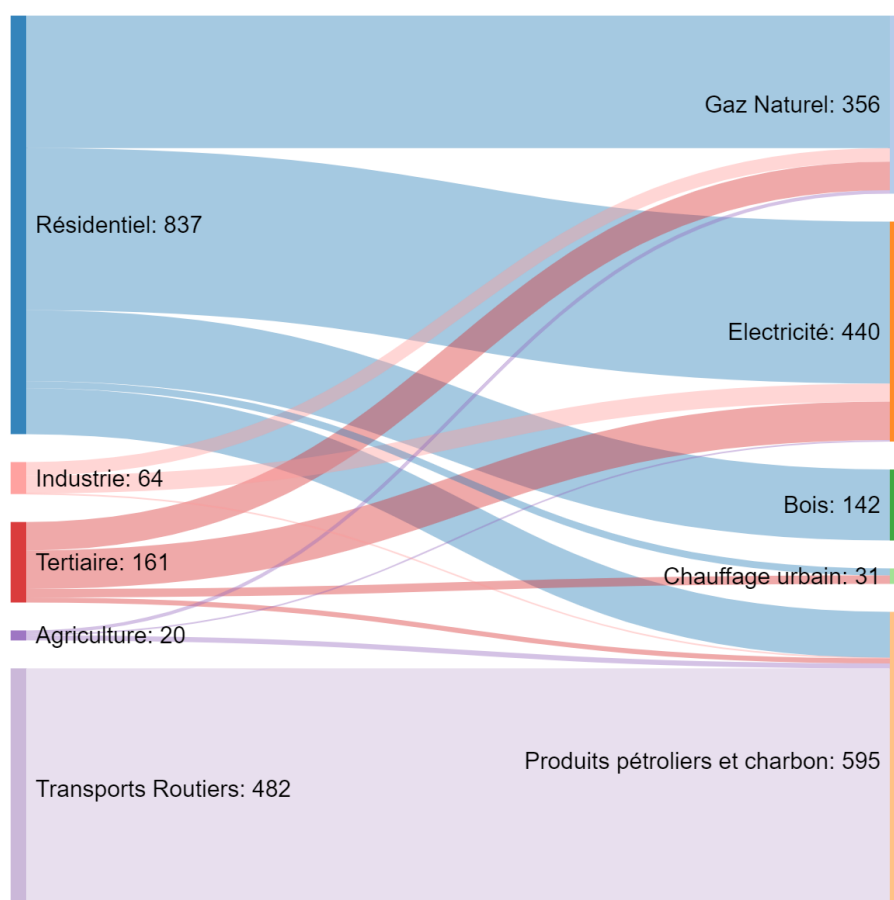
# Chapitre 1. Energie

---

# Consommation d'énergie

## Synthèse

En 2015, la consommation d'énergie finale de Coulommiers Pays de Brie était de 1 589 GWh, y compris les flux de transports. Cela correspond à 17 MWh par habitant, contre 16 MWh pour le département et 20 MWh pour la région Île-de-France. Elles sont à moitié liées au résidentiel (principalement sous forme de gaz et d'électricité), puis viennent les transports routiers (produits pétroliers) et les activités économiques.



Environ 62% de la consommation d'énergie du territoire est d'origine fossile. Les 38% restant sont très majoritairement composés d'électricité d'origine nucléaire avec une part d'électricité renouvelable et de bois.

Les objectifs nationaux et régionaux impliquent une division par deux de la consommation d'énergie par habitant sur le territoire entre 2015 et 2050. A l'heure actuelle, l'EPCI n'est pas sur une trajectoire compatible avec ces objectifs. Il dispose cependant d'un potentiel théorique d'économie d'énergie important : de l'ordre de 545 GWh par an hors transport avec les technologies déjà disponibles.

## Questions fréquentes

### Qu'est-ce que l'énergie ?

L'énergie est la mesure d'un changement d'état : il faut de l'énergie pour déplacer un objet, modifier sa température ou changer sa composition. Nous ne pouvons pas créer d'énergie, seulement récupérer celle qui est présente dans la nature, l'énergie du rayonnement solaire, la force du vent ou l'énergie chimique accumulée dans les combustibles fossiles, par exemple.

### Comment mesure-t-on l'énergie ?

L'unité utilisée ici est le watt-heure (Wh). Un watt-heure est approximativement l'énergie consommée chaque minute lorsqu'une ampoule traditionnelle à filament est allumée. A l'échelle d'un territoire, l'énergie sera plus souvent exprimée en gigawatt-heure (GWh), c'est-à-dire en milliard de watt-heures. Un gigawatt-heure correspond approximativement à la quantité d'énergie contenue dans 100 tonnes de pétrole ou encore à la quantité moyenne d'électricité consommée par minute en France.

### Pourquoi parle-t-on d'"énergie finale" ?

L'énergie que nous trouvons dans la nature n'est pas toujours directement utilisable : le pétrole brut par exemple doit être raffiné pour produire du carburant, il peut aussi être brûlé dans une centrale électrique pour fournir de l'électricité. Une partie de l'énergie est perdue au cours de ce processus. On distingue donc l'énergie primaire trouvée dans la nature (charbon, pétrole...) et l'énergie finale utilisée par les entreprises et les consommateurs (carburant, électricité...).

### Quelle sont les sources des chiffres présentés dans ce chapitre ?

Sauf mention contraire, les données utilisées dans cette partie ont été fournies par Energif (pour le ROSE - réseau d'observation statistique de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France) en 2019 et concernent l'année 2015. L'ensemble des références sont disponibles à la fin du chapitre.

### Comment sont établis les scénarios d'évolution de la consommation ?

Trois scénarios sont proposés. Les deux premiers sont la déclinaison à l'échelle du territoire des engagements nationaux (LTECV) et régionaux (SRCAE). Le troisième est un scénario tendanciel basé sur l'évolution de la démographie et de l'économie du territoire.

### Qu'est-ce qu'un potentiel théorique de réduction de la consommation ?

La troisième partie de ce chapitre évalue le potentiel théorique de réduction de la consommation d'énergie sur le territoire, on entend par là un ordre de grandeur de la quantité d'énergie qui pourrait être économisée de façon réaliste avec les technologies actuelles. Ces potentiels sont évalués par analogie avec les économies réalisées lors de projets exemplaires.



## 1. Consommation totale d'énergie

En 2015, la consommation annuelle d'énergie corrigée des variations climatiques était d'environ 1 589 GWh sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie. C'est l'équivalent de l'énergie contenue dans 128 000 tonnes de pétrole.

### Méthodologie



Une part importante de cette consommation est liée à l'utilisation des véhicules sur le territoire, y compris pour des transports traversants.

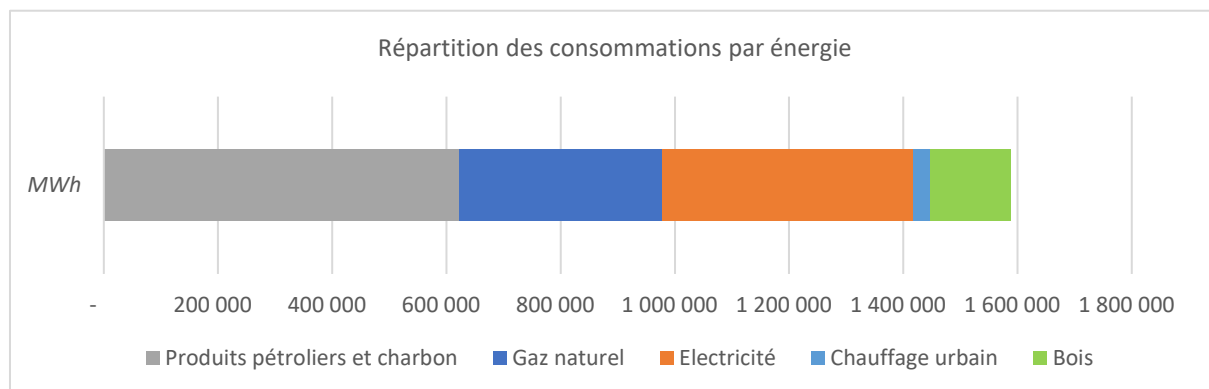
Il n'est pas possible de déterminer la part de ces transports qui est imputable au territoire (par exemple au départ ou à destination de l'EPCI). Pour cette raison, les consommations d'énergie sont généralement analysées hors flux de transport.

Hors flux de transport, la consommation d'énergie du territoire est de 1 107 GWh soit 12 MWh par habitant. Cette consommation est inférieure à la moyenne départementale (16,4MWh/hab.) et à la moyenne régionale (13,5MWh/hab.).

## 2. Consommation par secteur et par type d'énergie

### Consommation par type d'énergie

En 2015, l'énergie consommée sur le territoire, y compris par les transports, était composée en majorité de trois type d'énergie : de produits pétroliers (39%), d'électricité (28%) et de gaz naturel (22%). Le bois représentait 9% de la consommation d'énergie du territoire, et le chauffage urbain représente 2% de la consommation. La part du charbon était négligeable.



L'électricité, qui est la deuxième source d'énergie du territoire, n'est qu'un vecteur : au travers de sa consommation d'électricité, le territoire consomme des énergies fossiles, renouvelables ou nucléaire. La consommation d'énergie peut donc se décomposer de la façon suivante :

	Consommation (GWh)	Consommation (%)
Electricité	439	27,6%
dont nucléaire	335	21,1%
dont hydroélectricité	47	3,0%

<i>dont autres EnR</i>	29	1,9%
<i>dont fossiles</i>	27	1,7%
Produits pétroliers	622	39,1%
Gaz naturel	356	22,4%
Chauffage urbain	31	1,9%
<i>dont géothermie</i>	29	1,8%
<i>dont gaz naturel</i>	2	0,1%
Bois	142	8,9%

#### Méthodologie



La quantité d'énergie consommée par l'intermédiaire de l'électricité est calculée à partir du mix électrique national pour l'année 2015 (76.3% de nucléaire, 10.8% d'hydroélectricité, 6.7% d'autres renouvelables, 6.2% d'énergies fossiles).

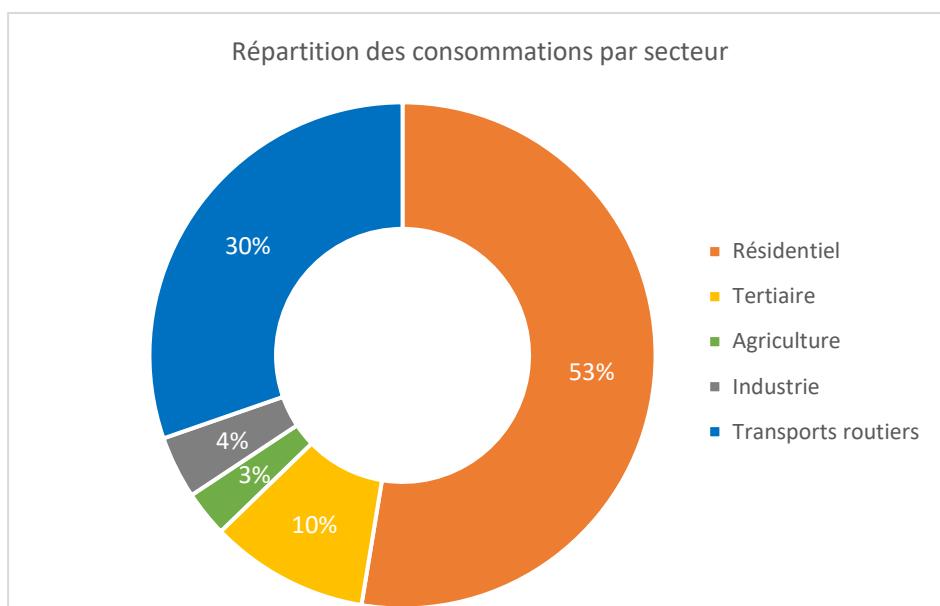
Comme il s'agit d'une consommation d'énergie finale, le rendement des centrales électriques n'est pas pris en compte. Une évaluation en énergie primaire conduirait à des parts plus importantes pour les énergies fossiles et, selon la convention utilisée, pour le nucléaire.

Au total, l'énergie consommée sur le territoire, y compris transports, est à 62,2% d'origine fossile dont 39% de pétrole, 22,4% de gaz naturel et 1% de fossiles électriques (gaz, charbon, fioul).

L'énergie non-fossile consommée sur le territoire l'est principalement sous forme d'électricité. Celle-ci représente 28% de la consommation du territoire dont 21% environ d'origine nucléaire et 5% d'origine renouvelable. Le bois représente 9% de la consommation d'énergie du territoire et 2% de la consommation est assurée par le réseau de chauffage urbain de Coulommiers alimentée à 95% par de la géothermie.

#### Consommation par secteur

La consommation d'énergie de Coulommiers Pays de Brie est majoritairement liée au secteur résidentiel qui représente plus de la moitié des consommations. Viennent ensuite les transports (avec 30%) puis les activités économiques (17% en tout). Au sein des activités économiques, le secteur tertiaire représente la majorité de la consommation.



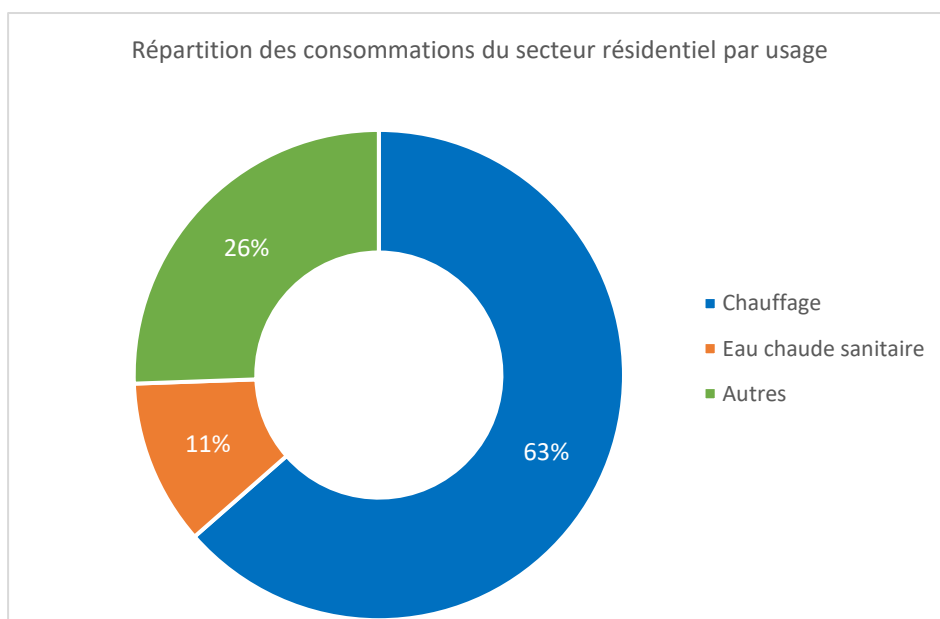
### *Secteur résidentiel*

Avec 835 GWh par an, l'habitat est le premier secteur consommateur d'énergie sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie. Cela traduit le rôle résidentiel du territoire, confirmé par un nombre d'actifs supérieur au nombre d'emplois. La consommation résidentielle par habitant est supérieure à la moyenne départementale (9 MWh/hab. contre 7,9) tout comme la consommation par logement (21MWh contre 18,5).

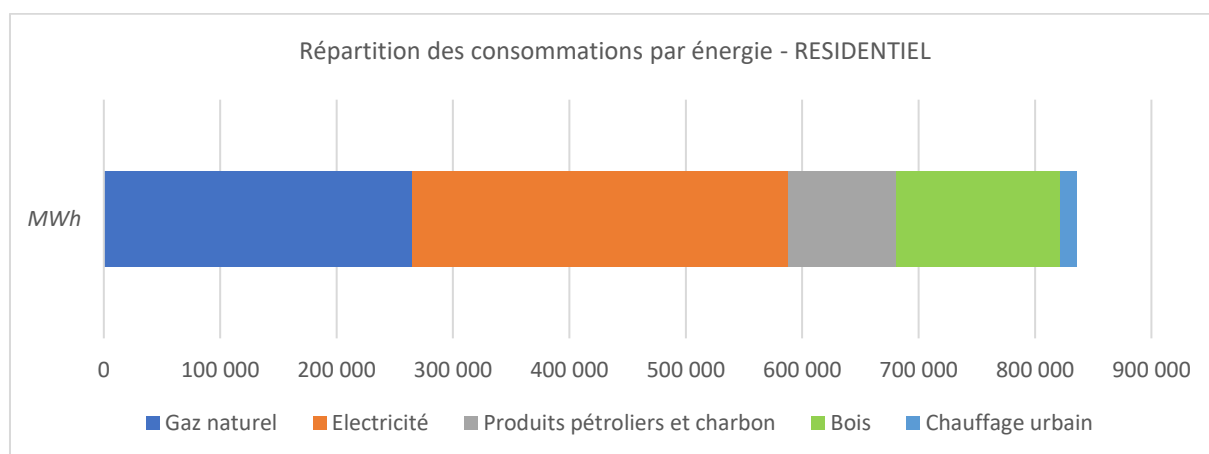


Ces consommations relativement élevées sont caractéristiques du parc immobilier de Coulommiers Pays de Brie (des logements relativement anciens et majoritairement individuels). Ce résultat traduit également un besoin de sensibilisation des habitants à la sobriété énergétique.

Le secteur résidentiel est responsable de 53% de la consommation d'énergie du territoire. Cette consommation est majoritairement liée au chauffage (deux tiers de la consommation du secteur). Le tiers restant est réparti entre les besoins en eau chaude sanitaire (11%) et les autres usages du résidentiel comme l'électricité spécifique et la cuisson (26%).



La répartition par source d'énergie révèle une prédominance de l'électricité (3%) puis une part importante du gaz (32%) et enfin les autres sources d'énergie telles que le bois ou le fioul domestique utilisées par exemple pour le chauffage.



### Transports

Les transports sont le deuxième poste de consommation d'énergie sur le territoire avec 482 GWh, soit 30% du total. Ils représentent une très grande part de la consommation de produits pétroliers, majoritairement sous forme de gazole. Leur contribution à la consommation des autres énergies est négligeable.

Ces chiffres portent sur la consommation de l'ensemble des transports qui ont lieu dans l'EPCI. Une partie de cette consommation correspond à de simples transits qui ne sont ni au départ ni à destination du territoire.

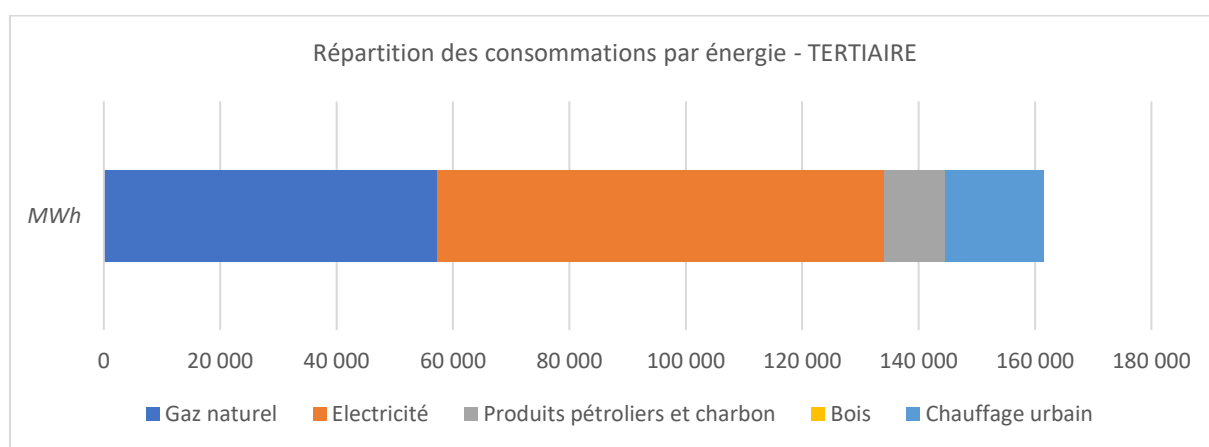
Le territoire connaît cependant d'importantes migrations pendulaires qui augmentent la demande de transport. Près de deux tiers de ces déplacements domicile-travail sont réalisés en véhicule à moteur. Les modes de déplacements doux (marche, vélo...) restent marginaux.



La relocalisation de l'emploi sur le territoire et la promotion de modes de transports moins consommateurs d'énergie apparaissent comme un levier important pour réduire la consommation d'énergie mais aussi la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre.

### Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est le troisième consommateur d'énergie sur le territoire avec 161 GWh, soit 10% du total. Les services absorbent 18% de l'électricité utilisée sur le territoire, ils sont également un consommateur important de gaz naturel (16%).



En moyenne un emploi tertiaire sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie consomme 8 MWh par an, ce chiffre est inférieur à la moyenne départementale.

### Industrie

L'industrie absorbe 64 GWh, soit 4% de l'énergie consommée sur le territoire. Cette consommation est principalement effectuée sur les communes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre.

### Agriculture

La contribution de l'agriculture à la consommation d'énergie du territoire est très faible : 47 GWh soit 3% de la consommation totale.

Prises dans leur ensemble, les activités économiques (tertiaire, industrie et agriculture) présentes sur le territoire absorbent 272 GWh par an soit 17% de la consommation d'énergie du territoire.

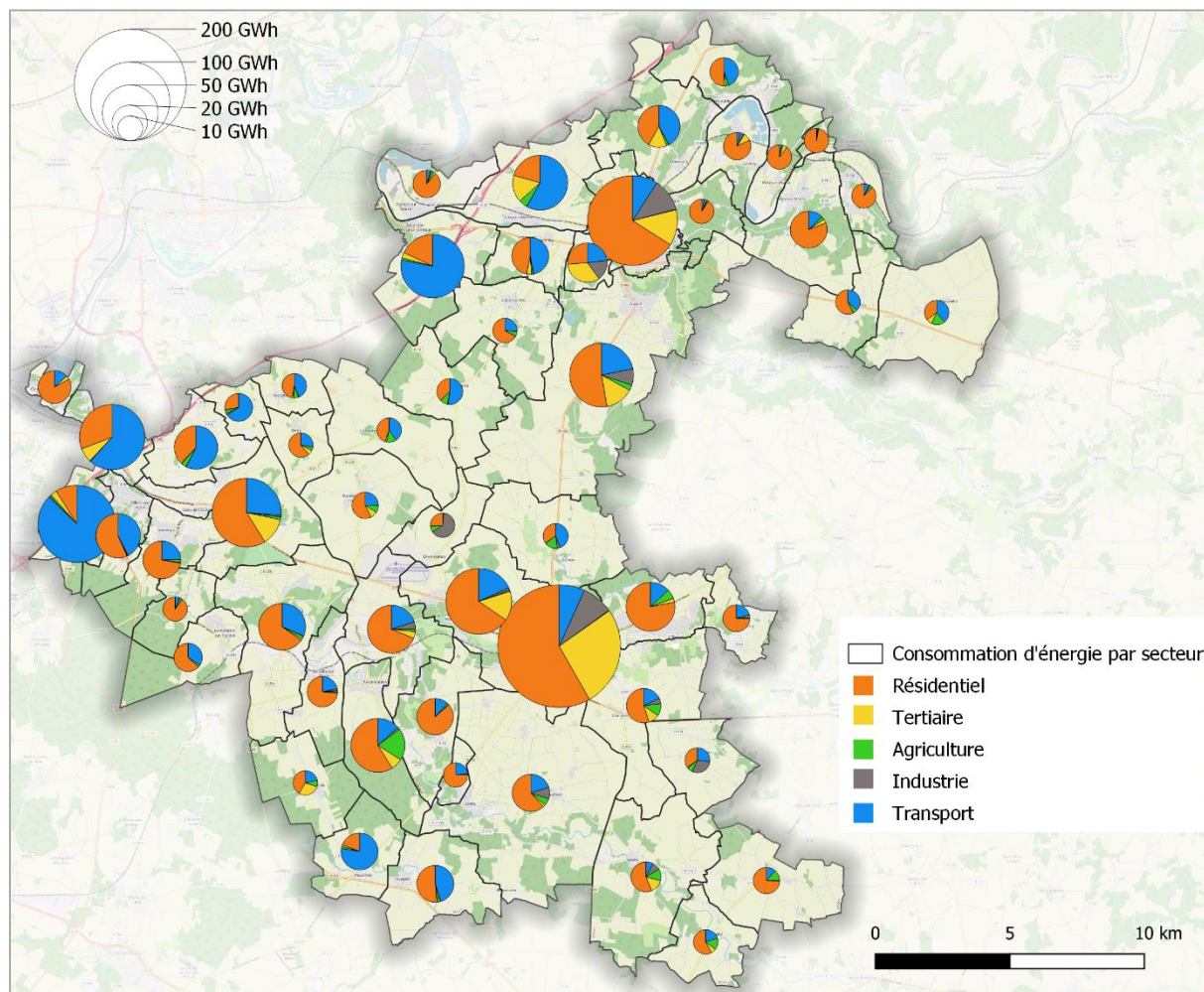
## Consommation par commune

### Consommation d'énergie finale par commune et par secteur

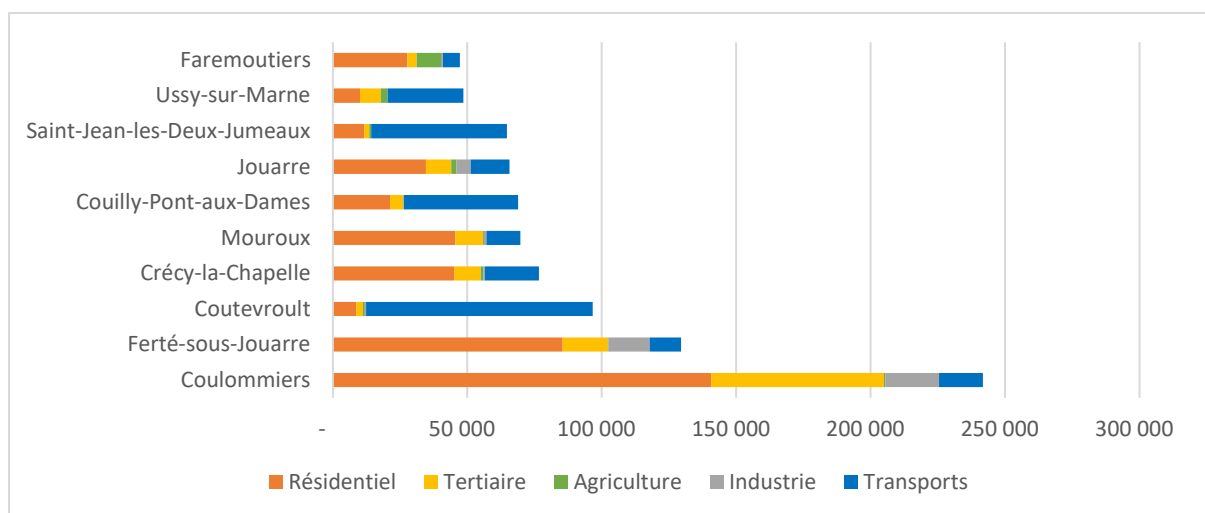
Les figures suivantes illustrent la répartition des consommations d'énergie sur les différentes communes et selon les différents secteurs. On remarque de manière générale le poids des communes



de Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. Il s'agit de 2 pôles de centralité qui concentrent une grande part de la population du territoire (25%) et des activités économiques (le secteur tertiaire à Coulommiers par exemple). Ces deux communes représentent à elles seules 23% de l'énergie consommée sur l'ensemble des 54 communes. La commune de Coutevroult, traversée par l'A4, est la troisième la plus consommatrice avec une contribution très importante du secteur du transport routier. On retrouve ensuite la commune de Crécy-la-Chapelle, en tant que pôle de centralité de la partie ouest du territoire, et la ville de Mouroux 4<sup>e</sup> ville la plus peuplée de Coulommiers Pays de Brie.



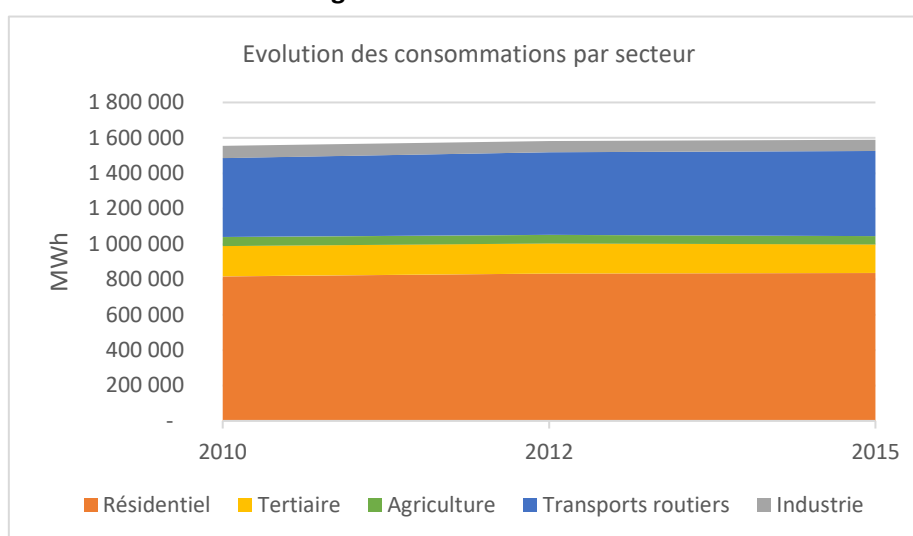
Consommation d'énergie finale par commune et par secteur



Les 10 communes avec la consommation d'énergie la plus élevée

### 3. Trajectoires et potentiels de réduction

#### Historique de la consommation d'énergie finale



Entre 2010 et 2015 la consommation d'énergie finale de Coulommiers Pays de Brie est passée de 1554 GWh à 1589 GWh, représentant donc une augmentation de 2,2%. Cette hausse est essentiellement due à une hausse des consommations dans le transport routier (augmentation de plus de 8% sur la période) et dans le secteur résidentiel (hausse de 2,3% sur la période). On peut considérer que la consommation énergétique du territoire tend à augmenter, et c'est l'hypothèse qui sera utilisée pour les modélisations prospectives suivantes.

## Objectifs et scénarios d'évolution de la consommation

Dans cette partie sont étudiées deux scénarios d'évolution de la consommation énergétique du territoire :

1. Scénario tendanciel : évalue l'évolution de la consommation d'énergie compte-tenu de la croissance économique et démographique et de la tendance observée sur les données de consommation disponibles pour les années précédentes.
2. Scénario réglementaire : décline à l'échelle du territoire les objectifs nationaux fixés par la PPE de 2020 qui fixe des objectifs à horizon 2028. Pour les objectifs à plus long terme (2050) nous utilisons les objectifs sectoriels du SRCAE.

### Scénario tendanciel

Ce scénario a pour objectif d'évaluer l'évolution de la consommation d'énergie en l'absence d'action supplémentaire. La consommation n'évolue qu'en fonction de la population du territoire, de sa richesse et des gains permis par le déploiement spontané de solutions plus efficaces.

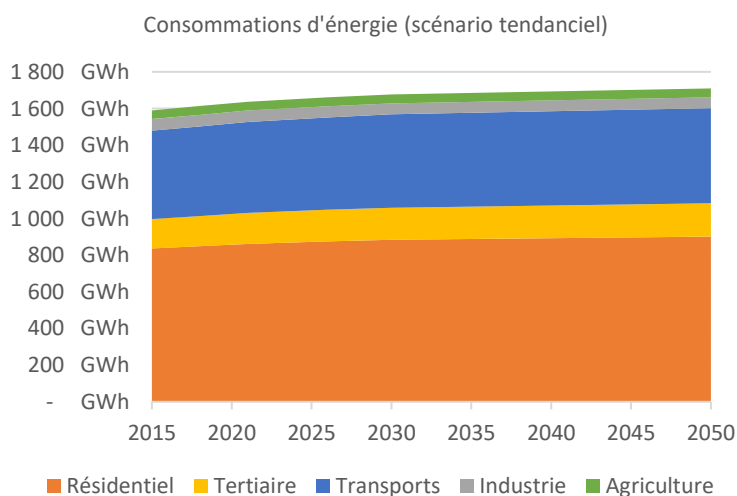
#### Méthodologie

La prévision de consommation d'énergie tendanciel sur les 30 prochaines années est basée sur la variation annuelle de la consommation énergétique française des années précédentes. On considère alors les variations suivantes :



Secteur	% de variation annuelle	% 2015 – 2030
Agriculture	0,2%	3%
Résidentiel	0,5%	8%
Tertiaire	0,8%	13%
Transports	0,5%	8%
Industrie	-0,5%	-7%
<b>Total</b>	<b>0,5%</b>	<b>8%</b>

Dans ces conditions, on obtient les trajectoires suivantes :



La consommation a tendance à augmenter légèrement en suivant la tendance des dernières années et la croissance démographique observée sur le territoire.

### Scénario réglementaire (SNBC)

Ce scénario est la déclinaison des objectifs de la (Programmation Pluriannuelle de l'Energie) PPE d'avril 2020 qui vise une baisse de 7,6 % en 2023 et de 16,5 % en 2028 par rapport à 2012 (ceci est donc une application des objectifs sectoriels à l'échelle du territoire). Pour l'objectif à horizon 2050 nous utilisons l'objectif de la SRCAE Île-de-France.

#### Méthodologie

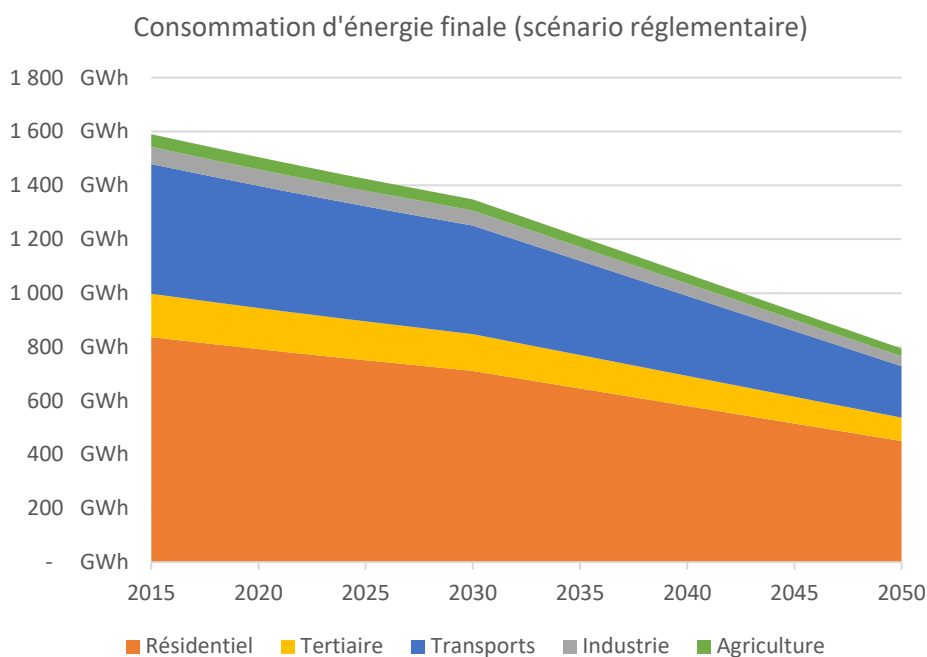
La consommation d'énergie du territoire est interpolée linéairement à partir de 3 points :



- La consommation de 2012,  $E(2012)$ , connue grâce aux données extraites d'Energif
- La consommation de 2020 :  $E(2030) = 0,835 \times E(2012)$
- La consommation de 2050 :  $E(2050) = 0,50 \times E(2012)$

La consommation d'énergie des transports n'est pas prise en compte.

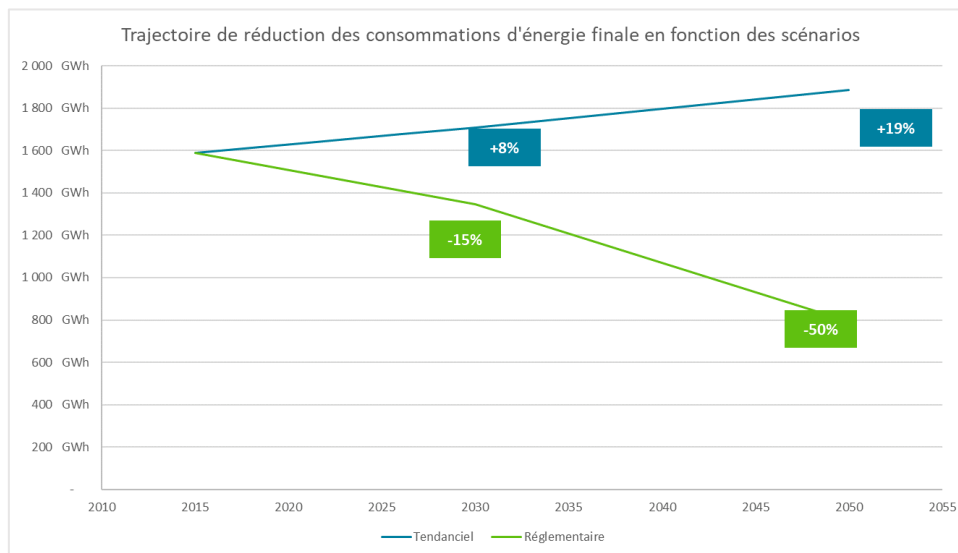
Dans ces conditions, on obtient les trajectoires suivantes :



La consommation d'énergie du territoire doit décroître régulièrement afin d'atteindre les objectifs réglementaires. Comme dans le même temps la population du territoire connaît une légère hausse, le rythme de décroissance de la consommation par habitant est plus élevé : elle doit baisser d'environ 20% entre 2015 et 2030. Sur la période 2030-2050 une réduction des consommations encore plus rapide est nécessaire afin d'atteindre des objectifs compatibles avec les objectifs de la SRCAE (-50% dans le bâti, -73% dans les transports...).

## Comparaison des scénarios et conclusions

Le scénario réglementaire et le scénario tendanciel divergent nettement. Cet écart montre que les objectifs nationaux et régionaux ne peuvent pas être atteints à l'échelle de l'EPCI sans des efforts importants.



Consommation d'énergie du territoire (GWh par an) :

	2015	2020	2030	2050
Tendanciel	1590	1600	1710	1886
Réglementaire	1590	1490	1350	793



La consommation d'énergie du territoire va avoir tendance à augmenter légèrement au cours des prochaines décennies. Des efforts importants de sobriété et d'efficacité doivent être engagés pour inverser cette dynamique et contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux.

Dans les phases suivantes du PCAET, l'EPCI devra se donner ses propres objectifs compatibles avec les engagements de niveau supérieurs mais aussi en tenant compte des spécificités du territoire.

## Potentiels théoriques de réduction de la consommation

L'objectif de cette partie est de fournir un ordre de grandeur de la réduction de consommation énergétique qui pourrait être réalisée sur le territoire avec les solutions existantes s'il n'existait aucune limite économique ou politique à leur déploiement.



## Secteur résidentiel



### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans le secteur résidentiel est basé sur :

- La rénovation thermique de l'ensemble du parc au niveau Bâtiment Basse Consommation ce qui permet d'atteindre une consommation d'énergie de 102kWh/m<sup>2</sup> par an (en énergie primaire) soit une réduction de 54% de la consommation actuelle d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.
- Une réduction de la consommation d'électricité spécifique (électroménager, appareils électriques...) dont le potentiel est évalué à 20%.

Sur la base de ces hypothèses, la consommation d'énergie du secteur résidentiel pourrait être réduite de 51%, soit 412GWh par an sur les 836 GWh consommés sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel d'économie d'énergie est conditionnée notamment par le rythme de rénovation du parc résidentiel et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par la population. Au contraire, la construction de nouveaux logements ferait augmenter la consommation si elle n'est pas neutre ou positive en énergie.

## Tertiaire



### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans le secteur tertiaire est basé sur :

- La rénovation thermique de l'ensemble du parc au niveau Bâtiment Basse Consommation ce qui permet d'atteindre une consommation d'énergie de 102kWh/m<sup>2</sup> par an (en énergie primaire) soit une réduction de 54% de la consommation actuelle d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.
- La réduction de la consommation d'énergie pour les usages autres que le chauffage ou la production d'eau chaude sanitaire dont le potentiel est évalué à 20%.

Sur la base de ces hypothèses, la consommation d'énergie du secteur tertiaire pourrait être réduite de 44%, soit environ -71GWh par an sur les 161 GWh consommés sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel d'économie d'énergie est conditionnée notamment par le rythme de rénovation du parc tertiaire et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par les entreprises et les salariés.

## Industrie



### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans l'industrie est basé sur :

- Des économies dans la production de chaleur : Le potentiel de réduction de la consommation d'énergie destinée à la production de chaleur est estimé à 30%, ce potentiel est inférieur à celui des secteurs résidentiels et tertiaires en raison des besoins en chaleur industrielle moins faciles à réduire que les besoins en chauffage et eau chaude sanitaire.
- Des économies sur les autres usages : On évalue que les consommations d'énergie de l'industrie autres que la production de chaleur peut être réduite de 20%.

Sur la base de ces hypothèses, la consommation d'énergie du secteur industriel pourrait être réduite de 33%, soit environ 16GWh par an sur les 47 GWh consommés sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel d'économie d'énergie est conditionnée notamment par le rythme de rénovation des bâtiments industriels, l'amélioration des processus, la récupération de la chaleur fatale et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par les entreprises et les salariés.

### Transport

Les transports ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation car il n'est pas possible d'évaluer les capacités réelles de l'EPCI dans ce domaine : celles-ci sont très différentes par exemple pour des transports intérieurs au territoire et pour des transports traversants utilisant seulement les infrastructures ferrées ou autoroutières qui ne relèvent pas de ses compétences. Ce potentiel a cependant été évalué et il est mentionné pour mémoire.

#### Méthodologie



L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans les transports est basé sur :

- Des gains d'efficacité dans la motorisation : le passage d'un moteur à combustion interne à un moteur électrique par exemple permet une économie d'énergie finale de 50%.
- L'aménagement et le report modal qui jouent un rôle important dans la demande de transport et leur consommation énergétique. On évalue qu'ils peuvent permettre de réduire la consommation d'énergie de 20%.

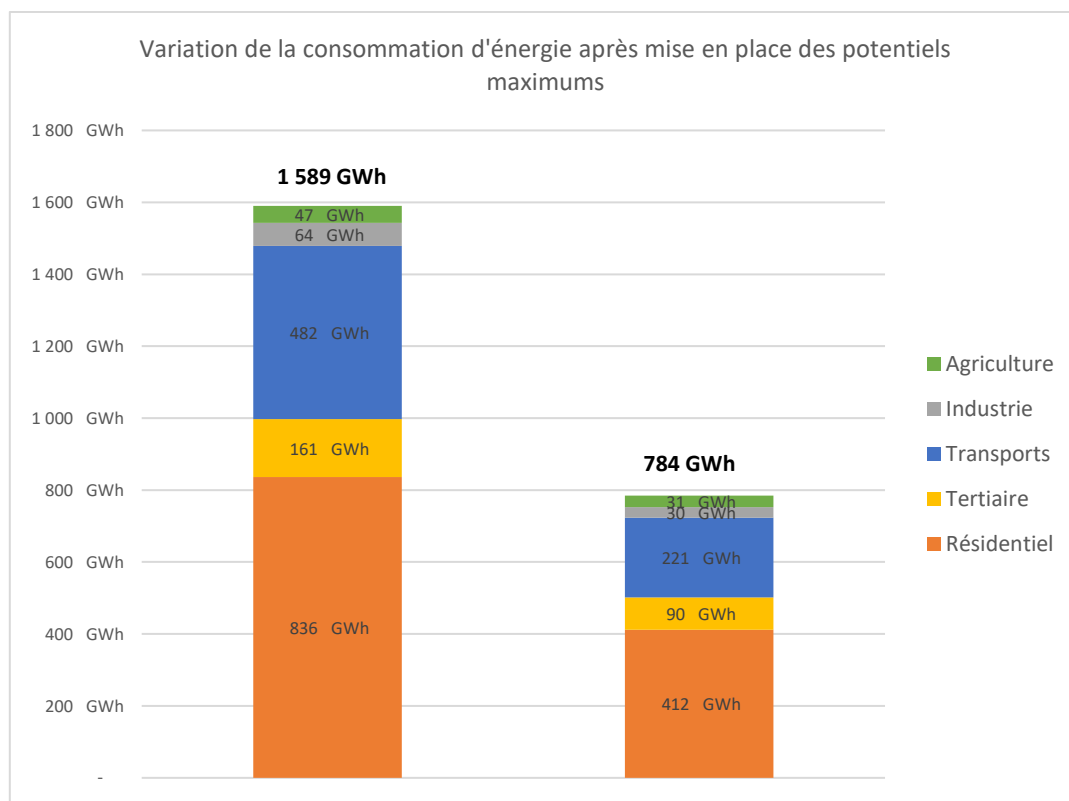
Sur la base de ces hypothèses, la consommation d'énergie du secteur transport pourrait être réduite de 54%, soit environ -261 GWh par an sur les 482 GWh qu'ils consomment actuellement.



Si la collectivité ne peut pas réduire seule la consommation d'énergie des transports, puisqu'une partie ne fait que traverser son territoire via des infrastructures qui ne relèvent pas de ses compétences, elle dispose tout de même de moyens d'action. Ces efforts, par exemple, sur la modernisation du parc automobile, profiteront aussi aux territoires voisins qui sont traversés par les véhicules venant de l'EPCI. Ils seront donc plus efficaces et mieux valorisés mis en œuvre sur une échelle géographique plus grande.

### Conclusions

Le potentiel théorique d'économie d'énergie peut être évalué approximativement à 545 GWh hors transport et 806 GWh y compris les flux de transport.



## Références

### Principales sources des données :

- Consommation d'énergie finale : Energif, données 2019 pour 2015

### Sources complémentaires :

- *Energif*. <https://www.iau-idf.fr/liou-et-vous/cartes-donnees/cartographies-interactives/energif-rose.html>

### Références :

- Ile de France, *Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie d'Ile-de-France (SRCAE)*. <http://www.srcae-idf.fr/>
- *Loi de transition énergétique pour la croissance verte*. <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385&categorieLien=id>
- RTE, *Bilan électrique national 2015*. [https://www.rte-france.com/sites/default/files/2015\\_bilan\\_electrique.pdf](https://www.rte-france.com/sites/default/files/2015_bilan_electrique.pdf)

# Production d'énergie

## Synthèse

La production d'énergie renouvelable du territoire de Coulommiers Pays de Brie est d'environ 85 GWh par an, avec une forte contribution du solaire photovoltaïque. Au total les productions renouvelables représentent moins de 8% de la consommation d'énergie du territoire hors transport.

Le territoire bénéficie d'un potentiel de production renouvelable significatif notamment dans le domaine de la biomasse, de l'éolien et du photovoltaïque. Exploitées pleinement, ces ressources permettraient de couvrir de l'ordre de 10% de la consommation d'énergie.

Energie	Potentiel
Eolien	+++
Solaire photovoltaïque en toiture	++
Solaire photovoltaïque au sol	++
Solaire thermique	+
Solaire thermodynamique au sol	+
Hydroélectricité	+
Géothermie (électricité)	0
Géothermie (chaleur)	++
Biomasse (tous usages confondus)	+++
Chaleur fatale	+

### Légende :

0	potentiel inexistant ou très faible (<0,2% de la consommation du territoire)
+	potentiel limité (de 0,2 à 2% de la consommation d'énergie du territoire)
++	potentiel significatif (2 à 5%)
+++	Potentiel élevé (>5%)

*Potentiels de production renouvelable sur le territoire*



## Questions fréquentes

### Qu'est-ce que l'énergie ?

L'énergie est la mesure d'un changement d'état : il faut de l'énergie pour déplacer un objet, modifier sa température ou changer sa composition. Nous ne pouvons pas créer d'énergie, seulement récupérer celle qui est présente dans la nature, l'énergie du rayonnement solaire, la force du vent ou l'énergie chimique accumulée dans les combustibles fossiles, par exemple.

### Comment mesure-t-on l'énergie ?

L'unité utilisée ici est le watt-heure (Wh). Un watt-heure est approximativement l'énergie consommée chaque minute lorsqu'une ampoule traditionnelle à filament allumée. A l'échelle d'un territoire, l'énergie sera plus souvent exprimée en gigawatt-heure (GWh), c'est-à-dire en milliard de watt-heures. Un gigawatt-heure correspond approximativement à la quantité d'énergie contenue dans 100 tonnes de pétrole ou encore à la quantité moyenne d'électricité consommée par minute en France.

### Qu'est-ce qu'une énergie renouvelable ?

La majorité de l'énergie que nous utilisons aujourd'hui est issue de ressources fossiles (pétrole, gaz et charbon) ou fissiles (uranium) qui ne se reconstituent pas à l'échelle du temps humain : lorsque que nous utilisons ces ressources elles ne sont plus disponibles pour nous ou nos descendants.

Les énergies renouvelables au contraire se renouvellent suffisamment rapidement pour être pratiquement infinies : nous pouvons utiliser ces ressources aujourd'hui sans en être privé demain.

### Qu'est-ce que la chaleur fatale ?

La chaleur fatale est de la chaleur produite par une activité humaine qui serait normalement perdue mais peut être récupérée pour le chauffage, la production d'électricité ou des usages industriels. Il peut s'agir par exemple de l'air chaud issu du refroidissement de datacenters ou de la chaleur produite par des procédés industriels ou par la combustion des déchets dans un incinérateur.

### Qu'est-ce qu'un potentiel de production renouvelable ?

La deuxième partie de ce chapitre évalue le potentiel de production renouvelable disponible sur le territoire. Par potentiel on entend un ordre de grandeur de la quantité d'énergie qui pourrait être récupérée avec les technologies actuelles sans faire concurrence à d'autres activités ou d'autres utilisations des sols.

### Quelles sont les énergies renouvelables étudiées ?

Les filières suivantes ont été étudiées :

- Eolien : production d'électricité à partir de la force du vent,
- Solaire photovoltaïque en toiture : production d'électricité à partir du rayonnement solaire sur les bâtiments existants,
- Solaire photovoltaïque au sol : production d'électricité à partir du rayonnement solaire sur un site dédié,

- Solaire thermique : production d'eau chaude à partir du rayonnement solaire,
- Solaire thermodynamique : production de vapeur grâce au soleil ensuite convertie en électricité,
- Hydroélectricité : production d'électricité grâce à des turbines entraînées par les cours d'eau,
- Géothermie électrique : production de vapeur grâce à la chaleur du sous-sol ensuite convertie en électricité,
- Chaleur géothermique : extraction de la chaleur du sous-sol,
- Biomasse : production d'énergie à partir de la végétation.
- Chaleur fatale : désigne la quantité d'énergie présente dans certains processus ou produits, qui parfois - au moins pour partie - peut être récupérée et/ou valorisée.

### **Pourquoi les utilisations de la biomasse ne sont-elles pas détaillées ?**

Qu'elle soit issue de déchets ménagers, de l'agriculture ou de l'exploitation des forêts, la matière organique peut servir à produire différentes formes d'énergie : elle peut être simplement brûlée pour le chauffage domestique ou collectif ou dans des centrales électriques, méthanisée pour produire du biogaz ou bien convertie en agrocarburants. Ces usages sont mutuellement exclusifs et relèvent avant tout d'un choix politique.

## 1. Production d'énergie existante

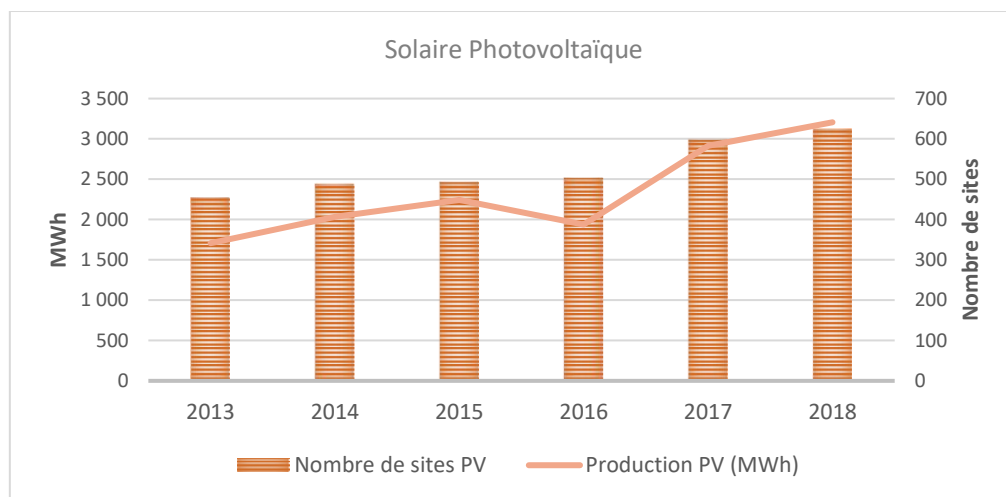
La production d'énergie renouvelable du territoire est de l'ordre de 85 GWh par an. Pour comparaison la consommation d'énergie du territoire est d'environ 1589 GWh par an (1107 GWh sans compter les flux de transport).

L'ensemble des sources d'énergie ont été recherchées sur le territoire, seules celles qui existent sont détaillées ci-dessous.

### Solaire photovoltaïque et thermique

#### Solaire photovoltaïque

En 2018, Coulommiers Pays de Brie disposait de 624 sites de production de solaire photovoltaïque. Le territoire compte une installation solaire pour 56 logements contre 1 pour 120 en moyenne départementale.



Sources : données Enedis

La production d'électricité solaire photovoltaïque sur le territoire se situe autour de 3,2 GWh par an, ce qui est marginal par rapport à la consommation d'électricité. Le parc continue de croître d'année en année, avec une forte hausse entre 2016 et 2017. Les variations de production solaire photovoltaïque s'expliquent également par des facteurs météorologiques.

#### Solaire thermique

Le territoire comptait 20 installations solaires thermiques en 2014 pour une production totale estimée de 44 MWh.

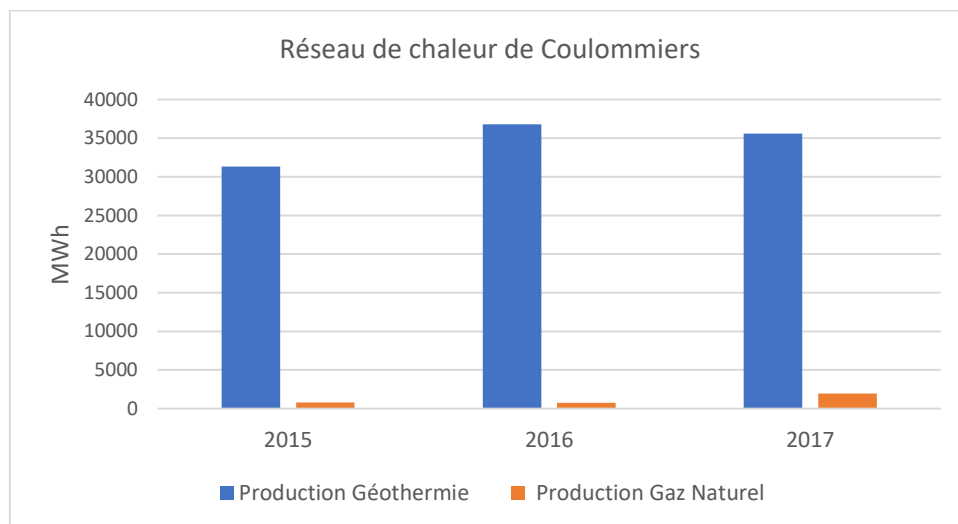
#### Géothermie

Dans les années 1979-1980, Coulommiers accueille le premier réseau de chauffage urbain alimenté par la géothermie profonde. La chaleur est extraite d'une couche géologique spécifique : l'aquifère du Dogger, à plus de 1 500 mètres de profondeur. 30 ans plus tard, après plusieurs interventions de maintenance, le SMGC (Syndicat Mixte pour la Géothermie à Coulommiers) a décidé de créer un nouveau doublet géothermique afin de remplacer l'ancien, désormais en fin de vie. Les nouveaux puits sont implantés à proximité de l'ancien doublet, afin de limiter l'immobilisation de terrain. De plus, le

SMGC réalise sur la période 2013-2016 des travaux d'extension du réseau de chaleur, le faisant passer de 1850 à environ 3000 équivalents-logements.

Aujourd'hui le réseau de chaleur est alimenté à plus de 95% par la géothermie (appoint en gaz naturel) et a distribué en 2017, 37 GWh.

De nouveaux travaux d'extension de ce réseau sont en cours. Les logements sociaux du quartier Pierre-Mortier, ainsi que le site hospitalier Abel-Leblanc de l'avenue Victor-Hugo seront, à l'issue des travaux, reliés au réseau de la ville.



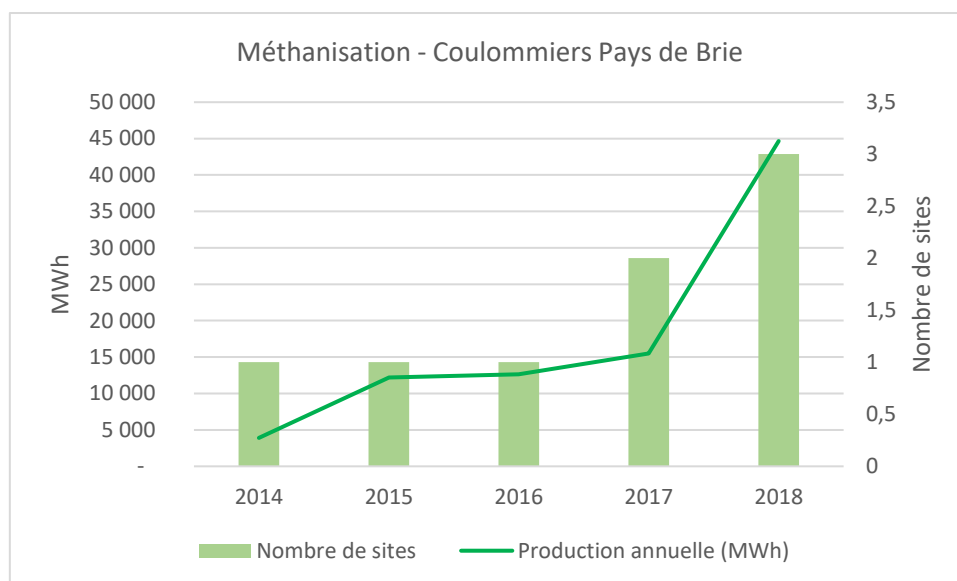
Sources : données transmises par ENERGIF

En ce qui concerne la géothermie très basse énergie, le territoire compte environ 30 pompes à chaleur en 2014, il s'agissait essentiellement d'installations individuelles.

Les pompes à chaleur sont des dispositifs permettant d'exploiter la chaleur du sol proche de la surface, en général à l'échelle résidentielle. Selon la documentation ADEME, une pompe à chaleur géothermique produit en moyenne 4 fois plus de chaleur qu'elle ne consomme d'électricité.

### Biogaz

Aujourd'hui, Coulommiers compte 3 sites d'injection biométhane à Ussy-sur-Marne (depuis 2014), Saints (depuis 2017) et Pommeuse (mise en service en 2018) et un nouveau site à proximité du territoire à Boutigny mis en service fin 2019. Des données d'injection sont disponibles sur les 3 premiers sites jusqu'en 2018. Il s'agit de 3 projets à la ferme, tous en injection biométhane. Pour l'année 2018, cela représente environ 45 GWh. Cela équivaut à environ 14% de la consommation de gaz du territoire.



Sources : données d'injection GRDF

	Ussy-sur-Marne	Saints	Pommeuse
Mise en service	2014	2017	2018
Intrants	20 000t/an de résidus de culture, CIVE, déchets agroalimentaires	10 000t/an de résidus de culture, CIVE	10 000t/an de résidus de culture au démarrage
Biométhane injecté au démarrage	140Nm3/h	140Nm3/h	140Nm3/h
Biométhane injecté en 2019	320 Nm3/h	200 Nm3/h	-

Sources : données issues des fiches projet GRDF

## 2. Potentiels de développement

### Eolien

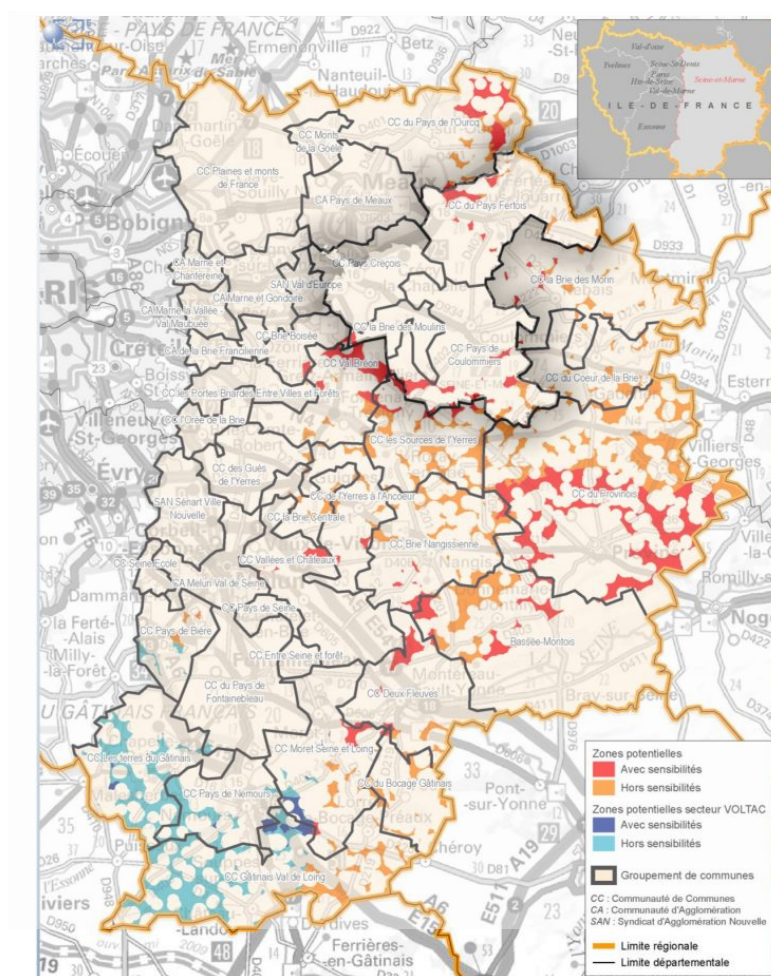
Le Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne a mené en 2016 une évaluation du potentiel de développement éolien sur le département. Cette étude montre qu'il existe un potentiel de développement de l'éolien sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie mais selon un certain nombre de contraintes déclinées au niveau départemental.

Thématique	Zones jugées incompatibles
Habitat	- Rayon de 800 m autour des habitations et zones destinées à l'habitat des documents d'urbanisme
Contraintes aéronautiques et radars	- Rayon de 30 km aux radars primaires de la DGAC - Rayon de 16 km aux radars secondaires de la DGAC - Rayon de 10 km aux balises VOR - Servitudes de dégagement (T5) des aéroports - SETBA (Secteur d'Entraînement Basse Altitude)



	- Zone VOLTAC (zones potentielles présentées toutefois)
Patrimoine	- Sites et monuments inscrits ou classés - Rayon de 10 km autour de la cité médiévale de Provins (zones potentielles présentées toutefois dans un rayon compris entre 5 et 10 km)
Environnement	- ZPS (réseau Natura 2000 directive oiseaux) - Arrêtés de protection de biotope - Forêts de protection - Réserves naturelles - Espaces naturels Sensibles

De ces contraintes résulte un maillage complexe de secteurs de sensibilité.



Le secteur de Coulommiers Pays de Brie à cause de la présence d'une zone de recul aux balises VOR ainsi que des zones naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, semble être peu propice à la production d'énergies éoliennes.

D'après l'étude du SDESM, une surface de l'ordre de 900 ha serait disponible dans des zones non contraintes avec fort potentiel éolien aux extrémités nord et sud du territoire. Cette surface représente la surface nécessaire pour l'installation d'environ 30 mâts d'une puissance de 3MW. En prenant le

facteur de charge moyen de la région Île-de-France<sup>1</sup> nous obtenons un potentiel de production d'énergie éolienne de l'ordre de 150 GWh par an.

Ce potentiel correspond au potentiel maximum identifié sur le territoire et ne prend pas en compte les conflits d'usages concernant l'occupation des sols par exemple.

## Solaire photovoltaïque

### Solaire photovoltaïque en toiture

#### Méthodologie

Le potentiel de production solaire en toiture dépend de la surface de panneaux solaires qui peut être installée. Celle-ci est évaluée à partir du nombre de logements individuels et collectifs :

Sur toitures résidentielles :

- Pourcentage de maisons éligibles : 50% (i.e. : seul 50% de la surface de toiture est exploitable, le reste est mal orienté, ombragé ou bloqué par les cheminées, fenêtres de toit, rives...)
- Pourcentage d'habitat collectif éligible : 75%
- Surface de panneaux par maison : 20 m<sup>2</sup>
- Surface de panneaux par appartement : 5 m<sup>2</sup>
- Inclinaison des toitures : 20°
- Efficacité des panneaux : 0,15
- Orientations des panneaux : optimum France 37°
- Puissance nominale : 187 W/m<sup>2</sup>



Sur toitures agricoles :

A partir du nombre d'exploitations sur le territoire. La valeur moyenne utilisée ensuite est de 500 m<sup>2</sup> éligibles par exploitation.

Dans le cas de grands élevages bovins par exemple ou pour les cultures avec des grands besoins de stockages les bâtiments agricoles peuvent atteindre des surfaces conséquentes (3000, 4000 m<sup>2</sup>). L'hypothèse faite sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie prend en compte la nature des exploitations (cultures céréalières et poly élevage) et le fait que seule une partie des toitures sera éligible.

Si l'ensemble de ces surfaces éligibles étaient équipées, l'EPCI disposerait d'une production annuelle d'électricité d'environ 37 GWh, soit 8% environ de la consommation d'électricité du territoire. A l'heure actuelle une partie marginale de ce potentiel est exploité.

	Surface exploitable (m <sup>2</sup> )	Production annuelle (GWh)
Toitures résidentielles	290 900	33
Toitures agricoles	8 800	4
Total	<b>299 700 m<sup>2</sup></b>	<b>37 GWh</b>

### Solaire photovoltaïque en site propre

Outre les installations en toiture, le solaire peut également être développé en site propre. Des installations de ce type peuvent par exemple être envisagées sur des friches industrielles, d'anciennes carrières ou des zones en eau non-sensibles.

<sup>1</sup> Facteur de charge de 19,7% en moyenne en Île de-France, selon le *Panorama de l'électricité renouvelable en 2018*, RTE

### Méthodologie



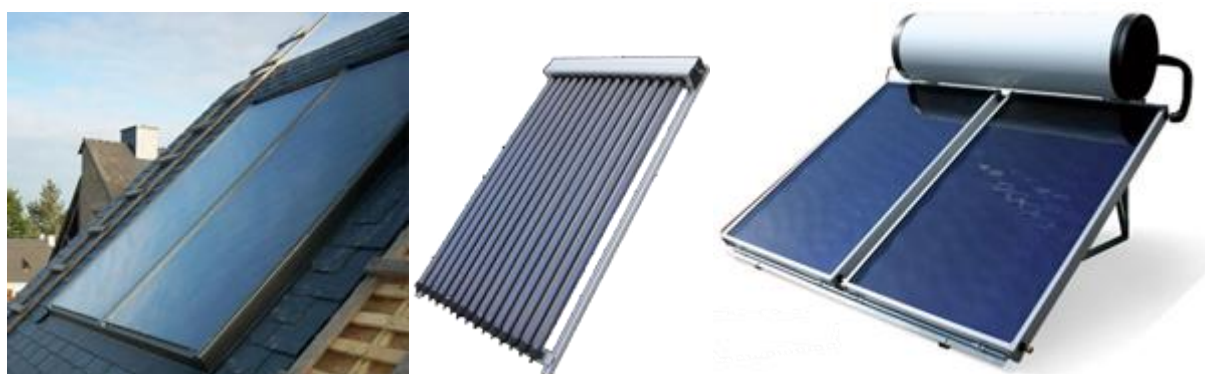
Le potentiel de production solaire en site propre est évalué à l'hectare à partir des hypothèses suivantes :

- Densité maximale de panneaux solaires : 187Wc/m<sup>2</sup> (cette densité est liée à la puissance par unité de surface des panneaux mais aussi à l'espacement ("pitch") entre les panneaux qui est nécessaire pour éviter que ceux-ci se fassent mutuellement de l'ombre)
- Facteur de charge : 9,9% (moyenne 2017 pour les installations situées en Ile de France)

Dans ces conditions, il est possible d'installer 1870kWc par hectare pour une production annuelle de 1500 MWh environ.

### Solaire thermique en toiture

Le solaire thermique consiste à utiliser le rayonnement du soleil pour chauffer de l'eau à usage sanitaire ou de chauffage. Cette solution est utilisable y compris dans des régions soumises au gel.



Différent systèmes solaires thermiques  
(de gauche à droite : capteur plan vitré, capteur tubulaire et monobloc)

En 2013 l'ARENE et l'ADEME ont réalisé une étude intitulée *Etat des lieux et potentiels de développement du solaire thermique en Île-de-France*. En s'appuyant sur les données collectées pour réaliser cette étude, on peut estimer la production de chaleur potentielle issue du solaire thermique à environ 1 973 MWh.

	Surface de capteurs potentielle	Productible estimé
<b>En résidentiel</b>	4 288 m <sup>2</sup>	1 715 MWh
<b>En tertiaire</b>	2 112 m <sup>2</sup>	845 MWh
<b>Total</b>	<b>6 400 m<sup>2</sup></b>	<b>2 560 MWh</b>

Valeurs issues de l'étude ARENE-ADEME sur le potentiel de développement du solaire thermique en IdF



Le solaire thermique et photovoltaïque en toiture peuvent se faire mutuellement concurrence. Le solaire thermique, quoique moins connu et moins populaire, offre un potentiel intéressant de production avec des coûts et une technicité moindre.

## Solaire thermodynamique

Le solaire thermodynamique est, après le solaire photovoltaïque et le solaire thermique, la troisième filière permettant de produire de l'énergie à partir du soleil. Son principe est proche de celui des centrales électriques conventionnelles : il consiste à utiliser la chaleur du soleil pour produire de la vapeur qui va ensuite entraîner une turbine. Ce système a été inventé en France dans les années 70 (centrale Themis dans les Pyrénées-Orientales) et il est employé par plusieurs installations en Espagne, en Afrique du Nord, en Chine ou aux Etats-Unis. De nouveaux projets sont en cours en France, notamment la centrale de Llo.

Par rapport au solaire photovoltaïque, le solaire thermodynamique présente l'avantage de pouvoir produire de l'électricité quand le soleil est voilé et pendant la nuit grâce au stockage de la chaleur.



### Méthodologie

Le potentiel solaire thermodynamique est évalué par analogie avec la centrale de Llo qui s'étend sur 36 hectares pour une puissance de 9MW et une production de 220GWh sous un ensoleillement d'environ 1900kWh/m<sup>2</sup>.an.

On considère donc que la densité de puissance est de 30W par m<sup>2</sup> et que la production annuelle par Watt installé est égale à 11,5 fois l'ensoleillement.

Dans le cadre d'un projet de ce type, il serait donc possible d'avoir une puissance de 0,3MW par hectare pour une production de 4,5GWh par hectare et par an. Cette production à l'hectare est près de 10 fois supérieure à celle du solaire photovoltaïque en site propre.

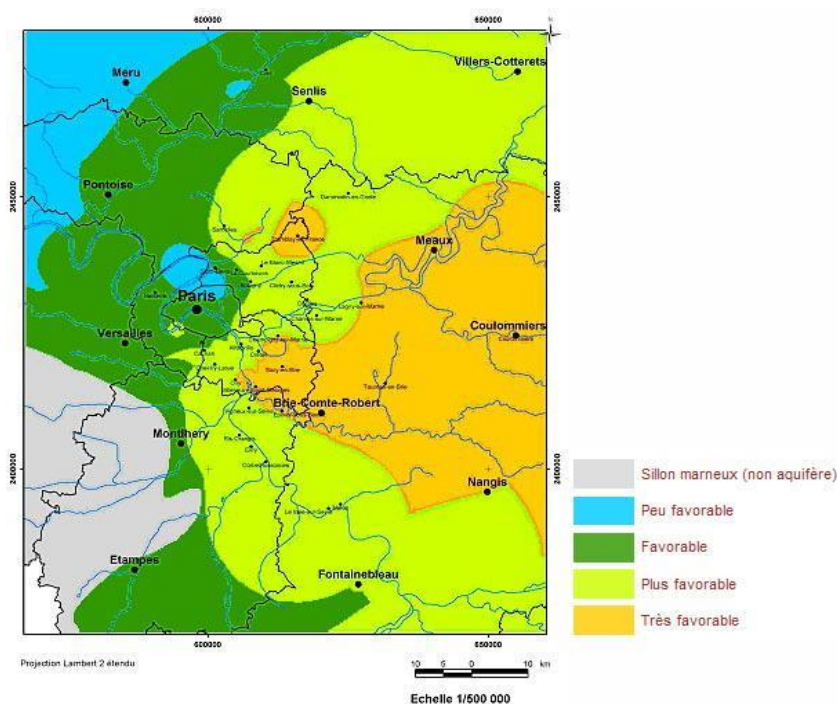
## Hydroélectricité

En 2018 le SDESM a fait réaliser une étude sur le potentiel hydroélectrique des cours d'eau du département Seine-et-Marne. Le bassin versant du Grand Morin a fait partie de cette étude. Il a été estimé que sur ce bassin versant il y avait un potentiel de 10GWh (potentiel sur les installations existantes) à 17GWh (potentiel total sur le tronçon Grand Morin).

L'utilisation d'hydroliennes fluviales – filière actuellement émergente – pourrait également être étudiée.

## Géothermie

La communauté d'agglomération dispose d'un très bon potentiel d'accès à la nappe de Dogger sur l'ensemble du territoire. Située entre 1600 et 1800 mètres de profondeur avec une eau dont la température varie de 55° à 80°C, cet aquifère est exploité de longue date avec un renouveau depuis les années 2000.



Exploitabilité du Dogger en Ile de France (Source : geothermie.fr)

Néanmoins, cet aquifère est impropre à la production géothermique d'électricité qui nécessite une température supérieure à 90°C. La température est également trop basse pour de nombreuses applications industrielles.

## Biomasse

### *Biomasse forestière*

Avec une surface de forêts de 13 070 ha, le territoire de Coulommiers Pays de Brie pourrait produire 15 000 m<sup>3</sup> de bois-énergie par an, c'est-à-dire de quoi produire 39 GWh de chaleur par an.

Le bois d'œuvre n'est pas comptabilisé dans ce potentiel, l'utilisation du bois énergie ne fait donc pas concurrence aux usages durables du bois.

### *Déchets organiques*

D'après une étude réalisée sur l'ensemble des communes de la Seine-et-Marne, la production ménagère de déchets organiques mobilisable en méthanisation est estimée à 5 440 tonnes par an sur le territoire. Par méthanisation, cela permettrait de produire 6 GWh/an.

Cependant cet usage entrerait en compétition avec le compostage : aujourd'hui 96% des déchets organiques collectés en Ile de France sont orientés vers des plateformes de compostage. Le gisement est par ailleurs susceptible d'être réduit par la diffusion de bonnes pratiques (réduction du gaspillage alimentaire, compostage domestique...). Il n'est donc pas pris en compte dans le potentiel global de la biomasse.

### *Biomasse agricole*

D'après la même étude, le territoire pourrait produire suffisamment de biomasse agricole pour produire 29 GWh électriques par an ou 35 GWh de chaleur renouvelable.



L'exploitation de ce potentiel ne fait pas concurrence à l'alimentation humaine : seule la biomasse non-alimentaire est prise en compte dans ce calcul.

### Potentiel global

L'utilisation de la biomasse représente un potentiel de production d'énergie d'environ 80 GWh par an, soit 5% de la consommation d'énergie du territoire.



L'énergie de la biomasse peut être exploitée sous différentes formes, notamment :

- Méthanisation
- Chauffage bois domestique
- Chauffage bois collectif
- Production d'électricité
- Production de biocarburants de 2e génération

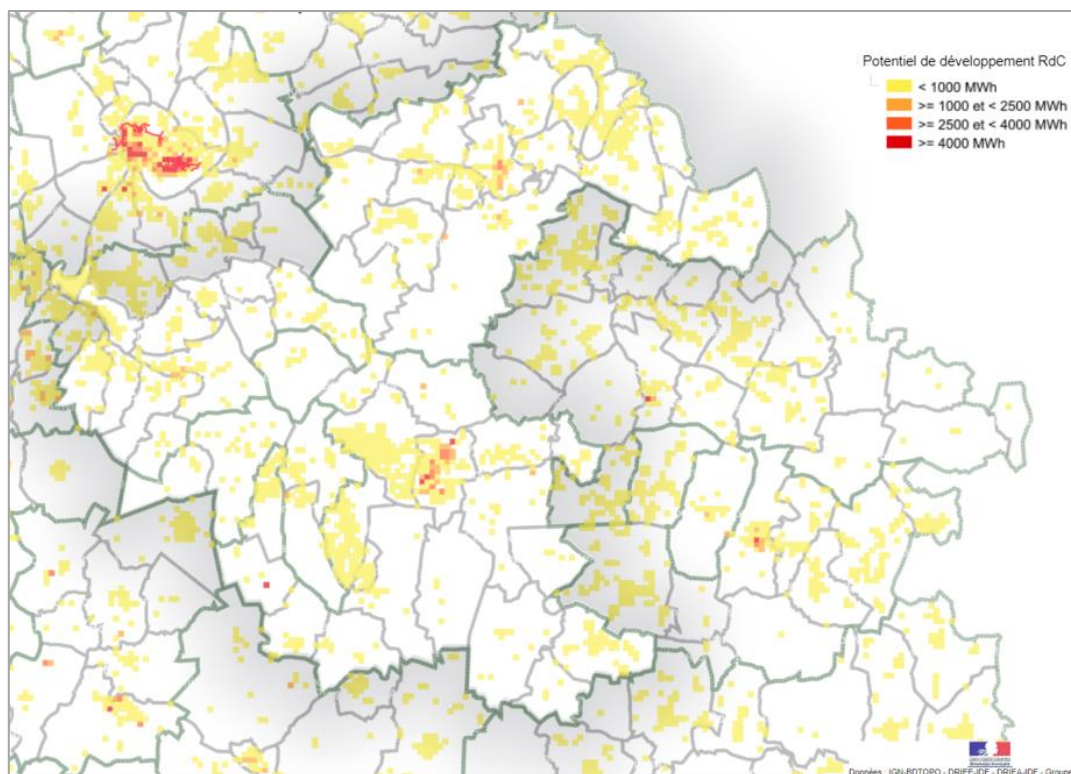
Ces usages sont mutuellement exclusifs. Un choix devra donc être fait dans la phase de stratégie du PCAET.

### Chaleur fatale

Un seul gisement suivants a été identifié selon la base de données du ROSE :

- H2D DIDIER MARY (ex D. QUEBECOR) Industrie (hors blanchisserie) – Jouarre
  - Potentiel valorisable ( en MWh) Basse température 2015 : 1466 , Haute Température 2015 : 8230

D'après les études de la DRIEE Ile-de-France sur les potentiels de développement des réseaux de chaleur, il existe un moyen potentiel de développement des réseaux de chaleur au niveau des zones d'habitations et des zones industrielles, notamment à la Ferté sous Jouarre ou à Coulommiers qui possède déjà un réseau de chaleur géothermique.



DRIEE Ile-de-France - Potentiels de développement des réseaux de chaleur en Ile-de-France

### 3. Stockage de l'énergie

L'éolien ou le solaire photovoltaïque sont des énergies renouvelables variables, c'est-à-dire que leur production d'électricité varie en fonction des conditions météorologiques et non des besoins. Or pour maintenir l'équilibre du réseau électrique, la production doit en permanence être égale à la consommation. Le développement des énergies renouvelables variables doit donc s'accompagner d'un développement des capacités de stockage de l'énergie afin d'emmagasiner la production excédentaire quand les conditions sont favorables et la restituer lorsque les besoins augmentent.

A l'heure actuelle, les seules installations permettant de stocker des quantités significatives d'électricité sont les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) : un couple de barrages hydroélectriques situés à des altitudes différentes ce qui permet de stocker de l'énergie en pompant l'eau du réservoir inférieur vers le réservoir supérieur puis de la restituer en turbinant l'eau du bassin supérieur. L'absence de relief rend cette solution inenvisageable sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie.

Plusieurs nouvelles filières sont en cours de développement et susceptibles d'être mises en œuvre sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie:

- Recharge intelligente des batteries de véhicules électriques lorsque ceux-ci sont branchés,
- Batteries domestiques associées par exemple à des installations solaires photovoltaïques et éventuellement agrégées sous forme de batterie virtuelles,

- "Méga batterie" : batterie de grande capacité en général installée à proximité d'une grande installation de production éolienne ou solaire,
- Production d'hydrogène ou de méthane à partir d'électricité excédentaire, ensuite injecté dans le réseau de gaz ou brûlé pour produire à nouveau de l'électricité lorsque les besoins augmentent.

Il est également possible d'obtenir le même résultat qu'en stockant l'électricité grâce à des systèmes intelligents de gestion de la demande. Ceux-ci peuvent suspendre temporairement une consommation non-essentielle lorsque la demande est élevée (par exemple couper automatiquement le chauffage électrique 5 minutes par heure) puis compenser lorsqu'elle baisse. Plusieurs entreprises françaises proposent des solutions de ce type (Voltalis, Energy Pool, BHC Energy, Actility, Smart Grid Energy, Hydronext...) aux particuliers, aux collectivités ou aux entreprises en échange de réduction de leur facture d'électricité.

# Réseaux de transport et de distribution d'énergie

---

## Synthèse

La Communauté d'Agglomération dispose d'un bon accès aux grandes infrastructures de transport de gaz et d'électricité. Les réseaux de distribution sont denses, leur développement et leur modernisation se poursuivent mais Enedis, RTE, GRT et GRDF ne prévoient pas de travaux importants. Le réseau est surtout développé aux alentours de Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. La présence de ces infrastructures facilite le développement d'une production d'électricité ou de gaz renouvelable sur le territoire, principalement autour de ces deux centralités.

## Questions fréquentes

### Qu'est-ce que le transport et la distribution d'énergie ?

Le transport est l'acheminement à longue distance de grandes quantités d'énergie (l'équivalent d'une autoroute pour la circulation), la distribution est la livraison aux consommateurs finaux (l'équivalent d'une rue). Ces deux activités font appel à des technologies différentes et sont gérées par des opérateurs différentes : RTE pour le transport d'électricité et Enedis pour sa distribution, GRT pour le transport de gaz et GRDF pour sa distribution.

### Quel est l'intérêt de ces réseaux ?

Les réseaux sont indispensables pour mettre en relation les producteurs et les consommateurs d'énergie. Comme l'énergie se stocke difficilement, si le réseau n'est pas assez développé une partie de la production risque d'être perdue faute de client.

### Quel lien y a-t-il entre réseaux et énergies renouvelables ?

Historiquement le fonctionnement du secteur de l'énergie était simple : de grands producteurs centralisés et des consommateurs bien identifiés avec entre eux le réseau de transport et de distribution. Avec le développement des énergies renouvelables à l'échelle locale, ce n'est plus le cas : les consommateurs peuvent devenir producteurs, par exemple en installant des panneaux solaires chez eux. Pour valoriser ces nouvelles productions, il peut être nécessaire de moderniser et de densifier les réseaux.



## 1. Réseau électrique

### Réseaux actuels

La communauté de communes des Coulommiers Pays de Brie dispose de bonnes infrastructures de transport d'électricité. Quatre postes sources sont présents sur le territoire (2 à Coulommiers, 1 à Chailly-en-Brie et 1 à La Ferté-sous-Jouarre), et environ 5 autres à proximité directe. Il s'agit des postes de Coulommiers, Margats, La Ferté-Sous-Jouarre et les Fosses.

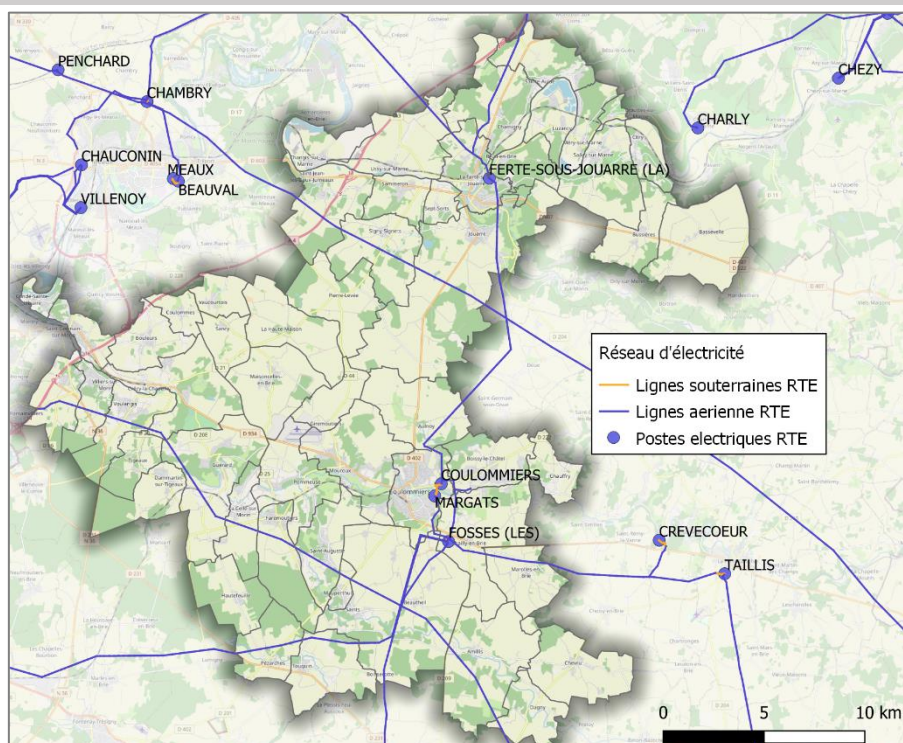
#### Cartographies



Il est possible d'accéder à une cartographie à jour des réseaux de transport et de distribution d'électricité :

- Transport : <https://opendata.reseaux-energies.fr/map/> puis sélectionner les jeux de données : Poste électriques RTE, Lignes aériennes RTE et Lignes souterraines RTE
- Distribution : <https://data.enedis.fr/map/> puis Postes sources, Postes HTA/BT, Lignes aériennes HTA, Lignes aériennes BT.

Seul la carte du réseau de transport est reproduite dans ce rapport car la densité des infrastructures les rend illisibles à l'échelle de l'EPCI.



Carte du réseau de transport d'électricité sur le territoire

Source : Opendata réseaux énergies – données RTE

La densité des infrastructures de transport et de distribution d'électricité sur le territoire rend plus facile l'intégration d'une production électrique renouvelable. Les 4 postes de transformation du territoire disposent d'une importante capacité d'accueil réservée aux énergies renouvelables. Seul les postes de Coulommiers et la Ferté-Sous-Jouarre possèdent aujourd'hui une capacité réservée aux EnR au titre du S3REnR.<sup>2</sup> Elle est principalement concentrée sur le poste de la Ferté-Sous-Jouarre et s'élève à 37,5 MW.

<sup>2</sup> Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables – Île de France, 2015, <https://www.capareseau.fr/>

Poste source	Puissance EnR déjà raccordée	Puissance des projets EnR en développement	Capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR
Coulommiers	1,4 MW	0,1 MW	0,3 MW
La Ferté-Sous-Jouarre	0,7 MW	0,3 MW	37,2 MW

Source : <https://www.capareseau.fr/> mise à jour du 20/05/2020

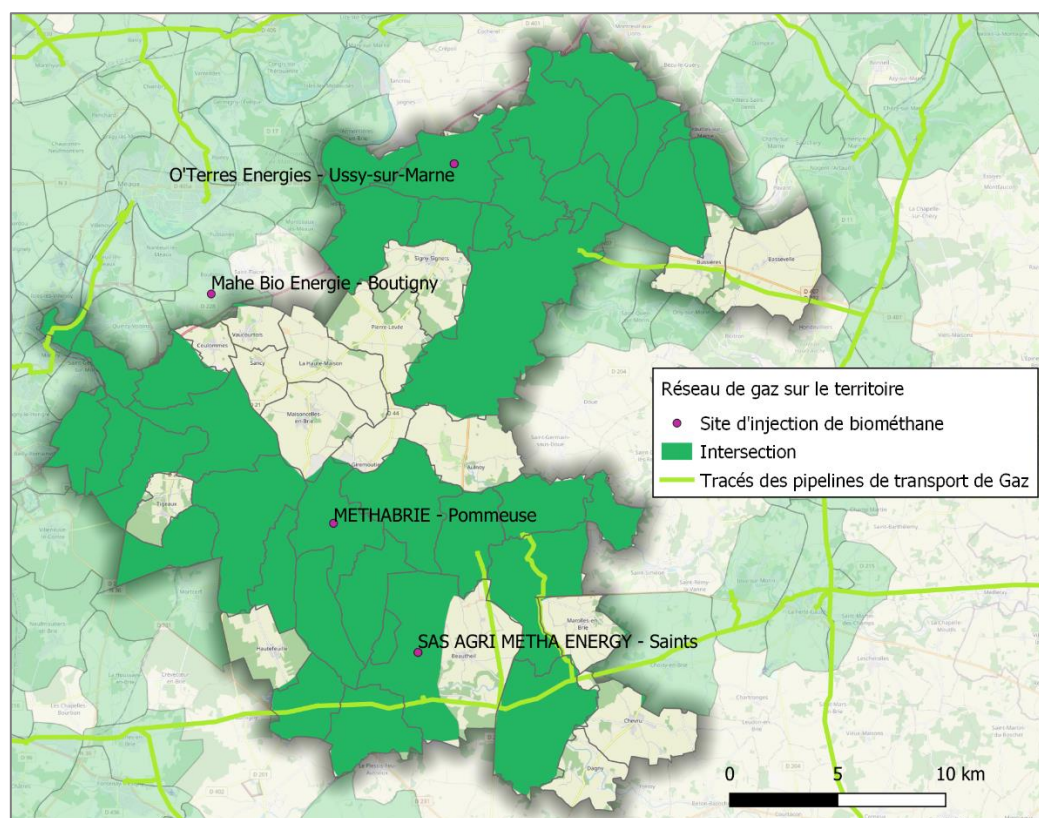
## Perspectives

Dans son Schéma décennal de développement du réseau 2016, RTE ne prévoit pas de travaux importants sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie.

## 2. Réseau de gaz

### Réseau actuel

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie est traversé par de grandes infrastructures de transport de gaz surtout dans la partie sud du territoire. Sur les 54 communes du territoire, 18 ne sont pas desservies par la réseau de gaz (cf. carte ci-dessous).



Carte du réseau de gaz sur le territoire

Source : Opendata GRDF et GRT

## Références

Principales sources des données :

- Réseau de transport d'électricité : Opendata Réseaux Energies, <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>
- Réseau de distribution d'électricité : Enedis Opendata, <https://data.enedis.fr/map>
- Réseau de transport de gaz : GRT, <http://www.grtgaz.com/notre-entreprise/notre-reseau.html>
- Liste des réseaux de chaleur : Arrêté du 22 mars 2017, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034271716&categorieLien=id>

Sources complémentaires :

- Cartographie des réseaux de chaleur et de la demande (2012) : <http://sigr.iau-idf.fr/webapps/cartes/rose/?op=ref>
- Cartographie des réseaux de chaleur et de la demande (2005) : [http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/conso\\_rdch\\_2005.map](http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/conso_rdch_2005.map)

Références :

- RTE (2017), Schéma décennal de développement du réseau 2016 - fiches régionales, [https://www.rte-france.com/sites/default/files/sddr-2016\\_fiches\\_regionales\\_vf.pdf](https://www.rte-france.com/sites/default/files/sddr-2016_fiches_regionales_vf.pdf)

## Chapitre 2. Climat

---

# Emissions de gaz à effet de serre

---

## Synthèse

En 2017, les émissions de gaz à effet de serre de Coulommiers Pays de Brie de 347 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> selon une approche cadastrale. Rapportées à l'habitant, ces émissions représentent 3,8 tonnes de CO<sub>2</sub>e par habitant dans cette approche.

Le transport routier est responsable de 31% des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie. Le résidentiel représente 36% et le secteur de l'agriculture environ 19%. Les enjeux et leviers de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont donc particulièrement importants sur ces trois postes.

Les objectifs nationaux et régionaux impliquent une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire entre 1990 et 2050. Cet objectif est progressivement en train d'être revu à la hausse afin de viser la neutralité carbone en 2050, c'est-à-dire que l'ensemble des émissions produites sur le territoire soient compensées par des puits de carbone présents sur le territoire.

Le potentiel théorique de réduction des émissions de gaz à effet de serre peut être évalué approximativement à 149 200 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an hors transport, soit 76% des émissions de gaz à effet de serre actuelles et 268 700 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an y compris les flux de transport



## Questions fréquentes

### Qu'est-ce qui détermine la température de la Terre ?

La terre reçoit de l'énergie sous forme de rayonnement solaire et envoie de l'énergie dans l'espace sous forme de rayonnement infrarouge. L'équilibre qui s'établit entre ces deux flux d'énergie détermine la température moyenne de notre planète.

### Comment les gaz à effet de serre modifient-ils cette température ?

Un gaz à effet de serre est un gaz qui est transparent pour la lumière visible – celle reçue du soleil – mais opaque pour le rayonnement infrarouge. Ces gaz fonctionnent donc comme une couverture de survie : ils limitent la sortie d'énergie sans empêcher son entrée ce qui a pour effet de faire augmenter la température. Les principaux gaz à effet de serre sont la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) ou le méthane (CH<sub>4</sub>).

### Qu'est-ce que le changement climatique anthropique ?

L'effet de serre est un phénomène naturel : sans lui la température de notre planète serait environ 30°C plus basse. Cependant depuis le début de l'époque industrielle, les activités humaines ont fait augmenter considérablement la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ce qui a pour effet d'augmenter la température moyenne. Cela entraîne un changement climatique anthropique (c'est-à-dire d'origine humaine) beaucoup plus rapide que les changements climatiques naturels.

### Est-on sûr qu'il y a un problème ?

L'effet de serre est un phénomène connu de longue date – il a été découvert par le physicien français Fourier en 1822 – et démontré expérimentalement. Les premières prévisions concernant le changement climatique anthropique datent du XIX<sup>e</sup> siècle et il a été observé à partir des années 1930. Si la hausse exacte de la température ou le détail de ses effets sont encore discutés entre scientifiques, il n'existe aucun doute sur le fait que la Terre se réchauffe sous l'effet des émissions de gaz à effet de serre humaines et que cela aura de lourdes conséquences pour l'environnement et pour les sociétés humaines.

### Qu'est-ce qu'une tonne équivalent CO<sub>2</sub> ?

Comme il existe plusieurs gaz à effet de serre qui ont des effets et des durées de vie différents, les bilans des émissions sont en général exprimés en tonne équivalent dioxyde de carbone à 100 ans. Dire qu'une tonne de méthane, par exemple, vaut 28TCO<sub>2</sub>e signifie qu'en un siècle une tonne de méthane fera autant augmenter la température de la planète que 28 tonnes de CO<sub>2</sub>.

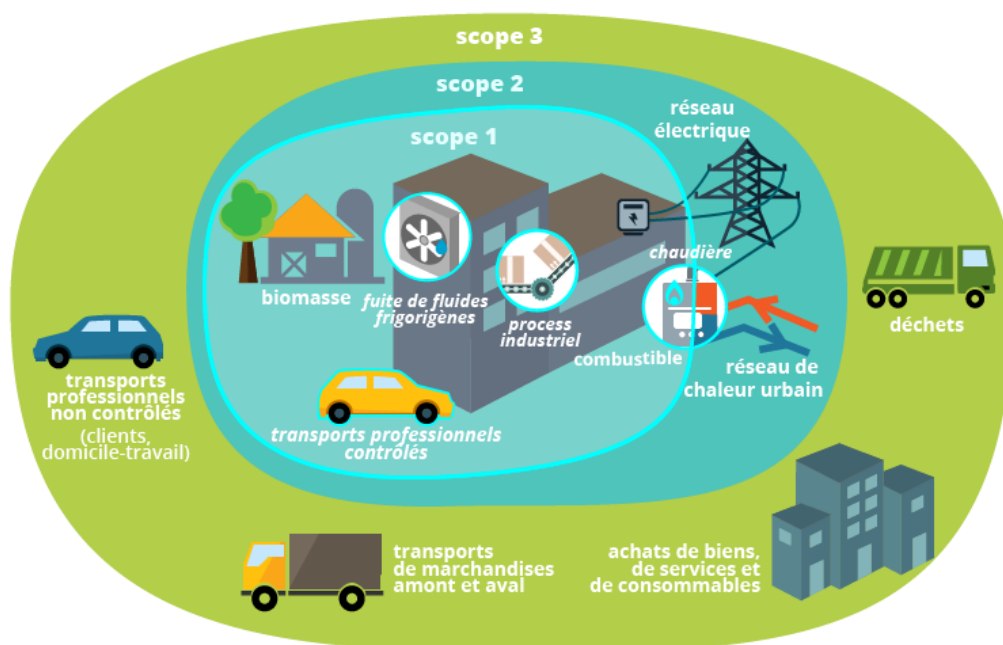
### Quelles émissions sont attribuées au territoire ou à la collectivité ?

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre varie considérablement en fonction du périmètre choisi, par exemple : si un produit est utilisé sur le territoire mais fabriqué ailleurs, faut-il compter les émissions causées par sa fabrication dans les émissions du territoire ?

La norme ISO14064, comme la plupart des méthodologies, distingue 3 périmètres : les émissions directes ("scope 1") qui ne prennent en compte que les émissions directement imputables à l'organisme étudié, les émissions directes + énergie ("scope 2") qui rajoute les émissions liées à la production d'énergie même lorsque celle-ci a lieu ailleurs et l'ensemble des émissions ("scope 3") qui rajoute notamment les émissions liées à la fabrication et à la fin de vie des produits utilisés.

## Bilan des émissions du territoire

Les émissions de gaz à effet de serre d'un territoire peuvent être caractérisées par scope. On distingue 3 scopes. Le scope 1 correspond aux émissions directes, c'est-à-dire, aux émissions directement émises sur le territoire, essentiellement par la combustion d'énergies fossiles, dans des moteurs thermiques ou dans des chaudières. Le scope 2 correspond aux émissions indirectes liées à la production d'énergie. Il s'agit essentiellement de la production d'électricité nécessaire pour alimenter les besoins du territoire ou les émissions liées à des réseaux de chaleurs non présents sur le territoire. Enfin, le scope 3 représente les autres émissions indirectes. On y retrouve les émissions liées aux activités économiques du territoire (matières premières, transports...) ou liées aux habitants du territoire (déplacements en dehors du territoire, fabrication de biens de consommations...). Le scope 3 n'entre pas dans le bilan des émissions du territoire réglementaire et n'a donc pas été intégré dans les données présentées ci-dessus.



source : BHC Energy

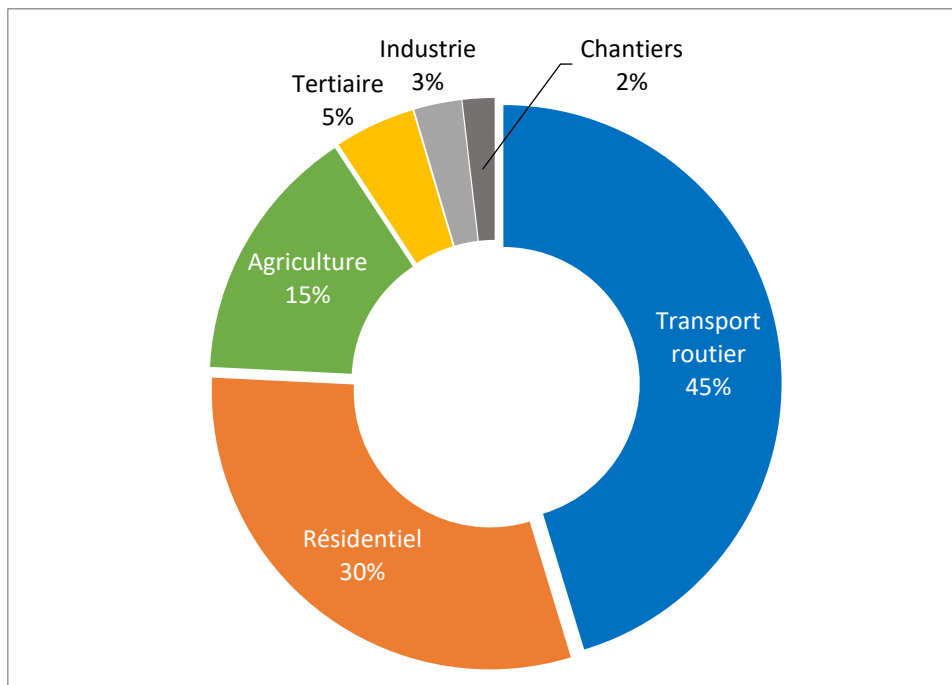
En 2015, le territoire de Coulommiers Pays de Brie a émis **347 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>** de gaz à effet de serre (GES), en prenant en compte les émissions importées.

Parmi ces émissions, 308 600 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ont lieu directement sur le territoire de l'EPCI et 38 800 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> sont causées par la production d'énergie importée.

Cela correspond à 3,8 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> émis par habitant, c'est autant qu'une voiture parcourant 14 000 kilomètres.

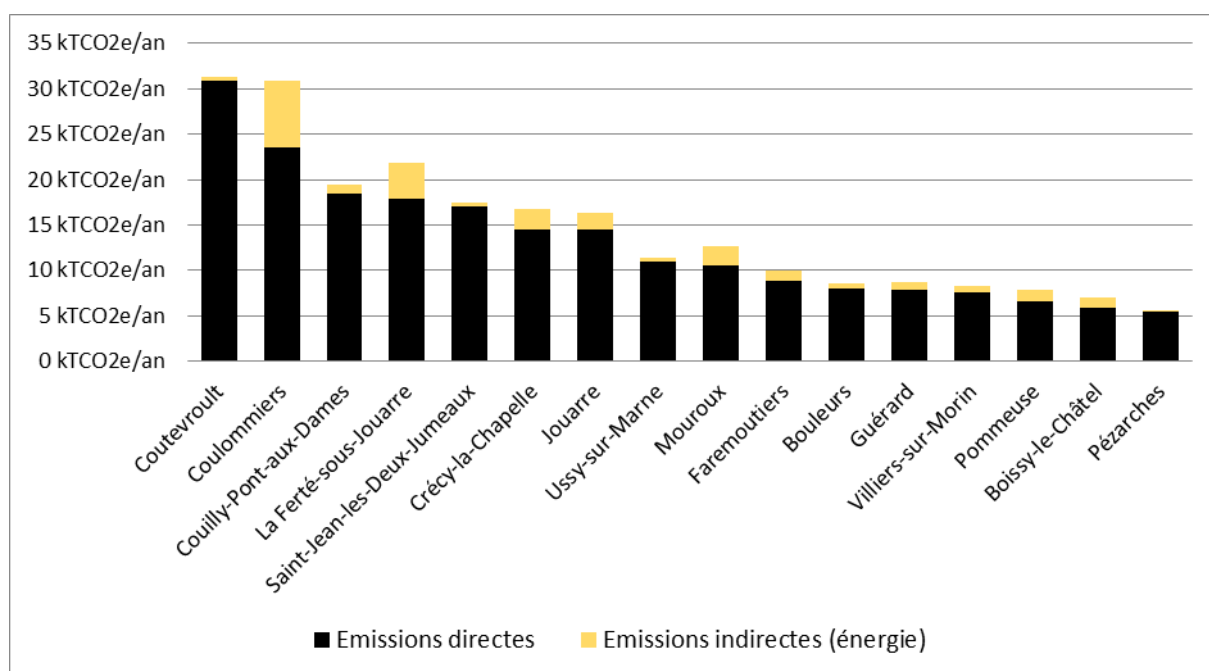
Par ordre d'importance, on retrouve en premier poste les émissions liées aux transports routiers, avec 45% du total soit 156 900 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an. Le secteur résidentiel est le second poste le plus émetteur, avec 30% du total soit 105 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an.

L'agriculture qui représente 15% des émissions (51 800 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an) devance l'industrie/chantiers et le tertiaire, deux secteurs qui représentent 5% des émissions (respectivement 15 900 et 16 200 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an). Par la suite nous inclurons les émissions des chantiers dans le secteur industrie.



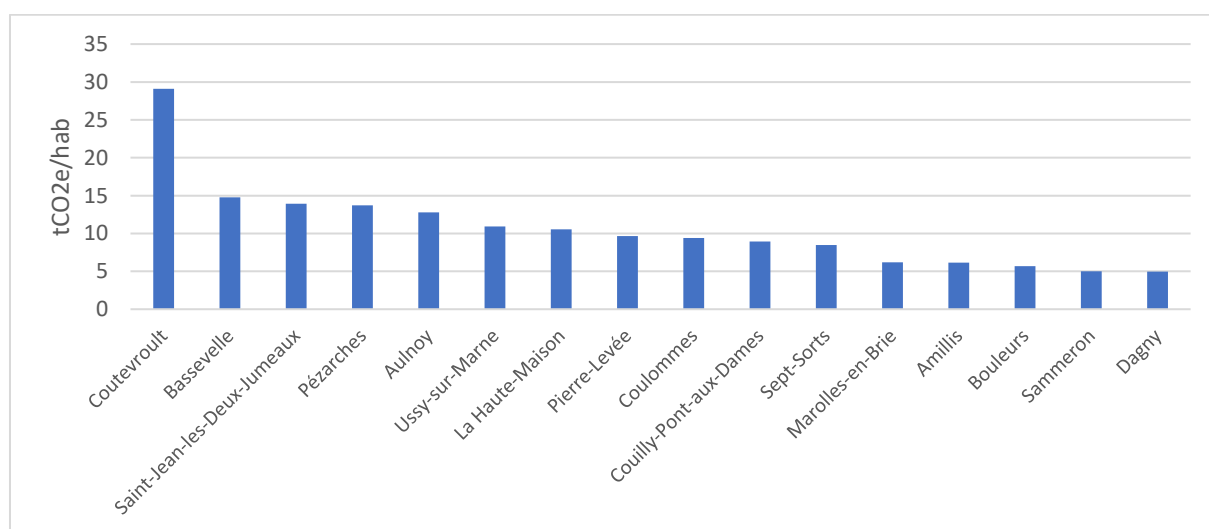
Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur scope 2  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)

Ces émissions se répartissent inégalement entre les différentes communes.



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par commune pour les 15 communes les plus émettrices  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)

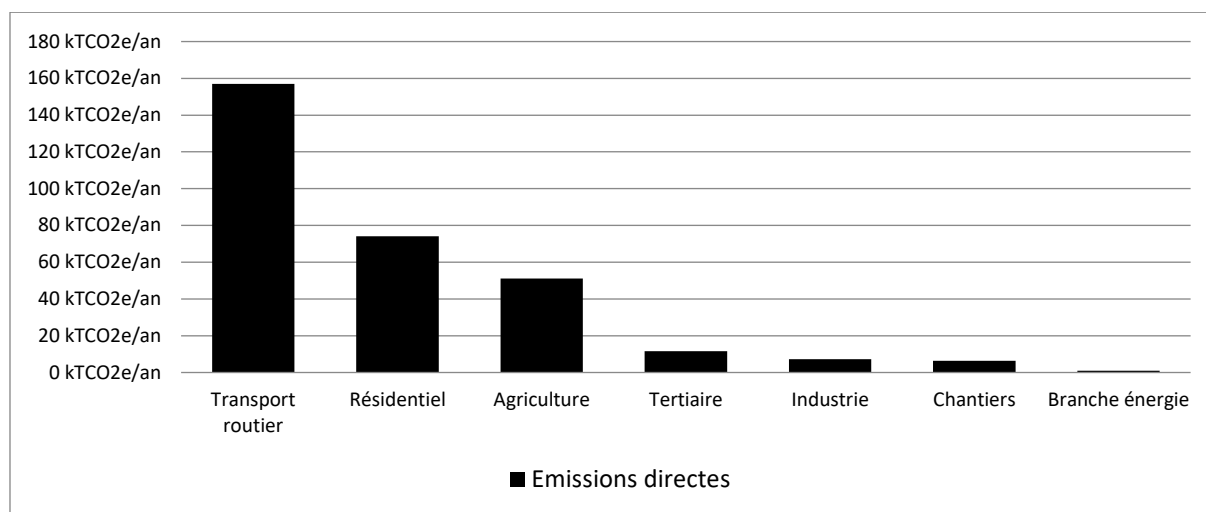
Rapportées au nombre d'habitants, l'écart se lisse entre la plupart des communes, à l'exception de Coutevroult qui compte près de 30 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an, suivi de Basseville, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Pézarches, Aulnoy avec environ 12 à 15 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant. Les émissions communales pour les autres communes varient entre 11 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an (à Ussy-sur-Marne) et 1,4 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an (Nanteuil-sur-Marne). En tête de ce classement figurent notamment des communes traversées par des axes routiers importants.



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par habitant par commune  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)



## Les émissions directes (scope 1) représentent 212 700 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>

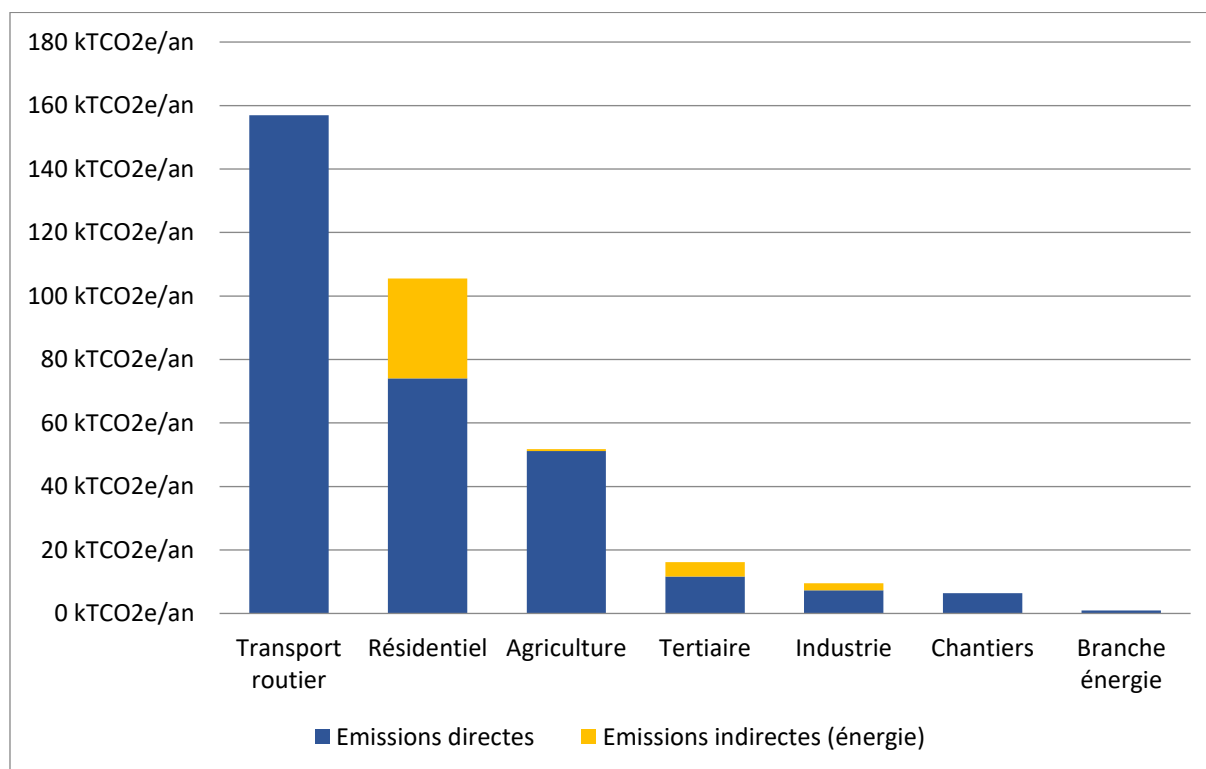


Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur pour le scope 1 et 2  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)

Les émissions directes (scope 1) sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie se répartissent comme suit :

- **Transport routier : 156 900 teq CO<sub>2</sub>** soit 51% des émissions directes (scope 1) du territoire. Il s'agit principalement du CO<sub>2</sub> avec la combustion des ressources fossiles dans les moteurs thermiques pour transformer l'énergie thermique en énergie mécanique.
- **Résidentiel : 74 100 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (teq CO<sub>2</sub>)** soit 24% des émissions directes (scope 1) du territoire. Il s'agit principalement du CO<sub>2</sub> avec la combustion de ressources fossiles pour produire de la chaleur et chauffer les bâtiments.
- **Agriculture : 51 200 teq CO<sub>2</sub>**, soit 17% des émissions directes (scope 1) du territoire. C'est le seul secteur où la répartition est équilibrée entre CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O. Le méthane et le protoxyde d'azote ont des pouvoir de réchauffement global (PRG) bien supérieurs au CO<sub>2</sub>. Ainsi, ils sont émis en faibles quantités mais leur impact est important, c'est pourquoi ils sont comparés par rapport au CO<sub>2</sub> (tonne équivalent CO<sub>2</sub>).
- **Tertiaire : 11 600 teq CO<sub>2</sub>** soit 4% des émissions directes (scope 1) du territoire. Ces émissions servent à chauffer des bâtiments comme pour le résidentiel (combustion qui relâche du CO<sub>2</sub>).
- **Industrie hors branche énergie : 7 300 teq CO<sub>2</sub>** soit 2% des émissions directes (scope 1) du territoire. Il s'agit principalement de CO<sub>2</sub>, utilisé pour le chauffage mais également pour certains procédés industriels.
- **Chantiers : 6 400 teq CO<sub>2</sub>** soit 2% des émissions directes (scope 1) du territoire.
- **Branche énergie 900 teq CO<sub>2</sub>** soit 0,3% des émissions directes (scope 1) du territoire.
- **Traitement des déchets : <0,1 teq CO<sub>2</sub>** soit 0 % des émissions directes (scope 1) du territoire.

**Les émissions indirectes liées à la production d'énergie (scope 2) représentent 13 300 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>**



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur pour le scope 2  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)

Les émissions du scope 2 se retrouvent essentiellement dans le secteur résidentiel pour 81% d'entre elles (31 400 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) et dans le secteur tertiaire pour 12% (4,6 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) d'entre elles et dans le secteur industriel pour 6% (2 200 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>).

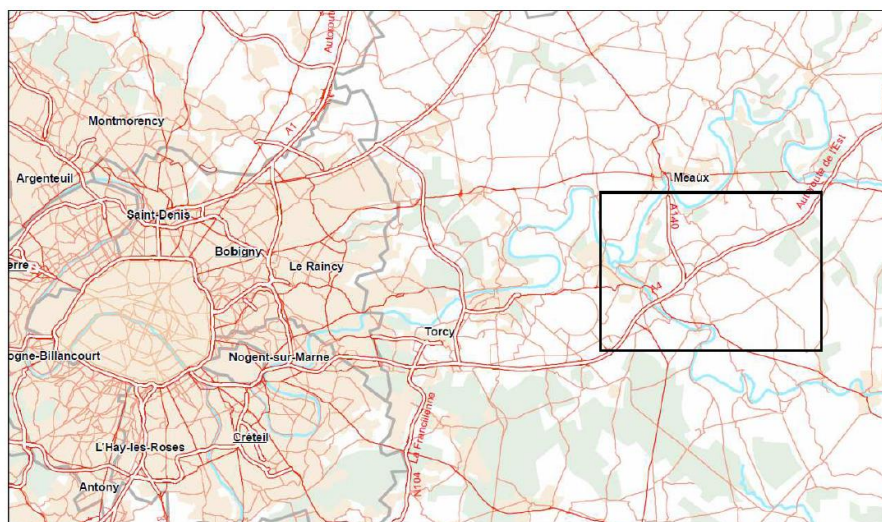
### **Analyse par poste pour les scopes 1 et 2 :**

**Les transports sont responsables de 45% des émissions du territoire.**

Ils émettent 156 900 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, ce qui correspond à environ 620 000 kilomètres parcourus dans une voiture moyenne.

Cette proportion est supérieure à la moyenne nationale où les transports ne représentent qu'un quart environ des émissions.

Ces émissions sont celles de l'ensemble des transports routiers entrant, sortant et traversant le territoire, y compris de simples transits. L'autoroute A4 ainsi que de nombreuses départementales longent ou traverse le territoire, ce sont des axes routiers très émetteur ce qui explique le niveau assez élevé d'émissions liées au transport.



Source : Département de Seine-et-Marne

Les autres modes de transports (ferroviaire, fluvial) ne contribuent pas aux émissions de gaz à effet de serre.



Les transports alternatifs à la voiture individuelle sont des leviers importants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'écoconduite est également un levier qui permet une diminution significative des émissions.

### Le secteur résidentiel est le second secteur émetteur avec 30% des émissions

Il est responsable de 105 500 tonnes de CO<sub>2</sub> par an dont 31 400 sont émises en dehors du territoire pour satisfaire les besoins en énergie des ménages habitant Coulommiers Pays de Brie.

Ce niveau d'émission correspond à 1,2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an ou 3 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par logement et par an.

Les émissions du secteur résidentiel proviennent principalement de la consommation de gaz et de produits pétroliers pour les usages de chauffage et d'eau chaude sanitaire. Une partie provient de gaz fluorés, issus de fuites des systèmes réfrigérants tels que la climatisation.



L'utilisation de réseaux de chaleur là où l'habitat est suffisamment dense, alimenté par des sources énergétiques durables permet un gain significatif en termes d'émissions de gaz à effet de serre, tout comme le changement de mode de chauffage pour se tourner vers des pompes à chaleur. Néanmoins, la priorité reste de commencer par isoler pour réduire le besoin afin de pouvoir bien dimensionner son système de chauffage.

### Les activités économiques représentent 24% des émissions

Le secteur agricole, tertiaire, l'industrie et les chantiers sont responsables de l'émission de 84 900 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an. Le secteur agricole est le premier émetteur avec 51 800 tonnes

équivalent CO<sub>2</sub> par an, suivi du tertiaire avec 16 200 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an et de l'industrie + construction avec 15 900 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an.

Ces émissions correspondent à 4,4 tonnes de CO<sub>2</sub> par emploi avec de fortes disparités : un emploi tertiaire émet en moyenne 1,2 tonnes de CO<sub>2</sub> par an alors qu'un emploi dans l'agriculture en émet 103,7.

Environ 9% des émissions des activités économiques sont importées, via notamment la consommation d'électricité. Le reste est causé principalement par la combustion de gaz et de fioul pour la production de chaleur.



Tout comme pour le résidentiel, une meilleure isolation des bureaux et des commerces permettrait de diminuer les besoins en chaleur et donc les émissions de gaz à effet de serre.

### Les émissions indirectes Scope 3

Dans l'approche réglementaire, ne sont donc pas prises en compte les émissions indirectes liées à ce que nous achetons et consommons (alimentation, fabrication d'équipement électroménager...) ni les émissions directes faites en dehors du territoire (déplacements à l'extérieur du territoire, grands voyages...).

Ces émissions indirectes peuvent être quantifiées dans l'**empreinte carbone**.

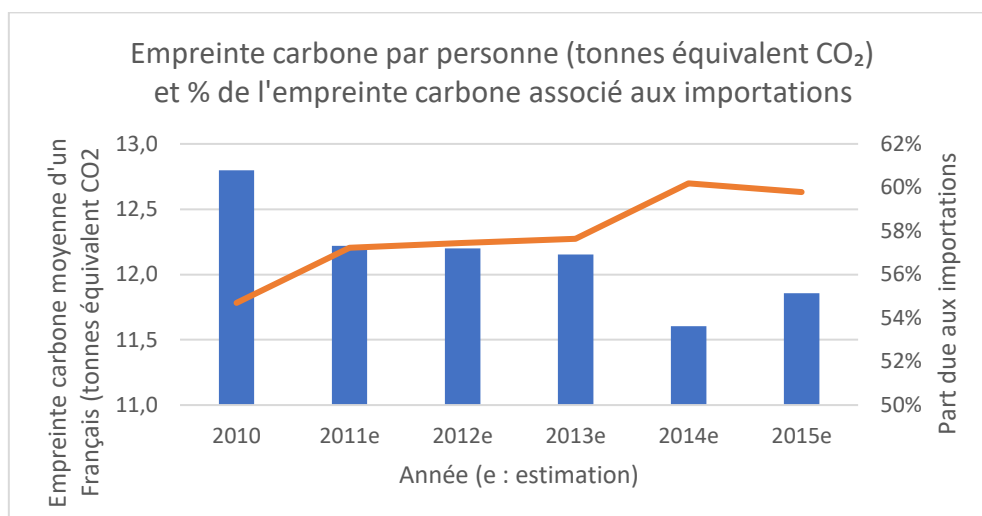
Le tableau suivant, issue des chiffres clés du climat de l'ADEME, publié en 2017, reprend quelques ordres de grandeurs d'émissions de gaz à effet de serre associées à des actions individuelles.

Transports	Alimentation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avion (voyageurs) - 180-250 sièges, trajet de 0-1 000 km : 293 g CO<sub>2</sub>éq/passager.km</li> <li>• Voiture particulière - puissance fiscale moyenne, motorisation essence : 259 g CO<sub>2</sub>éq/km</li> <li>• TGV, Train Grande Vitesse (France) : 3,69 g CO<sub>2</sub>éq/passager.km</li> <li>• Métro (Paris) : 5,70 g CO<sub>2</sub>éq/passager.km</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Repas - classique (avec bœuf) : 4,52 kg CO<sub>2</sub>éq/repas</li> <li>• Repas - classique (avec poulet) : 1,11 kg CO<sub>2</sub>éq/repas</li> <li>• Repas - végétarien : 0,45 kg CO<sub>2</sub>éq/repas</li> </ul>
Électronique	Communication
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ordinateur fixe - avec écran plat : 1 280 kg CO<sub>2</sub>éq/appareil</li> <li>• Ordinateur portable - de 14,1 pouces : 202 kg CO<sub>2</sub>éq/appareil</li> <li>• Smartphone : 30 kg CO<sub>2</sub>éq/appareil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 mail avec pièce jointe : 35 g CO<sub>2</sub>éq/unité</li> <li>• 1 requête internet : 6,65 g CO<sub>2</sub>éq/unité</li> <li>• 1 mail : 4 g CO<sub>2</sub>éq/unité</li> <li>• 1 tweet : 0,02 g CO<sub>2</sub>éq/unité</li> </ul>

Source : Ademe, Bilan GES, 2017

■ 76 - Chiffres clés du climat - France, Europe et Monde

En France en 2015, l’empreinte carbone d’un Français se situait autour de **12 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>**, dont 60% est due aux importations en dehors de la France.



Empreinte carbone par personne, histogramme, échelle de gauche ; part des importations, échelle de droite  
(Source : SOeS)

L’approche empreinte, complémentaire de l’approche territoire, permet d’estimer les émissions de GES dues à la consommation des Français. En 2010, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la consommation des Français étaient supérieures de plus de 50 % aux émissions sur le territoire national. Compte tenu de l’accroissement de la population, l’empreinte carbone par personne de 2015 est très proche de celle de 1995. Sur cette période, les émissions de CO<sub>2</sub> sur le territoire métropolitain ont diminué de 14,4 % et les émissions de CO<sub>2</sub> moyennes par personne ont été réduites de 23 %. À l’instar des émissions de CO<sub>2</sub> comptabilisées dans l’inventaire national, l’empreinte CO<sub>2</sub> décroît depuis le milieu des années 2000. (source : SOeS, Chiffres clés du climat - France et Monde - édition 2017)

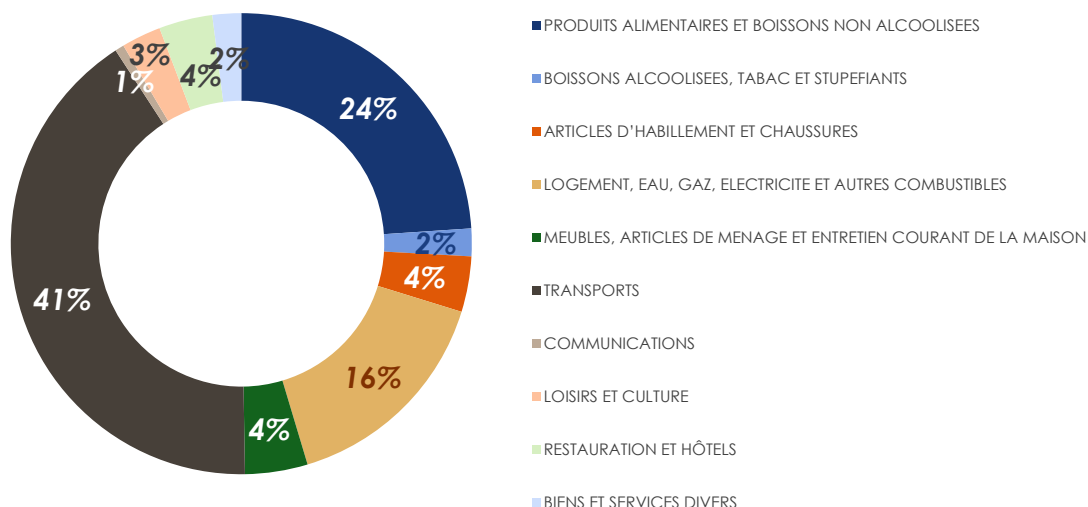
Sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie, l’empreinte carbone des habitants s’élève à 7,5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. 41% de ces émissions sont liées au transport et 24% à l’alimentation.

CATEGORIE DE DEPENSE	ICO <sub>2e</sub> /hab.	%
PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	1,7	24%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABAC ET STUPEFIANTS	0,1	2%
ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES	0,3	4%
LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ET AUTRES COMBUSTIBLES	1,1	15%
MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	0,3	4%
SANTE	0,02	0%
TRANSPORTS	3,1	42%
COMMUNICATIONS	0,05	1%
LOISIRS ET CULTURE	0,2	3%
ENSEIGNEMENT	0,01	0%
RESTAURATION ET HÔTELS	0,3	4%
BIENS ET SERVICES DIVERS	0,1	2%
<b>TOTAL</b>	<b>7,4</b>	<b>100%</b>

Détail des émissions de gaz à effet de serre par catégorie de dépenses pour un habitant  
(Source : outil GESI Territoire)



### Empreinte carbone d'un habitant de la collectivité (en %)



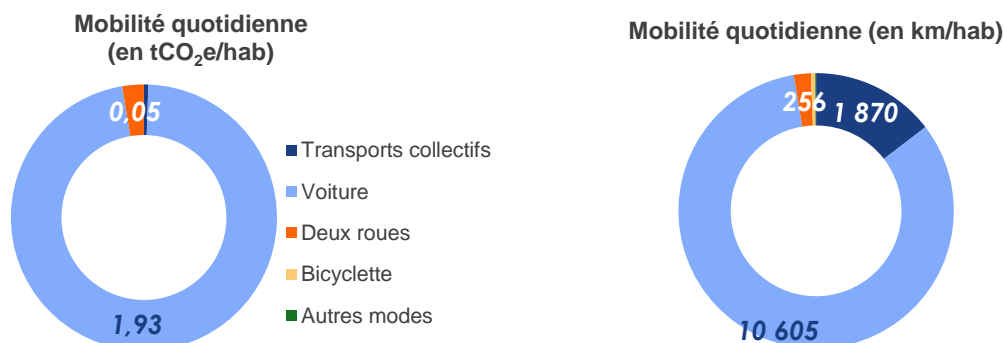
Détail des émissions de gaz à effet de serre par catégorie de dépenses pour un habitant  
(Source : outil GESI Territoire)

L'empreinte carbone des habitants du territoire est plus faible que la moyenne nationale, qui s'élève, en 2017, autour de 10,6 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

### Déplacements du quotidien et déplacements longs.

L'ensemble des déplacements des habitants de Coulommiers Pays de Brie se répartissent en deux grandes catégories : les déplacements du quotidien, qui représentent près de 2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an et les déplacements longue distance, qui sont de l'ordre d'une tonne équivalent CO<sub>2</sub> par habitant et par an.

Dans le détail, les émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des déplacements du quotidien sont essentiellement générées par la voiture individuelle, qui représente 96% des émissions de gaz à effet de serre de la mobilité quotidienne pour seulement 83% des kilomètres parcourus.

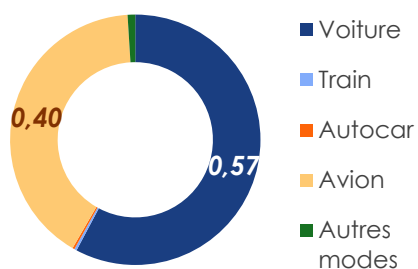


En ce qui concerne les déplacements longue distance pour motifs personnels, la voiture représente encore 57% des émissions de gaz à effet de serre et l'avion environ 40%. En moyenne l'avion reste plus

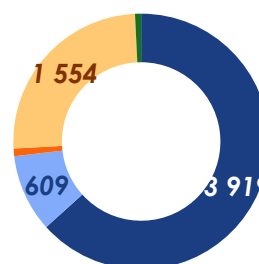
émetteur de gaz à effet de serre par kilomètre parcouru puisque ce mode de déplacement n'est responsable que d'un quart des kilomètres parcourus.

Pour les longues distances à motif professionnel, l'avion représente une plus grande part des émissions de gaz à effet de serre (69% contre 30% en voiture).

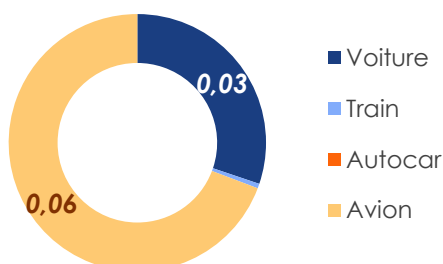
Mobilité longue distance  
Motif personnel (en tCO<sub>2</sub>e/hab)



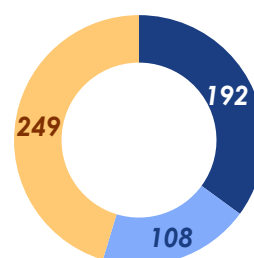
Mobilité longue distance  
Mobilité personnel (en km/hab)



Mobilité longue distance  
Motif professionnel (en tCO<sub>2</sub>e/hab)



Mobilité longue distance  
Mobilité professionnel (en km/hab)



## Potentiels de réduction

### Potentiels théoriques de réduction des émissions de gaz à effet de serre

L'objectif de cette partie est de fournir un ordre de grandeur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui pourrait être réalisée sur le territoire avec les solutions existantes s'il n'existait aucune limite économique ou politique à leur déploiement. Ces potentiels sont souvent liés aux réductions des consommations d'énergie.

#### Secteur résidentiel

##### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel est basée sur :



- La rénovation thermique de l'ensemble du parc au niveau Bâtiment Basse Consommation ce qui permet d'atteindre une consommation d'énergie de 96kWh/m<sup>2</sup> par an (en énergie primaire) soit une réduction de 55% de la consommation actuelle d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.
- Une réduction de la consommation d'électricité spécifique (électroménager, appareils électriques...) dont le potentiel est évalué à 17%.
- Un passage des bâtiments chauffés au gaz et au fioul à un mode de chauffage décarboné (électricité, réseau de chaleur, pompe à chaleur, biogaz)

Sur la base de ces hypothèses, les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel pourraient être réduite de 87%, soit 90 600 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an sur les 47 100 tonnes de CO<sub>2</sub>e émises annuellement sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel est conditionnée notamment par le rythme de rénovation du parc résidentiel et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par la population. Le changement des appareils de chauffage doit être pensé après la rénovation des bâtiments afin d'être justement dimensionnés.

#### Tertiaire

##### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire est basée sur :



- La rénovation thermique de l'ensemble du parc au niveau Bâtiment Basse Consommation ce qui permet d'atteindre une consommation d'énergie de 96kWh/m<sup>2</sup> par an (en énergie primaire) soit une réduction de 54% de la consommation actuelle d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.
- La réduction de la consommation d'énergie pour les usages autres que le chauffage ou la production d'eau chaude sanitaire dont le potentiel est évalué à 15%.
- Le passage de bâtiments chauffés au gaz et au fioul à des modes de chauffages décarbonés.
- L'utilisation de surfaces tertiaires inoccupées à certaines périodes de la journée par la mutualisation des espaces et la création de points multiservices.

Sur la base de ces hypothèses, les émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire pourraient être réduites de 90%, soit -15 100 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an sur les 16 600 tonnes de CO<sub>2</sub>e émises annuellement sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel est conditionnée notamment par le rythme de rénovation du parc tertiaire (y compris les bâtiments publics) et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par les entreprises et les salariés.

## Industrie

### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans l'industrie est basée sur :



- Une meilleure efficacité énergétique dans l'industrie selon les hypothèses Négawatt. Cela aboutit à environ 20% d'économie d'énergie potentielle maximum.
- Des mesures de sobriété énergétique dans l'industrie selon les hypothèses Négawatt. Cela aboutit à environ 30% d'économie d'énergie potentielle maximum.

Sur la base de ces hypothèses, les émissions de gaz à effet de serre du secteur industriel pourraient être réduites de 81%, soit -12 150 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an sur les 15 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e émises annuellement sur le territoire.



La réalisation de ce potentiel est conditionnée notamment par le rythme de rénovation des bâtiments industriels, l'amélioration des processus, la récupération de la chaleur fatale et l'adoption de bonnes pratiques et d'appareils efficaces par les entreprises et les salariés.

## Transport

Les transports ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du potentiel théorique de réduction des émissions de gaz à effet de serre car il n'est pas possible d'évaluer les capacités réelles de l'EPCI dans ce domaine : celles-ci sont très différentes par exemple pour des transports intérieurs au territoire et pour des transports traversants utilisant seulement les infrastructures ferrées ou autoroutières qui ne relèvent pas de ses compétences. Ce potentiel a cependant été évalué et il est mentionné pour mémoire.

### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans les transports est basée sur :



- Des gains d'efficacité dans la motorisation : le passage d'un moteur à combustion interne à un moteur électrique par exemple permet une économie d'énergie finale de 50%.
- Une diminution des besoins en déplacements grâce à la réorganisation du territoire et de nouveaux services dédiés. On évalue qu'ils peuvent être réduits au maximum de 15%.
- Une économie de 30% sur la consommation de carburant grâce à l'écoconduite est considérée. Elle passe par la mise en place d'une écoconduite généralisée sur tout le territoire et une adaptation des voiries et de la signalisation.
- L'aménagement et le report modal qui jouent un rôle important dans la demande de transport et leur consommation énergétique. Le développement des modes de déplacements doux, du covoiturage et des transports en commun est estimé selon des hypothèses Négawatt spécifiques aux zones périurbaines de la région parisienne. On évalue qu'ils peuvent permettre de réduire la consommation d'énergie de 20%.

Sur la base de ces hypothèses, les émissions du secteur transport pourraient être réduites de 73%, soit environ 119 500 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an sur les 162 800 tonnes de CO<sub>2</sub>e émises annuellement sur le territoire.



Si la collectivité ne peut pas réduire seule les émissions de gaz à effet de serre des transports, puisqu'une partie ne font que traverser son territoire via des infrastructures qui ne relèvent pas de ses compétences, elle dispose tout de même de moyens d'action. Ces efforts, par exemple, sur la modernisation du parc automobile ou sur la facilitation du report modal, profiteront aussi aux territoires voisins qui sont traversés par les véhicules venant de l'EPCI. Ils seront donc plus efficaces et mieux valorisés en étant mis en œuvre sur une échelle géographique plus grande.

## Agriculture

### Méthodologie

L'évaluation du potentiel théorique de réduction de la consommation dans l'agriculture est basée sur :



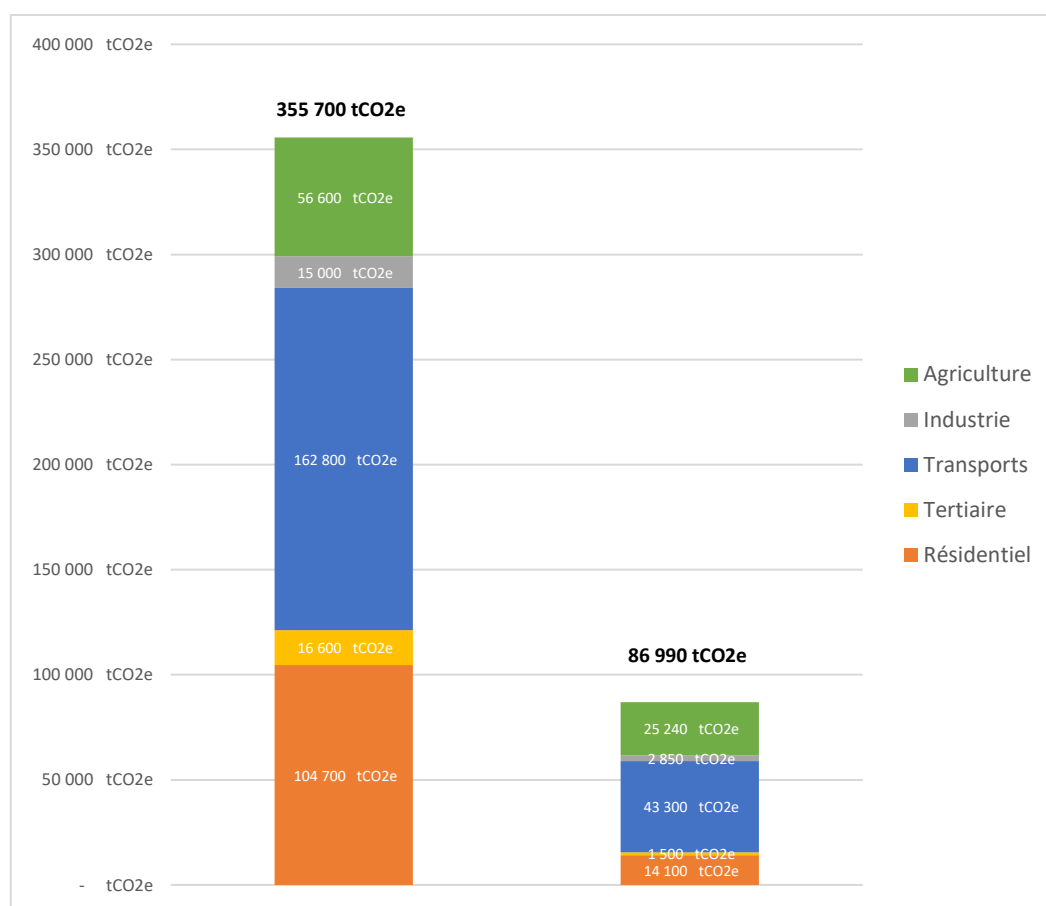
- La réduction de la consommation d'énergie fossile des bâtiments et équipements agricoles
- La diminution de l'utilisation des intrants de synthèse
- Une plus grande part des légumineuses en grande culture et dans les prairies temporaires pour réduire les émissions de N<sub>2</sub>O
- Le développement des techniques culturales sans labour pour stocker du carbone dans le sol
- L'introduction de cultures intermédiaires cultures intercalaires et bandes enherbées dans les systèmes de culture pour stocker du carbone dans le sol et limiter les émissions de N<sub>2</sub>O
- L'optimisation de la gestion des élevages
- L'utilisation des effluents d'élevage pour la méthanisation
- L'optimisation de la gestion des prairies pour stocker du carbone

Sur la base de ces hypothèses, les émissions du secteur agricole pourraient être réduites de 55%, soit environ 31 360 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an sur les 56 600 tonnes de CO<sub>2</sub>e émises annuellement sur le territoire.

## Conclusions

Le potentiel théorique de réduction des émissions de gaz à effet de serre peut être évalué approximativement à 149 200 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an hors transport, soit 76% des émissions de gaz à effet de serre actuelles et 268 700 tonnes de CO<sub>2</sub>e par an y compris les flux de transport.





Emissions de gaz à effet de serre du territoire, actuelles (données 2015) et potentielles

## Références

Principales sources des données :

- Emissions de gaz à effet de serre : AirParif, données 2018 pour 2015
- Outil GESI développé par l'ADEME IdF et la Région IdF

Sources complémentaires :

- *Energif*. <https://www.iau-idf.fr/liou-et-vous/cartes-donnees/cartographies-interactives/energif-rose.html>

Références :

- Ile de France, Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie d'Ile-de-France (SRCAE).  
<http://www.srcae-idf.fr/>
- Loi de transition énergétique pour la croissance verte.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385&categorieLien=id>
- ADEME, chiffre clés du climat, édition 2017. [chiffres-cles-du-climat-edition2017-2016-12-05-fr](https://www.ademe.fr/chiffres-cles-du-climat-edition2017-2016-12-05-fr)

# Séquestration de carbone

---

## Synthèse

Le territoire de la Communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie est composé majoritairement de surfaces agricoles (68%), à 23% de surfaces forestières et 8,6% de surfaces artificialisées. Par rapport au reste du département de Seine-et-Marne et à la moyenne nationale c'est un territoire peu artificialisé.

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie contient l'équivalent de 16,6 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Deux tiers de ce stock se trouvent dans les sols et un tiers dans la végétation.

L'artificialisation des sols et le recul des forêts entraîneraient le retour de ce carbone vers l'atmosphère. Au contraire les forêts permettent la séquestration de 66 000 tonnes de CO<sub>2</sub>/an, soit 20% des émissions totales annuelles du territoire.

Le projet de Parc Naturel Régional Brie et Deux Morin a pour mission la maîtrise de l'urbanisation sur l'ensemble de son périmètre, la préservation et valorisation de ses patrimoines naturels, culturels et bâtis ainsi que le développement touristique. Parmi ces missions, la protection des terres agricoles et des espaces forestiers pourra contribuer à la préservation du fort potentiel de séquestration carbone du territoire. De plus, des pistes d'action inscrites dans le dernier rapport d'actualisation du projet<sup>3</sup> mentionnent la mise en place d'une gestion renouvelée des boisements qui pourrait apporter 'une diversité des milieux au sein des bois et forêts mais aussi stimuler la capacité de stockage du carbone' de ces espaces.

---

<sup>3</sup>Projet de Parc naturel régional Brie et Deux Morin, Dossier d'actualisation suite à la visite des rapporteurs du 16 au 18 octobre, novembre 2019

## Questions fréquentes

### Pourquoi s'intéresser au dioxyde de carbone ?

Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre d'origine humaine. En augmentant sa concentration dans l'atmosphère, nous modifions la quantité d'énergie qu'il peut retenir ce qui élève la température moyenne et modifie le climat.

### Qu'est-ce que la séquestration ?

La séquestration du carbone consiste à isoler durablement du carbone de l'atmosphère. Pour cela, il faut au préalable le capturer, soit directement dans l'atmosphère soit dans les fumées d'échappement des installations émettrices.

### Quel est l'intérêt de la séquestration du carbone ?

La séquestration du carbone permet d'éviter le rejet de dioxyde de carbone ou de le retirer de l'atmosphère et ainsi de limiter l'ampleur du changement climatique. Ce sujet a pris une importance nouvelle avec l'Accord de Paris et le Plan climat français qui visent tous les deux la neutralité carbone dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle : il faudrait donc être en mesure de capter et de séquestrer autant de dioxyde de carbone que nous émettrons à cette date.

### Comment capturer et séquestrer le dioxyde carbone ?

Il existe des processus naturels, comme la photosynthèse ou la carbonatation, qui retirent du dioxyde de carbone de l'atmosphère. Il peut être possible de favoriser ces processus et de les modifier pour s'assurer que le carbone ne retourne pas dans l'atmosphère, par exemple par la reforestation ou l'afforestation accompagnée d'une utilisation durable du bois.

Il existe également des procédés technologiques permettant de retirer le dioxyde de carbone des fumées d'échappement dans les grandes installations émettrices, comme les centrales électriques, voire directement de l'atmosphère. Ce dioxyde de carbone peut ensuite être séquestré géologiquement ou valorisé dans la chimie ou l'agroalimentaire.

## 1. Sols et agriculture

### Usage des sols

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie est composé de deux tiers de terres agricoles (68% soit 39 790 ha), 23% de forêts et milieux semi-naturels (soit 13 340 ha) et 8,7% de surfaces artificialisées (sols bâtis et sols revêtus : routes, voies ferrées, parkings, chemins ...). Les surfaces artificialisées recouvrent 5064 ha et elles ont progressé de 276 ha entre 2000 et 2012.

Le territoire n'est pas fortement artificialisé par rapport à la moyenne française (9,3% des sols sont artificialisés en France). Ramenée au nombre d'habitants en revanche, l'artificialisation des sols est supérieure à la moyenne française : 545 m<sup>2</sup> par habitant contre 475 m<sup>2</sup> en moyenne en France.

Pour comparaison, le département de Seine-et-Marne est composé à 11,3% de surfaces artificialisées, 63,6% de terres agricoles et 24,2% de forêts et de milieux semi-naturels.

	1990	2000	2006	2012
Territoires artificialisés	7,5%	8,2%	8,6%	8,7%
Territoires agricoles	69,3%	68,6%	68,4%	68,2%
Forêts et milieux semi-naturels	23,1%	23,0%	22,9%	22,9%
Zones humides	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Surfaces en eau	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%

Composition des sols Coulommiers Pays de Brie (Source : Corine Land Cover)

### Stock dans le territoire

#### Méthodologie



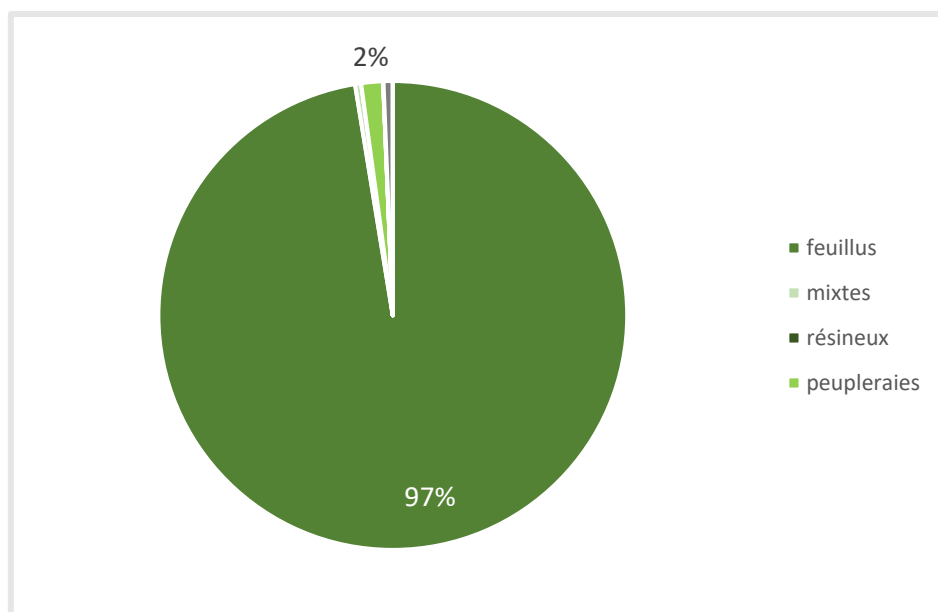
L'outil ALDO a été développé par l'ADEME afin de réaliser une estimation de la séquestration carbone dans les sols et la biomasse.

Les calculs utilisent des moyennes régionales (ex : stocks de carbone par ha dans les sols par région pédoclimatique, stock de carbone par ha de forêt par grande région écologique) appliquées à l'échelle de l'EPCI ainsi que des sources de données nationales pour l'occupation des sols (ex : Corine Land Cover 2012).

Les forêts représentent environ 53% des stocks de carbone totaux ; les cultures et autres sols agricoles en stockent 42%, les surfaces artificialisées stockent les 8% restants. En effet, un hectare de forêt stocke plus de carbone qu'un hectare de culture, car le carbone est stocké à la fois dans les arbres (biomasse) et dans les sols.

La biomasse du territoire représente un stock de carbone d'environ 1 124 000 tonnes de carbone. La quasi-totalité de ce stock est liée aux forêts de feuillus du territoire. En 2012, 12 600 hectares de forêts de feuillus se trouvaient sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie.





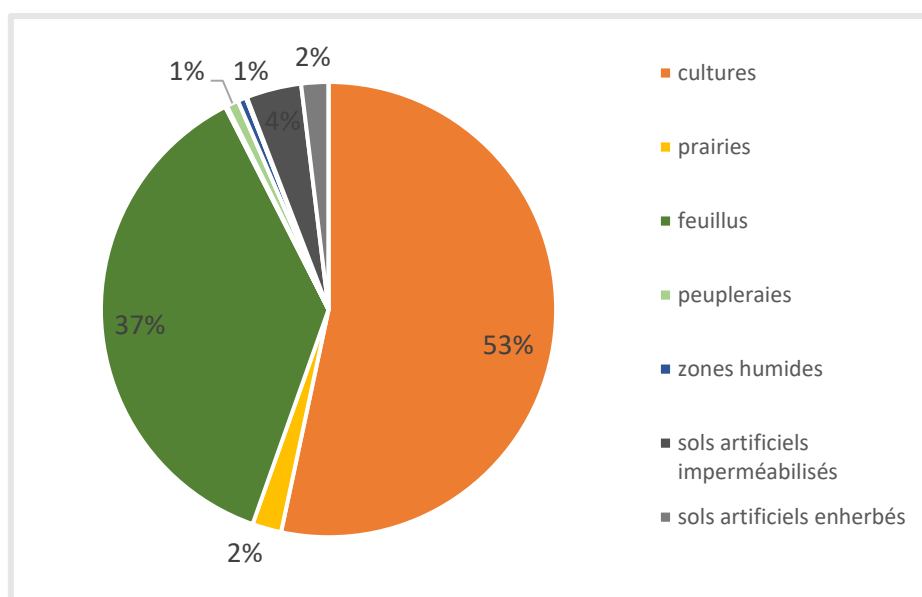
Répartition des stocks de carbone dans la biomasse par occupation du sol de l'EPCI (%), état initial (2012) – Outil ALDO

Les sols et la litière du territoire stockent également du carbone : 3 080 000 tonnes de carbone.



Le carbone séquestré par le sol du territoire se répartit en deux parts entre les forêts et les terres agricoles. Or le contenu en carbone de ces surfaces peut varier significativement en fonction des pratiques agricoles.

Un travail avec les agriculteurs pourrait donc permettre de quantifier plus précisément le contenu carbone des sols et d'identifier de bonnes pratiques en vue d'augmenter la séquestration et peut-être de la valoriser.



Répartition des stocks de carbone dans les sols et la litière par occupation du sol de l'EPCI (%), état initial (2012) – Outil ALDO

Par ailleurs, le bois absorbe du carbone, c'est pourquoi on considère que les produits bois (finis) utilisés sur le territoire, et dont on estime qu'ils seront stockés durablement (dans la structure de bâtiments notamment), stockent du carbone. Ce stock est estimé à 205 000 tonnes de carbone environ.

Au total, 4 535 000 tonnes de carbone sont stockées sur le territoire. Cela représente l'équivalent de 16,6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. La préservation des sols et de la biomasse permet de ne pas rejeter ce carbone dans l'atmosphère (voir impacts de l'artificialisation des sols dans les pages suivantes).

### Flux annuel dans le territoire

L'évaluation réalisée au paragraphe précédent porte sur le stock de carbone contenu dans des forêts matures. L'exploitation forestière permet d'assurer une pousse régulière des arbres et ainsi une capture permanente de carbone contenu dans l'atmosphère. Si le bois ainsi produit est utilisé durablement, c'est-à-dire qu'il n'est pas brûlé et ne se décompose pas, le carbone retiré de l'atmosphère pendant la croissance des arbres n'y retourne pas et ne contribue plus au réchauffement de la planète. Le territoire peut ainsi créer un flux négatif de carbone.

La séquestration annuelle de CO<sub>2</sub> du territoire prend en compte l'absorption des surfaces forestières, des produits de constructions issus de bois et le changement d'usage des sols.

Les forêts et milieux semi-naturels représentent environ 23% des sols dans l'EPCI (13 070 ha). Cette biomasse absorbe l'équivalent de 65 600 tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année. Cette séquestration forestière représente 20% des émissions de gaz à effet de serre du territoire contre une moyenne nationale de 15%.



Le développement d'une activité forestière orientée vers une utilisation durable du bois, par exemple dans la construction ou les matériaux biosourcés, permettrait donc d'améliorer légèrement le bilan des émissions de gaz à effet de serre du territoire. Cependant cette activité est en concurrence les autres usages de la biomasse, notamment le chauffage qui contribue à limiter la dépendance énergétique du territoire. Il y a donc un choix à faire.

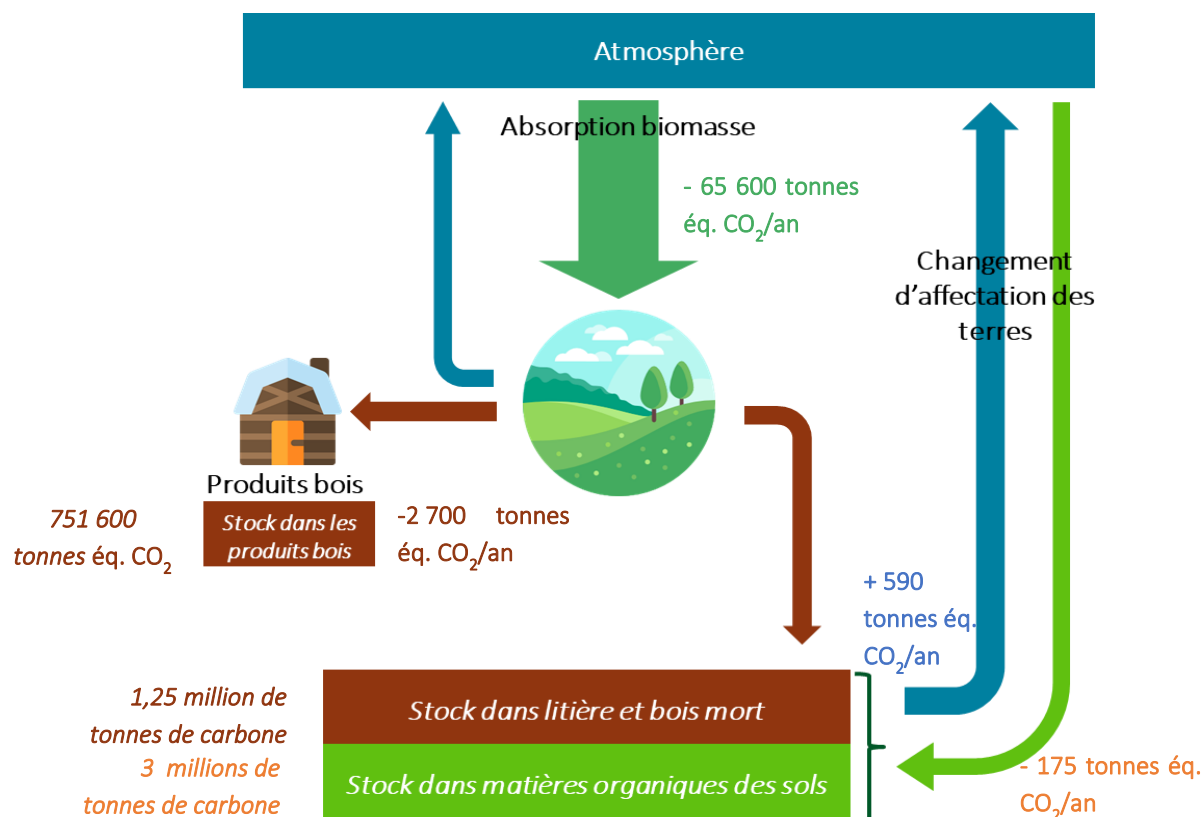
Le flux annuel de produits bois représente aussi une séquestration annuelle à hauteur de 2 694 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. D'autres matériaux biosourcés que le bois (chanvre, lin pour isolation...) pourraient participer à augmenter cette séquestration de carbone.

Au total, la séquestration annuelle de CO<sub>2</sub> sur le territoire est de 67 900 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> soit 20,5% des émissions de gaz à effet de serre du territoire.

Les bonnes pratiques agricoles (allongement prairies temporaires, intensification modérée des prairies peu productives (hors alpages et estives), agroforesterie en grandes cultures, couverts intermédiaires, haies, bandes enherbées, semis direct...), permettent d'augmenter la séquestration annuelle du carbone dans le sol, mais par manque de données n'ont pu être quantifiées.

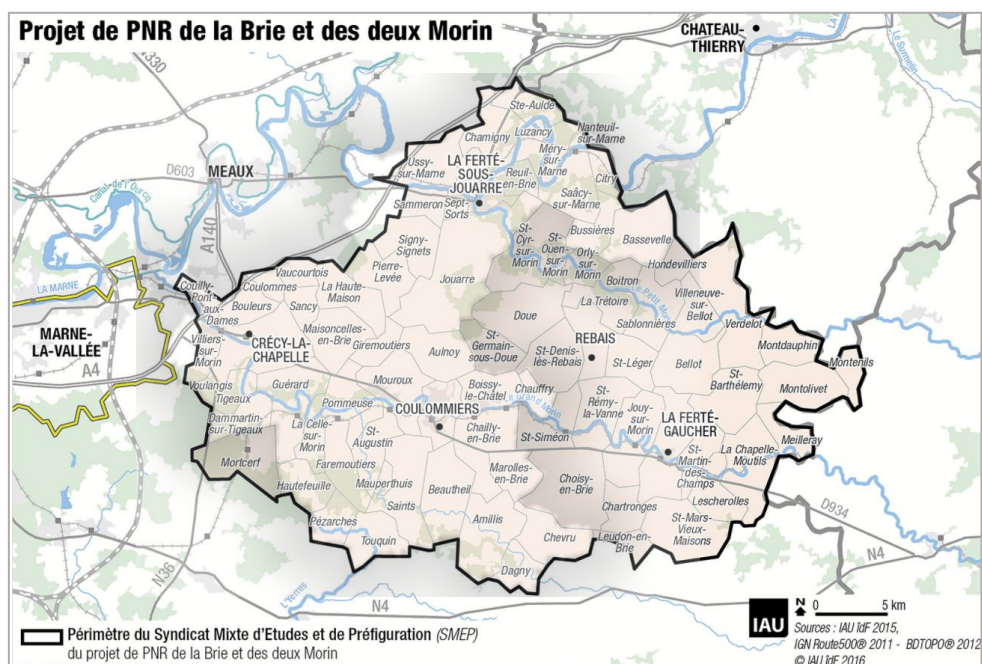
Entre 2000 et 2012, le changement d'usage des sols du territoire consiste en la conversion de terres agricoles et forestières en surface artificialisée : 23 ha/an en moyenne ont été convertis en surface artificialisée. Ainsi, 0,04% du territoire est artificialisé chaque année. C'est légèrement moins que la moyenne française observée entre 1990 et 2006.

Cette artificialisation de 23 ha/an fait disparaître un sol qui avait la capacité d'absorber du carbone, le manque à gagner représentant une émission de 590 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>/an.



Flux et stocks de carbone (Chiffres du territoire : Outil ALDO)

Un projet qui pourra impacter grandement les dynamiques de stockage carbone est celui du Parc Naturel Régional Brie et Deux Morin. La communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie prend part au projet de PNR qui doit recouvrir la quasi-totalité du territoire intercommunal. En septembre 2020, le Préfet de la Région Ile-de-France a formulé un avis favorable au projet de PNR Brie et Deux Morin. Cet avis est transmis au Conseil Régional, porteur du projet avec le syndicat mixte, qui peut désormais engager officiellement la procédure d'élaboration de la charte du futur PNR.



La création d'un Parc Naturel Régional est une démarche qui pourra permettre de préserver les milieux naturels de grande qualité du territoire dont l'équilibre est fragile notamment en raison de la pression urbaine du Grand Paris. Brie et deux Morin a ainsi vocation à venir compléter, à l'Est, la couronne des PNR qui valorisent les franges rurales franciliennes et à consolider la ceinture verte autour de l'agglomération parisienne. La prochaine étape consiste en l'élaboration d'une charte du projet qui déclinera pour une durée de 15 ans des mesures à mettre en œuvre pour préserver ce patrimoine naturel et donc la capacité de stockage de carbone qui y est associée.

## **2. Séquestration géologique**

La séquestration géologique du carbone consiste à enfouir du dioxyde de carbone dans des formations géologiques étanches. Ces formations peuvent être, par exemple, des gisements de pétrole ou de gaz épuisés, des veines de charbon inexploitable ou bien des aquifères salins profonds. La séquestration géologique est un maillon essentiel de la capture et de la séquestration du carbone (CSC), un ensemble de technologies en développement pour retenir et stocker les gaz à effet de serre émis par de grandes installations (centrales thermiques, aciéries, cimenteries...). La CSC est présentée comme une filière indispensable pour maintenir le réchauffement climatique sous 2°C, notamment par le GIEC.

Les conditions géologiques de la Seine et Marne sont, a priori, favorables au stockage du dioxyde de carbone. Elles sont d'ailleurs déjà exploitées pour le stockage sous terrain du gaz naturel (site de Germigny-sous-Coulombs). Cependant il n'existe pas à ce jour de projet de ce type envisagé sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie.

## Références et sources de données

Principales sources des données :

- Usage des sols : *CORINE Land Cover (CLC) : données statistiques*.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-ligne/t/donnees.html>
- Outil ALDO, ADEME

Sources complémentaires :

- *Outil cartographique Geosol*. <https://webapps.gissol.fr/geosol/>
- *European Soil Data Centre*. <https://esdac.jrc.ec.europa.eu/themes/european-data>

Références :

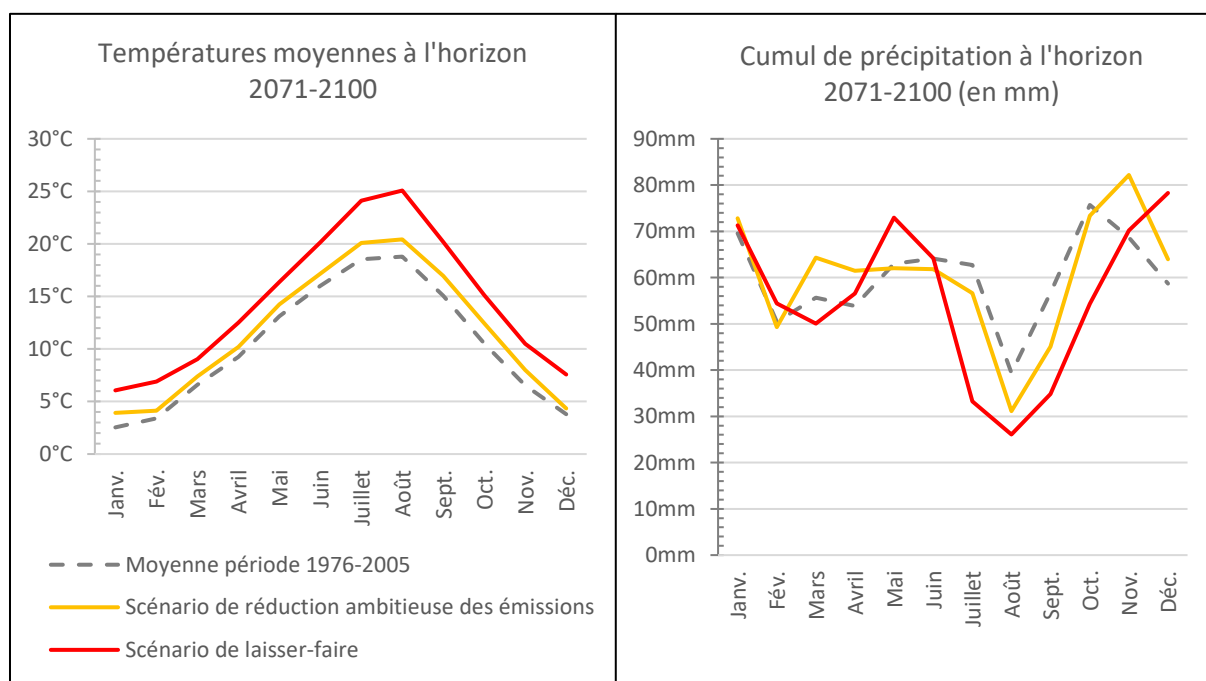
- Centre technique industriel des entreprises de la forêt, du bois, de la construction et de l'ameublement, *Mémento 2013*.  
[https://www.fcba.fr/sites/default/files/files/memento\\_2013.pdf](https://www.fcba.fr/sites/default/files/files/memento_2013.pdf)
- Ministère de la transition énergétique et solidaire, *La matière organique des sols et le stockage du carbone*. <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/272/1122/matiere-organique-sols-stockage-carbone.html>
- Office National des Forêts, *Chiffres-clés et lexique du carbone*.  
[http://www.onf.fr/gestion\\_durable/++oid++453/@@display\\_advise.html](http://www.onf.fr/gestion_durable/++oid++453/@@display_advise.html)



# Vulnérabilité climatique

## Synthèse

L'évolution du climat sous l'effet des émissions de gaz à effet de serre humaines a déjà entraîné une hausse de la température sur le territoire de l'ordre de 1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Elle devrait se poursuivre avec 1,5 à 3,5°C degrés supplémentaires à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle en fonction du scénario d'émissions. Dans le même temps, les étés devraient devenir plus secs et le printemps et les hivers plus pluvieux.



Ces évolutions devraient entraîner une modification importante de l'environnement. Ses effets se feront sentir dans tous les domaines, en particulier sur l'activité économique du territoire, ses infrastructures et l'état sanitaire de la population mais peuvent être limités si une politique d'adaptation est mise en œuvre dès à présent.

Les efforts de réduction des émissions qui seront entrepris dans les années qui viennent peuvent aussi avoir un réel impact sur le territoire : la hausse de température et la modification des précipitations seront beaucoup moins importantes en cas de réduction limitée des émissions qu'en cas de laisser-faire.

## Questions fréquentes

### Qu'est-ce qu'une variable climatique ?

Les variables climatiques sont les grandeurs physiques décrivant l'état de l'atmosphère. Il s'agit principalement de la température et des précipitations. L'évolution de ces variables à court-terme (météorologie) et long-terme (climatologie) sont observées systématiquement en France depuis 1658 et étudiées depuis près d'un siècle.

### Comment peut-on prévoir l'évolution du climat ?

Des modèles informatiques (appelés modèles de circulation générale) ont été mis au point à partir des années 1950 pour simuler l'évolution des variables climatiques à long-terme en fonction de différents scénarios d'émissions. Ces modèles permettent aujourd'hui d'obtenir une image du climat futur avec une résolution spatiale de l'ordre de 100km. Des méthodes de régionalisation (descente d'échelle dynamique ou statistique par exemple) sont ensuite utilisées pour préciser ces résultats à l'échelle locale et alimenter les démarches d'adaptation des territoires et des organisations.

### Qui a produit les projections présentées dans ce chapitre ?

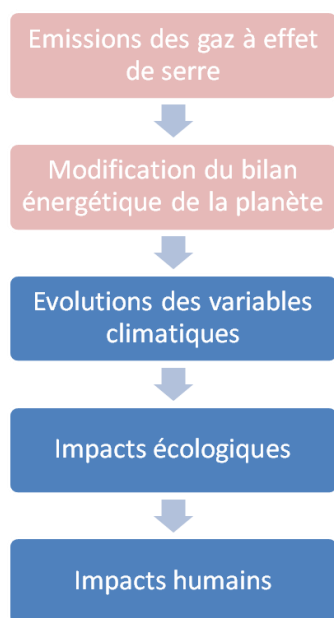
La deuxième partie de ce chapitre détaille l'évolution des variables climatique sur le territoire de la collectivité pour différents horizons temporels. Ces projections sont les résultats médians obtenus par 11 modèles climatiques européens dans le cadre de l'expérience EURO-CORDEX2014. Les données présentées sont issues d'une extraction réalisée sur le site « DRIAS – Les futurs climats » développé par MétéoFrance et ses partenaires.

### Ces résultats sont-ils fiables ?

Il existe plusieurs sources d'incertitudes : l'écart entre les émissions réelles et les scénarios, les défauts des modèles, la variabilité naturelle du climat... L'utilisation conjointe de plusieurs modèles et plusieurs scénarios permet de limiter ces incertitudes mais il ne faut pas oublier que les projections climatiques ne sont pas des prévisions météorologiques : elles ne représentent pas « le temps qu'il va faire » mais un état moyen du climat à l'horizon considéré.

## 1. Méthodologie

### Les effets du changement climatique



Les effets du changement climatique sont de trois ordres :

1. Evolutions globales et locales des variables climatiques : l'augmentation de la concentration en gaz à effet de serre dans l'atmosphère modifie sa capacité à absorber les rayonnements infrarouges émis par la Terre, ce qui entraîne globalement une augmentation de la température et des précipitations. Cette variation globale se décline à l'échelle locale par une évolution de la température, des précipitations, du vent...

Ces évolutions peuvent être anticipées en fonction de scénarios d'émissions grâce à la modélisation du système climatique terrestre. La deuxième partie de ce chapitre présente les résultats de ces projections

pour le territoire.

2. Impacts écologiques : l'évolution des variables climatiques entraîne mécaniquement des modifications de l'environnement, par exemple : baisse ou hausse des étiages, modification de la faune et de la flore, fréquences des événements climatiques extrêmes...

Ces modifications peuvent être anticipées grâce à des modélisations et/ou à des études de terrain qui ne font pas partie du périmètre du PCAET. La troisième partie de ce chapitre présentent quelques-uns de ces impacts identifiés au travers d'une étude bibliographique.

3. Effets de l'évolution du climat et de l'environnement sur les individus et la société : Les phénomènes précédents ont des conséquences économiques, sociales, politiques et culturelles. Celles-ci se distinguent radicalement des impacts écologiques car elles ne sont pas déterministes : les impacts humains du changement climatique en cours dépendent notamment des politiques qui seront appliquées dans les années à venir. Leur présentation n'est donc pas une prévision mais un scénario dont l'objectif est d'orienter les décisions, généralement dans le but d'éviter sa réalisation.

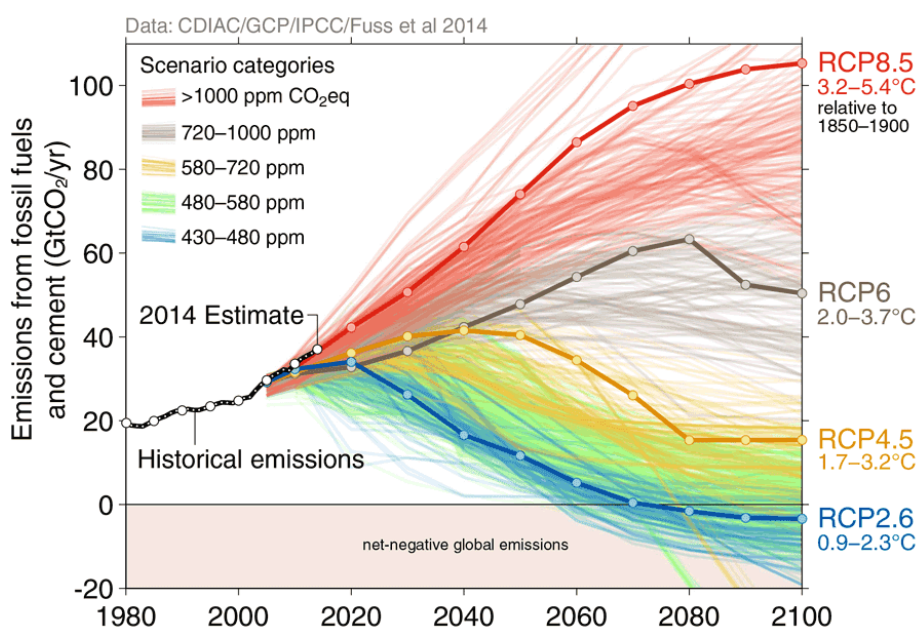
Ces scénarios peuvent être élaborés dans le cadre de modélisations, de consultation du public ou d'expert et/ou de groupe de travail (scénarios participatifs, ClimateLab...) qui ne font pas partie du périmètre du PCAET. La quatrième partie de ce chapitre présente quelques-uns des impacts humains potentiels sur le territoire identifiés au travers d'une étude bibliographique.

## Scénarios et étude de l'évolution des variables climatiques

La seconde partie de ce chapitre détaille l'évolution probable des variables climatiques (température et précipitation notamment) sur le territoire de la collectivité en fonction des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Deux scénarios d'émissions sont étudiés parmi les 4 établis par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son 5e rapport d'évaluation :

- Le scénario RCP2.6 : Scénario ambitieux d'action rapide et efficaces avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre susceptible de limiter le réchauffement planétaire à 2°C en 2100.
- Le scénario RCP8.5 : Scénario d'inaction à l'échelle internationale dans lequel les émissions de gaz à effet de serre continuent à progresser selon les tendances actuelles.



Trajectoire des cumuls d'émissions de GES pour les scénarios RCP4.5 et RCP8.5

### Méthodologie

Les projections présentées dans cette partie correspondent aux résultats médians obtenus pour les scénarios RCP2.6 et RCP8.5 par 11 modèles climatiques européens dans le cadre de l'expérience EuroCordex 2014. Médian signifie que la moitié des modèles ont donné des valeurs supérieures à celles présentées ici et que la moitié des modèles ont donné des valeurs inférieures.

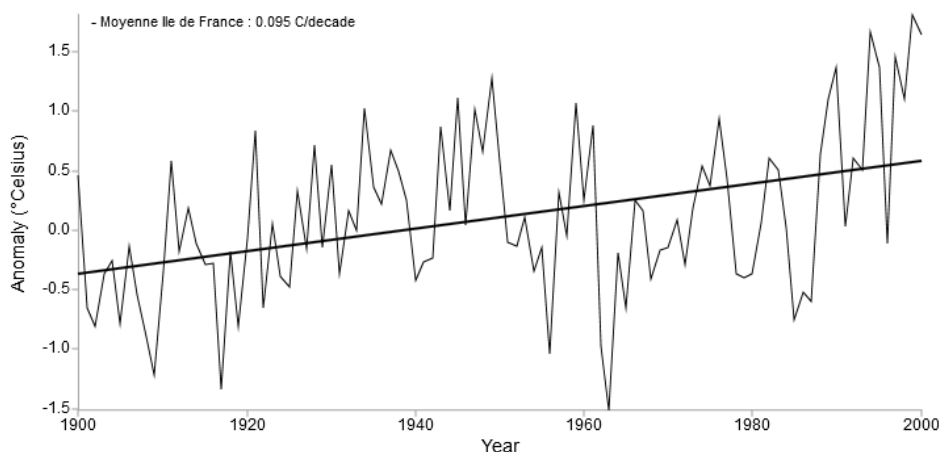
Comme il n'existe pas de projections sur les limites administratives exactes de la collectivité, les résultats présentés sont la meilleure approximation disponible. Ils correspondent à une maille carrée de 8km par 8km centrée sur le point de latitude 48.8213 et de longitude 3.0443 (approximativement à Coulommiers).

Les résultats présentés dans cette partie doivent être compris comme une évolution moyenne sur le territoire : il peut exister des variations locales significatives notamment en fonction du relief, de la végétation ou de l'urbanisme.

## 2. Evolution des variables climatiques

### Evolution passée et présente du climat

Le climat est déjà en train d'évoluer. Il n'existe pas de stations météo sur le territoire qui permettrait d'évaluer précisément comment les températures et les précipitations ont varié au cours des dernières décennies mais cette évolution est notable en Ile-de-France :



Evolution de la température en Ile-de-France au cours du XXe siècle  
(Source : GHCN)

Ces données font apparaître un réchauffement de la température moyenne en Ile-de-France de 0,095°C par décennie sur l'ensemble du XXe siècle et de 0,244°C par décennie entre 1950 et 2000.

#### Méthodologie

Cette moyenne est établie à partir des séries longues disponibles sur 3 stations météorologiques d'Ile-de-France :

- Le Bourget (données disponibles depuis 1900)
- Orly (données disponibles depuis 1921)
- Brétigny sur Orge (données disponibles entre 1958 et 2005)



Pour que ces données restent comparables sur une aussi longue période malgré l'évolution des techniques de mesure ou le déplacement de certaines stations, elles sont corrigées par le GHCN (Global Historical Climatology Network). Cette correction n'affecte pas sensiblement le résultat : les données brutes montrent un réchauffement serait de 0,094°C par décennie entre 1900 et 2000 et de 0,260°C par décennie entre 1950 et 2000.

### Scénario d'émissions ambitieux (RCP2.6)

#### Température

En cas de réduction ambitieuse des émissions de gaz à effet de serre, la température moyenne annuelle sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie devrait augmenter de 1,4°C entre 2071 et 2100 comparé à 1970-2005. La hausse devrait être de 1,2°C en moyenne dès la période de 2041-2070. Cette augmentation est conforme à celle prévue sur l'ensemble du territoire métropolitain (+1,68°C en moyenne).



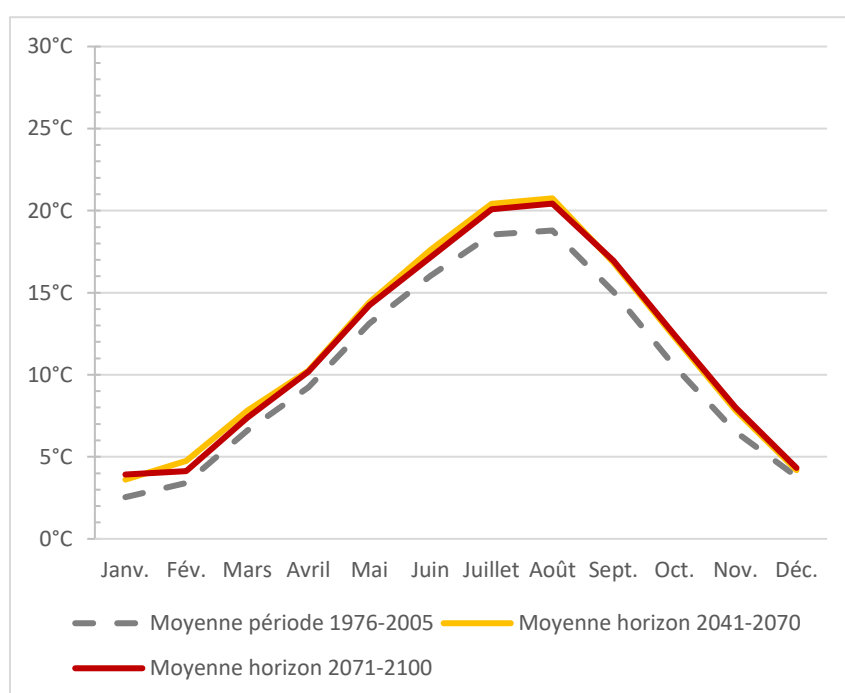
Cette hausse de la température moyenne entraîne une augmentation du nombre de jours anormalement chauds sur le territoire (49 par an en moyenne entre 2071 et 2100 contre 32 pour la période de référence) avec en moyenne 21 jours de vague de chaleur par an.

#### Définitions



Un jour est anormalement chaud si la température maximale dans la journée est supérieure de 5°C à la température maximale pendant la période de référence. Par exemple : si sur la période de référence la température journalière maximale est 23,5°C en moyenne sur le mois de juillet, un jour de ce même mois est considéré comme anormalement chaud si la température dépasse 28,5°C.

La durée des vagues de chaleur correspond à la durée moyenne de la plus longue succession de jours anormalement chauds dans une année.



**Températures moyennes mensuelles sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie dans un scénario d'émissions ambitieux (RCP2.6)**

Source : EuroCordex 2014

#### Précipitations

Dans un scénario d'émissions ambitieux, le cumul annuel de précipitations augmente légèrement (+6 mm par an entre 2071 et 2100 par rapport à un niveau de référence de 718 mm).

La répartition de ces précipitations dans l'année évolue de façon plus significative : elles deviennent plus importantes pendant l'hiver (en particulier de novembre à avril) et en juin, et diminuent pendant l'été. En revanche, le nombre de jours de précipitation intense ne varie pas.

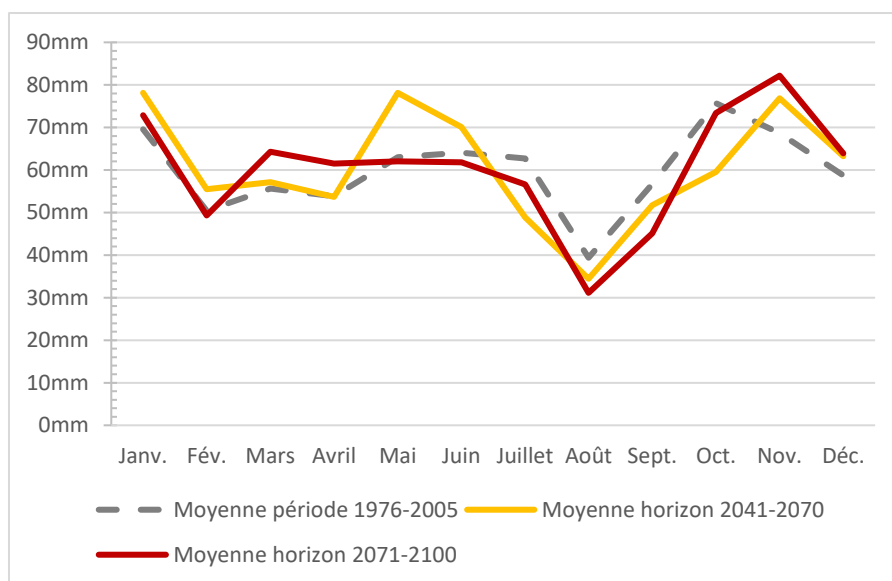
#### Vocabulaire



Un jour de pluie est un jour avec des précipitations supérieures à 1mm.

Un jour de fortes précipitations est un jour avec des précipitations supérieures à 20mm.

La durée des sécheresses correspond à la durée moyenne de la plus longue succession de jours avec des précipitations inférieures à 1mm dans une année.



**Précipitations moyennes mensuelles sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie dans un scénario d'émissions ambitieux (RCP2.6)**

Source : EuroCordex 2014

## Scénario tendanciel (RCP8.5)

### Température

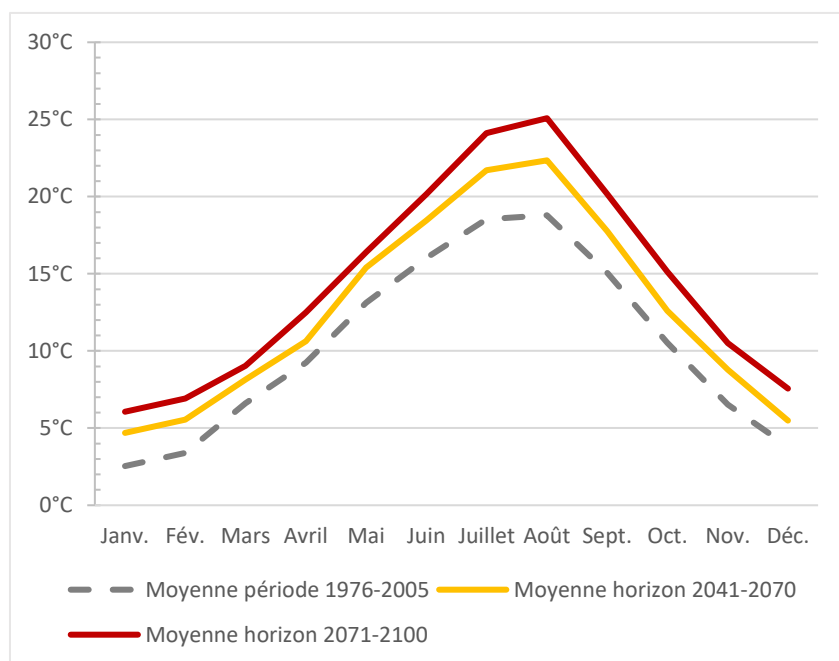
Si les émissions continuent sur les tendances actuelles, la température moyenne annuelle sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie devrait augmenter de 4,1°C entre 2071 et 2100 comparé à 1970-2005. Cette augmentation est légèrement supérieure à celle projetée sur l'ensemble du territoire métropolitain (+3,43°C en moyenne).

Cette évolution de la température est tout aussi notable à moyen-terme avec une augmentation moyenne de 2,3° sur la période 2041-2070. L'évolution de la température dans ce scénario est 50 % plus élevée que celle du scénario précédent à moyen-terme (+1,4°C entre 2041 et 2070).

Cette hausse de la température moyenne entraîne une augmentation spectaculaire du nombre de jours anormalement chauds : à la fin du siècle, un tiers de l'année environ est concernée (91 jours par an en moyenne contre 32 jours pour la période de référence). Les vagues de chaleurs durent en moyenne 98 jours par an. Le territoire connaît en moyenne 24 nuits tropicales par an contre 0 actuellement.



Une telle évolution des températures impliquerait une dégradation majeure des conditions de vie. Pour comparaison, sur la période de référence le nombre de nuits tropicales sur le territoire était de 0 par an en moyenne. Pendant la canicule de 2003, la région parisienne a connu 12 nuits tropicales ce qui a entraîné une importante surmortalité. Sans réduction des émissions, cet épisode exceptionnel deviendrait normal dès le milieu du siècle. Sans effort d'adaptation dans tous les secteurs, cette répétition d'épisodes caniculaires aurait probablement des conséquences sanitaires, économiques et matérielles catastrophiques.



**Températures moyennes mensuelles sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie dans un scénario d'émissions tendanciel (RCP8.5)**

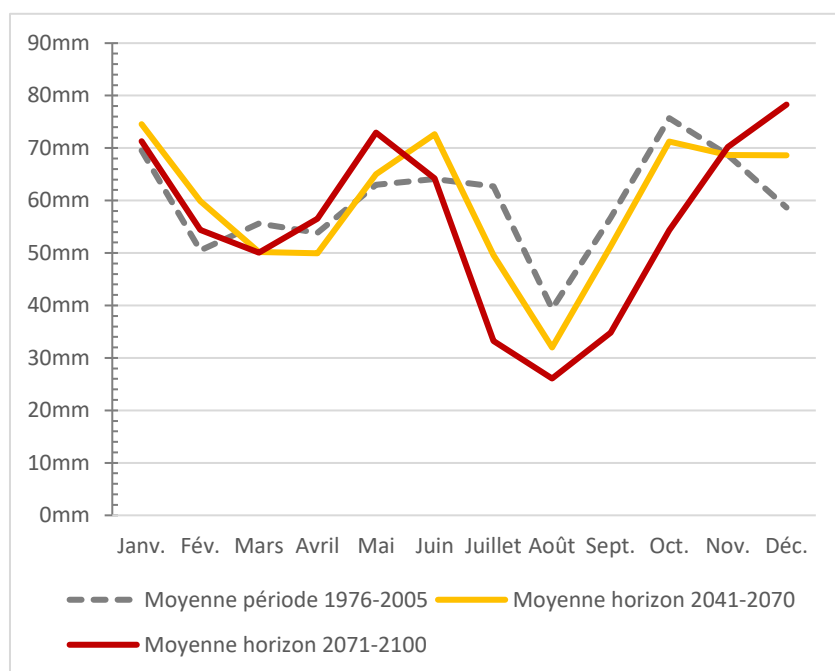
Source : EuroCordex 2014

### Précipitations

Sans effort de réduction des émissions, le cumul annuel de précipitation diminuerait significativement (-52 mm par an entre 2071 et 2100 par rapport à un niveau de référence de 718mm). Cette variation est très supérieure à celle prévue sur l'ensemble du territoire métropolitain (+9mm) et elle est d'autant plus significative qu'elle n'est pas répartie uniformément sur l'ensemble de l'année.

Les précipitations devraient grandement diminuer pendant les mois d'été. Le nombre de jours de pluies baisserait ainsi de 3 jours/mois en moyenne de juin à septembre, le cumul des précipitations pendant cette période baisserait de 21 mm en moyenne avec un recul particulièrement fort sur le mois de juillet où les précipitations chuteraient de presque la moitié. Par conséquent les sécheresses deviendraient plus longues en été : à la fin du siècle, leur durée augmente de 4 jours en juillet et de 12 jours supplémentaires entre juin et septembre.

Au contraire, les précipitations augmenteraient de novembre à mars. Cette augmentation est particulièrement forte en décembre et où le cumul de précipitation augmenterait de 30 à 40%. Cependant, l'augmentation du nombre de jours de pluie pendant cette période ne serait pas accompagnée d'une augmentation du nombre de jour de précipitations intenses. Mais ce cumul de précipitation présente un risque d'inondation par ruissellement sur des terres gorgées d'eau (ce phénomène est la cause des dernières inondations qui ont eu lieu sur le territoire).



**Précipitations moyennes mensuelles sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie dans un scénario d'émissions tendanciel (RCP8.5)**

Source : EuroCordex 2014

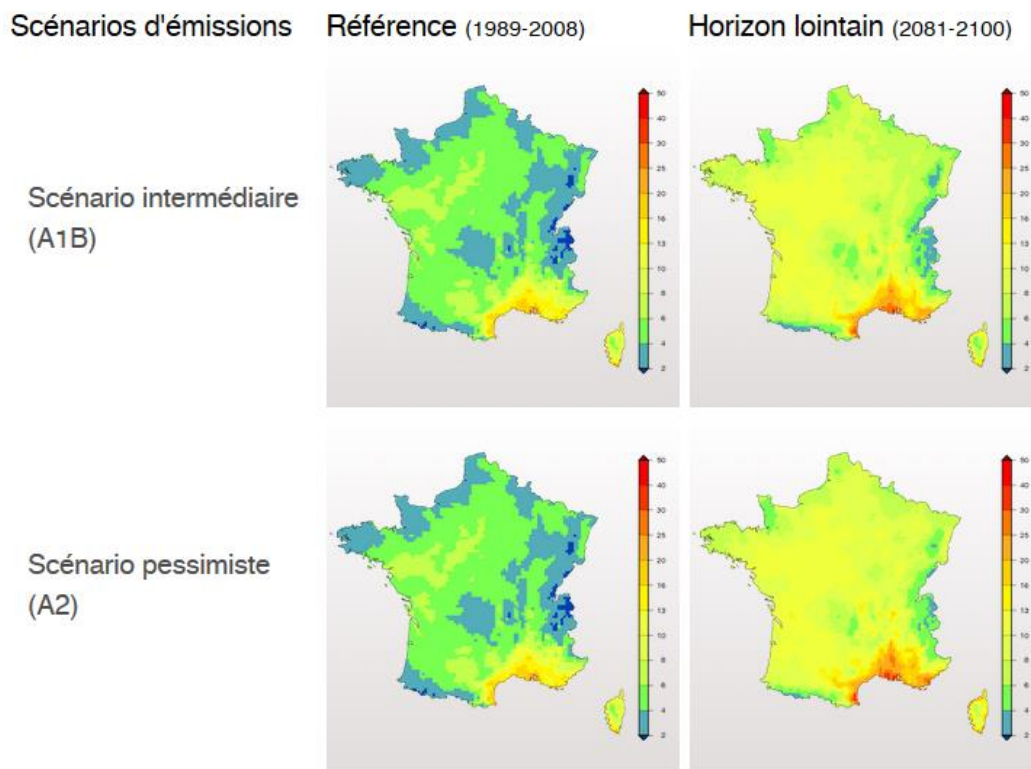
### 3. Impacts écologiques du changement climatique

L'évolution de la température et des précipitations entraîne une modification de l'environnement et des risques naturels. Cette partie présente, sur la base d'une étude bibliographique, quelques-unes des modifications probables sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie.

#### Forêts et milieux naturels

Les forêts et les milieux naturels ou semi-naturels couvrent un peu plus de 23% du territoire. D'une manière générale, le changement climatique va entraîner une vulnérabilité accrue de ces espaces encore préservés, et notamment :

- Une fragilisation des écosystèmes suite à l'augmentation des phénomènes extrêmes (sécheresse ou au contraire pluies trop abondantes, vents violents, augmentation des températures...),
- Un déplacement vers le nord de l'aire de répartition de nombreuses espèces animales et végétales entraînant en particulier la délocalisation d'agents pathogènes et de parasites (chenille processionnaire du pin par exemple),
- Des évolutions physiologiques ou l'extinction locale des espèces incapables de se déplacer suffisamment rapidement,
- L'apparition d'un risque de feu de forêt : actuellement très faible ce risque devrait être à la fin du siècle comparable à celui qui existe aujourd'hui dans l'arrière-pays méditerranéen.



Indice feu météorologique

(Source : Météo-France/IFM2009 - France CNRM, modèle Arpege-V4.6 étiré de Météo-France)

## Espaces agricoles

Les espaces agricoles occupent 64% du territoire, ils sont soumis à des risques comparables à ceux des espaces naturels et forestiers :

- Augmentation du risque de sécheresse,
- Modification des cultures adaptées au territoire,
- Modification du calendrier agricole (date de floraison, de maturité...),
- Apparition de maladies liées à l'émergence de nouveaux pathogènes ou à la migration des pathogènes existants,
- Augmentation de la mortalité des animaux d'élevage liée aux vagues de chaleur estivales.

## Milieus urbains

En raison de leur topologie, de leur occupation et des matériaux employés, le changement climatique a des effets spécifiques sur les milieux urbains, ceux-ci comprennent :

- Une amplification des hausses de température et des périodes caniculaires plus violentes en raison du phénomène d'îlot de chaleur urbain : les îlots de chaleur sont des élévations localisées des températures en milieu urbain par rapport aux zones rurales voisines ou aux

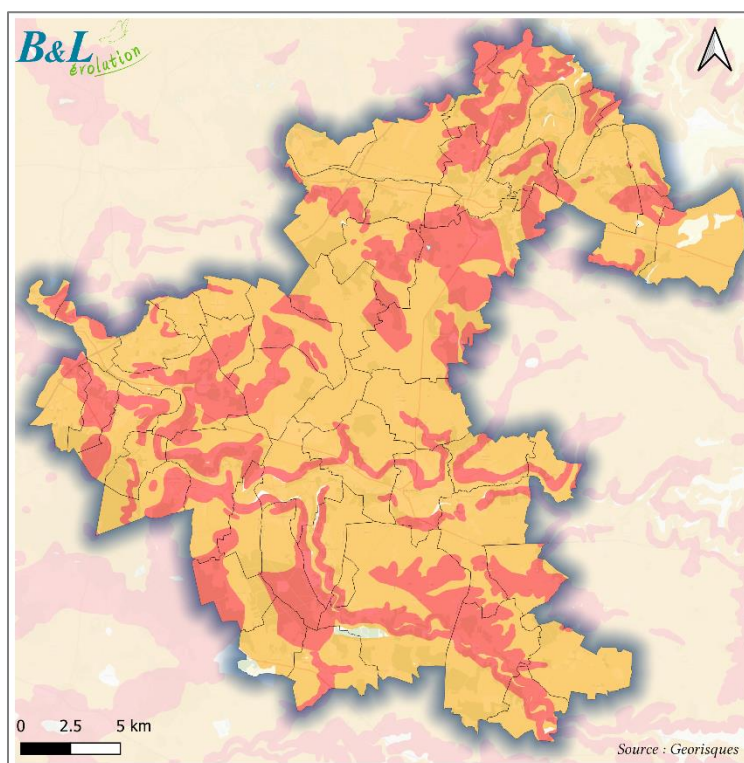


moyennes régionales. Ce phénomène s'explique par la production de chaleur liée à la concentration d'activités humaines (moteur thermiques, climatisation, rejet de chaleur industriels...) et par des surfaces facilitant l'absorption du rayonnement solaire (surface sombre, verre...).



Le phénomène d'îlot de chaleur urbain peut être limité grâce à des solutions simples qui présentent souvent des co-bénéfices dans d'autres domaines : végétalisation, isolation des sources de chaleur et/ou récupération de la chaleur fatale, promotion d'un usage raisonné de la climatisation, utilisation de couleurs claires pour les murs et les toitures, etc.

- Une aggravation de la pollution atmosphérique notamment à l'ozone. L'ozone est un polluant photochimique créé par la réaction de polluants primaires (NOx, composés organiques volatils...) avec le rayonnement ultraviolet et les pics de chaleurs sont un facteur aggravant de la pollution à l'ozone. Aujourd'hui, la Seine-et-Marne connaît déjà plusieurs dizaines de jours par an de dépassement des seuils de pollution à l'ozone.
- Un accroissement du risque de retraits-gonflements d'argile avec l'augmentation de la température. Une très grande partie du territoire de Coulommiers Pays de Brie est déjà située en zone d'aléa fort ou moyen. On note une dispersion plutôt homogène de zones catégorisées aléas fort sur tout le territoire. On remarquera que ces derniers sont principalement situés sur les coteaux des vallées, particulièrement dans la partie sud.



**Surfaces urbanisées concernées par l'aléa de retrait gonflement d'argile**

Source : Georisques



« Le département de Seine-et-Marne, classé en troisième position nationale eu égard au coût cumulé des sinistres retrait-gonflement indemnisés, fait partie des départements français les plus touchés par le phénomène, puisqu'il y a été recensé, dans le cadre de la présente étude, 4 480 sinistres liés à la sécheresse, dont 4 170 ont pu être localisés avec précision. Ils se situent principalement sur les versants des vallées urbanisées et sur les plateaux orientaux. » ***Cartographie de l'aléa retrait gonflement des sols argileux dans le département de Seine-et-Marne Rapport final BRGM Août 2006***

- Une modification et amplification des événements climatiques majeurs à l'échelle des villes : (inondations, canicules)

#### **4. Impacts humains**

L'évolution des variables climatiques et leurs effets sur les écosystèmes peuvent avoir des conséquences sur de nombreuses activités humaines. Cette partie fournit des exemples d'impacts possibles du changement climatique sur divers secteurs.

##### **Agriculture et foresterie**

Les activités agricoles et forestières font partie des plus directement exposées aux effets du changement climatique, ceux-ci comprennent :

- L'apparition de nouveaux risques de crises agricoles et l'accroissement des risques existants, notamment sécheresse, épizootie, ravageurs et pathogènes végétaux, mortalité des animaux d'élevage.... Ce risque est aggravé par les monocultures et l'uniformité génétique.
- Une forte probabilité de dégradation chronique des rendements agricoles notamment en raison du stress hydrique et thermique.
- Des difficultés économiques pour les exploitations en raison de l'augmentation possible du prix des facteurs de production (intrants, eau, énergie...).
- Le développement, volontaire ou subi, de nouvelles cultures et une modification des calendriers agricoles
- Des conditions de travail plus difficiles en été mais plus favorables en hiver notamment pour le maraîchage.
- Une dégradation possible du rendement de la sylviculture avec des conséquences sur la filière bois

Ces différents risques représentent une menace à la fois pour la survie économique des exploitations et pour les activités qui en dépendent.

##### **Energie et transports**

Les grandes infrastructures, en particulier les infrastructures énergétiques et logistiques, sont exposées aux effets du changement climatique :

- Vulnérabilité des infrastructures de transport et de distribution d'énergie (dilatation, température, phénomènes climatiques extrêmes...). Dans le secteur électrique, cette vulnérabilité est augmentée par le risque « d'effet domino » : une indisponibilité inopinée

entraîne une fluctuation de fréquence qui déclenche la mise en sécurité automatique de moyens de production et amplifie la crise.

- Déplacement du pic de consommation avec des risques de déséquilibres ou d'accident d'exploitation pendant la période estivale (généralisation de la climatisation, vulnérabilité à la chaleur du réseau de transport et de distribution...)
- Conditions défavorables à la production électrique thermique ou nucléaire avec la baisse des étiages et l'élévation de la température des eaux de surface.
- Evolution de la ressource en énergie renouvelable (ensoleillement, production de biomasse, régime des vents...)

Qu'il s'agisse d'accident ponctuel ou d'une dégradation chronique de la production entraînant une hausse des prix, la vulnérabilité des infrastructures représente un risque systémique pour le territoire compte-tenu de leur rôle économique et social.

### **Tourisme**

Le tourisme et les activités extérieures sont potentiellement exposés aux effets du changement climatique, par exemple :

- Une modification des comportements touristiques avec, par exemple, un recul probable du tourisme urbain (qui fait de l'Île de France la première destination touristique mondiale) au profit de destinations « campagne ».
- Une dégradation possible de la qualité de l'eau, des écosystèmes, des espaces verts et du patrimoine architectural impactant la valeur touristique du territoire.

### **Economie locale**

Les autres activités économiques peuvent également subir les effets du changement climatique, notamment au travers :

- Des effets directs et indirects des événements climatiques extrêmes sur les sites de production et leur chaîne logistique.
- D'une vulnérabilité des infrastructures de production, notamment à la chaleur, augmentant les coûts de maintenance même en l'absence d'évènement climatique extrêmes.
- D'une perte de valeur du parc immobilier résidentiel et tertiaire (détérioration du confort thermique, dommages physiques...).
- De la baisse de la productivité du travail pendant les périodes de fortes chaleurs et/ou des coûts liés à l'adaptation à ces situations (coût de climatisation par exemple).
- Des changements de comportement des consommateurs.



Une collectivité ne peut pas à elle seule maîtriser l'ensemble des risques climatiques sur son territoire. Son rôle est aussi d'encourager les organisations privées à entreprendre des études de vulnérabilité et à mettre en place des plans d'adaptation et de coordonner ces efforts.

## Santé

Il existe une relation étroite entre le climat, l'environnement (les écosystèmes) et l'état sanitaire d'une population. Sans efforts d'adaptation, le changement climatique aura de lourds effets sur la santé, notamment par l'intermédiaire :

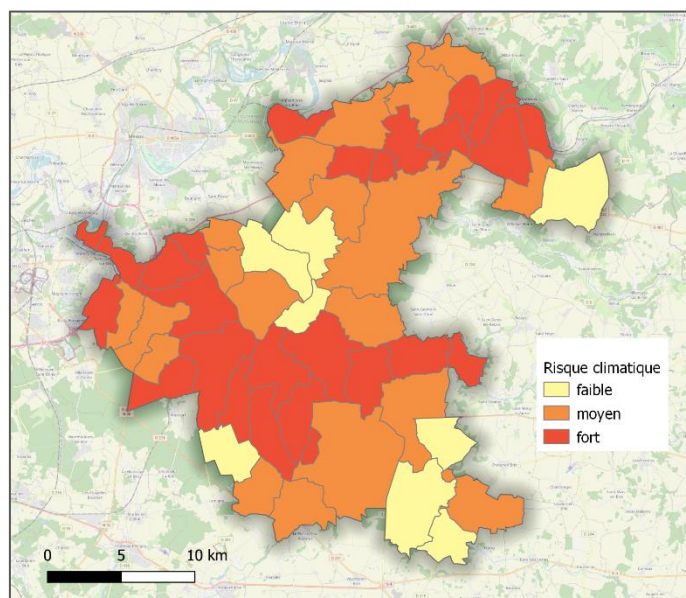
- De vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses entraînant une dégradation du confort thermique et une hausse de la mortalité.
- De la dégradation de la qualité de l'air : pics d'ozone, pollution particulaire.
- De l'allongement de la période de pollinisation aggravant le risque d'allergie et d'asthme.
- De l'augmentation du risque de maladies vectorielles (maladie de Lyme, moustiques) et infectieuses.
- Des traumatismes liés aux événements climatiques extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresse).

## Vulnérabilité importée

Enfin, le territoire n'est pas isolé. Même s'il était épargné par les effets du changement climatique, il subirait les répercussions économiques, politiques, démographiques et sécuritaires du phénomène sur d'autres aires géographiques avec lesquelles il est en relation. Ces effets indirects comprennent par exemple :

- Une augmentation de la conflictualité liée à l'épuisement ou au déplacement des ressources,
- Des mouvements de populations en provenance des régions les plus durement affectées,
- Une désorganisation de l'économie à l'échelle nationale et internationale notamment lorsque des phénomènes climatiques extrêmes frappent la chaîne logistique ou la chaîne de valeur dont dépendent des entreprises du territoire

## Récapitulatif des vulnérabilités climatiques



Exposition de la population aux risques climatiques

SDES -Onerc, d'après MTES, DGPR Gaspar, données 2014 et 2005 ; Cartographie : B&L évolution

L'indicateur d'**exposition des populations aux risques climatiques** est calculé pour chaque commune du territoire. Il croise des données relatives à la densité de population de cette commune et au nombre de risques naturels prévisibles recensés dans la même commune (inondations, feux de forêts, tempêtes, avalanches et mouvements de terrain).

Sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie, 27 des 54 communes ont une **exposition forte aux risques climatiques**. Plus la densité de population est forte et plus le nombre de risques climatiques identifiés par commune est élevé, plus l'indice est fort.

**Ces risques sont susceptibles de s'accroître avec le changement climatique**, dans la mesure où certains événements et extrêmes météorologiques pourraient devenir **plus fréquents, plus répandus et/ou plus intenses**.



## Chapitre 3.

# Pollution atmosphérique

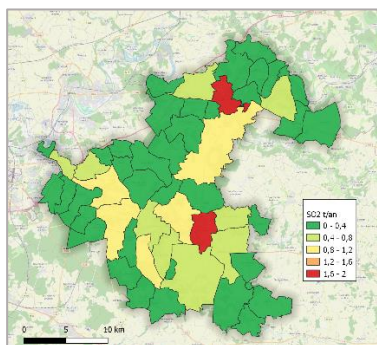
---

# Qualité de l'air

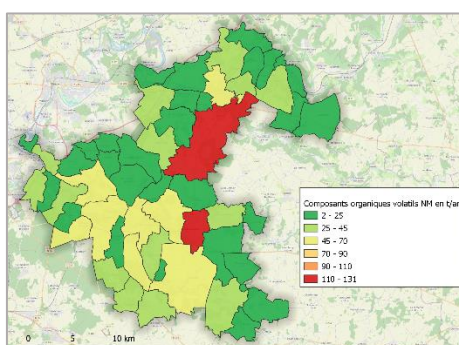
## Synthèse

Sur le territoire, les concentrations d'oxydes d'azote et de particules fines sont conformes aux normes françaises et européennes, cependant les niveaux de particules fines restent souvent supérieurs aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé.

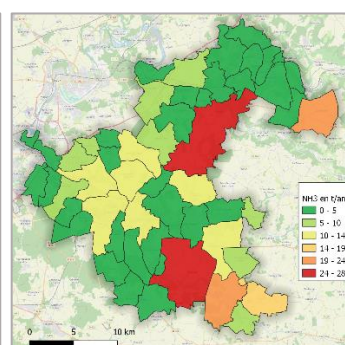
Les principaux secteurs émetteurs sont le résidentiel et le transport routier. Les communes de Jouarre, Coulommiers, la Ferté-sous-Jouarre et Coutevroult sont donc les plus émettrices de polluants, car il s'agit des plus peuplées où de celles traversées par un grand axe routier.



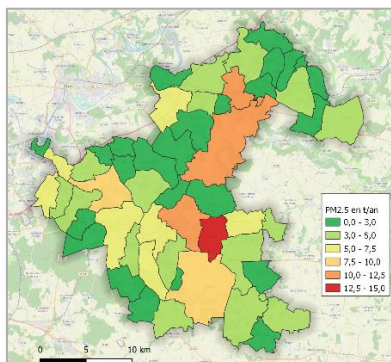
Emissions de dioxyde de soufre



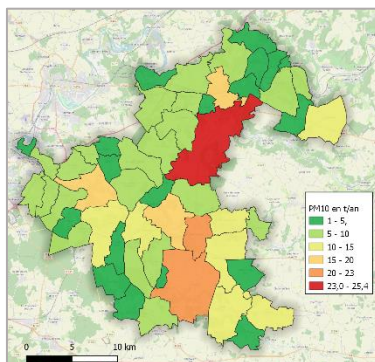
Emissions de composés organiques volatils



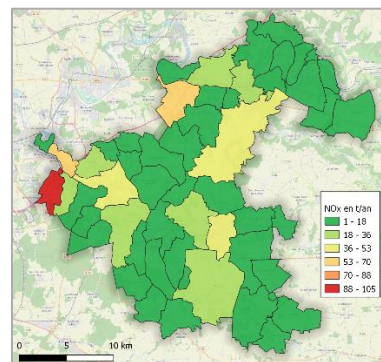
Emissions d'ammoniac



Emissions de particules PM<sub>2,5</sub>



Emissions de particules PM10



Emissions d'oxyde d'azote

## 1. Contexte national et régional

### Contexte européen et national

La directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 *concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe* fixe des valeurs limites de qualité de l'air pour de nombreux polluants dont les oxydes d'azotes et les particules fines et impose aux Etats-membres de prendre des mesures pour écourter le plus possible les périodes de dépassement.

La Commission européenne a annoncé le 17 mai 2018 avoir saisi la Cour de justice de l'Union Européenne pour non-respect des normes européennes en matière de qualité de l'air dans 6 États membres dont la France. Cette procédure concerne plus particulièrement les concentrations de dioxyde d'azote. En cas de condamnation, la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015 a ouvert la possibilité de répercuter les pénalités sur les territoires concernés.

Dans ce contexte, la réduction des émissions d'oxydes d'azote apparaît comme une priorité.

### Contexte régional

L'ensemble de la région Ile-de-France est couvert par un plan de protection de l'atmosphère (PPA). La troisième version du PPA Ile-de-France a été approuvée par décret inter-préfectoral le 31 janvier 2018. Ce document fixe pour objectif de respecter les seuils de pollution européens en 2025 et de diviser par 3 le nombre de franciliens exposés à des dépassements entre 2017 et 2020.

Le PPA contient 35 actions qui impliquent directement ou indirectement les collectivités et doivent être mise en place avant 2020. La liste de ces actions peut être trouvée dans la synthèse collectivités du PPA (liens en référence).



Dans le cadre du PPA, les collectivités sont invitées à partager leurs actions en faveur de la qualité de l'air. Ces communications permettent de cartographier les actions entreprises à l'échelle régionale et de mettre en valeur les bonnes pratiques.

Les actions exemplaires de l'intercommunalité peuvent être partagées à cette adresse : <https://www.maqualitedelair-idf.fr/comment-agissent-les-collectivites/>

## 2. Oxydes d'azote (NOx)

### De quoi s'agit-il ?

Les oxydes d'azote sont des molécules composées d'un atome d'azote et d'atomes d'oxygène. Il s'agit notamment du dioxyde d'azote avec deux atomes d'oxygène (noté NO<sub>2</sub>) et du monoxyde d'azote avec un seul atome d'oxygène (noté NO). L'ensemble des oxydes d'azote est désigné par l'abréviation NOx.

### *Quels effets ?*

Au contact de l'eau, le dioxyde d'azote se transforme en acide nitrique. C'est donc un gaz irritant susceptible de s'attaquer aux poumons et aux yeux, il est aussi responsable de pluies acides. Enfin, il participe à la formation d'autres polluants comme l'ozone et les particules fines.

### *Quelle durée de vie ?*

La demi-vie du dioxyde d'azote est d'environ 80 jours (c'est-à-dire qu'il faut 80 jours pour que la moitié du volume émis disparaisse). Cette durée de vie est suffisante pour que les oxydes d'azote voyagent sur de longues distances : il a par exemple été démontré que les émissions britanniques étaient responsables de pluies acides en Scandinavie.

### *D'où vient-il ?*

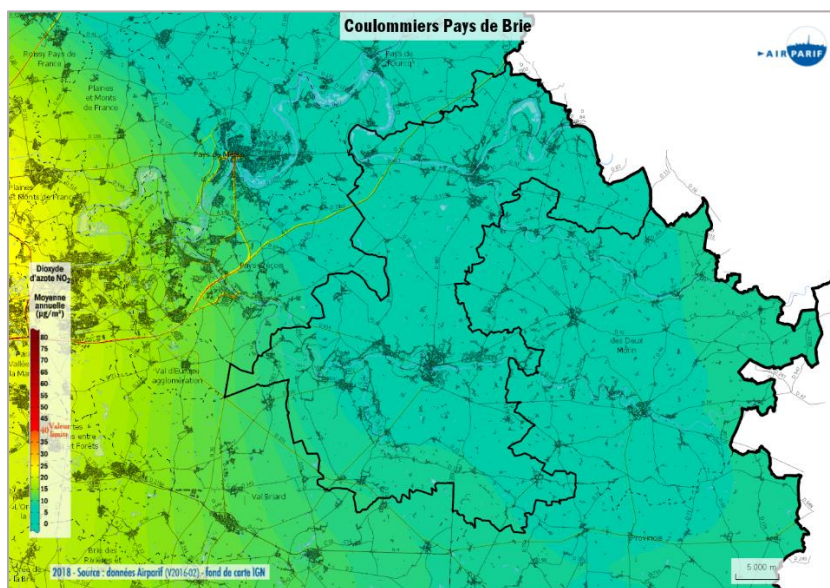
L'air ambiant est composé majoritairement d'azote et d'oxygène qui réagissent à haute température pour former du monoxyde d'azote, lequel peut ensuite réagir à nouveau avec de l'oxygène pour donner du dioxyde d'azote. Les véhicules à moteur, le chauffage thermique et, dans une moindre mesure, les combustions industrielles sont responsables de l'essentiel de la production de NOx.

### *Quels sont les seuils ?*

	Objectif de qualité	Norme européenne	Recommandation OMS
<b>NO<sub>2</sub></b>	Ne pas dépasser 40µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 40µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 40µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle
		Ne pas dépasser 200µg/m <sup>3</sup> pendant 1h plus de 18 fois par an	Ne pas dépasser 200µg/m <sup>3</sup> sur 1h

## Emissions et concentrations sur le territoire

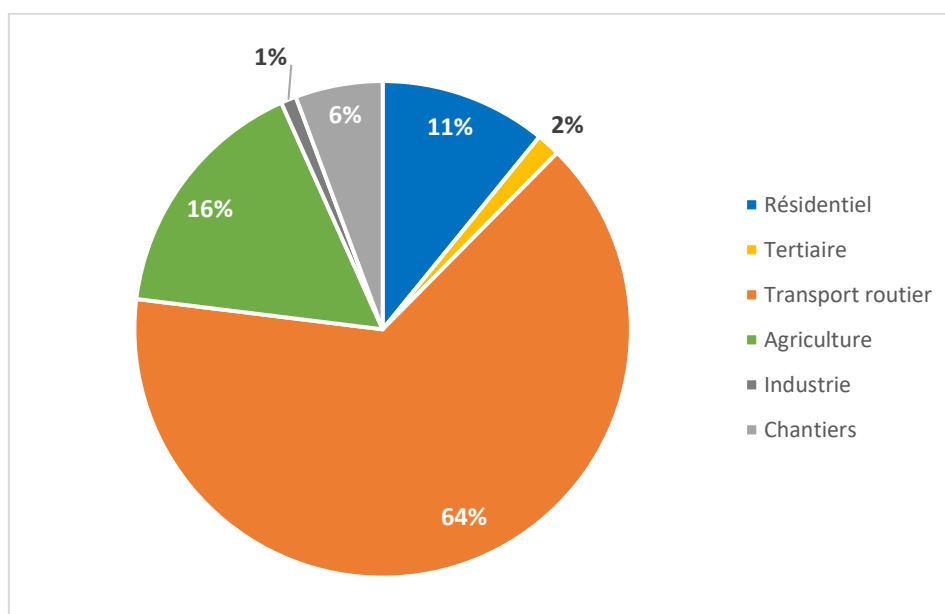
### Concentrations



Sur le territoire, les concentrations moyennes de dioxyde d'azote sont conformes aux normes européennes, aux objectifs de qualité et aux recommandations de l'OMS, sauf à proximité directe du grand axe routier.

### Emissions

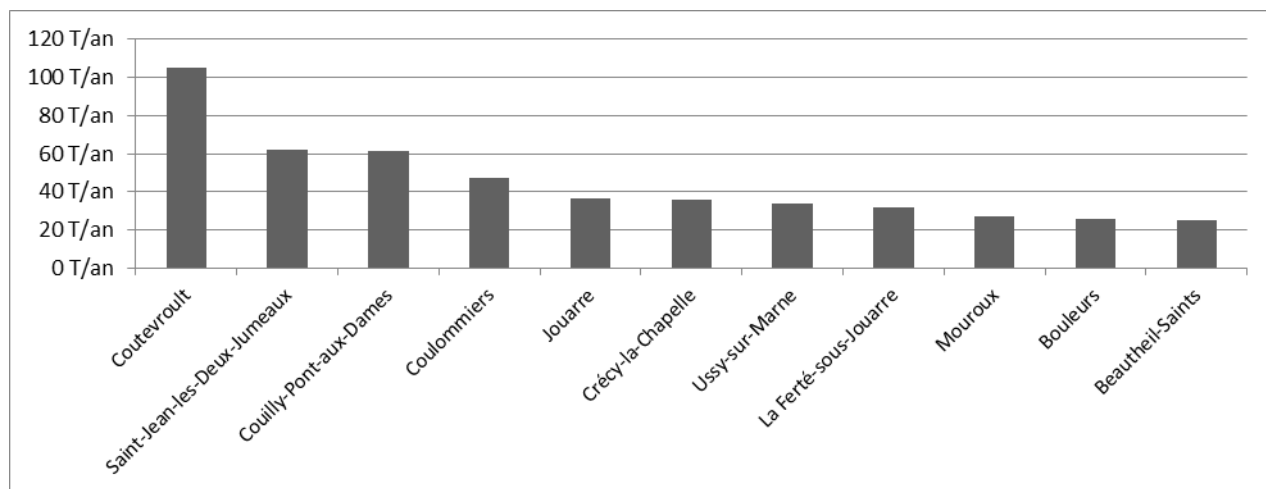
840 tonnes de NOx ont été émises sur le territoire en 2017, soit environ 7% environ des émissions de Seine et Marne. Ces émissions sont dues principalement au transport routier (64% des émissions) puis aux secteurs résidentiels et des chantiers (respectivement 11% et 6% des émissions).



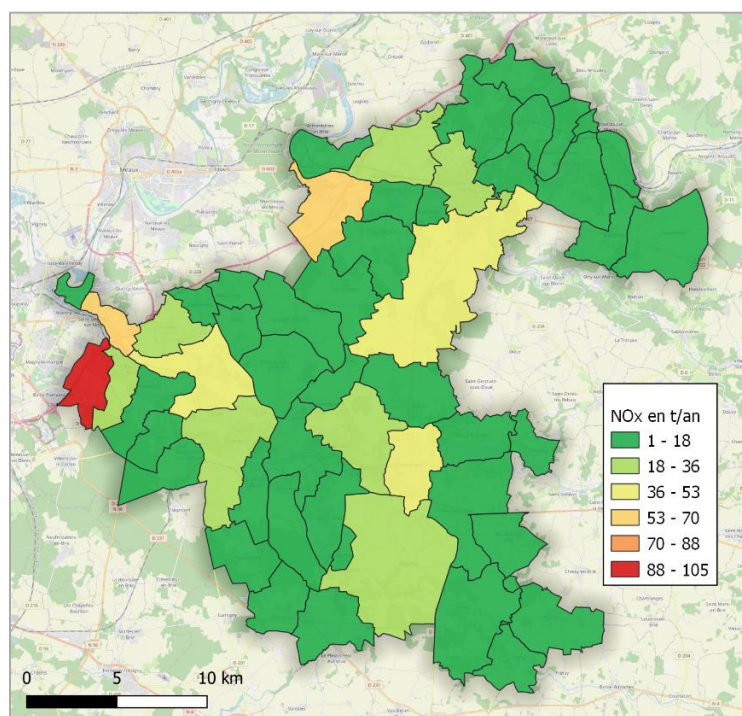
Emissions de NOx par secteur d'activité  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)



Les émissions sont réparties inégalement au sein du territoire : les communes traversées par les grands axes routiers sont les plus exposées.



Emissions de NOx des 11 communes les plus émettrices  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)



Emissions d'oxydes d'azote par commune

(Source : AirParif, données 2018 pour 2015)

### 3. Particules fines (PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>)

#### De quoi s'agit-il ?

Les particules en suspension (ou PM pour *particulate matter*) sont des poussières de très petite taille - la taille d'une bactérie voire moins. Elles sont classées en fonction de leur diamètre : PM<sub>10</sub> pour les particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres (ou 0.01 millimètre), PM<sub>2.5</sub> pour celles dont

le diamètre est inférieur à 2.5 µm (0.0025 mm), etc. Ces particules peuvent être formées de matières organiques, de sulfates, de suie, etc. et contenir des métaux lourds ou d'autres produits dangereux.

### *Quels effets ?*

Alors que les PM10 sont retenues au niveau du nez ou des voies aériennes supérieures, les PM2.5 sont suffisamment fines pour pénétrer jusqu'aux alvéoles des poumons voire dans le sang. Elles sont classées cancérogène certain par l'Organisation Mondiale de Santé. A court-terme, les épisodes de pollution aux particules gênent la respiration et sont associées à une augmentation de la mortalité. Par ailleurs, les particules fines contribuent au noircissement des façades.

### *Quelle durée de vie ?*

Les particules en suspension sont éliminées par la pluie ou en retombant naturellement au sol. En l'absence de précipitation, la durée de vie des particules peut aller de quelques heures à quelques jours et plus une particule est fine plus elle peut rester en suspension longtemps.

### *D'où viennent-elles ?*

Les particules en suspension sont produites notamment par les combustions industrielles, le chauffage thermique, la construction et les travaux publics, l'agriculture et l'automobile (en particulier les moteurs diesel). Le vent, ainsi que certaines activités humaines (circulation, nettoyage...) peuvent aussi remettre en suspension des particules tombées au sol.

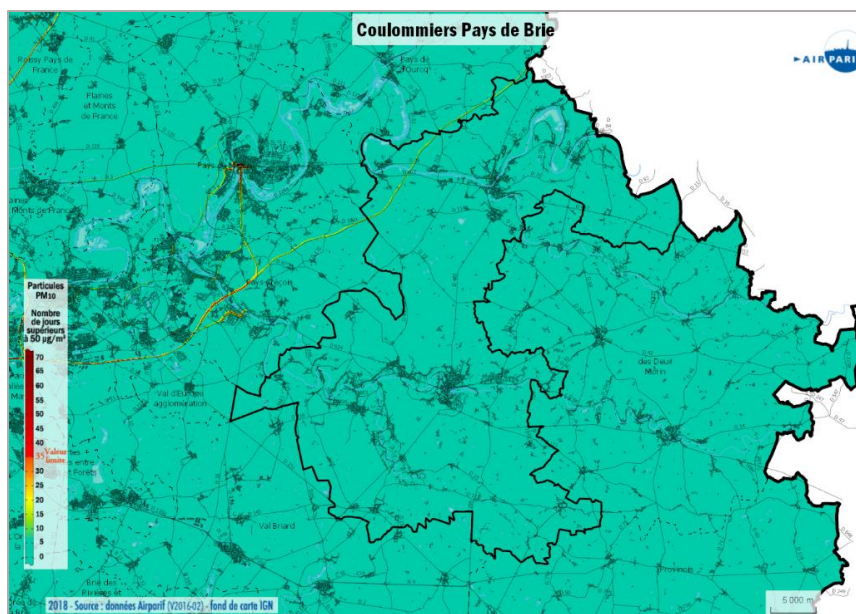
### *Quels sont les seuils ?*

	Objectif de qualité	Norme européenne	Recommandation OMS
<b>PM10</b>	Ne pas dépasser 30µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 40µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle Ne pas dépasser 50µg/m <sup>3</sup> plus de 35 jours par an	Ne pas dépasser 50µg/m <sup>3</sup> sur une heure Ne pas dépasser 20µg/m <sup>3</sup> sur un an
<b>PM2,5</b>	Ne pas dépasser 10µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 25µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 25µg/m <sup>3</sup> sur 24h Ne pas dépasser 10µg/m <sup>3</sup> sur un an

## **Emissions et concentrations sur le territoire**

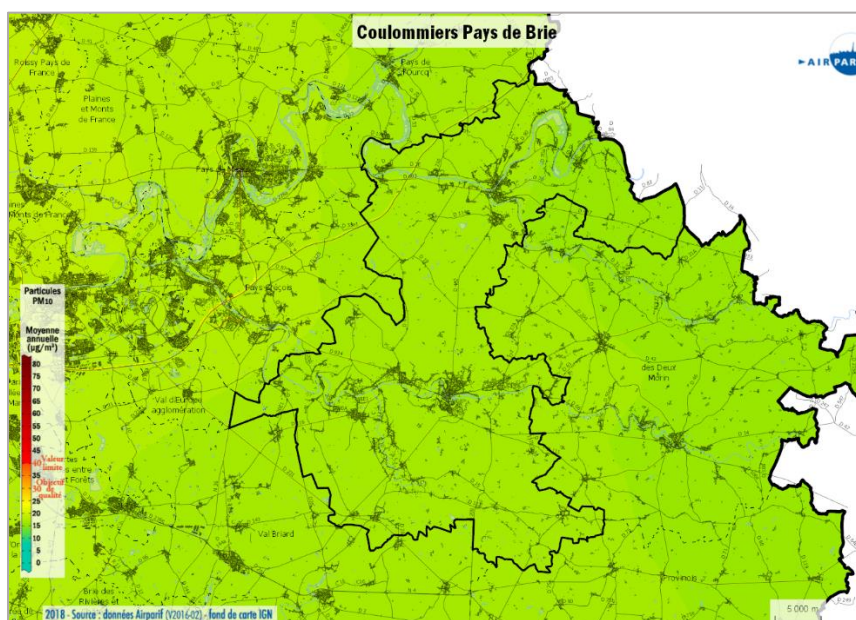
### *Concentrations*

Sur le territoire, les concentrations de PM10 sont conformes aux normes européennes et aux objectifs de qualité sauf à proximité immédiate des grands axes routiers. Elles restent cependant à la limite des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé.



**Nombre de jours de dépassement du seuil de 50µg/m³ pour les PM10**

Source : AirParif,  
données 2020 pour 2017



**Concentration de PM10 en moyenne annuelle**

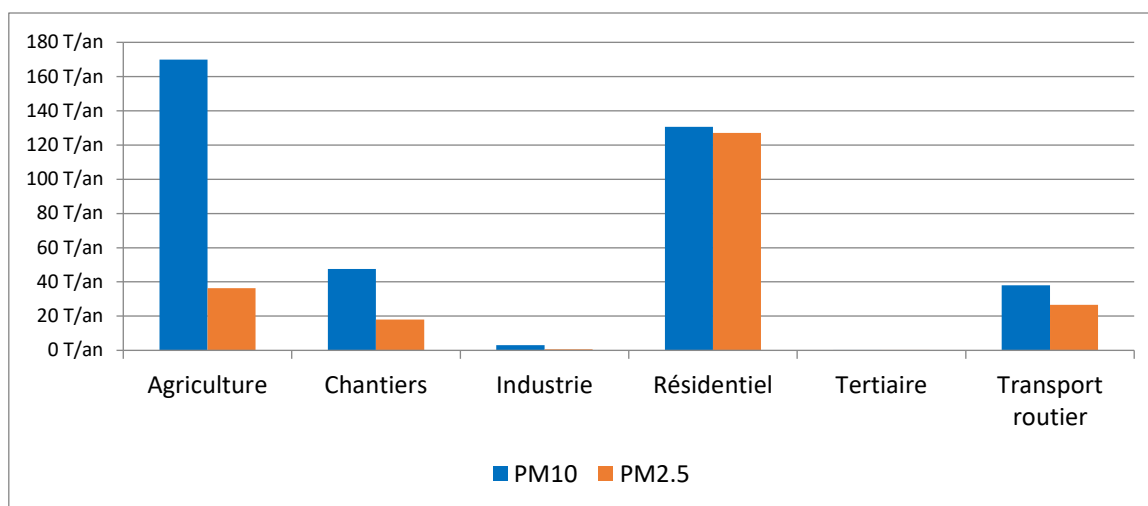
Source : AirParif,  
données 2018 pour 2017

Il n'existe pas de données de concentration pour les PM2,5.

### Emissions

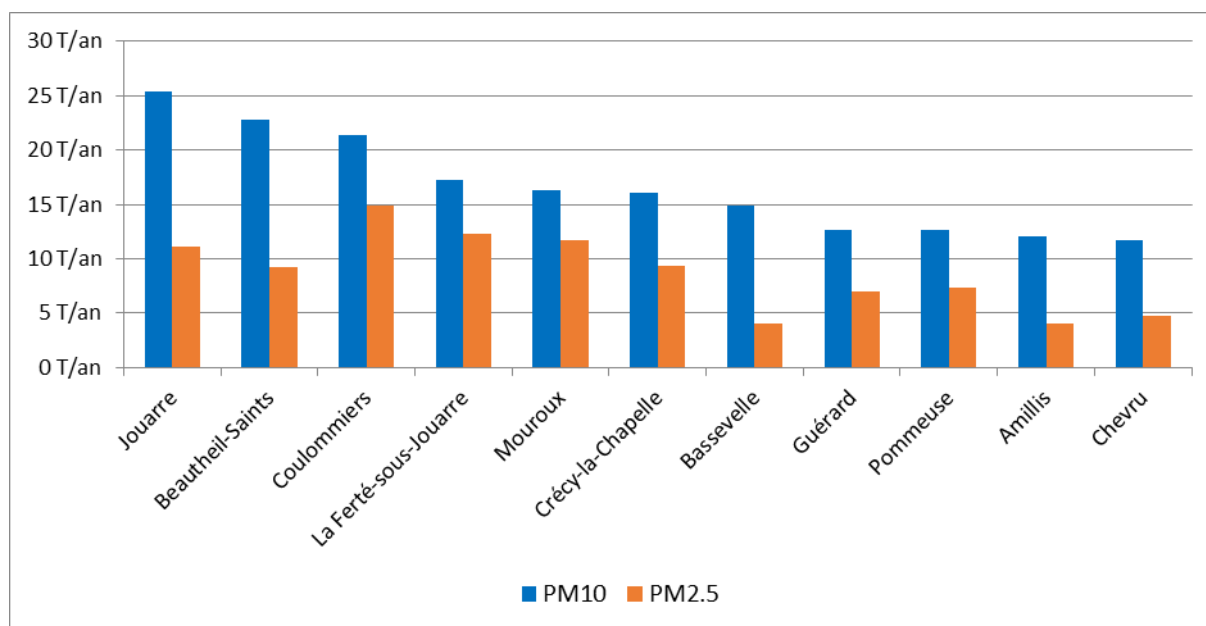
397 tonnes de PM10 et 212 tonnes de PM2.5 ont été émises sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie en 2017, ces émissions correspondent approximativement à 4% et 6% des émissions du département.

Le résidentiel, l'agriculture, les chantiers et le transport routier sont les principaux responsables de ces émissions.



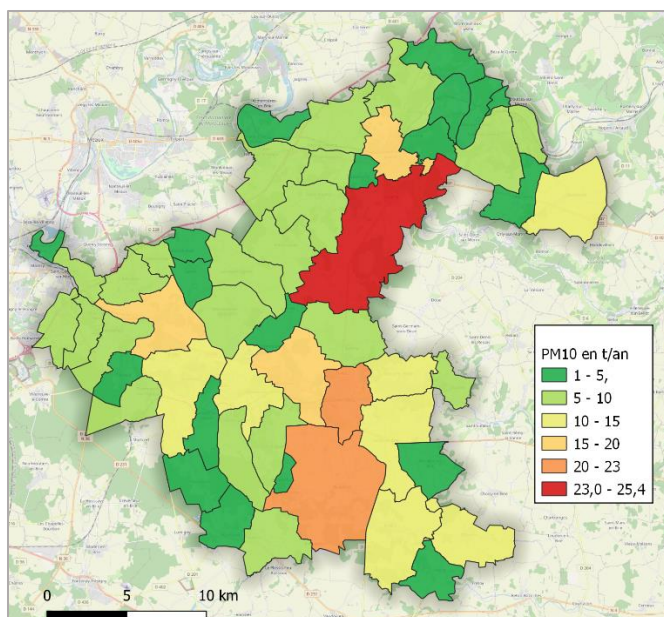
Emissions de PM10 et PM2,5 par secteur d'activité en t/an  
(Source : AirParif, données 2019 pour 2015)

La répartition géographique des émissions est inégale : les communes les plus émettrices sont Jouarre, Beauthel-Saints, Coulommiers, la Ferté-sous-Jouarre, Mouroux et Crécy-la-Chapelle. On retrouve parmi elles les trois centralités de l'agglomération qui concentrent une grande part des logements du territoire. Certaines communes comme Beauthel-Saints, Jouarre, Basseville et Chevru apparaissent également dans cette liste de par leur activité agricole.



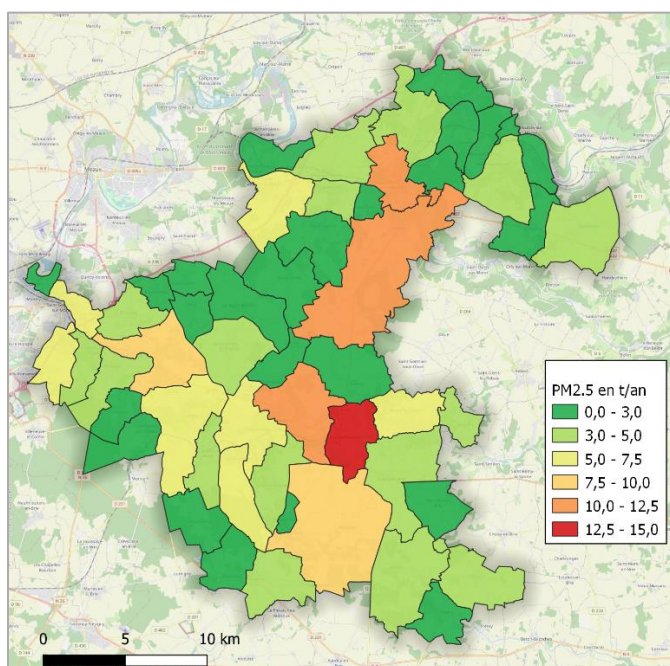
Emissions de PM10 et PM2,5 des 10 communes les plus émettrices en t/an  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)





#### Emissions de PM10 par commune

Source : AirParif,  
données 2020 pour 2017



#### Emissions de PM2,5 par commune

Source : AirParif,  
données 2020 pour 2017

## 4. Ozone (O<sub>3</sub>)

### De quoi s'agit-il ?

L'ozone est une molécule composée de trois atomes d'oxygène, noté O<sub>3</sub>.

### Quels effets ?

Dans la stratosphère, l'ozone permet de filtrer les rayons ultraviolets du soleil mais c'est aussi un oxydant capable, lorsqu'il se trouve à basse altitude (dans la troposphère), d'irriter les yeux et les voies respiratoires même à faible concentration : une augmentation de la mortalité a été démontrée lors des pics de pollution à l'ozone. Il s'attaque également aux végétaux, l'INRA estime par exemple qu'il est responsable d'une baisse de 5 à 10% des rendements du blé en Île de France, et aux matériaux oxydables.



### Quelle durée de vie ?

L'ozone possède une durée de vie assez courte, de l'ordre de 3 jours à 20°C.

### D'où vient-il ?

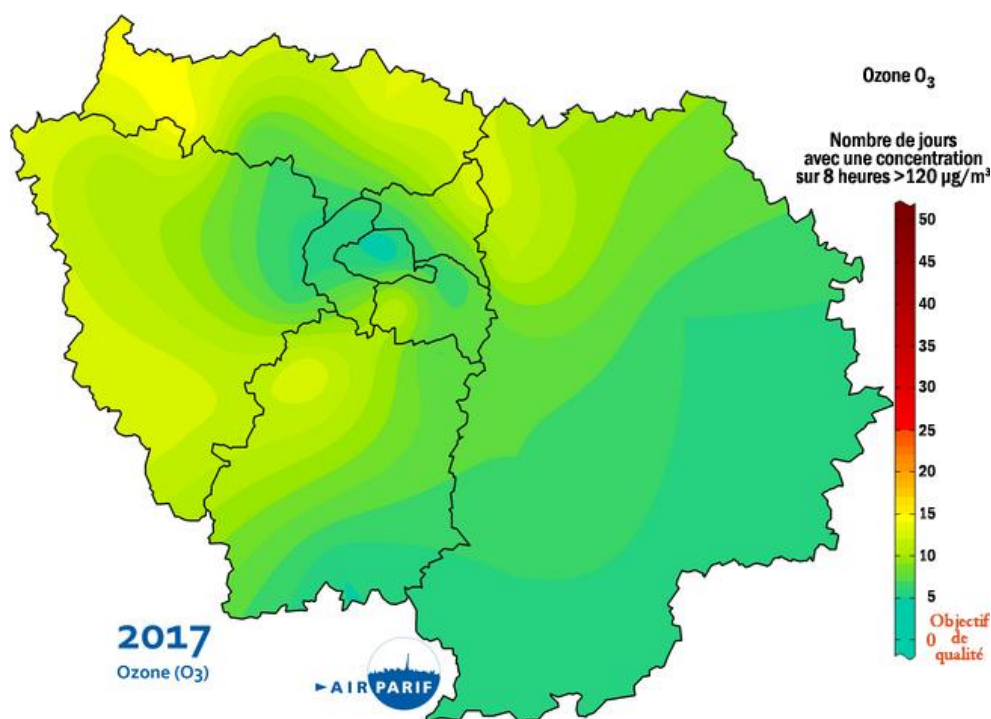
L'ozone est un polluant secondaire : il n'est pas créé directement par les activités humaines mais provient d'une réaction impliquant des polluants primaires (NOx, composés organiques volatils...) et le rayonnement solaire. Un bon ensoleillement est donc indispensable à sa formation.

### Quels sont les seuils ?

	Objectif de qualité	Norme européenne	Recommandation OMS
O <sub>3</sub>	Ne pas dépasser 120µg/m <sup>3</sup> sur 8h	Non concerné	Ne pas dépasser 100µg/m <sup>3</sup> sur 8h

### Dépassement

L'ozone est un polluant secondaire, c'est-à-dire qu'il n'est pas émis directement par les activités humaines, il n'existe donc pas de données d'émissions.



Nombre de jours de dépassement en Ile de France  
(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)

L'ozone se caractérise par des niveaux de fond plus importants en zones périurbaine et rurale. Il n'existe pas de données précises pour le territoire de Coulommiers mais les mesures effectuées dans les communes proches font apparaître de nombreux dépassements : 20 à Melun en 2018 par exemple.

La production d'ozone est fortement dépendante des conditions météorologiques : en 2003, par exemple, les seuils ont été dépassés plus de 40 jours dans toute l'Ile-de-France.

## 5. Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

### De quoi s'agit-il ?

Le dioxyde de soufre est une molécule formée d'un atome de soufre et de deux atomes d'oxygène. Il se note SO<sub>2</sub>.

### Quels effets ?

Le dioxyde de soufre est irritant, notamment pour les voies respiratoires. Il forme de l'acide sulfurique au contact de l'eau, il est donc responsable de pluies acides. Il peut également corroder la pierre et dégrader des bâtiments.

### Quelle durée de vie ?

Le dioxyde de soufre disparaît rapidement de l'atmosphère : sa demi-vie est de quelques heures.

### D'où vient-il ?

Le dioxyde de soufre se forme lors de la combustion d'un matériau contenant de soufre, les véhicules à moteurs et les centrales thermiques sont les principaux émetteurs. Il peut aussi provenir de l'industrie métallurgique, de procédés chimiques employant du soufre, de l'incinération des gaz soufrés rejetés par la conversion de la pulpe de bois en papier ou de l'incinération des ordures. Les volcans peuvent également rejeter des composés soufrés.

### Quels sont les seuils ?

	Objectif de qualité	Norme européenne	Recommandation OMS
SO <sub>2</sub>	Ne pas dépasser 50µg/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle	Ne pas dépasser 125µg/m <sup>3</sup> plus de 3 jours par an	Ne pas dépasser 20µg/m <sup>3</sup> sur 24h
		Ne pas dépasser 350µg/m <sup>3</sup> plus de 24 heures par an	

## Concentration et émissions

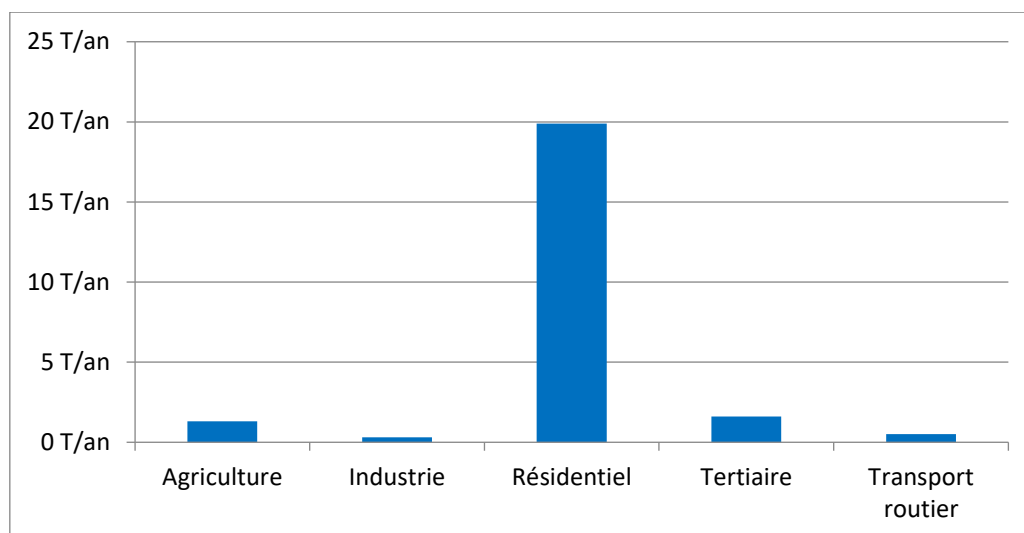
### Concentration

Les concentrations de dioxyde de soufre ont fortement baissé en Ile-de-France. Cette décroissance est liée à la baisse du nombre de sites industriels depuis les années 50, à la forte diminution de l'usage de certains combustibles (comme le charbon) et à la diminution importante du taux de soufre dans tous les combustibles fossiles.

La surveillance du dioxyde de soufre n'est plus obligatoire en Ile-de-France. En 2017, les concentrations moyennes annuelles sont inférieures à la limite de détection (5µg/m<sup>3</sup>) sur les 5 stations qui mesurent encore ce polluant dans la région.

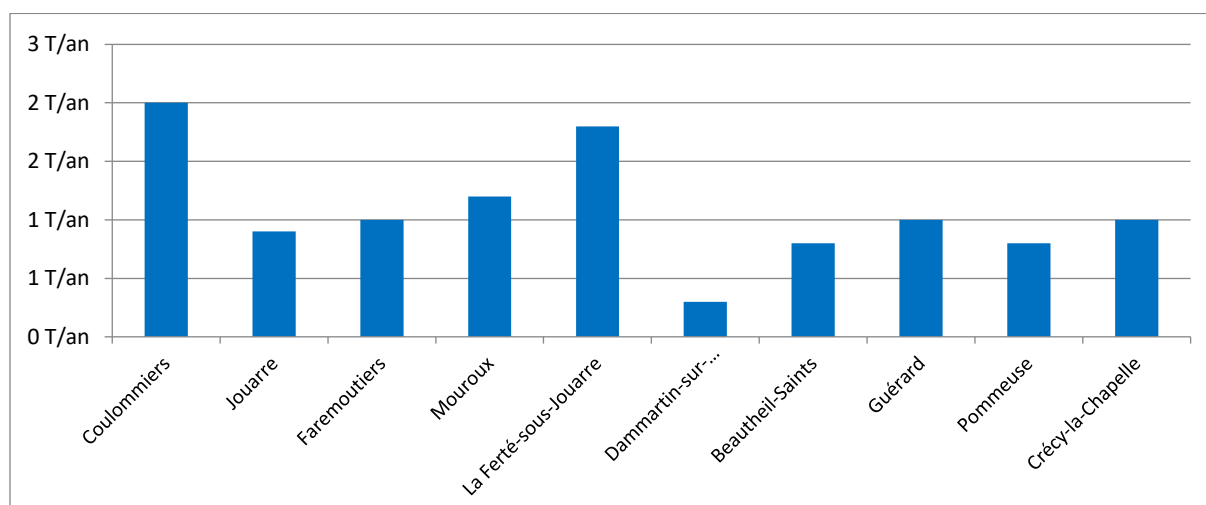
## Emissions

23,7 tonnes de dioxyde de soufre ont été émises sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie en 2017. Ces émissions sont quasiment intégralement causées par le secteur résidentiel, les communes les plus peuplées étant donc les plus émissives.



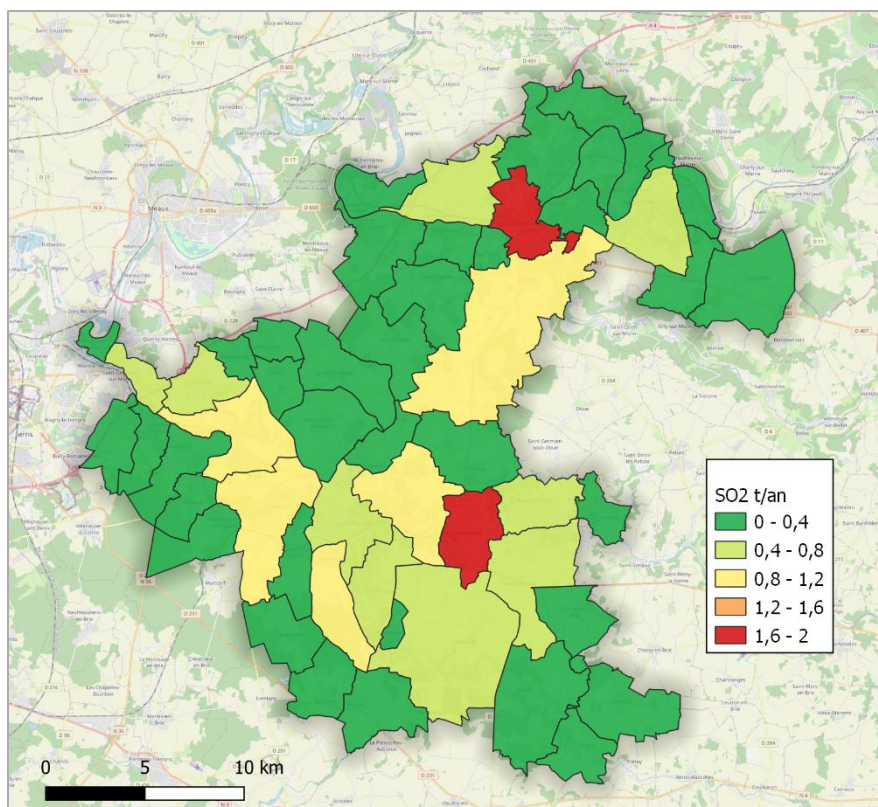
Emissions de SO<sub>2</sub> par secteur d'activité (en t/an)

(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)



Emissions de SO<sub>2</sub> par communes (t/an)

(Source : AirParif, données 2010 pour 2017)



### Emissions de dioxyde de soufre par commune

Source :  
données 2020 pour 2017

AirParif,

## 6. Ammoniac ( $\text{NH}_3$ )

### De quoi s'agit-il ?

L'ammoniac est une molécule formée d'un atome d'azote et de trois atomes d'hydrogène. Il se note  $\text{NH}_3$ .

### Quels effets ?

Dans ses concentrations habituelles, l'ammoniac ne représente pas directement un danger pour la santé. Il peut cependant se recombinaison avec des oxydes d'azote ou de soufre pour former des particules fines, qui elles ont des effets négatifs sur le plan sanitaire. Par ailleurs il contribue à l'acidification et à l'eutrophisation des milieux naturels.

### Quelle durée de vie ?

Le temps de séjour de l'ammoniac gazeux dans l'atmosphère varie de quelques heures à quelques jours en fonction des conditions.

### D'où vient-il ?

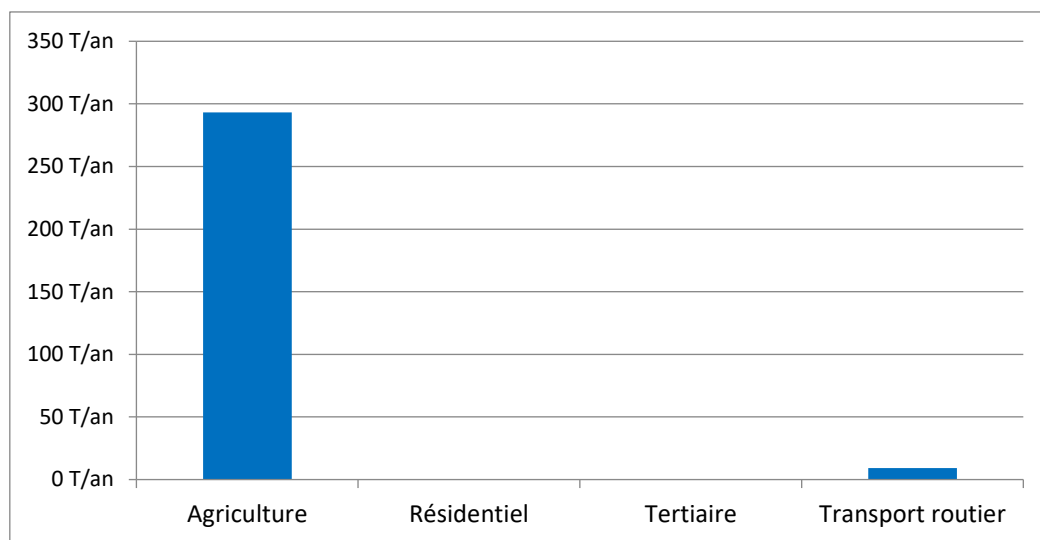
L'agriculture est le principal secteur producteur d'ammoniac. Il est émis principalement par les déjections d'animaux (décomposition de fumiers, lisiers) et les engrais azotés utilisés pour la fertilisation des cultures.

### Quels sont les seuils ?

Il n'existe pas de seuils pour l'ammoniac.

## Emissions

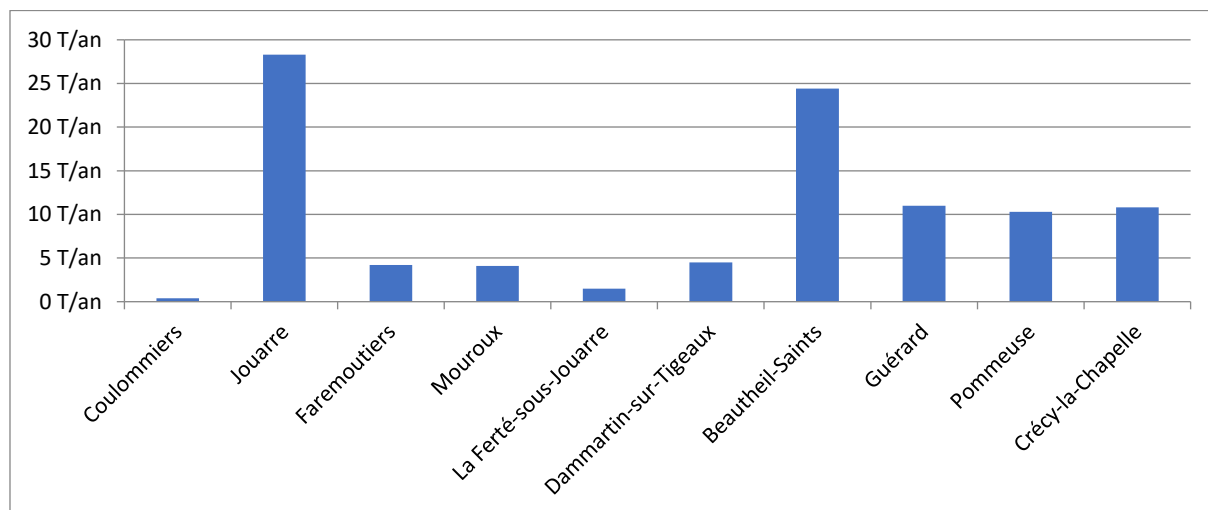
302,4 tonnes d'ammoniac ont été émises sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie en 2017. Ces émissions proviennent principalement de l'agriculture et du transport routier.



Emissions de NH<sub>3</sub> par secteur d'activité (en t/an)

(Source : AirParif, données 2018 pour 2015)

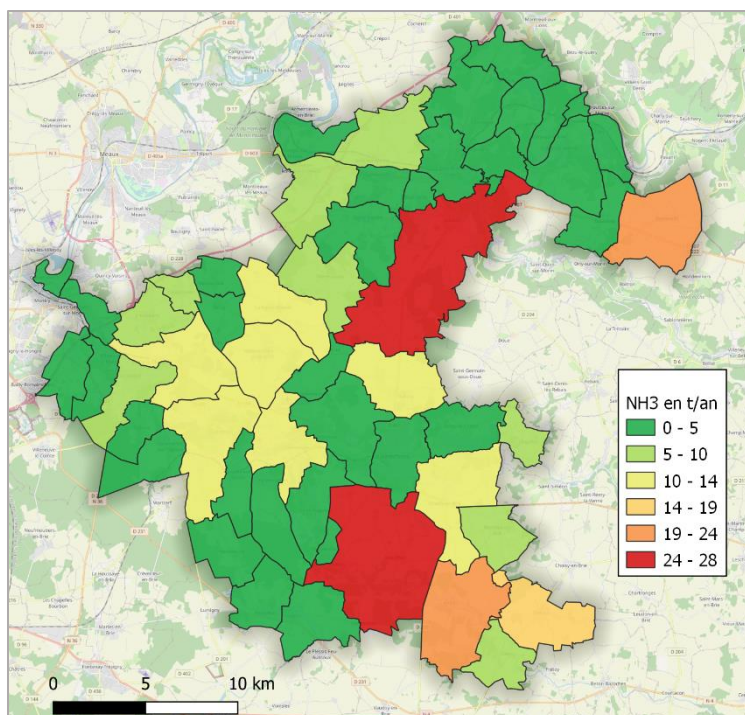
Les émissions d'ammoniac sont localisées principalement dans les communes à forte activité agricole comme Jouarre, Beauthiel-Saints, Amillis ou Bassevelle.



Emissions de NH<sub>3</sub> des 10 communes les plus émettrices (t/an)

(Source : AirParif, données 2020 pour 2017)





## Emissions d'ammoniac par commune

Source : AirParif,  
données 2020 pour 2017

## 7. Composés organiques volatils (COV)

### De quoi s'agit-il ?

Les composés organiques volatils sont des molécules contenant du carbone, de l'oxygène, de l'hydrogène et, éventuellement, d'autres atomes. On distingue trois familles principales :

- Les hydrocarbures aromatiques monocycliques (HAM), par exemple le benzène.
- Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), par exemple le benzopyrène.
- Les aldéhydes, dont le formaldéhyde.

### Quels effets ?

Les composés organiques volatils provoquent des irritations et une diminution de la capacité respiratoire, certains sont de plus cancérogènes. Les COV peuvent également être des précurseurs de la création d'ozone.

### Quelle durée de vie ?

La durée de vie dans l'atmosphère est variable d'une molécule à l'autre. Elle est en général de quelques jours (environ 9 jours pour le benzène, par exemple).

### D'où viennent-ils ?

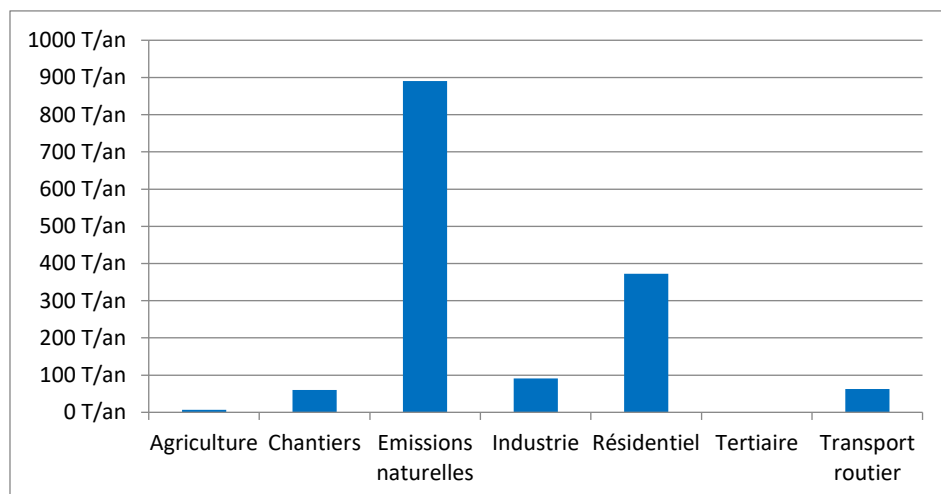
Les composés organiques volatils sont libérés lors de l'évaporation d'hydrocarbures liquides. Ils proviennent notamment des véhicules à moteur (remplissage du réservoir, gaz d'échappement...) et de certains procédés industriels (raffinage de pétrole, solvants industriels...). Ils représentent une part importante de la pollution intérieure (produits d'entretien, vernis, colle...).

### Quels sont les seuils ?

	Objectif de qualité	Norme européenne	Recommandation OMS
<b>Benzène</b>	Ne pas dépasser $2\mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle	Ne pas dépasser $5\mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle	Non concerné

### Emissions

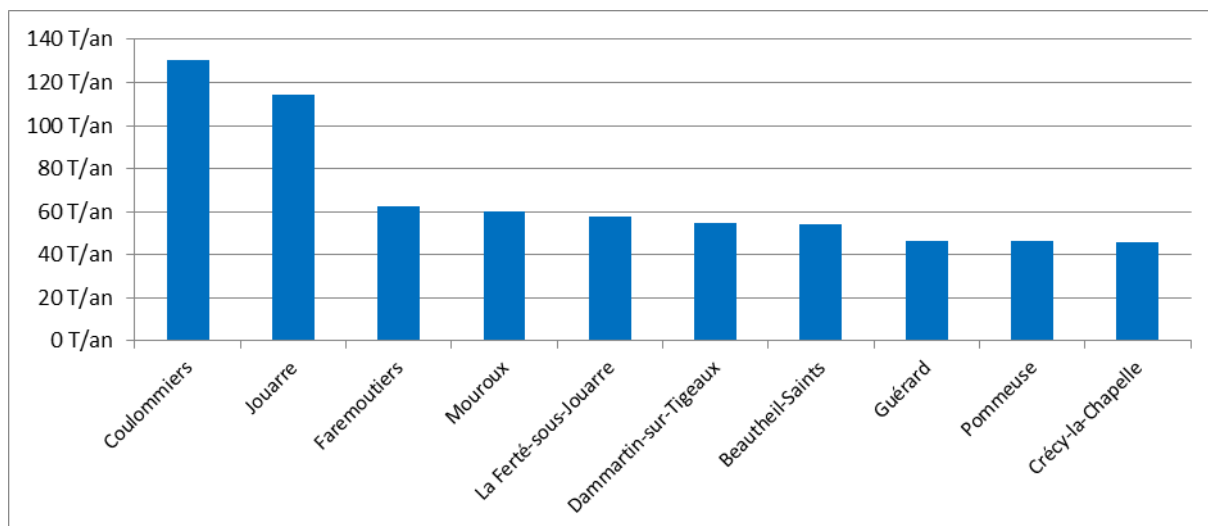
1 501 tonnes de composés organiques volatils ont été émis sur le territoire de Coulommiers Pays de Brie en 2017. Ces émissions sont causées principalement par les émissions naturelles et le résidentiel avec une contribution significative de l'industrie. Les émissions naturelles sont liées à la végétation et ses réactions chimiques, ou encore aux feux de forêt, aux nuages provoqués par les éruptions volcaniques... Dans le secteur résidentiel, les émissions proviennent approximativement à parts égales des appareils de chauffages et de l'usage de solvants domestiques (produits d'entretien, antigel, déodorants...).



**Emissions de composés organiques volatils par secteur d'activité**

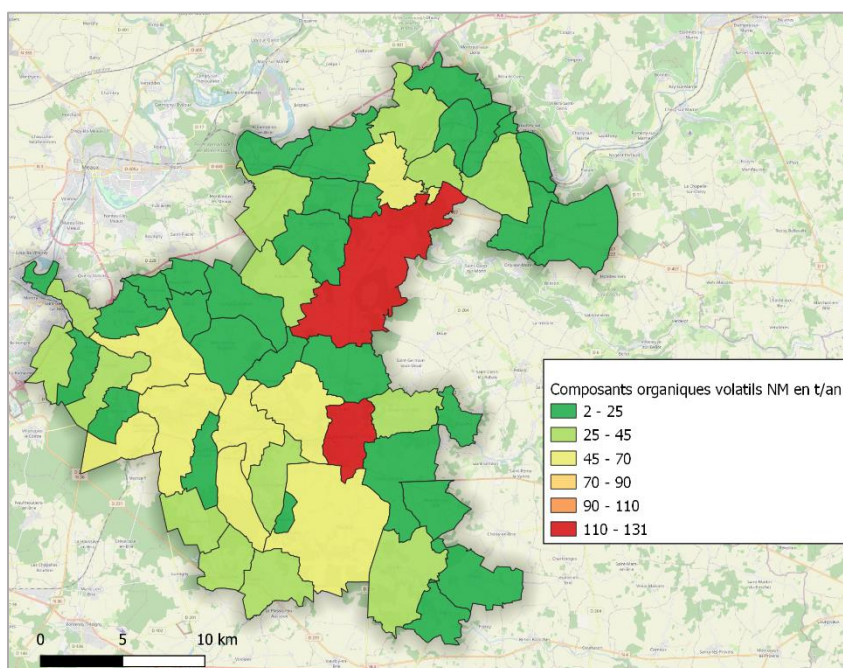
Source : AirParif, données 2020 pour 2017

Les émissions de composés organiques volatils varient fortement d'une commune à l'autre. Elles sont plus importantes à Coulommiers car c'est un pôle résidentiel, mais également dans d'autres communes où l'on peut supposer que les émissions naturelles y sont plus élevées en raison de grandes surfaces de forêts.



Emissions de composés organiques volatils des communes les plus émettrices (t/an)

Source : AirParif, données 2020 pour 2017



Emissions de composés organiques volatils par communes (t/an)

Source : AirParif, données 2020 pour 2017

AirParif,

## 8. Autres polluants

Il existe d'autres polluants qui ne sont pas analysés ici faute de données ou parce qu'ils ont moins d'impact sanitaire. Pour mémoire, il s'agit notamment :

- Du monoxyde de carbone (CO) créé lors d'une combustion incomplète, il est à la fois toxique pour l'homme et précurseur de l'ozone et du dioxyde de carbone.
- Des métaux lourds qui peuvent se retrouver en suspension (plomb, mercure, arsenic...), ce sont des polluants persistants qui s'accumulent dans l'organisme avec des effets à long terme sur le système nerveux, les reins, le foie, les poumons...

- Des dioxines, famille de molécules contenant du chlore dont certaines sont très toxiques.
- Des pesticides utilisés par l'agriculture et susceptibles d'avoir des effets sur la santé.

Enfin, les gaz à effet de serre émis par les activités humaines, notamment le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), sont abordés dans une partie spécifique du diagnostic.

## Références

### Principales sources des données :

- Données d'émissions par commune et secteur : AirParif (2019), *Inventaire des émissions d'Ile-de-France pour l'année 2015*

### Sources complémentaires :

- AirParif, *Suivi des dépassements*. <https://www.airparif.asso.fr/etat-air/bilan-annuel-suivi-depassements>

### Références :

- CITEPA (2017), *Polluants et GES*. <https://www.citepa.org/fr/air-et-climat/polluants>
- DRIEE (2018), *Plan de protection de l'atmosphère d'Ile de France*.  
<https://www.maqualitedelair-idf.fr/w2020/wp-content/uploads/2018/02/PPAjanvier18-sans-fiche.pdf>
- DRIEE (2018), *Plan de Protection de l'atmosphère : quel rôle pour les collectivités*.  
<https://www.maqualitedelair-idf.fr/w2020/wp-content/uploads/2016/08/synthese-collectivitespage.pdf>





# PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

## STRATÉGIE TERRITORIALE



# NOTRE TERRITOIRE ATTENTIF À LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES

## AU NIVEAU DE L'HABITAT

La **consommation d'énergie des bâtiments** du territoire représente environ 850 GWh par an pour le résidentiel et 160 GWh pour le tertiaire, soit un peu plus de 60 % de la consommation totale d'énergie sur le territoire, ce qui en fait un enjeu majeur de maîtrise de l'énergie. L'agglomération se fixe comme objectif de **réduire de 20 % les consommations d'énergie des bâtiments** du territoire d'ici à 2030 par rapport à 2015. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, avec près de 120 000 tonnes de CO2 émises, les bâtiments sont responsables du tiers des émissions de GES du territoire. L'agglomération se fixe un objectif de **réduction de 35 % des émissions de GES des bâtiments résidentiels et de 49 % des bâtiments tertiaires**.

Avec comme premier objectif **de guider et d'accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique**, l'enjeu principal reste de pouvoir massifier la rénovation des logements et des bâtiments tertiaires sur le territoire. Comptant 28 000 logements individuels et 9 500 logements collectifs, la trajectoire de maîtrise de l'énergie vise à cibler à long terme un volume de 800 rénovations de logements individuels et 200 rénovations de logements collectifs chaque année. La montée en puissance du **Service Unique de Rénovation Énergétique**, qui a accompagné 350 dossiers en 2020, pourra contribuer à atteindre cet objectif. Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions doit permettre d'agir là où les leviers de l'agglomération sont les plus directs, avec un accent particulier mis sur les bâtiments publics.

## EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

En complément des efforts de rénovation, il s'agit également de décarboner le mix énergétique utilisé dans la consommation d'énergie des bâtiments, en particulier pour le chauffage. La maîtrise de l'énergie passe également par **la promotion du développement des énergies renouvelables**.

Le rôle de coordinateur de la transition énergétique assuré par la collectivité vise un développement structuré et cohérent des énergies renouvelables, avec une prise en compte des enjeux de stockage et de développement de réseaux. Des **projets de géothermie**, de chaufferies bois et réseaux de chaleur communaux sont à étudier, selon les possibilités, avec une attention sur un approvisionnement le plus local possible et une gestion durable des forêts. L'identification de sites propices à des installations mobilisant le solaire photovoltaïque doit permettre de couvrir l'essentiel des grandes toitures et parkings de panneaux photovoltaïques d'ici à 2030. Par le développement de ces énergies, la CACPB tend à **produire 30 % de sa consommation locale d'énergie en 2030**, soit près de 350 GWh.



# VERS UN TERRITOIRE ATTENTIF À LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES



## **Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique**

**Action 1** - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement

**Action 2** - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH

**Action 3** - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer

## **Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions**

**Action 4** - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie

**Action 5** - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux

**Action 6** - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux

## **Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables**

**Action 7** - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire

**Action 8** - Développer le solaire thermique et photovoltaïque

**Action 9** - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation

# VERS UN TERRITOIRE SOUCIEUX D'OPTIMISER LES DÉPLACEMENTS ET DE FACILITER LES MOBILITÉS DURABLES



La consommation d'énergie des transports sur le territoire représente environ 440 GWh par an, soit un peu plus de 28 % de la consommation totale d'énergie sur le territoire, ce qui en fait le deuxième poste de consommation d'énergie. L'agglomération se fixe comme objectif de **réduire de 47 % les consommations d'énergie des transports sur le territoire d'ici à 2030** par rapport à 2015, avec l'objectif d'une consommation limitée à 255 GWh en 2030.

En termes d'émissions de gaz à effet de serre, le transport représente le premier poste d'émissions, avec 47 % des émissions de GES du territoire, soit environ 162 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e. L'agglomération se fixe un objectif de **réduction de 48 % des émissions de GES des transports en 2030** par rapport à 2015 afin de limiter à 85 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e les émissions de GES de ce secteur.

Le plan d'actions envisagé doit également permettre une réduction des polluants atmosphériques, en particulier de NO<sub>x</sub> dus au transport des véhicules, notamment dans les centres-villes. Celui-ci s'articule autour de trois objectifs : **fluidifier les déplacements et les circulations, limiter les déplacements et développer les mobilités douces et l'intermodalité.**

Sa mise en œuvre doit permettre de **réduire de 20 % les déplacements sur le territoire en 2030**, avec l'objectif que plus de 50 % des véhicules circulant sur le territoire soient à faibles émissions de CO<sub>2</sub>e. Le développement des mobilités douces doit permettre de **multiplier par trois la pratique du vélo** sur le territoire d'ici 2030 et de réduire de 8 points la part modale des voitures, qui représentent actuellement 90 % des trajets pour les particuliers.

Enfin, l'agglomération compte sur la coopération entre les commerces et les transporteurs pour développer une offre de logistique de proximité et garder des centres apaisés et un accès rationalisé pour les poids lourds.

# COULOMMIERS TERRITOIRE SOUCIEUX D'OPTIMISER LES DÉPLACEMENTS ET DE FACILITER LES MOBILITÉS DURABLES



## **Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire**

**Action 10** - Mettre en place un Plan Local de Mobilité

**Action 11** - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions

**Action 12** - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie

## **Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements**

**Action 13** - Développer des espaces de coworking

**Action 14** - Garantir le déploiement de la fibre optique

**Action 15** - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération

**Action 16** - Rapprocher les services des habitants

**Action 17** - Faciliter l'emploi local

## **Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité**

**Action 18** - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces

**Action 19** - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux

**Action 20** - Promouvoir le Transport à la Demande

**Action 21** - Inciter à l'usage des modes de transport doux



# VERS UN TERRITOIRE MOBILISÉ POUR PRÉSERVER SES RESSOURCES ET POTENTIALITÉS NATURELLES



Avec 29 % du territoire recouvert de forêts, zones humides et milieux naturels et 64 % de sols agricoles, le territoire a une **contribution neutre à l'effet de serre sur la gestion de ses sols**. Ainsi, la captation et la séquestration d'environ 60 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e par les sols correspond au volume émis par les pratiques agricoles.

Pour avoir une contribution climatique liée aux sols positive, le territoire vise à la fois à réduire les émissions de GES des pratiques agricoles de 30 % en 2030 par rapport à 2015, pour se limiter à 40 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e et à **augmenter la séquestration naturelle du carbone via la préservation des espaces boisés** et un recours accru à l'agroforesterie pour absorber un peu plus de 75 000 tonnes de CO<sub>2</sub>e annuellement.

Soumis aux aléas climatiques, et particulièrement vulnérable sur la ressource en eau, en particulier face aux risques d'inondations, le territoire se fixe pour objectif de **préserver et d'améliorer la ressource en eau** et de s'adapter aux risques climatiques.

Fort d'un riche patrimoine naturel, le territoire fait également de la **biodiversité** un enjeu majeur avec la volonté de diversifier les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques. Enfin, le territoire vise à **valoriser ses atouts naturels** par le développement d'un tourisme fluvial, respectueux de l'environnement et la mise en valeur des produits locaux du territoire.

# VERS UN TERRITOIRE MOBILISÉ POUR PRÉSERVER SES RESSOURCES ET POTENTIALITÉS NATURELLES



## Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

**Action 22** - Soutenir la création du PNR

**Action 23** - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation

**Action 24** - Contenir l'artificialisation des sols

**Action 25** - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales

## Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau, en adaptant le territoire aux risques climatiques

**Action 26** - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable

**Action 27** - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées

**Action 28** - Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations

## Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

**Action 29** - Structurer l'offre touristique locale

**Action 30** - Développer le tourisme fluvial

**Action 31** - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux





# VERS UN TERRITOIRE VALORISANT LES COMPORTEMENTS ÉCOCITOYENS ET UN MODE DE VIE DURABLE

Soucieuse de son empreinte carbone, et consciente qu'une partie significative des émissions liées aux entreprises et citoyens du territoire se fait en dehors du territoire, l'agglomération souhaite agir **en mobilisant les différents acteurs du territoire** autour d'une prise de conscience des enjeux écologiques et le développement de pratiques de consommation plus soutenables.

Cela passe à la fois par un objectif de **développement de la prévention et du recyclage des déchets**, favorisant le tri et le réemploi et par la **promotion des initiatives citoyennes** sur le territoire.

Enfin, consciente de l'importance de son rôle de coordination de la transition écologique sur le territoire, l'agglomération se dote de moyens de suivi et d'évaluation de ce premier PCAET.



# VERS UN TERRITOIRE VALORISANT LES COMPORTEMENTS ÉCOCITOYENS ET UN MODE DE VIE DURABLE

## Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

**Action 32** - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages

**Action 33** - Contribuer au réemploi et au tri des déchets

**Action 34** - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets

## Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

**Action 35** - Encourager les circuits de proximité

**Action 36** - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales

**Action 37** - Initier aux gestes écocitoyens

**Action 38** - Valoriser les projets locaux

## Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

**Action 39** - Accompagner les entreprises vers la transition écologique

**Action 40** - Suivre et évaluer le PCAET